PLAN LOCAL D'URBANISME INTERCOMMUNAL
HAUT-JURA SAINT-CLAUDE

1.7 Evaluation environnementale

DOSSIER ARRÊT

Transmis en sous-préfecture en annexe de la délibération du Conseil communautaire en date du 4 mars 2026, arrêtant les dispositions du PLUi Haut-Jura Saint-Claude.

Communauté de communes
Haut-Jura Saint-Claude

Pour la Présidente,
Le Vice-Président,

M. Phillipe PASSOT

Rédaction : GENTAZ Karine, BERTRAND Donna, Ludivine CHENAUX, Tomi LUQUET

Photo de couverture : © Haut-Jura Saint-Claude

Agence Mosaïque Environnement

111 rue du 1er Mars 1943 - 69100 Villeurbanne tél. 04.78.03.18.18 - fax 04.78.03.71.51

agence@mosaique-environnement.com - www.mosaique-environnement.com

SCOP à capital variable – RCS 418 353 439 LYON

Note au lecteur

Ce volet constitue l'évaluation environnementale du PLUi de la CC Haut Jura Saint-Claude.

L'état initial de l'environnement est consigné à part, de même que le résumé non technique de l'évaluation environnementale.

Sommaire

Chapitre I. Présentation générale 1
1.1. Contexte 3
1.2. Le projet et les objectifs du PLUi 4
1.2.1. Le scénario intercommunal 4
1.2.2. Le projet d'aménagement et de développement durable 5
1.2.3. Le règlement écrit et graphique 11
1.2.4. Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP) 12
1.2.5. Déroulement de la procédure 14
1.3. Le PLUi est soumis à évaluation environnementale 15
1.3.1. Cadre réglementaire 15
1.3.2. Contenu de l'évaluation environnementale 15
Chapitre II. Analyse de l'articulation du PLUi avec les plans et programmes 17
2.1. Préambule 19
2.1.1. La hiérarchie des normes 19
2.1.2. Documents retenus pour l'analyse de l'articulation avec le PLUi 20
2.1.3. Les attendus 21
2.2. Analyse de l'articulation du PLUi 21
2.2.1. Le SCoT du Pays du Haut-Jura 21
2.2.2. Le SRADDET Bourgogne-Franche-Comté 34
2.2.3. Le SDAGE Rhône-Méditerranée 42
2.2.4. Le PGRI Rhône-Méditerranée 44
2.2.5. Le SRC Bourgogne-Franche-Comté 45
2.2.6. Analyse simplifiée avec les documents non approuvés ou sans hiérarchie de norme 48
Chapitre III. Synthèse des enjeux environnementaux 51
Chapitre IV. Évaluation des incidences du PLUi 61
4.1. Méthode d'évaluation 63
4.2. Analyse de la prise en compte des enjeux environnementaux dans le PADD 64
4.3. Évaluation environnementale des pièces réglementaires 80
4.3.1. Évaluation environnementale à l'échelle de l'intercommunalité 82
4.3.2. Focus évaluatifs à l'échelle de secteurs / thématiques à enjeux 132
4.3.3. Incidences sur Natura 2000 240
Chapitre V. Alternatives envisagées et justification du projet retenu 254
5.1. Explication des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement 256
5.1.1. Les motifs supra-territoriaux qui guident le projet 256
5.1.2. Raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables 272

Chapitre VI. Synthèse des mesures ERC 287
6.1. La séquence ERC 289
6.2. Synthèse des mesures 289
6.2.1. Synthèse des mesures générales 290
6.2.2. Synthèse des autres mesures 295
Chapitre VII. Manière dont l'évaluation a été effectuée 299
7.1. Une démarche au service du projet 301
7.1.1. Rappel des objectifs de l'évaluation 301
7.1.2. L'évaluation environnementale, un outil d'aide à la décision pour le PLUi 301
7.2. Synthèse des méthodes utilisées 302
7.3. Difficultés rencontrées 314
Chapitre VIII. Dispositif de suivi 315
8.1. La mobilisation de critères et indicateurs 317
Chapitre IX. Annexes 325
9.1. Croisement des enjeux environnementaux avec le zonage 327
9.2. Focus sur la friche SMOBY et le projet de renaturation du Bief du Nans 332
9.2.1. Projet de renaturation du Bief du Nans à Lavans-lès-Saint-Claude 332
9.2.2. Une friche à enjeu pour Haut Jura Saint Claude 339
9.2.3. Conclusion 340
9.3. Résultats des passages terrain sur les STECAL 341
9.4. Liste et caractéristiques des Emplacements Réservés 349
9.1. Fiches enjeux et terrain des secteurs de projet 354

Liste des cartes

Carte n°1. Les OAP sectorielles : localisation et vocation 14
Carte n°2. Synthèse des continuités écologiques et des secteurs à enjeux 57
Carte n°3. Risques naturels 58
Carte n°4. Nuisances et pollutions 59
Carte n°5. Croisement entre règlement graphique et enjeux paysagers / patrimoniaux 89
Carte n°6. Croisement entre règlement graphique et enjeux paysagers / patrimoniaux – Focus sur le centre de Saint-Claude 90
Carte n°7. Croisement entre règlement graphique et ressources en matériaux 96
Carte n°8. Croisement entre règlement graphique et inventaire du patrimoine naturel 102
Carte n°9. Croisement entre règlement graphique et trame verte et bleue 103
Carte n°10. Croisement entre règlement et ressources en eau (mares, plans d'eau, zones humides) 110
Carte n°11. Croisement entre règlement et vulnérabilité des ressources en eau 111
Carte n°12. Croisement entre règlement graphique et risques naturels 116
Carte n°13. Croisement entre règlement graphique et risques naturels – focus ouest (Lavans-les-Saint-Claude) 117
Carte n°14. Croisement entre règlement graphique et risques naturels – focus centre (Avignon-les-Saint-Claude) 118
Carte n°15. Croisement entre règlement graphique et risques naturels – focus est (Saint-Claude / Villard Saint Sauveur) 119
Carte n°16. Croisement entre règlement graphique et risque de retrait-gonflement des argiles 120
Carte n°17. Croisement entre règlement graphique et risque technologiques 121
Carte n°18. Croisement entre règlement graphique et nuisances et pollutions 125
Carte n°19. Croisement entre règlement graphique et risque technologiques 126
Carte n°20. Croisement entre le règlement graphique et les zones favorables au Grand Tétras 134
Carte n°21. Focus sur les secteurs concernés par les pistes et remontées mécaniques identifiées au titre au titre du L. 151-38 du CU 135
Carte n°22. Les STECAL 200
Carte n°23. Vue d'ensemble des Emplacements Réservés 231
Carte n°24. Positionnement des ER par rapport aux enjeux de biodiversité à la Pesse 237
Carte n°25. Croisement entre règlement graphique et Natura 2000 242
Carte n°26. Premiers secteurs de développement analysés 273
Carte n°27. Première version de l'OAP pour le projet de gendarmerie 274
Carte n°28. Schéma d'implantation du projet intergénérationnel 277
Carte n°29. Enjeux écologiques du STECAL N*Be3 277
Carte n°30. OAP sectorielle « les Mouilles » 278
Carte n°31. Repositionnement de la zone pressentie pour l'extension de la ZA Sur le Bois 279
Carte n°32. Enjeux écologique sur le secteur « la Madone » 280
Carte n°33. Schéma de l'OAP « la Madone » 280
Carte n°34. Evolution de l'OAP prenant en compte des enjeux du secteur « Crêt du Bief II » 281

Liste des tableaux

Tableau n°1. Constats et enjeux 54
Tableau n°2. Grille de questionnement 81
Tableau n°1. Consommation d'ENAF 2026-2037 (ha) tenant compte des dents creuses 94
Tableau n°2. OAP sectorielles prévues sur les communes en tension pour l'eau potable 108
Tableau n°3. Consommation d'espace projetée par commune sur la période 2026 - 2037 109
Tableau n°4. Zonage concernant les zones de présence du Grand Tétras 133
Tableau n°5. Synthèse de l'évaluation des OAP sectorielles 140
Tableau n°6. Synthèse des incidences des OAP 195
Tableau n°7. Liste et caractéristiques des STECAL 198
Tableau n°8. Synthèse des effets des STECAL 228
Tableau n°9. Superficie ou linéaire des ER par commune 230
Tableau n°10. Synthèse des effets des STECAL 239
Tableau n°11. Correspondance entre le PADD et les orientations de l'OAP thématique « continuités écologiques » 285
Tableau n°12. Principaux temps d'association des acteurs locaux 302
Tableau n°13. Synthèse des choix méthodologiques pour la définition des réservoirs de biodiversité ..306
Tableau n°14. Indicateurs et critères de suivi 318
Tableau n°15. Zonage concernant les principaux secteurs d'enjeux environnementaux 327
Tableau n°16. Zonage concernant les secteurs à enjeux concernant les ressources en eau 329
Tableau n°17. Zonage concernant les secteurs à enjeux liés aux risques naturels 330

Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Haut Jura Saint-Claude

PLUi

Chapitre I.
PRESENTATION GENERALE



1.1. Contexte

Située au cœur du massif du Jura, la **communauté de communes Haut-Jura Saint-Claude** (CCHJSC) a été créée le 1er janvier 2011, suite à la fusion des Communautés de Communes de Val de Bienne, du Plateau du Lizon et des Hautes-Combes. Son territoire, d'une superficie de 367 km^2, se compose de 22 communes et accueille près de 20 000 habitants *(INSEE 2022)*.

Le territoire, situé à l'interface de l'Auvergne-Rhône-Alpes, de la Suisse et de la Bourgogne Franche-Comté, se caractérise par une géographie et des paysages remarquables, liés à des particularités naturelles fortes. Son identité repose sur la complémentarité de trois piliers économiques : une industrie ancrée historiquement, un tourisme orienté vers la nature et les activités nordiques, et des activités agricoles et sylvicoles dominées par les productions laitières et fromagères.

Territoire rural habité et attractif, il fait face à des enjeux importants de qualité de vie, de maintien des services et de gestion durable des ressources, notamment de l'eau dans un contexte karstique sensible. Riche d'une biodiversité et de paysages de qualité, il dispose également d'un potentiel en énergies renouvelables, tout en étant localement fragilisé par l'artificialisation de l'espace rural.

Afin de maîtriser les grands facteurs d'évolution de leur territoire, les élus de la communauté de communes, qui a la compétence **Plan Local d'Urbanisme** (PLU) depuis le 1er juillet 2021 ont, par délibération du 12 octobre 2022, prescrit l'élaboration du PLU intercommunal.

Le PLUi doit permettre d'atteindre les objectifs fixés par les articles L-101-2 et L.101-2-1 du code de l'urbanisme. Pour la collectivité, il s'agit également de :

- Se doter d'un outil stratégique et opérationnel pour mettre en œuvre un projet global et partagé d'aménagement et d'urbanisme à l'échelle du territoire communautaire dans la recherche d'un développement durable ;
- Poursuivre un développement adapté, équilibré et solidaire, respectueux de l'environnement, répondant aux spécificités locales liées aux caractéristiques des zones de montagne ;
- Affirmer son rôle et son identité en lien avec les développements des territoires limitrophes ;
- Se mettre en conformité avec les législations et les normes supérieures ainsi qu'en compatibilité avec les différents documents cadres comme le Schéma Régional d'Aménagement de Développement Durable et d'Égalités des Territoires (SRADDET) et le Schéma de Cohérence Territorial du Haut Jura (SCOT) par la mise en œuvre des objectifs, orientations et règles déclinés ;
- Définir une réglementation cohérente de l'utilisation qui est faite du sol en prenant en compte les usages et les occupations existantes, les formes urbaines existantes et les nouvelles formes architecturales, le patrimoine historique et culturel à protéger, la réhabilitation, en leur trouvant de nouveaux usages, des anciennes friches industrielles ou agricoles, la mixité sociale et fonctionnelle, et les capacités de densification et de mutation des espaces bâtis, tout en assurant la préservation des espaces ressources (agricole et forestier) et la protection du patrimoine naturel et de la biodiversité.

Ainsi, la démarche de PLUi s'appuie sur trois piliers complémentaires pour le territoire : renforcer l'attractivité économique et l'emploi en valorisant les savoir-faire et l'innovation, améliorer la qualité de vie et l'attractivité résidentielle par le développement des services, des mobilités et des centres-bourgs, et engager un développement sobre et durable fondé sur la préservation des paysages, des ressources naturelles et de la biodiversité, tout en s'adaptant au changement climatique.

1.2. Le projet et les objectifs du PLUi

1.2.1. Le scénario intercommunal

Le scénario intercommunal s'inscrit dans une logique de **sobriété foncière**, visant à limiter l'artificialisation des sols et à contenir l'étalement urbain, en cohérence avec le SCoT du Pays du Haut-Jura et une trajectoire de réduction de la consommation d'espace à l'horizon 2040.

❖ Objectifs stratégiques et principes d'aménagement

Afin de limiter l'artificialisation, la priorité est donnée au **renouvellement urbain** et à la **densification** des espaces déjà urbanisés avant toute extension :

- **Recyclage foncier :** Objectif de résorption de **5 ha de friches** (notamment industrielles).
- **Densification résidentielle :** Engagement à produire **au moins 50 % des nouveaux logements** au sein des espaces urbains existants et développement de formes urbaine plus compactes.
- **Actions complémentaires :** Remise sur le marché des logements vacants, réhabilitation de l'habitat ancien, encadrement du changement de destination des bâtiments et limitation de l'imperméabilisation.

Le scénario intercommunal vise à **structurer le développement urbain autour des polarités existantes**, afin de renforcer l'armature territoriale et de limiter l'étalement urbain. Les zones d'extension sont majoritairement localisées **en continuité du tissu urbain**, dans une logique de cohérence spatiale et fonctionnelle. La stratégie cherche aussi à **favoriser la cohabitation entre activités agricoles et habitat**, notamment par la création de **zones de transition végétalisées**, et par l'application de **densités minimales à l'hectare** dans les zones résidentielles.

❖ Répartition de l'enveloppe foncière par destination

Les extensions urbaines sont strictement limitées, avec une **enveloppe maximale de 51 hectares** de consommation d'espaces, répartie selon les besoins de développement prioritaires du territoire :

Secteur d'activité	Enveloppe foncière maximale
Habitat	**21 ha**
Économie	**20 ha**
Densification en dents creuses	**8,5 ha**
Équipement	**1,5 ha**

❖ Programmation territoriale :

La consommation foncière est également hiérarchisée selon l'armature urbaine :

Catégorie de territoire	Communes concernées	Enveloppe foncière maximale
Pôle urbain	Saint-Claude	**5,4 ha**
Centres bourgs	Coteaux-du-Lizon, Lavans-lès-Saint-Claude	**18,5 ha**
Pôles de proximité	Chassal-Molinges, Septmoncel-les-Molunes, Viry	**18,9 ha**
Communes rurales	15 communes (Avignon-lès-Saint-Claude, La Pesse, etc.)	**10,2 ha**

❖ Trajectoire temporelle à l'horizon 2040

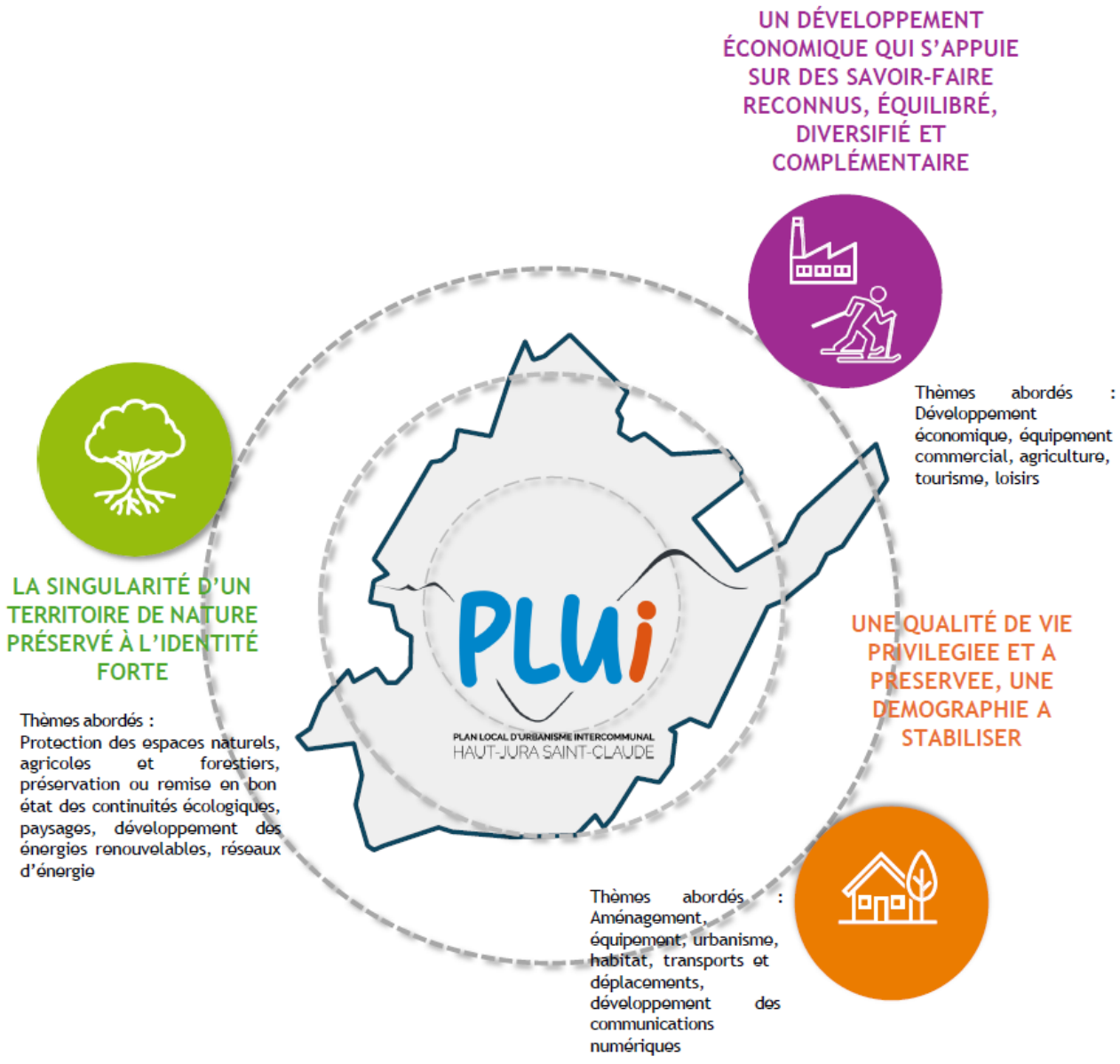
Pour finir, la modération de l'espace s'inscrit aussi dans le temps, avec une **programmation dégressive progressive des ouvertures à l'urbanisation** à l'horizon 2040. Sur la période **2027–2033 (court terme)**, l'enveloppe maximale est de **36 hectares** (70 % des consommations projetées). Sur la période **2034–2040 (moyen terme)**, elle est de **15 hectares** maximum (30 % des consommations projetées). Ces objectifs sont sécurisés par un échéancier d'ouverture à l'urbanisation défini dans les OAP (Orientations d'Aménagement et de Programmation) sectorielles.

1.2.2. Le projet d'aménagement et de développement durable

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) est la « clef de voûte » du dossier de PLUi, dans le sens où il définit les orientations générales d'urbanisme et d'aménagement retenues pour le développement futur et durable de l'ensemble du territoire de la communauté de communes.

Document stratégique et prospectif, il s'appuie sur une vision globale du territoire à l'horizon 2035, et décline une stratégie de développement à travers la traduction des choix retenus par les élus du territoire sous forme d'orientations stratégiques.

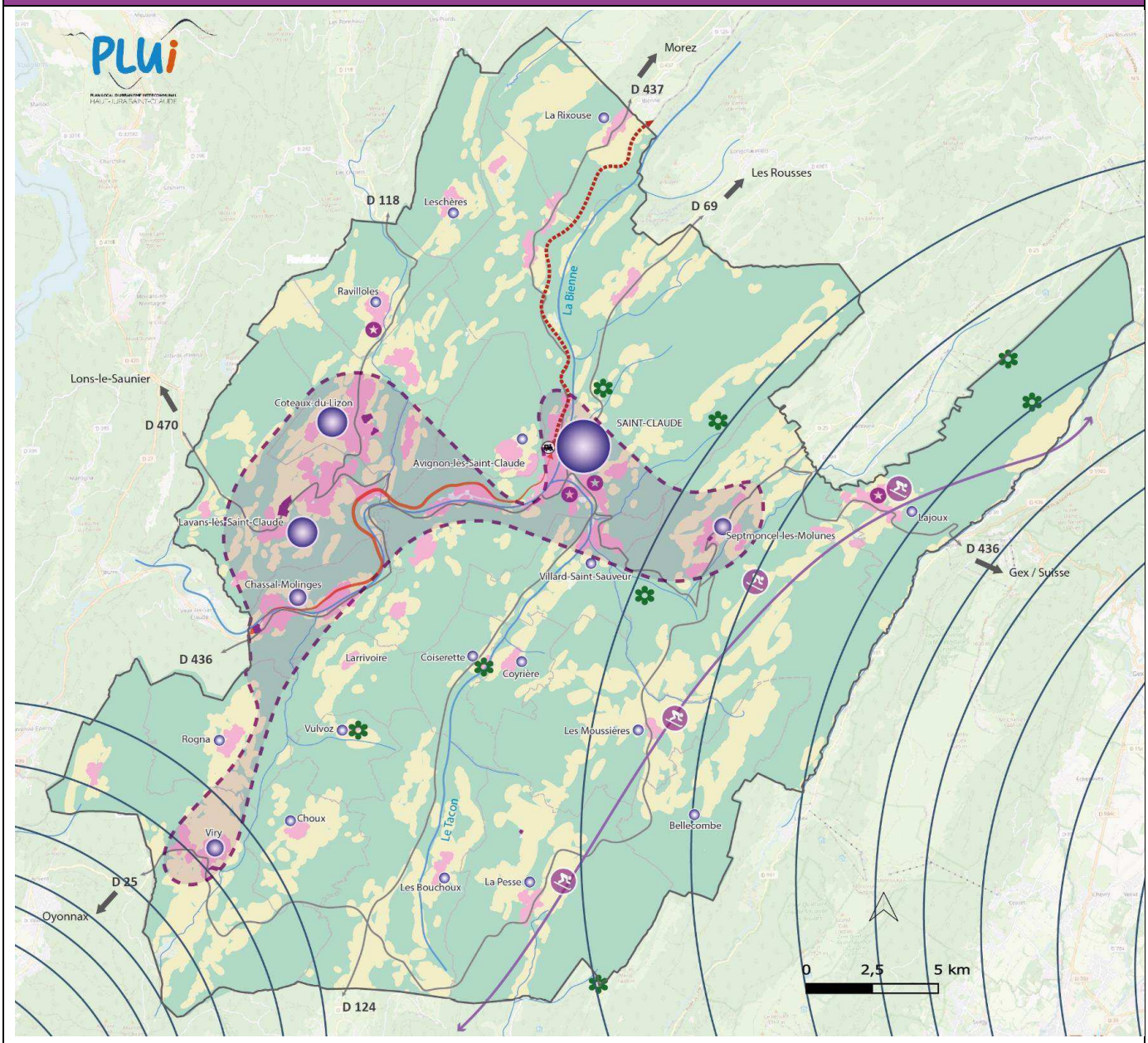
Le PADD de la CCHJSC est structuré autour de **trois axes** qui traduisent transversalement une volonté commune à l'ensemble des acteurs de veiller au « bien-vivre » des habitants du territoire, dans tous ses aspects : habitat, agriculture, paysage, environnement, commerces, équipements, développement économique, et bien accueillir en matière d'attractivité touristique ...



Orientations	Objectifs
UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE QUI S'APPUIE SUR DES SAVOIR- FAIRE RECONNUS, ÉQUILIBRÉ, DIVERSIFIÉ ET COMPLÉMENTAIRE	**Développement** économique • Structurer le foncier économique en s'appuyant sur les filières historiques • Conjuguer l'activité économique et les enjeux environnementaux en apportant un soin particulier aux zones d'activités en s'inspirant de la démarche « nature en ville » par exemple • Tirer parti des atouts du territoire en matière de développement économique • Accompagner l'évolution de l'économie pour sa compétitivité • Maintenir une activité économique pérenne tout en préservant les richesses locales
	Commerces • Maintenir la polarité commerciale de la ville-centre de Saint-Claude ainsi que les commerces et services des communes, tels que définis par l'armature territoriale du SCoT, selon les spécificités, les besoins, les opportunités • Encadrer le développement commercial
	Agriculture • Accompagner l'activité agricole dans sa diversification • Préserver les activités économiques en lien avec l'agriculture et la forêt
	Tourisme • Profiter du Haut-Jura-Saint-Claude comme destination « Nature » pour développer son attractivité et son activité touristique • Veiller au développement de l'affluence touristique et optimiser la répartition des flux • Créer une offre touristique adaptée à tous les types de clientèles • Faire du tourisme un vecteur de valorisation du savoir-faire, du patrimoine bâti et paysager
LA SINGULARITÉ D'UN TERRITOIRE DE NATURE PRÉSERVÉ À L'IDENTITÉ FORTE	**Espaces naturels** Affirmer l'armature écologique et paysagère comme socle de l'évolution du territoire
	Biodiversité Valoriser la biodiversité et la place du végétal au sein des aménagements urbains
	Environnement • Assurer sur le long terme la disponibilité des ressources en quantité suffisante pour un partage équilibré et durable • Limiter toutes les formes de pollution de l'eau • Gérer les eaux pluviales
	Vulnérabilité • Prendre en compte et prévenir les risques naturels actuels et tenir compte des évolutions liées au changement climatique • Prévenir les risques technologiques • S'adapter face aux crises et évènements climatiques exceptionnels induits par le changement climatique
	Énergies renouvelables Réussir la transition énergétique et climatique du territoire
	Espace forestier Aménager le potentiel de développement forestier et renforcer sa résilience face aux changements climatiques
	Paysage • Protéger le grand paysage en réduisant l'impact visuel des équipements et extensions urbaines par une intégration paysagère soignée • Valoriser la qualité paysagère du quotidien • Qualifier les petits espaces de paysage qui font la nature remarquable du territoire et maintenir les espaces de respiration • Assurer une intégration paysagère des aménagements d'espaces publics : revenir à la nature et au caractère vernaculaire du territoire par une qualité d'aménagement jusqu'aux détails • Préserver et valoriser le patrimoine bâti remarquable historique et mémoriel

Orientations	Objectifs
UNE QUALITÉ DE VIE PRIVILEGIEE ET A PRESERVER POUR LES HABITANTS, UNE DÉMOGRAPHIQUE À STABILISER	**Démographie** Accompagner le maintien de la population
	Urbanisation • Planifier une urbanisation qui s'intègre de manière logique et cohérente dans la structure du territoire • Préserver le cadre de vie attrayant et durable, notamment à travers les services et équipements
	Logements • Proposer une offre de logements répondant à tous les besoins • Privilégier la réhabilitation et la rénovation des bâtiments existants
	Aménagement Accompagner le renouvellement du bâti dégradé et lutter contre la vacance
	Équipements • Conforter les pôles d'équipements de proximité • Encourager la création de lieux de sociabilité
	Culture S'appuyer sur la culture pour promouvoir le territoire
	Mobilités • Organiser l'usage de la voiture • Développer les mobilités douces • Maintenir les infrastructures ferroviaires pour favoriser des transports alternatifs • Renforcer les moyens de transport existants à l'échelle locale notamment pour soutenir le développement économique

UN DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE QUI S'APPUIE SUR DES SAVOIR- FAIRE RECONNUS, ÉQUILIBRÉ, DIVERSIFIÉ ET COMPLÉMENTAIRE



Agriculture et sylviculture

Permettre une exploitation raisonnée de la ressource forestière

Accompagner l'activité agricole dans sa diversification

Activités et commerces

Accueillir un développement économique et commercial adapté à la structure territoriale :
Ville-centre
Bourg-centre
Pôle de proximité
Commune rurale

Conforter le rayonnement industriel et économique du territoire

Renforcer les activités économiques sur le territoire en et permettre des extensions de qualité

Permettre une mixité de fonction des espaces construits (activités, commerces), en dehors des quartiers résidentiels

Tourisme et attractivité

Tirer parti du positionnement du Haut-Jura-Saint-Claude à proximité de pôles d'emploi majeurs

Promouvoir le développement d'offres touristiques adaptées en s'appuyant sur l'offre existante :
Remontées mécaniques
Principaux itinéraires nordiques et multiactivités

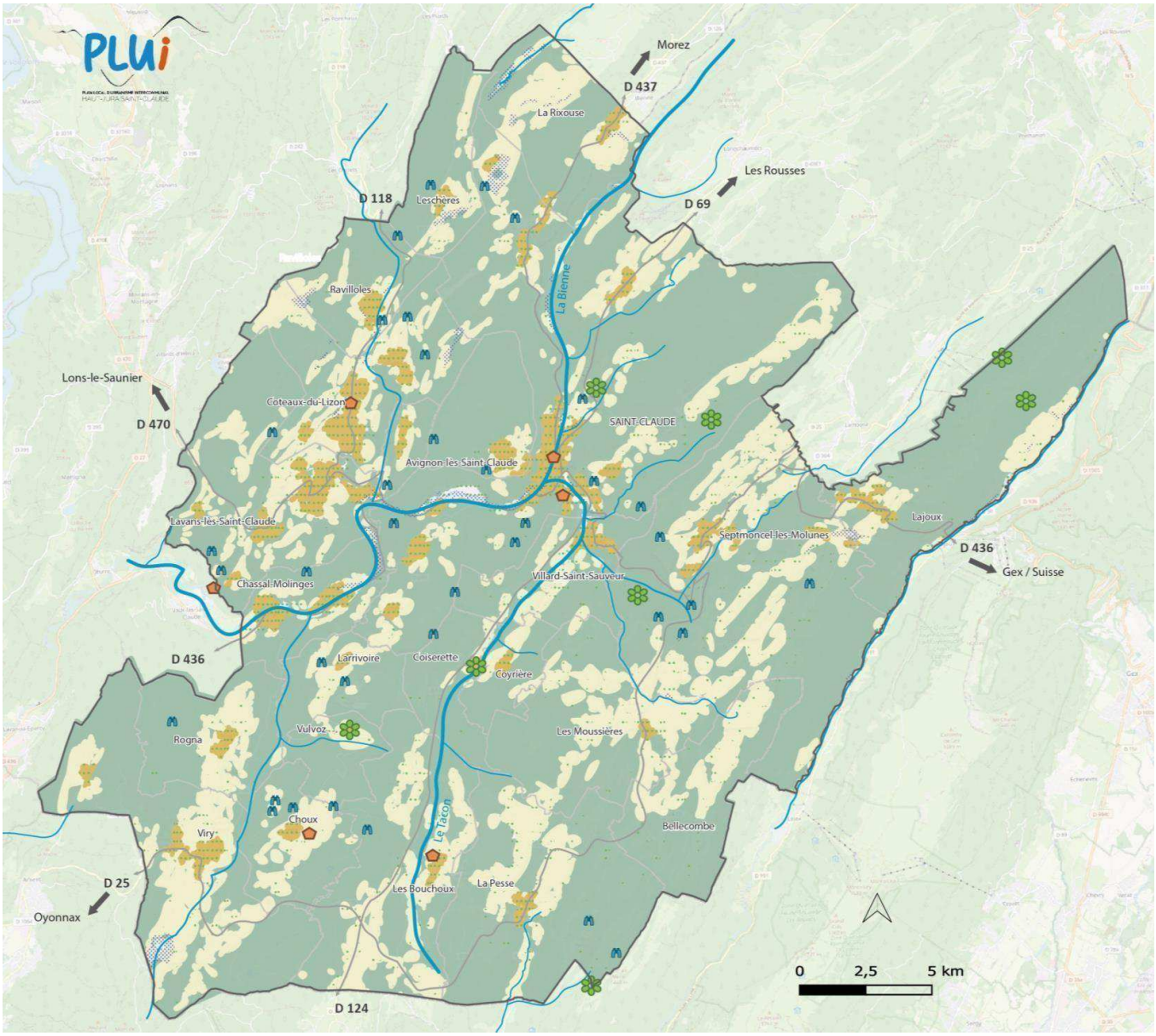
Faire du tourisme un vecteur de valorisation du patrimoine paysager

S'appuyer sur la culture pour promouvoir le territoire

Maintenir et développer le rayonnement de la ligne des Hirondelles

Créer de nouveaux usages le long de la voie du chemin de fer Saint-Claude - Oyonnax via Lavans et Chassal-Molinges qui seront liés à la mobilité du quotidien et touristique

LA SINGULARITÉ D'UN TERRITOIRE DE NATURE PRÉSERVÉ À L'IDENTITÉ FORTE



Agriculture et sylviculture

- Protéger les espaces naturels et les massifs forestiers. Renforcer la résilience de la forêt
- Protéger les espaces agricoles productifs
- Protéger les éléments de la trame bleue et permettre leur restauration
- Protéger strictement les zones humides

Nature en ville

- Favoriser la place du végétal et la perméabilité des sols au sein des espaces urbanisés

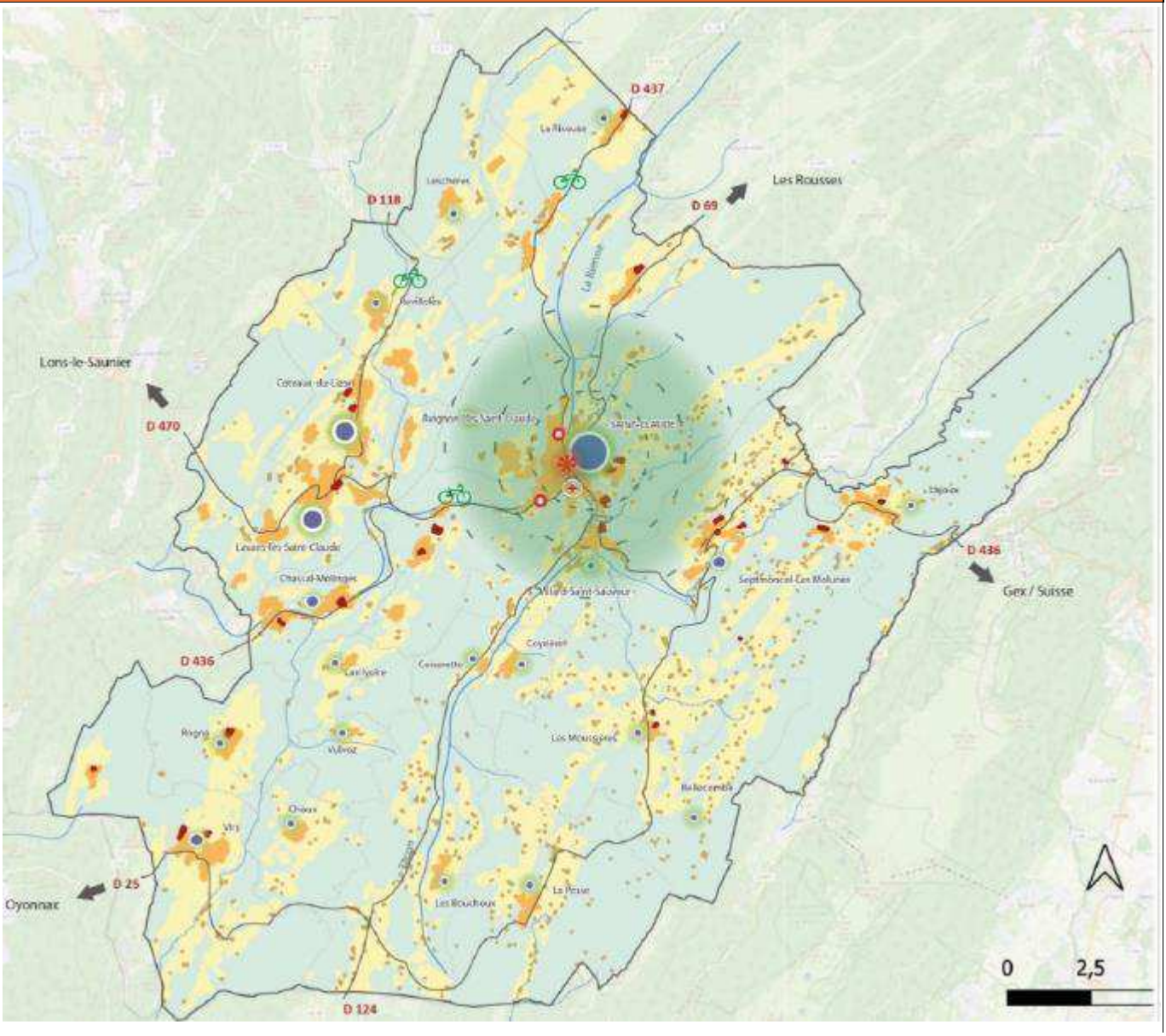
Paysages

- Valoriser des sites naturels majeurs, sans les dénaturer
- Renforcer l'attractivité paysagère du territoire et de ses grands paysages (belvédères)

Patrimoine

- Préserver l'unité architecturale des villes et villages dans un intérêt patrimonial
- Préserver et valoriser le patrimoine bâti remarquable historique et mémorial

UNE QUALITÉ DE VIE PRIVILEGIEE ET A PRESERVER POUR LES HABITANTS, UNE DÉMOGRAPHIQUE À STABILISER



Urbanisme et aménagement

Maintenir et renforcer la polarité de la ville-centre de Saint-Claude

Accueillir un développement de logements/ équipements adapté à la structure territoriale

Ville
Bourg-centre
Pôle de proximité
Commune rurale

Privilégier les sites adaptés à de petites opérations de renouvellement urbain, intégrées architecturalement

Limiter strictement les possibilités de création de constructions diffuses dans le respect de la Loi Montagne

Logements

Mettre en œuvre l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat privé (OPAH) et viser son déploiement sur d'autres communes

Poursuivre les actions en faveur des quartiers prioritaires

Localiser la majorité des extensions résidentielles en continuité des polarités existantes pour consolider la structure territoriale

Equipements

Maintenir l'activité hospitalière à Saint-Claude

Déplacements

Améliorer la qualité des infrastructures de transport

Créer des liaisons douces sécurisées intra et inter-communes

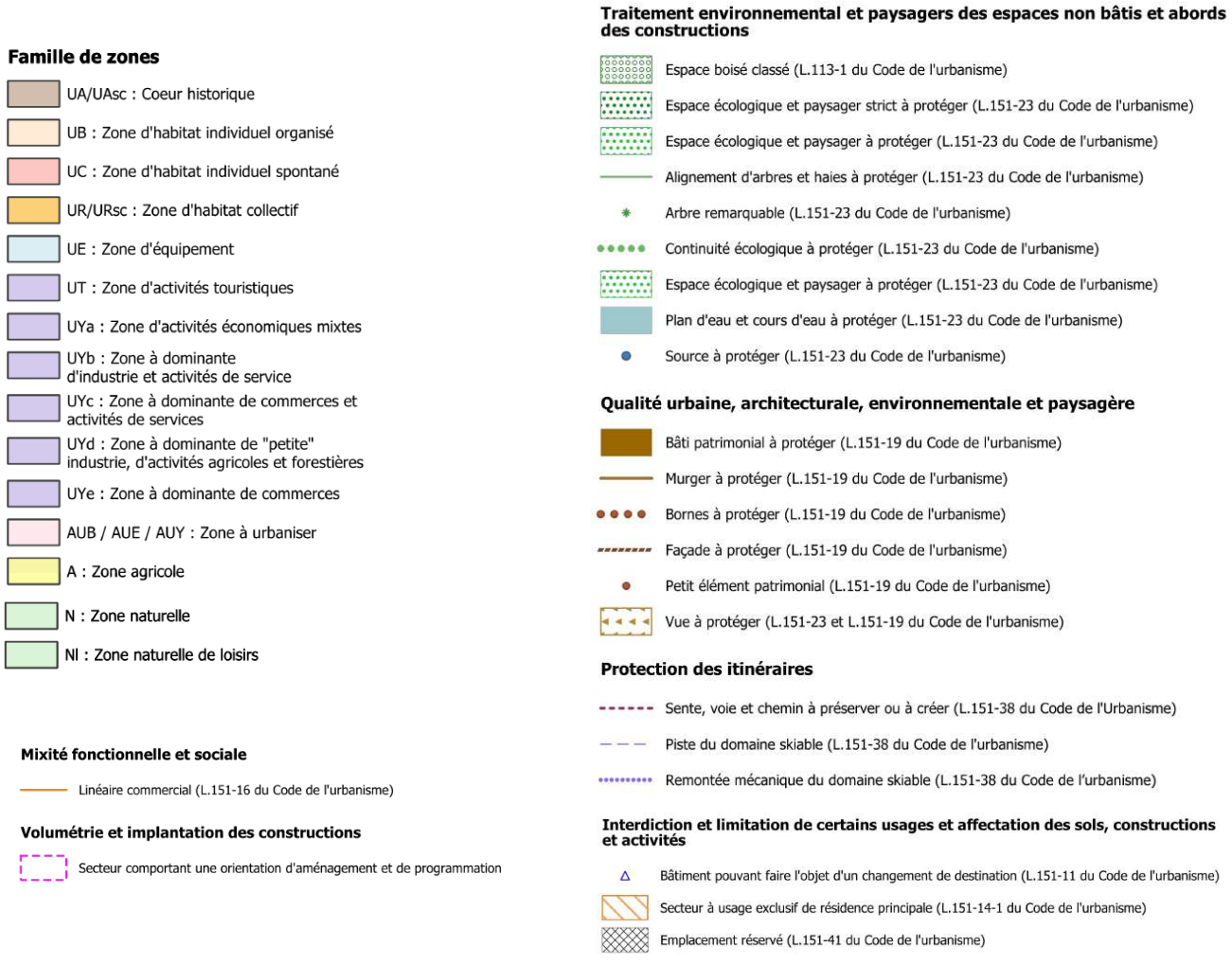
1.2.3. Le règlement écrit et graphique

Le territoire couvert par le PLUi est divisé en plusieurs zones elles-mêmes déclinées en sous-secteurs :

Zones	Sous-sections
Zones urbaines (U)	• Zone **UA** : Cœur historique et sous-secteurs • Zone **UB** : Habitat individuel organisé • Zone **UC** : Habitat individuel spontané • Zone **UR** : Habitat collectif et sous-secteur URsc • Zone **UE** : Équipements • Zone **UY** : Activités économiques, et sous-secteurs • Zone **UT** : Activités économiques touristiques
Zones à urbaniser (AU)	• Zone **AUB** : Secteur d'urbanisation future à dominante résidentielle • Zone **AUY** : Secteur d'urbanisation future à dominante économique • Zone **AUE** : Secteur d'urbanisation future à dominante d'équipements
Zone agricole (A)	• Zone agricole **A** et sous-secteurs **A***
Zone naturelle et forestière (N)	• Zone naturelle et forestière **N** et sous-secteurs **Nl** et **N***

Les documents graphiques comportent également des inscriptions graphiques relatives :

- aux emplacements réservés et aux servitudes ;
- aux secteurs d'orientations d'aménagement et programmation (OAP) ;
- à la protection du patrimoine bâti et paysager ;
- à la mixité sociale et fonctionnelle.



1.2.4. Les orientations d'aménagement et de programmation (OAP)

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) viennent compléter les dispositions réglementaires. Elles peuvent, par exemple, préciser l'application spatiale de dispositions réglementaires écrites (par exemple, la localisation des destinations des constructions), ou renseigner des sujets sur lesquels le règlement est muet. Les projets sont, alors, à la fois compatibles avec les OAP et conformes au règlement.

Les OAP peuvent être thématiques (applicables à l'ensemble du territoire) ou sectorielles (applicables à l'échelle d'un secteur). Les OAP sectorielles sont matérialisés sur les documents graphiques du règlement d'urbanisme.

Le PLUi de la CCHJSC établit **3** OAP thématiques et **51** OAP sectorielles.

❖ OAP thématiques

OAP Dynamique économique : cette orientation vise à renouveler le modèle des zones d'activités en traitant d'abord de **l'accessibilité des espaces économiques**. L'objectif est de structurer le foncier en continuité des tissus urbains existants et à proximité des axes majeurs, tout en améliorant le maillage en liaisons douces et en mutualisant le stationnement pour limiter l'artificialisation. L'attention se porte ensuite sur **la qualité paysagère et architecturale**, où les projets doivent soigner leur intégration environnementale via la désimperméabilisation et la densification verticale, tout en privilégiant des matériaux biosourcés et drainants. La démarche intègre également **la transition énergétique** en exigeant un bâti sobre, doté d'isolation performante et de ventilation naturelle, et en favorisant la production d'énergies renouvelables sur les toitures et ombrières. Pour garantir la qualité de vie, **les services aux usagers** sont développés par la création d'espaces de restauration et de services mutualisés entre entreprises. Enfin, l'aménagement doit considérer **le potentiel d'évolution** du site, en donnant la priorité à la rénovation de l'existant et en concevant des bâtiments réversibles et démontables pour éviter la création de futures friches.

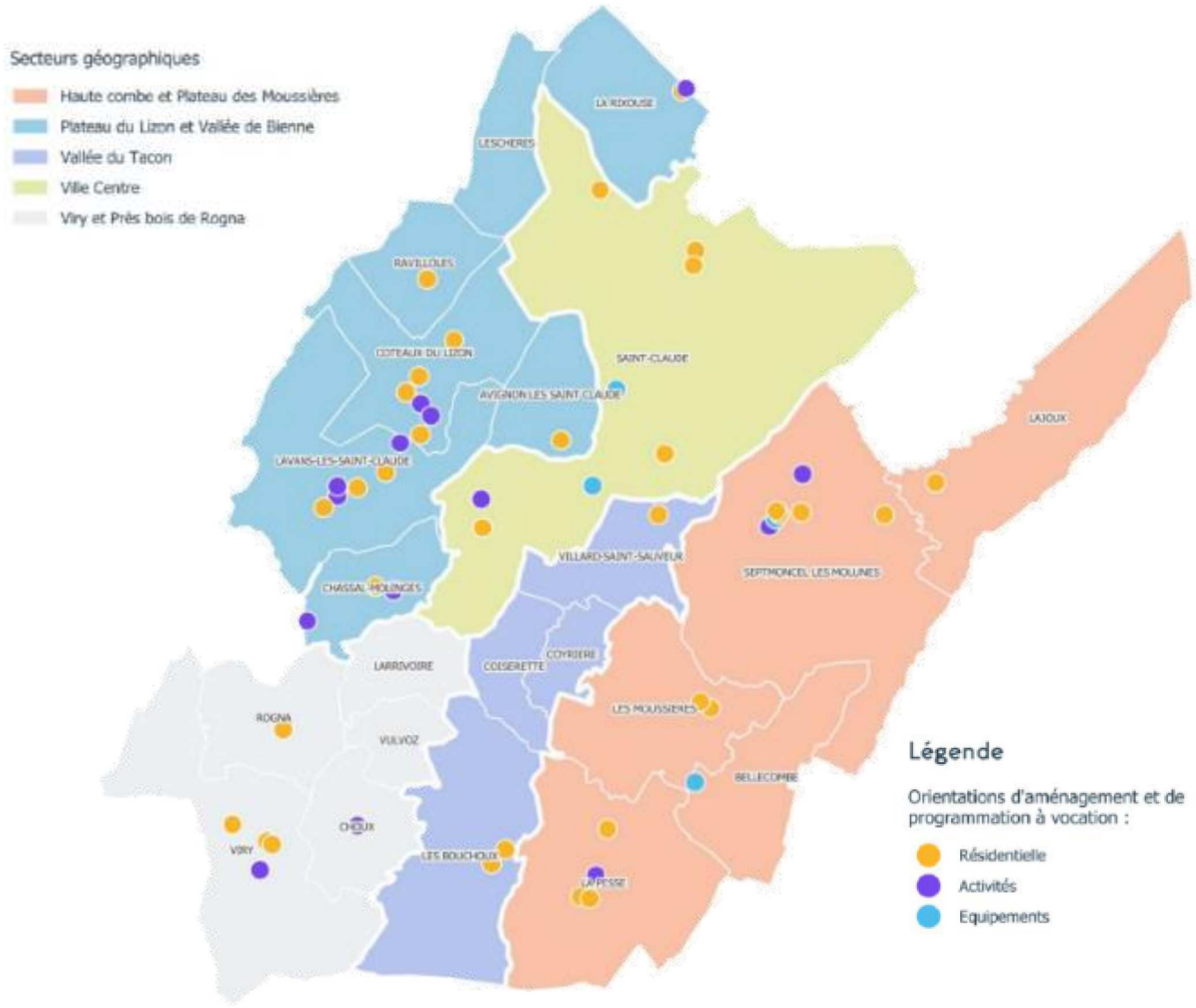
OAP Activité touristique : face aux enjeux climatiques, la stratégie territoriale s'articule premièrement autour de **l'accessibilité aux sites touristiques**. Elle promeut les mobilités douces et décarbonées par la valorisation du réseau ferré existant (Ligne des Hirondelles), la réhabilitation des voies désaffectées et le déploiement de navettes pour gérer les flux. L'orientation prône ensuite **un tourisme durable et toutes saisons** qui adapte l'offre à la baisse de l'enneigement en rationalisant le ski alpin au profit d'activités de pleine nature praticables toute l'année, tout en protégeant les sites sensibles. Enfin, le territoire s'engage dans une **diversification de l'offre touristique**. Cela passe par la reconversion des friches industrielles en espaces de loisirs et le soutien à une offre d'hébergement et de restauration éco-responsable, favorisant les circuits courts et le tourisme en itinérance.

OAP Continuités écologiques : elle constitue un cadre stratégique visant à préserver les continuités écologiques tout en intégrant durablement le cycle de l'eau dans l'aménagement du territoire. Face aux enjeux du dérèglement climatique, cette orientation ambitionne de remettre l'eau au cœur des projets urbains pour favoriser le bien-être et le confort thermique des habitants. Elle définit ainsi des principes souples pour guider les opérations futures vers une gestion globale et résiliente de la ressource en eau et de la biodiversité.

❖ OAP sectorielles

Nom du projet	Commune	Superficie	Destination
Chemin de la Chapelle	Avignon-lès-Saint-Claude	0,5 ha	Résidentiel (6 logements individuels)
Les Mouilles	Bellecombe	1,8 ha	Mixte (13 logements)
ZA Chambouille III	Chassal-Molinges	4,2 ha	Activités artisanales et industrielles
ZA Au Querre	Chassal-Molinges	2 ha	Activités artisanales, commerciales et industrielles
La Brocatelle II	Chassal-Molinges	2,8 ha	Résidentiel (45 logements)
Chemin du Loup	Choux	0,4 ha	Résidentiel (4 à 6 logements)
ZA Sur le Bois	Choux	0,3 ha	Artisanat

Nom du projet	Commune	Superficie	Destination
Sur Panissette	Coteaux-du-Lizon	3,3 ha	Activités artisanales et industrielles
Rue du lac	Coteaux-du-Lizon	0,8 ha	Résidentiel (15 logements)
La Croix Raffourg	Coteaux-du-Lizon	0,5 ha	Résidentiel (10 logements minimum)
Bas de Versac	Coteaux-du-Lizon	1,2 ha	Résidentiel (20 logements)
Sur la fontaine	Coteaux-du-Lizon	1,4 ha	Résidentiel (25 logements minimum)
ZA Les Emboinchats	Coteaux-du-Lizon	2,8 ha	Activités
La Madone	La Pesse	0,5 ha	Résidentiel (6 logements minimum)
Sur la Semine	La Pesse	1,2 ha	Résidentiel (15 logements réversibles)
Route des Darappes	La Pesse	0,5 ha	Résidentiel (6 logements)
Rue de la Fruitière	La Pesse	0,3 ha	Activités (Fruitière)
Les Francs Comtois	La Rixouse	1 ha	Résidentiel (12 logements)
Rue des Crêtes	La Rixouse	0,3 ha	Activités
Sous les Champs	Lajoux	0,9 ha	Résidentiel (10 logements minimum)
Curtillet II	Lavans-lès-St-Claude	7 ha	Activités économiques, artisanales, industrielles
Crêt du Bief II	Lavans-lès-St-Claude	2,6 ha	Résidentiel (42 logements minimum)
Gendarmerie	Lavans-lès-St-Claude	4,4 ha	Nouvelle gendarmerie et activités
Pratz	Lavans-lès-St-Claude	0,3 ha	Résidentiel (2 à 3 logements)
Le Grand Verger	Lavans-lès-St-Claude	0,8 ha	Résidentiel (13 logements)
ZA Curtillet	Lavans-lès-St-Claude	0,3 ha	Activités
Chemin du Cantou	Les Bouchoux	0,4 ha	Résidentiel (4 maisons individuelles)
Rue de Très la Ville	Les Bouchoux	0,3 ha	Résidentiel (4 logements maximum)
La Cheminée	Les Moussières	1,4 ha	Résidentiel (10 logements)
Entrée de Village	Les Moussières	0,4 ha	Résidentiel
La Perrena	Ravilloles	0,5 ha	Résidentiel (6 logements)
Route de Viry	Rogna	0,8 ha	Résidentiel (9 logements)
Les Avignonets	Saint-Claude	0,7 ha	Résidentiel (20 logements)
Extension cinquétral	Saint-Claude	1,3 ha	Résidentiel (40 logements)
Chabot	Saint-Claude	0,3 ha	Résidentiel (12 logements)
Les Bourguignons	Saint-Claude	5,6 ha	Résidentiel (25 logements)
Étables	Saint-Claude	1 ha	Activités
Chaumont	Saint-Claude	0,3 ha	Résidentiel (3 logements)
Combe aux chats	Saint-Claude	0,7 ha	Résidentiel (7 logements)
Chevry	Saint-Claude	0,4 ha	Résidentiel (12 logements)
Le Grand Essart	Septmoncel-les-Molunes	0,6 ha	Activités artisanales et industrielles
Le Dîme	Septmoncel-les-Molunes	1,4 ha	Activité industrielle (polissage/sertissage)
La Fin du Pré	Septmoncel-les-Molunes	0,3 ha	Équipements (enfance, sport, jeunesse)
Au Chapy	Septmoncel-les-Molunes	0,6 ha	Résidentiel (5 logements)
Chemin des Épines	Septmoncel-les-Molunes	0,3 ha	Résidentiel (3 logements)
Route de Genève	Septmoncel-les-Molunes	0,6 ha	Résidentiel (10 logements
Au Manon	Septmoncel-les-Molunes	0,8 ha	Résidentiel (10 logements
Au verger	Villard-Saint-Sauveur	1,2 ha	Résidentiel (30 logements)
Impasse des Murets	Viry	0,8 ha	Résidentiel (10 logements)
ZA Au Péron	Viry	1,7 ha	Activités artisanales et industrielles
Rue Victor Hugo	Viry	0,4 ha	Résidentiel (3 à 4 logements)



Carte n°1. Les OAP sectorielles : localisation et vocation

1.2.5. Déroulement de la procédure

12 octobre 2022 : Prescription d'élaboration du PLUi

2023 : Lancement novembre 2023

2024 – Semestre 1 : État initial de l'environnement, visites de territoire

2024 – Semestre 2 : PADD

2025 – Semestre 1 : PADD, consommation d'espaces, règlement, zonage

2025 – Semestre 2 : OAP, zonage, règlement

2026 – Semestre 1 : Finalisation et arrêt

1.3. Le PLUi est soumis à évaluation environnementale

1.3.1. Cadre réglementaire

La loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) avait introduit, dans le rapport de présentation de chaque document d'urbanisme, une analyse de l'état initial de l'environnement et une évaluation des incidences des orientations sur l'environnement (article R.123 du code de l'urbanisme). La directive 2001/42/CE relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement a introduit les outils et méthodes de l'évaluation environnementale.

Le décret du 13 octobre 2021, pris en application de la loi d'Accélération et de Simplification de l'Action Publique (ASAP) du 7 décembre 2020 étend le champ d'application de l'évaluation environnementale à toutes les procédures de révision des PLU(i).

Les objectifs principaux d'une telle démarche sont de :

- fournir les éléments de connaissance environnementale utiles à l'élaboration du plan ;
- favoriser la prise en compte des enjeux environnementaux dans le cadre du plan et assurer ainsi un niveau élevé de protection de l'environnement en contribuant à l'intégration de considérations environnementales dans l'élaboration et l'adoption du plan ;
- vérifier sa cohérence avec les obligations réglementaires et autres plans et programmes ;
- évaluer chemin faisant les impacts du programme sur l'environnement et, au besoin, proposer des mesures visant à l'améliorer ;
- contribuer à la transparence des choix et la consultation du public. Il s'agira notamment de mettre en évidence des points de progrès (impacts positifs) et effets négatifs pressentis au travers du plan ;
- préparer le suivi de la mise en œuvre du plan afin de pouvoir en mesurer l'efficacité au regard des objectifs fixés, que ce soit « chemin faisant » ou à son terme.

L'évaluation environnementale vise à s'assurer que les orientations prises vont contribuer à améliorer la qualité de l'environnement et respecter les engagements européens, nationaux et régionaux en matière d'environnement et de développement durable.

Le présent document correspond au rapport environnemental de l'élaboration du PLUi de la CC Haut-Jura Saint-Claude. Il est complémentaire de l'état initial de l'environnement et du résumé non technique qui sont dans des documents distincts.

1.3.2. Contenu de l'évaluation environnementale

En matière de document d'urbanisme, l'évaluation environnementale a été fixée par le décret du Décret du 23 août 2012 relatif à l'évaluation environnementale des documents d'urbanisme modifié par le décret du 18 décembre 2015.

Le nouvel article R104-11 modifié par Décret n°2021-1345 du 13 octobre 2021 prévoit que :

I.-Les plans locaux d'urbanisme font l'objet d'une évaluation environnementale à l'occasion :

1° De leur élaboration ;

2° De leur révision :

a) Lorsqu'elle permet la réalisation de travaux, aménagements, ouvrages ou installations susceptibles d'affecter de manière significative un site Natura 2000 ;

b) Lorsque l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou la commune décide de changer les orientations définies par le projet d'aménagement et de développement durables ;

c) Dans tous les autres cas où une révision est requise en application de l'article L. 153-31, sous réserve des dispositions du II.

Le code de l'urbanisme prévoit que les éléments relatifs à l'évaluation environnementale soient intégrés dans le rapport de présentation et le complètent.

L'article R.151-3 du code de l'urbanisme définit le contenu du rapport environnemental accompagnant les documents d'urbanisme faisant l'objet d'une évaluation environnementale.

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte ;

2° Analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'*article L. 414-4 du code de l'environnement* ;

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article *L. 153-27* et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article *L. 153-29*. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées ;

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

Le rapport est **proportionné** à l'importance du document d'urbanisme, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée.

Pour en faciliter la lecture, le rapport environnemental du PLU a été construit selon le même ordonnancement. Cela permet notamment de garantir la complétude du dossier et de retrouver plus facilement chacune des pièces qui le composent.

L'état initial de l'environnement est consigné dans un tome à part. Ne sont repris ici que les enjeux environnementaux.

Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Haut Jura Saint-Claude

PLUi

Chapitre II. ANALYSE DE L'ARTICULATION DU PLUi AVEC LES PLANS ET PROGRAMMES



2.1. Préambule

Article R.151-3 du code de l'urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :
1° Décrit l'articulation du plan avec les autres documents d'urbanisme et les plans ou programmes mentionnés aux articles L. 131-4 à L. 131-6, L. 131-8 et L. 131-9 avec lesquels il doit être compatible ou qu'il doit prendre en compte

Les documents d'urbanisme obéissent à une organisation hiérarchique, en le sens qu'ils doivent intégrer les orientations d'autres documents dits supérieurs (ou documents supra). Ils doivent ainsi respecter des règles qui leur sont imposées par les lois et règlements et les orientations d'autres documents dits de rang supérieur (ou documents supra).

2.1.1. La hiérarchie des normes

Cette hiérarchie entre les documents s'est construite autour de deux rapports d'opposabilité respectant le principe de libre administration des collectivités territoriales :

- **la compatibilité**, qui implique de respecter l'esprit de la règle c'est-à-dire que les dispositions d'un document ne fassent pas obstacle à l'application de celles du document de rang supérieur. Ainsi, un PLU(i) est considéré comme compatible avec un SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale) : s'il n'est pas contraire aux orientations et objectifs du SCoT, s'il contribue, même partiellement, à sa réalisation ; s'il permet de mettre en œuvre les objectifs de l'armature territoriale établie par le SCoT, s'il ne fait pas obstacle à l'application des dispositions du SCoT ;
- **la prise en** compte qui induit de ne pas s'écarter de la règle, c'est-à-dire de implique de ne pas ignorer les objectifs généraux d'un autre document et de motiver toute disposition contraire.

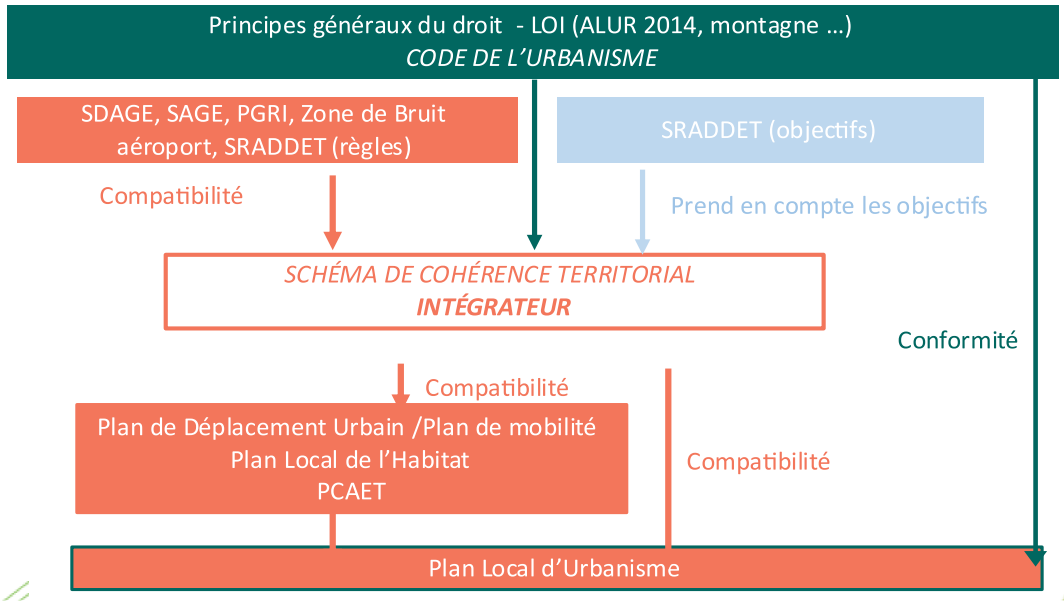
Elle est envisagée dans une logique de précision progressive des orientations entre documents d'échelles de plus en plus précises.

Depuis la loi portant Engagement National pour l'Environnement, dans les territoires couverts par un SCoT (Schéma de Cohérence Territoriale), les documents supra qui lui sont opposables ne le seront plus directement aux PLU(i), aux documents en tenant lieu et aux cartes communales.

Le SCoT est chargé d'intégrer les documents de planification supérieurs et devient ainsi le document pivot : on parle de **SCoT intégrateur**, ce qui permet aux PLU/PLUi et cartes communales de ne se référer juridiquement qu'à lui.

Dans le cas du PLUi de la Communauté de Communes du Haut Jura Saint-Claude, le territoire est couvert par le **SCoT du Pays du Haut-Jura** approuvé en juin 2017. Dans la mesure où il existe un SCoT, le PLUi n'a pas à démontrer formellement sa compatibilité ou la prise en compte des documents de rang supérieur au SCoT. Toutefois, eu égard à l'ancienneté du SCoT (par ailleurs en cours de révision), une analyse de l'articulation du PLUi avec les documents supérieurs plus récents a été menée afin de vérifier la bonne intégration de leurs orientations dans le PLUi.

L'identification des plans et programmes retenus pour l'analyse de l'articulation avec le PLUi a été basée sur les articles L.131-4, L.131-5 et R151-3 du Code de l'Urbanisme, l'ordonnance n° 2020-745 du 17 juin 2020 relative à la rationalisation de la hiérarchie des normes applicable aux documents d'urbanisme, et l'article R.122-17 du Code de l'Environnement.



Principes généraux du droit en matière d'articulation des plans et programmes

2.1.2. Documents retenus pour l'analyse de l'articulation avec le PLUi

Les plans et programmes retenus pour l'analyse de l'articulation du PLUi sont :

- Le **SCoT du Pays du Haut-Jura**, approuvé en juin 2017, avec lequel le PLUi doit être compatible. Par délibération en date du 17 décembre 2022, il a été décidé d'engager la révision générale du SCoT ;

Le SCoT ayant été approuvé en 2017, il convient d'analyser l'articulation du PLUi avec ces documents ultérieurs :

- Le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement durable et d'Égalité des Territoires (**SRADDET**) **Bourgogne Franche-Comté** approuvé en septembre 2020 dont les 2 modifications ont été approuvées par le Préfet de Région en 2024 ;
- Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (**SDAGE**) **du bassin Rhône-Méditerranée 2022-2027** adopté le 22 mars 2022 avec lequel le PLUi doit être compatible ;
- Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (**PGRI**) **Rhône-Méditerranée 2022-2027** adopté le 22 mars 2022 avec lequel le PLUi doit être compatible ;
- le Schéma Régional des Carrières (**SRC**) **Bourgogne Franche-Comté** approuvé en décembre 2025 ;
- Bien que le PLUi n'ait pas de lien de compatibilité ou de prise en compte avec le Plan Régional Santé Environnement (**PRSE**) **Bourgogne Franche-Comté 2023-2027**, une analyse simplifiée de son articulation a été menée eu égard à la prégnance croissante des enjeux sanitaires.

La Charte du Parc Naturel Régional **(PNR) du Haut-Jura** ayant été validée en 2010, elle est prise en compte dans le SCoT du Pays du Haut-Jura, approuvé ultérieurement. Dès lors, le PLUi n'a pas à démontrer directement sa comptabilité avec la Charte, celle-ci étant assurée par le biais de sa compatibilité avec le SCoT. Il en va de même pour la **Loi Montagne.** Toutefois, en anticipation de son approbation (2026), une analyse simplifiée a été réalisée pour la **Charte** du **PNR du Haut-Jura** 2026-1041, dont l'approbation est attendue au printemps 2026.

L'analyse de l'articulation avec le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la CCHJSC n'a par contre pas été menée, ce dernier n'étant pas suffisamment avancé (phase de validation du diagnostic, la construction du plan d'action et de la stratégie commencera après les élections municipales de mars 2026).

2.1.3. Les attendus

Il ne s'agit pas seulement de lister les plans, schémas ou programmes existants sur le territoire mais d'identifier les plus pertinents selon leur contenu et leur périmètre et analyser ceux qui interagissent avec le PLUi. Il faut ainsi indiquer quelles sont les orientations importantes pour le territoire au sein de ces documents et exposer la manière dont elles sont prises en considération dans le PLUi. Cette analyse permet aussi de relever les thématiques qui pourront faire l'objet de pressions cumulatives et d'alimenter l'identification des principaux enjeux du territoire.

2.2. Analyse de l'articulation du PLUi

L'analyse de l'articulation est présentée dans les pages ci-après qui présentent, pour chaque plan, les orientations fondamentales ou axes stratégiques. Elle met en évidence les points de convergence ou au contraire les risques d'incohérence. Elle distingue :

	le PLUi peut présenter des divergences avec le plan / des points de vigilance sont soulevés
	le PLUi contribue positivement et partiellement au plan ou programme
	le PLUi contribue positivement et complètement au plan ou programme
	le PLUi n'a pas de relation ou ne dispose pas des leviers pour traiter le sujet
	le PLUi ne traite pas d'un thème dont il devrait s'occuper (manque).

L'analyse tient compte de la **capacité du PLUi à agir** : aussi pourra-t-on considérer que le plan contribue positivement et complètement au plan ou programme même s'il ne l'évoque très peu dans la mesure où il ne peut pas faire plus.

2.2.1. Le SCoT du Pays du Haut-Jura

Le Schéma de Cohérence Territoriale est un document qui vise à cadrer et maîtriser le développement d'un territoire. Il est le fruit d'une longue démarche collective portée par les élus locaux. Toute l'importance de ce document réside dans sa mise en œuvre à travers les documents d'urbanisme locaux afin d'harmoniser les déplacements entre les différents lieux de vie, d'harmoniser l'accueil de la population sur le territoire, de favoriser le développement de l'emploi, de mieux protéger l'environnement ; pour que puisse se construire dès maintenant une meilleure qualité de vie pour les habitants d'aujourd'hui et de demain.

Le SCoT a défini un projet sur 20 ans, structuré autour de 3 axes : Attractivité et excellence de la qualité de vie, renouveau économique, et cohésion territoriale et sociale.

Eu égard à l'évolution des contextes réglementaires et territoriaux et aux conclusions du bilan à 6 ans, les élus ont, par délibération du 17 décembre 2022, prescrit la révision du SCoT pour notamment :

- requestionner les objectifs du SCoT en vigueur, avec par exemple un nouvel équilibre et une nouvelle répartition des surfaces économiques suite au départ de Jura Sud ;
- reconnaitre les spécificités de la moyenne montagne du Haut-Jura, d'autant plus dans un contexte exacerbé de transition écologique et de croissance démographique frontalière ;
- conforter certaines options à affiner, en phase avec les conclusions des réflexions sur la mobilité, le tourisme, le logement, et des documents-cadres en cours d'évolution comme la charte du Parc ;
- amplifier la sobriété et le mix énergétique en contribuant à la trajectoire fixée par la région Bourgogne Franche Comté ;
- prendre en compte la disponibilité de la ressource en eau et le lien avec la renaturation des sols.

Périmètre : 20 communes, correspondant à 5 intercommunalités

Période de validation / validité : Approuvé en juin 2017, en cours de révision.

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
1 : Déterminer la vocation des espaces	
1.1 : Organisation du territoire par l'armature territoriale	
P1 – Assurer la couverture par les services essentiels (sécurité, santé et scolarité) sur l'ensemble des niveaux de l'armature en admettant l'implantation de nouveaux équipements dans chaque niveau	Le PLUi identifie et répartit les services nécessaires à la vie quotidienne (écoles, commerces, équipements) sur l'ensemble du territoire. Il réserve spécifiquement une enveloppe foncière de 1,5 ha dédiée aux équipements publics et autorise leur implantation même dans les réservoirs de biodiversité si cela est compatible avec la préservation des sites.
P2 – Planifier les conditions du renforcement des équipements et des services dans les DUL conformément au rôle confié à la commune dans l'armature territoriale	Le PADD répond à cette prescription en déclinant des objectifs de consommation foncière strictement hiérarchisés par niveau d'armature : pôle urbain (Saint-Claude), centres-bourgs, pôles de proximité et communes rurales. Le renforcement des services et zones d'activités est ciblé pour consolider cette structure territoriale.
P3 - Soutenir le maintien des niveaux de formations par la diversification de l'offre de logements adaptés aux étudiants, la fonctionnalité des transports en commun, le niveau de services, etc.	Le projet prévoit de renforcer les formations professionnelles en lien avec les filières locales (plasturgie, taille de pierres, etc.) via la mutation d'espaces disponibles ou de friches. Il prévoit également l'amélioration de la desserte des pôles d'enseignement par des offres de transports cadencées, notamment à partir de la gare de Saint-Claude.
P4 – Développer les fonctions culturelles et sportives sur l'ensemble du territoire, y compris sur les secteurs les plus ruraux	Le PADD encourage le développement d'une offre culturelle riche toute l'année malgré les contraintes de montagne et favorise la création d'espaces couverts mutualisés pour les associations sportives locales.
P5 - Localisation des équipements liés à la santé, services médicaux ou paramédicaux, pour permettre la couverture complète du territoire sans distinction de niveau d'armature et prendre en compte les services existants associés (pharmacies, offres existantes, etc.).	Le PLUi confirme le rôle de pôle de santé majeur de Saint-Claude et inscrit explicitement le maintien de l'activité hospitalière comme une priorité. Parallèlement, il assure une répartition des services de proximité pour garantir une couverture sociale et économique complète du territoire.
P6 – Implanter les équipements d'enseignement à proximité des services existants auxquels ils sont reliés via des réseaux de mobilités douces notamment.	Le PADD impose que les équipements publics (culturels, sportifs et d'enseignement par extension) soient rendus accessibles par des réseaux de déplacements doux sécurisés. Il prévoit la mutation de sites vers des équipements de services tout en structurant un maillage efficace autour des pôles de vie existants.
1.2 : Paysages et cadre de vie	
P9 - Localiser et préserver la qualité paysagère. L'impact d'un projet d'urbanisation sur ces paysages emblématiques doit être mesuré et réduit au maximum par des orientations d'aménagement et de programmation adaptées à leur valorisation.	Le PADD fixe l'objectif de protéger le cadre de vie et les paysages d'exception du Haut-Jura en identifiant les séquences paysagères et les panoramas emblématiques du territoire. Il impose que tout projet d'urbanisation mesure son impact visuel et s'insère dans la topographie naturelle afin de limiter la covisibilité et de préserver les horizons, notamment par le biais d'OAP thématiques dédiées à la qualité paysagère (axe2).

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
P10 - Encadrer l'urbanisation le long des axes de communication pour limiter au maximum le développement linéaire et pour préserver les coupures d'urbanisation	L'urbanisation est strictement limitée à la continuité immédiate des polarités existantes (Villes, Bourgs-centres, Hameaux) pour stopper le mitage linéaire, tout en identifiant et préservant réglementairement les coupures d'urbanisation afin de maintenir une respiration visuelle entre les villages.
P11 - Veiller à préserver la typicité des silhouettes villageoises, notamment par la qualité paysagère des entrées de villes et de villages, l'identification et la qualification des limites et des franges urbaines dans les OAP, volume des constructions, espaces arborés ou paysagers ingérés au tissu urbain, etc.	Le document impose une maîtrise des lisières urbaines et des entrées de villes via des OAP qui garantissent un traitement qualitatif des franges et une insertion des nouveaux volumes respectueuse des silhouettes traditionnelles du Haut-Jura.
P12 - Recenser les éléments naturels, agricoles et architecturaux remarquables ou emblématiques d'un point de vue paysager et patrimonial, s'assurer de leur préservation et justifier de leur maintien en l'état par des OAP ou un règlement adaptés.	Le PLUi intègre une protection renforcée du patrimoine architectural (petit patrimoine, patrimoine industriel et artisanal) et paysager, s'appuyant sur un inventaire précis pour interdire les interventions dénaturantes et valoriser l'identité locale.
P13 – Annexer les règlements de publicité intercommunaux aux DUL Ils comprennent des prescriptions relatives à l'intégration paysagère, urbaine et architecturale des supports à la signalétique d'intérêt local (SIL).	Le PADD fixe l'objectif de limiter l'impact visuel de la publicité et des enseignes, particulièrement aux entrées de ville et dans les sites patrimoniaux, afin de préserver la qualité du cadre de vie et la valeur paysagère du territoire.
P14 - Localiser les points de vue remarquables (panoramas, belvédères). Lorsque le site présente des potentiels de valorisation, les règlements d'urbanisme permettent des aménagements légers, intégrés et qui, par leur implantation, leur volume et les matériaux de constructions utilisés ne compromettent pas la qualité paysagère et la fonction du site.	Le PADD fixe l'objectif de valoriser et de sécuriser l'accès aux belvédères et points de vue remarquables sans en altérer la qualité intrinsèque. Il encadre strictement les aménagements touristiques sur ces sites en privilégiant des structures légères, intégrées et réversibles, utilisant des matériaux locaux, afin de garantir le maintien de l'état naturel et la fonction contemplative des lieux. (Axe 2 - Volet Paysage et Axe 1 - Volet Tourisme).
1.3 Espaces naturels et milieux	
P18 - Traduction à l'échelle parcellaire les périmètres des cœurs de biodiversité prioritaires et secondaires, les corridors écologiques et les coupures d'urbanisation repérés sur la cartographie des TVB	Le PADD fixe l'objectif de protéger et de remettre en bon état les continuités écologiques en déclinant de manière opérationnelle les réservoirs de biodiversité et les corridors, afin de garantir leur fonctionnalité au sein du règlement. (Axe 2 – volet Biodiversité). Il prévoit également une OAP Trames verte et bleue afin de préserver les continuités écologiques.
P19 – Évaluation des impacts environnementaux des projets d'urbanisation en s'appuyant sur un état initial de l'environnement (dont sensibilité face aux risques).	Le PADD fixe l'objectif d'intégrer les enjeux de vulnérabilité et de sensibilité environnementale dans la conception des projets, en s'appuyant sur un état initial qui prend en compte les risques naturels et la préservation des milieux.
P20 – Si de nouvelles carrières devaient être créées, celles-ci seront exclues des cœurs de biodiversité prioritaires. Les projets devront être dimensionnés et proportionnés, prioritairement, aux besoins du territoire et leur localisation devra minimiser les impacts environnementaux, agricoles et paysagers ainsi que les nuisances aux habitants.	Le PADD fixe l'objectif de limiter les impacts des activités extractives en excluant l'implantation de nouvelles carrières dans les secteurs écologiques majeurs et en privilégiant des sites qui minimisent les nuisances pour les habitants et les activités agricoles.
P21 – Urbanisation et nouvelles constructions exclues dans les cœurs de biodiversité prioritaires et coupures d'urbanisation	Le PADD fixe l'objectif d'interdire l'urbanisation nouvelle dans les secteurs de rupture (coupures d'urbanisation) et les cœurs prioritaires, tout en autorisant strictement la réhabilitation ou l'extension limitée du bâti existant pour ne pas figer les usages sans dégrader le milieu.
P22 – Quelques autorisations dans les cœurs de biodiversité et coupures d'urbanisation (réhabilitation, extension limitée, changement de destination des bâtiments existants…)	

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
P24 – Ouverture exceptionnelle à l'urbanisation en cœur de biodiversité secondaire ou en zone de corridor écologique. Elle est conditionnée à la réalisation d'une étude d'impact environnemental [...] et à l'intégration dans les OAP de mesures et de critères de performance énergétique.	Le PADD répond aux prescriptions du SCoT en sanctuarisant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques via une limitation stricte de l'urbanisation et le maintien de coupures urbaines pour garantir leur fonctionnalité. Il intègre l'objectif de restauration des continuités dans les secteurs fragmentés et impose l'application systématique de la séquence ERC pour limiter l'incidence des projets sur l'environnement. Pour les communes intégralement situées en réservoir de biodiversité, le développement est orienté vers les secteurs les moins sensibles afin de concilier les besoins de construction avec la préservation des habitats naturels. Le PLUi prévoit également une OAP Trames verte et bleue afin de préserver les continuités écologiques.
P25 – Autorisations dans les cœurs de biodiversité secondaires ou corridors écologiques	
P26 - Les OAP doivent prendre en compte, le cas échéant, les enjeux de maintien ou de requalification des fonctionnalités des corridors écologiques.	
P36 – Zones humides : Obligation de les recenser en secteurs urbanisables. Priorité absolue à l'évitement ; en dernier recours, réduction et compensation selon le SDAGE	Le PADD prévoit de protéger les milieux aquatiques en classant systématiquement les zones humides et inondables en zone Naturelle (N). Il impose l'inventaire préalable et l'application stricte de la séquence ERC pour tout projet, garantissant ainsi la préservation des zones d'expansion des crues.
P37 - Grands Projets et zones humides (> 5 000 m^2) : Inventaire obligatoire sur l'assiette foncière et application stricte de la séquence ERC.	
P38 – Zonage : Classement des milieux aquatiques et zones inondables en Zone Naturelle avec règlement de protection adapté. Maintien en secteur naturel de toutes les zones inondables pour préserver l'expansion des crues.	
P39 – Loi Montagne : Rives protégées sauf pour les plans d'eau artificiels de < 2 ha. Les PLU fixent les règles de construction.	Le PADD fixe l'objectif de respecter les dispositions de la Loi Montagne en protégeant les rives des plans d'eau et cours d'eau, en limitant les constructions aux seules exceptions réglementaires pour préserver le caractère sauvage des abords lacustres et fluviaux. Le PLUi prévoit également une OAP Trames verte et bleue afin de préserver les continuités écologiques.
40 - Corridors aquatiques : Bande non bâtie obligatoire le long des berges (seuls les abris légers sont admis).	
41 - Seuils : Interdiction de nouveaux seuils, sauf pour la restauration écologique du cours d'eau.	Le PADD prévoit d'améliorer la perméabilité des sols en limitant le bitume et en favorisant l'infiltration à la parcelle. Il soutient la restauration de la continuité écologique des cours d'eau en interdisant les nouveaux seuils, sauf s'ils participent à la qualité écologique du milieu.
42 - Imperméabilisation : Limiter le bitume, favoriser l'infiltration et inciter à la compensation des surfaces imperméabilisées.	
43 - Adéquation Ressource/Besoins : Justifier d'un volume d'eau suffisant (incluant pics touristiques) sans dégrader les milieux.	Le PADD prévoit de sécuriser l'alimentation en eau potable en adéquation avec les besoins (y compris touristiques). Il priorise les économies d'eau via l'amélioration des rendements de réseaux et protège la ressource par des zones tampons inconstructibles autour des points de captage.
44 - Économies et Rendement : Priorité aux économies d'eau. Rendement réseau cible : minimum 65 %.	
45 - Les nouveaux prélèvements en eau potable doivent être privilégiés sur le bassin versant 45 - de consommation.	
46 - Assainissement collectif : Urbanisation conditionnée à la capacité réelle de traitement de la station (zéro hausse de pollution).	Le PADD fixe l'objectif de subordonner tout développement urbain à la capacité réelle des systèmes d'assainissement. Il impose une conformité stricte pour les rejets, qu'ils soient collectifs ou autonomes, afin de garantir l'absence de charge polluante supplémentaire dans les milieux récepteurs.
47 - Assainissement autonome : Obligation d'un système individuel efficace et adapté à la capacité du milieu.	

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
48 - Les documents d'urbanisme doivent prévoir une zone tampon inconstructible autour des 48 - points de captage ne bénéficiant pas de périmètres de protection règlementaires.	Le PADD fixe l'objectif de préserver la qualité de la ressource en eau potable par la création de secteurs inconstructibles autour des points de prélèvement, même en l'absence de périmètre réglementaire finalisé.
1.4 Espaces agricoles	
<u>Espaces Agricoles Stratégiques (EAS)</u> P50 - Identification : Cartographie obligatoire du foncier agricole stratégique dans les PLU. P51 - Priorité : Vocation agricole prioritaire via un zonage et un règlement spécifiques. P52 - Bâti existant : Changement de destination et extension autorisés uniquement pour le tourisme, sans nuire à l'agriculture ni au paysage. P53 - Urbanisation liée : Urbanisation limitée aux seuls besoins agricoles ou à leur diversification (ex: méthaniseur, coopérative). P54 - Dérogation exceptionnelle : Urbanisation soumise à la séquence ERC agricole (évitement, réduction, compensation à l'équivalence) et inscrite en OAP.	Le PADD prévoit de sanctuariser le foncier nécessaire à la pérennité de l'activité agricole en identifiant cartographiquement les terres à haut potentiel. Il impose un zonage protecteur où l'urbanisation est strictement limitée aux besoins directs de l'exploitation (bâtiments techniques, diversification) et soumise à une séquence ERC rigoureuse en cas de projet exceptionnel. Le PADD encadre également l'évolution du bâti existant pour qu'elle reste compatible avec le travail de la terre et la préservation des paysages ouverts. (Axe 1 - Un développement économique équilibré - Volet Agriculture).
<u>Autres Espaces Agricoles</u> P55 - Diversification : Autorisation des bâtiments nécessaires à l'exploitation et à sa diversification (prolongement de l'activité). P56 - Constructions neuves : Doivent être nécessaires, accessoires et proportionnées (stockage, vente, accueil, énergie). P57 - Réhabilitation : Changement de destination possible si le bâtiment est identifié au PLU et que cela préserve le patrimoine sans gêner l'agriculture. P58 - Extension urbaine : Possible uniquement si : respect de l'enveloppe foncière, continuité urbaine et absence d'alternative. P59 - Accessibilité : Les projets ne doivent pas entraver le passage des engins agricoles et forestiers (voirie adaptée).	Le PADD fixe l'objectif de maintenir le dynamisme des exploitations en autorisant les constructions nécessaires à l'activité, à sa diversification et à ses besoins accessoires (stockage, accueil, énergie), sous réserve de proportionnalité. Il encadre strictement l'extension urbaine sur ces terres, en l'autorisant uniquement par nécessité démontrée et en continuité du bâti, tout en veillant à ce que le patrimoine bâti puisse muter sans créer de conflits d'usages. Enfin, il garantit la pérennité des pratiques professionnelles en imposant le maintien de l'accessibilité pour les engins agricoles et forestiers.
<u>Tous les espaces agricoles</u> P60 - Architecture : Insertion paysagère soignée (volumes, matériaux, abords) des bâtiments agricoles. P61 - Photovoltaïque : Priorité aux toitures des bâtiments nécessaires à l'exploitation, avec raccordements intégrés. P62 - Logement de fonction : Autorisé si nécessaire à la surveillance des troupeaux, prioritairement intégré au bâtiment d'exploitation. P63 - Diagnostic : Identification obligatoire des sièges d'exploitation par système (lait, viande, végétal, hors-sol, loisirs, estive). P64 - Recul sanitaire : Distance minimale imposée entre les bâtiments d'élevage et les zones urbaines/touristiques. P65 - Angle de vue : Maintien d'un angle d'ouverture de 120° minimum depuis le bâtiment vers les	Le PADD prévoit de garantir la fonctionnalité et la pérennité des exploitations tout en assurant leur parfaite intégration dans le paysage jurassien. Il impose une insertion paysagère soignée des bâtiments (volumes, matériaux locaux) et privilégie l'installation de photovoltaïque en toiture pour préserver les sols. Le document sécurise les conditions de travail des agriculteurs par l'identification précise des sièges d'exploitation, l'autorisation des logements de fonction nécessaires à la surveillance, et la protection des angles de vue vers les pâturages (120°). Enfin, il prévient les conflits d'usages en instaurant des reculs sanitaires vis-à-vis des zones urbaines et touristiques.

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
pâturages (systèmes lait/viande) pour garantir le fonctionnement de l'exploitation.	
1.5 Espaces forestiers	
Prescriptions 12, 21, 22, 23, 59, 80, 135, 24, 54.	Cf. précédemment et ultérieurement
1.6 Espaces urbanisés	
<u>Hiérarchie et Priorités de Développement</u> P70 - Statut des enveloppes : Classification obligatoire en 4 niveaux : Centralités (principales/secondaires), Hameaux et Sites isolés. P71 - Ordre de priorité : 1. Renouvellement urbain (dents creuses) > 2. Extension des centralités > 3. Extension des hameaux (si justifiée et équilibrée). P72 - Sites isolés : Interdiction de toute extension. Seuls la réhabilitation ou le changement de destination limité sont admis. P73 - Équipements : Implantation prioritaire au cœur des centralités principales.	Le PADD répond positivement à ces objectifs en structurant le développement autour d'une armature territoriale hiérarchisée en quatre niveaux (Pôle urbain, Centres bourgs, Pôles de proximité et Communes rurales). Cette organisation garantit le respect de l'ordre de priorité en privilégiant la densification des « dents creuses » (8,5 ha) et la reconquête des friches industrielles avant toute extension, cette dernière étant systématiquement localisée en continuité immédiate des pôles identifiés pour freiner l'artificialisation. En cohérence avec les restrictions sur les sites isolés, le projet limite strictement les constructions diffuses tout en encadrant les changements de destination du bâti existant. Enfin, l'implantation des équipements et services structurants est priorisée au sein de la ville-centre (Saint-Claude) et des bourgs-centres pour renforcer les centralités majeures et l'attractivité du territoire.
<u>Définition et Étude du Foncier</u> P74 - Calcul de l'enveloppe : Méthode précise par tamponnage (bâtiments distants de < 100m) ; exclusion des îlots diffus de < 1 ha. P75 - Dents creuses : Priorité au remplissage des tènements non bâtis internes avant toute extension. P76 & 77 - Études de densification : Obligatoires avant toute ouverture de zone (dès 2 500 m^2). Elles doivent justifier le maintien de certains espaces ouverts (paysage, biodiversité, neige). P78 - OAP Obligatoires : Pour les projets > 2 500 m^2 ou réhabilitations > 2 000 m^2 de plancher (densité, mixité, énergie). P79 - Mutualisation : Obligation de mutualiser les parkings et espaces verts pour économiser le foncier.	Le PADD intègre les méthodes de définition du foncier du SCoT en appliquant le principe de l'enveloppe urbaine par tamponnage des bâtiments à moins de 100m, tout en excluant les îlots diffus de moins d'un hectare pour concentrer l'urbanisation. La priorité est donnée au comblement des 8,5 hectares de dents creuses identifiées avant toute extension, conformément à l'obligation de justifier chaque ouverture de zone par une étude de densification préalable dès 2 500 m^2. Cette rigueur se traduit par le recours systématique aux OAP pour les projets structurants dépassant les seuils de 2 500 m^2 d'emprise ou 2 000 m^2 de plancher, garantissant ainsi une mixité et une qualité urbaine. Enfin, le projet favorise la mutualisation des aires de stationnement et des espaces verts pour optimiser l'usage du sol et limiter l'imperméabilisation.
<u>Objectifs de Densité et de Vacance</u> P80 & 81 - Densités minimales : Objectifs bruts (logements/hectare) par type de commune P82 & 83 - Insertion et Réseaux : La densité doit respecter la morphologie locale et être renforcée près des transports, services et réseaux de chaleur. P86 - Vacance (Villes) : Saint-Claude et Morez doivent ramener leur taux de vacance à 13 % maximum. P87 - Vacance (Autres) : Les autres communes doivent viser un taux de vacance maximum de 7 %.	Le PADD prévoit l'application d'une densité minimale dans les zones résidentielles pour maîtriser l'étalement urbain et privilégie des formes urbaines compactes. Il souligne également l'importance de la proximité des services et des équipements dans le choix de la localisation des logements pour renforcer les polarités. Concernant la vacance, le PADD affiche une volonté politique de « remise sur le marché d'une part significative de logements vacants » et de mobilisation de l'habitat ancien, sans toutefois retranscrire les seuils exacts du SCoT. Les valeurs chiffrées concernant les densités minimales de logements à l'hectare se retrouvent quant à elles dans le dossier OAP.

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
2. Définir de choix d'aménagement adaptés	
2.1 Qualité architecturale, paysagère et urbaine des aménagements	
<u>Qualité Urbaine et Architecturale</u> P90 - Insertion contextuelle : Tout projet (neuf ou rénovation) doit respecter l'histoire locale, les volumes et les logiques d'implantation du bâti préexistant. P91 - Transitions et Lisières : Obligation de soigner les "interfaces" entre ville et nature/agriculture (silhouettes villageoises, accès forestiers, gestion des fronts bâtis). P92 - Matériaux : Priorité aux matériaux locaux et biosourcés, particulièrement pour les projets publics et les lotissements.	Le PADD répond aux exigences de qualité urbaine en imposant une intégration architecturale soignée pour toutes les nouvelles opérations, notamment au sein des bourgs et villages. Le projet prévoit de protéger les caractéristiques paysagères et architecturales typiques du territoire pour garantir le respect du patrimoine local. Le PLUi prévoit de soigner les franges urbaines pour leur rôle écologique et paysager et de créer des zones de transition végétalisées entre les espaces agricoles et les zones résidentielles. Pour les matériaux, le PADD encourage le développement de la filière bois locale pour le bois d'œuvre et l'isolation afin de favoriser l'économie circulaire, bien qu'il ne précise pas d'obligation spécifique pour les seuls projets publics ou lotissements. L'OAP thématique « Dynamique Économique » vient préciser les attentes pour les zones d'activités en demandant de valoriser le patrimoine industriel existant et en favorisant des architectures créatives ainsi que la densification verticale pour économiser le foncier. Concernant les transitions, l'OAP exige spécifiquement que les lisières entre les zones d'activités et les espaces mitoyens fassent l'objet d'une végétalisation aux strates diversifiées pour limiter l'impact visuel et assurer l'insertion paysagère. Pour les matériaux, l'OAP répond explicitement à la prescription en demandant d'être attentif à l'origine des matériaux et de réduire l'impact carbone en privilégiant les matériaux biosourcés, géosourcés et les circuits courts.
<u>Zones d'Activités (Industrie, Commerce, Artisanat)</u> P93 - Qualité environnementale : Minimum 20 % de surfaces végétalisées par parcelle. Insertion paysagère soignée sous tous les angles. Intégration d'ENR (bois, solaire en toiture) et transparence hydraulique.	Le PADD et le règlement répondent globalement aux objectifs de qualité environnementale en imposant que les espaces libres des zones d'activités (UY, AUY) soient « traités au maximum en espaces verts de pleine terre », sans toutefois reprendre le chiffre exact de 20 % de surfaces végétalisées. L'OAP « Dynamique Économique » vient renforcer ces dispositions en exigeant une gestion des eaux pluviales à la parcelle (noues, mares) et l'utilisation de matériaux perméables pour assurer la transparence hydraulique. Concernant l'insertion paysagère, elle impose le traitement végétalisé des lisières et la diversification des strates végétales pour favoriser la biodiversité. Enfin, l'intégration des énergies renouvelables (photovoltaïque en toiture ou sur ombrières de stationnement) est explicitement favorisée par le PADD et l'OAP.
<u>Mobilités et Stationnement</u> P94 - Réseaux adaptés : Connexion obligatoire aux modes doux (vélos/piétons) vers le centre-bourg. Zones commerciales : liaisons piétonnes/routières obligatoires entre parcelles mitoyennes. Zones d'activités & Tourisme : mutualisation des équipements et accès aux transports partagés (navettes). P95 - Aménagement des parkings : Privilégier le stationnement en structure (silos) et matériaux perméables. Emplacements obligatoires : covoiturage, bornes électriques et vélos.	Le PADD intègre les principes de mobilité durable du SCoT en prévoyant le développement de liaisons douces sécurisées (piétons/vélos) à l'échelle intra et intercommunale pour relier les pôles de vie. Pour les zones d'activités, le document préconise la mutualisation des aires de stationnement afin d'optimiser le foncier, tout en intégrant des solutions de covoiturage, de transports en commun et de mobilités douces. Le projet souligne l'importance de requalifier les parkings existants par la désimperméabilisation et la végétalisation pour favoriser l'infiltration des eaux.

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
	Par ailleurs, dans l'OAP thématique Dynamique Économique, il est demandé d'améliorer le maillage en liaisons douces et de développement une mutualisation des équipements (stationnement, bornes de recharge pour véhicules électriques, covoiturage, etc.) au sein des polarités économiques. Le recours au stationnement en ouvrage (silos) et le caractère obligatoire des bornes de recharge électrique (voiture et vélo) y est aussi mentionné.
2.2 Performance énergétique des aménagements	
P98 - Standard élevé : Imposition du niveau "énergie positive" et matériaux biosourcés pour les bâtiments publics et les secteurs à enjeux écologiques.	Le PADD encourage l'utilisation des matériaux locaux, notamment le bois pour le bâtiment et l'isolation, afin de soutenir la filière forêt-bois. Le règlement impose également que les clôtures et les aménagements utilisent des matériaux de qualité. L'OAP thématique Dynamique Économique fait aussi mention des matériaux biosourcés et géosourcés pour les espaces économiques.
P99 - Bioclimatisme : Autorisation prioritaire des formes urbaines compactes et bioclimatiques intégrant la production d'énergies renouvelables.	Le PADD répond positivement en privilégiant des formes urbaines compactes et une densification raisonnée pour limiter l'étalement urbain. Il favorise l'intégration des énergies renouvelables, comme le solaire thermique ou photovoltaïque en toiture, pour tendre vers l'autonomie énergétique du territoire. Le règlement confirme cette volonté en autorisant les dispositifs de production d'énergie renouvelable, même s'ils dérogent aux règles de hauteur ou d'aspect extérieur habituelles.
P100 - Réseaux de chaleur : Densification obligatoire de l'habitat et des équipements autour des réseaux de chaleur actuels ou futurs.	Le PADD prévoit de favoriser le développement et le raccordement aux réseaux de chaleur urbains, notamment via le bois-énergie, pour valoriser les ressources locales. Le document prône une densification à proximité des services et équipements et le travail a été mené afin de prioriser les secteurs à proximité des réseaux de chaleur.
P101 - Rénovation publique : Priorité à la réhabilitation thermique performante du parc bâti des collectivités, adaptée aux spécificités patrimoniales.	Le PADD affiche l'objectif de soutenir la réhabilitation thermique du bâti ancien et de mobiliser le parc existant pour limiter la construction neuve. Il souligne la nécessité de concilier performance énergétique et préservation du patrimoine architectural local. Le règlement accompagne cette mesure en permettant des adaptations aux règles d'aspect extérieur (isolation par l'extérieur, menuiseries) pour améliorer la performance énergétique des bâtiments existants.
2.3 Offre de logements	
P105 - Logement conventionné : Objectif de 15 % de ménages logés en conventionné sous 20 ans (soit 720 logements à l'échelle du SCOT).	Le PADD s'aligne sur la hiérarchie urbaine du SCoT pour la répartition des objectifs (P106) en définissant des enveloppes foncières différenciées selon les types de communes et en visant un équilibre géographique conforme à cette armature. Concernant le calcul des besoins (P107), le projet affiche une volonté de remettre sur le marché une part significative de logements vacants et conditionne l'ouverture à l'urbanisation à la justification que les capacités des espaces déjà urbanisés sont mobilisées.
P106 - Répartition : Déclinaison locale des objectifs de logements en respectant la hiérarchie urbaine définie par le SCOT.	
P107 - Calcul des besoins : Déduction obligatoire du potentiel de résorption de la vacance avant d'autoriser toute nouvelle construction.	
P108 - Mixité de formes : Inscription en OAP d'une diversité de bâtis (collectif, individuel) et de la mixité des usages (commerces/services/logements).	

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
P109 - Accès aux réseaux : Connexion impérative des logements sociaux aux transports collectifs, aux modes doux et aux services de proximité.	La mixité des formes (P108) est traduite par l'encouragement de zones mixtes combinant habitat, commerces et services, précisée dans le règlement par l'identification de « linéaires de mixité d'activité » et dans l'OAP Dynamique Économique qui prône des projets urbains mixtes sur les friches. Bien que l'objectif chiffré de 15 % de logement conventionné ne soit pas explicitement mentionné, le PADD s'engage à maintenir une offre sociale qualitative adaptée aux besoins. Enfin, l'accès aux réseaux est assuré par la priorisation de la densification au sein des espaces urbains existants disposant déjà des services et équipements
2.4 Organisation de l'offre commerciale	
<u>Stratégie globale et Localisation</u> P114 - Cartographie : Inscription obligatoire au PLU des 15 sites de centralité et 18 sites périphériques définis par le DAAC du SCOT. P115 & 116 - Hiérarchie : Priorité absolue aux centres-villes et centres-bourgs. Les zones périphériques sont secondaires ; la création de nouveaux sites ex-nihilo est interdite au profit de la requalification de l'existant. P117 & 118 - Zones d'exclusion : Interdiction du commerce hors enveloppes urbaines ou zones d'activités (sauf vente directe à la ferme/production ou services liés aux sports de nature de moins de 400 m^2). P119, 120 & 121 - Requalification : Priorité à la reprise des friches commerciales existantes pour éviter la consommation foncière et la démultiplication des locaux vacants.	Le PADD et l'OAP « Dynamique Économique » s'articulent avec le DAAC du SCoT en sanctuarisant la hiérarchie commerciale. Le projet interdit toute création de zone ex-nihilo et donne la priorité absolue aux centres-bourgs et aux friches existantes pour lutter contre la vacance. Le règlement et l'OAP excluent le commerce hors des enveloppes urbaines, à l'exception notable de la vente directe à la ferme et des activités liées au tourisme de nature. La stratégie de localisation s'appuie aussi sur la requalification des sites périphériques identifiés plutôt que sur leur extension.
<u>Règles par type de commune</u> P122, 123 & 124 - Communes rurales : Maintien du maillage de proximité via un périmètre "centre-village". Toute nouvelle implantation est plafonnée à 400 m^2 de plancher par bâtiment. P125, 126 & 127 - Pôles de proximité : Localisation préférentielle dans les sites DAAC. Les projets de plus de 400 m^2 doivent prioriser la multifonctionnalité (ex: commerce en rez-de-chaussée d'immeuble de logements). P128 & 129 - Bourgs-centres et Villes : Priorité à l'adaptation de l'offre commerciale au sein des centralités identifiées et à la résorption des friches urbaines. P130 - Dérogations exceptionnelles : Hors sites identifiés, le commerce doit rester l'exception, limité à 400 m^2 (sauf friche), et doit assurer l'intégralité de son stationnement sur son unité foncière.	Le PADD et le règlement traduisent la stratégie commerciale du SCoT en adaptant les règles à la hiérarchie territoriale, mais sans reprendre de seuil chiffré spécifique de 400 m^2. Pour les communes rurales et les pôles de proximité, le projet privilégie le maintien d'un commerce de proximité « à l'échelle du village » et l'articulant avec les besoins des habitants. L'OAP « Dynamique Économique » encourage, pour ces secteurs, la multifonctionnalité via la mixité des usages (commerces en rez-de-chaussée et logements en étages). Dans les bourgs-centres et Saint-Claude, la priorité est donnée à la densification commerciale au sein des centralités et à la résorption de la vacance par la réutilisation des friches. Le règlement et l'OAP excluent le commerce hors des enveloppes urbaines, sauf exceptions spécifiques liées à la vente directe à la ferme ou au tourisme de nature. Toute nouvelle implantation hors centralité doit démontrer qu'elle ne porte pas atteinte à l'équilibre des centres-bourgs et doit assurer la gestion de son stationnement sur sa propre unité foncière en privilégiant des sols perméables.

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
2.5 Zones d'activités économiques	
Stratégie foncière et Hiérarchie P135 - Plafond foncier : L'urbanisation économique est limitée à 104 hectares sur 20 ans pour l'ensemble du SCOT, répartis par intercommunalité.	Le PADD fixe un plafond de 20 hectares dédiés à l'économie. Il répartie également l'enveloppe foncière selon l'armature territoriale.
P136 & 137 - Priorité à l'existant : Obligation de mobiliser les friches, les immeubles tertiaires et les "dents creuses" des zones actuelles avant toute extension. Les créations de zones doivent s'inscrire dans un projet intercommunal (PLUi).	L'OAP « Dynamique Économique » confirme la priorité à la réutilisation des friches industrielles et à la densification des zones actuelles avant toute extension.
P138 - Typologie des zones : Classification obligatoire des zones selon leur rayonnement : Structurante (vitrine), Intermédiaire (local), Intérêt local (artisanat) ou Site d'entreprise spécifique.	Le règlement classifie les zones d'activités selon leur vocation (UY pour l'économie mixte, UYa, UYb, etc.), ce qui permet de distinguer les sites structurants des sites artisanaux.
P139 & 140 - Commerce en zone d'activité : Distinction nette entre zones avec ou sans vocation commerciale. Hors sites identifiés, le commerce de plus de 400 m^2 est interdit, sauf s'il s'agit de circuits courts vendant des produits fabriqués sur place.	Le seuil de 400 m^2 n'est pas écrit dans les pièces du PLUi mais l'OAP « Dynamique Économique » et le règlement interdisent les implantations commerciales hors centralités pour préserver les centres-bourgs, tout en autorisant la vente de produits fabriqués sur place (circuits courts).
Qualité et Performance des aménagements P141 - OAP obligatoires : Chaque zone doit disposer d'une OAP intégrant l'optimisation foncière (hauteur, mutualisation), la biodiversité, la gestion des déchets et les énergies renouvelables (solaire, réseaux de chaleur). P142 - Imperméabilisation : Interdiction de dépasser 60 % de surfaces imperméabilisées sur l'unité foncière du projet.	Le PLUi prévoit des OAP sectorielles pour chaque zone à urbaniser. Le règlement écrit fixe des règles de hauteur ambitieuses et des normes strictes de gestion des déchets. Il garantit la maîtrise de l'imperméabilisation en instaurant des seuils d'emprise au sol maximale par zone et en obligeant la végétalisation des espaces non bâtis ainsi que le recours à des dispositifs de perméabilité comme les toitures végétalisées.
Zones Prioritaires vs Non Prioritaires P143 & 144 - Zones prioritaires : L'extension est fléchée prioritairement vers les 28 zones identifiées par le SCOT, dans la limite des enveloppes par EPCI. P145 & 146 - Zones non prioritaires : Leur extension est très restrictive. Elle nécessite soit un remplissage à 80 % des zones prioritaires voisines, soit une étude prouvant l'absence d'alternative foncière pour répondre à une demande réelle.	Le PLUi répond positivement à cette prescription. Le PLUi applique un principe de subsidiarité strict : aucune zone naturelle, agricole ou forestière ne peut être ouverte à l'urbanisation sans la démonstration préalable, via une étude de densification, que les capacités de construction au sein des espaces déjà urbanisés sont totalement mobilisées.
2.6 Aménagements touristiques	
P149 - Stratégie intercommunale : Incitation à coordonner l'offre touristique à l'échelle de l'intercommunalité et du SCOT via des schémas de développement pour garantir une vision prospective et hiérarchisée.	Le PLUi intègre une OAP thématique "Activité touristique" qui définit une stratégie cohérente à l'échelle des 22 communes
P150 - Diversification "4 saisons" : Obligation de programmer des équipements multifonctionnels et accessibles toute l'année, permettant un accueil des publics en été comme en hiver.	Le PADD et l'OAP Tourisme imposent la diversification vers un tourisme "tous temps", en encourageant la reconversion des infrastructures de ski alpin en équipements multifonctionnels et le développement d'activités de pleine nature praticables toute l'année.
P151 - Priorité à la réhabilitation : Le développement doit privilégier la requalification des friches touristiques existantes. Les projets (neufs ou rénovés) sont soumis à des critères renforcés d'intégration paysagère et de performance énergétique.	Le règlement et l'OAP privilégient la reconversion des friches industrielles et touristiques en lieux d'activités ou d'hébergement. Les projets sont soumis à des normes d'éco-responsabilité strictes incluant la performance énergétique et une insertion paysagère soignée.

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
P152 - Adossement à l'armature : L'offre touristique doit s'appuyer sur la hiérarchie urbaine du SCOT. Les villes et bourgs-centres doivent devenir les pôles de services structurants pour les touristes et les habitants.	Le PLUi flèche le développement des services et de l'offre d'hébergement prioritairement vers la ville-centre (Saint-Claude) et les bourgs-centres, consolidant ainsi la structure territoriale définie par le SCoT comme pôles de services structurants.
P153 - Proximité et Liaisons : Recherche systématique de proximité entre les sites touristiques et les enveloppes urbaines. L'accessibilité doit être assurée par des liaisons routières et, prioritairement, par des réseaux de modes doux.	Le PLUi conditionne le développement touristique à la proximité des enveloppes urbaines et impose, via les orientations de mobilité du PADD, la création de liaisons douces sécurisées (marche, vélo) entre les sites d'intérêt et les zones de vie.
3 : Organiser le maillage des équipements, infrastructures et réseaux	
3.1 : Équipements touristiques et de loisirs de pleine nature	
<u>Stratégie générale et biodiversité</u> P154 à 159 - Principes d'implantation : Priorité absolue à l'insertion dans l'enveloppe urbaine, à la densification et à la réhabilitation. Interdiction totale de constructions neuves en Cœur de biodiversité prioritaire. Exigence de réversibilité, de matériaux locaux et d'accès en modes doux.	Le PLUi garantit l'insertion environnementale par une interdiction de construire en « Cœur de biodiversité » (zones N protectrices) et impose la réutilisation des friches ou la densification des enveloppes urbaines avant toute extension. L'OAP « Activité touristique » rend obligatoires la réversibilité des aménagements, l'usage de matériaux locaux (bois, pierre) et la création systématique de liaisons en modes doux pour accéder aux sites de pleine nature.
<u>Hébergements et équipements touristiques</u> P160 à 162 - Gestion du parc : Zonage spécifique pour l'habitat atypique. Changement de destination (hôtel vers logement) très restreint pour éviter les friches. Actions obligatoires pour dynamiser les résidences secondaires. P163 & 164 - Services de pleine nature : Commerces et locations (max 400 m^2) à implanter en ville ou, par exception, accolés à un site existant. Maillage favorisé près des transports avec équipements (racks vélos, bornes). P165 à 168 - Projets en discontinuité : Soumis à conditions drastiques : absence d'alternative, étude d'impact complète (ERC), performance Énergie Positive, réversibilité du site et respect de l'agriculture.	Le PLUi privilégie le maintien et la reprise de l'offre touristique existante, limite les changements de destination afin d'éviter la déprise et les friches, et encadre strictement les reconversions. Les services et équipements liés au tourisme et aux activités de pleine nature sont prioritairement localisés dans les polarités urbaines ou en continuité de sites existants, avec une attention portée à l'accessibilité et aux mobilités durables. Les projets touristiques en discontinuité sont fortement limités, soumis à des exigences d'intégration paysagère, de sobriété et performance énergétique, de réversibilité et de préservation des espaces agricoles et naturels.
<u>Hébergements de plein air (Campings & Atypique)</u> P169 à 174 - Localisation : Exclusion des cœurs de biodiversité prioritaires. Pour les zones secondaires/corridors, application de la procédure stricte (168). Priorité à la proximité des centres-bourgs et des structures existantes pour l'atypique (cabanes, yourtes).	Le PLUi y contribue en excluant les implantations touristiques des espaces naturels sensibles et en encadrant strictement celles situées en milieux naturels. Le règlement limite fortement les constructions et hébergements touristiques en zones N, hors secteurs précisément identifiés, et impose des conditions d'intégration, de limitation de l'emprise et de réversibilité .
<u>Refuges et Domaines skiables</u> P175 & 176 - Refuges : En cœur de biodiversité prioritaire, seule la réhabilitation est possible. Évaluation environnementale et intégration paysagère obligatoires. P177 à 182 - Ski Alpin et Nordique : Aucune création de domaine alpin. Extensions (< 10 ha) admises si rentabilité prouvée et impact nul sur les espèces. Le ski nordique doit être préservé : les projets urbains	En zones naturelles et espaces à forts enjeux environnementaux, le règlement limite les constructions nouvelles et privilégie la réhabilitation de l'existant, avec des exigences d'intégration paysagère et de préservation des milieux . L'OAP « Activité touristique » affirme la volonté de préserver les sites sensibles, d'organiser et maîtriser les pratiques sportives, de rationnaliser l'offre nordique face au changement climatique et de planifier l'évolution des infrastructures de ski sans extension diffuse, en veillant à la

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi
ne doivent pas couper les pistes sans proposer d'alternative.	continuité des itinéraires et à la non-fragmentation des espaces dédiés aux pratiques nordiques .
<u>Front de neige et sports motorisés</u> P183 à 185 - Front de neige : Aménagements ludiques autorisés si connectés aux stations/commerces, sans nuire à la fonctionnalité des milieux naturels. P186 - Sports motorisés : Interdiction totale en cœurs de biodiversité (prioritaires et secondaires) ainsi que dans les corridors écologiques.	Le PADD prévoit de valoriser et protéger les sites sensibles notamment en organisant les pratiques sportives ou récréatives de manière responsable dans ces espaces notamment par une délimitation des espaces accessibles et une structuration maîtrisée de l'offre.
3.2 Infrastructure de production d'énergies renouvelables	
<u>Énergies Renouvelables (ENR)</u> P187 à 190 - Principes généraux : Implantation prioritaire sur sites dégradés ou artificialisés (friches, parkings). Priorité absolue à l'intégration sur bâti pour limiter la consommation d'espace, tout en préservant le patrimoine architectural. Exclusion des zones à enjeux (Cœurs de biodiversité, corridors, espaces agricoles stratégiques). P191 - Éolien : Interdiction stricte dans les sites classés, périmètres Monuments Historiques, sites paysagers/sonores du Parc, réserves naturelles, zones de présence du Grand Tétras et zones humides. P192 & 193 - Solaire : Priorité sur toitures et parkings. Les centrales au sol sont réservées aux espaces déjà dégradés et sont interdites sur les Espaces Agricoles Stratégiques (EAS). P194 - Bois Énergie : Plateformes de stockage à implanter préférentiellement hors des zones agricoles stratégiques et des cœurs de biodiversité.	Le PLUi y contribue en priorisant l'intégration des ENR sur le bâti et les espaces déjà artificialisés, notamment par le développement du photovoltaïque sur toitures et stationnements, afin de limiter la consommation foncière et préserver le paysage bâti (OAP thématique). Le règlement assure une exclusion effective des projets ENR des espaces à forts enjeux environnementaux et agricoles, en interdisant ou encadrant strictement les aménagements dans les zones naturelles, zones humides, continuités écologiques et espaces agricoles, garantissant la protection des cœurs de biodiversité, corridors et terres stratégiques.
3.3 Offres de télécommunication	
P195 - Équipement des projets : Obligation d'intégrer les réseaux Très Haut Débit (fibre) dans toutes les nouvelles opérations d'aménagement.	Le règlement impose la prise en compte et le raccordement des constructions et opérations nouvelles aux réseaux de communication existants, notamment dans le cadre des équipements et réseaux, afin d'accompagner le développement du territoire et des usages numériques.
P196 - Priorités de déploiement : Si le déploiement n'est pas simultané, l'ordre est : 1. Zones d'activités, 2. Centralités (Villes/Bourgs), 3. Tiers-lieux (Coworking), 4. Reste du territoire.	Le PLUi y répond en s'appuyant sur les bourgs-centres et les zones d'activités comme supports du développement économique, des services et des équipements.
3.4 Mobilité de transport	
P197 - Flux et covoiturage : Priorité aux équipements sur les axes d'entrées/sorties du territoire. Renforcement des aires de covoiturage et parkings-relais, avec une accessibilité piétonne sécurisée.	Le PADD (Axe 3, Mobilités) érige en priorité l'amélioration de la qualité des infrastructures de transport. Il prévoit le renforcement des aires de covoiturage et des parkings-relais, particulièrement sur les axes structurants du territoire, tout en garantissant une accessibilité piétonne sécurisée pour favoriser l'intermodalité.
P198 - Pôles multimodaux (Gares) : Élimination des ruptures de charge par l'installation de parkings vélos, dessertes bus et covoiturage. Focus spécifiques : services à Saint-Claude, multimodalité à Morez/Morbier, liaison centre-bourg à Saint-Laurent et requalification à Molinges.	Le PLUi renforce le rôle des gares comme portes d'entrée du territoire et supports d'une mobilité multimodale. Il vise à faciliter les déplacements depuis et vers les gares par l'organisation du rabattement en transports collectifs, en covoiturage et en modes doux, et par l'équipement des sites en stationnements vélos.

Orientations et objectifs du DOO du SCoT	Articulation avec le PLUi	
P199 & 200 - Urbanisme ferroviaire : Densification urbaine prioritaire autour des gares et arrêts de transports collectifs. Les aires de covoiturage doivent être paysagères, sécurisées, proportionnées et équipées (bornes électriques, vélos, services itinérants).		Le PLUi y contribue en limitant l'étalement urbain et en localisant la majorité des extensions en continuité des polarités existantes. Le PADD affirme la nécessité de maintenir et développer les infrastructures ferroviaires pour favoriser des transports alternatifs et de proposer une politique de rabattement des transports vers Saint-Claude pour organiser une mobilité multimodale plus raisonnée. Dans ce cadre, le PLUi priorise le renouvellement urbain et la densification à proximité des gares et des arrêts de transports collectifs, afin de rapprocher habitat, services et emplois des infrastructures de mobilité existantes.
P201 - Tram-train (Les Rousses) : Intégration du projet de liaison La Cure / Les Rousses. La ligne doit structurer l'espace public et servira de nouvelle limite physique à l'urbanisation (ex: ZA du Bois de l'Ours).		
3.5 Déplacements doux		
P205 - Continuité des réseaux : Préservation et développement des voies vertes, blanches et chemins structurants (GTJ). Garantie de leur continuité lors de la traversée des zones urbaines.		Le PADD prévoit le développement des mobilités douces pour les déplacements du quotidien et de loisirs, ainsi que le maintien et la valorisation des cheminements structurants à l'échelle du territoire. Il affirme la nécessité de préserver la continuité des voies vertes, voies blanches et itinéraires d'itinérance, et de garantir leur continuité et leur sécurisation lors de la traversée des zones urbanisées.
P206 & 207 - Maillage et sécurité : Les équipements sportifs et culturels doivent être accessibles via des voies douces sécurisées (dédiées ou partagées). Le PLU doit porter une vision globale pour créer un maillage cohérent.		Le PADD prévoit la création de liaisons douces sécurisées, dédiées ou partagées, intra et intercommunales, et l'amélioration de l'accessibilité aux équipements sportifs, culturels et de loisirs. Il porte une approche globale des déplacements visant à constituer un maillage cohérent de cheminements, intégré aux espaces publics et adapté aux usages.
P208 - Accessibilité économique : Obligation de prévoir des accès en modes doux et transports partagés pour toutes les zones d'activités (industrielles, artisanales et commerciales).		Le PADD prévoit de renforcer les moyens de transport existants à l'échelle locale notamment pour soutenir le développement économique. Il prévoit par exemple de faciliter le déplacements depuis la gare vers le reste du territoire, de développer l'offre de transports en commun, de proposer une offre de bus à des horaires adaptés aux besoins des locaux ou encore d'assurer un maillage pertinent au regard des usages électriques.
Conclusion À travers le PADD, le PLUi du Haut-Jura Saint-Claude décline l'ensemble des prescriptions du SCoT. Il s'appuie sur l'armature territoriale pour engager une sobriété foncière, la préservation des milieux naturels, forestiers et agricoles, la qualité paysagère et architecturale, ou encore le développement de mobilités durables.		

2.2.2. Le SRADDET Bourgogne-Franche-Comté

Les Schémas Régionaux d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires (SRADDET) ont été instaurés par la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République. Ils sont le résultat de la fusion de plusieurs plans sectoriels et schémas régionaux préexistants. Le SRADDET fixe des grandes priorités d'aménagement. Il présente une nature fortement stratégique, prospective et intégratrice des diverses politiques publiques qu'il aborde. Sa portée juridique se traduit par la prise en compte de ses objectifs et par la compatibilité aux règles de son fascicule des plans et programmes locaux de rang inférieur.

Le SRADDET Bourgogne-Franche-Comté est composé d'un rapport de 17 objectifs et d'un fascicule de 40 règles.

Remarque : le PLUi entretient 2 rapports différents avec le SRADDET (compatibilité avec les règles, prise en compte des objectifs). Les 2 niveaux ont été traités de manière conjointe mais avec un niveau de précision plus approfondi pour l'analyse de la compatibilité.

Périmètre : Bourgogne Franche Comté

Période de validation / validité : Approuvé en septembre 2020 et 2 modifications approuvées en 2024 (modification n°2 relative aux continuités écologiques et modification n°1 relative à l'artificialisation des sols, à la logistique et aux déchets - économie circulaire).

❖ **Règles du SRADDET**

Règles générales du SRADDET	Articulation avec le PLUi
1 - EQUILIBRE ET EGALITE DES TERRITOIRES, DESENCLAVEMENT DES TERRITOIRES RURAUX, NUMERIQUE	
Règle n°1 - Les documents de planification identifient et intègrent systématiquement les enjeux d'interactions, de complémentarités et de solidarité avec les territoires voisins (en région ou extrarégionaux).	Le PLUi s'attache à inscrire le territoire dans son environnement large en soutenant le positionnement des filières locales en lien avec les bassins économiques voisins (Oyonnaxiens, Gessiens) et les pôles de compétitivité transfrontaliers. Il prévoit également de renforcer les connexions ferroviaires et routières avec Oyonnax et d'organiser les mobilités, notamment pour les travailleurs frontaliers, en articulation avec les intercommunalités voisines.
Règle n°2 - Les documents de planification prennent en compte et déclinent sur leurs territoires l'armature régionale à trois niveaux définie par le SRADDET	Le PLUi y contribue en structurant son aménagement autour d'une armature territoriale hiérarchisée issue du SCoT : le pôle urbain (Saint-Claude), les centres-bourgs (Coteaux-du-Lizon, Lavans-lès-Saint-Claude), les pôles de proximité et les communes rurales. Cette armature guide la répartition de la consommation d'espace , la structuration commerciale et l'accueil des nouveaux habitants.
Règle n°3 - Les documents de planification intègrent, dans la définition de leur projet, une réflexion transversale portant sur le numérique – connectivités et usages	Le PLUi prévoit de s'appuyer sur la couverture fibre intégrale du territoire pour favoriser l'émergence de nouveaux métiers et permettre la mixité des fonctions urbaines jusque dans les communes rurales. Il ambitionne également de poursuivre le développement des communications numériques pour répondre aux besoins croissants des habitants en matière d'équipements et de services (Axe 1 - Volet Économie et Axe 3 - Volet Équipements).

Règles générales du SRADDET		Articulation avec le PLUi
2 - GESTION ECONOME DE L'ESPACE ET HABITAT		
Règle n°4 - Les documents d'urbanisme mettent en œuvre une stratégie globale de réduction de la consommation de l'espace pour tendre vers un objectif de zéro artificialisation nette à horizon 2050, qui passe par : - Une ambition réaliste d'accueil de la population et la définition des besoins en logements en cohérence ; - Des dispositions qui orientent prioritairement les besoins de développement (habitat et activités) au sein des espaces urbanisés existants et privilégie leur requalification avant de prévoir toute nouvelle extension. Lorsque l'extension de l'urbanisation ne peut être évitée, les documents d'urbanisme intègrent une analyse du potentiel de compensation de l'imperméabilisation liée à cette artificialisation.		Le PLUi y contribue en fixant une enveloppe maximale de consommation d'espace de 51 ha et en programmant une diminution de la trajectoire à l'horizon 2040 . Il vise à inscrire au moins 50 % de la production de nouveaux logements au sein des espaces urbains existants , privilégie la reconquête des friches (5 ha à résorber) et introduit un objectif de « zéro imperméabilisation nette » par la compensation (désimperméabilisation) .
Règle n°5 - Les documents d'urbanisme encadrent les zones de développement structurantes (habitat et activités) par des dispositions favorisant : le développement d'énergie renouvelable ; l'offre de transports alternative à l'autosolisme existante ou à organiser. Sont considérées comme structurantes les zones de développement définies comme telles par le document d'urbanisme et a minima celles qui concernent les 3 niveaux de polarités de l'armature régionale. (Objectifs 10 & 11)		Le PLUi prévoit de localiser la majorité des extensions résidentielles en continuité des polarités existantes et de donner la priorité aux sites économiques bien desservis. Il impose, pour les zones d'activités, le développement des énergies renouvelables sur les sites artificialisés ainsi que la mutualisation du stationnement intégrant les transports en commun et le covoiturage .
Règle n°6 - Les documents d'urbanisme définissent la localisation des équipements et ERP structurants (activités, services, surfaces commerciales) en privilégiant le renforcement des centralités ou à défaut, sous conditions de desserte par des offres de transport alternatives à l'autosolisme. (Objectifs 14)		Le PLUi s'attache à structurer l'armature commerciale et les équipements à partir de l'armature territoriale (Ville-centre, Bourgs-centres). Il vise à maintenir la polarité commerciale de la ville-centre de Saint-Claude et des bourgs structurants, tout en confortant les pôles d'équipements de proximité existants (scolaires, santé) pour éviter l'étalement des services.
Règle N°7 - Dans le respect de leurs compétences respectives, les documents d'urbanisme et les chartes de PNR prennent des dispositions favorables à l'efficacité énergétique, aux énergies renouvelables et de récupération et à la prise en compte de l'environnement pour les opérations de construction et de réhabilitation.		Le PLUi favorise la sobriété énergétique par la rénovation du bâti ancien (notamment via l'OPAH) et encourage l'urbanisme bioclimatique pour les constructions neuves. Il prévoit de développer la production d'énergies renouvelables (solaire photovoltaïque et thermique) en toiture ou sur des espaces déjà artificialisés et incite à l'utilisation de matériaux biosourcés locaux .
Règle n°8 - Les documents d'urbanisme prennent des dispositions favorables à l'activité commerciale des centres-villes avant de prévoir toute extension ou création de zone dédiée aux commerces en périphérie, notamment quand les centres font l'objet d'une vacance commerciale structurelle.		Le PLUi prévoit de protéger les linéaires commerciaux existants dans les centres-villes et bourgs en limitant le changement de destination des locaux. Il privilégie l'implantation des commerces dans les bourgs structurants et n'autorise l'accueil de grandes enseignes que si elles ne concurrencent pas le commerce de proximité .
3 - INTERMODALITE ET DEVELOPPEMENT DES TRANSPORTS		
Règle n°9 - La part modale relative à l'ensemble des modes de déplacements alternatifs à l'autosolisme fixée par les PDU doit, par rapport à l'état précédent, être : - supérieure à périmètre constant ; - neutre a minima, à périmètre évoluant.		

Règles générales du SRADDET		Articulation avec le PLUi
Règle n°10 - Les PDU prévoient des dispositions facilitant le stationnement des véhicules dédiés à un usage de covoiturage		
Règle n°11 - Les PDU prévoient des actions d'amélioration des correspondances en lien avec les autres offres de mobilités présentes sur le territoire et des actions de promotion de ces dernières		
Règle n°12 - Les PDU limitrophes veillent à la mise en cohérence de l'ensemble de leurs services de mobilité.		
Règle n°13 - Les PDU permettent l'accès et facilitent le partage des données théoriques et en temps réel (quand les réseaux sont équipés) relatives à leurs offres de mobilité.		
Règle n°14 - En billettique, l'objectif est de construire un bassin d'interopérabilité à l'échelle régionale. Les PDU fixent des objectifs et déterminent des actions pour faciliter la construction du bassin d'interopérabilité régional.		
Règle n°15 - Les pôles d'échanges stratégiques recensés dans le SRADDET et dans le schéma directeur régional des pôles d'échanges multimodaux à venir sont identifiés et pris en compte dans les documents de planification. Les pôles d'échanges stratégiques sont les 4 gares TGV (Belfort-Montbéliard TGV, Besançon-Franche-Comté TGV, Le Creusot-Montchanin TGV, Mâcon-Loché TGV) ainsi que les 15 pôles suivants : Auxerre-Saint-Gervais, Beaune, Belfort, Besançon-Viotte, Chalon-sur-Saône, Dijon, Dole, Le Creusot, Lons-le-Saunier, Mâcon, Montbard, Montbéliard, Nevers, Sens et Vesoul.		Territoire non concerné.
Règle n°16 - Les itinéraires du RRIR (réseau routier d'intérêt régional) sont identifiés et pris en compte dans les documents de planification.		Territoire concerné (RD470 notamment). Le PLUi prend en compte le réseau structurant en donnant la priorité au développement économique sur les sites bien desservis par les infrastructures routières départementales. Il intègre également la nécessité d'aménager les « portes d'entrées du territoire » pour favoriser le report modal depuis ces axes routiers vers des solutions plus durables.
4 - CLIMAT – AIR – ENERGIE		
Règle n°17 - Les documents d'urbanisme déterminent, dans la limite de leurs compétences, les moyens de protéger les zones d'expansion de crues naturelles ou artificielles, les secteurs de ruissellement et les pelouses à proximité des boisements.		Le PLUi s'attache à préserver les éléments de la trame bleue et la continuité latérale des cours d'eau et le sols permettant l'infiltration en amont afin d'en garantir le bon fonctionnement et la qualité. De plus, il prévoit spécifiquement la protection des lisières forestières et des pelouses sèches et des landes afin de maintenir les corridors écologiques et la biodiversité locale (Axe 2 du PADD - Biodiversité).

Règles générales du SRADDET		Articulation avec le PLUi
Règle n°18 - Dans la limite de leurs compétences, les documents d'urbanisme s'assurent : - de la disponibilité de la ressource en eau dans la définition de leurs stratégies de développement en compatibilité avec les territoires voisins ; - de la préservation des ressources stratégiques pour l'alimentation en eau potable.		Le PLUi y contribue à travers le volet Environnement de son PADD. Il prévoit de préserver la ressource en eau, notamment par la protection des captages d'eau potable, par la limitation de toutes les formes de pollution de l'eau, par l'économie et la récupération de l'eau en particulier dan les secteurs déjà en déficit, par l'optimisation des réseaux existants, ou encore en limitant le développement des activités susceptibles de générer des dégradations de la ressource dans les zones de sauvegarde, aires d'alimentation des captages ou périmètres autour des sources utilisées pour l'AEP. Il conditionne le développement urbain et touristique à la capacité réelle de la ressource.
Règle n°19 - Les PCAET explicitent leur trajectoire en fixant des objectifs quantitatifs cohérents avec la stratégie régionale de transition énergétique.		
Règle n°20 - Dans la limite de leurs compétences respectives, les documents d'urbanisme contribuent à la trajectoire régionale de transition énergétique. Ils explicitent leur trajectoire en fixant des objectifs au regard des PCAET existants sur leur périmètre.		Le PLUi y contribue à travers l'axe « Réussir la transition énergétique et climatique du territoire » du PADD. Il vise la sobriété (rénovation du bâti) et favorise le mix énergétique local. Il prévoit aussi d'intégrer les énergies renouvelables prioritairement sur les sites déjà artificialisés, tels que les friches. Il vise également à étudier les opportunités de développement d'infrastructures de réseaux de chaleur et de froid à partir de sources renouvelables.
Règle n°21 - En matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelable et de récupération, les PCAET : - déclinent les objectifs chiffrés du domaine « production et consommation des énergies renouvelables, valorisation des potentiels d'énergies de récupération et de stockage » par filières, et en particulier pour les zones d'activités, le foncier en état de friches et les zones agricoles ; - proposent, dans leur plan d'action, l'engagement d'étude de la faisabilité de la production d'énergies renouvelables ou de la valorisation d'énergies de récupération et de stockage sur les zones et sites présentant les plus fort potentiels, en autoconsommation ou en injection dans les réseaux de distribution d'énergie ; - poursuivent un objectif de développement de l'autoconsommation et de l'alimentation de boucles locales lisible dans les pièces constitutives du document (diagnostic, stratégie, plan d'actions).		
Règle n°22 - Dans l'objectif de favoriser une alimentation de proximité, les documents d'urbanisme, dans la limite de leurs compétences, prévoient des mesures favorables au maintien et à l'implantation d'une activité agricole sur leurs territoires.		Le PLUi s'attache à pérenniser l'activité agricole en protégeant les terres à haut potentiel contre l'urbanisation et en facilitant les constructions nécessaires aux exploitations (Axe 1 du PADD - Volet Agriculture). Il prévoit également de soutenir les circuits courts et la structuration des filières de proximité (comptoirs de vente, transformation locale) pour renforcer l'autonomie alimentaire du territoire.

Règles générales du SRADDET		Articulation avec le PLUi
5 - BIODIVERSITE		
Règle n°23 - Les documents d'urbanisme déclinent localement la trame verte et bleue en respectant la nomenclature définie par la TVB régionale (annexe 5b) (respect des sous trames, de leur individualisation et de leur terminologie). La traduction de cet exercice apparaît dans toutes les pièces constitutives du document : rapport de présentation, PADD, DOO, OAP, règlement.		Le PLUi y contribue en identifiant les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques terrestres (trame verte) et aquatiques (trame bleue) propres au massif jurassien. Les pièces constitutives du PLUi déclinent la trame verte et bleue à l'échelle du territoire.
Règle n°24 - Les documents d'urbanisme, dans la limite de leurs compétences : - Explicitent et assurent les modalités de préservation des continuités écologiques en bon état ; - Identifient les zones de dysfonctionnement des continuités écologiques : discontinuité écologique ou obstacle, faible perméabilité des milieux, fonctionnalité écologique dégradée... ; - Explicitent et assurent les modalités de remise en bon état des continuités écologiques dégradées. En cas d'opérations d'aménagement ultérieures sur le territoire, les compensations écologiques éventuellement issues de l'application de la séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC) sont orientées prioritairement vers les zones dégradées identifiées.		Le PLUi prévoit de préserver les continuités écologiques et d'identifier les zones de rupture pour lesquelles des actions de restauration sont nécessaires (dont la restauration des éléments de la trame bleue). Le PADD s'engage à protéger les réservoirs de biodiversité (limite stricte de l'urbanisation) et à limiter les incidences des projets par la mise en œuvre de la séquence ERC.
Règle n°25 - Les documents d'urbanisme et les chartes de PNR, dans la limite de leurs compétences, traitent la question des pollutions lumineuses dans le cadre de la trame noire. (Objectifs 17 & 33)		Le PADD mentionne de prendre en compte le patrimoine naturel et la biodiversité dans le cadre des aménagements urbains, en particulier les enjeux liés à la pollution lumineuse.
Règle n°26 - Les documents d'urbanisme identifient, dans la limite de leurs compétences, les zones humides en vue de les préserver. Ils inscrivent la préservation de ces zones dans la séquence Éviter-Réduire-Compenser		Le PLUi prévoit l'identification et la protection stricte des zones humides en tant qu'éléments majeurs de la trame turquoise et de la ressource en eau (fonctions écologiques, paysagères, de rétention des eaux pluviales et de rafraichissement). Il inscrit leur préservation au cœur de la stratégie d'aménagement en appliquant la séquence "Éviter-Réduire-Compenser" pour toute opération située à proximité de ces milieux fragiles.
6 - DECHETS ET ECONOMIE CIRCULAIRE		
Règle n°27 - Les trois axes du Plan régional d'Actions Économie Circulaire (PAEC) sont à décliner et mettre en œuvre, chacun pour ce qui le concerne.		
Règle n°28 - Les documents de planification s'attachent, dans la limite de leurs compétences, à la prise en compte de la gestion des déchets dans la définition de leurs projets de territoire et stratégies de développement.		
Règle n°29 - Le retour au sol des boues est privilégié, dans un principe de proximité : - En premier lieu par épandage ; - En second lieu par compostage.		
Règle n°30 - Dans un objectif de rationalisation du nombre d'installations, le SRADDET propose une répartition des centres de tri sur le territoire régional. (Objectifs 6)		

Règles générales du SRADDET		Articulation avec le PLUi
Règle n°31 - Les projets d'installation de pré-traitement des déchets non dangereux non inertes résiduels ne sont pas préconisés. La mise en œuvre d'éventuels nouveaux projets de prétraitement ne pourra se faire qu'en complément des actions de prévention et de valorisation matière et non à leur détriment.		
Règle n°32 - Concernant le parc de déchèteries, il est attendu : - L'adaptation des déchèteries publiques (concept de « supermarché inversé », accueil des filières à responsabilité élargie des producteurs, tri aval en complément…) ; - La mise en place de déchèteries privées dédiées aux professionnels dans les zones urbaines. (Objectifs 6)		
Règle n°33 - Pour répondre à la hiérarchie des modes de traitement, tout projet d'unité d'incinération doit obligatoirement être une Unité de Valorisation Energétique (UVE) et être dimensionné aux besoins du territoire concerné. Cela s'applique à la création ou à la reconstruction d'une unité.		
Règle n°34 - Les Installations de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) sont réparties de la façon suivante (cf. liste SRADDET) Les capacités des installations seront à adapter en tenant compte au niveau des territoires de l'évolution réelle de la population et de l'atteinte des objectifs de prévention et de valorisation.		
Règle n°35 - La capacité en matière de stockage des déchets est destinée à satisfaire en priorité le besoin régional, suivant le double principe d'autosuffisance et de proximité		
Règle n°36 - Pour chaque installation de stockage, l'importation de déchets non dangereux en provenance de régions limitrophes est autorisée dans une limite de 10 % maximale du tonnage annuel et sous réserve d'avoir été produits dans la zone de chalandise de 75 km à vol d'oiseau autour du site de traitement. Au-delà, une demande de dérogation au principe de proximité doit être adressée au Préfet.		
Règle n°37 - Pour la gestion et le stockage temporaires des déchets de situation exceptionnelle, il est recommandé de s'appuyer en priorité sur les Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) accueillant en fonctionnement normal des déchets : Déchèteries ; Stations de transit ; Centre de tri. En parallèle, l'intégration d'un volet « prévention et gestion des déchets de crise » dans le Dossier d'Information Communal sur les Risques Majeurs (DICRIM) et le Plan Communal de Sauvegarde (PCS) est préconisée.		
Règle n° 38 - Les producteurs et les détenteurs de certains types de déchets souhaitant déroger à la hiérarchie des modes de traitement des déchets doivent fournir aux services de l'État compétents les justifications nécessaires en cohérence avec la planification régionale.		

Règles générales du SRADDET		Articulation avec le PLUi
Règle n°39 - Pour la planification de la collecte et du traitement des déchets amiantés, il est recommandé : le renforcement de la communication sur les bonnes pratiques notamment à destination des particuliers et des donneurs d'ordre ; - la réalisation d'actions spécifiques auprès du monde agricole en lien avec les chambres d'agriculture ; - le développement d'une offre de collecte de l'amiante en s'appuyant sur les installations de collecte existantes qui peuvent être des déchèteries publiques ou privées, des installations de transit ou de traitement ; - le développement de collectes ponctuelles mais régulières sur les déchèteries publiques ; la création de plates-formes de massification-regroupement de l'amiante ; - la création d'alvéoles spécifiques amiante sur des Installations de Stockages de Déchets Non Dangereux (ISDND) dans les départements ne disposant pas d'Installations de Stockage de Déchets Dangereux (ISDD).		
Règle n°40 - Pour la planification de la collecte et du traitement des Véhicules Hors d'Usage (VHU), il est recommandé : - de développer la sensibilisation des détenteurs de véhicules (particuliers, entreprises) sur la nécessité de céder un VHU uniquement à un centre VHU agréé pour la récupération des véhicules afin d'éviter les sites illégaux ; de sensibiliser les garagistes aux possibilités offertes pour faire évacuer les VHU en leur possession ; - de travailler avec les réseaux de centres agréés de démantèlement des VHU, de manière à disposer d'un maillage homogène sur la région. Le réseau est à renforcer en particulier : dans le département de la Nièvre ; dans le Nord et le Sud-Ouest de la Côte d'or ; dans l'Est de l'Yonne. - de renforcer les actions pour l'identification et la régularisation des sites illégaux.		
Conclusion Le PLUi **répond favorablement** aux règles du SRADDET. Il s'engage dans une sobriété foncière exemplaire avec une priorité donnée au renouvellement urbain et à la résorption des friches (5 ha ciblés). Il s'engage également dans une mobilité décarbonée et connectée (renforcement de la gare de Saint-Claude comme pôle multimodal régional et le développement des mobilités douces) et dans une résilience écologique et énergétique (protection des éléments de la trame verte et bleue, soutien aux boucles locales d'énergies...). Le volet Gestion des déchets n'est en revanche pas abordé.		

❖ Objectifs du SRADDET

Le SRADDET s'organise sous 3 axes et 8 orientations stratégiques qui se déclinent en 33 objectifs thématiques.

Axe 1 : Accompagner les transitions

Le PLUi s'affirme comme l'outil moteur de la transition écologique en adoptant une trajectoire de sobriété foncière exemplaire : il prévoit de diviser par deux la consommation d'espace (objectif de 51 ha). La stratégie repose sur la densification (objectif de 50 % de la production de logements en zone urbaine existante) et la récupération de 5 ha de friches. Le PADD insiste sur la protection des ressources stratégiques en eau potable, cruciale en milieu karstique. Il favorise l'économie circulaire via le soutien aux circuits courts et à l'utilisation de matériaux biosourcés pour la construction et la rénovation (OPAH). Face au changement climatique, le PLUi mise sur un urbanisme bioclimatique et le développement massif des énergies renouvelables locales, visant une autonomie énergétique accrue et une réduction de l'empreinte carbone des mobilités. Enfin, le PLUi protège la qualité de l'air et le silence en développant les liaisons douces et en préservant les grands espaces naturels qui font la "haute valeur de vie ajoutée" du Jura.

Axe 2 : Organiser la réciprocité pour faire de la diversité des territoires – une force pour la région

Le projet consolide l'armature territoriale régionale en hiérarchisant le développement autour de pôles structurants (Saint-Claude en ville-centre, centres-bourgs et pôles de proximité). Le projet prévoit des outils concrets pour lutter contre la vacance commerciale et résidentielle. Il sanctuarise les commerces de rez-de-chaussée en centre-ville et soutient la rénovation de l'habitat ancien pour attirer de nouvelles familles dans les cœurs historiques. Le numérique est utilisé comme levier de désenclavement pour maintenir l'attractivité des communes rurales et permettre de nouveaux usages (télétravail).

Axe 3 : Construire des alliances et s'ouvrir sur l'extérieur

Le territoire se définit comme un espace d'interface. Le PLUi prévoit de renforcer les liens économiques avec Oyonnax (Plastic Vallée) et le Grand Genève, tout en affirmant son identité au sein du Parc Naturel Régional du Haut-Jura. L'accent est mis sur la gare de Saint-Claude, destinée à devenir un véritable pôle d'échanges multimodal (liaisons ferroviaires, cars, covoiturage, vélo). L'objectif est de fluidifier les déplacements vers l'extérieur (travailleurs frontaliers) tout en facilitant l'accès touristique. Par ailleurs, le PLUi intègre la Trame Verte et Bleue à l'échelle du massif.

Le PLUi est compatible avec les objectifs du SRADDET.

2.2.3. Le SDAGE Rhône-Méditerranée

La Directive Cadre sur l'Eau fixe un principe de non-détérioration de l'état des eaux et des objectifs ambitieux pour leur restauration. Le Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) est le principal outil de mise en œuvre de la politique communautaire dans le domaine de l'eau. Il définit pour une période de 6 ans les grandes orientations pour une gestion équilibrée de la ressource en eau ainsi que les objectifs de qualité des milieux aquatiques et de quantité des eaux à maintenir ou à atteindre dans le bassin. Il contribue à la mise en œuvre de la loi sur l'eau et les milieux aquatiques en fixant les objectifs de qualité et de quantité des eaux (bon état pour toutes les eaux ; prévention de la détérioration de la qualité des eaux ; réduction progressive et élimination des déversements, écoulements, rejets directs ou indirects…).

Le SDAGE Rhône-Méditerranée a été adopté le 18 mars 2022 par le comité de bassin. Il est entré en vigueur le 4 avril 2022 suite à la publication au Journal officiel de la République française de l'arrêté d'approbation du préfet du 21 mars 2022.

Le périmètre du SDAGE s'étend sur le bassin Rhône-Méditerranée, c'est-à-dire le territoire sur lequel toute goutte d'eau ruisselle vers les rivières qui alimentent le Rhône, ses affluents et les fleuves côtiers pour rejoindre la Méditerranée. Il est réparti sur 5 régions (Grand-Est, Bourgogne-Franche-Comté, Auvergne-Rhône-Alpes, Provence-Alpes-Côte d'Azur et Occitanie), couvrant ainsi 20% du territoire national.

Périmètre : bassin Rhône-Méditerranée

Période de validation / validité : 2022-2027

Dispositions	Articulation avec le PLUi
Orientation n°0 - s'adapter aux effets du changement climatique	Le PLUi y contribue en adaptant l'offre touristique vers un modèle "4 saisons" moins dépendant de l'enneigement et en privilégiant des solutions fondées sur la nature pour limiter le ruissellement notamment.
Orientation n°1 - privilégier la prévention et les interventions à la source pour plus d'efficacité	Les impacts des alternatives envisagées puis du scenario retenu sur l'atteinte du bon état des eaux, la disponibilité de la ressource, la qualité et le bon fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides, les risques pour la santé et les risques d'inondations … ont été appréhendés tout au long de la démarche. Le PADD s'attache à prévenir la dégradation des eaux en limitant strictement le développement d'activités susceptibles de générer des pollutions dans les secteurs karstiques exposés et les aires d'alimentation des captages
Orientation n°2 - concrétiser la mise en œuvre du principe de non dégradation des milieux aquatiques	La séquence « éviter-réduire-compenser » a été mise en œuvre tout au long de la démarche afin de mettre en œuvre le principe de non dégradation des milieux. Au-delà de la vérification de l'adéquation du développement programmé avec la capacité des ressources, tant d'un point de vue qualitatif que quantitatif, cette séquence a tout particulièrement été mise en œuvre pour les zones humides.
Orientation n°3 – Prendre en compte les enjeux sociaux et économiques des politiques de l'eau	
Orientation n°4 : renforcer la gouvernance locale de l'eau pour assurer une gestion intégrée des enjeux	
Orientation n°5 : lutter contre les pollutions, en mettant la priorité sur les pollutions par les substances dangereuses et la protection de la santé	

Dispositions	Articulation avec le PLUi
Orientation n°5A : Poursuivre les efforts de lutte contre les pollutions d'origine domestique et industrielle	Le PLUi s'attache à préserver les ressources en eau par le respect du cycle et de la qualité de l'eau par une meilleure gestion des eaux usées et pluviales. Cela permet de compenser les incidences de l'imperméabilisation liées à l'urbanisation comme la limitation des rejets d'eaux pluviales au réseau, le traitement à la parcelle... Le développement de la trame verte et bleue, notamment en milieu urbain, y contribue également en réduisant l'imperméabilisation.
Orientation n°5B : Lutter contre l'eutrophisation des milieux aquatiques	
Orientation n°5C : Lutter contre les pollutions par les substances dangereuses	
Orientation n°5D : Lutter contre la pollution par les pesticides par des changements conséquents dans les pratiques actuelles	Le PLUi ne peut que définir la vocation agricole des sols, il ne peut pas intervenir sur les pratiques.
Orientation n°5E : évaluer, prévenir et maîtriser les risques pour la santé humaine	Le PLUi s'attache à sécuriser la santé des habitants en protégeant les ressources en eau potable actuelles et futures, notamment via la préservation des périmètres autour des sources stratégiques comme le Bief Noir ou le Trou de l'Abîme
Orientation n°6 : Préserver et restaurer le fonctionnement des milieux aquatiques et des zones humides	
Orientation n°6.A : Agir sur la morphologie et le décloisonnement pour préserver et restaurer les milieux aquatiques	Le PLUi prend en compte les zones humides et les cours d'eau et leurs ripisylves, ils sont classés en zones naturelles ou agricoles à protéger donc entièrement préservés de l'urbanisation. Le PLUi prévoit aussi de préserver la continuité latérale des cours d'eau (lits moyen et majeur) et d'assurer le maintien des connexions amont/aval pour garantir le bon fonctionnement écologique du réseau hydrographique.
Orientation n°6.B : Préserver, restaurer et gérer les zones humides	Le PLUi s'attache à protéger strictement les zones humides en privilégiant l'évitement de ces espaces et en les intégrant, lorsqu'ils sont proches des zones urbaines, comme zones de rétention naturelle et de rafraîchissement.
Orientation n°6.C : intégrer la gestion des espèces de la faune et de la flore dans les politiques de gestion de l'eau	
Orientation n°7 : Atteindre et préserver l'équilibre quantitatif en améliorant le partage de la ressource en eau et en anticipant l'avenir	Le PLUi prévoit de programmer un développement urbain et économique en adéquation avec la capacité réelle des ressources, en tenant compte des périodes d'étiage et des pics de fréquentation touristique.
Orientation n°8 : Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	Le PLUi s'engage à prévenir les risques naturels en encadrant l'urbanisation en zone d'aléas, en maitrisant les ruissellements, en encourageant les toitures végétalisées et les solutions fondées sur la nature.
Conclusion Le PLU répond favorablement aux orientations du SDAGE. Le PLUi protège notamment les aires d'alimentation des captages pour garantir une eau de qualité malgré la vulnérabilité naturelle du sous-sol jurassien, il identifie et protège les zones humides et les tourbières, et assure une régulation naturelle des débits, essentielle pour prévenir les sécheresses et les inondations. Par ailleurs, le document conditionne le développement urbain et touristique (notamment pour l'hôtellerie de plein air) à la capacité réelle des réseaux d'assainissement et à la disponibilité de la ressource, anticipant ainsi les tensions hydriques liées au changement climatique.	

2.2.4. Le PGRI Rhône-Méditerranée

Le Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI) est construit en parallèle du SDAGE, et concerne le même périmètre. Celui-ci intègre les orientations et dispositions du SDAGE concernant la prévention des inondations, au regard de la gestion équilibrée et durable de la ressource en eau et des milieux aquatiques. Il définit Il définit la politique pour assurer la sécurité des populations, réduire l'aléa, réduire les conséquences dommageables des inondations sur la société, l'environnement et les biens, améliorer la résilience des territoires. L'organisation entre acteurs et l'amélioration continue des connaissances sont aussi des volets stratégiques.

Le PGRI du bassin Rhône-Méditerranée a été approuvé le 21 mars 2022 pour une validité sur la période 2022-2027.

Périmètre : bassin Rhône-Méditerranée

Période de validation / validité : 2022-2027

Objectifs	Articulation avec le PLUi
1 - Mieux prendre en compte le risque dans l'aménagement et maîtriser le coût des dommages liés à l'inondation	
1.1 Améliorer la connaissance et réduire la vulnérabilité du territoire	Le PLUi intègre la gestion des risques au cœur de sa stratégie d'aménagement en limitant l'imperméabilisation des sols pour réduire le ruissellement. Il prévoit de localiser l'urbanisation en dehors des secteurs les plus sensibles et de s'appuyer sur des « solutions fondées sur la nature » pour gérer les eaux pluviales. Les zones humides sont protégées et valorisées pour leur fonction naturelle de rétention des eaux, participant ainsi à la modération des crues en milieu urbain. Enfin, le développement territorial est programmé en adéquation avec la vulnérabilité intrinsèque du milieu, notamment dans les secteurs de forte fragilité hydrogéologique.
1.2 Respecter les principes d'un aménagement du territoire intégrant les risques d'inondations	
2 - Augmenter la sécurité des populations exposées aux inondations en tenant compte du fonctionnement naturel des milieux aquatiques	
2.1 Agir sur les capacités d'écoulement	Pour garantir le libre écoulement des eaux, le PLUi protège la « trame bleue » et impose le respect de la continuité latérale des cours d'eau, incluant la préservation de leurs lits majeurs. Une attention particulière est portée aux spécificités du massif jurassien : le comblement des dolines est interdit afin de maintenir les capacités naturelles d'infiltration et d'évacuation des eaux dans le réseau karstique. La préservation des infrastructures agroécologiques, comme les murets et les haies, contribue également au ralentissement des écoulements torrentiels sur les versants.
2.2 Prendre en compte les risques torrentiels	
2.3 Prendre en compte l'érosion côtière du littoral	
2.4 Assurer la performance des systèmes de protection	
3 - Améliorer la résilience des territoires exposés	
3.1 Agir sur la surveillance et la prévision	
3.2 Se préparer à la crise et apprendre à mieux vivre avec les inondations	
3.3 Développer la conscience du risque des populations par la sensibilisation, le développement de la mémoire du risque et la diffusion de l'information	

Objectifs	Articulation avec le PLUi	
4 - Organiser les acteurs et les compétences		
4.1 Favoriser la synergie entre les différentes politiques publiques : gestion des risques, gestion des milieux, aménagement du territoire et gestion du trait de côte		
4.2 Garantir un cadre de performance pour la gestion des ouvrages de protection		
5 - Développer la connaissance sur les phénomènes et les risques d'inondation		
5.1 Développer la connaissance sur les risques d'inondation		Le PLUi s'appuie sur une connaissance fine des ressources et des aléas, identifiant notamment les aires d'alimentation de captages et les sources stratégiques pour mieux encadrer les activités à risque. Des actions de sensibilisation sont prévues, notamment auprès des touristes, pour faire connaître la fragilité des milieux naturels de montagne face aux phénomènes climatiques.
5.2 Améliorer le partage de la connaissance		
Conclusion Le PLUi répond favorablement aux orientations du PGRI et contribue à réduire la vulnérabilité du territoire en intégrant la connaissance des risques et en n'exposant pas de nouvelles populations.		

2.2.5. Le SRC Bourgogne-Franche-Comté

Le Schéma Régional des Carrières (SRC) définit les conditions générales d'implantation des carrières et les orientations relatives à la logistique nécessaire à la gestion durable des granulats, des matériaux et des substances de carrières dans la région. Il est opposable aux documents d'urbanisme (SCoT notamment).

Il s'adresse pour les 12 prochaines années aux carriers et aux collectivités compétentes en urbanisme. Il s'est fixé les trois objectifs suivants :

- Approvisionner durablement la région en matériaux et substances de carrières, en soutien aux politiques publiques d'accès au logement et à la relance des filières industrielles françaises ;
- Viser l'excellence en matière de performance environnementale, en exigeant des projets de carrières exemplaires sur la réduction des nuisances et des impacts ;
- Ancrer dans les stratégies territoriales de planification la gestion des ressources en matériaux, en particulier par la compatibilité des schémas de cohérence territoriale (SCoT) avec le schéma.

Périmètre : région Bourgogne-Franche-Comté

Période de validation / validité : approuvé le 16/12/2025 pour 12 ans

Objectifs	Articulation avec le PLUi	
Orientation I : assurer un approvisionnement durable des territoires		
Objectif I.1 : Viser le plein emploi des gisements autorisés		Toutes les carrères du territoire sont fermées. Mesures à destination des exploitants et/ ou services instructeurs
Objectif I.2 : Assurer un approvisionnement de la zone de chalandise		
Objectif I.3 : Assurer l'adéquation entre les qualités des ressources exploitées et leurs usages		
Objectif I.4 : Assurer l'adéquation entre les capacités de productions et les besoins identifiés en granulats des territoires		

Objectifs	Articulation avec le PLUi	
Objectif I.5 : Favoriser l'accès aux gisements par l'aménagement du territoire		La collectivité n'a pas évalué, au-delà de ses propres besoins, les besoins connus des autres territoires, ni abordé la question de l'approvisionnement de son territoire. La dépendance du territoire vis-à-vis des autres est totale dans la mesure où il n'existe aucune exploitation en activité sur le territoire. Le SCoT en vigueur n'ayant pas engagé une procédure de mise en compatibilité avec le SRC et n'identifiant pas, par conséquent, les gisements potentiellement exploitables, ni les Gisements d'Intérêt National (GIN), les structures porteuses de PLU(i) telles que la CCHJS sont habilitées à le faire par anticipation. Elles sont encouragées, dès l'approbation du SRC, à réserver un accès suffisant à la ressource en prenant en compte les GIN, les zonages existants de carrière et leurs potentiels projets d'extension. Le règlement ne comporte pas de dispositions permettant de garantir l'accès et permettre l'exploitation des gisements de qualité ou de substitution. On notera toutefois qu'aucune exploitation en activité ne concerne le territoire et que ce dernier n'est concerné par aucun GIN.
Objectif I.6 : Poursuivre la substitution engagée par les exploitants pour les alluvionnaires		
Objectif I.7 : Limiter les capacités autorisées des carrières alluvionnaires en eau		
Objectif I.8 : Réduire l'utilisation de matériaux alluvionnaires grâce à l'engagement des professionnels, des consommateurs et des donneurs d'ordre		Le PLUi demande un traitement architectural sobre, privilégiant les matériaux naturels (bois, teintes neutres). Il n'encourage pas l'utilisation de matériaux à faible impact environnemental.
Objectif I.9 : Rechercher un équilibre de l'approvisionnement en matériaux pour les travaux publics et la construction à l'échelle des territoires		Le PLUi n'est pas concerné par la prise en compte des carrières existantes. Il ne prend toutefois pas en compte l'éventuelle nécessité d'implantation de nouveaux projets.
Objectif I.10 : Maintenir l'approvisionnement des filières industrielles et de la roche ornementale et de construction		
Objectif I.11 : Pérenniser et développer les modes de transports alternatifs à la route pour les flux longue distance		
Objectif I.12 : Limiter le recours aux ressources minérales primaires en développant l'utilisation de matériaux biosourcés labellisés		
Objectif I.13 : Encourager l'emploi de certaines catégories d'inertes en substitution des granulats et développer le recours aux matériaux recyclés dans les marchés publics		
Objectif I.14 : Valoriser les déchets inertes non recyclables en carrière		
Orientation II : préserver le patrimoine environnemental des territoires		
Objectif II.1 : Prendre en compte les zones de vigilance lors de la planification du projet		
Objectif II.2 : Favoriser la prise en compte des enjeux de géodiversité et préserver les aires géographiques délimitées		

Objectifs	Articulation avec le PLUi	
Objectif II.3 : Limiter les impacts de l'activité des carrières et permettre leur compréhension par les acteurs des territoires concernés		
Objectif II.4 : Minimiser la consommation d'espaces liée aux extractions alluvionnaires		
Objectif II.5 : Garantir des remises en état et réaménagements qualitatifs		
Objectif II.6 : Participer à l'atteinte de l'objectif de réduction de la consommation nette d'espaces naturels, agricoles et forestiers		
Objectif II.7 : Réaliser une remise en état coordonnée à l'avancement des travaux d'exploitation		
Orientation III : effets du schéma régional des carrières hors de la région Bourgogne-Franche-Comté		
Objectif III.1 : Respecter le principe de proximité dans l'approvisionnement des régions ou pays extérieurs		
Objectif III.2 : Maintenir l'approvisionnement de l'Île-de-France, en réduisant la part des matériaux alluvionnaires exportés		
Objectif III.3 : Maîtriser les impacts des exportations vers la Suisse		
Orientation IV : modalités de suivi		
Objectif IV.1 : Mettre en place un observatoire régional des matériaux		
Objectif IV.2 : Suivre les capacités de production, les besoins et les situations d'approvisionnement des territoires		
Le territoire de PLUi compte plusieurs exploitations, mais toutes sont fermées. Bien que le PADD ne traite pas de l'ouverture de carrières, toute activité de ce type devra, par défaut, se confronter aux objectifs de protection du PADD : le respect de la séquence ERC, la protection stricte des aires d'alimentation de captage, la préservation des paysages et du cadre de vie, … De plus, le PADD met l'accent sur la protection des caractéristiques géologiques du territoire. Il interdit explicitement le comblement des dolines et prévoit la protection des affleurements rocheux en raison de leur intérêt écologique et de leur rôle crucial dans l'infiltration des eaux vers le réseau karstique. On notera que le PLU ne comporte aucune disposition permettant de ne pas faire obstacle à l'accès et à la valorisation des gisements de matériaux potentiellement exploitables.		

2.2.6. Analyse simplifiée avec les documents non approuvés ou sans hiérarchie de norme

❖ **La Charte du PNR du Haut-Jura 2026-2041**

La CCHJSC fait partie intégrante du Parc Naturel du Haut Jura depuis 1986 année de sa création, Composé de 106 communes et 13 intercommunalités depuis 2011, ces territoires sont regroupés autour d'un projet commun inscrit dans une charte de du Parc dont ils doivent en respecter les orientations et les objectifs déclinés. La Charte actuelle du Parc naturel régional du Haut-jura a été validée lors du Comité Syndical du 13 février 2010 à Saint-Claude. Le décret de classement est paru au Journal Officiel du 3 avril 2011. C'est le fruit d'une mobilisation de nombreux partenaires, acteurs et habitants du territoire. Son approche est résolument transversale, engageant collectivement la montagne jurassienne jusqu'en 2025.

La Charte du PNR 2026-2041 est en cours de révision, dans sa phase finale. L'enquête publique se déroule du 27 janvier au 26 février 2026. Le public est invité à donner son avis sur le projet de Charte et sur l'extension du périmètre (passant de 109 à 130 communes).

Confronté aux impacts du changement climatique, la nouvelle Charte du Parc vise à la fois à :

- **Améliorer la qualité de vie des habitants** : en préservant les paysages, en favorisant les mobilités douces, en soutenant la culture et en renforçant les liens sociaux
- **Protéger et valoriser le patrimoine naturel** : en préservant les habitats naturels, en luttant contre le changement climatique et en favorisant la biodiversité.
- **Développer une économie durable** : en soutenant les activités agricoles, forestières et touristiques respectueuses de l'environnement, en favorisant les circuits courts et en développant les énergies renouvelables.

Améliorer la qualité de vie des habitants : Le PLUi traduit cet objectif en plaçant la réhabilitation du bâti ancien et la lutte contre la vacance (via l'OPAH) au cœur de sa stratégie d'habitat. Il s'attache à préserver l'identité paysagère et la silhouette des villages de montagne. Parallèlement, le PADD prévoit le développement d'un réseau de mobilités douces et la sécurisation des cheminements piétons pour relier les services de proximité, renforçant ainsi la convivialité et l'accessibilité des centres-bourgs.

Protéger et valoriser le patrimoine naturel : Le PLUi s'inscrit dans une trajectoire de sobriété foncière forte (réduction de 50 % de la consommation d'espace) pour protéger les milieux naturels et agricoles. Il sanctuarise les réservoirs de biodiversité et les corridors écologiques, tout en interdisant toute intervention dégradant le fonctionnement du réseau karstique (protection des dolines et des sources). Cette approche permet de maintenir la résilience du massif face au changement climatique.

Développer une économie durable : Le PADD soutient activement les filières de ressources locales, notamment l'agriculture de montagne (AOP) et la filière bois, en protégeant le foncier nécessaire à leur exploitation. Il oriente le tourisme vers un modèle quatre saisons diversifié et moins dépendant de l'enneigement, tout en favorisant les circuits courts et le déploiement d'énergies renouvelables intégrées au paysage.

❖ Le PRSE Bourgogne-Franche-Comté (analyse simplifiée car pas de hiérarchie des normes)

Le Plan régional santé environnement (PRSE) est un document qui précise, au niveau régional, la stratégie pour prévenir les risques pour la santé humaine liés à l'environnement. Il vise à territorialiser les politiques définies dans les domaines de la santé et de l'environnement. Le PRSE décline à l'échelle régional le plan national de prévention des risques pour la santé liés à l'environnement (PNSE). Il s'appuie ainsi sur les enjeux prioritaires du PNSE, tout en veillant à prendre en compte les facteurs de risques spécifiques à la région.

Le 4è Plan régional santé environnement de Bourgogne-Franche-Comté 2023-2027 est structuré autour de 5 axes et 36 actions et s'inscrit dans le double enjeu de la transition énergétique ainsi que des actions de prévention en santé :

- AXE transversal : Favoriser les comportements favorables à la santé : protéger les personnes vulnérables
- AXE 1 : Agir pour développer des comportements favorables à la santé
- AXE 2 : Agir pour développer des environnements favorables à la santé
- AXE 3 : Intégrer la santé environnement dans les politiques publiques et les projets territoriaux
- AXE 4 : Soutenir la recherche et les actions innovantes pour une approche « Une seule santé »

Périmètre : Bourgogne-Franche-Comté

Période de validation / validité : 2023-2027

Articulation avec le PLUi

Le PLUi contribue aux objectifs du PRSE agissant sur deux leviers majeurs : l'amélioration de l'habitat et la promotion des modes de vie actifs. À travers l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH), le PLUi s'attaque directement à la précarité énergétique et à l'insalubrité, favorisant ainsi une meilleure qualité de l'air intérieur et le bien-être des populations les plus vulnérables. Parallèlement, le développement des liaisons douces et la sécurisation des cheminements piétons en ville-centre et dans les bourgs-centres encouragent l'activité physique quotidienne tout en réduisant les nuisances sonores et atmosphériques liées à l'automobile. Le projet intègre également l'approche « Une seule santé » (axe 4 du PRSE) en reconnaissant le lien étroit entre la santé humaine et la qualité des écosystèmes. La protection rigoureuse de la Trame Verte et Bleue, la préservation de la ressource en eau en milieu karstique et la lutte contre les îlots de chaleur urbains par la renaturation participent à la création d'un environnement favorable à la santé. Enfin, il sanctuarise les espaces naturels et forestiers pour le ressourcement et les loisirs de proximité.

Le PLUi contribue ainsi à réduire les surexpositions environnementales en limitant les émissions à la source, pour tous les secteurs responsables, et en évitant d'exposer de nouvelles populations. Il améliore ainsi la prise en compte des enjeux de santé dans les politiques territoriales, notamment en matière de planification urbaine et apporte des solutions pour limiter l'exposition des populations.

❖ Le PCAET de la CCHJSC

Les PCAET (Plans Climat Air Énergie Territorial) sont des outils d'animation du territoire qui définissent les objectifs stratégiques et opérationnels afin d'atténuer le changement climatique, le combattre efficacement et de s'y adapter, de développer les énergies renouvelables et de maîtriser la consommation d'énergie, en cohérence avec les engagements internationaux de la France. Ils intègrent les enjeux de qualité de l'air.

Par délibération en date du 26 juin 2019, la CCHJSC s'est engagée dans l'élaboration de son PCAET. Le calendrier prévoyait une adoption du plan en avril 2020. Toutefois, en raison de difficultés de recrutement d'un chargé de mission dédié, la démarche n'a pas pu être menée à son terme. Dans un contexte de renforcement des obligations réglementaires en matière de climat, et face à une volonté réaffirmée des élus de structurer une réponse locale à une urgence environnementale, la CCHJSC a relancé en juillet 2025 l'élaboration de son PCAET. L'approbation est estimée à février 2026. Aussi, le plan n'étant pas suffisamment, avancé, l'analyse de l'articulation n'a pas été menée.

Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Haut Jura Saint-Claude

PLUi

Chapitre III. SYNTHESE DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX



Article R.151-3 du code de l'urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :
2°) analyse l'état initial de l'environnement et les perspectives de son évolution en exposant, notamment, les caractéristiques des zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan ;

L'état initial de l'environnement constitue la clé de voûte de l'évaluation environnementale :

- il participe à la construction du projet du territoire avec l'identification des **enjeux** environnementaux ;
- il constitue le **référentiel** nécessaire à l'évaluation
- il représente l'état de référence pour le suivi du document d'urbanisme.

Il doit traiter l'ensemble des thématiques de l'environnement permettant de caractériser son état actuel, mais aussi son **évolution**.

La réglementation n'impose pas une liste de thématiques à traiter dans l'état initial de l'environnement. Cependant, il doit permettre de répondre aux exigences de la directive EIPPE (relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement ; article 5, paragraphe 1) selon laquelle l'état initial de l'environnement permet par la suite de faire le point sur « les effets notables probables sur l'environnement, y compris sur des thèmes comme la diversité biologique, la population, la santé humaine, la faune, la flore, les sols, les eaux, les facteurs climatiques, les biens matériels, le patrimoine culturel, y compris le patrimoine architectural et archéologique, les paysages et les interactions entre ces facteurs ».

L'état initial de l'environnement n'est pas une simple compilation des connaissances environnementales du territoire. Il s'agit d'une **analyse dynamique et systémique**, qui permet de mettre en évidence les relations entre les différentes thématiques.

L'état initial de l'environnement n'est pas une contrainte, mais l'occasion d'identifier les richesses et les atouts du territoire qui peuvent constituer des facteurs d'attractivité et de développement. Il permet également de mettre en avant les faiblesses du territoire ou les éléments dégradés, que le document d'urbanisme peut contribuer à améliorer.

L'état initial donne **une vision globale du territoire**, mais permet aussi la **mise en évidence de particularités plus locales** qui peuvent être importantes pour le futur document d'urbanisme. L'état initial est approfondi en fonction de la sensibilité du territoire et des orientations du document d'urbanisme. Le choix des thématiques à approfondir est spécifique à chaque territoire, et les approfondissements devront être proportionnés aux enjeux. Ils devront notamment porter sur les « *zones susceptibles d'être touchées de manière notable par la mise en œuvre du plan* » tel qu'exigé par l'article R.151-3 du Code de l'urbanisme.

L'évaluation ultérieure des incidences de la mise en œuvre du PLUi sur l'environnement suppose, *a priori*, une connaissance des enjeux environnementaux susceptibles d'être concernés.

On entend par enjeux les questions d'environnement qui engagent fortement l'avenir du territoire, les valeurs qu'il n'est pas acceptable de voir disparaître ou se dégrader, ou que l'on cherche à gagner ou reconquérir, tant du point de vue des ressources naturelles que de la santé publique. Au-delà, ils peuvent contribuer fortement à l'image, à l'attractivité et donc a développement du territoire.

L'analyse identifie et hiérarchise les enjeux du territoire en lien avec la finalité de la procédure évaluée afin de permettre de réaliser une analyse des incidences qui soit **proportionnée** au niveau d'enjeu et de connaissances.

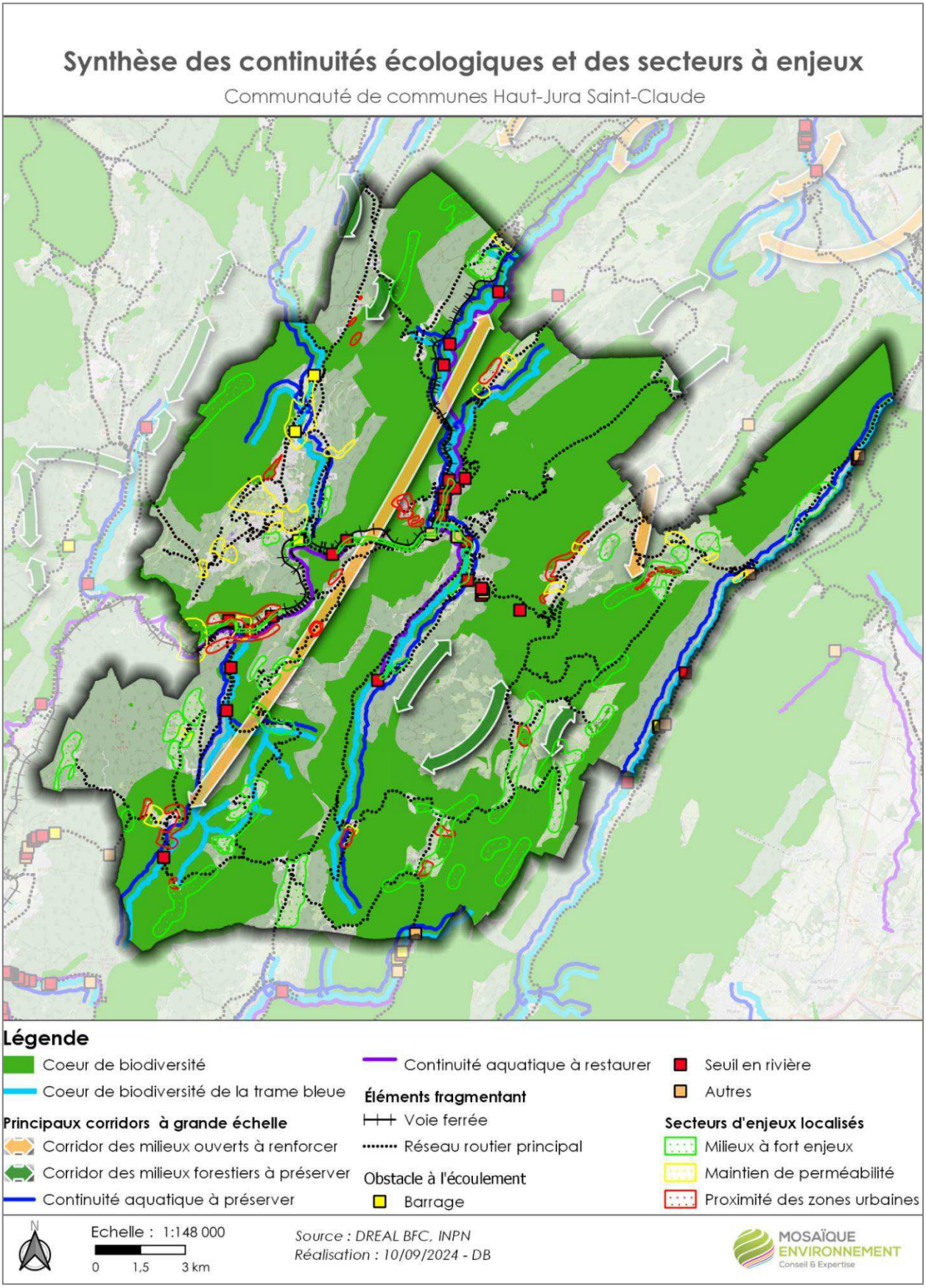
Les composantes environnementales du territoire sont résumées ci-après. Les enjeux ont ainsi été hiérarchisés selon 3 niveaux : fort à très fort (■), modéré à fort (■), faible à modéré (■). Ont été ajoutés les enjeux relatifs aux ressources foncières et au paysage issus du diagnostic.

Tableau n°1. Constats et enjeux

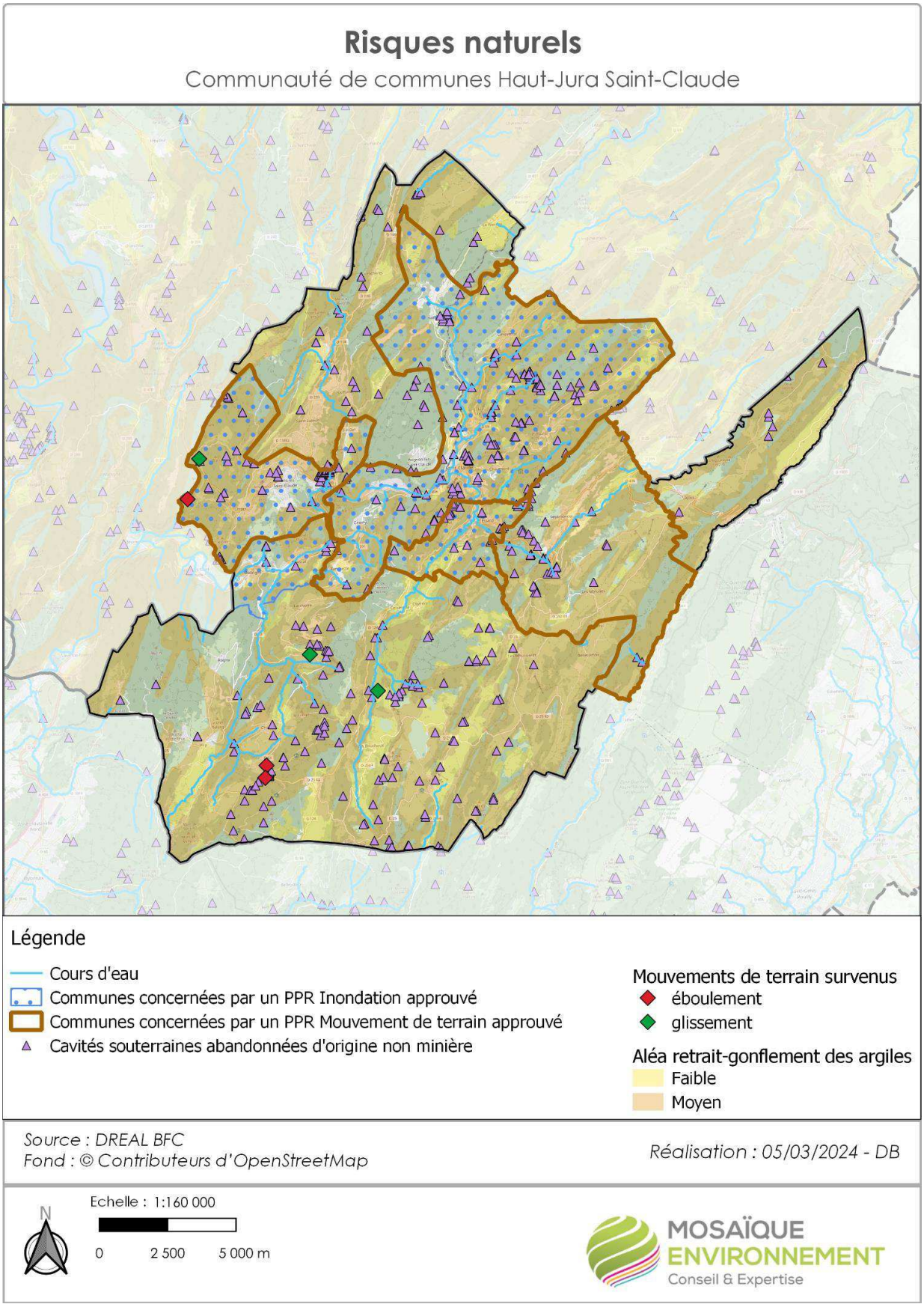
Thématique		Principales caractéristiques et enjeux	
Ressources du sol et du sous-sol 	Constats	• Une offre foncière à vocation économique saturée et insuffisante par rapport aux besoins • Une consommation de foncier à vocation résidentielle en forte diminution • Un potentiel d'optimisation du foncier existant (densification, réhabilitation, utilisation de friches industrielles ou résidentielles) • Des communes rurales avec de l'habitat dispersé • Aucune carrière en activité sur le territoire	
	Enjeux	La maîtrise de la consommation et de l'artificialisation des sols naturels, agricoles et forestiers et de l'artificialisation des sols et l'optimisation du foncier existant	
		La limitation de l'étalement urbain	
		La satisfaction des besoins en matériaux sur le long terme privilégiant le principe de proximité et l'économie des ressources (économie, recyclage)	
Paysage et patrimoine 	Constats	• Un relief source de variations paysagères saisissantes (failles, plateaux, cirques et crêts) • Richesse et fort contraste des milieux naturels et paysages • De multiples points de vue, belvédères, panoramas et des routes en balcons • Un chapelet de villes et de campagnes mosaïques habitées, et d'espaces naturels et agricoles encore relativement préservés • Un paysage comme support de l'attractivité touristique, de la qualité de la production agricole • Des paysages fondateurs de l'identité du territoire et une image de marque pour les entreprises locales • Les ponts comme rares vitrines sur les cours d'eau fréquemment inaccessibles • Un habitat d'origine très dispersé renforcé par un développement urbain peu organisé générant des vues banalisées et saturées par le mitage urbain • Des effets de covisibilité liés au relief • Des paysages dépendants des pratiques agro-sylvicoles • Des limites urbaines souvent peu définies • Des coupures d'urbanisation fragilisées • Des paysages impactés par le changement climatique (dépérissement des résineux)	
	Enjeux	La préservation des valeurs paysagères (de terroir, panoramiques) liées à la juste articulation entre espaces agricoles/naturels/urbanisés	
		Le respect de la valeur historique et paysagère des quartiers / hameaux / villages (organisation, typologie des formes urbaines)	
		La préservation du bâti traditionnel et la conciliation de son évolution avec les enjeux de développement durable (densité, innovation architecturale, rénovation énergétique et EnR)	
Biodiversité 	Constats	• Un patrimoine naturel reconnu et protégé : 3 arrêtés de protection de biotope, 4 sites Natura 2000, trois sites gérés par le Conservatoire d'Espaces Naturels de Bourgogne-Franche-Comté, des ZNIEFF de type I et II • De nombreuses zones humides inventoriées • Des cours d'eau faisant l'objet d'un classement ou d'une reconnaissance comme réservoir biologique par le SDAGE • Un territoire très perméable et peu fragmenté • Une importance des milieux forestiers en termes de superficie • Des infrastructures de transport qui divise le territoire, notamment du nord au sud, mais d'impacts modérés • Des impacts attendus du changement climatique sur la répartition des espèces	

Thématique		Principales caractéristiques et enjeux	
Biodiversité 	Enjeux	La protection du patrimoine naturel remarquable (réservoirs de biodiversité, zones humides, pelouses sèches, pré-bois)	
		La préservation et la restauration des continuités écologiques (végétales et aquatiques) jusque dans l'espace bâti	
		La préservation des éléments de nature ordinaire	
Cycle de l'eau 	Constats	• Des documents cadres pour gérer la ressource en eau et ses usages • Un réseau hydrographique atypique marqué par des résurgences, des cascades … • Bon état écologique des principaux cours d'eau • Deux masses d'eau souterraines, en bon état qualitatif et quantitatif • Une zone humide d'importance internationale • Des rendements des réseaux AEP globalement bons et supérieurs aux seuils réglementaires • 5 zones de sauvegarde pour préserver les ressources stratégiques • Une diminution des volumes AEP produits • Une qualité de l'eau distribuée bonne • Des efforts pour la protection de la ressource • Des réseaux séparatifs favorisant la gestion des eaux pluviales • Des masses d'eau superficielles quasiment toutes concernées par le risque de non atteinte du bon état en 2027 • Un état chimique dégradé pour La Valserine et Le Lizon • Des zones sensibles à l'eutrophisation concernant le phosphore • Un réseau de distribution de l'eau potable particulièrement dégradé à Vulvoz • De nombreux dysfonctionnements des dispositifs d'assainissement des eaux pluviales • Des dispositifs d'assainissement autonome globalement peu performants • Une baisse attendue de la ressource en eau et une sensibilité accrue aux pollutions du fait du changement climatique qui devrait accentuer les étiages	
	Enjeux	La préservation et la restauration des milieux aquatiques et humides	
		La sécurisation de l'alimentation en eau potable (en préservant sa qualité et sa quantité pour les besoins actuels et futurs)	
		Un développement prenant en compte le cycle de l'eau	
Risques 	Constats	• Plusieurs communes couvertes par des Plans de Prévention des Risques d'inondations et de mouvements de terrain, permettant d'identifier et de prévenir ces risques • Un territoire sujet aux inondations, principalement dans la vallée de la Bienne • Un aléa de retrait-gonflement des argiles moyen dans plusieurs secteurs urbanisés • De nombreuses cavités souterraines sur l'ensemble du territoire • Un risque industriel existant dans la vallée de la Bienne (installations classées) • Un territoire vulnérable au risque de transport de matières dangereuses par voies routières et voie ferrée (vallée de la Bienne), et par canalisation • Une vulnérabilité aux risques susceptible de s'accroître avec le changement climatique	
	Enjeux	La réduction de la vulnérabilité du territoire (maîtrise de l'occupation des sols, préservation des zones d'expansion de crues).	
		L'intégration du risque comme composante de l'aménagement (dispositions constructives, limitation de l'imperméabilisation).	

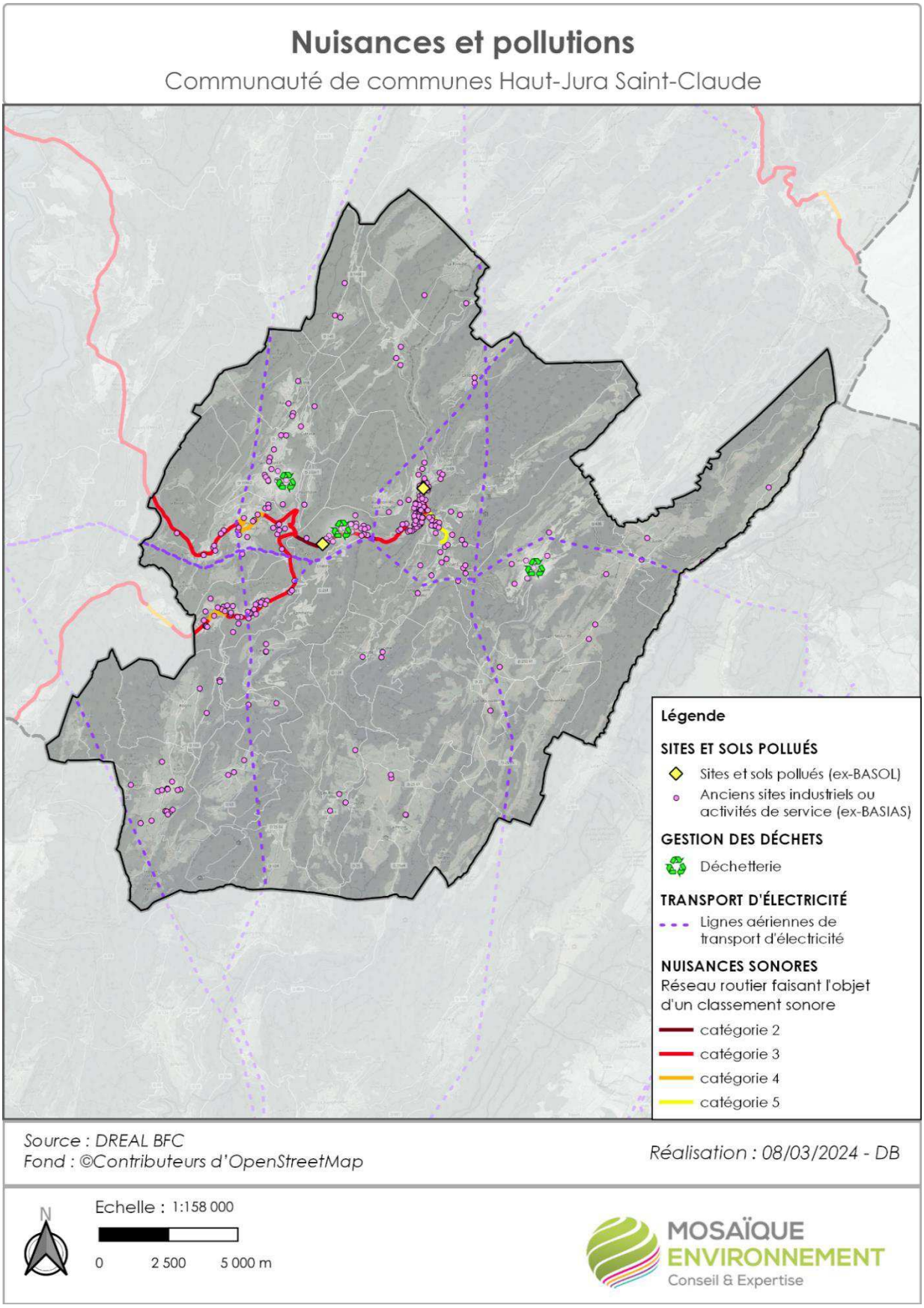
Thématique		Principales caractéristiques et enjeux	
Pollutions, nuisances et santé 	Constats	• Une collecte des déchets structurée • Un traitement et une valorisation des déchets performants et bien organisés (SYDOM) • Des nuisances sonores concentrées aux abords des principales infrastructures de transport • Une qualité de l'air globalement bonne • Seulement 2 sites pollués appelant une action des pouvoirs publics (ex BASOL) • Les RD470 et RD436 classées au titre de la loi Bruit • Des nuisances sonores impactant des établissements sensibles et des logements. • 9 lignes aériennes à haute ou très haute tension • Une forte contribution du résidentiel et de l'industrie aux émissions de polluants • Une pollution à l'ozone qui risque de s'accroître avec le changement climatique • Près de 300 anciens sites industriels ou activités de services (ex BASIAS).	
	Enjeux	Un aménagement urbain qui limite l'exposition des populations et des espaces au bruit et la préservation de zones de calme	
		L'amélioration de la qualité de l'air pour réduire l'exposition des populations	
		L'intégration de la connaissance des sites et sols pollués dans l'anticipation des projets et des changements d'usages et la reconquête de ce foncier dégradé	
		La poursuite des efforts pour réduire la production des ordures ménagères et assimilés, développer le recyclage et limiter la mise en décharge et l'incinération	
		Offrir à tous un environnement favorable à la santé et un cadre de vie de qualité	
Air, énergie, climat 	Constats	• Des documents supra-communaux ambitieux sur les thématiques énergie-air-climat. • Une consommation énergétique/habitant inférieure aux valeurs départementales et régionales et en baisse depuis 2008 • Une production d'ENR dominée par les filières bois-énergie et hydroélectricité • Une autonomie énergétique (10,7%) supérieure aux valeurs départementale et régionale • De faibles émissions de GES par habitant • Un important stock de carbone au niveau des forêts et une forte séquestration nette • Une prégnance du transport routier, du résidentiel et de l'industrie manufacturière dans les consommations d'énergie et des émissions de GES. • Une consommation énergétique dominée par les énergies fossiles. • Une part encore faible (8%) EnR dans le bilan final des consommations. • Une précarité énergétique liée au logement qui touche 18,7% des ménages • Un territoire vulnérable face au changement climatique	
	Enjeux	La réduction des dépenses énergétiques liées aux déplacements	
		La promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique du bâti	
		Le développement des énergies renouvelables en cohérence avec les autres enjeux	
		Le maintien voire l'augmentation du potentiel de séquestration de carbone	
		La limitation de l'étalement urbain	



Carte n°2. Synthèse des continuités écologiques et des secteurs à enjeux



Carte n°3. Risques naturels



Carte n°4. Nuisances et pollutions

Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Haut Jura Saint-Claude

PLUi

Chapitre IV. ÉVALUATION DES INCIDENCES DU PLUi



Article R.151-3 du code de l'urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

3° Analyse les incidences notables probables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement, notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages et les interactions entre ces facteurs, et expose les problèmes posés par l'adoption du plan sur la protection des zones revêtant une importance particulière pour l'environnement, en particulier l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4 du code de l'environnement ;

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement ;

4.1. Méthode d'évaluation

La méthode proposée se construit autour d'un dispositif d'analyse devant permettre d'aboutir à une mise en relief *a priori* des évolutions, positives et négatives, directes ou induites, par le PLUi sur l'environnement.

Le PLUi est à la fois un document stratégique en matière de planification et un document réglementant le droit des sols au travers de ses règlements écrits et graphiques, des Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et des prescriptions.

L'évaluation environnementale a été menée selon une **approche thématique**, sans toutefois occulter les interactions et effets de chaine qu'une orientation du PLUi est susceptible de générer sur une ou plusieurs dimensions environnementales du territoire.

La méthode développée est ainsi adaptée pour chacun de ces niveaux :

- **au niveau stratégique**, avec une analyse de la prise en compte des enjeux environnementaux dans le orientations politiques du Projet d'Aménagement et de Développement Durables ;
- **au niveau réglementaire**, avec une évaluation détaillée du règlement écrit et graphique et des prescriptions, et une analyse des OAP.

4.2. Analyse de la prise en compte des enjeux environnementaux dans le PADD

Avant d'évaluer les incidences du PLUi sur l'environnement, les tableaux pages suivantes permettent d'apprécier le niveau de prise en compte de chaque enjeu environnemental dans le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD), en fonction de son importance pour le territoire (.

Ce tableau se lit selon une double entrée avec un code couleur permettant d'apprécier le niveau de prise en compte de l'enjeu dans le PADD.

Valeur	Appréciation
	**MAUVAIS** : l'enjeu n'est pas traité ou les réponses apportées vont à l'encontre des objectifs des politiques publiques
	**Insuffisant :** l'enjeu est mal pris en compte ou le projet n'apporte pas suffisamment de garantie sur les améliorations nécessaires
	**Assez satisfaisant** : l'enjeu est mentionné mais sa prise en compte est partielle ou succincte
	**Satisfaisant** : l'enjeu est traité avec des prescriptions concrètes et appropriées. Les orientations du PADD garantissent sa préservation.
	**Très satisfaisant** : les prescriptions sont optimales (en nombre et niveau) et opérationnelles dans l'application du droit des sols

Ce code couleur est renseigné dans une colonne indiquant le niveau de priorité de l'enjeu : faible à modérée (■), modérée à forte (■), forte à très forte(■).

Une telle vérification permet de garantir la cohérence interne des diverses pièces composant le projet (notamment entre l'état initial de l'environnement et le PADD). Les orientations favorables sont précédées d'un symbole ■ tandis que celles appelant à la vigilance sont précédées d'un symbole ! et accompagnées d'un commentaire. Les propositions de confortement des orientations du PADD sont signalées par ✚.

Cette analyse a été réalisée sur la première version du PADD : elle a servi de guide à la fois pour le confortement du projet politique (cf points de vigilance surlignés en gris) et pour la traduction réglementaire de ses orientations.

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
La maîtrise de la consommation et de l'artificialisation des sols naturels, agricoles et forestiers et de l'artificialisation des sols				■ Limite la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers uniquement aux besoins recensés dans la limite fixée par le SCOT ■ Privilégie la compacité des formes urbaines, optimise l'utilisation du potentiel déjà disponible dans les espaces urbains, favorise l'implantation d'entreprises et de services au sein des espaces encore libres ■ Privilégie le renouvellement urbain, la réhabilitation et la rénovation des bâtiments existants et lutte contre la vacance ■ Planifie la requalification et l'optimisation du foncier économique existant ■ Vise la reconversion des friches d'activités en assurant une part de renaturation ■ Développe des énergies renouvelables sur les sites artificialisés ■ Favorise la mutualisation des aires de stationnement ■ Conforte les filières agricoles en place, permet des capacités foncières pour une agriculture diversifiée ■ Préserve les couverts et sols forestiers en place ❗ Créée de nouvelles zones stratégiques et développe des parkings de covoiturage ce qui consommera de nouvelles surfaces ❗ En attente des données de consommation foncière du SCoT : manquent les chiffres de consommation foncière qui sont obligatoires

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
La limitation de l'étalement urbain				■ Privilégie le renouvellement urbain ■ Localise la majorité des zones d'extension en continuité des polarités existantes pour consolider la structure territoriale. ■ Réalise des zones de transition végétalisées en maîtrise de l'étalement urbain ! Permet la création d'habitat diffus ce qui participe du mitage
La satisfaction des besoins en matériaux sur le long terme privilégiant le principe de proximité et l'économie des ressources (économie, recyclage)				■ Privilégie le recours aux matériaux biosourcés, aux matériaux de construction respectueux de l'environnement et locaux ! Ne traite pas la question des carrières (remise en état, reconversion ...) et gsements
Le respect de la valeur historique et paysagère des quartiers / hameaux / villages (organisation, typologie des formes urbaines)				■ Renforce l'image du territoire en se basant sur son passé, son histoire industrielle, ses savoirs faires et son tissu économique ■ Préserve et valorise le patrimoine bâti remarquable historique et mémoriel ■ Met en œuvre des orientations fortes en matière d'insertion paysagère pour des projets de zones d'activités économiques attractifs sur le plan architectural ■ Veille à l'intégration paysagère des constructions agricoles ■ Lutte contre la déprise agricole et l'avancée de la forêt ■ Protège les paysages emblématiques

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
Le respect de la valeur historique et paysagère des quartiers / hameaux / villages (organisation, typologie des formes urbaines)				■ Soigne les franges urbaines pour leur rôle paysager ■ Protège les coupures d'urbanisation et les espaces agricoles proches des tissus existants, garants de la lecture des hameaux, villages, silhouettes urbaines ■ Qualifie les petits espaces de paysage qui font la nature remarquable du territoire et maintient les espaces de respiration ■ Identifie et valorise les points de vue communaux sur les hameaux et villages, et développe une implantation urbaine soucieuse de ces points de vue ■ Réouvre les belvédères qui se sont refermés ou peu valorisés, entretient l'accès aux points de vue, valorise les paysages depuis les routes ■ Protège les éléments de paysage qui participent à la qualité des entrées de bourgs et de villages ■ Valorise la qualité paysagère du quotidien, intègre des objectifs d'insertion paysagère dans les projets d'aménagement, d'équipement et d'espaces publics ■ Favorise la végétalisation des espaces dégradés ■ Planifie une urbanisation qui s'intègre de manière logique et cohérente dans la structure du territoire, assure une intégration harmonieuse des nouvelles constructions ■ Inscrit tous les projets en prenant en compte la topographie du site ■ Assure une intégration harmonieuse des clôtures en préservant « l'âme vernaculaire » des communes

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
Le respect de la valeur historique et paysagère des quartiers / hameaux / villages (organisation, typologie des formes urbaines)				■ Encadre le développement des énergies renouvelables (cf enjeux énergétiques) ■ Soutient et accompagne la filière agricole orientée vers la production laitière traditionnelle ■ Préserve les infrastructures agroécologiques ■ Encadre le développement de l'hébergement alternatif et privilégie les formes urbaines traditionnelles de la région ou de facture contemporaine ■ Vise le maintien des téléskis dans les villages des Moussières, Lajoux, La Pesse, Le Manon ou envisage leur réutilisation ou leur reconversion. ■ Maintient et développe le rayonnement de la ligne des Hirondelles, en tant que patrimoine ferroviaire exceptionnel ▯ Poursuit et renforce la diversification des productions agricoles ce qui présente un risque d'évolution des paysages traditionnels (exemple des serres pour le maraîchage)
La préservation du bâti traditionnel et la conciliation de son évolution avec les enjeux de développement durable (densité, innovation architecturale, rénovation énergétique et EnR)				■ Reconvertit et valorise les friches industrielles tout en préservant leurs caractères historiques ■ Accompagne le renouvellement du bâti dégradé ■ Encourage la création de bâti lié à l'architecture existante ■ Permet des formes architecturales innovantes ■ Préserve, restaure et facilite l'entretien du patrimoine historique bâti Haut-Jurassien

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
La préservation du bâti traditionnel et la conciliation de son évolution avec les enjeux de développement durable (densité, innovation architecturale, rénovation énergétique et EnR)				■ Préserve le petit patrimoine local (murets, anciens puits en pierres, arbres remarquables…), par un repérage précis ■ Permet la réhabilitation ou, en étant circonstanciée, la création d'habitat diffus, dans la tradition de l'habitat isolé Haut-Jurassien
La protection du patrimoine naturel remarquable (réservoirs de biodiversité, zones humides, pelouses sèches, pré-bois)				■ Protège les zones humides, les pelouses sèches et les landes, préserve les dolines ■ Garantit une mobilisation de la ressource forestière en anticipant les besoins en équipements et infrastructures de gestion en les implantant préférentiellement hors des cœurs de biodiversité prioritaires et secondaires ■ S'assure que les sites naturels ne soient pas impactés par une fréquentation massive, sensibilise les touristes au respect des milieux naturels exceptionnels de montagne ■ Soutient les évènements sportifs de plein air tout en veillant à ne pas détruire la biodiversité ! Soutient l'aménagement exemplaire des sites naturels permettant les activités et la pratique d'escalade : la fréquentation peut être une source de dégradation, voire de destruction de milieux et de dérangement d'espèces
La préservation et la restauration des continuités écologiques (végétales et aquatiques) jusque dans l'espace bâti				■ Protège les réservoirs de biodiversité écologiques ■ Vise la reconversion des friches d'activités en assurant une part de renaturation ■ Protège les éléments de la trame bleue et permet leur restauration

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
La préservation et la restauration des continuités écologiques (végétales et aquatiques) jusque dans l'espace bâti				■ Maintient la fonctionnalité des corridors écologiques ■ Préserve les infrastructures agroécologiques ■ Valorise la biodiversité et la place du végétal dans les aménagements urbains ■ Soigne les franges urbaines ■ Optimise l'utilisation du potentiel déjà disponible dans les espaces urbains existants, en harmonie avec les besoins de nature en ville
La préservation des éléments de nature ordinaire				■ Soutient et accompagne la filière agricole orientée vers la production laitière traditionnelle ■ Préserve les infrastructures agroécologiques ■ Préserve les couverts et sols forestiers en place ■ Valorise la biodiversité et la place du végétal dans les aménagements urbains
La préservation et la restauration des milieux aquatiques et humides				■ Protège les éléments de la trame bleue et permet leur restauration ■ Protège les zones humides ■ Protège le couvert forestier en bord de cours d'eau ■ Aménage une voie douce qui suivra la vallée qui longe la rivière le long de la Bienne et du Tacon à Saint-Claude

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
La sécurisation de l'alimentation en eau potable (en préservant sa qualité et sa quantité pour les besoins actuels et futurs)				■ Programme un développement en adéquation avec la capacité des ressources ■ Protège les ressources en eau potable actuelles ou d'avenir ■ Améliore et sécurise l'alimentation en eau potable du territoire ■ Economise et récupère l'eau, en particulier dans les secteurs déjà en déficit ■ Anticipe la présence de plus en plus accrue des camping-cars et organise leur concentration dans le temps et dans l'espace ■ Limite toutes les formes de pollution de l'eau ■ Maintient un couvert forestier favorable aux ressources en eau ■ Prend en compte les effets des changements climatiques : réduit les impacts du tourisme, et adapte l'offre Pas de référence aux éventuels travaux à faire sur les réseaux
Un développement prenant en compte le cycle de l'eau				■ Corrèle l'accueil de nouvelles populations (résidentielle ou touristique) à la capacité épuratoire collective (réseau et station) et celle des milieux récepteurs ■ Gère les eaux pluviales ■ Favorise la place du végétal au sein des espaces urbanisés et s'appuie sur des solutions fondées sur la nature ■ Favorise la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces dégradés ■ Conception de sites d'activités attractifs sur le plan environnemental : gestion écologique des eaux pluviales sur site, végétalisation

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
Un développement prenant en compte le cycle de l'eau				■ Est vertueux dans l'organisation d'évènements qualitatifs et ne pas rendre les espaces imperméables ❗ Quid des schémas directeurs d'assainissement ?
La réduction de la vulnérabilité du territoire				■ Prend en compte et prévient les risques naturels actuels et tient compte des évolutions liées au changement climatique ■ Intègre les aléas naturels pour éviter d'exposer de nouvelles populations en adoptant des modalités de développement et de gestion différenciées suivant le niveau d'aléa ■ Encadre l'urbanisation en zone d'aléas pour garantir la résilience des nouvelles constructions ■ Maîtrise les ruissellements pour réduire la vulnérabilité des secteurs urbanisés en privilégiant un principe de gestion sur l'assiette des opérations et en encourageant les toitures végétalisées ■ Privilégie les solutions fondées sur la nature pour agir sur l'aléa : protège les zones humides, les boisements de pente, les espaces de mobilité, les structures agro-écologiques … ■ Prendre en compte les besoins d'aménagements et d'équipements pour la prévention et la lutte contre l'incendie ■ Prévient les risques technologiques

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
La réduction de la vulnérabilité du territoire				■ Maintient une frange inconstructible entre les lisières forestières et l'urbanisation pour réduire l'exposition aux risques de feux de forêts, susceptibles de s'accentuer avec le changement climatique, et prévient les dommages liés au chablis Favorise l'implantation d'entreprises notamment industrielles, artisanales et de services au sein des espaces encore libres ce qui peut exposer de nouvelles populations si on ne précise pas que doivent être compatibles avec les enjeux de sécurité
L'intégration du risque comme composante de l'aménagement				■ Favorise la place du végétal au sein des espaces urbanisés et s'appuyer sur des solutions fondées sur la nature ■ Favoriser la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces dégradés ■ Préserve les trames vertes et bleues ■ Identifie les secteurs à renaturer dans un objectif de prévention des risques
Un aménagement urbain qui limite l'exposition des populations et des espaces au bruit et la préservation de zones de calme				■ Garantit une mobilisation de la ressource forestière en anticipant les besoins en équipements et infrastructures de gestion prenant en compte les nuisances générées ■ Préserve de vastes surfaces agricoles, naturelles et forestières qui constituent des zones de calme ■ Favorise la cohabitation entre activités agricoles et zones résidentielles en créant des zones de transition végétalisées et en maîtrisant l'étalement urbain

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
Un aménagement urbain qui limite l'exposition des populations et des espaces au bruit et la préservation de zones de calme				■ Développe les transports en commun, le covoiturage ou les mobilités douces ❗ Donne la priorité aux sites économiques bien desservis en infrastructures routières départementales ce qui favorisera le transit routier (voitures, camions ...) ❗ Favorise l'implantation d'entreprises notamment industrielles, artisanales et de services au sein des espaces encore libres sans les condiionner à leur compatibilité avec la proxilmité de l'habitat ❗ N'incite pas à éviter les développements à proximité des sources de bruit (notamment les infrastructures de transport classées)
L'amélioration de la qualité de l'air pour réduire l'exposition des populations				■ Développe les transports en commun, le covoiturage ou les mobilités douces ■ Favorise l'implantation d'entreprises notamment industrielles, artisanales et de services au sein des espaces encore libres ce qui limite les déplacements ■ Valorise la biodiversité et la place du végétal au sein des aménagements urbains ■ Privilégie l'emploi de matériaux de constructions respectueux de l'environnement et locaux ❗ N'incite pas à éviter les développements à proximité des sources d'émissions de polluants (notamment les infrastructures de transport classées) ❗ Certains végétaux émettent des polluants ou sont allergènes

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
L'intégration de la connaissance des sites et sols pollués dans l'anticipation des projets et des changements d'usages et la reconquête de ce foncier dégradé				■ Favorise l'implantation d'entreprises notamment industrielles, artisanales et de services en reconversion des friches existantes ■ Reconvertit et valorise les friches industrielles pour un appui nouveau à l'économie du territoire, tout en préservant leurs caractères historiques ✚ S'assurer de la compatibilité sanitaire des sites avec les usages futurs
La poursuite des efforts pour réduire la production des ordures ménagères et assimilés, développer le recyclage matière et organique, et limiter la mise en décharge et l'incinération				■ Etudie les opportunités de développement de la filière bois pour le bois d'œuvre, les matériaux d'isolation, et le bois énergie, favorisant ainsi l'économie circulaire locale ■ Soutient les initiatives de valorisation des résidus forestiers pour la production d'énergie renouvelable en cohérence avec les autres enjeux et fonctions des peuplements ■ Anticipe la présence de plus en plus accrue des camping-cars et organiser leur concentration dans le temps et dans l'espace ■ Conserve des zones où il est possible de camper et de bivouaquer ce qui peut s'accompagner de dépôts de déchets ✚ Encourager une gestion durable des déchets notamment par la création de points d'apport volontaire lorsque c'est nécessaire, le développement de bornes de compost en milieu urbain

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
Offrir à tous un environnement favorable à la santé et un cadre de vie de qualité				■ Préserve des zones de calme ■ Promeut des projets de zones d'activités économiques mettant en oeuvre des orientations fortes en matière de qualité environnementale ■ Préserve un cadre de vie de qualité ✚ Promouvoir un urbanisme favorable à la santé via une orientation dédiée
La réduction des dépenses énergétiques liées aux déplacements				■ Limite l'étalement urbain, privilégie le renouvellement urbain, les formes urbaines compactes ■ Encourage la création de zones mixtes, combinant habitat, commerces et services, conforte les pôles d'équipements de proximité, tend vers une réduction des temps de trajet domicile/ travail/ équipements ■ Structure l'armature commerciale à partir de l'armature territoriale , maintient l'attractivité des commerces de proximité et améliorer ses possibilités de développement en privilégiant leur dans les bourgs structurants ■ Promeut les circuits courts et facilite la vente directe des producteurs locaux ■ Développe les transports en commun, le covoiturage, les mobilités douces dans le transport quotidien et les loisirs, favorise les liaisons douces sécurisées intra et inter-communes, propose une politique de rabattement des transports vers Saint-Claude pour organiser une mobilité multimodale plus raisonnée ■ Organise le transport des frontaliers en transports en commun ou en développant des parkings de covoiturage

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
La réduction des dépenses énergétiques liées aux déplacements				■ Soutient et développe l'offre existante d'alternatives à la voiture individuelle, et l'élargit à de nouveaux modes de mobilité émergents ■ Maintient les infrastructures ferroviaires pour favoriser des transports alternatifs, renforce la gare de Saint-Claude comme porte d'entrée du territoire du Haut-Jura, veille à la préservation du patrimoine ferroviaire de la vallée de la Bienne en vue d'une exploitation future (mobilité pendulaire, mobilité douce, tourisme) ■ Structure l'émergence des randonneurs en itinérance à partir des gares ■ Assure un maillage pertinent au regard des usages électriques, permet la création de nouvelles bornes de recharges sur des axes identifiés ■ Poursuit le développement des communications numériques sur l'ensemble du territoire ! Donne la priorité aux sites économiques bien desservis en infrastructures routières départementales ce qui favorisera les modes de transports routiers
La promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique du bâti				■ Met en œuvre des orientations fortes en matière de qualité environnementale pour les projets de zones d'activités économiques (végétalisation) ■ Valorise la place du végétal au sein des aménagements urbains ■ Favorise un urbanisme bioclimatique permettant l'adaptation des bâtiments et espaces publics ou collectifs aux évolutions climatiques d'hiver et d'été ■ Favorise la sobriété énergétique des logements et du bâti tertiaire en permettant et accompagnant l'adaptation du bâti (y compris patrimonial) aux solutions techniques de rénovation performantes.

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
La promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique du bâti				■ Favorise les solutions constructives permettant une meilleure performance énergétique des constructions neuves (isolation, bioclimatisme). ■ Assure que toutes les nouvelles constructions publiques intègrent les principes DPE et privilégie l'emploi de matériaux de constructions respectueux de l'environnement et locaux
Le développement des énergies renouvelables en cohérence avec les autres enjeux				■ Privilégie la solarisation des bâtiments pour la production solaire photovoltaïque et thermique ■ Contribue à la production d'énergies renouvelables et de récupération et favorise le mix énergétique en privilégiant les projets à l'échelle du bâti ou des espaces déjà artificialisés (ou à travers la mobilisation des espaces résiduels ou de stationnement, voire fixer localement des exigences de production ■ Développe la production d'énergies renouvelables en cohérence avec la préservation des patrimoines naturels, paysagers et bâtis ■ Étudie les opportunités de développement de la filière bois pour le bois d'œuvre, les matériaux d'isolation, et le bois énergie ■ Assure la prise en compte de la création d'énergie solaire en zone agricole ■ Dans les opérations de renouvellement et de développement urbain, étudie les opportunités de développement d'infrastructures de réseaux de chaleur et de froid à partir de sources renouvelables en fonction des potentiels locaux.

Enjeux	Importance de l'enjeu et niveau de prise en compte dans le PADD			Prise en compte via les orientations du PADD
Le maintien voire l'augmentation du potentiel de séquestration de carbone (maîtrise de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers et de l'artificialisation des sols)				■ Limite la consommation d'espace ■ Conforte les filières agricoles en place ■ Préserve, voire développer, les puits de carbone du territoire dont les capacités de stockage sont étroitement liées à leur mode de gestion agricoles ou sylvicoles. ■ Préserve les couverts et sols forestiers en place ■ Protège les zones humides

4.3. Évaluation environnementale des pièces réglementaires

Cette partie vise à **évaluer les incidences positives et négatives** de la mise en œuvre du PLUi sur l'environnement, et ce, pour chacune des thématiques de l'état initial de l'environnement. Les objectifs sont d'optimiser les effets positifs et d'éviter, réduire, voire compenser les incidences négatives.

L'évaluation repose sur une **grille de questionnement** permettant d'apprécier les effets de la mise en œuvre du PLUi sur l'ensemble des composantes environnementales. La grille est présentée dans la partie Méthodologie.

Cette grille a été élaborée à partir des enjeux issus de l'état initial de l'environnement et de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme qui définit des objectifs environnementaux pour les documents d'urbanisme (utilisation économe des espaces naturels, agricoles et forestiers, protection des paysages, qualité urbaine, architecturale et paysagère, sécurité et salubrité publiques, prévention des risques, pollutions et nuisances, préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, création, préservation et remise en bon état des continuités écologiques, lutte et adaptation au changement climatique, réduction des émissions de gaz à effet de serre, maîtrise de l'énergie et développement des sources renouvelables ...).

La grille comprend **7 questions évaluatives** assorties de **critères** destinés à objectiver l'avis évaluatif.

L'évaluation a été menée selon une approche **thématique**, sans toutefois occulter les **interactions et effets** de chaine qu'une orientation du PLUi est susceptible de générer sur une ou plusieurs dimensions environnementales du territoire.

L'évaluation est réalisée à **plusieurs échelles** : l'échelle de l'intercommunalité et celle de secteurs d'enjeux.

Elle résulte d'une analyse du PLUi au filtre de la grille de questionnements évaluatifs et des critères associés. Elle combine une approche cartographique (pour le zonage et les prescriptions graphiques) et littérale pour le règlement écrit.

Pour chaque question évaluative sont présentées les **réponses apportées par le PLUi** : **Positives** (+) en vert, **neutres** (-/+) en gris, **négatives** (--) en orange, appelant à la **vigilance** (-) en jaune, les **impacts négatifs résiduels** ainsi que les **mesures ERC** (Éviter (E), Réduire (R) ou Compenser (C)) proposées pour les incidences négatives. En tant que de besoin ont été proposées des mesures d'Accompagnement (A) pour lever les points de vigilance ou optimiser les effets positifs.

En amont sont rappelés les enjeux de la téhmatique issus de l'état initial de l'environnement, ainsi que l'état actuel de la composante environnementale (état bon ☀, état moyen ⛅, état mauvais ☁) et ses perspectives d'évolution (amélioration ↗, stabilisation, →, dégradation ↘) .

L'évaluation des incidences contient les informations qui peuvent être raisonnablement exigées, compte tenu des connaissances et des méthodes d'évaluation existantes, du contenu et du degré de précision du plan, du stade atteint dans le processus de décision.

LE SAVIEZ-VOUS?

L'évaluation des incidences du PLUi est appréciée en comparaison avec la situation « **si le PLUi n'est pas mis en œuvre** », c'est-à-dire au regard de l'évolution tendancielle, avec le document d'urbanisme en vigueur et les effets des politiques sectorielles d'échelle locale, régionale, nationale, voire au-delà pour ce qui est des effets du changement climatique, la protection et la restauration des zones humides.

Tableau n°2. Grille de questionnement

N°	Questions évaluatives	Critères retenus pour l'évaluation
Q1	Le PLUi permet-il la préservation de la qualité urbaine, architecturale et paysagère du territoire ?	Préservation et valorisation des valeurs identitaires du paysage
		Préservation du patrimoine architectural, archéologique et historique remarquable
		Traitement des entrées de ville/bourg
		Inscription des constructions dans la pente
		Préservation / amélioration du cadre de vie
		Conciliation entre architecture et développement durable
Q2	En quoi le PLUi permet-il une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ?	Limitation de la consommation de nouveaux espaces
		Limitation de l'étalement urbain
		Rationalisation foncière dans les aménagements
		Approvisionnement en matériaux
Q3	Le PLUi permet-il la prise en compte de la dimension patrimoniale et fonctionnelle des écosystèmes ?	Préservation des espèces et des espaces patrimoniaux et prise en compte des habitats naturels sensibles
		Limitation de la fragmentation des espaces naturels et agricoles et préservation des corridors écologiques
		Développement de la nature dans l'espace bâti
		Préservation voire développement de la biodiversité dans les aménagements
Q4	Le PLUi permet-il une protection et une utilisation mesurée des ressources en eau ?	Préservation de la trame bleue
		Gestion quantitative des ressources
		Gestion qualitative des ressources pour l'eau potable
		Gestion de l'assainissement
		Gestion intégrée des eaux pluviales
Q5	Le PLUi permet-il de prévenir et réduire la vulnérabilité du territoire aux risques majeurs ?	Réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs vulnérables
		Limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement
		Prévention du risque incendie
		Implantation d'activités à risques dans les secteurs habités
Q6	En quoi le PLUi contribuera-t-il à l'amélioration de la santé des habitants ?	Réduction des pollutions et nuisances liées aux transports
		Réduction des pollutions et nuisances liées aux activités.
		Prise en compte des sites et sols pollués
		Gestion optimale des déchets
Q7	En quoi le PLUi favorise-t-il la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES et l'adaptation au changement climatique ?	Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au bâti
		Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au secteur des transports
		Développement des énergies renouvelables
		Développement de formes urbaines favorisant l'adaptation au changement climatique

4.3.1. Évaluation environnementale à l'échelle de l'intercommunalité



Le PLUi permet-il la préservation de la qualité urbaine, architecturale et paysagère du territoire ?

Synthèse des enjeux et perspectives d'évolution

Etat actuel et perspectives d'évolution sans le PLUi	Principales caractéristiques et enjeux	
Etat actuel ☀	La préservation des valeurs paysagères (de terroir, panoramiques) liées à la juste articulation entre espaces agricoles/naturels/urbanisés	
	Le respect de la valeur historique et paysagère des quartiers / hameaux / villages (organisation, typologie des formes urbaines)	
	La préservation du bâti traditionnel et la conciliation de son évolution avec les enjeux de développement durable (densité, innovation architecturale, rénovation énergétique et EnR)	
Evolution sans le PLUi ↗	Quelques bâtiments, ensembles bâtis homogènes … protégés dans les documents d'urbanisme en vigueur Objectifs de Zéro Artificialisation Nette et nécessité de rendre la densité acceptable à toutes les échelles afin de renouveler suffisamment d'espaces urbains	

Réponses apportées par le PLUi

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Préservation et valorisation des valeurs identitaires du paysage	+	Zonage N et A permettant la préservation des grands espaces paysagers naturels et agricoles et limitant le mitage urbain
	+	Maîtrise des projets de constructions agricoles répondant aux besoins de la profession en veillant notamment à viser une intégration paysagère optimale, par la sobriété des formes, des teintes et des volumes en zone N et A
	-	Ambitionne de renforcer la diversification des productions agricoles notamment potagère et maraîchère, ce qui peut présenter un risque de modification du paysage mais encadrement des serres autorisées dans les Espaces écologiques et paysagers à protéger au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme (démontables, en pleine terre et sans fondation, dans la limite de 20 m^2 d'emprise au sol)
	+	Renforcement de l'image du territoire en définissant des zones dédiées aux diverses activités basées sur son passé, son histoire industrielle, ses savoirs faires et son tissu économique
	+	Encadrement des constructions et rénovations grâce à une palette de zones avec des règles associées permettant de préserver la qualité patrimoniale et d'affirmer l'identité de l'espace urbain dans lequel elles s'insèreront
	+	En zone UBh, règles strictes d'emprise au sol afin de préserver les caractéristiques urbaines spécifiques des hameaux

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
	+	Lutte contre l'avancée de la forêt avec mise en place d'une bande de roulement périmétrale permettant l'entretien et confortant le système de pré-bois caractéristique du Haut-Jura
	+	Urbanisme de projet au travers des OAP sectorielles qui comportent systématiquement des orientations portant sur le traitement paysager (cf focus sur les OAP)
	+	En zones A et N, les clôtures ne sont pas obligatoires et ne doivent pas entraver les perspectives sur les paysages ouverts
	+	Protection des structures agricoles paysagères dont les arbres isolés, haies, murgers
	+	Interdiction des haies dans les Hautes-Combes afin de préserver les perspectives sur les paysages ouverts
	+	Identification sur le règlement graphique des vues à protéger au titre du L.151-19 du Code de l'urbanisme
	+	Identification des espaces paysagers à protéger ou à mettre en valeur au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme avec deux niveaux de protection
	+	Au sein des STECAL, règles d'implantation et d'emprise au sol plus strictes afin de limiter au maximum l'impact des constructions sur le paysage agricole
Préservation et valorisation des valeurs identitaires du paysage	+	Soutien de la filière agricole orientée vers la production laitière traditionnelle par la préservation de vastes zones A et la vente directe
	+	Adaptation des exigences de plantations en fonction des identités paysagères
	+	Règle de retrait plus importante en cas d'unité foncière située en limite d'une zone N ou A afin favoriser un traitement qualitatif des franges urbaines
	+	Soigne les franges urbaines pour leur rôle écologique et paysager dans les OAP sectorielles et l'OAP continuités écologiques
	- -	Nombreux STECAL avec risques d'atteinte au paysage eu égard au caractère naturel dans lequel ils s'inscrivent et à leur contribution au mitage (cf focus)
	+	Traitement des espaces libres au maximum en espaces verts de pleine terre dans toutes les zones permettant une densification qualitative
	+	Encadrement des activités en zones U permettant de ne pas gêner le bon ordonnancement des quartiers environnants
	/	Risque de dégradation de la qualité de certains bâtis lors des opérations de démolition/reconstruction ou changement de destination mais encadrement par le règlement des zones
	+	Contribue au développement de l'agritourisme via plusieurs STECAL à vocation touristique au sein de l'espace agricole : Secteur A*be5, Secteur A*be8, Secteur A*be9, Secteur N*be1, Secteur N*be2 …

Critères évaluatifs		Effets du PLUi
Préservation du patrimoine local et architectural, archéologique et historique remarquable		Intégration des objectifs d'insertion paysagère articulant macro-paysages, micro- paysages, formes urbaines et architecturales (cf OAP) dans les projets d'aménagement et d'équipement
	-	Maintien des coupures d'urbanisation garantes de la lecture des hameaux et silhouettes urbaines hormis aux Bouchoux (cf focus OAP de Sur Très la ville)
	+	Annexe comportant des principes d'intégration paysagère et architecturale
	+	Zones de prescription archéologie préventive en annexe
	+	Identification du bâti patrimonial et de petits éléments patrimoniaux, façades et murgers à protéger au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme
	+	Identification d'éléments ponctuels et linéaires à protéger au titre de l'article L 151-23 du Code de l'Urbanisme (arbres, mares, haies ...)
	+	Prise en compte des éléments patrimoniaux dans les OAP sectorielles
	- -	Pas de diagnostic des éléments bâtis repérés au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme avec recommandations pour leur préservation
	+	Repérage de 14 arbres remarquables sur le plan de zonage
	+	Renforce l'image du territoire en se basant sur son histoire industrielle et son tissu économique via la Reconquête des friches (5 ha à résorber)
	/	Autorisation des entrepôts en zone UAsc pouvant présenter un risque pour le paysage du cœur historique, mais prolongement de l'existant et orientations en faveur de la qualité des espaces économiques dans l'OAP thématique dédiée
	+	Maintien et préservation du patrimoine bâti isolé caractéristique du Haut-Jura (fermes, loges, cabanes) et identification de ceux pourvant faire l'objet d'un changement de destination
	+	OAP thématique « Activité touristique » et valorisation du paysage
	+	Encadrement du développement de l'hébergement alternatif et priorité aux formes urbaines traditionnelles de la région ou de facture contemporaine
	+	Préservation de l'unité architecturale et réhabilitation des maisons et du patrimoine industriel pour préserver le bâti et l'identité des villages et des bourgs
	/	Permet la réhabilitation ou, en étant circonstanciée, la création d'habitat diffus, dans la tradition de l'habitat isolé Haut-Jurassien dans le respect de la loi Montagne.
	+	Accompagne le renouvellement du bâti dégradé et lutte contre la vacance, et concentre l'effort de renouvellement et la réhabilitation des logements vacants, notamment à Saint-Claude
	+	Assure une intégration harmonieuse des nouvelles constructions dans l'environnement grace aux règles de la palette de zones
	+	Repérage des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Traitement des entrées de ville / bourg	+	Constitution des lisières urbaines et végétales qui participent à la protection des espaces agricoles et marquent la différence entre les deux espaces (OAP sectorielles, OAP continuités écologiques)
	+	OAP : CINQUETRAL localisée en entrée de village avec exigence de traiteent paysager (cf focus)
Inscription des constructions dans la pente	+	Retrait de certains tènements non bâtis au sein des zones urbaines au regard de la topographie
	+	Inscription des projets en prenant en adaptant les constructions au terrain naturel, en limitant les travaux de fouille et d'exhaussements et en préservant des talus végétalisés non constructibles dans certaines OAP
	+	Autorisation des affouillements et exhaussements des sols à condition qu'ils correspondent à des aménagements paysagers ou qu'ils contribuent à la mise en valeur des paysages, des sites ou de vestiges archéologiques
	+	Traitement des espaces libres devant s'adapter à la nature du terrain (topographie, géologie, configuration, ...)
	+	Orientations en faveur de l'inscription des constructions dans la pente dans certaines OAP (implantation en terrasses, inconstructibilité de certains talus ...) et annexe architecturale et paysagère traitant du sujet
Préservation / amélioration du cadre de vie	+	3 OAP thématiques et OAP sectorielles avec orientations en faveur de l'intégration paysagère
	+	Valorisation de la qualité paysagère du quotidien en intégrant dans les projets d'aménagement et d'équipement des objectifs d'insertion paysagère (cf OAP)
	+	OAP thématique « activités touristiques » visant à valoriser et protéger les sites sensibles en organisant les pratiques
	+	Palette de zones avec règles visant à ce que toute construction contribue à valoriser l'espace urbain dans lequel elle s'insèrera et en affirme l'identité
	+	Exigence d'une composition paysagère soignée des espaces libres participant à l'insertion de la construction dans le site et à l'amélioration du cadre de vie
	-	En toutes zones, sauf en zone UE, N et A, les constructions et installations à destination d'équipements d'intérêt collectif et services publics ne sont pas soumises aux règles d'implantation, d'emprise au sol, de hauteur, de traitement environnemental et paysager ... fixées ce qui peut impacter le cadre de vie
	+	Conservation maximale des plantations existantes dans les projets, notamment des arbres de grande ampleur (dont l'abattage ne peut être motivé que par certains critères) et maintien ou remplacement des arbres d'alignement, publics ou privés, avec respect de la cohérence paysagère
	+	Obligation de disposer de locaux ou emplacements pour la collecte et le tri des déchets ménagers et d'activités et limiter leur visibilité

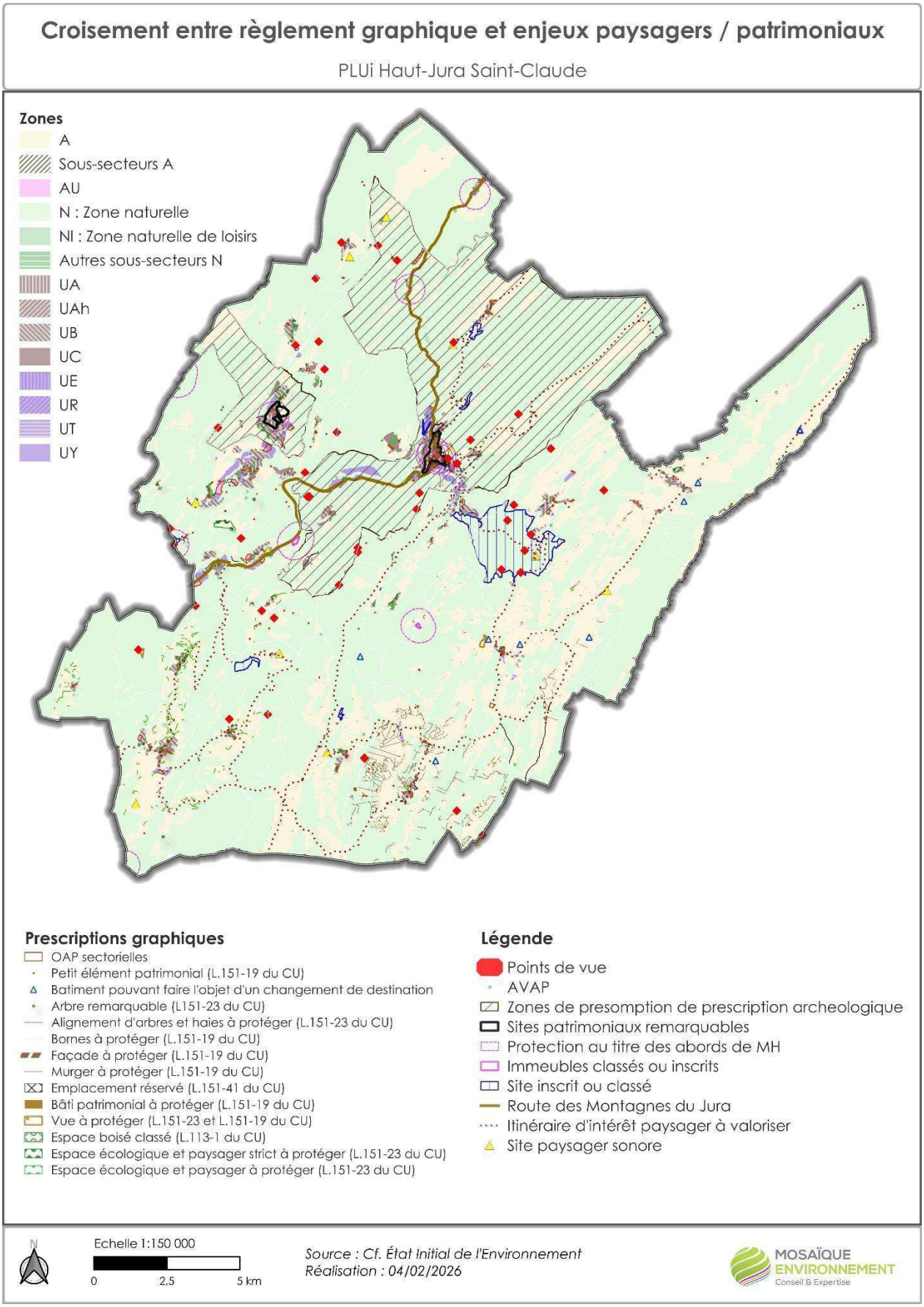
Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Préservation / amélioration du cadre de vie	+	Retrait imposé par rapport aux voies favorisant la création d'espaces verts en front de rue (pour le bâti) ou de limiter l'impact visuel des constructions (activité)
	+	Traitement architectural soigné des toitures en zones UE, UY, UT, AUY, A et N
	+	Intégration harmonieuse des clôtures prenant en compte le contexte environnant, et interdiction des haies monospécifiques (type thuyas) en zones UA, UB, UC, UR et AUB, et interdiction des haies composées uniquement de conifères en zones A et N
	- -	Pas d'interdiction de haies monospécifiques dans les zones à vocation d'activités ou d'équipements
	+	Interdiction des dépôts à ciel ouvert (ferrailles, matériaux ou déchets) ou de véhicules hors d'usage
	+	Développe la qualité environnementale des projets de zones d'activités économiques avec notamment une orientation dédiée à la qualité paysagère et architecturale et une orientation en faveur de la requalification des sites économiques et leur reconversion dans l'OAP thématique "Dynamique économique"
	+	Imposition d'un épannelage des constructions à vocation d'activité pour les tènements limitrophes d'une zone UA, UB, UC, UR ou AUB afin d'assurer l'intégration des constructions dans leur environnement immédiat
	-	Préconisations pour la plantation d'1 arbre minimum pour 6 places de stationnement pour les aires de stationnement extérieur comportant plus de 4 emplacements sans exigences (positionnement, taille des sujets)
	+	Protection du grand paysage en réduisant l'impact visuel des équipements et extensions urbaines par une intégration paysagère soignée
	+	Règles pour le traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis et abords des constructions permettant de conserver une certaine aération des espaces bâtis et la présence de végétation au sein des espaces urbains.
	+	Renforce l'image du territoire en se basant sur son passé, son histoire industrielle, ses savoirs faires et son tissu économique via la Reconquête des friches notamment industrielles (5 ha à résorber)
	+	Identification au règlement graphique des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination s'il ne compromet pas la qualité paysagère du site
	+	Raccordement des constructions ou installations nouvelles aux réseaux (électricité, téléphone et autres réseaux de communication électronique ou numérique) réalisés en souterrain, sauf impossibilité technique
	- -	Dans toutes les zones, autorisation des dépôts ou stockage extérieur nécessaires à une activité admise sans exigence de dissimulation ce qui peut impacter le paysage

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Conciliation entre architecture et développement durable	+	Équilibre entre l'évolution des bourgs/hameaux/quatiers et la préservation de leurs qualités existantes en autorisant des solutions architecturales contemporaines (toitures terrasses, énergies renouvelables ...) dans le cadre de projets présentant un caractère d'exemplarité architecturale ou contribuant à la valorisation du bâti
	+	Assure la prise en compte de la création d'énergie solaire et encadre les conditions d'intégration des panneaux photovoltaïques ou thermiques en toiture
	+	Admission de solutions architecturales contemporaines sous réserve qu'elles participent à la valorisation du cadre bâti et paysager et présentent un caractère d'exemplarité architecturale en zone UA
	+	Encourage l'emploi de matériaux de constructions respectueux de l'environnement et locaux
	+	Privilégie une logique bioclimatique pour les nouvelles constructions
	+	Permet la réhabilitation responsable du bâti ancien, en respect avec le patrimoine et amélioration de la performance énergétique
Conclusion		La dimension paysagère et patrimoniale a été bien intégrée dans le PLUi à travers un ensemble de règles contraignantes et de guides de recommandations. L'approche repose sur l'identification d'éléments spécifiques à protéger et sur des exigences d'intégration pour toute nouvelle construction : - protection du patrimoine bâti et des « petits éléments » au titre de l'article L.151-19 du Code de l'urbanisme avec des règles permettant leur préservation et leur restauration sans les dénaturer ; - l'isolation thermique par l'extérieur (ITE) est strictement interdite sur les bâtiments patrimoniaux identifiés afin de ne pas masquer les façades d'intérêt - encadrement de l'aspect (matériauxn, teintes, formes) des façades et toitures pour assurer une cohérence visuelle sur l'ensemble du territoire - protection des structures paysagères qui font l'identité du Haut-Jura : murgers et haies - identification des cônes de vue ou des perspectives monumentales qui ne doivent pas être obstrués par de nouvelles constructions - Annexe Architecturale et Paysagère favorisant un effacement des constructions dans le paysage ; - prise en compte des éléments patrimoniaux, vues etc. dans les OAP sectorielles Le PLUi impose une qualité architecturale qui respecte l'histoire du territoire tout en autorisant une architecture contemporaine si elle est « exemplaire » et s'intègre harmonieusement. En ce sens, ses incidences seront globalement positives par rapport à la situation existante sans sa mise en œuvre, d'autant que certaines commune de disposent pas de document d'urbanisme. Il permet de renforcer la prise en compte du paysage et de donner un cadre cohérent, en faveur d'ambitions qualitatives, pour les futures constructions.

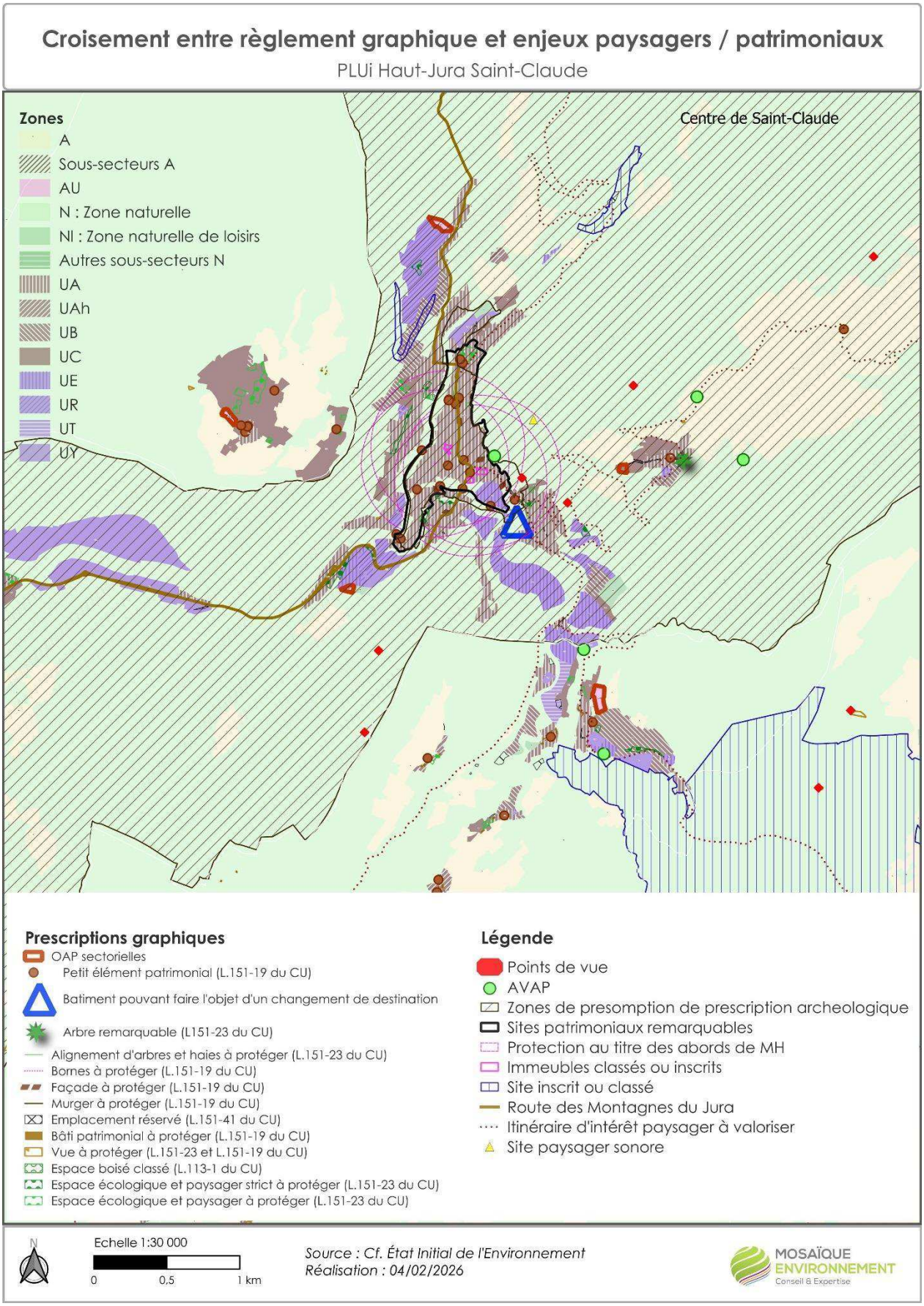
Mesures ERC proposées

Des mesures ont été intégrées chemin faisant. D'autres sont proposées en sus pour éviter, réduire ou compenser les incidences résiduelles.

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Ambitionne de renforcer la diversification des productions agricoles notamment potagère et maraîchère, ce qui peut présenter un risque de modification du paysage	A	Conforter l'encadrement de l'implantation potentielle de serres en imposant un retrait suffisant pour ne pas créer un effet tunnel le long des routes et en exigeant qu'elles soient implantées à proximité immédiate des bâtiments de l'exploitation pour éviter le mitage (éparpillement) de l'espace agricole. Préciser que les structures doivent être légères, que les bâches plastiques doivent être de teinte neutre, limiter la hauteur au faîtage (par exemple 4 ou 5 mètres) et imposer la plantation d'une haie composée d'essences locales pour "gommer" l'aspect industriel du plastique dans le paysage.
Nombreux STECAL avec risques d'atteinte au paysage eu égard au caractère naturel dans lequel ils s'inscrivent et à leur contribution au mitage	-	Cf focus spécifique sur les STECAL
Pas de diagnostic des éléments bâtis repérés au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme avec recommandations pour leur préservation	R	Prévoir un cahier des éléments repérés au titre du L151-19 avec une fiche par élément comportant des photos et recommandations pour favoriser leur préservation
Pas d'interdiction de haies monospécifiques dans les zones à vocation d'activités ou d'équipements	R	Interdire les haies monospécifiques dans les zones à vocation d'activités ou d'équipements
Préconisations pour la plantation d'1 arbre minimum pour 6 places de stationnement pour les aires de stationnement extérieur comportant plus de 4 emplacements sans exigences (positionnement, taille des sujets)	A	Prévoir la plantation d'arbres de haute tige et qu'ils soient répartis de manière homogène sur l'ensemble de l'aire pour maximiser l'ombrage des véhicules.
Dans toutes les zones, autorisation des dépôts ou stockage extérieur nécessaires à une activité admise sans exigence de dissimulation ce qui peut impacter le paysage	R	Pour le traitement des espaces libres des zones accueillant des activités, prévoir dans le règlement que tous les espaces extérieurs seront aménagés avec une attention particulière à la qualité et à l'homogénéité. La réalisation de dépôt ou stockage ou la construction d'installation technique ne pouvant bénéficier d'un traitement architectural sera obligatoirement assujettie à la réalisation de dispositifs paysagers (haies végétales denses, plantations arbustives) et/ou par des dispositifs différents sous réserve d'un aménagement paysager approprié au site environnant assurant un protection visuelle suffisante. Les dispositifs de masquage doivent faire l'objet d'un traitement qualitatif et être entretenus en permanence.



Carte n°5. Croisement entre règlement graphique et enjeux paysagers / patrimoniaux



Carte n°6. Croisement entre règlement graphique et enjeux paysagers / patrimoniaux – Focus sur le centre de Saint-Claude

❖En quoi le PLUi permet-il une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ?

Synthèse des enjeux et perspectives d'évolution

Etat actuel et perspectives d'évolution sans le PLUi	Principales caractéristiques et enjeux	
Etat actuel	La maîtrise de la consommation et de l'artificialisation des sols naturels, agricoles et forestiers et de l'artificialisation des sols et l'optimisation du foncier existant	
	La limitation de l'étalement urbain	
	La satisfaction des besoins en matériaux sur le long terme privilégiant le principe de proximité et l'économie des ressources (économie, recyclage)	
Evolution sans le PLUi	Réduction de la consommation d'espace et de l'artificialisation des sols en lien avec la Loi Climat et Résilience et le ZAN Réduction de la consommation de ressources primaires en matériaux	

Réponses apportées par le PLUi

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Limitation de la consommation de nouveaux espaces	- -	61,5 ha de consommation future comprenant 7 ha en densification de l'urbain, 49,2 ha en extension (dont 34 en zone à urbaniser), moins de 2 ha en discontinuité de l'urbain (STECAL) et moins de 4 ha pour des infrastructures et équipements (emplacements réservés)
	- -	48,8 hectares (70% des 61,5 ha) consommés d'ici 2031 (dont 14,3 ha déjà consommés entre 2021 et 2026 et 34,5 ha à consommer entre 2026 et 2031), contre 19,85 ha en appliquant la loi ZAN (-50% par rapport au 39,7 ha consommés sur la période 2011-2021) 18,5 ha (30% des 61,5 ha) prévus sur 2031-2041 contre 9,925 ha en appliquant la loi ZAN (-50% par rapport à période antérieure)
	+	Vastes zones N et A
	+	Un fort potentiel en renouvellement urbain (37,5 ha en dents creuses, 5 ha de friches, logements vacants et OPAH)
	+	Plus de 2/3 des extensions projetées localisées au sein du pôle urbain, du bourg-centre ou des pôles de proximité
	+	En zone N seules les extensions et annexes sont autorisées et leurs implantations emprises encadrées
	+	50 OAP encadrant les futurs aménagements : 34 ha de zones AU sur les 49,2 ha en extension
	+	Echéancier d'ouverture à l'urbanisation inscrit au sein des OAP avec plusieurs phasages afin de limiter la consommation aux besoins propres au fil de l'eau

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Limitation de la consommation de nouveaux espaces	-	23 secteurs Nl dédié aux loisirs inscrits aux documents graphiques au sein desquels seuls les équipements sportifs sont autorisés dans une limite de 5% d'emprise au sol de l'unité foncière
	-	Zones A et N prévoyant l'extension et la réalisation d'annexes de manière mesurée pour les constructions à usage d'habitation
	- -	Définition de 30 STECAL générant un changement d'occupation du sol (cf focus spécifique)
	+	Développement des énergies renouvelables sur les sites artificialisés ou dans des zones dédiées
	+	Favorise la mutualisation des aires de stationnement vers une optimisation du foncier en intégrant le développement des transports en commun, de covoiturage ou de mobilités douces.
	+	Vise la reconversion des friches d'activités (5 ha) en assurant une part de renaturation.
	-	Développement de secteurs d'habitat individuel plutôt que collectif dans les communes ou secteurs à faible densité ou au caractère paysager marqué
	-	Création d'aires de stationnement sans nombre maximal de places ou « selon les besoins »
	+	Classement des hameaux de moins de 1 hectare en zone A ou N afin d'y appliquer des règles strictes
	+	Identification des bâtiments pouvant faire l'objet d'un changement de destination ce qui liimte la consommation d'espace pour de nouvelles constructions
	+	Limitation de la consommation d'ENAF en privilégiant le développement à l'intérieur de l'enveloppe urbaine grâce à la mobilisation de du potentiel en renouvellement urbain et la remise sur le marché de logements vacants
	+	Coefficient de Pleine Terre (CPT) permettant de laisser une partie des parcelles en espaces de végétation
Limitation de l'étalement urbain	+	Plus de 2/3 des extensions localisées au sein du pôle urbain, du bourg-centre ou des pôles de proximité
	+	En zone A, encadrement de la distance d'implantation des constructions à destination de logement et annexes par rapport au siège de l'exploitation limitant le mitage
	+	Dans toutes les zones limitation à 3 par unité foncière du nombre d'abris léger évitant le mitage
	- -	61,4 ha de consommation future comprenant 49,2 ha en extension (dont 34 en zone à urbaniser), moins de 2 ha en discontinuité de l'urbain (STECAL) et moins de 4 ha pour des infrastructures et équipements sur le territoire (emplacements réservés)
	-	Permet, en étant circonstanciée, la création d'habitat diffus, dans la tradition de l'habitat isolé Haut-Jurassien dans le respect de la loi Montagne
	+	Favorise l'implantation d'entreprises en reconversion des friches existantes

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Limitation de l'étalement urbain	+	Définition des zones urbaines et à urbaniser dans la continuité de l'urbanisation existante afin de respecter la loi Montagne et de favoriser la préservation des espaces naturels et agricoles
		Préservation des coupures d'urbanisation
Rationalisation du foncier dans les aménagements		Planifie l'optimisation du foncier économique existant
	+	Recherche de volumes simples et compacts pour les constructions en zones N et A
	+	Emprise au sol maximale réglementée en zone A, dans les STECAL
	-	Emprise au sol maximale non réglementée en zone UA, UB, UC, UR, UE, UY, UT, AUE, AUY
	+	OAP thématique « Dynamique économique » avec des orientations en faveur de la création de stationnements mutualisés (stationnement végétalisé, en silo, enterré) vers une optimisation du foncier et de voiries afin de limiter l'artificialisation des sols
	+	OAP sectorielles permettant de cadrer et d'optimiser l'occupation de l'espace au sein des futurs tènements aménageables
	+	Diversification des typologies de logements
	+	Maintien de surfaces de pleine terre dans les zones U
Approvisionnement en matériaux	- -	Risque de compromission de l'accès et de l'exploitation aux gisements de qualité et potentiellement exploitables sans dispositions dédiées
	-	Permet l'utilisation de matériaux biosourcés mais n'encourage pas l'utilisation de matériaux à faible impact environnemental qui permettrait de limiter les besoins en ressources primaires.
Conclusion	- -	Le PLUi prend en compte les enjeux de limitation de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) et de lutte contre l'étalement urbain : - par le zonage : protection de 26 000 ha de zones naturelles, 9 400 ha de zones agricoles, 7 900 ha des prescriptions liées au traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis ce qui constitue déjà une logique de limitation de l'urbanisation sur les espaces agricoles et naturels - par l'interdiction ou la limitation stricte des constructions en zones écologiques, avec des espaces totalement inconstructibles (ex :espaces écologiques et paysagers stricts à protéger, encadrement fort dans les réservoirs de biodiversité) - par un encadrement fort des changements de destination en zones A et N : ne sont autorisés que si cela ne compromet pas l'activité agricole ; - par l'encadrement des STECAL (constructibilité très limitée) - par des prescriptions explicites de limitation de l'artificialisation et de maintien, voire de développement, des espaces libres végétalisés. Malgré un potentiel interne significatif (42,5 ha de dents creuses et friches, nombreux logements à réhabiliter), la seule densification ne suffit pas à répondre aux besoins du territoire pour maintenir sa population et soutenir la création de 600 emplois.

Critères évaluatifs	Effets du PLUi
Conclusion suite	La consommation totale d'espaces d'ENAF résultant uniquement des choix réalisés dans le cadre du projet de PLUi s'élève à 61,4 ha, comprenant 7 ha en densification de l'urbain (dents creuses), 49,2 ha en extension (dont 34 en zone à urbaniser), moins de 2 ha en discontinuité de l'urbain (STECAL) et moins de 4 ha pour des infrastructures et équipements sur le territoire (emplacements réservés). S'il est compatible avec les enveloppes foncières maximales fix es par le SCoT, il ne respecte toutefois pas la trajectoire ZAN. Il ne prend par contre pas en compte les enjeux liés aux ressources en matériaux. Ses impacts sur la consommation d'espace sont négatifs.

Tableau n°1. Consommation d'ENAF induite par le PLUi 2026-2037 (ha) en tenant compte des dents creuses

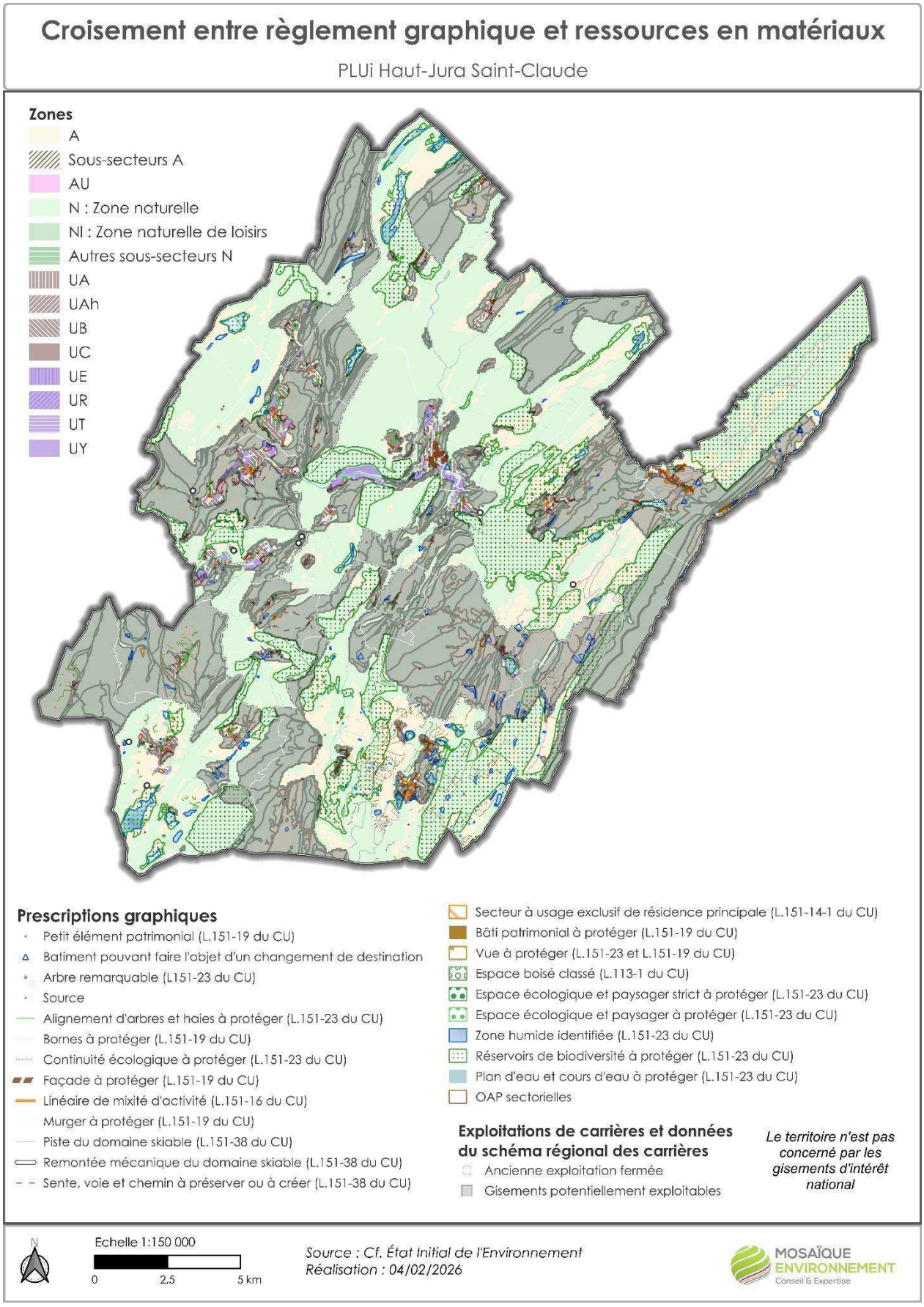
	Consommation projetée du PLUi - en dent creuse			+	Consommation projetée du PLUi - en extension								=	Total consommation projetée et induite par le PLUi (2026-2037)
	Dent creuse >= 2 500 m²				En zone urbaine, en extension de l'enveloppe urbaine			Classée en zone à urbaniser			En STECAL	Concernée par un ER		
	Activité	Habitat / Equipement	Total		Activité	Habitat / Equipement	Total	Activité	Habitat / Equipement	Total				
Ville-centre	0,3	0,3	**0,6**		0,7	4,3	**4,9**		2,0	**2,0**	**0,0**	**0,3**		**7,9**
Bourg-centre	0,4	1,2	**1,6**		1,4	0,4	**1,7**	9,8	4,2	**14,0**	**0,9**	**0,1**		**18,4**
Pôle de proximité		2,4	**2,4**		1,5	2,9	**4,4**	7,9	5,2	**13,1**	**0,0**	**0,6**		**20,5**
Commune rurale	0,3	2,0	**2,3**		0,7	3,1	**3,8**		5,2	**5,2**	**0,7**	**2,7**		**14,7**
TOTAL	**1,0**	**5,9**	**6,8**		**4,2**	**10,7**	**14,9**	**17,7**	**16,6**	**34,3**	**1,7**	**3,7**		**61,4**

Mesures ERC proposées

Des mesures ont été intégrées chemin faisant. D'autres sont proposées en sus pour éviter, réduire ou compenser les incidences résiduelles.

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Risque de compromission de l'accès et de l'exploitation aux gisements de qualité et potentiellement exploitables sans dispositions dédiées	R	Indiquer que le règlement du PLU a été conçu de manière à ne pas faire obstacle à l'accès et à la valorisation des gisements de matériaux identifiés, tout en assurant la compatibilité avec les autres enjeux d'aménagement et de protection de l'environnement.

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Risque de compromission de l'accès et de l'exploitation aux gisements de qualité et potentiellement exploitables sans dispositions dédiées	R	Prévoir une formulation de principe dans les dispositions générales relatives à la préservation des ressources minérales indiquant que le règlement du PLU vise à préserver l'accès et le potentiel d'exploitation des gisements de matériaux de qualité et des gisements de substitution identifiés, en évitant toute occupation ou utilisation du sol de nature à compromettre durablement leur valorisation future (accès, exploitation, remise en état) par des usages incompatibles. A cet effet, les constructions et installations nécessaires aux activités existantes peuvent être autorisées sous réserve qu'elles n'augmentent pas la vulnérabilité du site et ne compromettent pas l'exploitation future des gisements. Les projets qui n'entravent pas l'accès aux gisements et restent compatibles avec une exploitation présente ou future des ressources peuvent être autorisés sous réserve d'être compatibles avec les orientations des documents de planification relatifs à la gestion des ressources minérales. Cette préservation s'exerce sans préjudice de l'application des législations et procédures spécifiques relatives aux carrières et à la protection de l'environnement.



Carte n°7. Croisement entre règlement graphique et ressources en matériaux

❖ Le PLUi permet-il la prise en compte de la dimension patrimoniale et fonctionnelle des écosystèmes ?

Synthèse des enjeux et perspectives d'évolution

Etat actuel et perspectives d'évolution sans le PLUi	Principales caractéristiques et enjeux	
Etat actuel ☀	La protection du patrimoine naturel remarquable (réservoirs de biodiversité, zones humides, pelouses sèches, pré-bois)	
	La préservation et la restauration des continuités écologiques (végétales et aquatiques) jusque dans l'espace bâti	
	La préservation des éléments de nature ordinaire	
Evolution sans le PLUi ↗	Préservation des trames vertes et bleues et confortement (trames noires, brunes, turquoises ...) Développement de la place du végétal et de l'eau dans l'espace bâti Maintien de la trame agro-forestière (en lien avec le ZAN)	

Réponses apportées par le PLUi

Critères évaluatifs		Effets du PLUi
Préservation des espaces patrimoniaux et prise en compte des habitats naturels sensibles dans la définition des secteurs à aménager	+	Classement en zones N ou A des espaces protégés et inventoriés retenus en tant que réservoirs de biodiversité (cf annexe)
	+	Inconstructibilité de plus de 7000 ha de réservoirs de biodiversité identifiés au titre de l'article L151-23 du CU correspondant aux périmètres des sites naturels inscrits et classés, ZNIEFF de type 1, Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, sites du Conservatoire d'espaces naturels, et les cœurs de biodiversité prioritaires du SCoT du PNR du Haut Jura.
	+	Plus de 50 ha d'Espaces Écologiques et Paysagers stricts ou « classiques » protégés au titre de l'article L151-23 du CU avec règles limitant strictement le développement de l'urbanisation, ainsi que les aménagements susceptibles de porter atteinte à la pérennité des habitats naturels, des espèces et habitats d'espèces ayant justifié leur désignation
	+	Autorisation sous condition des équipements publics, constructions et aménagements nécessaires à l'activité agricole et sylvicole ainsi qu'à la restauration, la gestion ou la valorisation des sites sous réserve d'être compatibles avec leur préservation
	/	Développement encadré des communes dont le bourg et les hameaux sont entièrement situés au sein des réservoirs de biodiversité
	+	Protection stricte des zones humides identifiées dans les inventaires institutionnels et suite aux visites de terrain au titre du L.151-23 du CU
	+	Mise en œuvre de la séquence Eviter Réduire Compenser notamment sur les secteurs pressentis pour le développement pour identifier les enjeux (cf focus OAP) avec suppression ou réduction des emprises

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Préservation des espaces patrimoniaux et prise en compte des habitats naturels sensibles dans la définition des secteurs à aménager	-	Des secteurs de projet concernés par des zones humides mais intégration comme une composante de l'aménagement (cf focus OAP)
	+	Dans toutes les zones autorisation des affouillements et exhaussements des sols liés à la gestion écologique
	+	OAP thématique « Activité touristique » avec une orientation visant à valoriser et protéger les sites sensibles et éviter qu'ils ne soient pas impactés par une fréquentation massive
	+	OAP « continuités écologiques » complémentaire du règlement
	-	Ambition de développement de l'activité touristique avec notamment les pistes et remontées mécaniques du domaine skiable identifiées au titre du L. 151-38 du CU concernant pour partie des secteurs patrimoniaux avec des risques de dégradation des milieux /dérangement des espèces sensibles (cf focus Grand Tétras)
	+	Identification des espaces boisés classés au titre du L.113-1 du CU
Limitation de la fragmentation des espaces naturels, agricoles et forestiers et préservation des corridors écologiques	+	Protection des grands ensembles qui structurent la trame verte et bleue (milieux alluviaux, grands massif forestiers, ensembles prairiaux, zones humides) par la mise en œuvre de la zone N et de la zone A
		Repérage des murger, haies, arbres isolés, mares … à protéger au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme
	+	Identification des continuités écologiques à protéger au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme
	+	Repérage de quelques 20 km d'alignements d'arbres et de haies au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme
	+	Clôtures non obligatoires (en particulier pour tout projet situé à plus de 800 m d'altitude) en zone UA, UB, UC, UR, A et N
	-	Principe de clôtures non obligatoires non rappelé dans les zones d'équipements et d'activités
	+	Adaptation de la hauteur ou de la nature des clôtures en zones N et A plus favorables aux continuités écologiques
	- -	Pas d'exigence de perméabilité des clôtures (hauteur, soubassement) dans les diverses zones urbaines, même si un peu plus favorables, bien que non optimisés, en zone UE, UY, UT (grillage, haie vive) ni en zones naturelles ou agricoles
	+	Orientations en faveur de la perméabilité des clôtures à la petite faune au sein de l'OAP thématique "continuités écologiques"
	+	Traitement des espaces libres privilégieant les espaces verts d'un seul tenant et la contiguïté avec les espaces libres végétalisés des terrains voisins
	-	En zone UA, les constructions nouvelles sont implantées librement les unes par rapport aux autres sur un même terrain ce qui ne favorise pas la création d'espaces végétalisés de belle surface et contigûs mais les dispositions générales prévoient que le traitement des espaces libres doit privilégier les espaces verts d'un seul tenant et la contiguïté avec les espaces libres végétalisés des terrains voisins
	- -	Risque de fragmentation lié à la création de STECAL permettant l'extension mesurée des activités existantes en zones A et N (cf focus sur les STECAL)

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Limitation de la fragmentation des espaces naturels, agricoles et forestiers et préservation des corridors écologiques	+	Classement en zone N ou A des bâtiments à usage d'habitation dispersés dans l'espace agricole et naturel n'autorisant que les extensions et annexes sous conditions
	+	Protection des lisières de massifs boisés et forestiers avec un recul obligatoire de 30 mètres pour les constructions et autorisation des annexes et abris
	+	Protection des éléments de la trame bleue : cours d'eau et milieux rivulaires, lacs, plans d'eau, mares … : abords majoritairement en zone N ou protégés au titre des risques d'inondation
	+	Trame graphique des "Plans d'eau et Cours d'eau à protéger" identifiés au titre du L. 151-23 du CU concernant les réservoirs biologiques SDAGE, cours d'eau classés et cours d'eau dans l'APB Ecrevisses
	+	OAP thématique "Dynamique économique" favorisant la production d'énergie photovoltaïque sur les surfaces de toiture et de stationnements et limitant la frgmentation
	+	Préservation des infrastructures agroécologiques : haies, murgers, bosquets, arbres isolés, mares, etc. au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme
	+	Identification dans l'OAP thématique "continuités écologiques" des besoins de renaturation / restauration au niveau de sites conjuguant des enjeux croisés Gemapi / urbanisme
	-	Maintien des coupures d'urbanisation hormis au niveau de l'OAP Sur Très la Ville (cf focus OAP)
	/	Maintien, réutilisation ou reconversion des téléskis dans les villages des Moussières, Lajoux, La Pesse, Le Manon
	-	Risque de fragmentation lié aux équipements et aménagements autorisés sur les pistes et remontées mécaniques du domaine skiable identifiées au titre du L.151-38 du CU mais n'y sont notamment autorisées que les clôtures démontables qui ne créent pas d'obstacle pour les skieurs, et donc pour la faune (cf focus Grand Tétras)
	-	ER pour la création de liaisons ou de passage de pistes de ski de fond
	+	Développement principalement dans l'enveloppe urbaine avec des zones AU implantées à proximité directe des centralités
	+	2/3 des extensions projetées sont localisées au sein du pole urbain, du bourg-centre ou des pôles de proximités
	+	Limitation du « mitage » de l'espace agricole en n'autorisant l'aménagement, l'extension et les annexes aux habitations existantes uniquement sous conditions en zone agricole
		Soin apporté aux franges urbaines pour leur rôle écologique et paysager (OAP sectorielles et OAP "continuités écologiques"
Développement de la trame verte dans l'espace bâti	+	Valorisation de la biodiversité et de la place du végétal au sein des aménagements urbains (traitement des espaces libres au maximum en espaces verts de pleine terre plantés de différentes strates végétales)

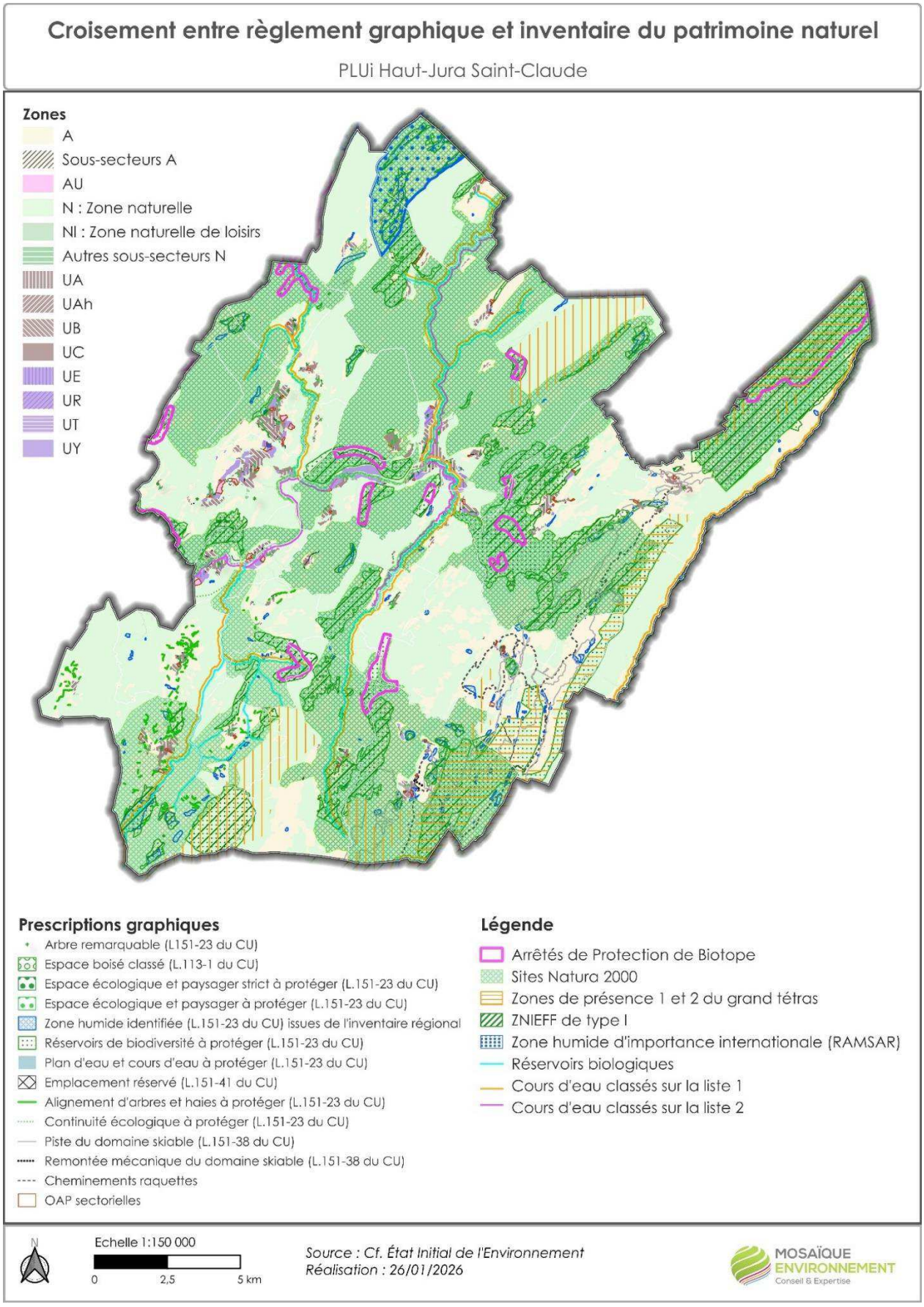
Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Développement de la trame verte dans l'espace bâti	+	Imposition d'un coefficient de pleine terre dans certaines zones : - 30% en zone UB et AUB (habitat individuel organisé) - 40% à 60% en fonction de la superficie de l'unité foncière en zone UC (habitat individuel spontané)
	-	Pas de coefficient de pleine terre imposé dans les zones d'équipement et d'activités
	+	Conservation maximale des plantations existantes dans les projets, notamment des arbres de grande ampleur (dont l'abattage ne peut être motivé que par certains critères) et maintien ou remplacement des arbres d'alignement, publics ou privés
	+	Hormis dans le secteur des Hautes-Combes (pour faciliter le déneigement), plantation des aires de stationnement extérieur de plus de 4 emplacements à raison d'1 arbre minimum pour 6 places de stationnement
	+	OAP "Dynamique écologique" en faveur de sites d'activités attractifs sur le plan environnemental
	+	Orientations et faveur de la reconversion des friches d'activités vers de l'économie, ou toute autre fonction, en assurant une part de renaturation
	+	Développement de la qualité environnementale des projets de zones d'activités économiques : encourage vivement les toitures végétalisées, traitement architectural soigné des toitures, possibilité d'y poser des panneaux solaires ou photovoltaïques si intégrés visuellement, espaces libres traités au maximum en espaces verts de pleine terre ...
	+	Dispositions concernant les modalités de plantation des arbres garantissant la reprise et la pérennité des sujets
Préservation voire développement de la biodiversité dans les aménagements	+	Liste d'essences à privilégier, ainsi que des essences allergènes et invasives à proscrire
	+	Interdiction des haies monospécifiques en zones UA, UB, UC, UR et AUB au profit des haies composées d'un mélange d'essences locales, adaptées au climat et à la biodiversité du site en zone UA
	+	Prise en compte du patrimoine naturel et de la biodiversité dans le cadre des aménagements urbains (évitement des milieux naturels remarquables ou intégration comme composante des projets, préservation des haies et arbres existants, patrimoine arboré, faune liée au bâti, enjeux liés à la pollution lumineuse...) (cf focus sur les OAP sectorielles)
	+	Plantation des espaces de pleine terre avec différentes strates végétales (arbres de grand, moyen et petit développement, arbustes, plantes herbacées, grimpantes) dès que possible
		OAP thématique "dynamique économique" développant la qualité environnementale des projets de zones d'activités avec le développement de la biodiversité (plantations de prairie fleurie, pose de nichoirs, rehaussement des clôtures pour passage petite faune...).
	- -	Pas d'interdiction de haies monospécifiques dans les zones à vocation d'activités ou d'équipements

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Conclusion	+	Le règlement du PLUi intègre les enjeux de biodiversité de manière structurée, principalement à travers des protections géographiques précises et des règles de traitement des espaces non bâtis : - protection réglementaire des réservoirs et continuités écologiques, des zones humides, des cours d'eau et plans d'eau ; - règles de gestion de la végétation et des plantations avec maintien de l'existant, notamment les arbres de grande ampleur, interdiction des haies monospécifiques , protection des alignements d'arbres et haies ; - traitement des espaces libres privilégieant les espaces verts d'un seul tenant, en favorisant la contiguïté avec les espaces végétalisés des terrains voisins pour créer des micro-corridors urbains ... - intégration des enjeux dans les OAP sectorielles. Le projet aurait toutefois pu être plus ambitieux en matière de protection / développement du végétal dans l'espace bâti avec identification de zones de jardins à protéger, mise en place de coefficients de pleine terre dans toutes les zones U ... Le principal risque d'incidences concerne le développement des activités touristiques et notamment l'aménagement du domaine skiable eu égard à la sensibilité de ces espaces (Grand Tétras notamment).

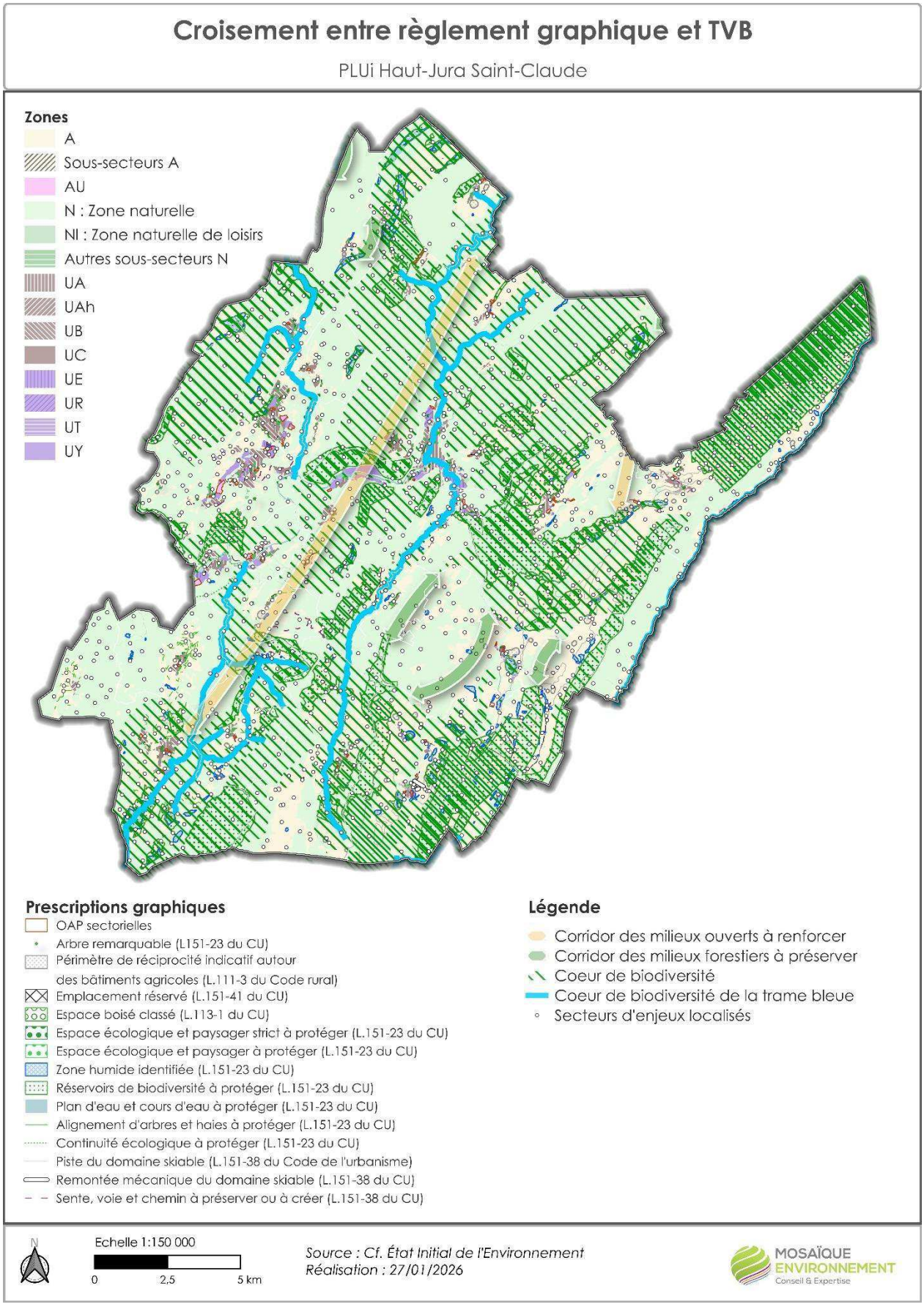
Mesures ERC proposées

Des mesures ont été intégrées chemin faisant. D'autres sont proposées en sus pour éviter, réduire ou compenser les incidences résiduelles.

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Pas d'exigence de perméabilité des clôtures (hauteur, soubassement) dans les diverses zones urbaines, même si un peu plus favorables, bien que non optimisés, en zone UE, UY, UT (grillage, haie vive) ni en zones naturelles ou agricoles	R	Dans toutes les zones, et notamment en zones N et A, prévoir que la conception et les caractéristiques des clôtures permettent la libre circulation de la petite faune par l'insertion au ras du sol d'une ouverture de l'ordre de 15 centimètres de diamètre minimum tous les 15 mètres environ. Lorsque la totalité du linéaire de clôture est inférieure à 15 mètres, un passage minimum doit être aménagé. Le choix des matériaux privilégie leur caractère durable.
Pas de coefficient de pleine terre imposé dans les zones d'équipement et d'activités	R	En zones UY, UY et UT, prévoir un coefficient de pleine terre (au moins 20% ?) Lorsque l'unité foncière dispose avant travaux d'un pourcentage de pleine terre inférieur à ce coefficient, ou si le projet ne permet pas de les atteindre, le projet doit générer l'équivalent de l'emprise au sol bâtie créée en espaces végétalisés ou perméables.
Pas d'interdiction de haies monospécifiques dans les zones à vocation d'activités ou d'équipements	R	Interdire les haies monospécifiques dans les zones à vocation d'activités ou d'équipements



Carte n°8. Croisement entre règlement graphique et inventaire du patrimoine naturel



Carte n°9. Croisement entre règlement graphique et trame verte et bleue

❖ Le PLUi permet-il une protection et une utilisation mesurée des ressources en eau ?

Synthèse des enjeux et perspectives d'évolution

Etat actuel et perspectives d'évolution sans le PLUi	Principales caractéristiques et enjeux	
Etat actuel	La préservation et la restauration des milieux aquatiques et humides	
	La sécurisation de l'alimentation en eau potable (en préservant sa qualité et sa quantité pour les besoins actuels et futurs)	
	Un développement prenant en compte le cycle de l'eau	
Evolution sans le PLUi	Pour l'assainissement collectif : réalisation progressive de travaux de mise en conformité du traitement des eaux qui devraient réduire les impacts sur les milieux récepteurs Pour l'assainissement non collectif : poursuite des contrôles et de la mise en conformité des installations Pour l'assainissement des eaux pluviales : poursuite de la mise en séparatif Pour l'eau potable : stabilité voire baisse des volumes prélevés (augmentation des besoins mais amélioration de la performance des réseaux) mais tensions possibles pour l'accès à l'eau en lien avec la raréfaction attendue des ressources liée au changement climatique Risque de déficit d'eau dans les cours d'eau en étiage et de dégradation de la qualité des cours d'eau (concentration des pollutions) notamment en contexte karstique	

Réponses apportées par le PLUi

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Préservation de la trame bleue	+	Identification des plans d'eau et cours d'eau à protéger au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme imposant notamment toute construction et extension nouvelle dans une bande de 15 mètres par rapport aux berges de Cours d'eau (réservoirs biologiques SDAGE, Cours d'eau classés et cous d'eau dans l'APB Ecrevisses), plans d'eau et des fossés existants ou à modifier. Cette distance de retrait est portée à 5 mètres dans les zones urbaines
	-	Faible largeur de recul pour permettre une réelle protection des milieux aquatiques conjuguant le maintien de son espace de bon fonctionnement
	+	Classement de leurs abords majoritairement en zones N
	+	Maintien de vastes zones N et A et préservation des haies, bosquets et boisements jouant le rôle de filtres
	+	Protection des zones humides au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme
	+	Dispositions en faveur des risques contibuant à préserver les abords des cours d'eau (cf Question évaluative correspondante)
	- -	Risque de pollution des cours d'eau lié aux rejets d'assainissement dans un contexte de réchauffement climatique et d'accentuation des assecs limitant le pouvoir de dilution

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Gestion quantitative des ressources en eau	+	Protection des zones humides qui font office d'éponges
	+	Encourage la récupération des eaux de pluie pour réduire la pression sur les ressources
	+	Gestion des eaux pluviales par infiltration sur la parcellece qui contribue à la recharge des nappes
	+	Emplacement réservé pour la création d'un réservoir d'eau pour le hameau de la Pérouse
Gestion qualitative des ressources pour l'eau potable	+	Protection des zones de sauvegarde pour l'alimentation en eau potable : 75,8% en zone A, 19,8% en zone A
	+	Protection des périmètres éloignés des captages en zones N (65% de leur superficie) et A (31%) et seulement 0,1% en zone AU
	+	Protection des sources
	- -	Stabilisation *a priori* des pressions quantitatives liée aux besoins domestiques (maintien de la population) mais contexte de raréfaction de la ressource, avec déjà des zones en tension (cf tableau ci-dessous des OAP sur les communes en tension)
	- -	Risque de pollution accidentelle des ressources lié aux activités existantes et à venir aux abords de certains captages
Assainissement	+	Création d'un emplacement réservé pour la création d'une station d'épuration à Ravilloles et 1 pour une pompe de relevage à La Pesse
	+	Gestion des eaux pluviales à la parcelle favorisant le fonctionnement des STEP en limitant les apports d'eaux claires
	+	Règles relatives à la desserte par les réseaux afin d'assurer le bon raccordement des constructions de ces dernières
	+	Obligation de raccordement aux réseaux publics, lorsqu'ils existent, permettant d'éviter les rejets polluants dans le milieu naturel, ou dispositifs individuels respectant les règles du SPANC et possibilité de basculer vers le réseau collectif lorsqu'il sera créé
	- -	Risque de pollution lié au rejets des constructions dans les diverses zones (y compris en zones N et A où autorisation des constructions, aménagements et extensions à destination agricole)
	+	Dispositifs individuels d'assainissement devant respecter les règles du SPANC afin de prévenir toute contamination des sols et des eaux et possibilité de basculer vers le réseau collectif lorsqu'il sera créé assurant une cohérence à long terme de la gestion des eaux usées.
	- -	Des ouvrages d'assainissement non conformes en collecte, équipement ou en performance
Gestion intégrée des eaux pluviales	+	Dispositions en faveur de la gestion des eaux pluviales par infiltration prioritaire prioritaire sur tout rejet au réseau ce qui contribue à la recharge des nappes
	- -	Dispositions en faveur de l'infiltration des eaux pluviales ce qui peut présenter un risque de pollutions (ou d'accentuation des risques de mouvements de terrain : cf question évaluative correspondante)

Critères évaluatifs	Effets du PLUi
Conclusion	Le règlement traduit une volonté explicite de : - préserver le fonctionnement écologique et hydraulique des cours d'eau et plans d'eau, - limiter l'artificialisation et l'imperméabilisation à proximité des milieux aquatiques, - protéger les zones humides et leurs fonctions (stockage d'eau, biodiversité, filtration), - préserver les sources et leur intégrité, - contribuer indirectement à l'atteinte du bon état écologique des masses d'eau (logique SDAGE). Ces objectifs sont mis en œuvre essentiellement à travers des prescriptions réglementaires de protection (interdictions, distances de recul, restrictions de travaux). Toutefois, les enjeux du territoire reposent sur un équilibre fragile entre quantité disponible, qualité à préserver, et organisation technique des réseaux, dans un contexte de changement climatique qui rend la ressource plus incertaine. La ressource dépend en effet en grande partie de milieux karstiques, ce qui rend les nappes et les captages très sensibles aux variations d'alimentation. Le changement climatique accentue cette fragilité : les épisodes de sécheresse plus fréquents et plus longs mettent en tension l'alimentation en eau potable, notamment en été et dans certaines zones rurales ou d'altitude. Un autre enjeu majeur concerne la vulnérabilité de la ressource aux pollutions diffuses, notamment agricoles ou liées aux activités humaines. A ce titre, le projet prévoit des développements dans des secteurs ou les dispositifs d'assainissement ne sont pas en adéquation avec les besoins de traitement. Dans ce contexte karstique, les polluants peuvent circuler rapidement vers les captages, ce qui rend la protection des zones d'alimentation et des périmètres de captage essentielle. Enfin, la gestion de l'eau potable est compliquée par la présence de nombreux petits réseaux communaux, parfois anciens, avec des pertes importantes liées aux fuites. La modernisation des infrastructures et la mise en place d'interconnexions entre réseaux deviennent donc indispensables pour sécuriser l'approvisionnement et mieux répartir la ressource entre territoires. De fait, le PLUi aura un effet négatif sur les ressources en eau eu égard aux enjeux liés à la sécurisation de l'alimentation en eau potable et d'assainissement des eaux usées.

Mesures ERC proposées

Des mesures ont été intégrées chemin faisant. D'autres sont proposées en sus pour éviter, réduire ou compenser les incidences résiduelles.

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Stabilisation *a priori* des pressions quantitatives liée aux besoins domestiques (maintien de la population) mais contexte de raréfaction de la ressource, avec déjà des zones en tension (cf tableau ci-dessous des OAP sur les communes en tension)	R	Limiter le développement dans les communes sous tension
Risque de pollution accidentelle des ressources lié aux activités existantes et à venir aux abords de certains captages	R	Prévoir un sous-secteur spécifique avec des règles strictes en matière d'assainissement (permet de protéger les captages si l'arrêté de DUP venait à être supprimé)
Risque de pollution des cours d'eau lié aux rejets d'assainissement dans un contexte de réchauffement climatique et d'accentuation des assecs limitant le pouvoir de dilution	E	Dans le règlement prévoir que l'évacuation d'eaux usées non traitées dans les rivières, les fossés ou égouts d'eaux pluviales est interdite.
Risque de pollution lié aux rejets des constructions dans les diverses zones	E	Dans le règlement prévoir que l'évacuation des effluents agricoles dans le réseau public est interdite.
	R	L'évacuation des eaux usées non domestiques (industrie, artisanat ...) dans le réseau public d'assainissement est soumise à l'obtention d'une autorisation préalable de la collectivité. L'autorisation de déversement délivrée par la collectivité peut prévoir, dans une convention spéciale de déversement, des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Elle peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de pré traitement dans les installations privées.
	E	Prévoir dans le règlement qu'en l'absence de réseau public d'assainissement ou dans l'attente de son extension, toute construction génératrice d'eaux usées ne pourra être admise que sous réserve : - des possibilités de mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement autonome conforme aux règles du SPANC et/ou inscrites dans le zonage d'assainissement ; - de l'absence de contraintes liées aux risques sanitaires et notamment au regard des règles liées aux éventuels captages d'eau potable présents sur le territoire - de leur capacité à être mis hors service et raccordés au réseau public dans les deux ans qui suivent l'arrivée de ce dernier.

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Des ouvrages d'assainissement non conformes en collecte, équipement ou en performance	E	Mettre en place une trame d'inconstructibilité pour insuffisance ou impossibilité d'assainissement collectif ou non collectif identifiant les « Secteurs avec interdiction de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général » Dans le règlement prévoir que dans les secteurs repérés au document graphique au titre des contraintes d'assainissement, les constructions nouvelles, extensions et changements de destination sont autorisés uniquement sous réserve : - de la démonstration de la capacité des réseaux et équipements publics d'assainissement collectif ; - ou, en l'absence de réseau collectif, de la réalisation d'une étude pédologique et hydrogéologique permettant de garantir la mise en œuvre d'un assainissement non collectif conforme, sans atteinte aux milieux aquatiques ni aux ressources en eau potable. En cas d'impossibilité technique ou environnementale de mise en œuvre d'un assainissement conforme, le projet est interdit.

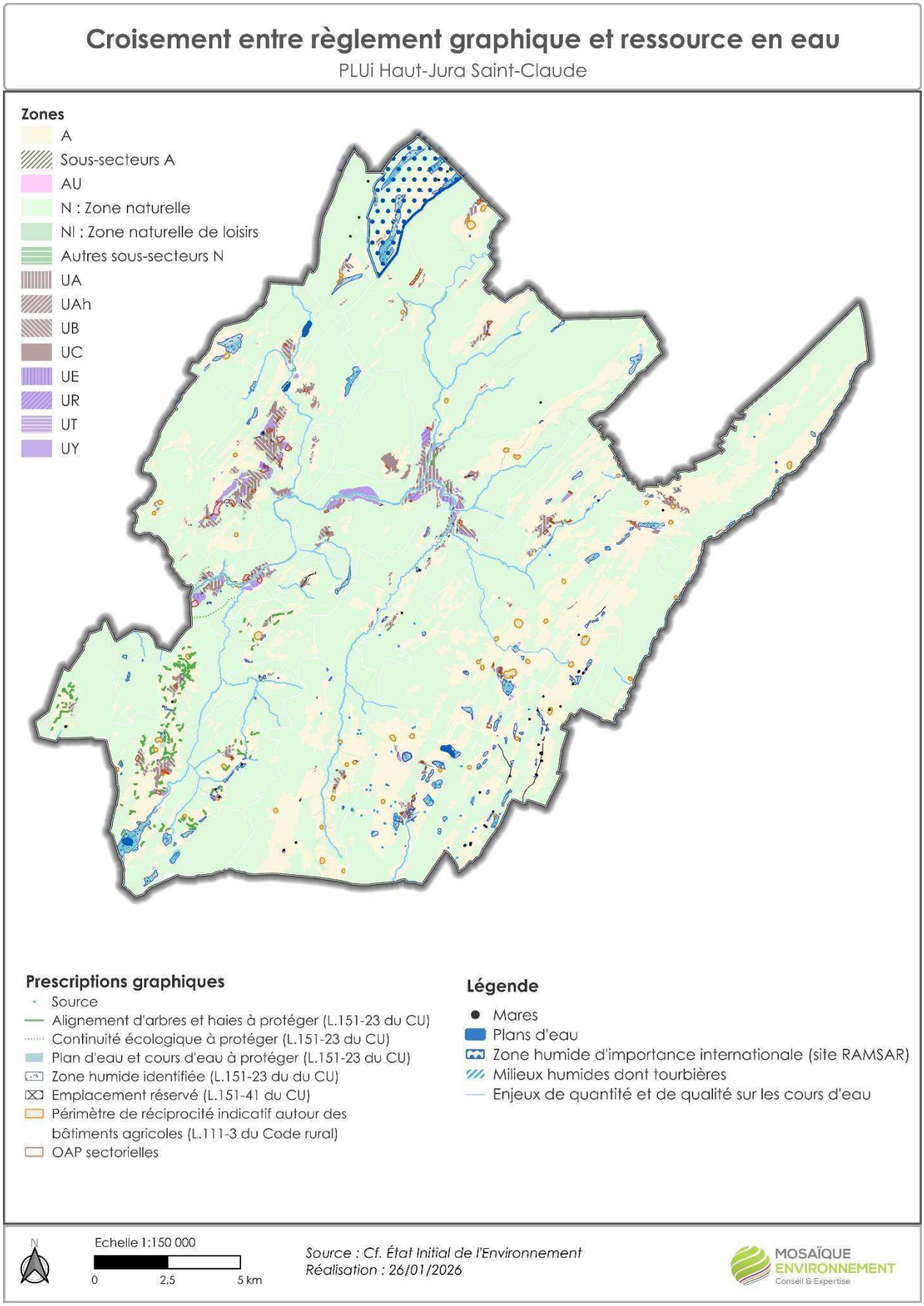
Tableau n°2. OAP sectorielles prévues sur les communes en tension pour l'eau potable

Nom du projet	Commune	Superficie	Destination
Chemin de la Chapelle	Avignon-lès-Saint-Claude	0,5 ha	Résidentiel (6 logements individuels)
Les Mouilles	Bellecombe	1,8 ha	Mixte (13 logements)
Chemin du Loup	Choux	0,4 ha	Résidentiel (4 à 6 logements)
ZA Sur le Bois	Choux	0,3 ha	Artisanat
La Madone	La Pesse	0,5 ha	Résidentiel (6 logements minimum)
Sur la Semine	La Pesse	1,2 ha	Résidentiel (15 logements réversibles)
Route des Darappes	La Pesse	0,5 ha	Résidentiel (6 logements)
Chemin du Cantou	Les Bouchoux	0,4 ha	Résidentiel (4 maisons individuelles)
Rue de Très la Ville	Les Bouchoux	0,3 ha	Résidentiel (4 logements maximum)
La Cheminée	Les Moussières	1,4 ha	Résidentiel (10 logements)
Entrée de Village	Les Moussières	0,4 ha	Résidentiel
Les Avignonets	Saint-Claude	0,7 ha	Résidentiel (20 logements)
Extension cinquétral	Saint-Claude	1,3 ha	Résidentiel (40 logements)
Chabot	Saint-Claude	0,3 ha	Résidentiel (12 logements)
Les Bourguignons	Saint-Claude	5,6 ha	Résidentiel (25 logements)
Étables	Saint-Claude	1 ha	Activités
Chaumont	Saint-Claude	0,3 ha	Résidentiel (3 logements)
Combe aux chats	Saint-Claude	0,7 ha	Résidentiel (7 logements)
Chevry	Saint-Claude	0,4 ha	Résidentiel (12 logements)
Le Grand Essart	Septmoncel-les-Molunes	0,6 ha	Activités artisanales et industrielles
Le Dîme	Septmoncel-les-Molunes	1,4 ha	Activité industrielle (polissage/sertissage)
La Fin du Pré	Septmoncel-les-Molunes	0,3 ha	Équipements (enfance, sport, jeunesse)
Au Chapy	Septmoncel-les-Molunes	0,6 ha	Résidentiel (5 logements)
Chemin des Épines	Septmoncel-les-Molunes	0,3 ha	Résidentiel (3 logements)
Route de Genève	Septmoncel-les-Molunes	0,6 ha	Résidentiel (10 logements
Au Manon	Septmoncel-les-Molunes	0,8 ha	Résidentiel (10 logements
Au verger	Villard-Saint-Sauveur	1,2 ha	Résidentiel (30 logements)

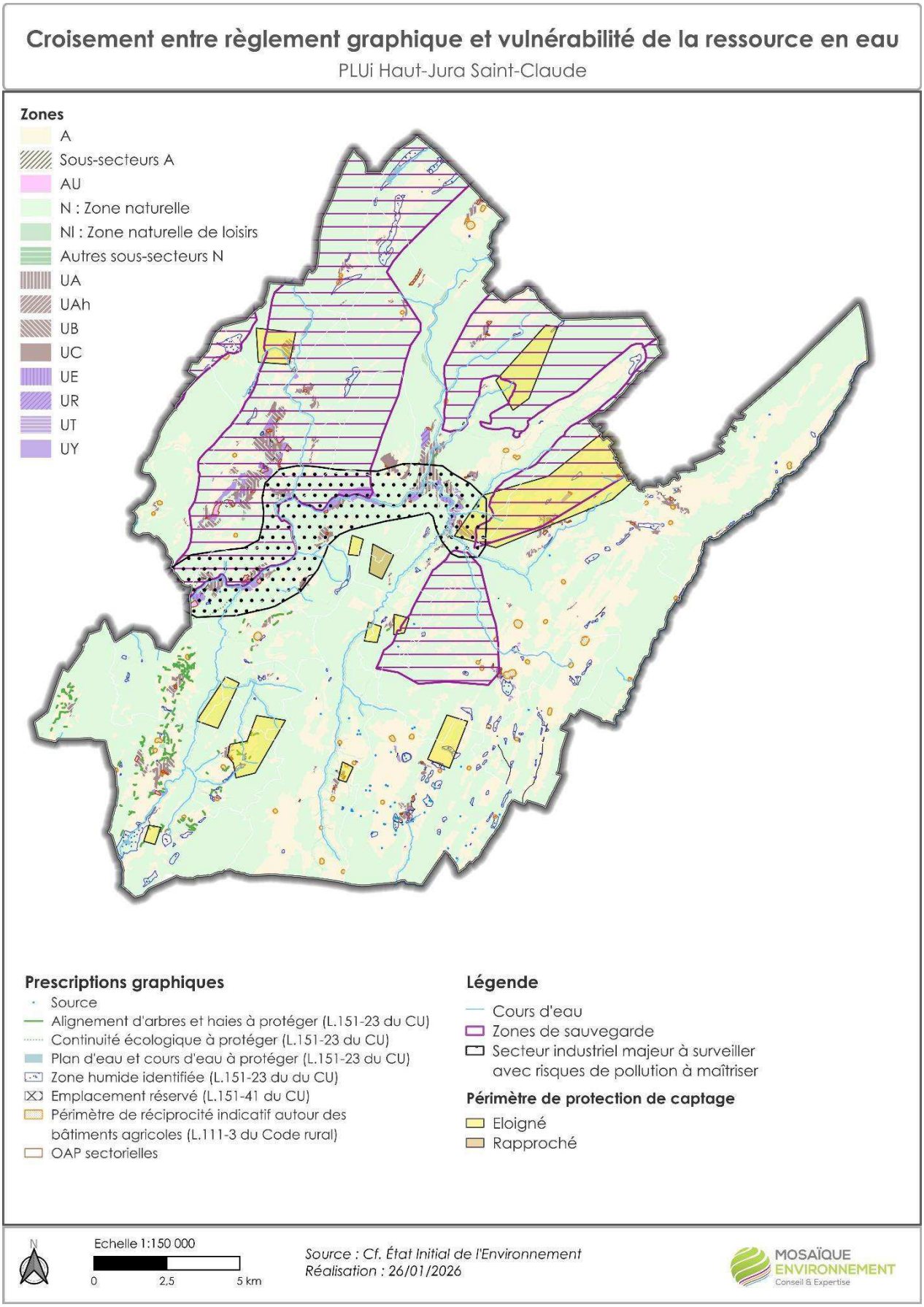
Tableau n°3. Consommation d'espace projetée par commune sur la période 2026 - 2037

Commune	Catégorie SCoT	Consommation projetée induite par le PLUi 2026 - 2037													
		En dent creuse >= 2 500 m² - Non décompté des enveloppes foncières du SCoT			En extension de l'enveloppe urbaine, classée en zone urbaine			Classée en zone à urbaniser			En STECAL (emprise au sol maximale autorisée)			Concernée par un emplacement réservé (ER générant de l'artificialisation des sols)	Total consommation ENAF projetée induite par le PLUi
		Activité	Habitat / Equipement	Total	Activité	Habitat / Equipement	Total	Activité	Habitat / Equipement	Total	Activités	Habitat / Equipement	Total		
Avignon-lès-Saint-Claude	Commune rurale								0,5	**0,5**					**0,5**
Bellecombe	Commune rurale										0,05	0,38	0,43	0,40	**0,8**
Chassal-Molinges	Pôle de proximité				1,2	1,0	**2,2**	4,9	2,5	**7,4**				0,12	**9,7**
Choux	Commune rurale				0,3		**0,3**		0,3	**0,3**					**0,6**
Coiserette	Commune rurale					0,1	**0,1**							0,24	**0,3**
Coteaux-Du-Lizon	Bourg-centre		0,3	**0,3**		0,2	**0,2**	3,0	2,1	**5,1**					**5,7**
Coyriere	Commune rurale					0,2	**0,2**								**0,2**
La Pesse	Commune rurale		1,4	**1,4**		0,8	**0,8**		0,3	**0,3**					**2,4**
La Rixouse	Commune rurale	0,3		**0,3**		0,1	**0,1**		0,9	**0,9**					**1,3**
Lajoux	Commune rurale					0,5	**0,5**		0,8	**0,8**				0,03	**1,4**
Larrivoire	Commune rurale					0,1	**0,1**								**0,1**
Lavans-lès-Saint-Claude	Bourg-centre	0,4	0,9	**1,3**	1,4	0,2	**1,5**	6,8	2,1	**8,9**	0,40	0,52	0,92	0,08	**12,8**
Les Bouchoux	Commune rurale								0,4	**0,4**	0,02		0,02	0,01	**0,4**
Les Moussieres	Commune rurale				0,2	0,8	**1,0**				0,28		0,28		**1,3**
Lescheres	Commune rurale														
Ravilloles	Commune rurale								0,5	**0,5**				1,14	**1,7**
Rogna	Commune rurale		0,3	**0,3**	0,3	0,2	**0,5**		0,4	**0,4**					**1,1**
Saint-Claude	Ville-centre	0,3	0,3	**0,6**	0,7	4,3	**4,9**		2,0	**2,0**	0,02		0,02	0,32	**7,9**
Septmoncel-les-Molunes	Pôle de proximité		1,7	**1,7**	0,3	1,5	**1,7**	1,4	1,1	**2,5**	0,03		0,03	0,48	**6,4**
Villard-Saint-Sauveur	Commune rurale		0,3	**0,3**		0,3	**0,3**		1,1	**1,1**				0,86	**2,6**
Viry	Pôle de proximité		0,7	**0,7**		0,4	**0,4**	1,6	1,7	**3,2**					**4,4**
Vulvoz	Commune rurale														
TOTAL		**1,0**	**5,9**	**6,8**	**4,2**	**10,7**	**14,9**	**17,7**	**16,6**	**34,3**	**0,8**	**0,9**	**1,7**	3,7	**61,4**

Total par catégorie de commune du SCoT	Ville-centre	**0,3**	**0,3**	**0,6**	**0,7**	**4,3**	**4,9**		**2,0**	**2,0**	**0,02**		**0,02**	**0,3**	**7,9**
	Bourg-centre	**0,4**	**1,2**	**1,6**	**1,4**	**0,4**	**1,7**	**9,8**	**4,2**	**14,0**	**0,40**	**0,52**	**0,92**	**0,1**	**18,4**
	Pôle de proximité		**2,4**	**2,4**	**1,5**	**2,9**	**4,4**	**7,9**	**5,2**	**13,1**	**0,03**		**0,03**	**0,6**	**20,5**
	Commune rurale	**0,3**	**2,0**	**2,3**	**0,7**	**3,1**	**3,8**		**5,2**	**5,2**	**0,35**	**0,38**	**0,73**	**2,7**	**14,7**
TOTAL		**1,0**	**5,9**	**6,8**	**4,2**	**10,7**	**14,9**	**17,7**	**16,6**	**34,3**	**0,8**	**0,9**	**1,7**	**3,7**	**61,4**



Carte n°10. Croisement entre règlement et ressources en eau (mares, plans d'eau, zones humides)



Carte n°11. Croisement entre règlement et vulnérabilité des ressources en eau

Le PLUi permet-il de prévenir et réduire la vulnérabilité du territoire aux risques majeurs ?

Synthèse des enjeux et perspectives d'évolution

Etat actuel et perspectives d'évolution sans le PLUi	Principales caractéristiques et enjeux	
Etat actuel	La réduction de la vulnérabilité du territoire (maîtrise de l'occupation des sols, préservation des zones d'expansion de crues).	
	L'intégration du risque comme composante de l'aménagement (dispositions constructives, limitation de l'imperméabilisation).	
Evolution sans le PLUi	Connaissance et prise en compte croissante des risques Développement progressif de solutions fondées sur la nature (exemple : désimperméabilisation) contribuant à réduire les risques (ruissellement notamment) Définition en cours des Espaces de Bon Fonctionnement (EBF) des cours d'eau Accentuation attendue des risques sous l'effet du changement climatique (précipitations plus concentrées et plus intenses)	

Réponses apportées par le PLUi

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs vulnérables	/	98,7% des secteurs du PPR mouvement de terrain et 96% des zones du PPRi en zones N ou A, 97% des zones exposées au risque RGA moyen en zones N ou A (cf tableau en annexe)
	/	Encadrement de l'urbanisation en zone d'aléas et règles différenciées suivant le niveau d'aléa (cf tableau des surfaces par type de zone en annexe)
	+	Règles relatives aux risques d'inondations et de feux de forêts
	-	Pas de référence aux autres risques naturels, notamment retrait-gonflement des argiles, mouvements de terrain, dolines ...
	+	Prise en compte des risques dans les OAP sectorielles
	+	Dans toutes les zones, autorisation des affouillements et exhaussements des sols à condition qu'ils correspondent à des aménagements hydrauliques
	+	Protection des habitations vis-à-vis des lisières de massifs boisés et forestiers avec obligation d'entretien pour limiter la propagation des éventuels feux de forêt, et faciliter l'accès des engins de lutte contre les incendies le cas échéant
	+	Chemins d'accès et voiries pour les nouvelles constructions devant permettre de satisfaire aux exigences de la sécurité de la protection civile
	/	Suppression du potentiel densifiable de certains tènements libres exposés aux risques
	/	Accroissement démographique mais implantation hors des secteurs d'aléas
	+	Réduction des risques à la source en développant le végétal dans les aménagements, en réduisant l'imperméabilisation des sols, en mettant en œuvre une gestion séparative des eaux pluviales urbaines ...

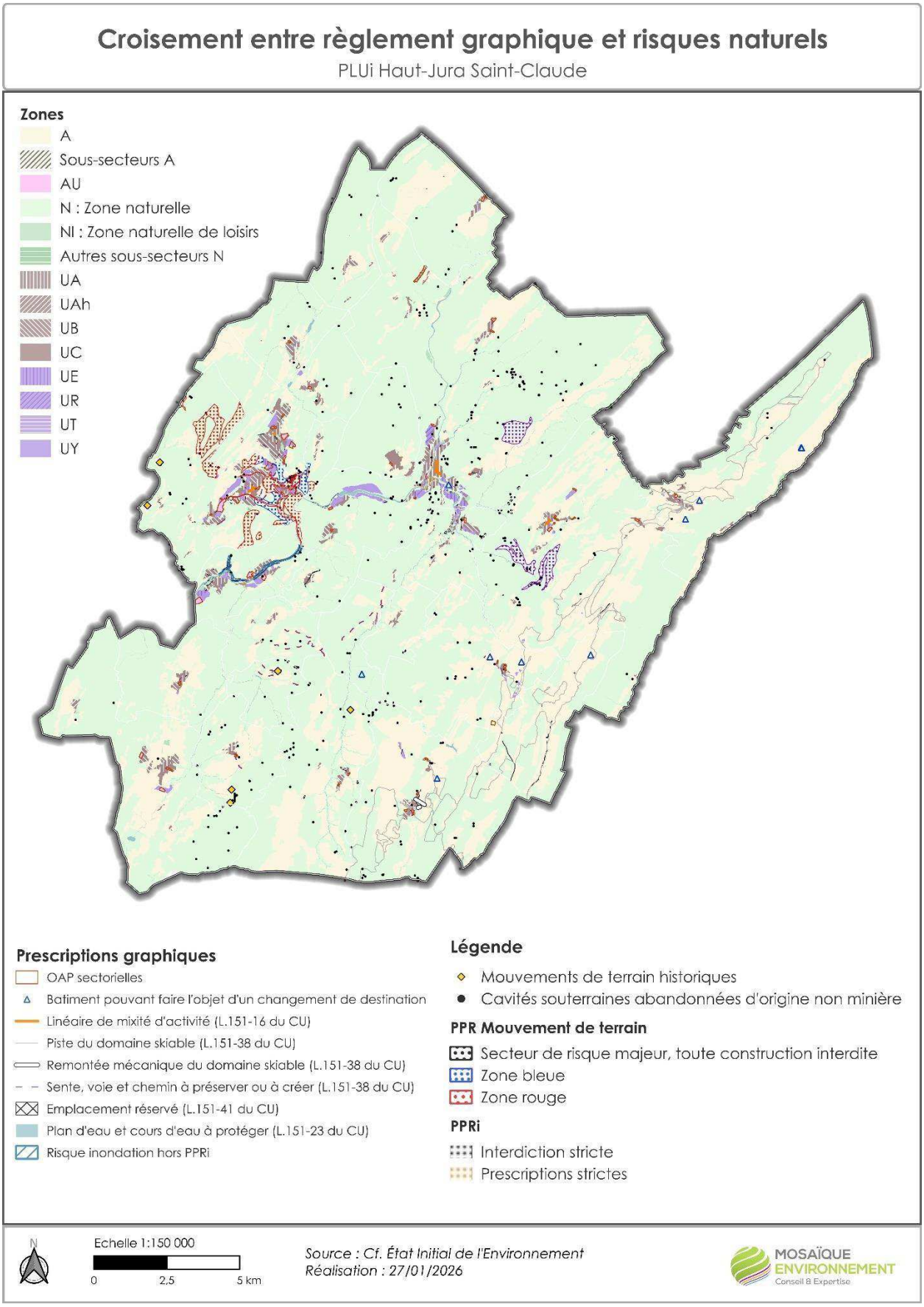
Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Réduction de la vulnérabilité du territoire aux risques naturels et maîtrise de l'occupation des sols dans les secteurs vulnérables	+	Protection des zones humides participant de la gestion des inondations
	+	Recul des contructions depuis les berges des cours d'eau
	+	Protection des trames vertes et bleues, des haies, des boisements assurant une protection contre les risques
	- -	Développement aux abords d'infrastructures routières concernées par le risque lié au Transport de Matières Dangereuses
	+	Recul des constructions par rapport aux principaux axes dans les OAP permettant de réduire leur vulnérabilité en cas d'accident TMD
Limitation de l'imperméabilisation et du ruissellement	+	Les voies créées doivent être revêtues d'un matériau drainant, sauf impossibilité technique dûment justifiée.
	+	Traitement végétalisé des espaces libres intégrant à la gestion de l'eau pluviale et s'adaptant à la nature du terrain pour répondre à des problématiques de ruissellement
	+	Prise en compte des zones humides et structures agro-écologiques dans les OAP sectorielles
	+	Sous réserve de compatibilité avec les exigences du déneigement, et hormis pour les constructions à destination « d'équipement d'intérêt collectif et services publics », traitement en faveur de la perméabilité des aires de stationnement extérieur (plantation d'arbres, revêtements ad hoc)
	+	OAP thématiques « dynamique économique » développant la qualité environnementale des projets de zones d'activités économiques (création d'espaces verts, gestion à la source et/ou à la parcelle des eaux pluviales)
	+	Favorise la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces dégradés (requalification parking des ZA, abords de la Bienne) pour réduire les risques et offrir aux habitants des espaces publics de qualité
	+	Privilégie les solutions fondées sur la nature pour agir sur l'aléa : protège les zones humides, les boisements de pente, espaces de mobilité, structures agro-écologiques…
	+	Principe de gestion sur l'assiette des opérations (infiltration et rétention)et en encourageant les toitures végétalisées (réduction du ruissellement et des risques d'inondation, soulagement des réseaux d'assainissement …) en zones UE, UY, UT et AUY
	/	Dans les autres zones, elles sont autorisées sous conditions
	+	Protection des zones agricoles et naturelles qui constituent des zones perméables
	+	Gestion alternative des eaux pluviales (noues, bassins) dans les aménagements (OAP sectorielles et OAP thématique "continuités écologiques")
	+	Orientations en faveur de la renaturation dans l'OAP thématique « continuités écologiques »
	- -	Risques d'accentuation des risques de mouvements de terrain en cas d'infiltration des eaux pluviales et d'assainissement autonome
	-	Artificialisation des sols se traduisant par une imperméabilisation susceptible d'accroître le ruissellement

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Prévention du risque incendie	+	Les chemins d'accès et voiries pour les nouvelles constructions doivent permettre de satisfaire aux exigences de la défense contre l'incendie
	+	Prend en compte les besoins d'aménagements et d'équipements pour la prévention et la lutte contre l'incendie
	+	2 ER pour équipement pour défense incendie à Lavans-les-Saint-Claude et 1 à Ravilloles
	+	Recul de 30 m ds constructions depuis les lisières forestières et recommandation d'une bande de roulement périmétrale de 4 mètres permettant l'entretien des lisières et l'accessibilité des engins de lutte contre l'incendie
Implantation d'activités à risques dans les secteurs habités	+	Maîtrise des types d'occupation et utilisations des sols autorisés dans chaque type de zone en fonction de leur vocation et interdiction des activités à risques non compatibles avec les milieux environnants
	+	Zones UY dédiées à l'accueil des activités économiques (notamment sous-secteur UYb pour les sites à dominante d'industrie) et secteur secteur UYd, pour les sites à dominante de « petite » industrie
Conclusion	+	En articulation avec les Plans de Prévention des Risques (PPR) qui s'imposent à lui, le règlement du PLUi intègre les enjeux de risques naturels et technologiques en combinant des interdictions de construire dans les zones les plus exposées et des prescriptions techniques pour sécuriser les projets autorisés : - prévention des risques naturels : le règlement identifie des secteurs « Secteurs avec interdiction de constructibilité pour des raisons de risques » (Article 1.1.3 des dispositions communes) reportés sur les documents graphiques pour protéger les personnes et les biens contre des aléas ; - interdiction des constructions et extensions nouvelles dans une bande de 15 mètres par rapport aux berges des cours d'eau (réduite à 5 mètres en zone urbaine) pour garantir la sécurité et la libre circulation des eaux - règles spécifiques aux zones humides interdisant tout aménagement qui perturberait l'équilibre hydrologique et augmenterait la vulnérabilité au risque d'inondation ; - prise en compte des risques technologiques et sanitaires : sécurisation des accès pour les secours, conditionnement de l'installation d'activités à leur compatibilité avec l'habitat ; - limitation de l'imperméabilisatio, gestion des eaux pluviales, préservatio des infrastructures agro-écologiques ... Le document utilise le zonage pour écarter l'urbanisation des zones de danger et les dispositions communes pour imposer des techniques de construction résilientes face aux contraintes du sol et de l'eau. On notera toutefois que le règlement écrit fait uniquement référence aux risques d'inondation et de feux de forêt alors que le territoire est exposé à d'autres aléas qu'il serait utile de rappeler à titre d'information et de sensibilisation.

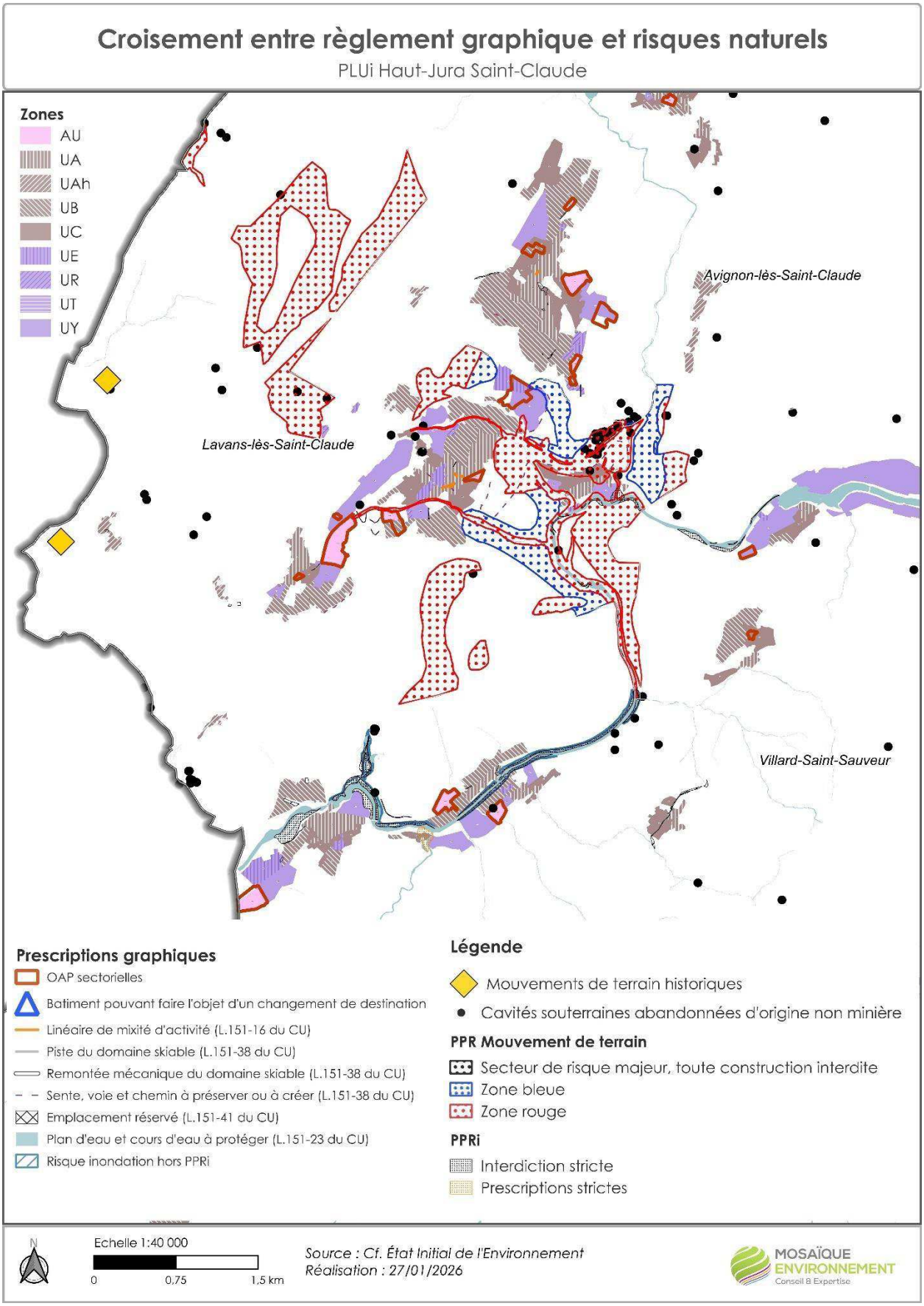
Mesures ERC proposées

Des mesures ont été intégrées chemin faisant. D'autres sont proposées en sus pour éviter, réduire ou compenser les incidences résiduelles.

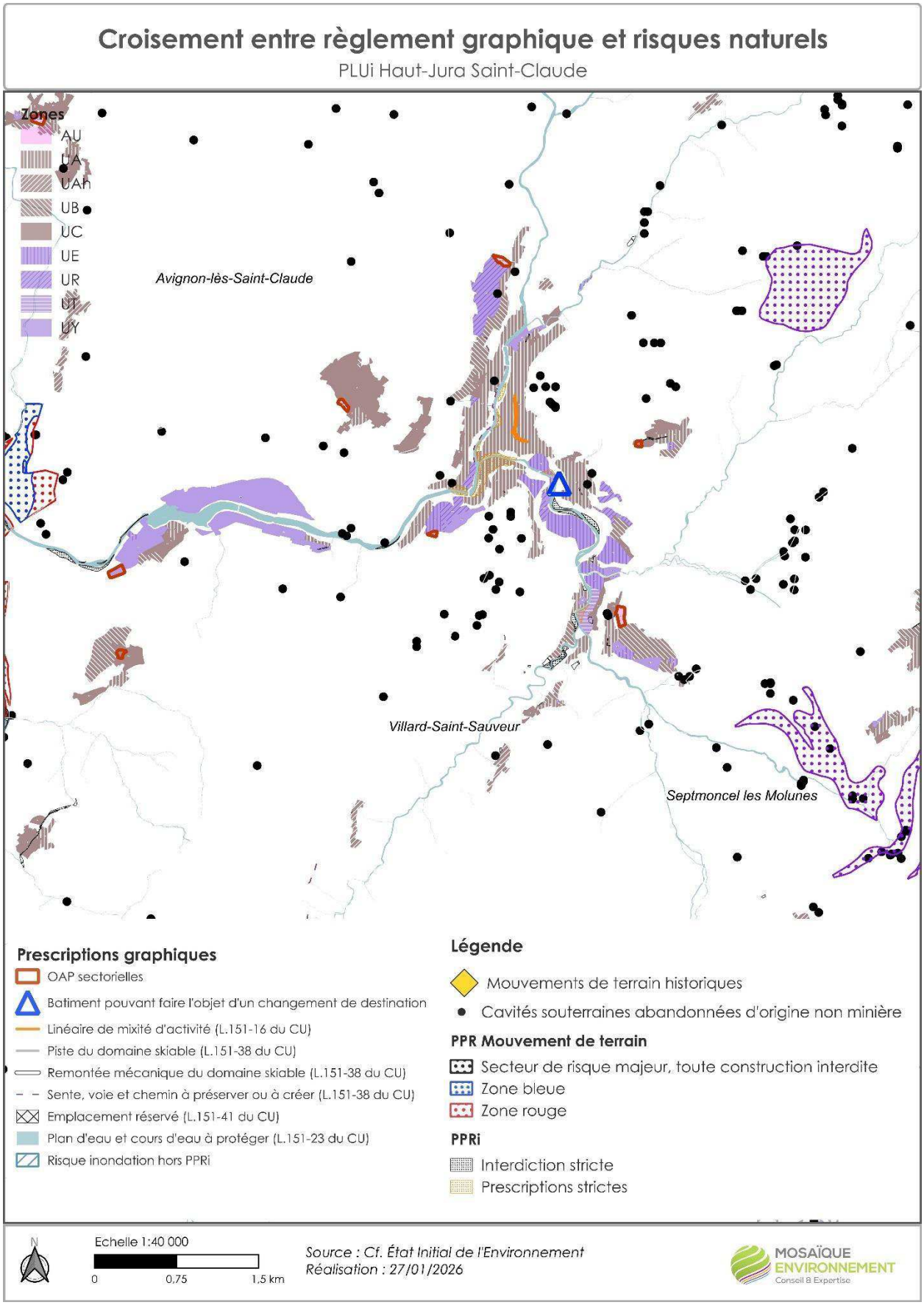
Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Pas de référence aux autres risques naturels, notamment retrait-gonflement des argiles, mouvements de terrain, dolines ...	A	En introduction ou à l'article 1 des zones concernées, rappeler que "certains fonciers sont susceptibles d'être concernés par un ou plusieurs risques naturels (et les lister) et que les possibilités d'urbanisation peuvent être soumises à des restrictions spécifiques qui s'appliquent aux projets. Le PPRi, annexé au document d'urbanisme, s'impose au PLUi : tout projet devra alors respecter les prescriptions qui y sont définies. Lorsqu'il existe plusieurs règles liées aux risques, les règles les plus contraignantes s'appliquent."
Pas de prise en compte du risque associé aux dolines	R	Citer ce risque dans les dispositions générales et ajouter une carte d'information en annexe autant que possible
Développement aux abords d'infrastructures routières concernées par le risque lié au Transport de Matières Dangereuses	R	Indiquer dans les dispositions générales du règlement que les projets situés à proximité des axes de transport de matières dangereuses identifiés doivent prendre en compte le risque associé et ne pas conduire à une augmentation significative de la vulnérabilité des personnes et des biens.
Développement aux abords d'infrastructures routières concernées par le risque lié au Transport de Matières Dangereuses	R	Au-delà des servitudes correspondant aux zones de dangers, créer, dans le plan de zonage, des secteurs d'aléa (liseré ou hachurage spécifique) indiquant : - interdictions de construire : dans les zones de danger immédiat (zones de "danger létal"), interdire toute nouvelle construction - limitation de la densité : dans les zones de "danger significatif", limiter le nombre de personnes exposées en interdisant les logements collectifs ou les établissements recevant du public (ERP).
Risques d'accentuation des risques de mouvements de terrain en cas d'infiltration des eaux pluviales et d'assainissement autonome	R	Les constructions doivent être équipées d'un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur et adapté aux caractéristiques du sol, du sous-sol et de l'environnement du terrain. Toute infiltration concentrée est interdite dans les secteurs soumis à un aléa de glissement de terrain Dans les zones soumises à un risque de glissement de terrain, peut conditionner l'autorisation d'infiltration à la fourniture d'une étude géotechnique prouvant que cela n'aggravera pas le risque.



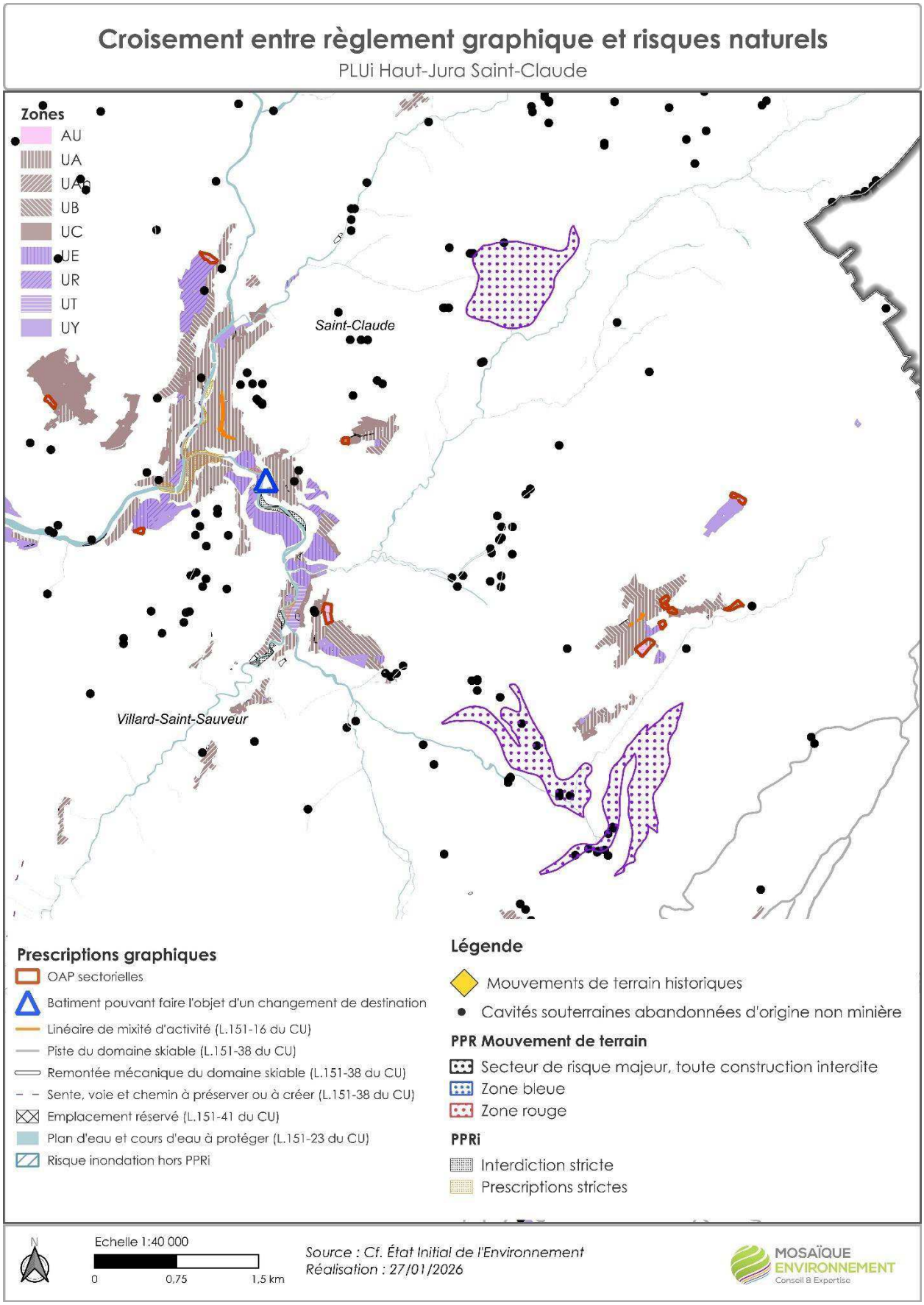
Carte n°12. Croisement entre règlement graphique et risques naturels (mouvements de terrain, cavités)



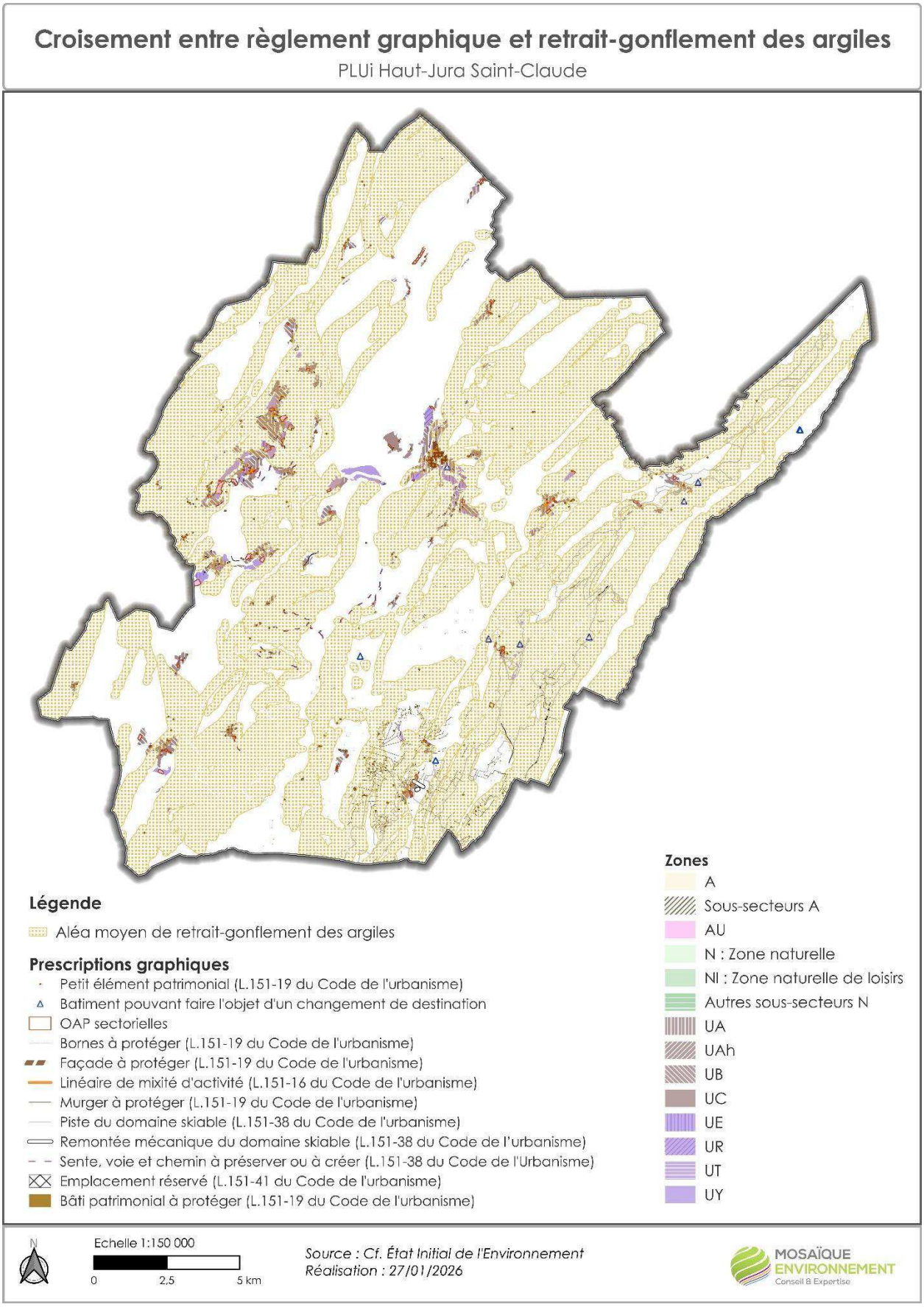
Carte n°13. Croisement entre règlement graphique et risques naturels (mouvements de terrain, cavités) – focus ouest (Lavans-les-Saint-Claude)



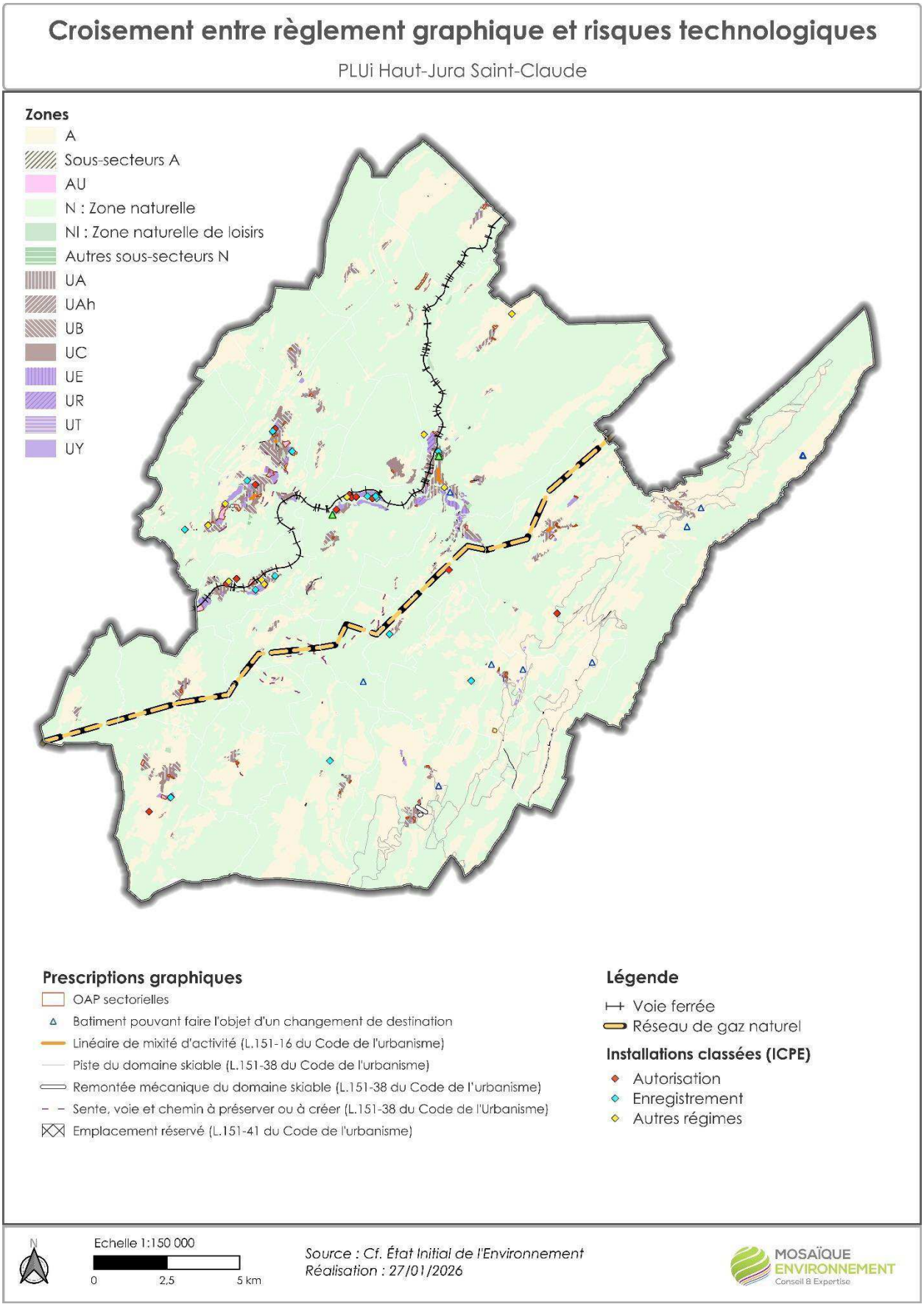
Carte n°14. Croisement entre règlement graphique et risques naturels (mouvements de terrain, cavités) – focus centre (Avignon-les-Saint-Claude)



Carte n°15. Croisement entre règlement graphique et risques naturels (mouvements de terrain, cavités) – focus est (Saint-Claude / Villard Saint Sauveur)



Carte n°16. Croisement entre règlement graphique et risque de retrait-gonflement des argiles



Carte n°17. Croisement entre règlement graphique et risque technologiques

En quoi le PLUi contribuera-t-il à l'amélioration de la santé des habitants ?

Synthèse des enjeux et perspectives d'évolution

Etat actuel et perspectives d'évolution sans le PLUi	Principales caractéristiques et enjeux	
Etat actuel ☀	Un aménagement urbain qui limite l'exposition des populations et des espaces au bruit et la préservation de zones de calme	
	L'amélioration de la qualité de l'air pour réduire l'exposition des populations	
	L'intégration de la connaissance des sites et sols pollués dans l'anticipation des projets et des changements d'usages et la reconquête de ce foncier dégradé	
	La poursuite des efforts pour réduire la production des ordures ménagères et assimilés, développer le recyclage et limiter la mise en décharge et l'incinération	
	Offrir à tous un environnement favorable à la santé et un cadre de vie de qualité	
Evolution sans le PLUi ↗	Réduction des émissions de polluants (hors ozone) grâce aux progrès industriels, à l'amélioration de la performance des véhicules thermiques et à leur substitution progressive par d'autres mobilités Accroissement attendu de l'ozone sous l'effet des fortes chaleur résultat du changement climatique Réduction progressive du bruit grâce à l'évolution de la flotte de véhicules Réductionv de la production de déchets produite par habitants et amélioration de leur valorisation Connaissance croissante des sites et sols pollués	

Réponses apportées par le PLUi

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Réduction des nuisances et pollutions associées à la circulation routière	/	Apport de nouvelles populations générant de nouvelles nuisances, mais limitation des besoins en déplacement et des nuisances et pollutions associées en favorisant la mixité fonctionnelle et les modes actifs
	+	Dans toutes les zones, autorisation des affouillements et exhaussements des sols à condition qu'ils participent à la réduction de nuisances (merlons, etc.)
	+	Marges de recul d'implantation des constructions par rapport aux voiries et emprises publiques permettant de limiter l'exposition des populations
	+	Implantations en recul des axes de circulation dans les OAP
	-	Exposition de nouvelles population au bruit liée à la densification en zone urbaine

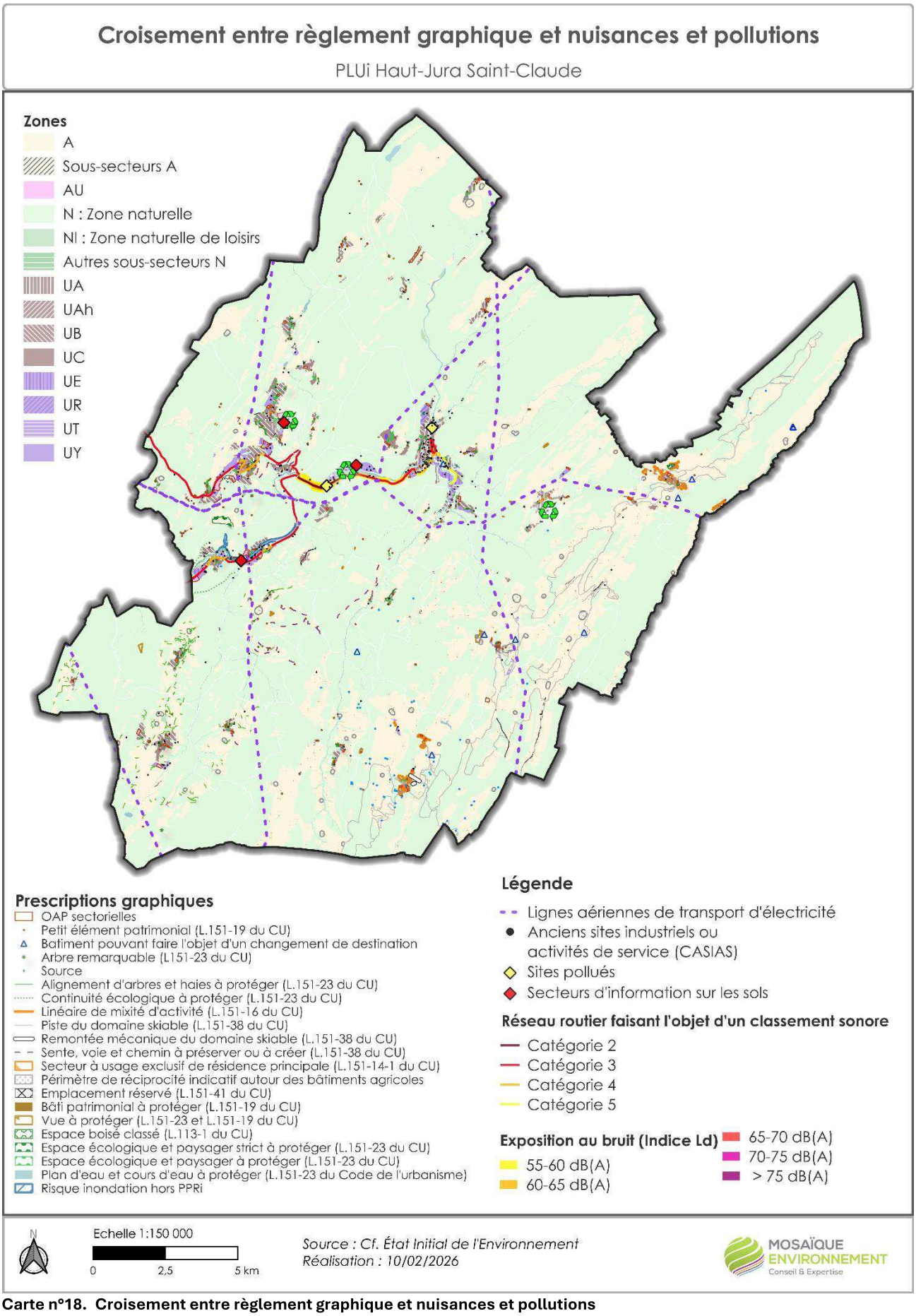
Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Réduction des pollutions et nuisances liées aux activités	+	Dans toutes les zones, protection phonique pour les éléments techniques (climatiseurs, pompes à chaleur, éoliennes à usage domestique)
	-	Encourage les installations de type récupérateur d'eau de pluie ou fosse susceptibles de favoriser la prolifération du Moustique tigre, mais orientation sur le sujet dans l'OAP "continuités écologiques"
	+	Favorise l'implantation d'entreprises industrielles, artisanales et de services par la définition de zones dédiées avec des règles adaptées aux divers types d'activités
	/	Dans toutes les zones, interdiction des installations, constructions et activités ou usages du sol susceptibles de provoquer des gênes, nuisances ou pollutions incompatibles avec la vocation de la zone ou du secteur concerné
	+	Développe la qualité environnementale des projets de ZA économiques
	+	Périmètre de réciprocité agricole imposant une distance d'éloignement de toute construction destinée à l'habitat ou des limites des zones urbanisées
	/	Préservation de vastes zones N et A constituant des zones de calme
	+	Annexe du règlement avec liste d'essences allergènes à proscrire
	/	Peu de constructions à destination d'habitat autorisées à proximité de lignes aériennes de transport d'électricité (zones N et A majoritaires)
Prise en compte des sites et sols pollués	/	Favorise l'implantation d'entreprises notamment industrielles, artisanales et de services au sein des espaces encore libres, et en reconversion des friches existantes selon les besoins exprimés sur un rapport d'opportunité.
	-	Sites et sols pollués, dont les SIS, en zones urbaines avec risques sanitaires en cas de changement d'usage
Gestion optimale des déchets	-	Apport de population générant des déchets supplémentaires mais qui restent limités au regard du développement prévu
	+	En l'absence de système de gestion collective des déchets (type conteneurs semi-enterrés) chaque logement doit disposer d'un local ou d'un emplacement permettant de soustraire les bacs aux vues depuis les espaces publics.
	+	Les chemins d'accès et voiries pour les nouvelles constructions doivent permettre de satisfaire aux exigences d'enlèvement des ordures ménagères
	+	Toute construction à vocation d'activité doit être équipée de systèmes de stockage des différentes catégories de déchets que son occupation et son activité seront susceptibles de produire
	- -	Pas d'incitation au compostage

Critères évaluatifs	Effets du PLUi
Conclusion	Le PLUi prend en compte les enjeux relatifs aux pollutions et nuisances à travers des dispositions communes et des interdictions spécifiques visant à garantir la salubrité et la sécurité publiques : - bruit et nuisances sonores : le règlement traite du bruit principalement sous l'angle des nuisances et de la compatibilité des activités : interdiction des installations, constructions ou activités susceptibles de provoquer des gênes ou des nuisances incompatibles avec la vocation d'une zone, règles d'implantation pour limiter l'impact sonore des éléments bruyants (climatiseurs, PAC ...) ; - pollution de l'air : ce sujet n'est pas traité directement mais de manière induite via les dispositions en faveur des mobilités décarbonées et de la qualité du bâti (notamment des matériaux qui influencent la qualité de l'air intérieur) ; - sites et Sols Pollués (SIS) : la gestion des sols pollués est intégrée par le biais des Servitudes d'Utilité Publique (SUP) et des règles de salubrité : - déchets : interdiction des dépôts sauvages, aménagement d'un espace ou d'un local pour accueillir les containers d'ordures ménagères et de tri pour les impasses desservant plus de deux logements, dimensionnement des voies et chemins d'accès permettant le passage des véhicules de ramassage des ordures ménagères ... En résumé, le document utilise des leviers techniques (implantation, conception bioclimatique) et organisationnels (locaux déchets, interdictions de nuisances) pour traiter ces enjeux de manière transversale sur tout le territoir

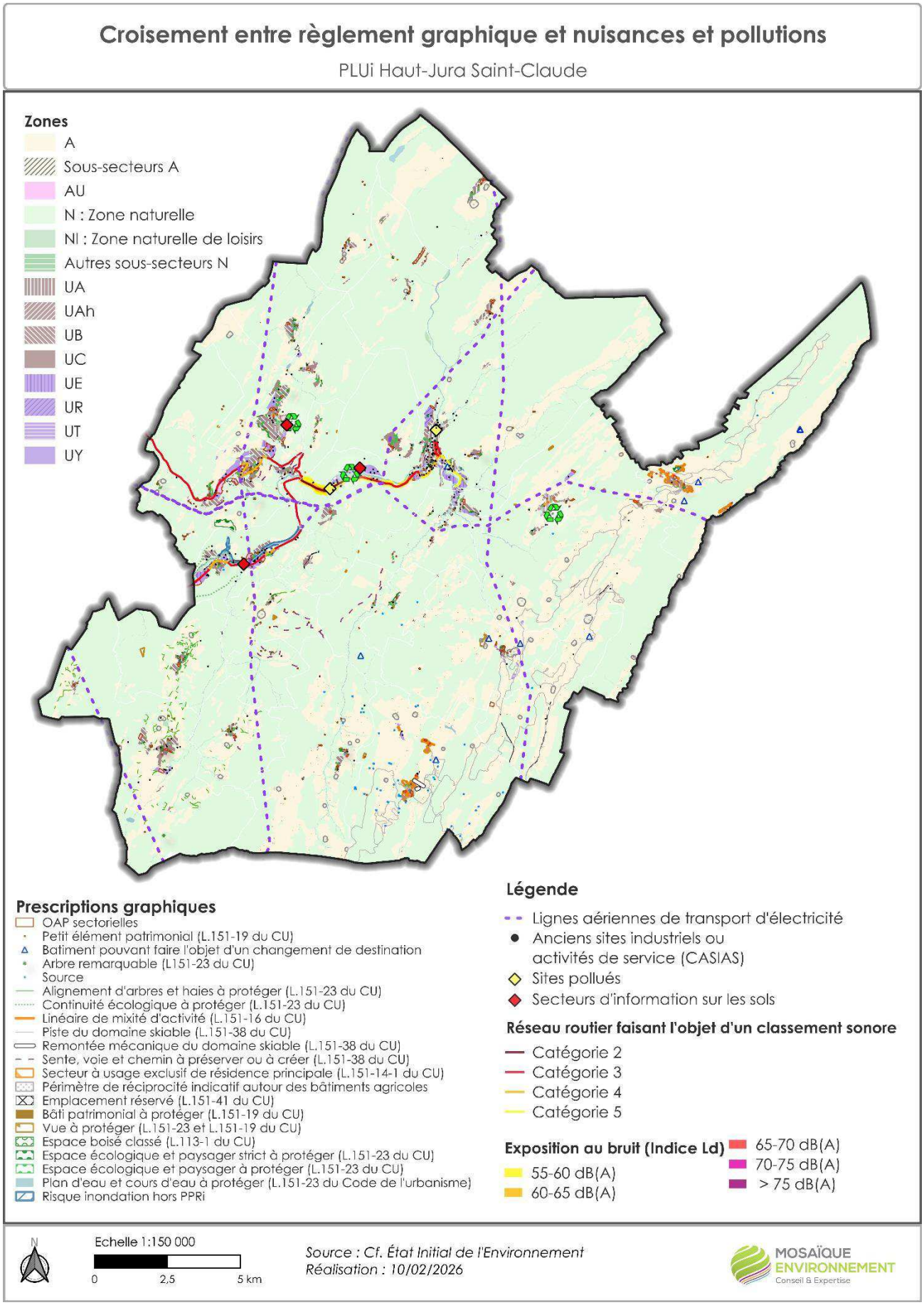
Mesures ERC proposées

Des mesures ont été intégrées chemin faisant. D'autres sont proposées en sus pour éviter, réduire ou compenser les incidences résiduelles.

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Sites et sols pollués, dont les SIS, en zones urbaines avec risques sanitaires en cas de changement d'usage	A	Reporter précisément le périmètre des SIS sur les plans de zonage pour que l'information soit accessible au premier coup d'œil lors d'une demande de certificat d'urbanisme. On utilise généralement un figuré spécifique (hachures orange ou violettes, ou un liseré épais) pour identifier les parcelles concernées. Identifier le périmètre avec une mention type "SIS n°..." renvoyant directement à la fiche détaillée en annexe.
Pas d'incitation au compostage	R	Dans les zones U, et notamment UR, prévoir que toute opération d'aménagement d'ensemble comportant des habitations, doit comprendre un ou plusieurs espaces dédiés au compostage, intégrés à l'espace de pleine terre lorsque celui-ci est supérieur à 15% de la surface de l'opération. Ces espaces de compostage peuvent être collectifs ou intégrés à chaque lot issu de l'opération



Carte n°18. Croisement entre règlement graphique et nuisances et pollutions



Carte n°19. Croisement entre règlement graphique et risque technologiques

En quoi le PLUi favorise-t-il la réduction des consommations d'énergie et des émissions de GES et l'adaptation du territoire au changement climatique ?

Synthèse des enjeux et perspectives d'évolution

Etat actuel et perspectives d'évolution sans le PLUi	Principales caractéristiques et enjeux	
Etat actuel	La réduction des dépenses énergétiques liées aux déplacements	
	La promotion de la sobriété et de l'efficacité énergétique du bâti	
	Le développement des énergies renouvelables en cohérence avec les autres enjeux	
	Le maintien voire l'augmentation du potentiel de séquestration de carbone	
Evolution sans le PLUi	Une augmentation des besoins en énergie en lien avec l'augmentation des températures et le besoin de rafraîchissement Une réduction progressive des émissions de GES pour s'inscrire dans la trajectoire de neutralité carbone à horizon 2050 Un ralentissement, voire une stabilisation du potentiel de stockage carbone grâce à la moindre consommation et artificialisation d 'ENAF liée au ZAN Une dynamique de développement des énergies renouvelables soutenue par la définition des Zones d'Accélérations des EnR Le PCAET en cours d'élaboration Un accroissement de la vulnérabilité au changement climatique	

Réponses apportées par le PLUi

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au bâti	+	Autorisation des toits-terrasses contribuant à la performance énergétique ou à la lutte contre les émissions de gaz à effet de serre
	+	Favorise la sobriété énergétique des logements et du bâti tertiaire en permettant l'adaptation du bâti (y compris patrimonial) aux solutions techniques de rénovation performantes
	+	Favorise les solutions constructives permettant une meilleure performance énergétique des constructions neuves (isolation par l'extérieur, bioclimatisme)
	+	Admission de solutions architecturales contemporaines sous réserve qu'elles contribuent à la performance énergétique et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre en zone UA
	+	En zone UB, règles d'implantation de constructions sur une même unité foncière contribuant à limiter les effets de masque solaire
	+	Autorisation de matériaux biosourcés pour le traitement des façades (pierre, bois) en zone UE, A et N

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au secteur des transports	+	Autorisation des toitures terrasses dans de nombreuses zones, qui contribuent, notamment lorsqu'elles sont végétaliséesn, à l'amélioration de l'isolation thermique et à la réduction des consommations d'énergie
	+	Règles concernant les distances de retrait entre 2 constructions sur un même terrain visant à prendre en compte la présence d'ouvertures éclairant des pièces et à conserver suffisamment d'espace et de lumière pour des constructions situées en vis-à-vis
	+	Règlement et OAP thématique pour des sites d'activités attractifs sur le plan architectural et environnemental : performance énergétique du bâti
	+	Réduction de l'empreinte carbone du territoire en privilégiant le renouvellement urbain, la mixité fonctionnelle des formes urbaines, le recours aux matériaux biosourcés
	-	Ne prévoit pas de périmètre prioritaire de réseau de chaleur
	+	Dans toutes les zones, application des principes du bioclimatisme
	+	Orientations communes à toutes les OAP sectorielles pour limiter les dépenses énergétiques et améliorer le confort thermique des logements et limiter l'empreinte des constructions (utilisation de matériaux biosourcés ou géosourcés)
	-	Identification du bâti patrimonial au titre du L. 151-19 du Code de l'urbanisme interdisant les travaux d'isolation par l'extérieur
	/	Développement prévu générant des besoins énergétiques supplémentaires mais l'évolution sera peu significative d'autant que les nouvelles constructions seront plus performantes
	+	Inscription du développement dans une logique de proximité vis-à-vis des bourgs, services et équipements ce qui contribuera à la diminution des besoins en déplacements donc aux émissions de GES du trafic routier
	+	Poursuite des actions en faveur des quartiers prioritaires : Chabot Miroir, Les Avignonnets) dans un objectif de mixité sociale et fonctionnelle (cf focus OAP)
	+	Raccordement obligatoire aux réseaux de communication électronique ou numérique dès lors qu'ils existent ce qui contibue à limiter les déplacements
		OAP thématique « Dynamique économique » visant à généraliser l'installation de bornes de recharges pour voitures et vélos électriques, véhicules utilitaires légers et poids-lourds à énergie décarbonée (électrique, hydrogène…) et à intégrer le développement des transports en commun, de covoiturage ou de mobilités douces
	+	Identification des sentes, voies et chemins à préserver ou à créer au titre du L. 151-38 du Code de l'urbanisme favorisant les modes actifs
	+	Voies créées devant intégrer les aménagements nécessaires à garantir les circulations douces.
	+	OAP thématique « Activité touristique » avec des orientations encourageant les mobilités douces, la multimodalité, le développement des solutions en

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Réduction des consommations énergétiques et des émissions de GES associées au secteur des transports		transports en commun et notamment la création de navettes entre les différents ensembles du territoire et le maintien et développement des solutions ferroviaires existantes
	+	OAP thématique « Dynamique économique » avec des orientations en faveur des cheminements piétons et cyclables dédiés et sécurisés
	+	Plusieurs emplacements réservés permettent le développement de nouvelles liaisons piétonnes sur le territoire
	+	Soutien de la diversification des productions agricoles en faveur des circuits courts et dela vente directe
	+	Des OAP sectorielles prévoyant la préservation / réalisation de cheminements piétons
	- -	Pas d'encadrement des besoins en stationnement pour les voitures ce qui tend à favoriser la place de la voiture, et pas de fixation de seuils minimum de stationnement vélo, notamment dans la centralité structurantes, les zones économiques et d'équipements
Développement des énergies renouvelables	+	Pour toutes les OAP sectorielles, orientation commune visant à favoriser le déploiement de dispositifs de production d'énergies renouvelables
	-	Pas d'incitation à l'installation d'ombrières sur les aires de stationnement
	+	En zones A et N autorisation des constructions à la sous-destination « locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés » recouvrant, entre autres les constructions industrielles concourant à la production d'énergie
	+	Autorisation des toits-terrasses pouvant être le support de panneaux solaires
	+	STECAL N*lav1 pour un projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au lieudit « Vers la Pratz » à Lavans-lès-Saint-Claude
Développement des énergies renouvelables	+	OAP "Dynamique économique" encourageant le développement des énergies renouvelables
	+	Dispositions générales en faveur de la réhabilitation énergétique des constructions existantes et du recours aux énergies renouvelables (panneaux solaires, géothermie…) pour leur fonctionnement
Développement de formes urbaines favorisant l'adaptation au changement climatique	+	Annexe du règlement écrit avec liste des essences à privilégier ou à proscrire susceptible d'évoluer notamment au regard des changements climatiques ou de crise sanitaire
	+	Autorisation des toitures terrasses végétalisées ce qui contribue à limiter les phénomènes d'îlots de chaleur
	+	Intégration des principes de l'architecture bioclimatique pour les constructions (orientation, dimensions des surfaces vitrées et baies …) pour le confort d'été et d'hiver
	+	Maintien de vastes zones A et N constituant des puits de carbone (notamment les forêts, zones humides et prairies)
	+	Protection de la trame verte et bleue et de son potentiel de rafraichissement

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Développement de formes urbaines favorisant l'adaptation au changement climatique	+	Dans toutes les zones traitement végétalisé des espaces libres visant une amélioration du confort thermique du bâti
	+	Gestion alternative du pluvial contribuant à l'adaptation du territoire au changement climatique
	+	Incitation à privilégier les essences locales pour les plantations
	-	La densification peut se traduire par un accroissement des phénomènes d'îlots de chaleur mais la végétalisation prévue devrait les limiter
Conclusion	+	Le règlement prend très bien en compte les enjeux énergétiques et climatiques, via des prescriptions directes dans le règlement écrit, applicables à toutes les zones : - Intégration explicite de la performance énergétique dans les règles écrites : impose des principes d'architecture bioclimatique (adaptation des vitrages selon l'exposition solaire), réhabilitations devant viser une amélioration significative des performances énergétiques, favorise le recours aux énergies renouvelables (solaire, géothermie…), exigences renforcées pouvant aller jusqu'à des bâtiments à énergie positive pour les équipements publics - prise en compte de l'adaptation climatique : prévoit explicitement le confort d'été et d'hiver, en imposant des protections solaires extérieures (casquettes, auvents, brise-soleil, débords de toit…), des baies ouvrantes, priorité donnée aux solutions passives (avant les systèmes techniques) - dispositions facilitant l'isolation thermique : autorise une minoration des retraits (jusqu'à 30 cm) pour permettre l'isolation thermique par l'extérieur, si cela permet de respecter la RE2020 - énergies renouvelables : permet leur développement tout en l'encadrant pour prendre en compte les enjeux paysagers - végétalisation et gestion des eaux : impose un traitement paysager des espaces libres visant la gestion des eaux pluviales, la prise en compte du ruissellement, le renforcement de la biodiversité, et surtout l'amélioration du confort thermique du bâti. Il impose aussi la conservation des plantations existantes et encourage la diversité végétale, en précisant que les listes d'essences peuvent évoluer "au regard des changements climatiques"; - mobilité : favorise un développement de courte distance, encourage le développement des modes actifs et alternatifs.

Mesures ERC proposées

Des mesures ont été intégrées chemin faisant. D'autres sont proposées en sus pour éviter, réduire ou compenser les incidences résiduelles.

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Ne prévoit pas de périmètre prioritaire de réseau de chaleur	A	Définir des périmètres de développement prioritaire d'un réseau de chaleur (notamment à Saint-Claude) et prévoir que les opérations de renouvellement et de développement urbain présentes dans ces périmètres soient raccordée au réseau de chaleur considéré

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Pas d'encadrement des besoins en stationnement pour les voitures ce qui tend à favoriser la place de la voiture, et pas de fixation de seuils minimum de stationnement vélo, notamment dans la centralité structurantes, les zones économiques et d'équipements	R	Fixer des seuils maximaux de places de stationnement pour les véhicules par type de zone et des seuils minimaux pour les stationnements vélos
Pas d'incitation à l'installation d'ombrières sur les aires de stationnement	A	Rappeler l'article L.152-5 du CU permettant de déroger aux règles du PLUi pour l'installation d'ombrières dotées de procédés de production d'énergies renouvelables situées sur des aires de stationnement
La densification peut se traduire par un accroissement des phénomènes d'îlots de chaleur	R	Dans le règlement écrit prévoir que : « Sous réserve d'une insertion harmonieuse dans le cadre bâti environnant, l'utilisation de matériaux ou de revêtements à faible absorption du rayonnement solaire et de couleur claire, ainsi que la végétalisation des façades, lorsque cette dernière est adaptée, sont à privilégier afin de concourir à la limitation des phénomènes d'ilot de chaleur ».

4.3.2. Focus évaluatifs à l'échelle de secteurs / thématiques à enjeux

L'évaluation environnementale à l'échelle de l'intercommunalité a permis, dans le cadre de la démarche itérative mise en œuvre, de mettre en œuvre la séquence Eviter/Réduire/Compenser (ERC) qui a amené les élus à supprimer certains secteurs de projets ou à les adapter. Ceci étant, l'ouverture à l'urbanisation de certains secteurs de développement retenus est susceptible d'avoir des effets négatifs et égard à la sensibilité des sites concernés et/ou à la nature des projets autorisés.

Des focus spécifiques ont ainsi été faits afin de vérifier les risques d'incidences et de proposer, en tant de besoin, des mesures adaptées pour éviter, réduire voire compenser en tant que de besoin les incidences résiduelles.

❖ **Les enjeux liés au Grand Tétras**

Le Grand Tétras, communément appelé « coq de bruyère » est le plus gros oiseau des forêts d'Europe. Il est présent en France dans les massifs des Vosges, du Jura, des Pyrénées et une population relictuelle provenant de réintroduction subsiste dans les Cévennes. Il a besoin, pour son cycle de vie, d'une mosaïque de forêts et de milieux ouverts présentant une strate herbacée bien développée, où la structure de la végétation est très diversifiée : tourbières, clairières, trouées forestières … lui procurant nourriture et abri contre les prédateurs.

Depuis une trentaine d'années, ses effectifs régressent de manière continue sur le territoire national, et son aire de répartition a fortement diminué, en particulier dans les Vosges et le Jura. L'espèce a même disparu des Alpes en 2000. Elle a été classée dans la catégorie « vulnérable » selon la liste rouge nationale des oiseaux nicheurs de France métropolitaine, établie par le comité français de l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature et le Muséum National d'Histoire Naturelle.

Cette régression marquée des populations de Grand Tétras est due principalement aux modifications et à la fragmentation de son habitat, aux dérangements causés par les activités humaines, aux pertes d'individus adultes et aux changements climatiques globaux pouvant influencer le succès de sa reproduction.

LE SAVIEZ-VOUS?

Le Groupe Tétras Jura (GTJ) est une association créée en 1991 dans le but de localiser les individus présents sur le territoire et d'en apprendre davantage sur leur biologie et leur écologie.

Le GTJ s'est progressivement orienté vers une approche plus globale pour l'étude et la protection de la biodiversité des forêts d'altitude du massif jurassien dans son ensemble. Ses missions principales s'organisent autour de trois grands axes :

- l'amélioration des connaissances grâce à des suivis scientifiques,
- la sensibilisation et la communication à destination de différents publics,
- l'expertise et la formation dédiées aux professionnels.

Sa préservation dans un PLU(i), particulièrement dans un territoire de montagne comme le Haut-Jura, repose sur la mise en place de zones de protection strictes et de règles visant à garantir la quiétude et la qualité des habitats de l'espèce.

Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Protection l'habitat du Grand Tétras	+	Classement des secteurs de nidification et de nourrissage en zone naturelle (N)
	+	Prescriptions renforcées au titre de l'article L. 151-23 du CU dans les secteurs identifiés comme réservoirs de biodiversité où toute nouvelle construction, installation ou extension est interdite
	+	Dans les réservoirs de biodiversité la création ou l'élargissement de pistes ou accès motorisés, sources de dérangement sont interdites

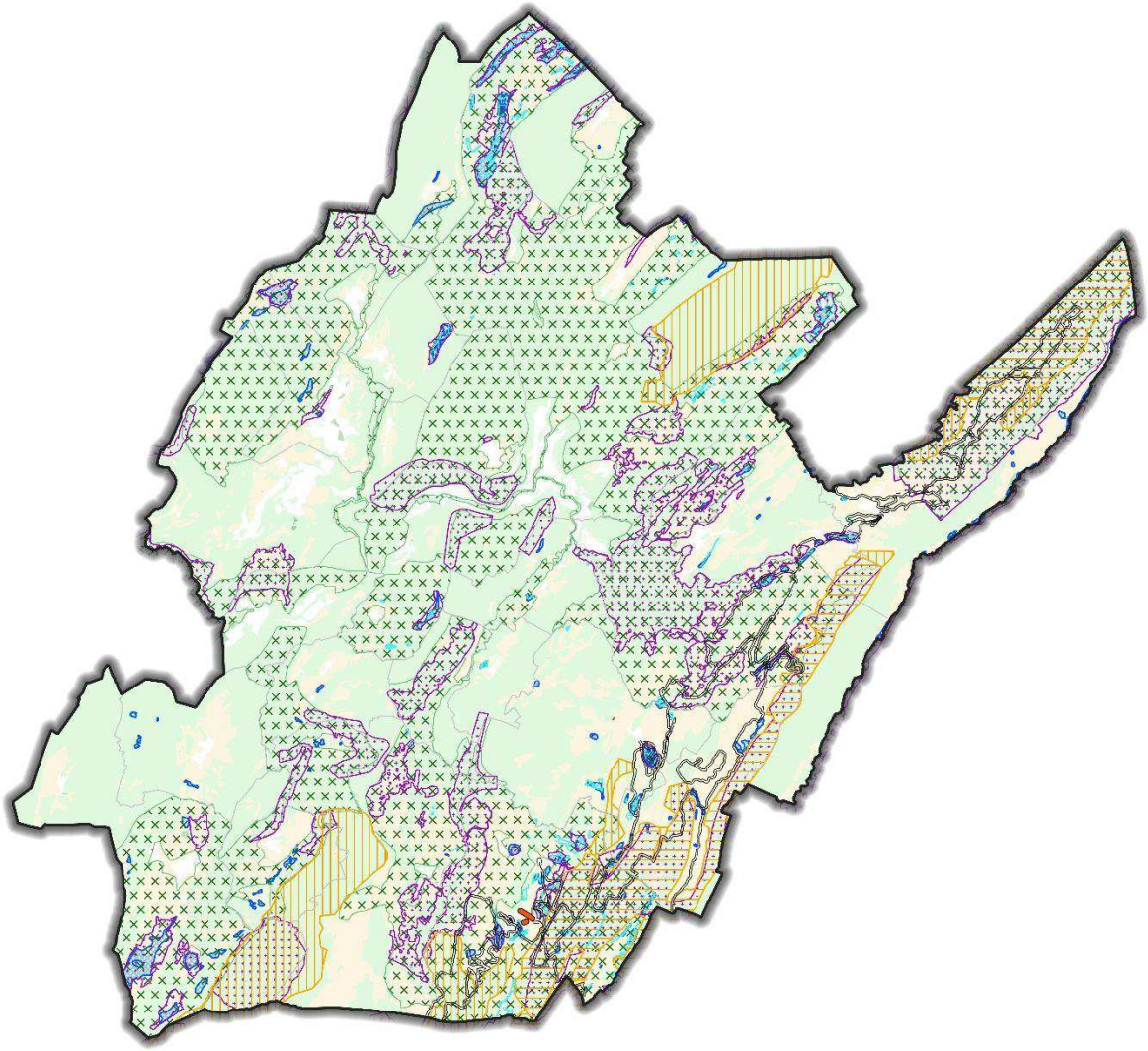
Critères évaluatifs	Effets du PLUi	
Protection l'habitat du Grand Tétras	-	Limitation des travaux forestiers : interdiction des affouillements, exhaussements de sols et coupes rases, sauf s'ils s'inscrivent dans un plan de gestion (ONF, communes) sans préciser également les plans de gestion visant à restaurer les habitats naturels de l'espèce
	+	Protection des zones humides dont le Grand Tétras fréquente souvent les abords pour se nourrir : interdiction de toute modification (remblais, drainage)
	+	Impose l'tilisation d'essences locales adaptées au climat et à la biodiversité du site imposée, favorisant la présence de ressources alimentaires (baies, aiguilles).
	--	Pistes et remontées mécaniques du domaine skiable identifiées au titre du L.151-38 du Code de l'urbanisme concernant pour partie des secteurs patrimoniaux avec des risques de dégradation des milieux /dérangement des espèces sensibles
Préservation de la quiétude des espèces patrimoniales	+	Dans les réservoirs de biodiversité, la réhabilitation, l'extension ou le changement de destination des bâtiments existants repérés par le document d'urbanisme sont autorisés dans la mesure où ils ne compromettent pas la qualité et la fonctionnalité des milieux, habitats et la quiétude des espèces
	+	Protection des lisières : maintien d'une « mosaïque paysagère » alternant milieux ouverts et fermés, essentielle pour le cycle de vie de l'oiseau
Réduction des risques de collision avec le Grand Tétras	+	Autorisation uniquement des clôtures démontables, avant et durant toute la saison d'ouverture du domaine skiable qui ne créent pas d'obstacle pour les skieurs (et donc pour la faune) sur le linéaire des « pistes du domaine skiable » et « remontées mécaniques du domaine skiable » identifiés au titre du L. 151-38 du Code de l'urbanisme
	+	En zones A et N les clôtures ne sont pas obligatoires et ne doivent pas entraver les perspectives sur les paysages ouverts
	--	En zone A et N les clôtures seront constituées préférentiellement de murets en pierre, ou à défaut de dispositifs ajourés (bois, métal, grillage discret) doublés d'une haie vive ce qui n'est pas favorable à l'espèce
	+	Orientations dans l'OAP thématique "continuités écologiques" pour équiper les câbles de dispositifs visuels (flotteurs) dans les zones de remontées mécaniques afin d'éviter les collisions en vol
Conclusion	+	Le PLUi Haut-Jura Saint-Claude contient des prescriptions très concrètes pour la préservation des habitats de la faune sauvage, et plus spécifiquement pour maintenir la quiétude et la fonctionnalité des milieux forestiers où vit le Grand Tétras.

Tableau n°4. Zonage concernant les zones de présence du Grand Tétras

Type de secteur	Zonage	Surface en ha	Surface en en %
Zone de présence 1 du Grand Tétras	A	267,626	A : 13%
	A*be8	0,024	
	A*be9	0,006	
	N	1734,322	N : 87%
	N*be1	0,008	
	N*be2	0,025	
Zone de présence 2 du Grand Tétras	A	53,924	A : 2,3%
	A*be6	0,046	
	N	2308,399	N : 97,7%

Croisement entre le règlement graphique et les zones favorables au Grand Tétras

PLUi Haut-Jura Saint-Claude



Légende

- Zone de présence 1 du grand tétras
- Zone de présence 2 du grand tétras
- Réservoirs de biodiversité majeurs multi-trames (APPB, ZNIEFF1, Sites CEN, Sites classés et inscrits, RNN et ENS)
- Réservoirs de biodiversité complémentaires multi-trames (notamment sites Natura 2000)
- Milieux humides issus de l'inventaire régional
- Milieux humides issus des cartographies d'habitats des sites Natura 2000

Prescriptions graphiques

- Piste du domaine skiable (L.151-38 du CU)
- Remontée mécanique du domaine skiable (L.151-38 du CU)

Zones

- A
- Sous-secteurs A
- N : Zone naturelle
- Nl : Zone naturelle de loisirs
- Autres sous-secteurs N

N

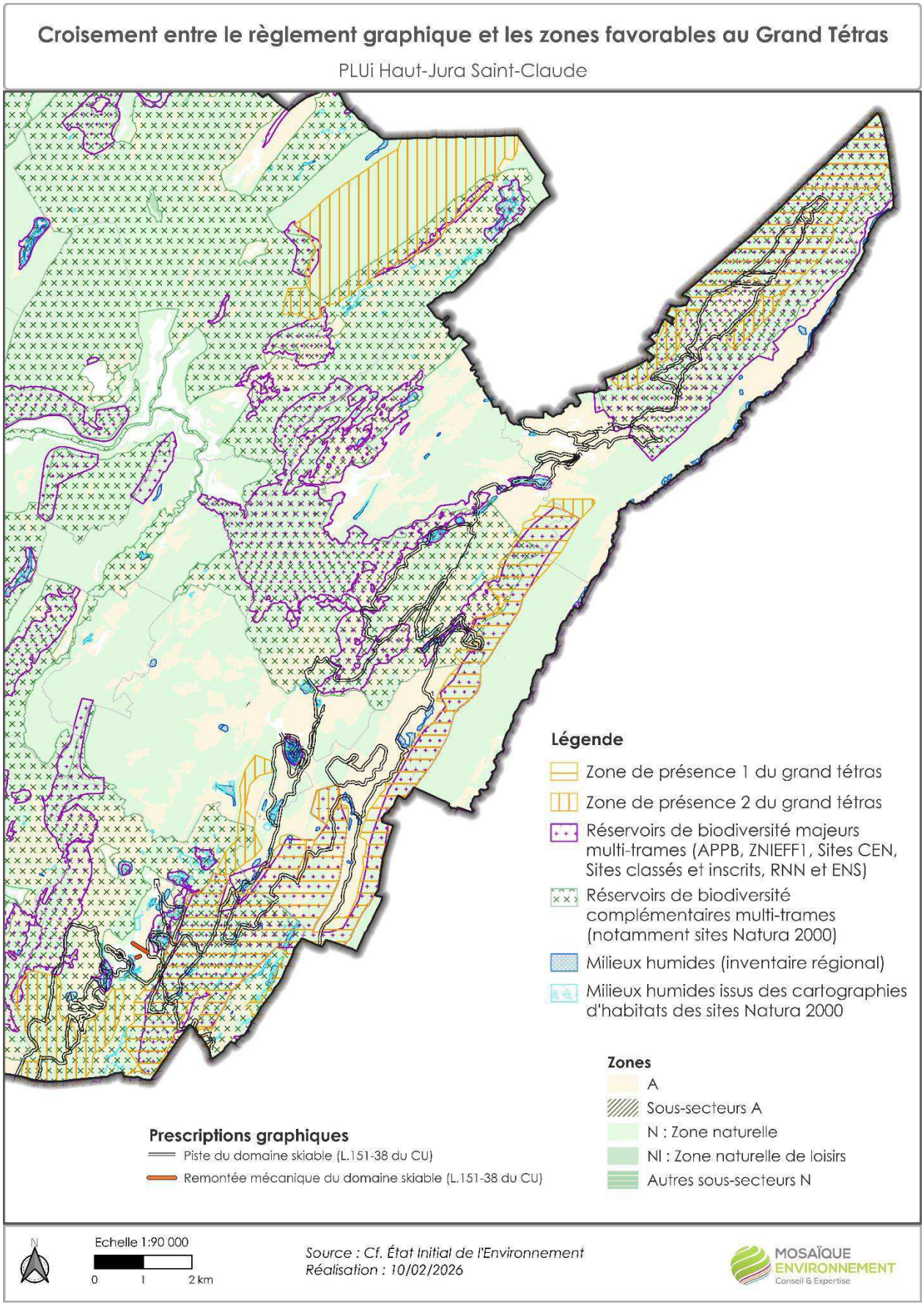
Echelle 1:150 000

0 2,5 5 km

Source : Cf. État Initial de l'Environnement
Réalisation : 10/02/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

Carte n°20. Croisement entre le règlement graphique et les zones favorables au Grand Tétras



Carte n°21. Focus sur les secteurs concernés par les pistes et remontées mécaniques identifiées au titre au titre du L. 151-38 du CU

Mesures ERC proposées

De nombreuses mesures ont été intégrées chemin faisant.

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Pistes et remontées mécaniques du domaine skiable identifiées au titre du L. 151-38 du Code de l'urbanisme concernant pour partie des secteurs patrimoniaux avec des risques de dégradation des milieux /dérangement des espèces sensibles	E	Conformément à la déclinaison régionale "massif des Vosges et du Jura "2018-2022 : - exclure tout projet d'aménagement (extension de domaines skiables, urbanisme, éolien, ...) en zone 1 de présence du Grand Tétras - éviter la création de projets d'infrastructures en zone 2 (espaces de reconquête). Les projets devront s'inscrire dans la séquence Éviter-Réduire-Compenser relative à la conservation des espèces protégées et de leurs habitats. Ils devront garantir le respect des enjeux de conservation du Grand Tétras et veiller à la bonne intégration écologique et paysagère des ouvrages (gestion des lisières, dimensions modérées, matériaux locaux ...)
Limitation des travaux forestiers : interdiction des affouillements, exhaussements de sols et coupes rases, sauf s'ils s'inscrivent dans un plan de gestion (ONF, communes) sans préciser également les plans de gestion visant à restaurer les habitats naturels de l'espèce	A	Dans le règlement associé à la trame des réservoirs de biodiversité interdire les affouillements, exhaussements de sols, stabilisation de terrains, nivellements, déboisements et coupes rases, sauf lorsqu'elles constituent des mesures de restauration prévues par un plan de gestion (ONF ou communes ou visant à restaurer les habitats naturels du Grand Tétras)
En zone A et N les clôtures seront constituées préférentiellement de murets en pierre, ou à défaut de dispositifs ajourés (bois, métal, grillage discret) doublés d'une haie vive ce qui n'est pas favorable à l'espèce	R	Dans le règlement des zones N et A, prévoir que dans les zones de présence favorables au Grand Tétras (Z1 et Z2), la mise en œuvre de clôtures privilégiera les dispositifs mobiles et visibles

❖ Les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) sectorielles

Outil réglementaire créé par la loi Solidarité et Renouvellement Urbains (SRU) et complété par la Grenelle II, les OAP sectorielles définissent des intentions d'aménagement sur des secteurs donnés (une parcelle, un îlot, un quartier, une commune ...).

Le PLUi contient au total 52 OAP sectorielles correspondant à des secteurs de projets sur lesquels, en fonction des problématiques des secteurs, sont définis des orientations d'aménagement en matière de destination future, de qualité urbaine et environnementale, de déplacements et de programmation, le nombre de logements à créer ...

Elles ont fait l'objet d'une analyse environnementale dont le niveau d'approfondissement est proportionné aux enjeux de chaque site. Les résultats détaillés sont consignés en annexes dont le tableau ci-après résume les principales conclusions :

- **la commune** d'implantation, le nom de l'OAP et le niveau d'enjeu environnemental : nul (★), faible (★), moyen (★★) ou fort (★★★). A noter que quelques secteurs de projets n'ont pas fait l'objet de visites de terrain : ils sont signalés par le symbole 🗺 Le niveau d'enjeu est alors potentiel, estimé uniquement sur la base de l'analyse cartographique ;
- **la superficie** de l'OAP ;
- **la destination** du futur projet (habitat, activité ...) ;
- les **incidences résiduelles** restant après intégration, chemin faisant, de préconisations issues de l'évaluation environnementale dans le cadre du processus itératif (cf chapitre relatif aux méthodes), qu'elles soient positives (+) ou négatives (-). Les dispositions surlignées en gris sont issues de mesures proposées dans le cadre de l'évaluation environnementale et intégrées pour améliorer le projet ;
- **les mesures** proposées dans le cadre de l'évaluation pour éviter (E), réduire (R) ou compenser (C) les incidences résiduelles, mais qui n'ont pas été retenues par la maîtrise d'ouvrage. En complément ont été, en tant que de besoin, proposées des mesures d'Accompagnement [A] destinées à optimiser les effets positifs.

LE SAVIEZ-VOUS?

Les OAP sectorielles traduisent les objectifs de développement du territoire et définissent les principes d'aménagement de certains périmètres voués à muter. Leur objectif est de fournir un cadre cohérent au développement urbain et de préparer sa mise en œuvre par un encadrement souple des transformations et de l'aménagement du territoire. Elles viennent préciser, sur des espaces

Elles constituent, avec le règlement écrit et graphique du PLUi, la déclinaison opérationnelle et opposable du PADD.

Ces outils opérationnels n'ont pas vocation à interdire ou à réglementer les projets individuels, mais ces derniers doivent rester compatibles avec l'esprit de l'OAP. A cet effet, elles définissent non pas des règles mais des intentions.

Le travail itératif mis en place dans le cadre de l'élaboration du PLUi, dès l'identification des 1ers potentiels fonciers pouvant accueillir du développement, a permis d'abandonner certains tènements, en application de la séquence Eviter – Réduire – Compenser.

Des principes d'aménagement communs ont été proposés pour favoriser la performance énergétique et la prise en compte des pollutions et risques par l'ensemble des OAP sectorielles :

Performance énergétique

- **Limiter les dépenses énergétiques et améliorer le confort thermique des logements**

  Tenir compte de l'orientation solaire pour la surface et la conception des logements afin d'assurer un confort d'été et d'hiver optimal

  Valoriser les capacités d'inertie thermique et/ou de stockage de la chaleur (types et teintes des matériaux de façades et de toitures) et le potentiel de développement des énergies renouvelables

- **Limiter l'empreinte des constructions**

  Privilégier l'utilisation de matériaux biosourcés ou géosourcéspour chaque partie du bâtiment (structure porteuse, toit et couverture, habillage, finitions, ...)

  Privilégier l'utilisation de matériaux biosourcés et pérennes pour l'isolation (chanvre, fibre de bois, paille, laine de mouton, fibres textiles, ...)

- **Favoriser le déploiement de dispositifs de production d'énergies renouvelables**

  Favoriser, pour le fonctionnement des constructions, le recours des énergies renouvelables (panneaux solaires, géothermie, ...)

  Insérer l'installation de tout dispositif lié aux énergies renouvelables de manière paysagère et qualitative

  Privilégier la production d'énergie sur les espaces déjà imperméabilisés

  Privilégier les panneaux solaires sur le toit ou en façade.

Prise en compte des risques et nuisances

- **Secteurs potentiellement inondables et sujettes aux remontées de nappes :**

  Il est recommandé de limiter les surfaces imperméabilisées (emprises bâties, voies, stationnements, etc.) des parcelles

  Il est recommandé d'adapter la hauteur du premier rez-de-chaussée au-dessus du niveau de crue connu et adopter des mesures d'anticipation du risque (système électrique en hauteur, plomberies équipées de clapets anti-retours, pompes, etc.).

- **Secteurs exposés au risque de ruissellement des eaux pluviales:**

  Concevoir des espaces perméables en conservant une part importante de pleine terre et en aménageant des voiries et stationnements avec des matériaux perméables ;

  Aménager noues paysagères le long des voies ;

  Réaliser une étude spécifique si nécessaire pour optimiser le sens des écoulements et positionner un bassin de rétention paysager ou une zone tampon

Secteurs exposés au risque de retrait-gonflement des argiles :

Avant toute chose, se référer au plan figurant en annexe informative.

La réalisation d'une étude de sol et l'adoption de mesures de consolidation le cas échéant sont recommandées.

Sites potentiellement pollués (CASIAS) :

La réalisation d'une étude de sol et l'adoption de mesures de dépollution le cas échéant sont recommandées.

Suivant le niveau de pollution, il est recommandé de ne pas planter d'arbres fruitiers ou d'installer de potagers dans ces secteurs.

Sites exposés aux nuisances sonores :

Lorsque le terrain est implanté à proximité d'un axe bruyant, privilégier un **retrait paysagé** des constructions

Privilégier une **isolation phonique renforcée** des façades exposées

Favoriser les **logements traversants** qui positionnent les pièces de vie dans les espaces les moins exposés

Le tableau qui suit résume les principales incidences résiduelles et mesures complémentaires pour les OAP présentant des enjeux environnementaux faibles à modérés. Les secteurs d'enjeux forts font l'objet d'une analyse plus détaillée.

Évaluation simplifiée des OAP d'enjeu environnemental nul à moyen

Tableau n°5. Synthèse de l'évaluation des OAP sectorielles

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Avignon-lès-Saint-Claude					
Chemin de la Chapelle ★★	0,5	Résidentiel	6	(-) Destruction d'une prairie en site Natura 2000 (-) Risque de fragmentation lié aux constructions (-) Présence d'une ligne HT au nord-ouest de la parcelle avec risque d'exposition des habitants aux ondes électromagnétiques (-) Risque d'incidence paysagère de la voie de desserte du fait de la topographie (+) Création de végétations très ponctuelles pour qualifier la lisière sans refermer le paysage (pas de haie continue) (+) Constructions en terrasses pour favoriser l'inscription des constructions dans la pente (+) Encadrement des hauteurs pour préserver les cônes de vue (+) Préservation du talus pas ou peu végétaliser (+) Préservation de bosquets et haie arborée (+) Maintien de végétation ponctuelle pour un traitement de la lisière avec les ENAF limitrophes sans masquer les vues (+) Gestion des eaux pluviales multifonctionnelle	R Accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large (dont la largeur pourra varier selon les secteurs) sur les limites séparatives pour gérer la transition avec les espaces limitrophes R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Les voies de desserte nouvelles sont adaptées à la topographie et à la configuration du terrain R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de circulation R Eviter toute construction sur une largeur de 20 m de part et d'autre de la ligne haute tension

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Chemin de la Chapelle ★★ (suite)	0,5	Résidentiel	6		R Organiser les bâtiments, voies de desserte interne et espaces libres non végétalisés pluviales en adéquation avec les données topographiques et géotechniques du site pour favoriser l'infiltration de l'eau, de manière à ne pas aggraver les risques à l'aval R Favoriser une gestion des EP par récupération sur les toitures et par infiltration à la parcelle A Favoriser un traitement paysager du bassin de rétention des eaux pluviales
Chassal-Molinges					
ZA Chambouille III ★★	4,2	Activités artisanales et industrielles	-	(-) Consommation d'une pelouse sèche de fauche sans intérêt particulier (+) Recul par rapport à la route de Lyon permettant de réduire l'exposition au bruit et le maintien du cône de vue (-) Présence de sites potentiellement pollués (CASIAS) (+) Gestion des eaux pluviales qualifiant l'espace public et le site (noue paysagère) (+) Préservation des éléments boisés centraux (+) Traitement qualitatif de la lisière avec les boisements (+) Frange végétale sur la bordure ouest en soutien de la continuité écologique à préserver	R Accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large (dont la largeur pourra varier selon les secteurs) de large sur les limites séparatives pour gérer la transition avec les espaces limitrophes R Gestion des EP par récupération sur les toitures et par infiltration à la parcelle

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
ZA au Querre ★★	2	Activités artisanales, commerciales et industrielles	-	(-) Destruction de milieux prairiaux de fauche sans intérêt particulier (-) Projet dans l'espace de bon fonctionnement d'un cours d'eau (-) Zone sensible aux pollutions avec risque d'altération (+) Végétalisation de l'espace concerné par une cavité souterraine (+) Préservation des milieux boisés au sud et de la haie assurant la transition avec le cours d'eau et un masque paysager (+) Aménagement d'une transition paysagère sur les abords (+) Gestion des eaux pluviales qualifiant l'espace public et le site (noue paysagère, bassin) (+) Marge de recul permettant le maintien de l'alignement et réduisant l'exposition au bruit de la route (+) Préservation des cônes de vue	R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large (dont la largeur pourra varier selon les secteurs) de large sur les limites séparatives pour gérer la transition avec les espaces limitrophes R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R L'imperméabilisation du sol du périmètre de secteur de projet permettra de gérer les eaux pluviales et de surface tout en garantissant l'absence de pollution A Favoriser un traitement paysager du bassin de rétention des eaux pluviales
La Brocatelle II ★★	2,8	Résidentiel	45	(-) Zone de sauvegarde des sources de l'Enragé avec risque de pollution (-) Projet dans l'espace de bon fonctionnement de la Bienne avec risque de perturbation (-) Site CASIAS avec risque de pollution (-) Nuisances sonores liées à la voie ferrée	R Eviter toute construction sur une largeur de 20 m de part et d'autre de la ligne haute tension R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large sur les limites séparatives nord-ouest pour gérer la transition avec les espaces limitrophes

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
La Brocatelle II ★★ (suite)	2,8	Résidentiel	45	(-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Réduction de la zone permettant de réduire la consommation d'ENAF (+) Transition végétalisée avec les boisements permettant un traitement des lisières (+) Maintien de percées visuelles sur les coteaux (+) Préservation et valorisation des arbres existants au sud (+) Gestion des eaux pluviales et paysagères par création d'espaces communs (noues, bassin)	R L'aménagement du secteur doit être conçu de manière à préserver durablement la ressource en eau destinée à l'alimentation en eau potable. Les activités et aménagements susceptibles de générer des risques de pollution sont interdits ou strictement encadrés. La gestion des eaux pluviales doit limiter l'imperméabilisation, prévoir un prétraitement adapté des ruissellements et éviter tout transfert de polluants vers la nappe. Les continuités végétales et éléments naturels participant à la protection de la ressource doivent être maintenus ou renforcés. Toute opération devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs de sauvegarde de la ressource R Préserver le boisement le long de la voie ferrée pour atténuer les nuisances sonores et visuelles R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau A Favoriser un traitement paysager du bassin de rétention des eaux pluviales

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
La Brocatelle II ★★ (suite)	2,8	Résidentiel	45		[A] Aménager un point de collecte des déchets ménagers en entrée de site en veillant à son intégration paysagère [A] Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place
Choux					
Chemin du Loup ★	0,4	Résidentiel	4 à 6	(-) Consommation d'une prairie de fauche à faible enjeu écologique (-) Zone sensible aux pollutions et périmètre éloigné de captage avec risque pour la qualité des eaux (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Réduction de la zone pour préserver le réservoir de pelouses sèches du PNR (+) Préservation d'une haie arborée qui assure un masque vis-à-vis des habitations riveraines et de la route (+) Végétation assurant une transition écologique et paysagère (+) Préservation d'un cône de vue sur le paysage lointain	[R] Pour le périmètre de protection éloigné, en sus des recommandations issues de l'arrêté définissant les périmètres de protection quand il existe, maintenir autant que possible les boisements / zones humides pour leur fonction épuratrice et prévoir une gestion des eaux pluviales compatible avec les objectifs de protection de la ressource en eau potable (traitement avant infiltration, étanchéité des bassins de rétention ...) [R] En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau [R] En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue [A] Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place »

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Coteaux-du-Lizon					
Sur Panissette ★	3,3	Activités artisanales et industrielles	-	(-) Destruction d'une partie de la friche au nord (-) Sensibilité liée à la présence de la zone de sauvegarde des sources de l'Enragé (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Conservation de la ceinture boisée en pourtour du terrain (isolation visuelle et phonique) (+) Requalificatin d'une placette en entrée de site (+) Transition écologique et paysagère à l'interface avec les habitations voisines et les espaces naturels limitrophes (+) Valorisation d'un cône de vue sur la bande arborée (entrée de site et placette) et au-delà de la croix (petit patrimoine) (+) Préservation et valorisation des murets anciens en pierres sèches (+) Préservation de la haie en limite ouest (+) Préservation de l'ambiance champêtre de la rue et du chemin rural fréquentés en modes doux (+) Gestion des eaux pluviales (noue paysagère) (+) Marge de recul préservant la rue et le site du bruit	R L'aménagement du secteur doit être conçu de manière à préserver durablement la ressource en eau destinée à l'alimentation en eau potable. Les activités et aménagements susceptibles de générer des risques de pollution sont interdits ou strictement encadrés. La gestion des eaux pluviales doit limiter l'imperméabilisation, prévoir un prétraitement adapté des ruissellements et éviter tout transfert de polluants vers la nappe. Les continuités végétales et éléments naturels participant à la protection de la ressource doivent être maintenus ou renforcés. Toute opération devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs de sauvegarde de la ressource R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue A Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place »
Rue du Lac ★	0,8	Résidentiel	15	(-) Consommation d'une surface prairiale à faible enjeu écologique	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Rue du Lac ★ (suite)	0,8	Résidentiel	15	(+) Marge de retrait végétalisée des consctructions d'au moins 4 mètres depuis la route préservant du bruit et dégageant les vues (+) Préservation et valorisation d'une transition écologique et paysagère avec les habitations et espaces ouverts au sud (+) Préservation, confortement et valorisation des murgers anciens (+) Conservation des arbres en dehors des percées nécéssaires à la création des voiries et réseaux (+) Création d'une traversée et liaison piétonne (sente qualifiant l'espace public du site) (+) Création d'un espace de stationnement végétalisé et perméable	R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune R Accorder une large part d'espaces végétalisés et perméables au sein de l'opération, notamment au niveau de l'espace public A Accompagner les abords de la sente de plantations pour en favoriser le confort d'usage A Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place »
La croix Raffourg ★	0,5	Résidentiel	10	(-) Consommation d'une prairie et d'une friche sans enjeu écologique particulier (-) Destruction d'un bosquet et d'arbres isolés (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Réduction de la surface aménagée de près de 50% (+) Création d'une transition paysagère (+) Conservation d'une haie arborée (+) Préservation de cônes de vue sur le paysage lointain ou semi-proche (clocher, bosquet..)	R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large sur les limites séparatives pour gérer la transition avec les espaces limitrophes R Préserver le bosquet et autant que possible des arbres isolés R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
La croix Raffourg ★ (suite)	0,5	Résidentiel	10		R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau A Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place »
Bas de Versac ★	1,2	Résidentiel	20	(-) Destruction d'une pelouse sèche mais milieu en mauvais état avec peu d'enjeux écologiques (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (-) Destruction de la haie qui constitue un élément de diversité (+) Phasage de l'opération (+) Préservation et valorisation d'un bosquet mais destruction du second (+) Transition écologique et paysagère avec les espaces naturels et agricoles limitrophes (+) Transition paysagère avec les constructions existantes et permettant une gestion naturelle de la pente (+) Espace commun permettant une continuité paysagère avec l'espace vert de l'équipement adjacent	R Accorder une large part d'espaces végétalisés et perméables au sein de l'opération, notamment au niveau de l'espace commun E Conserver autant que possible la végétation existante, notamment les arbres de haute tige quand il y en a R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune A Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place »

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Bas de Versac ★ (suite)	1,2	Résidentiel	20	(+) Cônes de vue sur le paysage lointain ou semi-proche (bois, terrain agricole en pente) (+) Gestion des eaux pluviales qualifiant l'espace public et le site (noue paysagère)	
Sur la Fontaine ★ 🗺	1,4	Résidentiel	25 mini	(-) Consommation d'espaces végétalisés en dent creuse (-) Destruction d'arbres et bosquets ponctuels (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (-) Proximité de bâtiments patrimoniaux avec risque de co-visibilités à vérifier (+) Requalification d'une sente piétonne (+) Bande paysagère de recul des constructions réduisant l'exposition aux éventuelles nuisances sonores des voiries (+) Qualification de la limite (végétalisation, muret ancien…) (+) Gestion des eaux pluviales qualifiant l'espace public et le site (noue paysagère) (+) Préservation de cônes de vue sur le paysage lointain ou semi-proche (clocher, bosquet..) (+) Préservation et valorisation de bouquets d'arbres (perspectives, recul…) (+) Création d'un alignement arboré (dont arbres à conserver), requalifiant la rue de la Seigne (+) Préservation, confortement et valorisation de murets en pierres sèches anciens	R Accorder une large part d'espaces végétalisés et perméables au sein de l'opération pour préserver une respiration et des espaces de fraîcheur R Conserver autant que possible la végétation existante, notamment les arbres de haute tige quand il y en a R Assurer un traitement qualitatif de la lisière au sud-est pour éviter les co-visibilités avec les bâtis patrimoniaux R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune A Prévoir un traitement végétalisé arbustif et/ou arboré permettant d'assurer le traitement de la limite entre la zone de stationnement et les habitations limitrophes et d'ombrager la sente A Aménager un point de collecte des déchets ménagers en veillant à son intégration paysagère

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Sur la Fontaine ★ (suite)	1,4	Résidentiel	25 mini	(+) Végétalisation de l'espace de stationnement (+) Recul par rapport aux voiries permettant de préserver des nuisances sonores	E Vérifier l'absence de zones humides R En cas de présence avérée, les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée.
ZA Les Emboinchats ★★	2,8	Activités		(-) Destruction de boisements intéressants pour la biodiversité (+/-) Consommation de friches et fourrés sans enjeux écologiques (+) Préservation d'une ceinture boisée assurant la transition paysagère et écologique	R Accorder une large part d'espaces végétalisés et perméables au sein de l'opération pour préserver une respiration et des espaces de fraîcheur R Conserver autant que possible la végétation existante, notamment les arbres de haute tige quand il y en a R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
ZA Les Emboinchats ★★ (suite)	2,8	Activités			R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune
La Pesse					
Sur la Semine ★★	1,2	Logements réversibles		(-) Mutualisation des espaces de stationnement ce qui limite la consommation d'espace (+) Préservation d'un linéaire arboré (+) Traitement paysager sur les franges et au cœur de l'opération (+) Maintien d'une bande enherbée à maintenir pour la circulation des engins de damage notamment	E Vérifier l'absence de zones humides R En cas de présence avérée, les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Sur la Semine ★★ (suite)	1,2	Logements réversibles			🅁 Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de circulation 🅔 Prendre toutes les dispositions pour ne pas affecter les zones humides limitrophes 🅁 En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue 🅁 En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
Route des Darappes ★	0,5	Résidentiel	6	(-) Consommation d'une prairie de fauche sans intérêt écologique particulier (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (-) Pente avec risque de ruissellement (-) Proximité de zones humides (+) Traitement qualitatif des lisières (+) Traitement paysager ponctuel des limites préservant les vues	🅁 Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de circulation 🅔 Prendre toutes les dispositions pour ne pas affecter les zones humides limitrophes 🅁 En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue 🅁 En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau notamment au nord 🅁 Accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Rue de la Fruitière ★★	0,3	Activités		(-) Consommation de fourrés et broussailles sans enjeu écologique particulier, ainsi que de boisements plus intéressants pour la biodiversité (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (-) Sensibilité liée à la proximité d'une zone humide (+) Prise en compte de la présence d'un cours d'eau (+) Préservation des boisements en frange ouest (+) Transition assurant la gestion de la lisière (+) Traitement qualitatif des franges (+) Création d'une liaison modes doux	R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large sur les limites séparatives pour gérer la transition avec les espaces limitrophes R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de circulation R Elargir autant que possible le recul depuis la bordure du boisement A Assurer un traitement qualitatif de la lisière avec le boisement conformément à l'OAP « continuités écologiques » A Conforter « l'orientation « transition paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place R Les aménagements doivent préserver la zone humide située à proximité et son fonctionnement hydrologique R Préserver une bande tampon non construite aux abords du cours d'eau

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
La Rixouse					
Les Francs Comtois ★	1	Résidentiel	12 minimum	(-) Consommation de surfaces prairiales (-) Pente avec risque de ruissellement (+) Préservation de la continuité boisée et des arbres du centre de la zone (+) Préservation des murets en pierres sèches (+) Création d'une sente piétonne traversante (+) Conservation d'un cône de vue sur l'espace écologique et paysager (+) Phasage de l'opération	R Accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
Rue des Crêtes ★★	0,3	Activités		(-) Consommation d'une prairie de fauche sans enjeu écologique particulier (+) Préservation de l'alignement d'arbres (+) Prise en compte de la zone humide en bas de la pente (+) Traitement paysager qualitatif des franges (+) Maintien de surfaces végétalisées contribuant à limiter les risques de pollution et de perturbation de la zone humide	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs.

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Rue des Crêtes ★★ (suite)	0,3	Activités			R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
Lajoux					
Sous les Champs ★	0,9	Résidentiel	Env. 10	(-) Consommation d'une prairie de fauche à faible enjeu écologique (+) Réduction de la zone pour limiter l'impact sur les alpages (+) Préservation et création de liaisons piétonnes (+) Transition écologique et paysagère sans clôture ni fermeture du paysage (boqueteaux d'arbres et arbustes éparses, pas de haies continues ou alignements arborés) (+) Prise en compte du stockage de la neige dans l'aménagement du site (+) Préservation des vues (+) Encadrement des hauteurs	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
Lavans-lès-Saint-Claude					
Le Curtillet II ★★	7	Commerces, activités artisanales et industrielles	-	(-) Consommation de milieu globalement à faible enjeu écologique mais également de la pelouse enclavée au nord-est plus intéressante (-) Zone de sauvegarde des sources de l'Enragé vulnérable aux pollutions (+) Transition paysagère avec la lisière boisée	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue A Favoriser un traitement paysager du bassin de rétention des eaux pluviales

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Le Curtillet II ★★ (suite)	7	Commerces, activités artisanales et industrielles	-	(-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Conservation des boisements et haies arborées (+) Traitement végétalisé permettant la préservation d'une continuité écologique (+) Plantation d'arbres en bouquets afin de créer des césures visuelles (respirations) depuis la route et conforter ceux existants de l'autre côté de la route (+) Valorisation des points de vue par une valorisation des boisements et haies arborées existantes et un recul (+) Bande paysagère de recul limitant l'exposition au bruit (+) Création de césures visuelles (respirations) par la plantation d'arbres en bouquets depuis la route et confortement de ceux existants de l'autre côté de la route (+) Valorisation de points de vue grâce aux boisements et haies arborées existantes et un recul) (+) Bande paysagère de recul en bordure de route préservant du bruit (+) Bassin de gestion des eaux pluviales végétalisé à créer en requalifiant celui existant	R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau A Préserver un espace végétalisé de 10 m minimum assurant un recul des constructions depuis la lisière forestière R L'aménagement du secteur doit être conçu de manière à préserver durablement la ressource en eau destinée à l'alimentation en eau potable. Les activités et aménagements susceptibles de générer des risques de pollution sont interdits ou strictement encadrés. La gestion des eaux pluviales doit limiter l'imperméabilisation, prévoir un prétraitement adapté des ruissellements et éviter tout transfert de polluants vers la nappe. Les continuités végétales et éléments naturels participant à la protection de la ressource doivent être maintenus ou renforcés. Toute opération devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs de sauvegarde de la ressource R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Crêt du Bief II ★	2,6	Résidentiel	42	(-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions et zones rouges du PPR mouvements de terrain en bordure (-) Consommation d'un espace de prairie et d'une pelouse sèche sans enjeu écologique particulier (+) Réduction du périmètre permettant de préserver les milieux à enjeux (+) Aménagement d'une transition paysagère entre le secteur de projet et la lisière boisée au nord (+) Transition écologique et paysagère à l'ouest et au sud permettant un traitement qualitatif des franges à l'ouest et au sud (+) Espaces de stationnement visiteur mutualisés végétalisés et perméables	R Préserver un espace végétalisé sur les limites séparatives pour gérer la transition avec les espaces boisés au nord A Aménager un point de collecte des déchets ménagers en entrée de site en veillant à son intégration paysagère
Pratz ★★	0,3	Résidentiel	2 ou 3	(-) Risque de pollution dans une zone sensible liée à la zone de sauvegarde des sources de l'Enragé (-) Risque d'exposition au bruit (infrastructure classée en catégorie 3) (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Traitement paysager qualitatif des franges avec la zone naturelle (-) Risque d'exposition au bruit (infrastructure classée en catégorie 3) (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions	R L'aménagement du secteur doit être conçu de manière à préserver durablement la ressource en eau destinée à l'alimentation en eau potable. Les activités et aménagements susceptibles de générer des risques de pollution sont interdits ou strictement encadrés. La gestion des eaux pluviales doit limiter l'imperméabilisation, prévoir un prétraitement adapté des ruissellements et éviter tout transfert de polluants. Les continuités végétales et éléments naturels participant à la protection de la ressource doivent être maintenus ou renforcés. Toute opération devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs de sauvegarde de la ressource

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Pratz ★★ (suite)	0,3	Résidentiel	2 ou 3	(+) Traitement paysager qualitatif des franges avec la zone naturelle	🅁 En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau 🅁 En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue
Le Grand Verger ★	0,8	Résidentiel	13 minimum	(-) Consommation d'une prairie de fauche sans enjeu écologique particulier (-) Risque de pollution dans une zone sensible liée à la zone de sauvegarde des sources de l'Enragé (-) Pente avec risque de ruissellement (-/+) Risque d'exposition au bruit (catégorie 2) mais recul des constructions (+) Préservation d'espaces verts et d'un bosquet boisé (+) Transition paysagère et écologique avec préservation de la haie entre la parcelle et la route (+)permettant de limiter l'exposition au bruit (+) Préservation et valorisation de la vue panoramique (+) Principe de construction en terrasse (moindre impact topographique)	🅁 L'aménagement du secteur doit être conçu de manière à préserver durablement la ressource en eau destinée à l'alimentation en eau potable. Les activités et aménagements susceptibles de générer des risques de pollution sont interdits ou strictement encadrés. La gestion des eaux pluviales doit limiter l'imperméabilisation, prévoir un prétraitement adapté des ruissellements et éviter tout transfert de polluants vers la nappe. Les continuités végétales et éléments naturels participant à la protection de la ressource doivent être maintenus ou renforcés. Toute opération devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs de sauvegarde de la ressource 🅁 Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de circulation et de stationnement

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Le Grand Verger ★ (suite)	0,8	Résidentiel	13 minimum		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau A Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place »
ZA Curtillet ★	0,3	Activités		(-) Proximité d'une infratructure classée au titre de la loi Bruit (catégorie 3) avec risque de nuisances (-/+) Consommation d'espace au sein d'une zone d'activité (+) Végétation ponctuelle accompagnant le développement du site	Sans objet
Les Bouchoux					
Chemin du Cantou ★	0,4	Résidentiel	4	(-) Consommation d'une prairie pâturée mésophile sans enjeu écologique particulier à proximité de zones N2000 (-) Vulnérabilité aux pollutions du périmètre éloigné de captage (+) Préservation et valorisation d'une vue panoramique	A Préserver un espace végétalisé de 10 m minimum assurant un recul des constructions depuis la lisière forestière pour préserver les enjeux du boisement et s'éloigner du Tacon

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Chemin du Cantou ★ (suite)	0,4	Résidentiel	4	(+) Réduction et déplacement de la zone initialement envisagée pour prendre en compte le périmètre de protection éloigné de captage réduisant la vulnérabilité aux pollutions (+) Création de végétations très ponctuelles pour qualifier la lisière sans refermer le paysage (pas de haie continue)	R Au vu de la proximité le périmètre de protection éloigné (et du Tacon), en sus des recommandations issues de l'arrêté définissant les périmètres de protection quand il existe, Les aménagements doivent garantir la protection de la ressource : limiter l'imperméabilisation, gérer les eaux pluviales sans risque pour la nappe, éviter toute activité ou usage potentiellement polluant et préserver les éléments naturels contribuant à la qualité de l'eau. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec les prescriptions du périmètre éloign R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
Rue de Très la Ville ★★	0,3	Résidentiel	4 maximum	(-) Consommation d'une prairie de fauche sans enjeu particulier mais située en ZNIEFF de type 1 (-) Secteur de projet sur une couure d'urbanisation à préserver (+) Transition écologique et paysagère assurant le traitement de la lisière avec les espaces agricoles et forestiers	R Accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération et notamment maintenir une coulée verte est/ouest au niveau de la coupure d'urbanisation

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Rue de Très la Ville ★★ (suite)	0,3	Résidentiel	4 maximum	(+) Positionnement des constructions limitant la fragmentation	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue E Vérifier l'absence de zones humides (fauchage en cours lors du passgae sur site qui n'a pas permis de vérifier la présence de zones humides) R En cas de présence avérée, les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Les Moussières					
La Cheminée ★★	1,4	Résidentiel	10	(-) Consommation de prairies de fauche sans enjeu écologique particulier (-) Fragmentation d'un réservoir des milieux ouverts sur la pointe nord (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Plantation ou conservation de végétations ponctuelles pour qualifier la lisière sans fermer le paysage (+) Préservation d'un cône de vue sur le paysage lointain (+) Préservation d'une sente (+) Prise en compte la topographie du site pour une harmonie d'ensemble des hauteurs et implantations des différentes constructions (+) Préservation d'un talus (+) Espace de stationnement perméable et végétalisé (+) Intégration de la zone humide comme élément structurant du projet assurant la gestion des eaux pluviales	R Eviter ou réduire les constructions sur la pointe nord en réservoir de biodiversité E Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs. R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
Entrée du village ★★	0,4	Résidentiel	4 env.	(-) Consommation d'une prairie de fauche mais ne présente pas d'enjeu écologique particulier (-) Destruction d'éléments ponctuels de la végétation (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Entrée du village ★★ (suite)	0,4	Résidentiel	4 env.	(+) Préservation d'un espace vert ouvert (+) Végétation assurant une transition paysagère notamment avec la zone humide (+) Intégration de la zone humide comme élément structurant du projet assurant la gestion des eaux pluviales	E Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs. R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
Ravilloles					
La Perrena ★★	0,5	Résidentiel	6	(-) Consommation d'une pelouse sèche d'enjeu écologique modéré (-) Vulnérabilité aux pollutions liées au périmètre éloigné de protection de captage (+) Préservation de haies et du bosquet au sud-est (+) Transition écologique et paysagère avec les espaces agricoles au nord-ouest	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
La Perrena ★★ (suite)	0,5	Résidentiel	6		[A] Préserver un espace végétalisé de 10 m minimum assurant un recul des constructions depuis la lisière forestière pour préserver les enjeux du boisement [R] Pour le périmètre de protection éloigné, en sus des recommandations issues de l'arrêté définissant les périmètres de protection quand il existe, Les aménagements doivent garantir la protection de la ressource : limiter l'imperméabilisation, gérer les eaux pluviales sans risque pour la nappe, éviter toute activité ou usage potentiellement polluant et préserver les éléments naturels contribuant à la qualité de l'eau. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec les prescriptions du périmètre éloigné.
Rogna					
Route de Viry ★	0,8	Résidentiel	5	(-) Consommation d'une pelouse sèche de fauche sans intérêt écologique particulier (-) Risque de pollution dans une zone sensible (+) Réduction de la zone limitant les impacts (+) Préservation d'une haie arborée assurant un traitement qualitatif des franges (+) Phasage de l'opération	[R] Créer une transition écologique et paysagère avec les habitations au soud-ouest et au sud du lotissement des Montaines [R] Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large sur la limite séparative nord pour gérer la transition avec les espaces limitrophes

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Saint-Claude					
Les Avignonets ★★	0,7	Résidentiel		(-) Consommation de boisements et prairies (-) Pente avec risque de ruissellement (+) Aménagement d'une transition paysagère avec les boisements (+) Création d'un espace de jardins communs (+) Stationnement perméable et végétalisé (+) Les voies de desserte nouvelles sont adaptées à la topographie et à la configuration du terrain (+) Préservation d'une vue panoramique (+) Principe de construction en terrasse (moindre impact topographique)	E Vérifier l'absence de zones humides R En cas de présence avérée, les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée R Accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Les Avignonets ★★ (suite)	0,7	Résidentiel			R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Organiser les bâtiments, voies de desserte interne et espaces libres non végétalisés pour favoriser l'infiltration de l'eau, de manière à ne pas aggraver les ruissellements risques à l'aval. R Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de circulation R Elargir autant que possible le recul depuis la bordure du boisement A Assurer un traitement qualitatif de la lisière avec le boisement conformément à l'OAP « continuités écologiques
Extension Cinquétral ★★	1,3	Résidentiel	40	(-) Consommation d'une pelouse sèche et d'une pâture dégradées à faible enjeu écologique (-) Artificialisation de milieux situés en ZNIEFF de type 1 en proximité d'un site N2000 (+) Evitement d'un réservoir de biodiversité et d'un corridor thermophile grâce à la réduction conséquente de la zone (-) Vulnérabilité aux pollutions de la zone de sauvegarde du trou de l'Abîme (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions	R Accorder une large part d'espaces végétalisés R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Elargir autant que possible le recul depuis le boisement R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Extension Cinquétral ★★ (suite)	1,3	Résidentiel	40	(+) Evitement de pelouses sèches plus au Nord riches en termes de biodiversité (+) Petits logements collectifs en terrasse à l'ouest permettant des vues sur le paysage lointain (+) Logements individuels n'entravant pas la vue sur le paysage lointain au nord-est (+) Préservation d'un espace commun végétalisé d'entrée de site (+) Maintien/plantation de végétation ponctuelle (+) Préservation d'une frange boisée à l'ouest et d'un talus enherbé à l'est	[A] Assurer un traitement qualitatif de la lisière conformément à l'OAP « continuités écologiques » [R] Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de circulation [R] Organiser les bâtiments, voies de desserte interne et espaces libres non végétalisés pour favoriser l'infiltration de l'eau [R] Adapter les voies de desserte nouvelles à la topographie [A] Aménager un point de collecte des déchets ménagers en entrée de site en veillant à son intégration paysagère [R] L'aménagement du secteur doit être conçu de manière à préserver durablement la ressource en eau destinée à l'alimentation en eau potable.
Chabot ★★	0,3	Résidentiel	12	(-) Consommation d'un boisement en réservoir de biodiversité (+) Création d'une liaison piétonne depuis le centre Chabot (+) Préservation d'une ceinture boisée et de végétation ponctuelle	[R] Réduire l'emprise sur le boisement [R] En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue [R] En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau [R] Elargir autant que possible le recul depuis la bordure du boisement [A] Assurer un traitement qualitatif de la lisière conformément à l'OAP « continuités écologiques »

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Etables ★★	1	Activités		(-) ancienne pâture en cours d'enfrichement sans enjeu particulier (-) Fragmentation en lisière d'un réservoir de biodiversité forestier (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (-) Secteur affecté par le bruit (catégorie 2 – 250 m de part et d'autre de l'axe) (+) Préservation de la pointe sud-ouest en site Natura 2000	R Concentrer les constructions sur la zone centrale pour limiter l'emprise sur les boisements R Elargir autant que possible le recul depuis la bordure du boisement R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleu
Etables ★★ (suite)	1	Activités		(+) Préservation d'une Ceinture boisée (+) Création de végétations très ponctuelles pour qualifier la lisière sans refermer le paysage	R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau A Assurer un traitement qualitatif de la lisière avec le boisement conformément à l'OAP « continuités écologiques »
Chaumont ★	0,3	Résidentiel	3 env	(-) Consommation de jardins privés et pelouses de parc sans enjeu (+) Préservation des fonds de jardins (+) Création d'une transition écologique et paysagère haie arborée présente à préserver	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau A Assurer un traitement qualitatif de la lisière avec le boisement conformément à l'OAP « continuités écologiques »

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Chevry ★ 	0,4	logement	Env 4	(-) Consommation de prairies et bosquets (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Végétation ponctuelle en portour assurant une lisière qualitative sans masquer les vues	E Préserver au maximum la végétation en place R Accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
Combe aux chats ★★	0,7	logement	Env 7	(-) Consommation d'une prairie sans enjeux particulier (-) Risque de pollution depuis l'espace de stationnement (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Espace de stationnement végétalisé et perméable (+) Protection et valorisation de la zone humide (+) Traitement qualitatif des lisières	E Eviter d'implanter l'espace de stationnement sur la zone humide R Etudier rigoureusement les modalités d'aménagement de la zone de stationnement (notamment les types de revêtements perméables les plus adaptés) et utiliser de noues de décantation (fossés végétalisés) en périphérie pour prétraiter l'eau avant qu'elle n'atteigne le cœur de la zone humide. R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Septmoncel-Les Molunes					
Le Grand Essard ★	0,6	Activités artisanales et industrielles	-	(-) Consommation d'une prairie (-) Risque de pollution dans une zone sensible et un périmètre de protection éloigné (-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Préservation du boisement en lisière de ZNIEFF au niveau du corridor écologique (+) Préservation des bouquets d'arbres et d'arbustes ponctuels sans haie continue et opaque réservant la transparence visuelle et favorisant la biodiversité (+)Transition écologique et paysagère, ne refermant pas le paysage et la silhouette urbaine (ouverture paysagère, arbres isolés ou bouquet d'arbres et d'arbustes éparses) (+) Création d'un bassin végétalisé de gestion pluviale au point bas (+) Gestion des déblais-remblais de nature à minimiser tout stockage de terres et maintenir la ligne topographique du terrain naturel (+) Préservation d'un talus à ne pas aménager	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 30 m de large sur les limites séparatives est et ouest pour gérer la transition avec les espaces limitrophes (ZNIEFF) R En sus des recommandations de l'arrêté définissant les périmètres de protection quand il existe, maintenir autant que possible les boisements / zones humides pour leur fonction épuratrice et prévoir une gestion des eaux pluviales compatible avec les objectifs de protection de la ressource en eau potable A Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place » A Favoriser un traitement paysager du bassin de rétention des eaux pluviales

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Le Dîme ★	1,031	Activités		(-) Consommation d'une prairie de fauche en cours d'enfrichement sans intérêt écologique particulier (-) Exposition à un risque négligeable de mouvement de terrain et risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (-) Destruction du boisement (+) Préservation et valorisation des arbres (+) Transition écologique et paysagère ponctuelle (+) Poursuite de la continuité écologique comme interface avec l'espace paysager protégé, à travers un traitement herbacé des espaces. (+) Maintien de la porosité visuelle (+) Création d'un alignement arboré pour qualifier la rue (+) Prise en compte du point de vue valorisant le grand paysage, le patrimoine bâti ou arboré existant (+) Gestion des eaux pluviales compatible avec l'aménagement d'un espace commun (+) Aménagement d'un espace de stationnement perméable et d'un espace commun	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Accorder une large part d'espaces végétalisés R Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. A Favoriser un traitement paysager du bassin de rétention des eaux pluviales
La fin du Pré ★	0,4	Equipements	-	(-) Consommation d'une prairie sans intérêt écologique particulier (-) Exposition à un risque négligeable de mouvement de terrain	R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large sur les limites séparatives pour gérer la transition avec les espaces agricoles limitrophes R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
La fin du Pré ★ (suite)	0,4	Equipements	-	(-) Risque négligeable de mouvements de terrain et risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (+) Modification du périmètre pour préserver le boisement de frênes intéressant en termes de biodiversité à l'est (-) Consommation d'une prairie sans intérêt écologique particulier (+) Transition écologique et paysagère permettant un traitement de la lisière avec le boisement (+) Modification du périmètre pour préserver le boisement de frênes intéressant en termes de biodiversité à l'est (+) Transition ne refermant pas le paysage et la silhouette urbaine (ouverture paysagère, arbres isolés ou bouquet d'arbres et d'arbustes épars) (+) Prise en compte d'un point de vue, embrassant la silhouette de village et composant l'entrée de village (+) Continuité bâtie avec l'équipement existant (alignement général) (+) Large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération	R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Organiser les bâtiments, voies de desserte interne et espaces libres non végétalisés pour favoriser l'infiltration de l'eau, de manière à ne pas aggraver les risques de ruissellement à l'aval A Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place »

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Au Chapy ★★	0,6	Résidentiel	5	(-) Consommation de prairies (-) Poche de stationnement avec risque d'imperméabilisation (+) Préservation d'une ceinture boisée (+) Préservation de végétation ponctuelle (+) Préservation de cônes de vue sur le paysage lointain	E Vérifier l'absence de zones humides R En cas de présence avérée, les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée m de large sur les limites séparatives pour gérer la transition avec les espaces agricoles limitrophes R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Au Chapy ★★ (suite)	0,6	Résidentiel	5		R Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de circulation et de stationnement R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau A Assurer un traitement qualitatif de la lisière avec le boisement conformément à l'OAP « continuités écologiques »
Chemin des épines ★★	0,3	Résidentiel	3	(-) Consommation d'une prairie de fauche sans enjeu écologique (-) Destruction de grands arbres (+) Transition paysagère avec l'espace agricole	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
Route de Genève ★	0,6	Résidentiel		(-) Consommation d'espace sans enjeu écologique particulier *a priori* (-) Risque moyen de retrait gonflement des argiles (-) Destruction d'arbres (-) Risques d'incidences paysagère selon la hauteur des logements collectifs (-) Sensibilité aux pollutions de la zone de sauvegarde des sources de Montbrillat	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Route de Genève ★ (suite) 				(+) Conservation d'un front bâti en contyinuité des constructions existantes (+) Transition paysagère qualitative avec l'espace agricole (+) Préservation d'espaces verts de jardins et de végétations ponctuelles (+) Végétalisation de l'espace de stationnement permettant l'infiltration des eaux de ruissellement	A Conforter « l'orientation « transition paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place » R L'aménagement du secteur doit être conçu de manière à préserver durablement la ressource en eau destinée à l'alimentation en eau potable. Les activités et aménagements susceptibles de générer des risques de pollution sont interdits ou strictement encadrés. La gestion des eaux pluviales doit limiter l'imperméabilisation, prévoir un prétraitement adapté des ruissellements et éviter tout transfert de polluants vers la nappe. Les continuités végétales et éléments naturels participant à la protection de la ressource doivent être maintenus ou renforcés.
Au Manon ★★ 	0,8	Résidentiel	10 env	(-) Consommation d'espace au sein d'un réservoir prioritaire du plan de parc avec risque de fragmentation (-) Implantation sur le périmètre d'une coupure verte à maintenir (-) Risque moyen de retrait gonflement des argiles (-) Intégration du secteur de cœur de biodiversité comme élément du projet (+) Transition écologique sur les franges	E Vérifier l'absence de zones humides R En cas de présence avérée, les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs.

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Au Manon ★★ (suite) 	0,8	Résidentiel	10 env	(+) Préservation d'alignements d'arbres et de végétation ponctuelle (+) Valorisation d'un murger (+) Préservation d'un cône de vue sur le paysage lointain	C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
Villard-Saint-Sauveur					
Au Verger ★★	1,2	Résidentiel mixte	30	(-) Consommation d'une prairie sans intérêt écologique particulier (-) Risque négligeable de mouvement de terrain et risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (-) Périmètre de protection de captage et sensibilité aux pollutions (-/+) Valorisation d'une friche comme frange (+) Phasage de l'opération (+) Réduction du périmètre permettant de préserver le boisement appartenant à un corridor boisé au nord	R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large sur les limites séparatives pour gérer la transition avec les espaces agricoles limitrophes R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Au Verger ★★ (suite)	1,2	Résidentiel mixte	30	(+) Conservation d'une lisière à l'ouest et intégration dans l'aménagement du site (+) Transition paysagère et écologique, sans refermer le paysage et dégageant des vues sur le coteau agricole (arbres et arbustes en boqueteaux ponctuels, pas de haie continue et opaque) (+) Bande paysagère de recul des constructions limitant l'exposition au bruit de la route des Champs courbes (+) Prise en compte d'un point de vue pour qualifier la rue (+) Gestion des eaux pluviales (noue paysagère)	R Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de stationnement A Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place » R Elargir autant que possible le recul depuis la bordure du boisement R Pour le périmètre de protection éloigné, en sus des recommandations issues de l'arrêté définissant les périmètres de protection quand il existe, Les aménagements doivent garantir la protection de la ressource : limiter l'imperméabilisation, gérer les eaux pluviales sans risque pour la nappe, éviter toute activité ou usage potentiellement polluant et préserver les éléments naturels contribuant à la qualité de l'eau. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec les prescriptions du périmètre éloigné. A Assurer un traitement qualitatif de la lisière avec le boisement conformément à l'OAP « continuités écologiques » A Aménager un point de collecte des déchets ménagers en entrée de site en veillant à son intégration paysagère

Commune et nom de l'OAP	Superficie (ha)	Destination	Nb logements	Incidences résiduelles	Mesures ERC
Viry					
Impasse des Murets ★	0,8	Résidentiel	10	(-) Consommation d'une pâture dégrade sans enjeu (+) Phasage de l'opération (+) Traitement paysager de la lisière avec les habitations voisines (+) Préservation d'une haie arborée	Sans objet
Rue Victor Hugo ★	0,4	Résidentiel	3 à 4	(-) Consommation d'une prairie sans enjeu écologique particulier (-) Destruction d'un bosquet de frêne intéressant en frange ouest (-) Risque de fragmentation d'un réservoir de biodiversité du PNR (-) Risque moyen de retrait gonflement des argiles (+) Préservation de la haie (+) Mixité des formes urbaines limitant la consommation d'espace (+) Transition paysagère avec les espaces naturels et agricoles limitrophes	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau

Focus sur les OAP d'enjeu environnemental fort

a. Les Mouilles (Bellecombe)



Superficie : 1,8 ha

Destination : logements et équipements

Echéance : moyen terme (entre 5 et 10 ans)

Programmation

- Résidence intergénérationnelle, à dominante sénior, de 9 logements et comprenant une salle de convivialité
- Emplacements réservés à la construction de 4 maisons individuelles
- Permettre l'implantation d'un équipement public

Mobilités/Circulations

- Accès principal à aménager
- Espace de stationnement devant comprendre 10 places dont 1 PMR
- Principe de desserte des logements individuels à titre indicatif

Traitement paysager

- Lisière de l'espace boisé à préserver
- Protéger les franges des zones humides
- Espaces verts de jardin commun à préserver

Légende

- Périmètre de l'OAP sectorielle
- Zone humide à protéger
- Courbes de niveau

Rappel des principales caractéristiques environnementales
Prairie de fauche sans enjeu particulier (cf annexe)
Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire
Risque moyen de retrait gonflement des argiles et d'inondation de cave par remontées de nappes
Synthèse des enjeux environnementaux
➢La préservation des éléments de nature ordinaire (haies, boisement) et l'intégration du végétal dans le traitement de l'espace public et les aménagements futurs ➢La préservation des zones humides, tourbières et mares ➢Le traitement soigné des lisières pour préserver la quiétude et l'intégration paysagère ➢La préservation des milieux de la polution lumineuse ➢L'intégration du risque comme composante de l'aménagement

	Incidences	**Mesures complémentaires**
Q1	(+) Traitement de la lisière favorisant l'insertion (+) Préservation d'espaces verts de jardin commun (+) Elaboration d'une OAP (cf STECAL Be*3)	🅁 Accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération

	Incidences	Mesures complémentaires
Q2	(-) Consommation d'une pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024)	R Mieux affirmer la nécessité de limiter la consommation d'espace en demandant d'accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération
Q3	(-/+) Consommation d'une prairie sans enjeu écologique particulier (+) Intégration des zones humides comme composante de l'opération (cf carte terrain en annexe) (+) Evitement des zones humides avec décalage des aménagements (+) Protection des franges des zones humides	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune R les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs.
Q4	(+) Préservation d'espaces verts de jardin commun favorisant l'infiltration (-) Risque de pollution lié aux rejets des constructions mais nédcessité d'un système d'assainissement adapté imposé par le règlement	
Q5	(-) Risque de retrait gonflement des argiles modéré et d'inondation de cave par remontées de nappes	
Q6		
Q7	(-) Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements	

Conclusion

Le site abrite un habitat naturel à faibles enjeux écologiques mais inscrit au registre parcellaire graphique. **L'impact sera modéré** en termes de biodiversité en lien avec la présence de zones humides qui, si elles ont été évitées et intégrées au projet, présentent toutefois une sensibilité (risques de pollution, artificialisation de leurs abords). Il conviendra de prendre des mesures permettant de réduire ces risques à la source par un assaijnissement peformant et le maintien au maximum d'espaces végétalisés.

b. ZA Sous les Bois (Choux)



Superficie : 0.3 ha

Destination : Activité artisanale (ateliers en lien avec l'activité de la charpenterie)

Echéance : Court terme (moins de 5 ans)

Orientations d'aménagement

Haie arborée à préserver

Principe d'accès depuis le chemin de la Croix de Mission

Fond de plan

Périmètre de l'OAP sectorielle

Sente à préserver ou à créer

Courbes de niveau

Rappel des principales caractéristiques environnementales

Belle pelouse sèche à orchidées (cf annexe)

Habitat d'intérêt prioritaire avec présence de 2 espèces protégées

Périmètre éloigné de protection de captage

Risque moyen de retrait gonflement des argiles

Synthèse des enjeux environnementaux

➢La préservation des éléments de nature ordinaire (haies, boisement) et l'intégration du végétal dans le traitement de l'espace public et les aménagements futurs

➢La préservation des « réseaux de pelouses sèches abritant une faune et une flore spécifique remarquable

➢Le traitement soigné des lisières pour préserver la quiétude et l'intégration paysagère

➢La sécurisation de l'alimentation en eau potable (périmètre éloigné de captage)

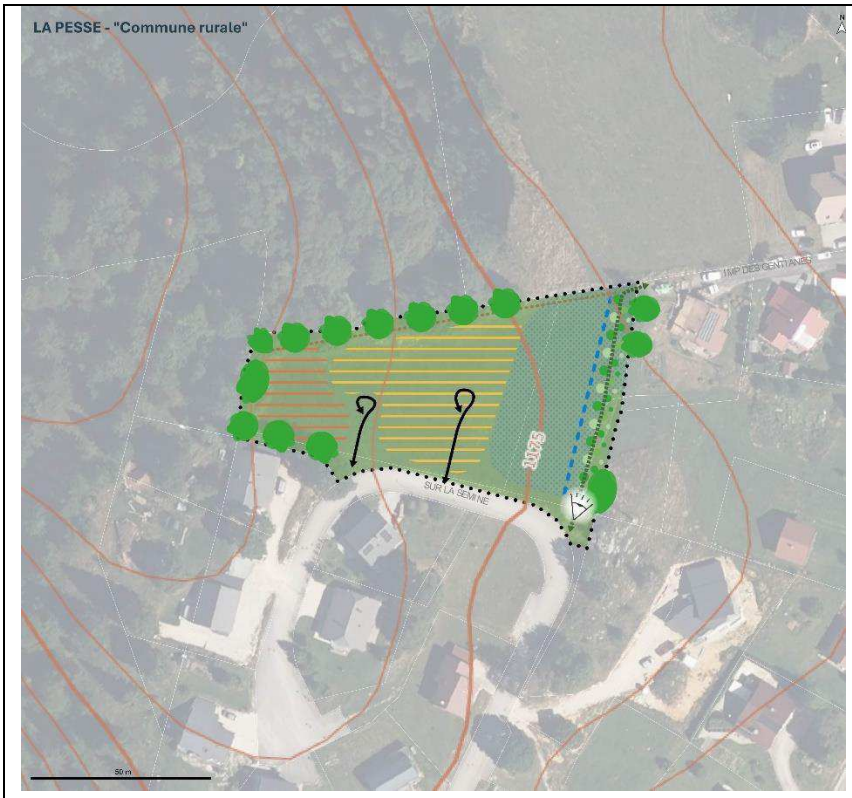
	Incidences	Mesures complémentaires
Q1	(+) Préservation d'une haie arborée sur les franges nord et est assurant la transition avec les espaces agricoles	
Q2	(+) Maintien d'espaces de pleine terre	R Mieux affirmer la nécessité de limiter la consommation d'espace en demandant d'accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération avec présence de zones plantées d'arbres de haute-tige, en maintenant au maximum les arbres présents sur le site, afin de maintenir l'ambiance forestière

	Incidences	Mesures complémentaires
Q3	(+) Préservation d'une haie arborée sur les franges nord et est assurant la transition avec les espaces agricoles (+) Evitement de la station d'espèces protégées (-) Destruction d'une pelouse sèche abritant des espèces patrimoniales (-) Risque de fragmentation des continuités écologiques lié aux constructions et clôtures	R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large (dont la largeur pourra varier selon les secteurs) de large sur les 4 limites séparatives du secteur de projet pour gérer la transition avec les espaces limitrophes R Préserver autant que possible la végétation en place sur la parcelle et les repérer sur le schéma R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune
Q4	(-) Périmètre éloigné de protection de captage et zone sensible aux pollutions	R Les principes de gestion des eaux pluviales seront définis de manière à prendre en compte la situation du site au sein d'une zone sensible aux pollutions et du périmètre de protection éloigné d'un captage
Q5	(-) Risque moyen de retrait gonflement des argiles susceptibles d'affecter les futures constructions	
Q6	Sans objet	Sans objet
Q7	(+) Proximité d'une sente favorisant les modes actifs	A Prévoir la plantation d'arbustes et arbres de haut jet d'essences indigènes sur les franges sud est ouest pour améliorer le confort d'usage de la sente et traiter l'interface avec les espaces limitrophes

Conclusion

Le site abrite un habitat naturel à enjeux abritant des espèces patrimoniales. **L'impact sera fort** en termes de biodiversité. L'aménagement de ce site est à éviter autant que possible : le cas échéant, il conviendra de prendre des mesures permettant de réduire autant que possible les incidences en précisant la localisation des espèces protégées, en adaptant l'implantation des constructions, et en mettant en œuvre des mesures adaptées de réduction, voire de compensation.

c. La Madone (La Pesse)



Superficie : 0.5 ha

Destination : Résidentiel (6 logements minimum)

Echéance : long terme (plus de 10 ans)

Mobilités/Circulation

- Principe d'accès depuis la rue Sur la Semine
- Sentier piétonnier existant à conforter et valoriser

Traitement paysager

- Bordure boisée et arbres existants à préserver
- Cône de vue sur le paysage lointain ou semi-proche
- Bande paysagère (espace commun) à laisser dégager visuellement, pour mise en valeur de la Madone, de la sente et du point de vue
- Gestion des eaux pluviales qualifiant les abords de la sente et le site
- Zone humide à valoriser
- Murger à protéger et valoriser

Rappel des caractéristiques environnementales

Prairie de fauche sans enjeu écologique particulier

Présence d'une zone humide sur le tiers est de la parcelle

Pente vers l'est

Proximité d'une forêt

Risque moyen de retrait gonflement des argiles

Rappel des enjeux environnementaux

➢La préservation des zones humides, tourbières et mares (rôle de rétention des eaux, filtre naturel, faune et flore spécifique remarquable)

➢La préservation des éléments de nature ordinaire (arbres, bosquet, muret) et l'intégration du végétal dans le traitement de l'espace public et les aménagements futurs

➢Le traitement soigné des lisières pour préserver la quiétude et l'intégration paysagère

➢La préservation et la restauration des milieux aquatiques et humides

➢Un développement prenant en compte le cycle de l'eau (gestion alternative des eaux pluviales)

➢L'intégration du risque de ruissellement comme composante de l'aménagement (limitation de l'imperméabilisation)

	Incidences	Mesures complémentaires
Q1	(-) Consommation d'une prairie de fauche générant une artificialisation (+) Préservation d'une bordure boisée et d'arbres permettant un traitement paysager des lisières	Sans objet

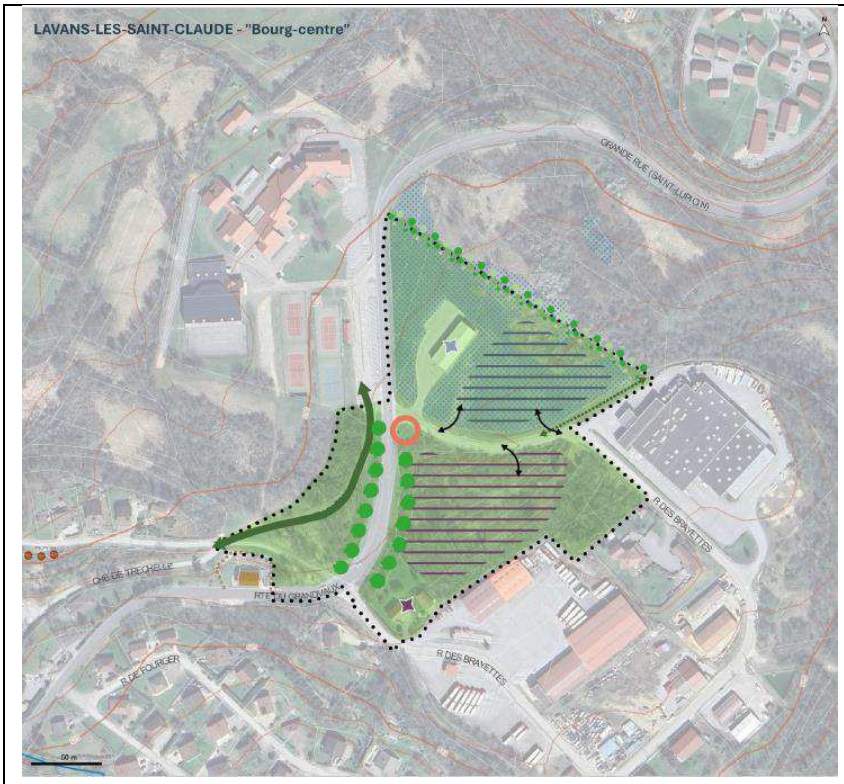
	Incidences	Mesures complémentaires
Q1	(+) Préservation de cônes de vue sur le paysage lointain ou semi-proche (+) Bande paysagère sur la frange est pemettant une valorisation des vues et du paysage (+) Gestion des eaux pluviales qualifiant les abords de la sente et du site (+) Protection et valorisation d'un murger (+) Valorisation de la zone humide comme élément de projet	Sans objet
Q2	(+) Limitation de la consommation d'espace grâce à la construction de petits collectifs	R Mieux affirmer la nécessité de limiter la consommation d'espace en demandant d'accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération avec présence de zones plantées d'arbres de haute-tige, en maintenant au maximum les arbres présents sur le site, afin de maintenir l'ambiance forestière
Q3	(+) Préservation d'une bordure boisée et d'arbres sur les franges assurant la transition avec les espaces forestiers (+) Evitement de la zone humide et valorisation comme élément de projet (-) Risque de fragmentation des continuités écologiques lié aux constructions et clôtures	R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large (dont la largeur pourra varier selon les secteurs) de large sur les 4 limites séparatives du secteur de projet pour gérer la transition avec les espaces limitrophes R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune
Q4	(+) Gestion des eaux pluviales qualifiant les abords de la sente et du site (+) Protection et valorisation d'un murger (+) Valorisation de la zone humide comme élément de projet qui constitue par ailleurs un puits de carbone (-) Sensibilité de la zone humide aux pollutions et à toute perturbation du fonctionnement hydraulique	R Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs.
Q5	(-) Risque moyen de retrait gonflement des argiles susceptibles d'affecter les futures constructions (+) Gestion alternative des eaux pluviales limitant les risques liés au ruissellement	
Q6	(+) Confortement et valorisation d'un sentier piétonnier favorable aux modes actifs	Sans objet

	Incidences	Mesures complémentaires
Q7	(+) Confortement et valorisation d'un sentier piétonnier favorable aux modes actifs	Sans objet

Conclusion

Les orientations d'aménagement ont bien pris en compte les enjeux, notamment écologiques et paysagers, de la zone. La mise en œuvre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser a conduit à intégrer la présence de la zone humide comme élément structurant de l'aménagement de la zone, permettant dans le même temps de la préserver et de la valoriser pour la gestion alternative des eaux pluviales. **L'impact de l'ouverture à l'urbanisation de cette zone devrait être modéré** : la mise en œuvre des mesures proposées permettrait de réduire encore les risques d'incidences.

d. Gendarmerie (Lavans-les-Saint-Claude)



Superficie : 4,4 ha

Destination : Activités

Echéance : moyen terme (5 à 10 ans)



Rappel des caractéristiques environnementales

Présence de pelouses sèches et de zones humides à enjeux écologiques

Fourrés et friches de m oindre intérêt sur les coteaux

Zone bleue au PPR mouvement de terrain et risque moyen de retrait gonflement des argiles

Rappel des enjeux environnementaux
➢La préservation des zones humides, tourbières et mares (rôle de rétention des eaux, filtre naturel, faune et flore spécifique remarquable) ➢La préservation de la fonctionnalité des continuités écologiques (réservoir de biodiversité) jusque dans l'espace bâti ➢Le traitement soigné des lisières pour préserver la quiétude et l'intégration paysagère ➢Un développement prenant en compte le cycle de l'eau (limitation de l'imperméabilisation)

	Incidences	Mesures complémentaires
Q1 	(+) Préservation d'une haie arborée pour créer un écran depuis la RD118 (+) Création de végétations ponctuelles pour qualifier la lisière sans refermer le paysage (+) Transition paysagère avec les espaces limitrophes au nord-est	Sans objet
Q2 	(-/+) Adaptation du projet permettant de concentrer les espaces artificialisés au sud et de préserver les espaces en zones humides et pelouses sèches au nord	R Préserver autant que possible la végétation en place sur la parcelle R Implanter les futures constructions au plus près de la route
Q3 	(-) Consommation de milieux d'enjeux variés et de boisements avec risque de destruction de grands arbres présentant un intérêt écologique au sud (-/+) Adaptation du projet permettant d'éviter la fragmentation d'un corridor paysager assurant une certaine perméabilité dans une zone déjà bien bâtie	E Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs. C Le cas échéant, les projets impactant des zones humides devront démontrer l'application de la séquence éviter-réduire-compenser. Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 % des surfaces impactées conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée. Elles seront localisées en priorité dans le même sous-bassin versant. Les secteurs identifiés comme potentiels de renaturation pourront contribuer aux actions de compensation. » A Intégrer la zone humide comme élément structurant du projet, et étudier la possibilité de la valoriser pour la gestion des eaux pluviales

	Incidences	Mesures complémentaires
Q3		R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue
Q4		Sans objet
Q5	(-) Risque moyen de retrait-gonflement des argiles pouvant affecter les constructions (-) Provenance de ruissellement depuis el haut du coteau	R Organiser les bâtiments, voie de desserte interne et espaces libres non végétalisés pour favoriser l'infiltration de l'eau, de manière à ne pas aggraver les ruissellements à l'aval R Suivre les prescritions du PPR mouvement de terrain concernant le rejet éventuel des eaux usées, des eaux pluviales, et des eaux de drainage pour absorber leurs débits sans aggraver les risques d'instabilité des sols ou en provoquer de nouveaux
Q6	(+) Préservation d'une haie arborée pour créer un écran depuis la RD118 et limitant le bruit (+) Aménagement d'une liaison douce, verte et sécurisée, entre le bourg et le collège	Sans objet
Q7	(+) Aménagement d'une liaison douce, verte et sécurisée, entre le bourg et le collège	Sans objet

Conclusion

Les orientations d'aménagement permettent de réduire les incidences sur le paysage. Le projet a fait l'objet d'un travail itératif mettant en œuvre la séquence ERC : la zone de projet initialement pressentie a été sensiblement réduite sur le nord et l'ouest afin de concentrer les aménagements à proximité de SDIS et des infrastructures existantes et de préserver les espaces de pelouses et de zones humides au nord de la limite septentrionale de l'OAP. L'ouverture à l'urbanisation de la zone aura toutefois des incidences résiduelles sur la biodiversité avec un risque de destruction et/ou de dégradation d'une zone humide (à l'est du SDIC). Si cette dernière ne présente pas de caractéristiques écologiques majeures, elle constitue toutefois, au titre du SDAGE, un espace naturel à enjeux qui nécessitera la mise en œuvre de mesures de compensation si le projet de gendarmerie était amené à l'impacter. La collectivité a d'ores et déjà identifié (cf OAP thématique « continuités écologiques ») un ensemble de sites naturels pouvant être ciblés de manière privilégiée pour des opérations de renaturation intégrant la création / restauration de zones humides (cf focus page suivante relatif au projet de renaturation du Bief du Nans). Quoi qu'il en soit, l'aménagement de la zone pourra être l'occasion de préserver la zone humide voire de l'intégrer comme élément structurant du projet, notamment pour la gestion alternative des eaux pluviales. Le maintien de surfaces végétalisées et le traitement de lisières sont indispensables pour favoriser l'insertion des constructions dans le site. **L'impact de l'ouverture à l'urbanisation de cette zone devrait être fort .**

Focus sur la friche SMOBY et le projet de renaturation du Bief du Nans (cf détails en annexe)

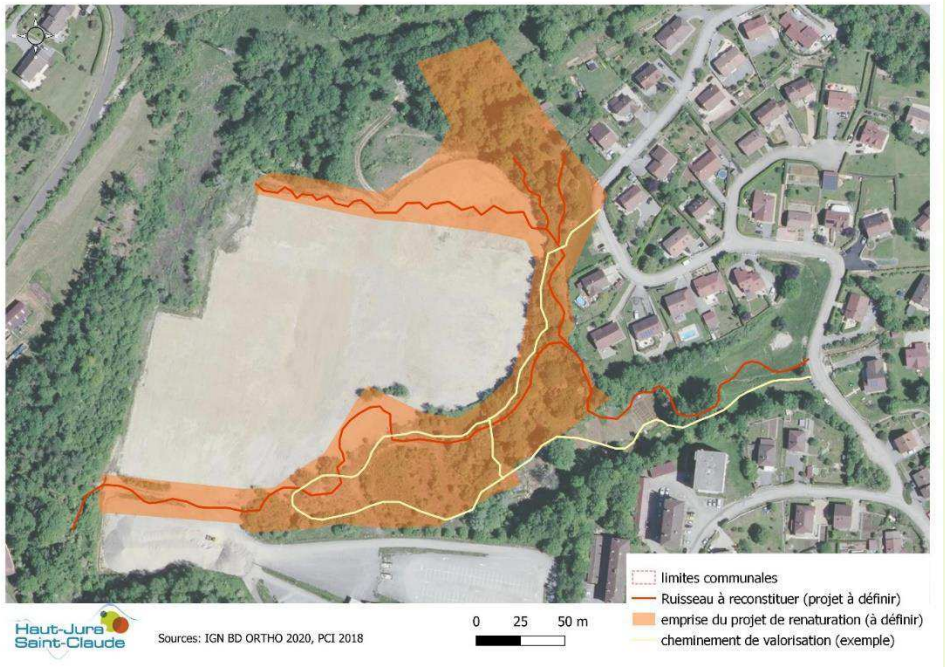
L'entreprise SMOBY, fondée en 1924 à Lavans-lès-Saint-Claude, fut leader dans la fabrication de « *jouets d'extérieur, de jouets d'imitation, de jouets premier âge et d'articles roulants*. » Elle compte plusieurs sites de production, de stockage et de logistique de le Jura : à Lavans-lès-Saint-Claude où demeure le siège social sur le site historique, à Moirans-en-Montagne, plateforme logistique et une usine de montage et assemblage et à Arinthod où se concentre la production des jouets).

L'entreprise s'est installée en 1956 au quartier « Bourg Dessus » à Lavans-les-Saint-Claude. Au début des années 80, les besoins d'équipements et de développement de l'entreprise ont nécessité l'extension du site de production sur la partie nord, générant d'importants mouvements de terre (remblais et terrassements) et des aménagements lourds, artificialisant et imperméabilisant les sols. Les aménagements ont conduit au busage du ruisseau « bief du Nans », cours d'eau permanent qui se jette dans la Bienne au hameau du Lizon, initialement pour l'implantation d'un bâtiment puis, au fil du temps, sur une large bande. Avec la création du lotissement au lieudit « à la chaux », le cours d'eau historique a entièrement disparu.

L'entreprise, qui a rencontré des difficultés, un rachat et une restructuration, a déconstruit une partie de ses bâtiments entre 2018 et 2019, laissant une plateforme en friche sur un tènement d'environ 4,2ha. Le dispositif Cartofriches (recensement des friches réalisé par le CEREMA) identifie ce site comme un espace à enjeu majeur en matière de sobriété foncière. La faible accessibilité du site ne permet pas réaliser un projet de développement urbain viable et les enjeux environnementaux présents encouragent au réemploi de ce site vers d'autres usages.

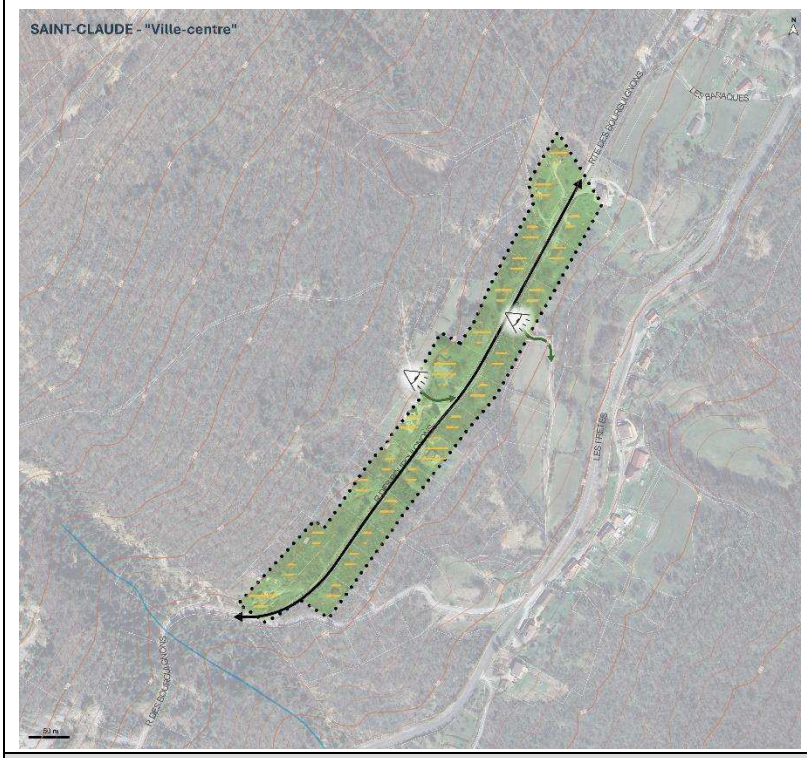
Les fonctionnalités écologiques et hydrogéographiques du ruisseau du Nans ont été fortement impactées par le développement du site industriel. Le site présente un enjeu fort de renaturation (réouverture du cours d'eau, reconstitution de milieux humides ...) nécessaire pour le bon fonctionnement des écoulements des eaux superficielles et, plus largement, pour la sécurité des personnes et biens en cas de forts épisodes pluvieux (risques d'inondation par ruissellement notamment).

Afin d'améliorer la qualité environnementale du site, un projet de renaturation du bief du ruisseau du Nans se précise dans le but de reconstituer le cours d'eau originel. Les espaces renaturés pourront également bénéficier à l'ensemble de la population comme un espace de nature dans un contexte urbain (bénéfice de lien social, d'éducation ...).



Par ailleurs, une étude réalisés en 2019 par la SEM ENR Citoyenne a en 2019 a montré que le site dispose d'un fort potentiel de déploiement d'une centrale photovoltaïque au regard de son exposition, de la proximité des réseaux et équipements (points de raccordement à proximité), du caractère dégradé du site (localisation préférentielle pour ce type de projet). La principale contrainte reste l 'absence de maîtrise foncière.

e. Les Bourguignons (Saint-Claude)



Superficie : 5,6 ha

Destination : logement

Echéance : moyen terme (5 à 10 ans)

Programmation

Permettre l'implantation d'habitats dans le lotissement des Bourgignons tout en limitant leur emprise au sol et assurant une forte intégration paysagère et environnementale

Mobilités/Circulation

Principe d'accès traversant le long de la route des Bourgignons

Sentes à préserver

Traitement paysager

Garantir des transitions paysagère avec

Cônes de vue sur le paysage lointain

Fond de plan

Périmètre de l'OAP sectorielle

Ruisseaux

Courbes de niveau

Rappel des caractéristiques environnementales

ZNIEFF de type 1 au-dessus de la route des Bourguignons

Réservoir de biodiversité forestier du PNR

Site natura 2000 en lisière

Rappel des enjeux environnementaux

➢La protection du patrimoine naturel remarquable (ZNIEFF1), avec une vigilance particulière pour ceux qui sont à proximité immédiate des tissus urbains

➢La préservation de la fonctionnalité des continuités écologiques (réservoir de biodiversité)

➢La préservation des éléments de nature ordinaire (mur de pierre sèche, arbres, boisement, haie) et l'intégration du végétal dans le traitement de l'espace public et les aménagements futurs

➢Le traitement soigné des lisières pour préserver la quiétude et l'intégration paysagère

➢Un développement prenant en compte le cycle de l'eau (limitation de l'imperméabilisation)

	Incidences	Mesures complémentaires
Q1	(-) Risque de banalisation du paysage en cas d'essences non adaptées au contexte local (+) Garantie de transitions paysagères avec l'espace boisé (+) Préservation de cônes de vue sur le paysage lointain	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue
Q2	(+) Maintien de surfaces non artificialisées au sein et sur les bords (+) Préservation des boisements en limite ouest	R Préserver autant que possible la végétation en place sur la parcelle

	Incidences	Mesures complémentaires
Q3	(-) Risque de fragmentation des continuités écologiques lié aux constructions et clôtures et risque de dérangement des espèces lié à l'éclairage (+) Préservation des boisements en limite ouest (+) Aménagement d'une transition paysagère en pourtour du site	R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 30 m de large en bordure de boisement à l'ouest
Q4		
Q5	(-) Pente avec risque de ruissellement	R Organiser les bâtiments, voies de desserte interne et espaces libres non végétalisés pluviales en adéquation avec les données topographiques et géotechniques du site pour favoriser l'infiltration de l'eau, de manière à ne pas aggraver les risques à l'aval
Q6	(-) Production de déchets supplémentaires liée aux habitants des plus de 27 logements construits	A Aménager un point de collecte des déchets ménagers en entrée de site en veillant à son intégration paysagère
Q7	(+) Préservation de sentes favorables aux modes actifs	

Conclusion

Les orientations d'aménagement permettent de réduire les incidences sur le paysage. Le maintien de vastes surfaces végétalisées et le traitement de lisières sont indispensables pour favoriser l'insertion des constructions dans le site tout en permettant dans le même temps une gestion alternative des eaux pluviales. **L'impact de l'ouverture à l'urbanisation de cette zone devrait être modéré** : ils concernent avant tout les enjeux écologiques eu égard au positionnement de la zone en limite de réservoir forestier et en ZNIEFF de type 1.

f. Extension de la ZA du Péron (Viry)



Superficie : 1,7 ha

Destination : Activités économiques artisanales et industrielles

Echéance :

Programmation

- Extension de la zone artisanale et accueil de nouvelles activités
- Les nouvelles constructions doivent bénéficier d'un traitement architectural plus poussé et être dôtées de toitures végétalisées

Traitement paysager

- Haie arborée à préserver et conforter
- Aménager une transition paysagère entre le secteur de projet et le boisement voisin
- Planter une transition paysagère le long de la limite Sud du site, sans refermer le paysage ni effacer la lecture du socle paysage de la silhouette urbaine et de la butte
- Porter une attention particulière au traitement des espaces non bâtis où la pelouse présente doit être conservée et valorisée le plus possible.
- Tenir comte des points de vue depuis les reliefs de la commune (dont panorama du cimetière)

Mobilités/Circulation

- Accès à créer depuis la zone artisanale existante.

Fond de plan

- Périmètre de l'OAP sectorielle
- Ruisseaux
- Courbes de niveau

Rappel des caractéristiques environnementales

Réservoir de biodiversité « Milieux ouverts du PNR » au sud

Site Natura 2000

Pelouse sèche de très bonne qualité avec de nombreuses orchidées et une grande diversité végétale, présence de nombreux papillons et pollinisateurs

Rappel des enjeux environnementaux

➢La protection du patrimoine naturel remarquable, avec une vigilance particulière pour ceux qui sont à proximité immédiate des tissus urbains

➢La préservation des « réseaux de pelouses sèches abritant une faune et une flore spécifique remarquable »

➢La préservation des éléments de nature ordinaire (haie) et l'intégration du végétal dans le traitement de l'espace public et les aménagements futurs

➢Le traitement soigné des lisières pour préserver la quiétude et l'intégration paysagère

➢Un développement prenant en compte le cycle de l'eau (gestion alternative des eaux pluviales, limitation de l'imperméabilisation)

	Incidences	Mesures complémentaires
Q1	(-) Construction de la zone au sud au-delà de la ligne topographique avec risque d'incidences sur le paysage (constructions et faîtages pouvant entrer en concurrence avec la lecture des socles paysagers de la silhouette urbaine de Viry et la petite ligne de crête) (+) Préservation et confortement d'une haie arborée sur les bordures ouest et nord (+) Aménagement d'une transition paysagère entre le secteur de projet et le boisement voisin (+) Plantation d'une transition paysagère le long de la limite Sud du site, sans refermer le paysage ni effacer la lecture du socle paysage de la silhouette urbaine et de la butte (+) Prise en comte de points de vue depuis les reliefs de la commune (dont panorama du cimetière) (+) Traitement architectural plus poussé des constructions au sud pour limiter l'impact sur le paysage	Sans objet
Q2		Sans objet
Q3	(-) Consommation d'une sèche de très bonne qualité (+) Préservation et confortement d'une haie arborée sur les bordures ouest et nord (+) Aménagement d'une transition paysagère entre le secteur de projet et le boisement voisin	E Eviter la construction sur les secteurs de pelouses et *a minima* dans la zone de réservoir du PNR R Le cas échéant, réduire au maximum les surfaces artificialisées
	(+) Traitement des espaces non bâtis pour préserver et valoriser autant que possible la pelouse	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Elargir autant que possible le recul depuis la bordure du boisement A Assurer un traitement qualitatif de la lisière avec le boisement conformément à l'OAP « continuités écologiques »

	Incidences	Mesures complémentaires
Q4		Sans objet
Q5	(-) Pente avec risque de ruissellement en direction de la route (+) Traitement architectural plus poussé des constructions au sud et toitures végétalisées participant du ralentissement des eaux pluviales	R Gestion des eaux pluviales limitant l'imperméabilisation, prévoyant un prétraitement adapté des ruissellements et évitant tout transfert de polluants vers la nappe pour tenir compte de la proximité du Longviry. Maintenir et renforcer les continuités végétales et éléments naturels participant à la protection de la ressource
Q6		Sans objet
Q7		Sans objet

Conclusion

L'impact de l'ouverture à l'urbanisation de cette zone sera fort, notamment sur la biodiversité, du fait de l'artificialisation de pelouses sèches avec un fort intérêt écologique. L'aménagement de cette zone aura également des incidences sur le paysage, notamment du fait de l'implantation de constructions au-delà de la ligne topographique sur la moitié sud de la zone : l'orientation en faveur d'un traitement architectural plus poussé des constructions au sud contribuera à atténuer les effets préjudiciables.

g. Lotissement Roche d'Enchelleux (Viry)



Superficie : 1,7 ha

Destination : résidentielle (environ 20 logements)

Echéance : : court terme (moins de 5 ans)

Programmation

Programme d'environ 20 logements

Ligne topographique au-delà de laquelle toute construction et faîtage pourraient entrer en concurrence avec la lecture de la ligne de crête depuis les points de vue embrassant la silhouette urbaine (ex : cimetière)

Traitement paysager

Boisements à préserver lors de l'aménagement du site.

Aménager une transition paysagère en pourtour du site (valoriser et laisser dégager la frange boisée à l'ouest et ne pas créer de haie continue sur les autres franges)

Arbre à planter pour marquer les entrées de site

Mobilités/Circulation

Accès principal dont le tracé prendra en compte la nature de la topographie, et intègrant une aire de retournement.

	Incidences	Mesures complémentaires
Q1	(+) Encadrement des hauteurs pour préserver la lecture de la ligne de crête depuis les points de vue (+) Aménagement d'une transition paysagère en pourtour du site conciliant enjeux de transition paysagère et de préservation de la lisière boisée (+) Prise en compte des points de vue (+) Plantation d'arbre pour marquer les entrées de site et qualifier la rue (+) Accès principal dont le tracé prendra en compte la nature de la topographie	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue
Q2	(+) Réduction de la zone limitant la surface d'ENAF consommée (+) Maintien de surfaces non artificialisées au sein et sur les bords (+) Préservation des boisements en limite ouest	
Q3	(+) Réduction de la zone permettant de limiter les incidences sur les milieux et les espèces (-) Destruction d'une pelouse sèche de très bonne qualité au sein d'un site Natura 2000	R Préserver autant que possible la végétation en place sur la parcelle et les repérer sur le schéma A Assurer un traitement qualitatif de la lisière avec le boisement conformément à l'OAP « continuités écologiques »

	Incidences	Mesures complémentaires
Q3	(-) Risque de fragmentation des continuités écologiques lié aux constructions et clôtures et risque de dérangement des espèces lié à l'éclairage (+) Préservation des boisements en limite ouest (+) Plantation d'arbre pour marquer les entrées de site et qualifier la rue (+) Aménagement d'une transition paysagère en pourtour du site	R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 30 m de large en bordure de boisement à l'ouest
Q4	(-) Aménagement dans une zone sensible aux pollutions	R Les principes de gestion des eaux pluviales seront définis de manière à prendre en compte la situation du site au sein d'une zone sensible aux pollutions
Q5	(-) Pente avec risque de ruissellement	R Organiser les bâtiments, voies de desserte interne et espaces libres non végétalisés pluviales en adéquation avec les données topographiques et géotechniques du site pour favoriser l'infiltration de l'eau, de manière à ne pas aggraver les risques à l'aval R Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de circulation
Q6	(-) Production de déchets supplémentaires liée aux habitants des plus de 27 logements construits	A Aménager un point de collecte des déchets ménagers en entrée de site en veillant à son intégration paysagère
Q7	Sans objet	Sans objet

Conclusion

Eu égard à la mise en œuvre de la séquence Eviter-Réduire-Compenser, les incidences résiduelles de l'ouverture à l'urbanisation de cette zone ont été réduites mais restent toutefois modérées. En effet, la réduction de la surface de l'OAP et la préservation des boisements ont permis de réduire les incidences sur la sous-trame boisée. L'aménagement se traduira toutefois par l'artificialisation de pelouses sèches de bonne qualité ce qui est préjudiciable à la biodiversité.

Synthèse sur les effets cumulés des OAP

L'analyse individualisée des OAP a permis de mettre en évidence les effets de chacune sur tout ou partie des composantes environnementales. Au-delà des incidences sectorielles, il convient de prendre également en compte leurs effets cumulés. La matrice suivante synthétise les résultats de l'évaluation de chaque OAP. La dernière ligne résume les effets cumulés de l'ensemble des OAP sur chacune des composantes environnementales. La dernière colonne permet d'appréhender les effets de chacune des OAP sur l'ensemble des thématiques environnementales.

Tableau n°6. Synthèse des incidences des OAP

OAP et enjeu / thématiques									Cumul
★★	Chemin de la Chapelle	🟨	🟨	🟧	🟨	⬜	🟨	⬜	🟨
★★★	Les Mouilles	🟨	🟧	🟨	🟧	🟨	⬜	🟧	🟧
★★	ZA Chambouille III	⬜	⬜	🟨	⬜	⬜	🟨	⬜	🟨
★★	ZA au Querre	⬜	🟨	🟨	🟨	🟨	⬜	⬜	🟨
★★	La Brocatelle II	⬜	🟨	⬜	🟨	🟨	🟧	⬜	🟨
★	Chemin du Loup	🟨	🟨	🟨	🟧	🟨	⬜	⬜	🟨
★★★	ZA Sur le Bois	🟨	🟨	🟥	🟧	🟨	⬜	⬜	🟥
★	Sur Panissette	🟩	🟧	⬜	🟧	🟨	🟨	⬜	🟧
★	Rue du Lac	🟨	🟨	🟨	⬜	⬜	🟨	🟩	🟨
★	La croix Raffourg	⬜	🟨	🟨	⬜	🟨	⬜	⬜	🟨
★	Bas de Versac	🟨	🟨	🟨	⬜	🟨	⬜	⬜	🟨
★	Sur la Fontaine	🟨	🟧	🟨	⬜	🟨	🟨	🟩	🟨
★★	ZA Les Emboinchats	🟧	🟧	🟧	⬜	⬜	⬜	⬜	🟧
★★★	Sur la Semine	🟨	🟨	🟧	🟧	🟨	🟩	🟩	🟧
★★	Sur la Semine	🟨	🟧	🟨	⬜	⬜	⬜	⬜	🟨
★	Route des Darappes	🟨	🟨	🟨	⬜	🟨	⬜	⬜	🟨
★★	Rue de la Fruitière	🟨	🟨	🟨	⬜	🟨	🟩	🟩	🟨
★	Les Francs Comtois	🟨	🟨	🟨	⬜	🟨	🟩	🟩	🟨
★★	Rue des Crêtes	🟨	🟨	🟨	⬜	⬜	⬜	⬜	🟨
★	Sous les Champs	🟨	🟨	🟨	⬜	⬜	🟩	🟩	🟨
★★	Le Curtillet II	🟨	🟥	🟧	-🟨	🟨	⬜	⬜	🟧
★★★	Gendarmerie	🟨	🟧	🟥	-🟨	🟧	⬜	⬜	🟥
★	Crêt du Bief II	🟨	🟧	🟨	⬜	🟨	⬜	⬜	🟨
★★	Pratz	🟨	🟨	🟨	🟨	🟨	🟨	⬜	🟨
★	Le Grand Verger	🟨	🟨	🟨	🟨	⬜	🟨	⬜	🟨

OAP et enjeu / thématiques									Cumul
★	ZA Curtillet								
★	Chemin du Cantou								
★	Chemin du Cantou								
★★	Rue de Très la Ville								
★★	La Cheminée								
★★	Entrée du village								
★★	La Perrena								
★	Route de Viry								
★★	Les Avignonets								
★★	Extension Cinquétral								
★★	Chabot								
★★★	Les Bourguignons								
★★	Etables								
★	Chaumont								
★	Chevry								
★★	Combe aux chats								
★	Le Grand Essard								
★	Le Dîme								
★	La fin du Pré								
★★	Au Chapy								
★★	Chemin des épines								
★	Route de Genève								
★	Au Manon								
★★	Au Verger								
★	Impasse des Murets								
★★★	ZA du Péron								
★	Rue Victor Hugo								
★★★	Roche d'Enchelleux								
	Effets cumulés								

Il en ressort que les OAP « ZA Sur le bois », « Gendarmerie » et « ZA du Péron » auront des incidences fortes sur l'environnement notamment en termes de biodiversité :

- pour la première, avec la consommation d'une belle pelouse sèche à orchidées, habitat d'enjeu européen, et la présence de deux espèces protégées ;

- pour la seconde, avec la destruction de zones humides, habitats naturels en régression, qui abritent généralement des espèces remarquables de la faune et de la flore, et protégées par le SDAGE Rhône-Méditerranée qui demande la mise en œuvre de mesures de compensation. La séquence Eviter-Réduire-Compenser a été mise en œuvre dans le cadre de l'élaboration de cette OAP et a notamment conduit à réduire le périmètre de cette dernière de manière à protéger les milieux naturels intéressants situés au nord de la zone. Le site d'implantation de la gendarmerie a été déplacé au niveau de l'actuel bâtiment du SDIS afin de cocentrer les impacts dans une zone déjà aménagée. La zone humide pourra être intégrée comme composante du projet pour la gestion des eaux pluviales ;

- pour la troisième, avec l'implantation du projet dans un réservoir de biodiversité « Milieux ouverts du PNR » au sud, la présence d'un site Natura 2000 et la consommation d'une pelouse sèche de très bonne qualité, avec de nombreuses orchidées et une grande diversité végétale, et la présence de nombreux papillons et pollinisateurs.

Par ailleurs, les effets cumulés de l'ensemble des OAP sectorielles auront des incidences fortes sur la consommation d'espace, avec quelques 66 ha destinés à être pour tout ou partie ouverts à l'urbanisation.

Les effets sur la biodiversité seront forts mais pourront, pour certains, être réduits, voire compensés.

LE SAVIEZ-VOUS?

Le SDAGE impose d'appliquer la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC) lorsque des projets affectent des zones humides : en premier lieu éviter les impacts, puis les réduire, et en dernier recours compenser ce qui ne peut être évité. La non-dégradation est un principe fort : le SDAGE vise à éviter les "pertes sèches" de zones humides.

Définir des mesures de compensation de zones humides dans un PLU(i) est possible, mais doit respecter plusieurs principes : la séquence ERC, le cadre juridique du PLU(i), et le fait que la mise en œuvre directe des mesures de compensation s'opère normalement au stade du projet (et appartient à chaque maître d'ouvrage) et non directement dans le règlement d'urbanisme du PLU(i).

Autrement dit le PLU(i) **crée les conditions** pour que les mesures de compensation soient possibles, cohérentes et efficaces. Il peut **organiser, anticiper, localiser et faciliter** la mise en œuvre de ces mesures sur le territoire.

A ce titre, la collectivité a identifié quelques sites qui pourraient être valorisés pour la mise en œuvre de mesures compensatoires résultant de la mise en œuvre des projets (cf OAP thématique « continuités écologiques »).

❖ Les Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL)

Les zones agricoles, naturelles et forestières des documents d'urbanisme sont des zones, en principe, inconstructibles ou pour lesquelles la constructibilité doit rester très limitée.

Aussi dans ces zones, afin de gérer les activités existantes (extension, création de nouveaux bâtiments, aménagements, etc.), le Code de l'Urbanisme offre la possibilité de délimiter des Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL) dans lesquels peuvent être autorisées la gestion de ces constructions ainsi que de nouvelles constructions à condition de ne pas porter atteinte à la préservation des sols agricoles et sylvicoles et à la sauvegarde des espaces naturels.

LE SAVIEZ-VOUS?

Dans les STECAL, peuvent être autorisés :

- des constructions ;
- des aires d'accueil et des terrains familiaux locatifs destinés à l'habitat des gens du voyage ;
- des résidences démontables constituant l'habitat permanent de leurs utilisateurs.

Ref. règlementaire : art. L. 151-13 du code de l'urbanisme

Le code de l'urbanisme ne précise pas les autres constructions possibles à l'intérieur des STECAL. Il appartient à l'autorité compétente en matière de document d'urbanisme, en fonction des besoins et des circonstances locales, de fixer le contenu possible des STECAL.

Si dans le document d'urbanisme des STECAL sont délimités, le règlement écrit :

- précise les conditions de hauteur, d'implantation et densité des constructions permettant d'assurer leur insertion dans l'environnement et leur compatibilité avec le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone ;
- fixe les conditions relatives aux raccordements aux réseaux publics, ainsi que celles relatives à l'hygiène et à la sécurité auxquelles les constructions, les résidences démontables ou les résidences mobiles doivent satisfaire.

Ces secteurs sont soumis à l'avis simple de la commission départementale de préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (CDPENAF).,

Présentation des STECAl prévus dans le cadre du PLUi

28 STECAL ont été délimités en zones N et A. Ces derniers ont vocation à permettre la réalisation d'aménagements répondant à diverses vocations (équipements publics, logement, hébergement touristique ...).

Les secteurs définis représentent quelques 6 hectares identifiés, soit 0,016% du zonage total.

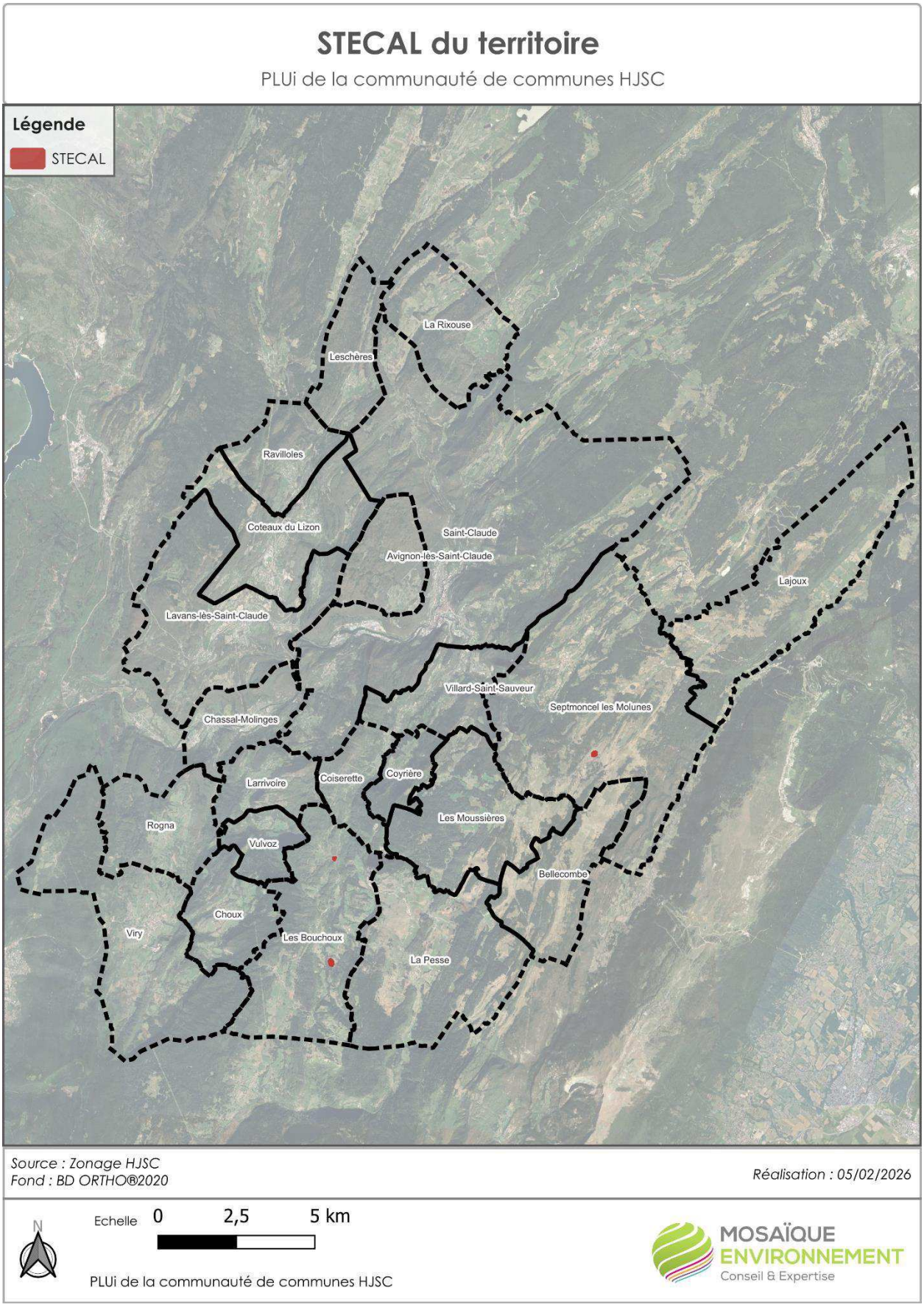
Tableau n°7. Liste et caractéristiques des STECAL

Commune	Référence	Surface ha
ZONE AGRICOLE		
BELLECOMBE	A*be1	0.081
BELLECOMBE	A*be2	0.079
BELLECOMBE	A*be3 (2 secteurs)	0.296
BELLECOMBE	A*be4	0.081
BELLECOMBE	A*be5	0.013

Commune	Référence	Surface ha
BELLECOMBE	A*be6	0.046
BELLECOMBE	A*be7	0.089
BELLECOMBE	A*be8	0.024
BELLECOMBE	A*be9	0.006
BELLECOMBE	A*be10	0.012
BELLECOMBE	A*be11	0.011
BELLECOMBE	A*be12	0.047
BELLECOMBE	A*be13	0.760
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE	A*lav1	0.377
LES BOUCHOUX	A*bo1	0.01
LES BOUCHOUX	A*bo2	0.006
LES BOUCHOUX	A*bo3	0.005
LES BOUCHOUX	A*bo4	0.087
LES MOUSSIERES	A*mo1	0.714
SEPTMONCEL LES MOLUNES	A*se1	0.16
SEPTMONCEL LES MOLUNES	A*se2	0.004
ZONE NATURELLE		
BELLECOMBE	N*be1	0.008
BELLECOMBE	N*be2	0.025
BELLECOMBE	N*be3	0.181
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE -	N*lav1	1,5
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE -	N*lav2	1,322
SAINT-CLAUDE	N*sc1	0.239
SEPTMONCEL LES MOLUNES	N*se1	0.441

La carte qui suit présente la localisation des divers STECAL.

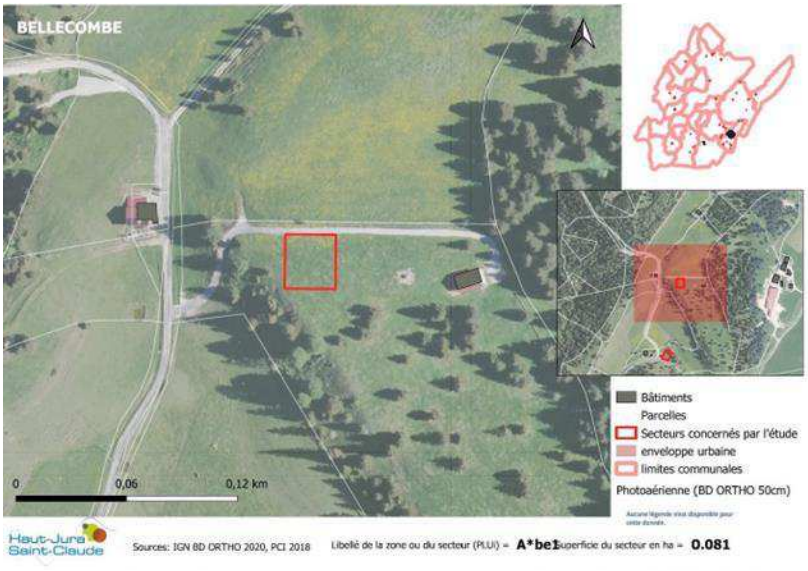
Leur évaluation consiste à appréhender les effets positifs (■), nuls ou neutres (■) ou négatifs faibles (■), moyens (■) ou forts (■) des dispositions les concernant prévues dans le règlement et, si besoin, de proposer des mesures pour éviter, réduire ou compenser les incidences négatives résiduelles.



Carte n°22. Les STECAL

a. STECAL A*be1 (Bellecombe)

Projet d'implantation d'une maison à usage d'habitation de 150 à 200 m² (R+1+C) au lieu-dit « Les Grosses Coupes » à Bellecombe



Superficie : 0.081 ha

Sous destinations autorisées sous condition : Logement

Emprise au sol : 220 m²

Hauteur maximale des constructions : 6 m à l'égout du toit, et 9 m au faîtage

Aspect extérieur des constructions : construction d'aspect traditionnel



Vue la route « les coupes »– Google Maps©

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief valonné ponctué de végétation		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024) de valeur agronomique très faible		Sans objet
	Aucun périmètre de protection environnementale règlementaire ou d'inventaire, pâture d'enjeu écologique faible La pâture ne présente pas d'enjeu écologique particulier La frange sud de la parcelle est occupée par de la zone humide (cf carte en annexe)		R Préserver autant que possible la végétation en place sur la parcelle R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs.

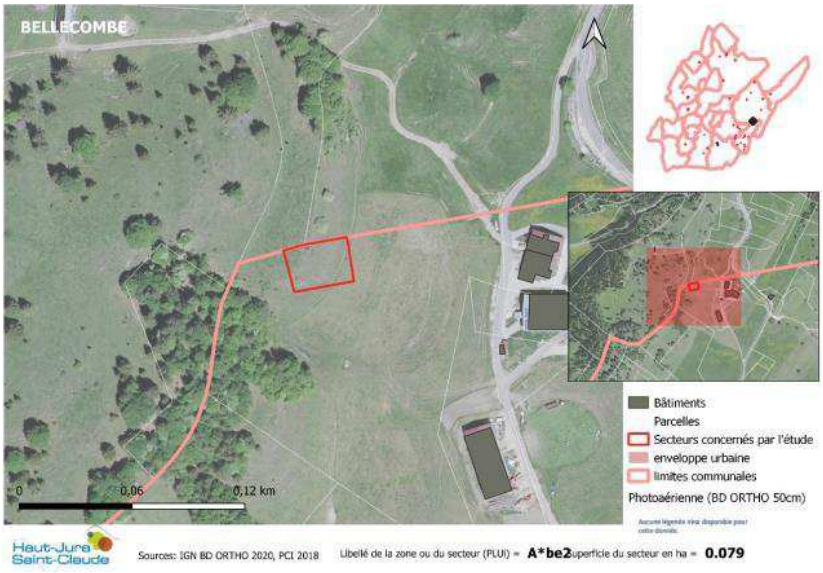
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
			C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée.
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence modérée sur l'environnement. Une zone humide est présente en limite sud du secteur : il conviendra de mettre en œuvre la séquence ERC afin de s'assurer de la non dégradation directe de la zone humide ou induite via la modification de son espace de bon fonctionnement. L'opération peut par contre être conçue en intégrant la zone humide comme composante du projet. Les risques d'incidences concernent l'intégration de la future construction dans le site et sont réductibles avec un traitement soigné des abords s'inspirant de la végétation environnante.

b. STECAL A*be2 (Bellecombe)

Projet d'implantation d'une maison à usage d'habitation de 150 à 200 m² (R+1+C) au lieu-dit « Chez Millet » à Bellecombe



Superficie : 0.079 ha

Sous destinations autorisées sous condition Logement

Emprise au sol maximale totale des constructions : 220 m²

Hauteur maximale des constructions : 6 m à l'égout du toit, et 9 m au faîtage

Aspect extérieur des constructions : construction d'aspect traditionnel



Vue la route « de la grande vie »– Google Maps©

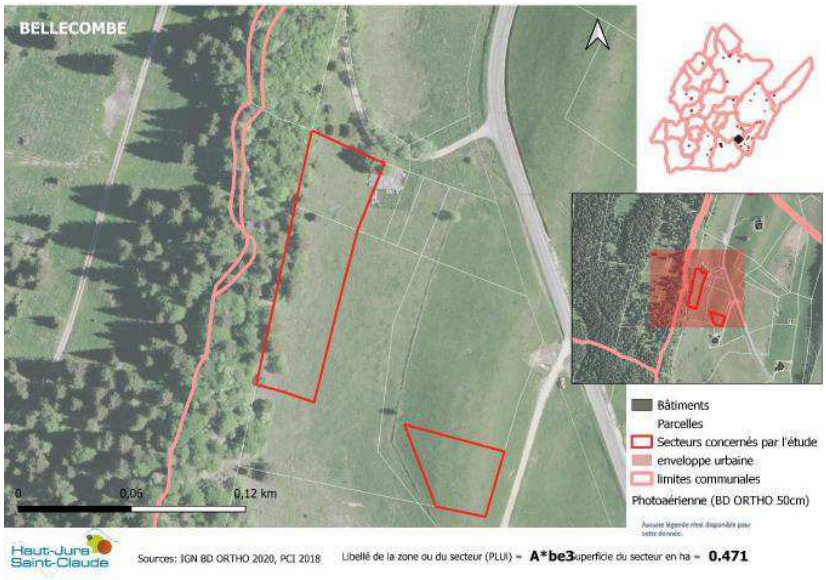
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief valonné ponctué de végétation		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024)		R Limiter au maximum l'artificialisation
	Pâture de faible enjeu écologique Bordure du site Natura2000 « Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen » Présence d'une zone humide au centre de la parcelle (cf carte en annexe)		R Préserver autant que possible la végétation en place sur la parcelle R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs.
			C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée.
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une **incidence forte** sur l'environnement. Les principaux risques d'incidences concernent la présence d'une zone humide qui impacte une large partie du STECAL. Eu égard aux surfaces concernées, la construction d'une habitation aura sans aucune doute un impact sur la zone humide et/ou son espace de bon fonctionnement. La mise en œuvre de la séquence ERC apparait indispensable pour définir les mesures ad hoc si les incidences ne peuvent être évitées. Les impacts relatifs à l'intégration de la future construction dans le site et sont réductibles avec un traitement soigné des abords. Ils concernent le non fractionnement des continuités écologiques ce qui implique une limitation de l'artificialisation et le maintien de la perméabilité de l'espace pour la circulation de la faune.

c. STECAL A*be3 (Bellecombe)

Projet d'implantation de 4 à 5 maisons à usage d'habitation de 150 à 200 m² (R+1+C) au lieu-dit « les Mouilles » à Bellecombe adossé à un bâtiment de 10 logements intergénérationnels que la commune projette d'édifier au lieudit « les Mouilles » (permis accordé en 2025)



Superficie : 1 secteur d'environ 0,5 ha et 1 secteur d'environ 0,15 ha

Sous destinations autorisées sous condition Logement

Emprise au sol maximale totale des constructions : 800 m² pour les logements

Hauteur maximale des constructions : 6 m à l'égout du toit, et 9 m au faîtage

Aspect extérieur des constructions : construction d'aspect traditionnel



Vue la RD25 direction La Pesse – Google Maps©

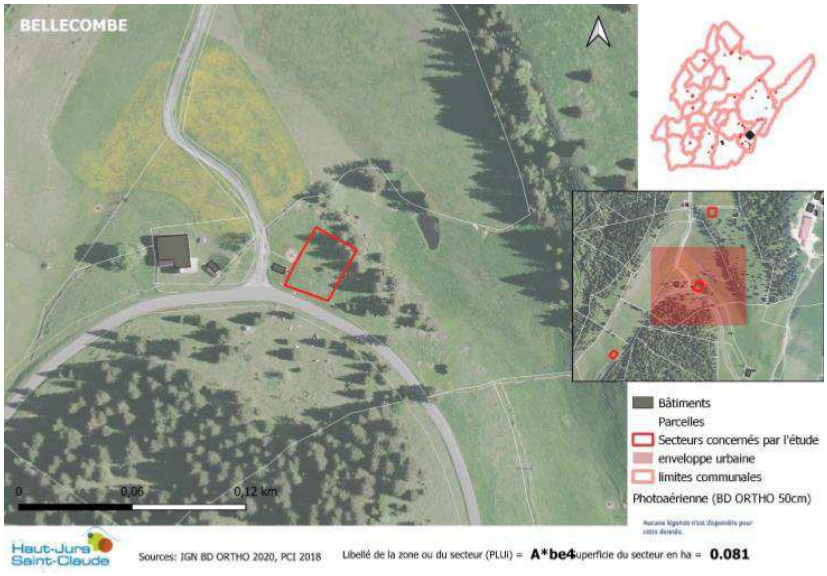
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Faible relief mais encadrement de l'opération par une OAP pour favoriser l'insertion		Cf OAP
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024)		Cf OAP
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Prairie sans enjeu écologique particulier Présence d'une zone humide au nord de l'opération (cf carte terrain en annexe)		Cf OAP
			Cf OAP
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré et d'inondation de cave par remontées de nappes		Cf OAP
			Cf OAP
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Cf OAP

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence modérée sur l'environnement. Les principaux risques d'incidences concernent la présence d'une zone humide et l'intégration de la future construction dans le site et sont réductibles avec un traitement soigné des abords. Ils concernent le non fractionnement des continuités écologiques ce qui implique une limitation de l'artificialisation et le maintien de la perméabilité de l'espace pour la circulation de la faune.

d. STECAL A*be4 (Bellecombe)

Projet d'implantation d'une maison à usage d'habitation de 150 à 200 m² (R+1+C) au lieu-dit « Les Grandes Coupes » à Bellecombe



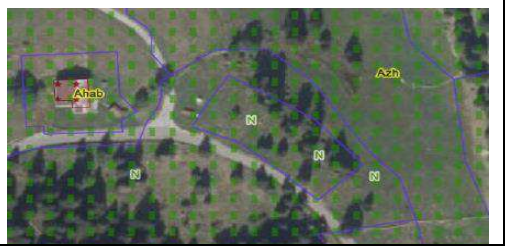
Superficie : 0.081 ha

Sous destinations autorisées sous condition Logement

Emprise : 100 m² pour les constructions principales, 60 m² pour les annexes, dans la limite de 3 maximum par unité foncière, 30 m² pour les abris légers.

Hauteur maximale des constructions : 6 m à l'égout du toit, et 9 m au faîtage

Aspect extérieur des constructions : construction d'aspect traditionnel



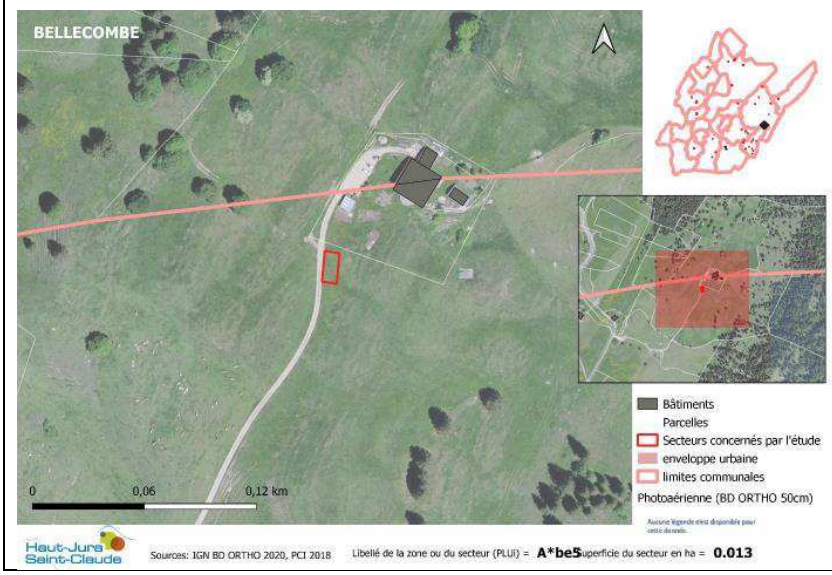
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Positionnement au carrefour de la route départementale et du chemin communal mais présence de végétation contribuant à réduire les impacts significatifs sur le grand paysage		R Préserver autant que possible la végétation en place sur la parcelle R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024)		R Limiter au maximum l'artificialisation **Il s'agit d'un secteur inscrit dans le PLU en vigueur qui a fait déjà l'objet d'une dérogation. Le secteur a été largement réduit pour modérer la consommation des espaces**
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Pâture dégradée sans enjeu écologique (cf carte terrain en annexe)		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence faible sur l'environnement. Les principaux risques d'incidences concernent l'intégration de la future construction dans le site et sont réductibles avec un traitement soigné des abords.

e. STECAL A*be5 (Bellecombe)

Projet d'implantation d'un logis à usage d'hébergement touristique de 70 m^2 au lieu-dit « Les Sétines » à Bellecombe.
Le porteur de projet souhaite que cet hébergement soit habillité aux personnes à mobilité réduite.



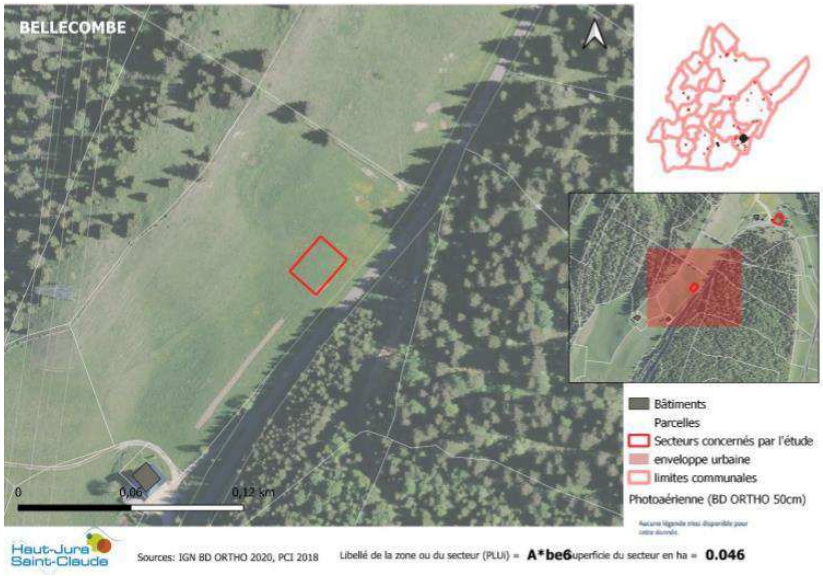
Superficie : 0.081 ha
Sous destinations autorisées sous condition Autre hébergement touristique
Emprise au sol maximale totale des constructions : 70 m^2
Hauteur maximale des constructions : 6 m à l'égout du toit, et 9 m au faîtage

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Léger relief et présence de végétation		R Préserver autant que possible la végétation en place sur la parcelle R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024) mais faible emprise et projet à vocation de valorisation touristique		R Limiter au maximum l'artificialisation
	Pâture sans enjeu écologique particulier Située en limite du site Natura2000 « Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen »		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion
La création du STECAL aura une incidence faible sur l'environnement. Les principaux risques d'incidences concernent la limtation de l'artificialisation et de la fragmentation des continuiéts écologiques mais sont réductibles en préservant la végétation en place et en assurant la libre circulation des espèces de la faune (pas de clôture ou perméabilité).

f. STECAL A*be6 (Bellecombe)

Projet d'implantation d'une maison à usage d'habitation de 150 à 200 m² (R+1+C) au lieu-dit « La Petite Bramande » à Bellecombe.



Superficie : 0.046 ha

Sous destinations autorisées sous condition Logement

Emprise au sol : 100 m² pour les constructions principales, 60 m² pour les annexes, dans la limite de 3 maximum par unité foncière, 30 m² pour les abris légers

Hauteur maximale des constructions : 6 m à l'égout du toit, et 9 m au faîtage

Aspect extérieur des constructions : construction d'aspect traditionnel



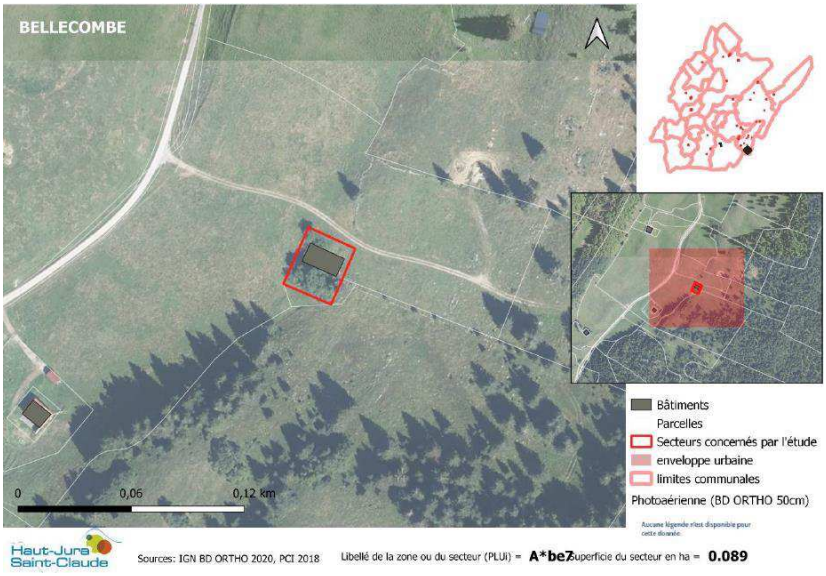
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Forte visibilité depuis la route départementale le long de laquelle le projet est implanté Au sein d'un paysage ouvert accentuant les effets de co-visibilité		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024)		R Limiter au maximum l'artificialisation
	Pâture sans enjeu écologique particulier Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Localisé sur une continuité écologique à maintenir identifiée par le Scot du Pays du Haut Jura avec risque de fragmentation restant limité eu égard aux surfaces concernées		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence modérée sur l'environnement. Les principaux risques d'incidences concernent la limtation de l'artificialisation et de la fragmentation des continuiéts écologiques mais sont réductibles en préservant la végétation en place et en assurant la libre circulation des espèces de la faune (pas de clôture ou perméabilité).

g. STECAL A*be7 (Bellecombe)

Projet de construction d'un bâtiment de logements collectif (2 à 3 logements en location) en lieu et place d'un bâtiment de stockage agricole d'une emprise au sol de 220m^2 au lieu-dit « LA BECHATE» à Bellecombe. Le bâtiment de stockage n'existe plus. Il est toujours répertorié au cadastre.



Superficie : 0.089 ha

Sous destinations autorisées sous condition Logement

Emprise au sol maximale totale des constructions : 220 m^2

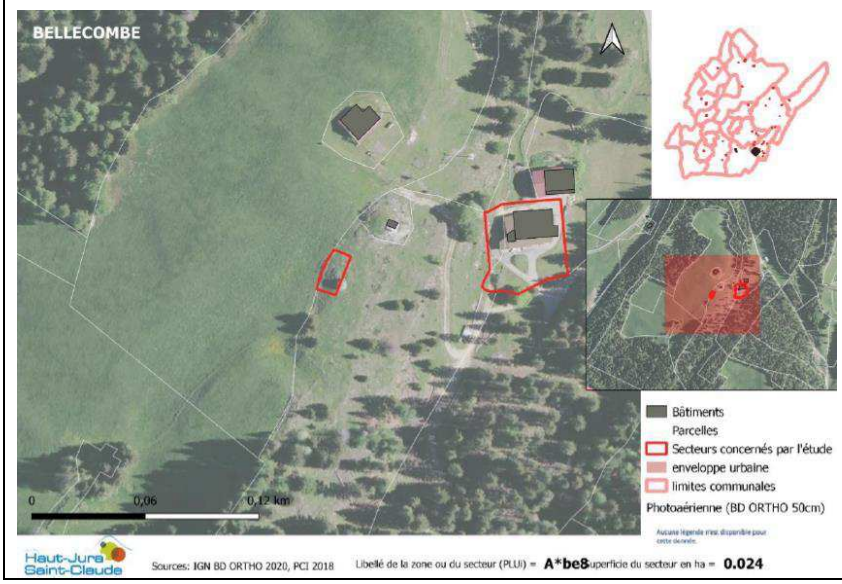
Hauteur maximale des constructions : 7 m

Aspect extérieur des constructions : construction d'aspect traditionnel

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Localisé dans un paysage ouvert, mais parcelle déjà bâtie par le passé		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024) mais ancien usage lié au bâtiment de stockage		Sans objet
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet
Conclusion La création du STECAL aura une incidence faible sur l'environnement.			

h. STECAL A*be8 (Bellecombe)

Projet d'implantation d'un logis à usage d'hébergement touristique de 30 m^2 au lieu-dit « La Dalue » à Bellecombe. Le logis sera créé sur pilotis pour limiter les impacts sur le milieu.



Superficie : 0.024 ha

Sous destinations autorisées sous condition Autre hébergement touristique

Emprise au sol maximale totale des constructions : 30 m^2

Hauteur maximale des constructions : 4,5 m

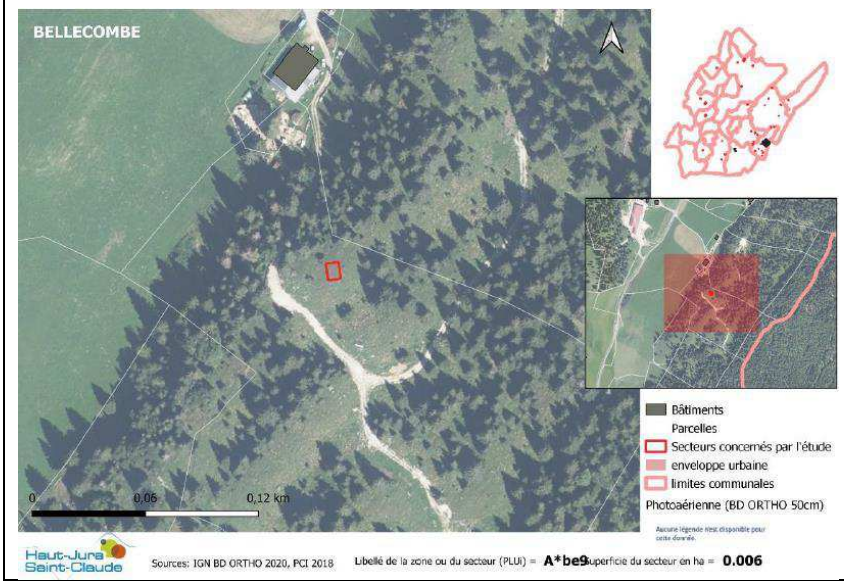
Aspect extérieur des constructions : sur pilotis

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Caractéristiques topographiques et présence de boisement disséminé limitant les effets de co-visibilité		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024) mais faible superficie et emprise (pilotis) et vocation de valorisation touristique		Sans objet
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Fragmentation liée à l'éloignement des constructions		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion
La création du STECAL aura une incidence faible sur l'environnement.

i. STECAL A*be9 (Bellecombe)

Projet d'implantation d'une cabane sur pilotis à usage d'hébergement touristique de 50m^2 au lieu-dit « La Caserne des Lutins » à Bellecombe.



Superficie : 0.006 ha

Sous destinations autorisées sous condition Autre hébergement touristique

Hauteur maximale des constructions : 4,5 m



Vue du lieu dit la caserne des lutins» – Google Maps©

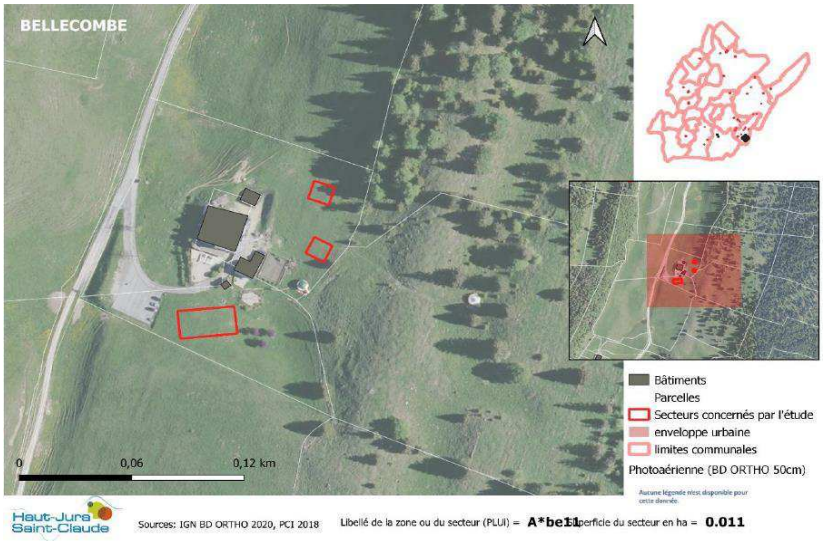
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief et couvert végétal favorisant l'insertion		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024) mais faible emprise (pilotis)		Sans objet
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Implanté dans le massif forestier, dans une continuité écologique identifiée par le Scot du Pays du Haut Jura Présence de pelouses pouvant présenter un intérêt écologique (cf carte en annexe)		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence faible sur l'environnement. Une attention particulière sera portée à la gestion de la perméabilité des aménagements. On s'attachera à préserver la lisière boisée de toute pollution lumineuse.

j. STECAL A*be10, A*be11, A*be12 (Bellecombe)

Dans le cadre du développement de l'activité touristique d'hébergement et de restauration de l'Auberge de la GUIENETTE, le projet de PLUi délimite 3 nouveaux secteurs au lieudit « CHEZ LES SOURDS » à Bellecombe : réalisation de 2 hébergements touristiques (secteurs 10 et 11), projet de salle polyvalente (secteur 12) (restauration, animation) au rez de chaussée et de 2 logements au 1er étage destinés à l'accueil de saisonniers.



Superficie : 0.012 ha (A*be10), 0.011 ha (A*be11), 0.047 ha (A*be12)

Sous destinations autorisées sous condition : Autre hébergement touristique (A*be10), Logement, Autres équipements recevant du public (A*be11), Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, Exploitation agricole sous condition (A*be12)

Emprise au sol maximale totale des constructions : 100 m^2 (A*be10, A*be11), 450 m^2 (A*be12)

Hauteur maximale des constructions : 5 m (A*be10, A*be11), 8 m (A*be12)



Vue sur l'Auberge – Google Maps©

Secteur inscrit dans le PLU en vigueur qui a fait déjà l'objet d'une dérogation. A été largement réduit et divisé en 3 pour modérer la consommation d'espace et réduire les incidences éventuelles

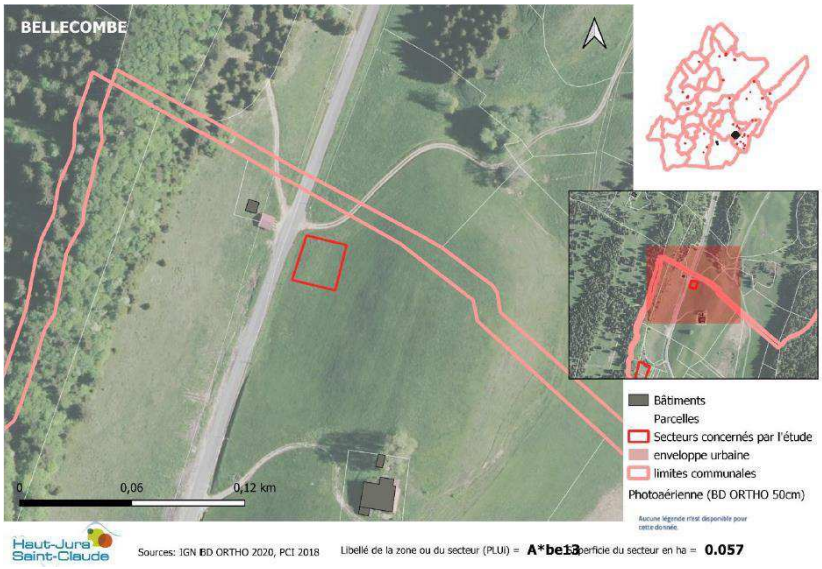
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Forte visibilité (notamment A*be12)	■	R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante E Préserver la végétation en place
	Pâture non inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024) Forêt fermée à mélange de conifères prépondérants et feuillus	■	R Rapprocher au maximum les constructions pour réduire le mitage
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Auberge au carrefour de 2 continuités écologiques du Scot du Pays du Haut Jura Présence de pelouses sèches (cf carte en annexe)	■	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP TVB R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
		■	Sans objet

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion
La création du STECAL aura une incidence modérée sur l'environnement. On veillera à réduire les effets du mitage en maintenant une forte part de végétal. Une attention particulière sera portée à la lisière forestière.

k. STECAL A*be13 (Bellecombe)

Projet d'implantation d'une maison à usage d'habitation de 150 à 200 m² (R+1+C) au lieu-dit « LE CRETET » à Bellecombe



Superficie : 0.760 ha
Sous destinations autorisées sous condition Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés



Vue la RD25 en direction de La Pesse» – Google Maps©



Vue la RD25 en direction des Moussières– Google Maps©

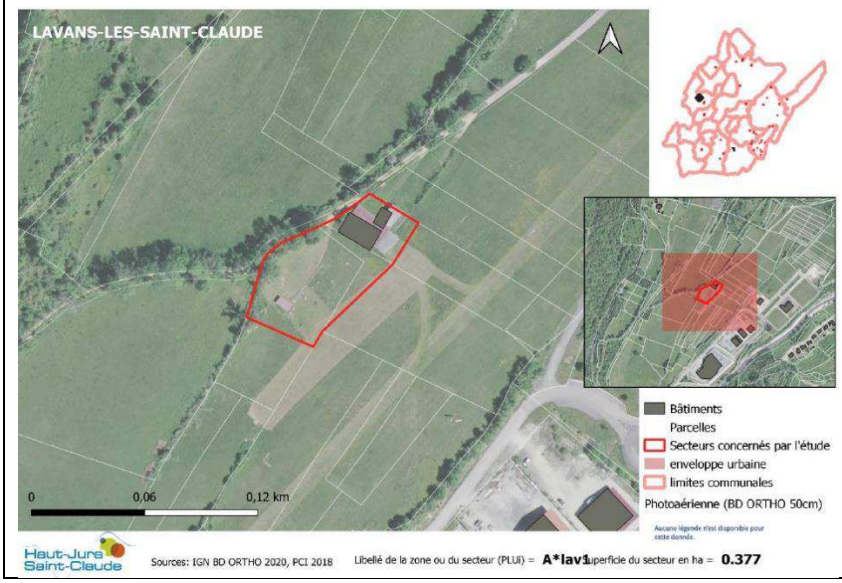
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Forte visibilité du fait du relief, de la végétation et de la localisation aux abords de la RD25		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante E Préserver la végétation en place
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024)		R Limiter au maximum l'artificialisation et implanter la construction au plus près de la route pour limiter le mitage
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Présence d'une continuité écologique est identifiée par le Scot du Pays du Haut Jura.		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP TVB R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence modérée sur l'environnement. Les principales incidences concernent les co-visibilités dans le paysage, le mitage de l'espace agricole et la fragmentation des continuités écologiques. Un traitement soigné et le maintien de vastes surfaces végétalisées devraient en atténuer les effets.

I. STECAL A*lav1 (Lavans-les-Saint-Claude)

L'association « AEROCLUB » de Saint-Claude a pour projet la construction et l'extension du bâtiment de stockage pour avion existant au lieu-dit le LONGCHAMP à Pratz sur Lavans Les Saint Claude. Le projet répond à un besoin d'une activité existante ne pouvant se délocaliser.



Superficie 0,377 ha
Destination : Équipements sportifs
Emprise au sol maximale : 720m²



Vue la voie communale n°3 – Google Maps©

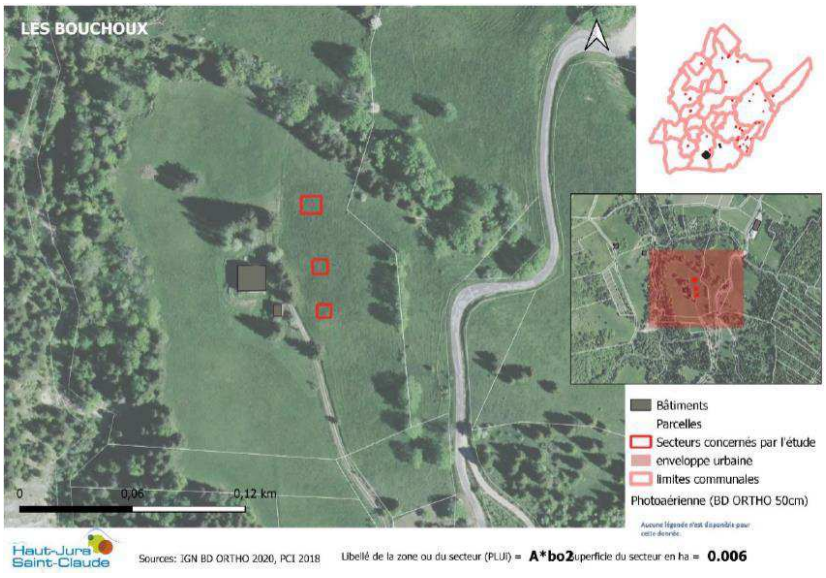
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief et végétation favorisant moyennement l'insertion		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante E Préserver la végétation en place
	Partiellement occupé par une pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024).		R Limiter l'artificialisation
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire		R Rapprocher au maximum les constructions pour limiter le mitage
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré En zone 3 « zone sans contrainte spécifique » au PPR mouvement		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion
La création du STECAL aura une incidence faible. Les principaux risques concernent le paysage et sont réductionle moyennant un traitement soigné du bâti et de ses abords.

m. STECAL A*bo1, A*bo2, A*bo3 (Les Bouchoux)

Projet de rénovation d'une ferme et création de 3 hébergements touristiques éco-responsables lieu-dit « Champs de Rosset » aux Bouchoux.

3 Constructions légères en bois démontables (chalets ou cabanes) dont une de 25m^2 pour 4 personnes maximum, 2 de 35m^2 pour l'accueil de 6 personnes par hébergement.



Superficie : 0.01 ha (A*bo1), 0.006 ha (A*bo2), 0.005 ha (A*bo3)

Sous destinations autorisées sous condition : Artisanat et commerce de détail (A*bo1), Autre hébergement touristique (A*bo1, A*bo2, A*bo3)

Emprise au sol maximale totale des constructions : 40 m^2

Hauteur maximale des constructions : 5 m



Vue la RD25E3 » – Google Maps© en direction du bourg

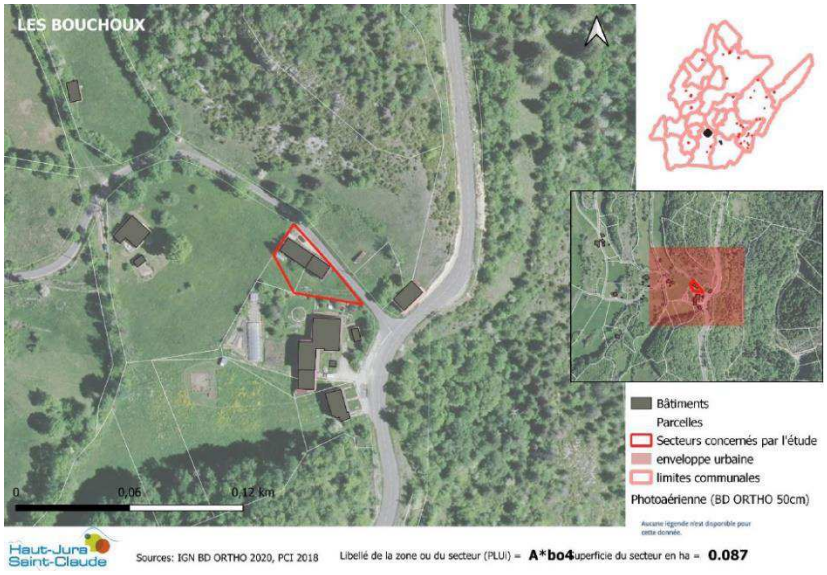
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Faibles co-visibilités du fait du relief et de la végétation		Sans objet
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024) mais constructions démontables et sans fondation et n'engendrant pas d'artificialisation du sol		R Rapprocher les constructions pour réduire le mitage
	Pâture dégradée sans enjeu fort Au sein de la zone Natura2000 « Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen » et de la zone ZNIEFF de TRES LA VILLE ET LA COMBE DE LEARY L'impact sur les milieux naturels et la biodiversité est moyen du fait que les.		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP TVB R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence modérée sur l'environnement. Le caractère démontable des constructions et l'absence de fondations limiteront les impacts.

n. STECAL A*bo4 (Les Bouchoux)

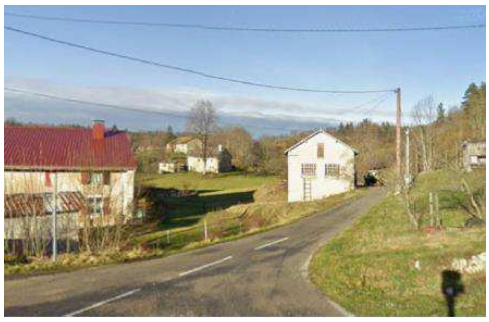
Le projet consiste à permettre l'extension et la création d'annexes d'une activité isolée au lieu-dit « La Devia » aux Bouchoux.



Superficie : 0.087 ha

Emprise au sol maximale : 110m²

Hauteur maximale : hauteur de la construction existante



Vue la RD 124 en direction de Saint Claude » – Google Maps©

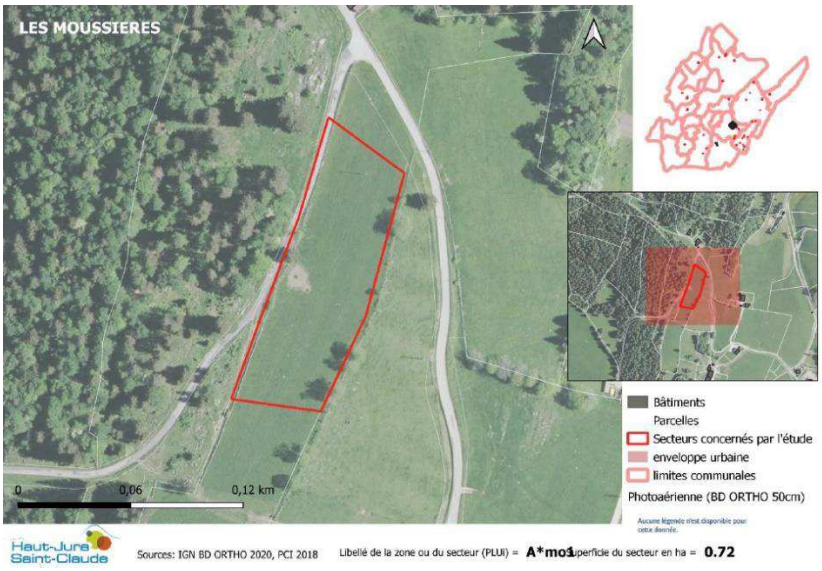
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	N'autorise que l'extension d'un bâti existant		R Apporter un traitement architectural soigné au vu des visibilités depuis la route
	Espace bâti		Sans objet
	Dans la zone Natura2000 « Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen » et dans la « ZNIEFF des pâturages et pelouses du près d'aval au pré Curtet » mais parcelle déjà bâtie		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP TVB R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence faible sur l'environnement. On veillera à l'intégration paysagère des extensions..

o. STECAL A*mo1 (Les Moussières)

Projet d'implantation d'un hôtel au lieu-dit « La Mura » aux Moussières. Le projet consiste en la création d'une quarantaine de chambre de standing et des services annexes : restauration, salle de réception, commodités ...



Superficie : 0.714 ha

Destination : hôtel

Emprise au sol maximale : 2 800m²



Vue depuis la voie communale n°6 – Google Maps©

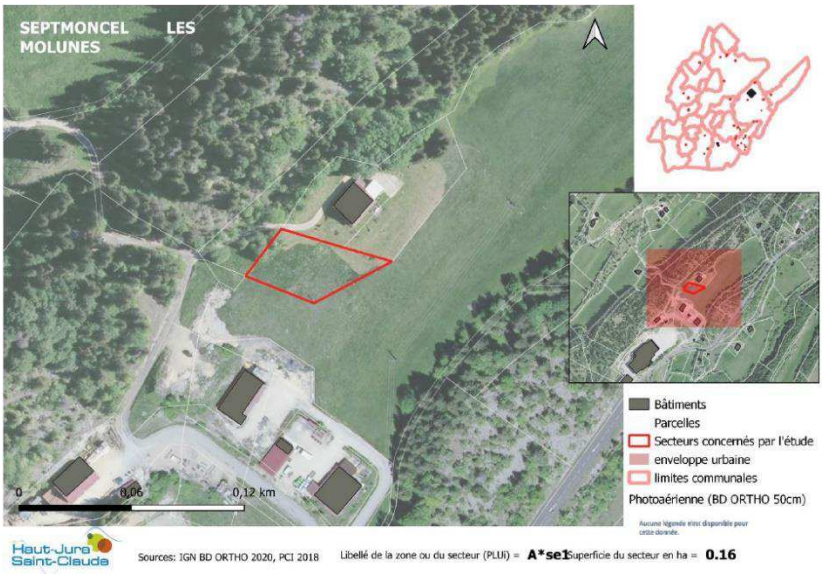
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Forte visibilité Choix du site motivé par la vue offerte sur les monts du Haut Jura qui procure un atout non négligeable pour l'activité touristique	■	R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante E Préserver la végétation en place
	pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024)	■	R Limiter au maximum l'artificialisation
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Zone humide sur une partie du terrain.	■	R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP TVB R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
			C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée.
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion
La création du STECAL aura une incidence forte sur l'environnement du fait notamment de la présence d'une zone humide. On veillera à ne pas détruire la zone humide ni dégrader son espace de bon fonctionnement et de prévoir, le cas échéant, des mesures de compensation.

p. STECAL A*se1 (Septmoncel les Molunes)

Projet d'implantation de 3 hébergements touristiques de type tiny house au lieu-dit « LE GRAND ESSARD » à Septmoncel les Molunes. Le projet consiste à la mise en place de trois logis autonomes et sans raccordement pour ne pas impacter la nature des sols.



Superficie 0.16 ha

Sous destinations autorisées sous condition Autre hébergement touristique

Emprise au sol maximale : 90m^2



Vue depuis la chemin rural de la combe Richet en direction du projet – Google Maps©

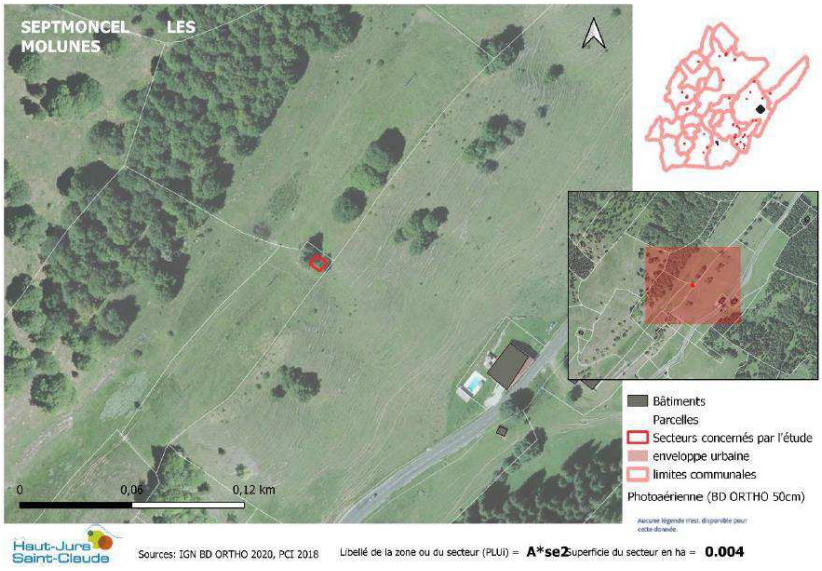
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief et végétation favorisant l'insertion		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	N'est concerné par aucune pâture inscrite au regsitre parcellaire graphique ni aucune forêt		R Limiter l'artificialisation
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Parcelle occupée par une prairie de fauche sans enjeu écologique (cf carte terrain en annexe)		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP TVB R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R S'éloigner de la lisière forestière
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré Zone 3 de risques négligeables du PPR mouvements de terrain pouvant nécessiter ponctuellement un avis géotechnique.		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence faible sur l'environnement. On veillera à réduire les effets du mitage en maintenant une forte part de végétal. Une attention particulière sera portée à la lisière forestière.

q. STECAL A*se2 (Septmoncel les Molunes)

Le projet consiste à l'implantation d'un hébergement touristique de type tiny house au lieudit « les Platières » aux Molunes sur la commune de Septmoncel les Molunes. Le projet ne prévoit pas de fondation, sera facilement démontable (yourte sur plateforme en bois ou tiny house sur remorque).



Superficie 0.004 ha

Sous destinations autorisées sous condition Autre hébergement touristique

Emprise au sol maximale totale des constructions : 40 m²

Hauteur maximale des constructions : 5 m



Vue depuis la voie communale n°1 en direction du bourg – Google Maps©

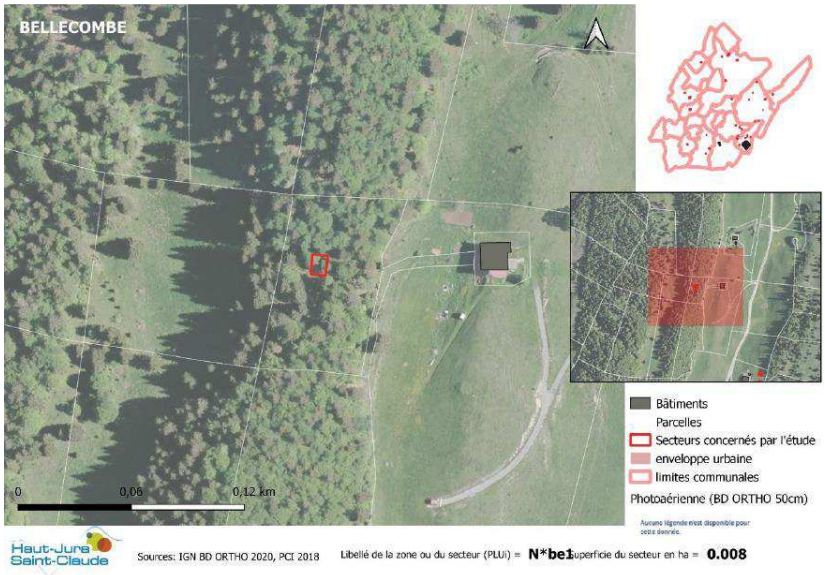
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Co-visibilités permises par le relief et la végétation		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante E Préserver la végétation en place
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024)		R Réduire l'artificialisation
	Dans la zone Natura2000 « Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen » Proximité immédiated'une continuité écologique identifiée par le Scot du Pays du Haut Jura.		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP TVB R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une **incidence forte** sur l'environnement. On veillera à réduire les effets du mitage en maintenant une forte part de végétal. Une attention particulière sera portée à la perméabilité des aménagements pour la petite faune.

r. STECAL N*be1 (Bellecombe)

Projet d'implantation d'une cabane à usage d'hébergement touristique au lieu-dit « Chez Verguet » à Bellecombe. Ce projet vient compléter l'offre d'hébergement existant : gite et emplacement camping (moins de 6 emplacements).



Superficie 0.008 ha

Sous destinations autorisées sous condition : Autre hébergement touristique

Emprise au sol maximale totale des constructions : 20 m²

Hauteur maximale des constructions : 4,5 m



Vue sur le gite « chez verguet » » – Google Maps©

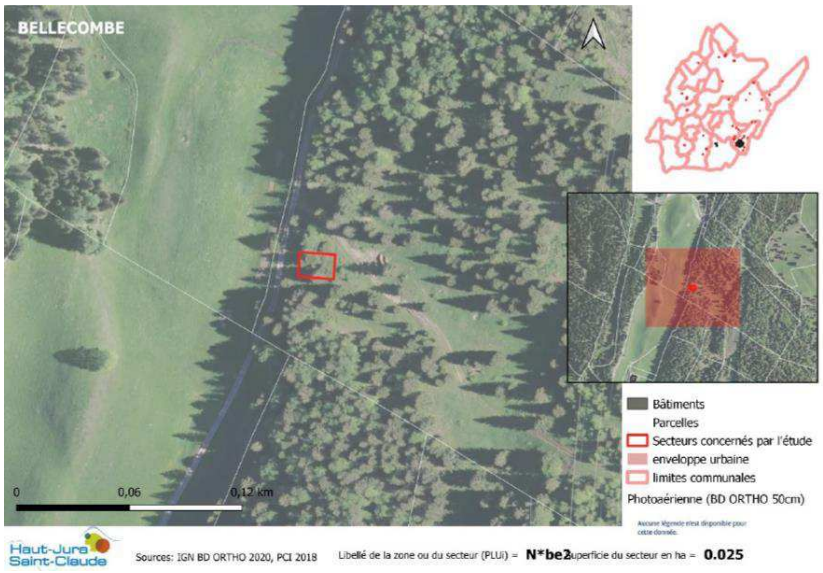
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief et végétation favorisant l'insertion		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante E Préserver la végétation en place
	N'est pas concerné par une parcelle à usage agricole Dans une forêt fermée de hêtre pur		R Limiter au maximum l'artificialisation
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Proximité d'une continuité écologique identifiée par le Scot du Pays du Haut Jura.		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP TVB R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Apporter un traitement soigner à la lisière
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence modérée sur l'environnement. On veillera à limiter au maximum l'artificalisation et on portera une attention particulière à la lisière forestière.

s. STECAL N*be2 (Bellecombe)

Projet d'implantation d'un hébergement à usage touristique au lieu-dit « LA BRAMANDE » à Bellecombe.



Superficie 0.025 ha

Sous destinations autorisées sous condition

Autre hébergement touristique

Emprise au sol maximale totale des constructions : 25 m²

Hauteur maximale des constructions : 5 m

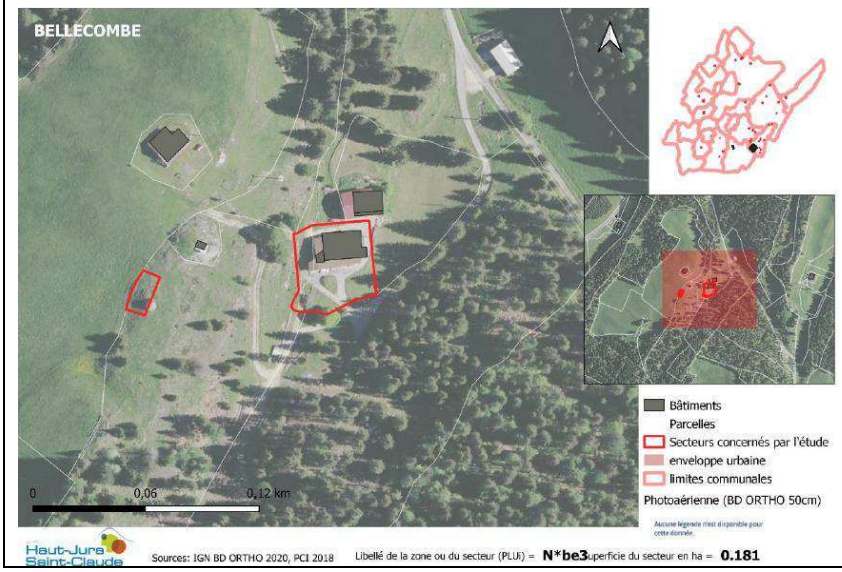
	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief et végétation favorisant l'insertion		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante E Préserver la végétation en place
	N'est pas concerné par une parcelle à usage agricole S'inscrit dans une forêt fermée de sapin ou épicéa		R Limiter au maximum l'artificialisation
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Proximité d'une continuité écologique identifiée par le Scot du Pays du Haut Jura Sensibilité de la lisière forestière		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP TVB R En cas d'implantation de clôtures, privilégier les haies pluristratifiées permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R Apporter un traitement soigner à la lisière
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion

La création du STECAL aura une incidence modérée sur l'environnement. On veillera à limiter au maximum l'artificalisation et on portera une attention particulière à la lisière forestière.

t. STECAL N*be3 (Bellecombe)

Il s'agit d'un secteur pour l'établissement La Dalue, localisé au lieudit du même nom » à Bellecombe. Il s'agit d'un établissement recevant du public : hôtel, restauration et autres hébergement touristique.
Le site est déjà bâti. Il s'agit d'autoriser les extensions et les annexes aux abords immédiats de la construction existante.



Superficie 0.181 ha
Destinations : hôtel, restauration, autres hébergements touristiques



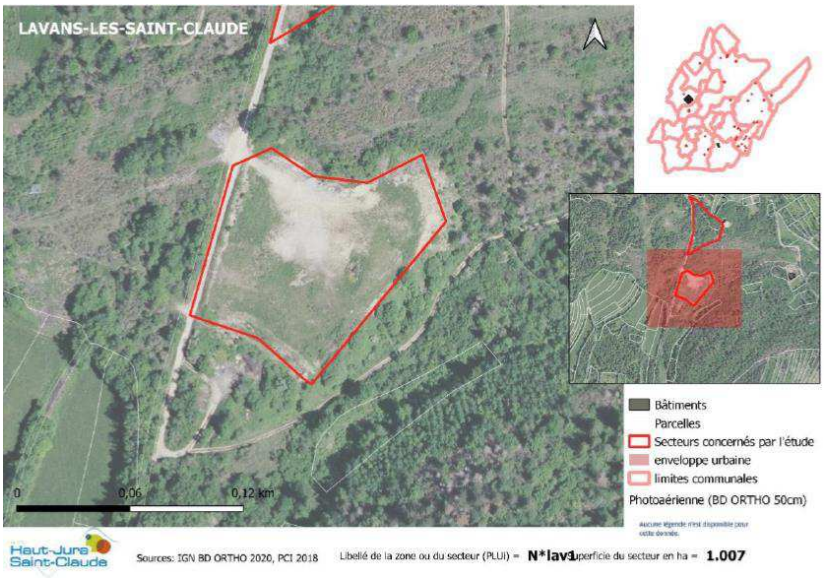
Vue sur l'établissement La Dalue» – Google Maps©

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief et végétation favorisant l'insertion		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante E Préserver la végétation en place
	N'est pas concerné par une parcelle à usage agricole ni par une forêt Inscrit dans le PLU en vigueur et a fait déjà l'objet d'une dérogation : a été largement réduit pour modérer la consommation des espaces.		Sans objet
	Aucun périmètre de protection environnementale réglementaire ou d'inventaire Site déjà bâti		R Rapprocher au maximum les constructions pour limiter le mitage
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion
La création du STECAL aura une incidence faible à nulle sur l'environnement dans la mesure où il est déjà inscrit dans le PLU en vigueur et a fait déjà l'objet d'une dérogation. Il a par ailleurs été largement réduit.

u. STECAL N*lav1 (Lavans-les-Saint-Claude)

Projet d'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol d'une puissance installée de 999 kWc au lieu-dit « Vers la Pratz » à Lavans-lès-Saint-Claude sur le périmètre d'une ancienne carrière, ensuite transformée en décharge communale, sur un terrain d'une superficie de 8 500 m² environ ; la surface des panneaux est de 4 382 m².



Superficie 1,5 ha
Sous destinations autorisées sous condition : Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés
Implantations : Non réglementrées
Emprise au sol maximale totale des constructions : 4 500 m²
Hauteur maximale des constructions : 4 m



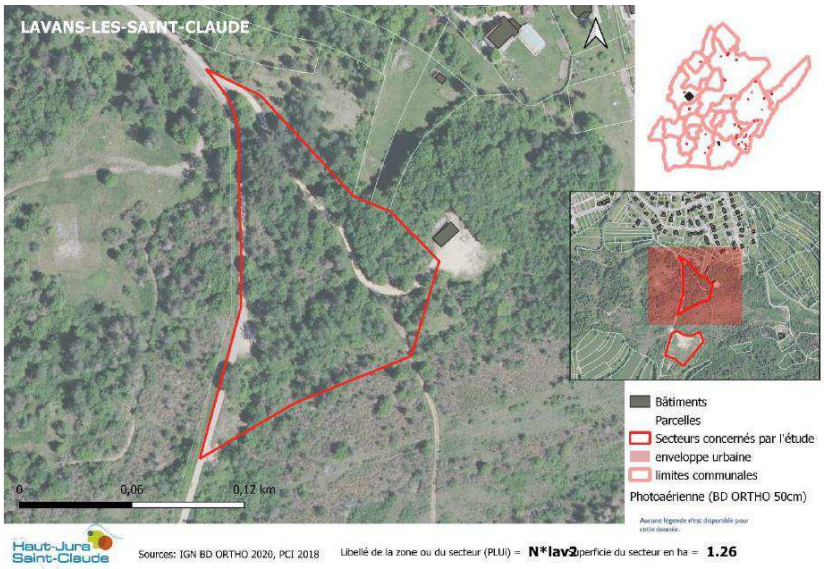
Vue la voie communale n°4 » – Google Maps©

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief et végétation favorisant l'insertion		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	N'est concerné ni par une parcelle inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024) ni par une forêt		Sans objet
	Aucun périmètre de protection réglementaire ou d'inventaire Site très dégradé (ancienne décharge communale)		Sans objet
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré Situé en zone 1 « zone rouge » du PPRmvt Lavans-lès-Saint-Claude.		R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol R Réaliser une étude géotechnique
	Ancienne décharge communale (Identifiant SSP3850383 CASIAS). Proximité immédiate de la ligne Haute tension d'adduction de l'électricité		Sans objet
	Secteur inscrit dans la cartographie départementale des ZAEnR		Sans objet

Conclusion
La création du STECAL aura une incidence modérée sous réserve d'un soin particulier apporté à l'insertion paysagère et d'études géotechniques pour réduire l'exposition aux mouvements de terrain. Il permet même de valoriser un site dégradé. Par ailleurs l'implantation d'une centrale photovoltaïque au sol est réversible.

v. STECAL N*lav2 (Lavans-les-Saint-Claude)

Projet d'implantation d'un camping aménagé au lieu-dit « Pisse Vieille » à Lavans-lès-Saint-Claude. Le projet a pour objet d'accueillir une zone d'hébergement touristique (camping, caravaning, hébergement léger de loisir, UTN, etc.).



Superficie 1,322 ha
Sous destinations autorisées sous condition : Autre hébergement touristique, Autres équipements recevant du public
Implantations : Non réglementrées
Emprise au sol maximale totale des constructions : 30 % de l'unité foncière
Hauteur maximale des constructions : 6 m à l'égout du toit et 9 m à l'acrotère



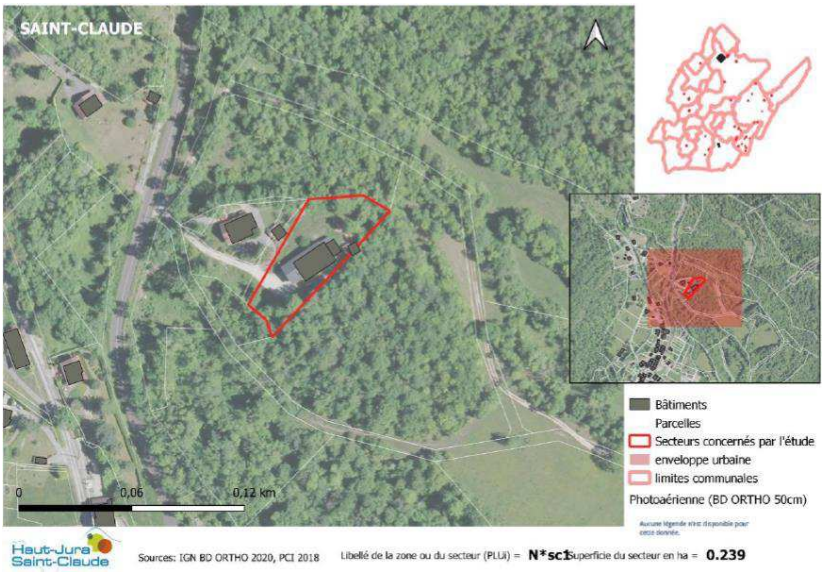
Vue depuis la VC n°4 » – Google Maps©

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief et végétation favorisant l'insertion	🟨	R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	N'est pas concerné par une parcelle du registre parcellaire graphique Forêt fermée à mélange de feuillus prépondérants et conifères mais maintien du caractère boisé Zone AUT dans le PLU en vigueur qui a fait déjà l'objet d'une dérogation et a été largement réduit	🟨	R Maintenir au maximum la végétation existante
	Aucun périmètre de protection réglementaire ou d'inventaire Impact sur la forêt	🟨	R Assurer un traitement soigné des lisières pour préserver la quiétude et l'intégration paysagère conformément à l'OAP TVB
		⬜	Sans objet
	Risque de sismicité modéré. Risque de retrait gonflement des argiles modéré Situé en zone 1 « zone rouge » du PPRmvt Lavans-lès-Saint-Claude.	🟥	R Prendre des dispositions constructives pour assurer la stabilité des constructions, installations ou autres formes d'utilisation du sol R Réaliser une étude géotechnique
	Ancienne décharge communale (Identifiant SSP3850383 CASIAS). Proximité immédiate de la ligne Haute tension d'adduction de l'électricité	⬜	Sans objet
		⬜	Sans objet

Conclusion
Le STECAL aura une incidence modérée sous réserve d'un soin particulier apporté à l'insertion paysagère et d'études géotechniques pour réduire l'exposition aux mouvements de terrain. Une attention particulière devra être portée à l'impact sur la forêt et au traitement de la lisière qui cocnerntre de forts enjeux écologiques.

w. STECAL N*sc1 (Saint-Claude)

Inscription d'un secteur afin d'autoriser les extensions et la réalisation d'annexes du bâtiment d'activités artisanal existant au lieu-dit Au Crete » à Valfin-lès-Saint-Claude sur la commune de Saint-Claude.



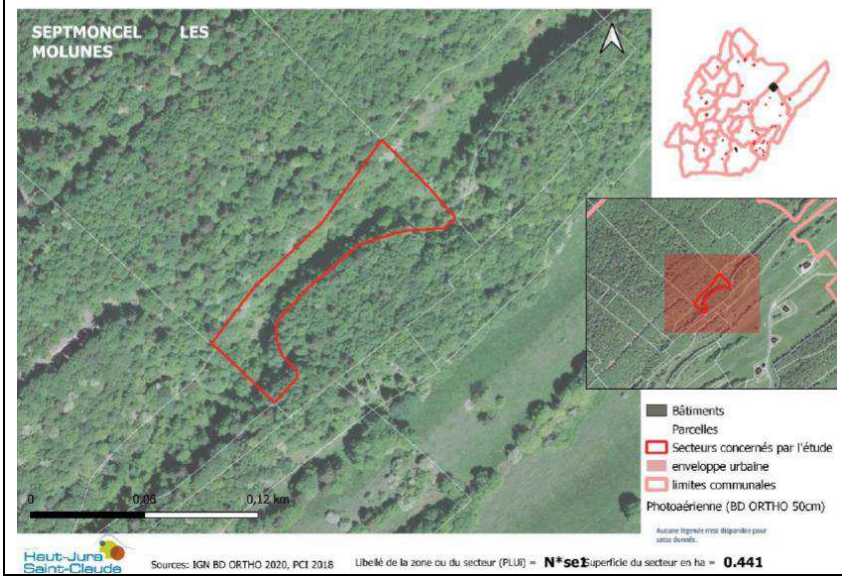
Superficie 1,5 ha
Sous destinations autorisées sous condition : Artisanat et commerce de détail
Implantations : En retrait des limites séparatives
Emprise au sol maximale totale des constructions : 150 m²
Hauteur maximale des constructions : hauteur des constructions existantes

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief et végétation favorisant l'insertion		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante E Préserver la végétation en place
	Site déjà bâti, il s'agit d'autoriser l'extension du bâtiment d'activité Densification d'une parcelle déjà urbanisée et artificialisée Forêt fermée à mélange de feuillus		R Limiter l'artificialisation
	En limite du site Natura2000 « Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen ». Proximité immédiate d'une continuité écologique du SCOt du Pays du Haut Jura.		R Assurer un traitement soigné de la lisière forestière
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré		Sans objet
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion
La création du STECAL aura une incidence faible. Les principaux risques concernent le paysage et la biodiversité et sont réductibles via la mise en œuvre des orientations de l'OAP TVB.

x. STECAL N*se1 (Septmoncel les Molunes)

Projet d'implantation d'un bâti d'activité nécessaire à l'activité de pépinière et de transformation du bois au lieudit « LA COTE DES ETERPETS » sur la commune de Septmoncel les Molunes.
Le projet consiste à la création d'un bâtiment d'artisanat pour la fabrication « de charpentes et d'autres menuiseries » d'environ 150m².



Superficie 1,5 ha
Destination : exploitation agricole, forestière, artisanat et activités de services et entrepôt



Vue depuis la route de la vie neuve – Google Maps©

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	Relief et végétation favorisant l'insertion		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante E Préserver la végétation en place
	Pâture inscrite au registre parcellaire graphique (RPG2024) Au sein d'un massif forestier		R Limiter l'artificialisation
	Au sein du site Natura2000 « Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen »		R Assurer un traitement soigné de la lisière forestière
			Sans objet
	Risque de sismicité modéré		Sans objet
			Sans objet
	Implantation éloignée de la centralité générant des déplacements		Sans objet

Conclusion
La création du STECAL aura une **incidence modérée**. Les principaux risques concernent la biodiversité et la consommation d'espaces agricoles.

Conclusion sur les effets cumulés des STECAl sur l'environnement

L'analyse précédente a permis de mettre en évidence les effets de chaque STECAL sur tout ou partie des composantes environnementales. Au-delà des incidences sectorielles, il convient de prendre également en compte leurs effets cumulés. La matrice suivante synthétise les résultats de l'évaluation de chaque STECAL. La dernière ligne résume les effets cumulés de chacun des STECAL sut toutes les composantes environnementales. La dernière colonne permet d'appréhender les effets cumulés de l'ensemble des secteurs sur chacune des thématiques environnementales.

Tableau n°8. Synthèse des effets des STECAL

Référence du STECAL								Cumul par STECAL
A*be1								
A*be2								
A*be3								
A*be4								
A*be5								
A*be6								
A*be7								
A*be8								
A*be9								
A*be10, 11, 12								
A*pe13								
A*lav1, 2, 3								
A*bo1								
A*bo4								
A*mo1								
A*se1								
A*se2								
N*be1								
N*be2								
N*be3								
N*lav1								
N*lav2								
N*sc1								
N*se1								
Cumul par thématique								

Il résulte de cette analyse que :

- les divers secteurs ont un **effet cumulé modéré à fort sur la ressource foncière** : leurs surfaces cumulées représentent quelques 8 ha concernant, pour la très grande majorité, des espaces naturels, agricoles ou forestiers. L'incidence est d'autant plus forte que les secteurs sont dispsersés et que leur aménagement conduira à un mitage de l'espace, tout particulièrement sur Bellecombe concernée par 13 STECAL. On notera toutefois que les STECAL autorisent généralement des formes d'habitat ou d'hébergement léger, strictement encadrées afin de limiter leur impact sur les espaces agricoles et naturels;

- les projets auront un **impact modéré sur le paysage** : l'enjeu réside dans l'insertion de constructions au sein d'espaces à forte connotation naturelle ou agricole. Localement, les variations de relief et la végétation en place peuvent favoriser l'intégration. Un soin particulier devra être porté au traitement des aménagements pour favoriser leur intégration dans les sites qui les reçoivent.

- **l'impact sur la biodiversité sera modéré** : il concerne moins la dégradation de milieux naturels remarquables, les secteurs à plus forts enjeux ayant été évités en amont, que la perturbation des continuités écologiques, en lien avec le mitage de l'espace. Des mesures peuvent également contreibuer à favoriser la perméabilité des aménagements, par une large place laissée à la végétation, et un traitement adapté des clôtures. Une attention particulière devra être portée aux implantations situées en proximité de lisières forestières. On notera toutefois la présence de zones humides sur le secteur A*mo1 qui implique la définition soignée de l'aménagement avec mise en œuvre de la séquence ERC pour ne pas dégrader la zone humide ni son espace de bon fonctionnement.

Les autres composantes environnementales sont moins impactées : la dispersion et l'éloignement des secteurs vis-à-vis des centralités seront sources de déplacements et de consommations énergétiques et émissions de GES associées. Enfin, tous les STECAL se trouvent dans des secteurs d'aléas sismiques et de risque de retrait gonflement des argiles : les risques d'incidences peuvent être facilement réduits par la mise en place de mesures adaptées.

On notera enfin que **5 STECAL auront des effets globaux forts sur l'environnement**, en lien notamment avec la présence de zones humides et/ou d'autres milieux intéressants en termes de biodiversité : la mise en œuvre de la séquence ERC est indissensable pour définir les mesures ad hoc pour éviter, ou si besoin réduire voire compenser les incidences et réfléchir à l'opoprtunité de maintenir, ou pas, ces secteurs.

Les STECAL ont été délimités à l'issue d'une analyse fine des contraintes environnementales, paysagères et agricoles, pour favoriser une insertion respectueuse du caractère naturel et agricole des sites. Leur encadrement réglementaire assure une capacité d'accueil limitée et une intégration paysagère renforcée.

❖ Les Emplacements réservés (ER)

Les Emplacements Réservés sont des servitudes institués par les PLU(i) en vue de permettre la réalisation de projets de voies, d'équipements publics, d'espaces verts, de programmes de logements … Ils permettent :

- d'anticiper l'acquisition d'un terrain en vue d'un projet précis ;
- et, dans l'attente de celui-ci, d'y interdire tout autre projet de construction -ou tout du moins, toute construction qui ne serait pas compatible avec la réalisation à venir du projet pour lequel cet emplacement est réservé.

LE SAVIEZ-VOUS?

En contrepartie de cette servitude, le propriétaire concerné bénéficie d'un droit de délaissement lui permettant d'exiger de la collectivité publique bénéficiaire de la réserve qu'elle procède à l'acquisition de l'emprise concernée.

Il s'agit en conséquence d'une **servitude** limitant le droit à construire, puisqu'une autorisation d'urbanisme, et notamment un permis de construire, ne peut être délivré que si son objet est cohérent avec la destination de l'emplacement réservé.

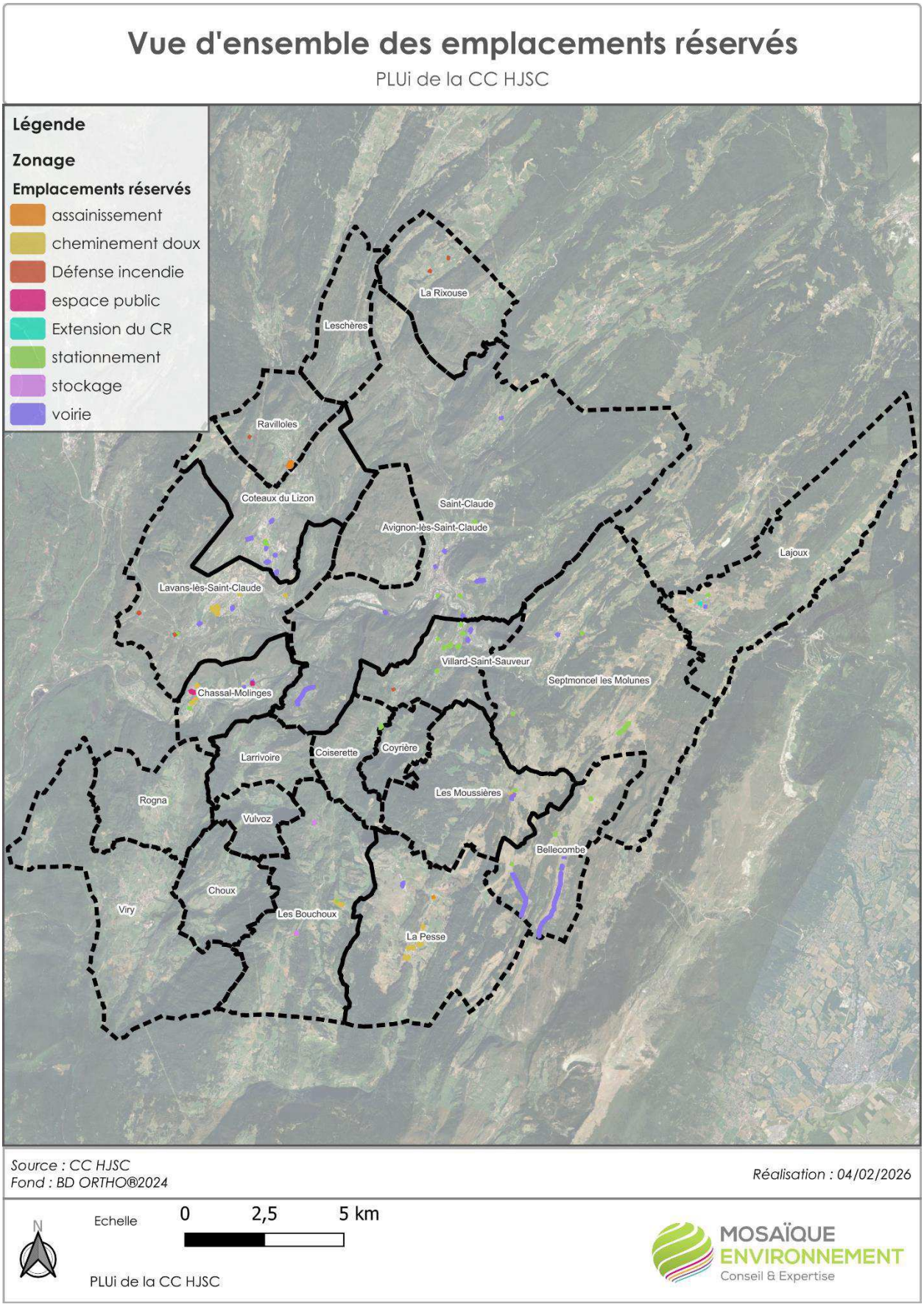
Présentation des emplacements réservés prévus dans le cadre du PLUi

117 ER ont été délimités afin de permettre la réalisation de projets variés (cf liste en annexe).

Les secteurs définis représentent quelques 11 hectares identifiés, soit 0,03% du zonage total.

Tableau n°9. Superficie ou linéaire des ER par commune

Communes d'implantation	Superficie en m² et bénéficiaire			Total surfaces en m²
	CCHLSC	Communes	Département du Jura	
BELLECOMBE		22969,35		22969,35
CHASSAL-MOLINGES		9343,123		9343,123
COISERETTE	2436,665			2436,665
COTEAUX DU LIZON		7325,91		7325,91
LA PESSE		9142,29		9142,29
LA RIXOUSE		604,021		604,021
LAJOUX		1072,826		1072,826
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE		5180,169		5180,169
LES BOUCHOUX		5079,616		5079,616
LES MOUSSIERES		1485,78		1485,78
RAVILLOLES		11576,684		11576,684
ROGNA		586,612		586,612
SAINT-CLAUDE		8171,914	7220,663	15392,577
SEPTMONCEL LES MOLUNES		5511,988		5511,988
VILLARD-SAINT-SAUVEUR		11917,828		11917,828
		817,227		817,227
Total général	**2436,665**	**100785,338**	**7220,663**	**110442,666**



Carte n°23. Vue d'ensemble des Emplacements Réservés

Evaluation globale des incidences des ER

Au vu du nombre de secteurs concernés,l'analyse a été menée de manière globale par grands types d'ER.

a. ER pour stationnements, voiries, carrefours

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	(+/-) Modification du paysage, avec des effets variables selon les secteurs concernés : artificialisation si aménagement en contexte rural ou naturel , incidence neutre, voire positive (si secteur déprécié), en contexte urbain (+) En dehors du secteur des Hautes-Combes, le règlement écrit préconise que les aires de stationnement extérieur comportant plus de 6 emplacements soient plantées à raison d'1 *arbre* minimum par tranche de 6 places de stationnement		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	(-) Consommation d'espace liée à la création / élargissement de voiries et aires de stationnement : les ER couvrent 7,4 ha en cumulé mais une partie concernera des zones déjà artificialisées		R Limiter l'artificialisation
	(-) Risque de destruction de milieux naturels pour les aménagements réalisés en dehors des espaces urbains (-) Risque de fragmentation de continuités écologiques avec de nombreux ER au sein des réservoirs prioritaires du plan de parc (+) Les trames écologiques au titre de l'article L151-23 du CU visent à limiter l'artificialisation et la fragmentation des réservoirs de biodiversité et corridors écologiques majeurs (+) OAP thématique avec des orientations en faveur des continuités écologiques (-) Proximité de zones humides vis-à-vis de l'ER n°13 à Bellecombe (élargissement de voirie) avec risque de pollution et/ou perturbation du fonctionnement		R Assurer un traitement soigné de la lisière forestière R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue et à la liste d'essences proposée en annexe du règlement R Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs.

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
✿	(-) Nombreuses mares aux abords de des ER n°5 et n°8 pour élargissement de voiries à Bellecombe (-) ER n°8 pour élargissement de voirie au sein d'un réservoir de buiodiversité (zone à Tétras/ZNIEFF 1) (-) ER 6.2 au sein d'un réservoir de biodiversité à Saint-Claude pour la création d'un parking au pont du Diable (-) ER2 pour création d'une zone de stationnement en bordure d'un réservoir de biodiversité à Septmoncel-les-Molunes et en bordure d'un boisement		C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée.
💧	(-) Risque de pollution accidentelle des ressources souterraines ou superficielles : sensibilité variable selon les secteurs concernés	🟨	R Pour le périmètre de protection éloigné, en sus des recommandations issues de l'arrêté définissant les périmètres de protection quand il existe, maintenir autant que possible les boisements / zones humides pour leur fonction épuratrice et prévoir une gestion des eaux pluviales compatible avec les objectifs de protection de la ressource en eau potable (traitement avant infiltration, étanchéité des bassins de rétention ...)
	(-) Imperméabilisation des sols notamment pour les voiries et carrefours (-) ER n°12 pour la création d'un parking en zone rouge de PPRi de la Bienne à Villard-Saint-Sauveur (+) En dehors du secteur des Hautes-Combes, le règlement écrit préconise que les revêtements des aires de stationnement extérieur comportant plus de 6 emplacements soient perméables, sauf incompatibilité avec les exigences du déneigement	🟨	Sans objet
		⬜	Sans objet
CO_2	(-) Destruction de puits de carbone si construction sur des ENAF	🟨	Sans objet

Conclusion

La création d'ER pour stationnements, voiries, carrefours aura une **incidence modérée**. Les principaux risques concernent la consommation d'espaces et les risques de fragmentation des continuités écologiques. Des dispositions du règlement écrit et graphique permettent de limiter les incidences.

b. ER pour aménagement / création de cheminements doux

18 ER sont concernés, couvrant une surface de 0,9 ha ;

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	(+/-) Effets globalement neutres, voire positifs, en fonction des aménagements (+) Orientations de l'OAP « continuités écologiques » en faveur du développement de la trame verte associée aux modes doux	■	R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces naturels limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	(-) Consommation d'espace dont les effets sont variables selon les milieux concernés mais qui restera globalement faible au regard des autres aménagements	■	R Limiter l'artificialisation
	(-) Risque de fragmentation des continuités écologiques (+) Orientations de l'OAP « contibuités écologiques » en faveur du développement de la trame verte associée aux modes doux (-) Risque de dérangement de la faune remarquable pour les cheminements concernant les espaces montagnards	■	R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue R Eviter les secteurs concernés par le Grand tétras
	Sans objet	■	R Pour le périmètre de protection éloigné, en sus des recommandations issues de l'arrêté définissant les périmètres de protection quand il existe, maintenir autant que possible les boisements / zones humides pour leur fonction épuratrice et prévoir une gestion des eaux pluviales compatible avec les objectifs de protection de la ressource en eau potable (traitement avant infiltration, étanchéité des bassins de rétention ...)
	(-) Imperméabilisation des sols (-) ER n°1 à Chassal-Molinges pour l'aménagement d'une liaison douce entre le village et la zone sport en bordure d'une zone rouge du PPRi de la Bienne	■	R Privilégier les revêtements perméables
	(+) Développement des modes actifs favorables à la santé (activité physique, réduction des pollutions et du bruit)	■	Sans objet
	(+) Développement des modes actifs	■	Sans objet

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
Conclusion La création d'ER pour les cheminements doux aura une **incidence globalement positive** notamment sur la santé et les consommations énergétiques et émissions de GES liées aux transports. Les principaux risques d'incidences négatives sont réductibles moyennant un traitement paysager soigné et l'utilisation de matériaux perméables. Une attention particulière doit être portée aux sentiers concernant les espaces de montagne et au dérangement potentielle de la faune remarquable.			

c. ER pour aménagements en lien avec les ressources en eau

8 ER sont concernés, couvrant une surface de 1,3 ha. Les aménagements correspondent à la création d'une pompe de relevage pour l'assainissement, 3 équipements pour la défense incendie, 2 bâches incendie, 1 réservoir d'eau et 1 station d'épuration.

	Caractéristiques	Impact	Mesuress complémentaires
	(-) Risque de modification du paysage liée notamment aux bâches incendie et à la station d'épuration		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	(-) Consommation d'espace		R Limiter l'artificialisation
	(-) Destruction potentielle de milieux naturels mais sans enjeux écologiques particuliers (-) Risque de fragmentation en cas de clôtures		R Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue
	(+) Amélioration de la gestion qualitative/quantitative des ressources (-) ER1 pour la création d'une STEP à Ravilloles avec risques pour la qualité du ruisseau des Nans et du Lizon en phase travaux ou en cas de dysfonctionnement		Sans objet
			Sans objet
			Sans objet
			Sans objet
Conclusion La création d'ER pour des aménagements en faveur des ressources en eau aura une incidence globalement faible. Les principaux risques d'incidences négatives concernent la consommation d'espace et le paysage mais sont réductibles moyennant notamment un traitement paysager soigné.			

d. ER pour le ski de fond

4 ER sont concernés, couvrant une surface de 0,46 ha. Les aménagements correspondent à la création de 3 liaisons piste des ski de fond et la création d'un passage pour une piste de ski de fond.

	Caractéristiques	Impact	Mesures complémentaires
	(-) Modification du paysage liée aux éventuels travaux nécessaires (nivellement, reprofilage, drainage, passage d'engins)		R Limiter au maximum les terrassements
	(-) Modification des sols (compactage) liée aux éventuels travaux nécessaires (nivellement, reprofilage, drainage, passage d'engins)		R Limiter au maximum les terrassements
	(-) Risque de fragmentation des habitats, dérangement de la faune, perte de zones refuges selon la localisation (-) Risque d'assèchement, destruction d'écosystèmes rares, perte de biodiversité si le tracé est mal choisi (-) Dérangement possible de la faune en hiver (-) ER7 (Liaison piste de ski de fond entre le parking de départ et l'extrémité nord du village) et ER10 (Aménager une liaison douce empruntée en hiver par les engins de dammage et créer une liaison douce avec le lotissement de la Sémine) sur ou en bordure de zones humides à la Pesse		E Eviter au maximum les zones humides R Les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs. C Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée.
	(-) Sols plus compactés, moins perméables, risque d'érosion.		Sans objet
	(-) Bruit liés aux engins de damage		Sans objet
	(-) Emissions de CO_2 (carburant) liées aux engins de damage		Sans objet

Conclusion

La création des autres ER pour des aménagements divers aura des incidences globalement modérées, et variables. Elles deviennent fortes si des zones humides sont touchées, de gros terrassements sont nécessaires, la fréquentation est élevée en zones sensibles. Elles restent relativement faibles si le tracé emprunte des chemins existants, la création nécessite peu ou pas de défrichements, le damage est limité et la fréquentation est gérée (zones interdites, périodes sensibles).

C… par rapport aux enjeux de biodiversité à la Pesse



e. Autres ER

6 ER sont concernés, couvrant une surface de 0,9 ha. Les aménagements correspondent à la création de 3 aires de stockage de bois, l'aménagement d'un espace public, l'agrandissement du cimetière et l'aménagement de jardins familiaux ou autre équipement collectif lié à la proximité de l'habitat.

	Caractéristiques	Impact	Mesures complémentaires
	(-/+) Risque faible de dégradation du paysage		R Créer une transition écologique et paysagère avec les espaces limitrophes en s'inspirant de la végétation environnante
	(-) Consommation d'espace restant mesuré et ne générant pas nécessairement d'artificialisation (jardins familiaux)		R Limiter l'artificialisation
	(-) Consommation d'espace dont une partie d'espace naturels mais hors secteurs d'enjeux (+) Les piles de bois peuvent attirer des insectes xylophages (qui vivent dans le bois), ainsi que des champignons		R En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue

	Caractéristiques	Impact	Mesures complémentaires
	(+/-) Le type d'aménagement des cimetières conditionne leur impact environnemental		
	(-) Quand des tas de bois restent à l'air libre, la pluie qui les traverse lessive des substances organiques (tanins, lignines ...) et parfois du phosphore issus de l'écorce ou du bois lui-même : ces éléments se retrouvent dans les eaux de ruissellement (run-off) du site, ils peuvent diminuer l'oxygène dans l'eau et provoquer l'eutrophisation (accélération de croissance des algues dans les rivières), certains extraits peuvent être toxiques pour la faune aquatique (poissons, invertébrés) selon leur concentration		R Prévoir une base drainante (gravier, surface imperméable) et éviter les zones humides ou à forte nappe phréatique R Laisser une bande tampon végétalisée le long des rivières ou plans d'eau pour filtrer les polluants et protéger l'écosystème A Privilégier l'aménagement de cimetière arborés / végétalisés permettant de créer un îlot de fraîcheur, stocker du carbone et limiter le ruissellement
			Sans objet
			Sans objet
	(+) Le bois stocke du carbone capté par l'arbre durant sa croissance. Utilisé durablement et avec une gestion forestière responsable, il contribue à une atténuation du changement climatique par rapport à des matériaux très consommateurs d'énergie (béton, acier).		Sans objet
Conclusion La création des autres ER pour des aménagements divers aura des incidences globalement faibles, voire neutres.			

Conclusion sur les effets cumulés des ER

Le tableau ci-dessous montre que les principaux risques d'incidences résultent de la création de stationnements, voiries, et carrefours, mais aussi d'équipements d'intérêt général et de loisirs, qui consomment des espaces agricoles et naturels. Ils répondent à besoins fonctionnels en lien direct avec les usages existants et l'attractivité touristique et de loisirs de pleine nature du territoire. Leur dimensionnement demeure strictement proportionné aux besoins identifiés, afin de limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles.

Les emplacements réservés ont été définis à l'issue d'une analyse fine des contraintes du territoire, privilégiant des localisations en continuité des voies existantes, sur des secteurs à faible sensibilité agricole et environnementale. Cela contribue à réduire l'étalement urbain ainsi que les incidences sur le paysage et la biodiversité.

Les autres types d'ER auront des impacts globaux faibles à neutres.

Le PLUi, dans ses pièces réglementaires, comporte un ensemble de règles, outils et orientations qui contiribueront à réduire les risques d'incidences négatives.

Tableau n°10. Synthèse des effets des STECAL

Typologie d'ER								Cumul par ER
Stationnements, voiries, carrefours								
Aménagement / création de cheminements doux								
Aménagements en lien avec les ressources en eau								
Aménagements pour le ski de fond								
Autres ER								
Cumul par thématique								

4.3.3. Incidences sur Natura 2000

Au-delà de l'évaluation des incidences du PLUi sur les enjeux environnementaux à l'échelle de l'intercommunalité, une analyse spécifique des incidences Natura 2000 est prévue par le code de l'urbanisme.

À la différence de l'évaluation environnementale, l'évaluation des incidences Natura 2000 ne porte pas sur les effets du projet sur l'environnement dans son ensemble.

Elle est ciblée sur l'analyse de ses effets sur les espèces animales et végétales et habitats d'intérêt communautaire qui ont présidé à la désignation des sites Natura 2000.

Elle est **proportionnée** à l'importance du projet et aux enjeux de conservation des habitats et espèces en présence. Elle doit formuler une conclusion sur l'atteinte à l'intégrité du ou des sites Natura 2000 concernés

❖ **Présentation de Natura 2000**

Le réseau et sa finalité

Avec pour double objectif de préserver la diversité biologique et de valoriser les territoires, l'Europe s'est lancée, depuis 1992, dans la réalisation d'un ambitieux réseau de sites écologiques appelé Natura 2000. Ce dernier est un ensemble de sites naturels identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats naturels. Il comprend 2 types de zones réglementaires :

LE SAVIEZ-VOUS?

La France compte 1 776 sites Natura 2000 couvrant quelques 71 147 km^2, soit 12,9 % de la surface du territoire terrestre.

La Bourgogne-Franche-Comté rassemble quant à elle 118 sites, sur 6 590 km^2 soit 13,8 % du territoire régional terrestre.

- les **Zones de Protection Spéciale (ZPS)** désignées au titre de la directive 79/409/CEE du conseil du 2 avril 1979 concernant la conservation des oiseaux sauvages dite Directive "Oiseaux" ;

- les **Zones Spéciales de Conservation (ZSC)** et/ou Sites d'Importance Communautaire (SIC) désignés au titre de la directive 92/43/CEE du conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que la faune et la flore sauvages dite Directive "Habitats, Faune, Flore" du 22 mai 1992.

L'objectif est de maintenir ou de rétablir leur bon état de conservation tout en tenant compte des exigences économiques, sociales et culturelles, ainsi que des particularités régionales : les projets d'aménagements ou les activités humaines ne sont pas exclus des sites Natura 2000, sous réserve qu'ils soient compatibles avec les objectifs de conservation de la biodiversité et du patrimoine naturel.

Chaque site est porté par une structure opératrice qui conduit l'élaboration d'un document d'objectifs (DOCOB) : ce dernier comprend les mesures nécessaires pour conserver ou restaurer les habitats et les espèces d'intérêt communautaire ayant justifié la désignation du site au réseau Natura 2000.

La France s'est engagée à maintenir à long terme les habitats et les espèces des sites Natura 2000. Elle demande aux collectivités, aménageurs et constructeurs d'anticiper les conséquences de leurs plans ou projets puis d'éviter efficacement de porter atteinte à ces objectifs. Dans ce cadre, certains programmes, activités, travaux, aménagements, ouvrages, installations et manifestations sportives ou festives doivent ainsi faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 (EIN), préalablement à leur réalisation.

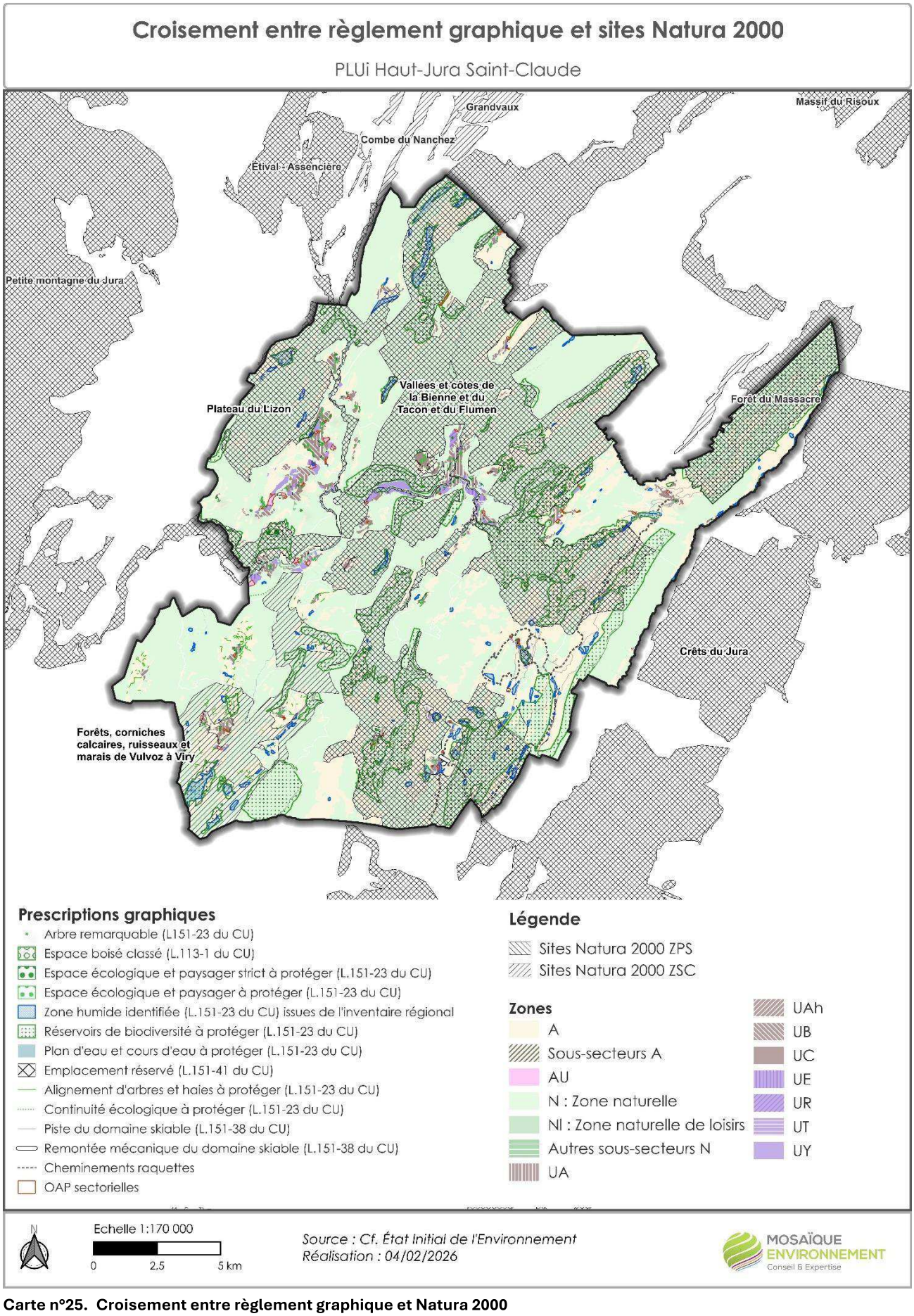
L'évaluation des incidences Natura 2000 prévue par l'article 6 de la directive « Habitats » a pour but de prévenir les atteintes aux objectifs de conservation des sites Natura 2000.

Les sites Natura 2000 de la CCHJSC

La communauté de communes abrite 4 sites Natura 2000 : 1 ZSC et 3 sites qui sont à la fois classés comme ZSC et ZPS (cf Etat initial de l'environnement).

- le site Natura 2000 « **Forêts, corniches calcaires, ruisseaux et marais de Vulvoz à Viry** » (FR4301332) est une ZSC située au sud-ouest du territoire. Sa richesse réside dans la juxtaposition de conditions d'altitude, d'expositions et de sols différentes créant une diversité de milieux représentatifs du Haut-Jura avec des milieux aquatiques et humides, des milieux forestiers, rupestres, prairiaux et bocagers, des pelouses ... D'autre part, le site est dans une tranche altitudinale et un contexte biogéographique permettant une cohabitation entre les espèces montagnardes et les espèces typiques de plaine. En marge de son aire de répartition, le noyau de population du Grand Tétras en forêt de Viry est extrêmement vulnérable et menacé à court terme d'extinction. Les crêts et plateaux intermédiaires aux reliefs doux sont occupés par l'agriculture. Les pelouses sont largement représentées, avec parfois de grands ensembles, comme à Choux (la Vierge, le Rosset, sur la Creta) ou à Viry (Crêt Dulong, l'Essarté, Roche d'Echelleux, les Lattes). Très souvent ces formations sont piquetées d'arbustes (prunelliers, genévriers), témoignant d'une certaine déprise agricole, et offrant des conditions propices à l'expression d'une entomofaune remarquable. L'eau, relativement peu présente sur le site, se manifeste par des formations variées : lacs, tourbières, prairies humides, ruisseaux, suintements, ornières ... qui permettent l'expression d'une diversité d'insectes et d'amphibiens. Le site est principalement menacé par la fermeture des milieux ouverts (enfrichement et boisement) liée à la baisse du pâturage et de la fauche. Les zones humides et ruisseaux sont aussi fragilisés par les modifications hydrologiques (drainage, assèchement, travaux). La gestion forestière intensive (pistes, coupes, simplification des peuplements) peut dégrader les habitats. Enfin, la fréquentation touristique, certaines infrastructures et la présence possible d'espèces invasives peuvent provoquer des perturbations et une fragmentation des milieux ;

- le site Natura 2000 « **Plateau du Lizon** » (FR4312026 et FR4301316) est à la fois une ZPS et une ZSC située au nord-ouest du territoire. La caractéristique principale du Plateau du Lizon réside dans la prépondérance de la surface forestière, représentée par plus de 70 % de la surface totale du site. Les principaux enjeux résident dans la préservation d'une mosaïque de milieux naturels diversifiés associant milieux forestiers, ouverts (prairies montagnardes) et zones humides/tourbeuses, avec une dynamique naturelle marquée par l'hydrographie et la géologie jurassiennes. Cette mosaïque est particulièrement favorable à une grande diversité d'espèces animales et végétales d'intérêt communautaire. Il convient de conserver la connectivité entre ces milieux et d'éviter leur pour le bon fonctionnement des écosystèmes du plateau. Le Plateau du Lizon abrite plusieurs espèces d'intérêt communautaire et patrimoniales, notamment des zones humides et tourbières favorables au triton crêté et autres amphibiens, des zones oligotrophes et prairies de fauche utiles à certaines plantes rares, des milieux forestiers qui accueillent des espèces d'oiseaux protégés ou sensibles. Le plateau présente d'importants réseaux de zones humides, cours d'eau et tourbières qui ont un rôle écologique majeur : régulation des eaux, filtration naturelle, supports pour des espèces rares, et maintien du paysage caractéristique du Haut-Jura. L'état de conservation de ces zones est un enjeu important car elles se forment dans des contextes géologiques et climatiques très spécifiques. Le maintien de pratiques agricoles extensives (faible fertilisation, pâturage raisonné, fauche adaptée) est un enjeu important pour éviter la fermeture des milieux ouverts. Les menaces majoritaires sont liées à des changements dans les pratiques agricoles et sylvicoles, la fermeture des habitats ouverts, la dégradation potentielle des zones humides et hydrologie naturelle, et la pression anthropique (activités humaines, loisirs, fragmentation) ;



Carte n°25. Croisement entre règlement graphique et Natura 2000

- le site Natura 2000 « **Forêt du Massacre** » (FR4312003 et FR4301320) est à la fois une ZPS et une ZSC située au nord-est du territoire. Les habitats les plus remarquables en termes de biodiversité sont les zones ouvertes et leurs lisières de pré-bois lorsqu'ils ne sont pas trop fermés, ainsi que la zone de pelouse subalpine du Crêt Pela, et les mégaphorbiaies les plus typiques. L'objectif prioritaire est de lutter contre l'avancée de la forêt aux lisières de ces habitats par le maintien des activités pastorales extensives sur les prairies de Lajoux et du versant de la Valserine. Globalement, l'objectif est de conserver cette alternance de bois, prés-bois et prairies qui garantissent la richesse des biotopes et du paysage.Les autres habitats intéressants sont tous ceux de l'étage subalpin : pessières à hautes herbes, pessières neutrophiles, hêtraies à érables, en tant que formations végétales originales à l'échelle régionale d'une part, et en tant que biotopes favorables pour la Chevêchette d'Europe et pour la reproduction et l'estive du Grand Tétras d'autre part. En ce qui concerne les espèces, la problématique prioritaire est celle de la préservation de la population de Grand Tétras, avec notamment le respect de ses exigences de tranquillité en période hivernale et en période de reproduction. Sont également à prendre en compte les besoins de la Chevêchette d'Europe, de la Chouette de Tengmalm (dont la présence est liée à celle du Pic noir), de la Gélinotte des bois, du Venturon montagnard et du Tarin des aulnes. Les principales menaces sont l'enfrichement des milieux ouverts par arrêt de certaines pratiques agricoles traditionnelles (avec une progressive fermeture des prairies et des milieux semi-ouverts), les pressions liées à la fréquentation touristique (qui peuvent fragmenter les milieux, déranger la faune sensible et favoriser l'érosion des sols en zones fragiles), les développements et infrastructures forestières (qui peuvent entraîner destruction ou fragmentation des habitats, modification de la dynamique naturelle des peuplements ...), une gestion sylvicole inadaptée (qui risque de réduire l'abondance de milieux favorables à certaines espèces, diminuer la richesse structurelle de la forêt), l'urbanisation diffuse autour des villages ou une intensification des activités économiques en bordure du site (qui peuvent fragmenter les habitats et introduire des nuisances ou polluants ;

- le site Natura 2000 « **Vallée et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen** » (FR4312012 et FR4301331) est à la fois une ZPS et une ZSC située au centre du territoire. Le site est composé d'une mosaïque naturelle riche : forêts mixtes, pelouses sèches, prairies semi-naturelles, landes, habitats rocheux, zones humides, rivières et tourbières d'intérêt patrimonial. Ces milieux rares et souvent fragiles abritent de nombreuses espèces d'intérêt communautaire au sens des directives européennes Oiseaux et Habitat (faune et flore remarquables ou protégées). La Bienne, le Tacon et le Flumen sont des cours d'eau aux dynamiques naturelles (encaissées et calcaires) qui supportent une biodiversité spécifique. Les zones humides (tourbières, bas-marais) jouent un rôle essentiel de régulateur hydrologique, de filtre des eaux et de soutien des étiages. Les principales menaces concernent l'abandon des pratiques agricoles extensives (qui favorise l'enfrichement des milieux ouverts au détriment des pelouses, prairies humides et des espèces qui en dépendent), l'urbanisatin et l'artificialisation du territoire (qui modifient les structures paysagères et réduisent la connectivité écologique), les activités récréatives non maîtrisées (qui peuvent générer piétinement des sols, perturbation de la faune, prolifération de pistes et traces hors sentier), une gestion forestière inadaptée avec des coupes à blanc, dessertes mal planifiées (qui risquent de dégrader certains habitats forestiers et de réduire l'hétérogénéité naturelle), les dégradations des zones humides et tourbeuses par drainages, comblements ou perturbations hydrologiques et la pollution diffuse (engrais, effluents agricoles) et la contamination des eaux ;

- le site Natura 2000 « **Vallée et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen** » (FR4312012 et FR4301331) est à la fois une ZPS et une ZSC située au centre du territoire. L'encaissement des vallées, l'opposition de versants plus ou moins abrupts, le contraste entre la haute et la basse vallée, la nature des calcaires, la présence d'anciennes vallées glaciaires et des plateaux occasionnent une grande diversité de milieux naturels. La forêt couvre la majeure partie du site (65%), en raison surtout de sa topographie marquée, et elle est le siège d'une activité économique importante. Les milieux ouverts herbacés représentent environ 25% de la superficie du site et, à l'exception des prairies pâturées, il s'agit toujours de formations d'intérêt européen.

En raison de l'extrême karstification du sous-sol calcaire du Haut-Jura, les formations humides restent localisées malgré un contexte général de forte pluviosité. De nombreuses tourbières à forte valeur patrimoniale sont présentes qu'il s'agisse de tourbières hautes, de tourbières de transition, de tourbières basses alcalines ou de tourbières boisées. Toutes sont riches d'une flore et d'une faune menacée et rare dont la vulnérabilité est accentuée par la fragmentation des sites et leur petite taille. Pour la flore, le nombre d'espèces rares et menacées est élevé et leur présence concerne l'ensemble des milieux naturels représentés. On peut citer deux espèces d'intérêt communautaire sur ce site, que sont le sabot de Vénus et le glaïeul des marais.

Les quatre sites sont confrontés à des menaces similaires : fermeture des milieux ouverts, dégradation des zones humides et ripariennes, pressions forestières, fragmentation des habitats, pressions humaines (loisirs, urbanisation), et introduction d'espèces invasives.

Le PLUi peut répondre à ces enjeux de la manière suivante :

- Préserver et structurer l'espace pour réduire la pression humaine et préserver la continuité écologique :

  * limiter l'urbanisation dans les zones sensibles (zones humides, prairies oligotrophes, forêts remarquables).

  * encadrer l'implantation de nouvelles infrastructures pour éviter la fragmentation des habitats.

  * définir des zones naturelles protégées où le bâti et certaines activités sont restreints.

- Maintenir les milieux ouverts et agricoles pour limiter l'enfrichement et protèger les habitats d'intérêt communautaire :

  * intégrer des zones de pâturage ou prairies de fauche dans le zonage agricole.

  * encourager les pratiques extensives compatibles avec la biodiversité.

- Protéger l'eau et les zones humides pour préserver la qualité de l'eau et les habitats aquatiques ou palustres :

  * identifier les zones inondables, ruisseaux, marais et tourbières comme secteurs à protéger.

  * réguler les modifications de l'hydrologie (drainage, remblaiements, constructions).

- Encadrer les activités humaines pour réduire les pressions touristiques et minimiser les perturbations :

  * créer des sentiers balisés pour les loisirs et limiter les zones de forte fréquentation.

  * imposer des règles sur les loisirs, sports, chantiers et travaux forestiers.

  * prévoir des corridors écologiques pour les déplacements de la faune.

- Lutter contre les espèces invasives et la dégradation pour maintenir l'équilibre écologique et la biodiversité :

  * réglementer l'introduction d'espèces exotiques dans le cadre de l'aménagement urbain ou paysager.

  * prévoir des mesures de suivi et de restauration écologique dans les zones sensibles.

Le PLUi peut être un outil de planification stratégique pour protéger les habitats et espèces patrimoniales, limiter la fragmentation et la dégradation, maintenir les pratiques écologiques traditionnelles, et gérer les usages humains de manière compatible avec la conservation.

Il agit donc comme un cadre légal et spatial permettant de répondre directement aux menaces identifiées sur les quatre sites Natura 2000.

❖ Incidences du PLUi sur les sites Natura 2000

Un PLUi est susceptible d'affecter significativement le réseau Natura 2000, lorsqu'il prévoit des possibilités d'urbanisation et d'aménagement à l'intérieur ou à proximité d'un ou plusieurs sites. Les types d'incidences potentielles sont :

- les risques de **détérioration et/ou de destruction d'habitats naturels** d'intérêt communautaire à l'intérieur d'un site Natura 2000 (par consommation d'espaces) ;

- la **détérioration des habitats d'espèces** ;

- les **risques de perturbation du fonctionnement écologique** du site ou de dégradation indirecte des habitats naturels ou habitats d'espèces (perturbation du fonctionnement des zones humides, pollutions des eaux ...) ;

- les **risques d'incidences indirectes des espèces mobiles** qui peuvent effectuer une partie de leur cycle biologique en dehors du site Natura 2000 : zone d'alimentation, transit, gîtes de reproduction ou d'hivernage. Ce type de risque concerne notamment la perturbation des oiseaux et des chauves-souris en dégradant les continuités écologiques entre leurs différents biotopes, leurs possibilités de déplacements migratoires et certains habitats utilisés par les espèces (zones d'alimentation, biotope de reproduction ou de repos) qui peuvent éventuellement être situés en dehors du site Natura 2000.

Sont analysés ci-après, les dispositions du PLUi concernant les sites Natura 2000 du territoire ainsi que les incidences des règles associées. Les incidences potentielles ont été évaluées par rapport aux enjeux de conservation des sites Natura 2000.

Cette analyse globale est ensuite suivie d'une synthèse par site afin de vérifier l'adéquation des dispositions au regard notamment des facteurs de vulnérabilité propres à chacun.

Caractéristiques des dispositions du PLUi dans les sites Natura 2000

Les sites Natura 2000 du territoire sont majoritairement classés en zone N (73,4% de leur superficie) et A (26,4%), soit 99,764% de leur superficie.

Sites Natura 2000	Somme de surface ha	%
N	**25937,028**	**73,4%**
N	25924,489	73,36908%
N*sc1	0,004	0,00001%
N*se1	0,882	0,00250%
Nl	11,653	0,03298%
A	**9313,781**	**26,359%**
A	9313,399	26,358%
A*be2	0,158	0,00045%
A*bo1	0,02	0,00006%
A*bo2	0,012	0,00003%
A*bo3	0,01	0,00003%
A*bo4	0,174	0,00049%
A*se2	0,008	0,00002%
AU	**4,19**	**0,01%**
AUB	2,444	0,007%
AUY	1,746	0,005%
U	**79,354**	**0,225%**
UA	3,046	0,009%
UAh	22,321	0,009%
UAsc	4,256	0,012%
UB	21,234	0,060%

Sites Natura 2000	Somme de surface ha	%
UC	3,662	0,010%
UE	2,98	0,008%
URsc	0,3	0,001%
UT	4,318	0,012%
UTc	0,804	0,002%
UYa	5,9	0,023%
UYb	7,985	0,017%
UYc	1,78	0,005%
UYd	0,768	0,002%
Total général	**35334,353**	**100%**

A l'aune des superficies concernées, il est possible de dire que le classement des sites Natura 2000 en zones U et AU n'aura pas d'effets significatifs notables.

Les incidences des STECAL et des zones Au ayant fait l'objet d'un focus spécifique (cf chapitres corrersppondants), l'évaluation a été centrée sur les incidences de leur classement en zones N et A ainsi que sur les outils d'urbanisme susceptibles de les concerner.

Incidences globales du classement des sites Natura 2000 en zones N et A

Type de zones et caractéristiques
Classement en zone naturelle N au sein des sites : espaces à préserver en raison de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, mais également des espaces à préserver afin de prévenir les risques
- Espaces non ou très faiblement construits et le plus souvent non agricoles, plutôt au caractère naturel et paysager, qui nécessitent d'être durablement préservés - Emprise au sol maximale des constructions d'habitation fixée à : * 60 m^2 pour les annexes, dans la limite de 3 annexes maximum par unité foncière. * 30 % de l'emprise au sol de la construction principale existante pour les extensions * 30 m^2 pour les abris légers - Nombreuses destinations et sous-destinations interdites, sauf locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés, exploitations forestières - Exploitations agricoles autorisées si nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, et ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages - Hauteur maximale des constructions d'habitation fixée à 3,5 mètres pour les annexes et à la hauteur existante pour les extensions
Classement en zone naturelle Nl au sein des sites et à leurs abords : correspond aux secteurs naturels dédiés aux équipements
Règlement identique aux zones N, mais où : - les équipements sportifs sont autorisés - l'emprise au sol maximale des constructions est fixée à 5 % de l'unité foncière - la hauteur maximale des constructions est fixée à 7 mètres au point le plus haut pour les équipements publics - les espaces libres doivent être traités au maximum en espaces verts de pleine terre

Type de zones et caractéristiques
Classement en **zone agricole A** au sein des sites et à leurs abords : correspond aux principaux secteurs agricoles du territoire à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles
- Objectif de protection du foncier agricole et de soutien à l'activité et aux filières correspondantes. - Nombreuses destinations et sous-destinations interdites - Secteur agricole constructible afin de permettre l'implantation de bâti nécessaire aux activités existantes ou à venir : * constructions à destination de logement directement liées à l'exploitation agricole, dans la limite d'une emprise au sol de 100 m^2 par construction, et situées à moins de 50 mètres du siège de l'exploitation et. * extensions des logements existants dans la limite de 30 % de l'emprise au sol des constructions existantes. * annexes dans la limite de 60 m^2d'emprise au sol et situées à moins de 25 mètres de l'habitation existante * Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés * constructions, installations aménagements et extensions à destination agricole nécessaires à la transformation, au conditionnement et à la commercialisation des produits agricoles, et qui ne portent pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
Incidences
Le classement en zone naturelle vise à limiter l'urbanisation et les activités susceptibles de dégrader l'environnement et à promouvoir la conservation de la biodiversité. Ce type de zonage impose des restrictions strictes sur la constructibilité afin de limiter l'impact des constructions sur l'environnement et maintenir l'intégrité des écosystèmes présents. La construction de nouveaux bâtiments y est fortement restreinte. Par ailleurs, les extensions de bâtiments existants sont généralement permises, mais elles doivent respecter des critères précis pour ne pas nuire à l'environnement et au paysage. La zone agricole est une zone protégée et réglementée pour l'exploitation agricole. Le règlement vise à permettre le bon déroulement de l'activité agricole, et à préserver le foncier support de cette activité. Globalement, la constructibilité de ces zones est très limitée pour répondre à l'objectif de protection du foncier agricole et de soutien à l'activité et aux filières correspondantes. Dans le cas présent, les zones Ap et Av, inconstructibles, sont les plus protectrices De façon pragmatique, depuis un décret de 2012, le choix entre A ou N n'a pas d'incidence réelle sur ce qu'il est possible ou non de construire dans ces zones : bâtiments, aménagements, équipements, voies et réseaux, clôtures, etc. Par ailleurs, ce qui pousse, ce qu'on plante, sème ou récolte sur une parcelle ne relève pas des règles associées au classement. Dans les faits, c'est surtout l'affichage d'une vocation qui est en jeu. En l'occurrence, le classement des sites Natura 2000 majoritairement en zone N permet d'afficher clairement la vocation naturelle de ces espaces. Dans tous les cas, la constructibilité est encadrée et limitée et permet de garantir la préservation des milieux concernés.

Incidences du PLUi sur chaque site Natura 2000

a. Site Natura 2000 « Forêts, corniches calcaires, ruisseaux et marais de Vulvoz à Viry » (FR4301332)

Dispositions du PLUi	Incidences
Maintien de vastes zones N et A permettant d'affirmer la vocation et de protéger les espaces agricoles et forestiers	■
Protection d'alignements d'arbres et haies au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme contribuant à maintenir la fonctionnalité écologique des espaces associant prairies et éléments arborés	■
Protection des zones humides par une trame au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme qui interdit de créer tout remblai susceptible de porter atteinte à la zone humide, de réaliser des caves et sous-sols et aménagements de niveaux enterrés ou semi-enterrés, d'implanter toute construction susceptible de gêner le fonctionnement de la zone humide, en particulier les clôtures pleines, de réaliser quelque affouillement ou exhaussement de sol	■
Protection des principaux plans d'eau et cours d'eau au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme qui interdit tous travaux, occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des éléments identifiés, ainsi que les comblements, affouillements, exhaussements des sols, le drainage, le remblaiement, les dépôts divers, toute suppression de la végétation existante des berges, sauf pour des recompositions d'aménagement arborés et végétalisés ainsi que les constructions et extensions nouvelles dans une bande de 15 mètres par rapport aux berges de cours d'eau et plans d'eau	■
Le site est un site habité : le règlement graphique acte de cette situation grâce au classement des espaces concernés en zones U. Les surfaces restent toutefois marginales.	■
Protection, au sein des zones bâties, d'Espaces écologiques et paysagers à protéger au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme contribuant à limiter la fragmentation liée à l'urbanisation et permettant d'offrir des espaces relais aux espèces : toute construction ou aménagement y est interdit. Seuls sont autorisés, sous conditions d'emprise au sol notamment, les annexes et abris légers et serres démontables.	■
Présence de zones à ouvrir à l'urbanisation (cf focus sur les OAP), notamment : - l'OAP de la Roche d'Enchelleux et la ZA du Péron qui auront un impact fort sur la biodiversité du fait de l'artificialisation de pelouses sèches avec un fort intérêt écologique ; - l'OAP « chemin du Loup » qui impactera une prairaie à faible enjeu patrimonial.	■
Conclusion **Le PLUi n'aura des d'effets négatifs notables** sur le site Natura 2000 « Forêts, corniches calcaires, ruisseaux et marais de Vulvoz à Viry » (FR4301332) qu'il protège fortement via le zonage naturel et agricole et les nombreuses trames écologiques affirmant sa richesse en tant que réservoir de biodiversité, la protection des zones humides et cours d'eau.	

b. Site Natura 2000 « Plateau du Lizon » (FR4312026 et FR4301316)

Dispositions du PLUi	Incidences
Maintien de vastes zones N et A permettant d'affirmer la vocation et de protéger les espaces agricoles et forestiers. Aucune zone Nl ne le concerne	■
Protection des zones humides par une trame au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme qui interdit de créer tout remblai susceptible de porter atteinte à la zone humide, de réaliser des caves et sous-sols et aménagements de niveaux enterrés ou semi-enterrés, d'implanter toute construction susceptible de gêner le fonctionnement de la zone humide, en particulier les clôtures pleines, de réaliser quelque affouillement ou exhaussement de sol	■
Protection des principaux plans d'eau et cours d'eau au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme qui interdit tous travaux, occupation et utilisation du sol, ainsi que tout aménagement susceptible de compromettre l'existence, la qualité hydraulique et biologique des éléments identifiés, ainsi que les comblements, affouillements, exhaussements des sols, le drainage, le remblaiement, les dépôts divers, toute suppression de la végétation existante des berges, sauf pour des recompositions d'aménagement arborés et végétalisés ainsi que les constructions et extensions nouvelles dans une bande de 15 mètres par rapport aux berges de cours d'eau et plans d'eau	■
Protection de certains cours d'eau et zones humides en tant que réservoirs de biodiversité inconstructibles à l'exception des projets concernés en STECAL qui doivent disposer d'une attention particulière au caractère du lieu où il s'implante, une volonté d'exemplarité environnementale et énergétique des futures constructions, et une limitation forte des emprises au sol et de l'artificialisation, afin de garantir au maximum le maintien des espaces non bâti. Les travaux et installations légères nécessaires à l'entretien, l'exploitation ou la restauration de la couverture végétale sont autorisés sous réserve que leur impact dans le paysage soit limité ou temporaire, qu'ils ne perturbent, ni n'entravent la circulation de la faune, et qu'ils ne détruisent pas les habitats naturels présents	■
Le site est un site habité : le règlement graphique acte de cette situation grâce au classement des espaces concernés en zones U. Les surfaces restent toutefois marginales.	■
Protection, au sein des zones bâties, d'Espaces écologiques et paysagers à protéger au titre de l'article L.151-23 du Code de l'urbanisme contribuant à limiter la fragmentation liée à l'urbanisation et permettant d'offrir des espaces relais aux espèces : toute construction ou aménagement y est interdit. Seuls sont autorisés, sous conditions d'emprise au sol notamment, les annexes et abris légers et serres démontables.	■
Conclusion **Le PLUi n'aura des d'effets négatifs notables** sur le site Natura 2000 «Plateau du Lizon » (FR4301332) qu'il protège fortement via le zonage naturel et agricole et les nombreuses trames écologiques affirmant sa richesse en tant que réservoir de biodiversité, la protection des zones humides et cours d'eau.	

c. Site Natura 2000 « Forêt du Massacre » (FR4312003 et FR4301320)

Dispositions du PLUi	Incidences
Maintien de vastes zones N et A permettant d'affirmer la vocation et de protéger les espaces agricoles et forestiers. Aucune zone Nl ne le concerne	■
Protection en tant que réservoir de biodiversité inconstructible à l'exception des projets concernés en STECAL qui doivent disposer d'une attention particulière au caractère du lieu où il s'implante, une volonté d'exemplarité environnementale et énergétique des futures constructions, et une limitation forte des emprises au sol et de l'artificialisation, afin de garantir au maximum le maintien des espaces non bâti. Les travaux et installations légères nécessaires à l'entretien, l'exploitation ou la restauration de la couverture végétale sont autorisés sous réserve que leur impact dans le paysage soit limité ou temporaire, qu'ils ne perturbent, ni n'entravent la circulation de la faune, et qu'ils ne détruisent pas les habitats naturels présents	■
Protection des zones humides par une trame au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme qui interdit de créer tout remblai susceptible de porter atteinte à la zone humide, de réaliser des caves et sous-sols et aménagements de niveaux enterrés ou semi-enterrés, d'implanter toute construction susceptible de gêner le fonctionnement de la zone humide, en particulier les clôtures pleines, de réaliser quelque affouillement ou exhaussement de sol	■
Protection de certaines zones humides en tant que réservoirs de biodiversité inconstructibles à l'exception des projets concernés en STECAL qui doivent disposer d'une attention particulière au caractère du lieu où il s'implante, une volonté d'exemplarité environnementale et énergétique des futures constructions, et une limitation forte des emprises au sol et de l'artificialisation, afin de garantir au maximum le maintien des espaces non bâti. Les travaux et installations légères nécessaires à l'entretien, l'exploitation ou la restauration de la couverture végétale sont autorisés sous réserve que leur impact dans le paysage soit limité ou temporaire, qu'ils ne perturbent, ni n'entravent la circulation de la faune, et qu'ils ne détruisent pas les habitats naturels présents	■
Aucune zone urbaine ou à urbaniser n'est présente à proximité immédiate du site	■
Site concerné par des pistes et remontées mécaniques du domaine skiable identifiées au titre du L.151-38 du Code de l'urbanisme qui peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et pourront supporter des équipements et aménagements correspondant en remontées mécaniques, aux aires de remontées mécaniques, et pistes, sous réserve du respect des autres prescriptions législatives et réglementaires. Les principaux risques d'incidences concernent, de fait les aménagements liés à la pratique du ski, d'autant que le site Natura 2000 est concerné par des zones de reproduction du Grand Tétras, très sensible au dérangement lié à la fréquentation, notamment en phase de reproduction.	■
OAP thématique « continuités écologiques » avec une orientation visant à éviter, ou limiter les effets négatifs sur la Grand Tétras et en faveur de la préservation des réservoirs de biodiversité forestiers et agro-pastoraux	■
Conclusion Le PLUi présente des risques d'incidences négatives du PLUi appelant à la vigilance liés aux pistes et remontées mécaniques présentent au sein du site Natura 2000. Les orientations de l'OAP thématique « continuités écologiques » devraient contribuer à en réduire l'impact qui devrait rester non notables.	

d. Site Natura 2000 « Vallée et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen » (FR4312012 et FR4301331)

Dispositions du PLUi	Incidences
Maintien de vastes zones N et A permettant d'affirmer la vocation et de protéger les espaces agricoles et forestiers. Aucune zone Nl ne le concerne	■
Protection en tant que réservoir de biodiversité inconstructible à l'exception des projets concernés en STECAL qui doivent disposer d'une attention particulière au caractère du lieu où il s'implante, une volonté d'exemplarité environnementale et énergétique des futures constructions, et une limitation forte des emprises au sol et de l'artificialisation, afin de garantir au maximum le maintien des espaces non bâti. Les travaux et installations légères nécessaires à l'entretien, l'exploitation ou la restauration de la couverture végétale sont autorisés sous réserve que leur impact dans le paysage soit limité ou temporaire, qu'ils ne perturbent, ni n'entravent la circulation de la faune, et qu'ils ne détruisent pas les habitats naturels présents	■
Protection des zones humides par une trame au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme qui interdit de créer tout remblai susceptible de porter atteinte à la zone humide, de réaliser des caves et sous-sols et aménagements de niveaux enterrés ou semi-enterrés, d'implanter toute construction susceptible de gêner le fonctionnement de la zone humide, en particulier les clôtures pleines, de réaliser quelque affouillement ou exhaussement de sol	■
Protection de certaines zones humides en tant que réservoirs de biodiversité inconstructibles à l'exception des projets concernés en STECAL qui doivent disposer d'une attention particulière au caractère du lieu où il s'implante, une volonté d'exemplarité environnementale et énergétique des futures constructions, et une limitation forte des emprises au sol et de l'artificialisation, afin de garantir au maximum le maintien des espaces non bâti. Les travaux et installations légères nécessaires à l'entretien, l'exploitation ou la restauration de la couverture végétale sont autorisés sous réserve que leur impact dans le paysage soit limité ou temporaire, qu'ils ne perturbent, ni n'entravent la circulation de la faune, et qu'ils ne détruisent pas les habitats naturels présents	■
Des zones urbaines ou à urbaniser à proximité immédiate voire en bordure du site, avec un risque de destruction d'habitats naturels ou d'habitats d'espèces et de dérangement de la faine (notamment du faitt de la pollution lumineuse)	■
Plusieurs emplacements réservés susceptibles de générer de la fragmentation (cf focus)	■
Site concerné par des pistes et remontées mécaniques du domaine skiable identifiées au titre du L.151-38 du Code de l'urbanisme qui peuvent être aménagées en vue de la pratique du ski et pourront supporter des équipements et aménagements correspondant en remontées mécaniques, aux aires de remontées mécaniques, et pistes, sous réserve du respect des autres prescriptions législatives et réglementaires. Les principaux risques d'incidences concernent, de fait les aménagements liés à la pratique du ski, d'autant que le site Natura 2000 est concerné par des zones de reproduction du Grand Tétras, très sensible au dérangement lié à la fréquentation, notamment en phase de reproduction.	■
OAP thématique « continuités écologiques » avec une orientation visant à éviter, ou limiter les effets négatifs sur la Grand Tétras et en faveur de la préservation des réservoirs de biodiversité forestiers et agro-pastoraux	■
Conclusion Le PLUi présente des risques d'incidences négatives du PLUi appelant à la vigilance liés aux pistes et remontées mécaniques présentent au sein du site Natura 2000. Les orientations de l'OAP thématique « continuités écologiques » devraient contribuer à en réduire l'impact qui devrait rester non notables.	

❖ Conclusion

Le projet de PLUi prévoit de façon générale une bonne prise en compte des sites Natura 2000 :

- la majorité des projets sont situés dans ou à proximité de l'enveloppe urbaine ;

- les éléments remarquables susceptibles d'impacter les sites Natura 2000 sont majoritairement préservés voire renforcés.

Il n'aura pas d'effets négatifs notables sur l'état de conservation des habitats naturels et habitats d'espèces ayant justifié la désignation des sites.

Toutefois, certaines caractéristiques du projet nécessitent une certaine vigilance :

- certains projets se situent au sein ou en périphérie immédiate de sites NATURA 2000 ;

- les aménagements du domaine skiable peuvent avoir des incidences sur les milieux et sur les espèces, notamment le Grand Tétras ;

- la multiplication des STECAL, OAP, ER ... est susceptible de générer du mitage, même si au global les surfaces restent marginales au regard de la superficie des sites Natura 2000.

Certains aménagement seront toutefois soumis à évaluation d'incidences Natura 2000. Le SCoT impose notamment que tout projet d'extension ou de création de pistes soit soumis à une évaluation des Incidences Natura 2000.Une attention particulière devra être portée au défrichement, à l'enneigement et à la période de travaux.

Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Haut Jura Saint-Claude

PLUi

Chapitre V.

ALTERNATIVES ENVISAGEES ET JUSTIFICATION DU PROJET RETENU



5.1. Explication des choix retenus au regard des objectifs de protection de l'environnement

Article R.151-3 du code de l'urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

4° Explique les choix retenus mentionnés au premier alinéa de l'article L. 151-4 au regard notamment des objectifs de protection de l'environnement établis au niveau international, communautaire ou national, ainsi que les raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables tenant compte des objectifs et du champ d'application géographique du plan

Ce chapitre est complémentaire des éléments consignés dans le rapport de présentation : il est ici **ciblé** sur la justification des choix au regard des objectifs de protection de **l'environnement**.

5.1.1. Les motifs supra-territoriaux qui guident le projet

Le contexte national et local a guidé l'élaboration du PLUi de la CCHJSC. Il met en avant l'importance des enjeux climatiques, énergétiques et de préservation des ressources et de la biodiversité, ainsi que des enjeux de santé publique.

❖ **De nouveaux défis à relever**

Les évolutions de ces 10 dernières années marquent un tournant majeur, passant d'un urbanisme de « consommation » (extension sur les espaces agricoles et naturels) à un urbanisme de « régénération » (reconstruction de la ville sur elle-même).

Le PLUi de la CCHJS est concerné par ces nombreux changements, et plus particulièrement deux mutations majeures liées à la stratégie nationale Bas Carbone et à la Loi Climat et Résilience qui fixent les objectifs vers lesquels tous les territoires doivent converger à l'horizon 2050 :

- **atteindre le Zéro Artificialisation Nette** (ZAN) : il s'agit de diviser par deux de la consommation foncière réelle d'ici à 2031 (par rapport aux 10 années écoulées) et de tendre vers la zéro artificialisation nette à horizon 2050. Cela passe par la réduction des zones à urbaniser (AU), la reconquête des friches et la densification, ce qui contribue à la préservation de la biodiversité et des sols vivants (stockage de carbone)L'optimisation du foncier concerne toutes les politiques publiques : transitions énergétiques, activités économiques, équipements, habitat, infrastructures, etc ;
- **atteindre le Zéro Émission Nette** (ZEN) : le PLUi devient un outil de production énergétique. Il s'agit de porter la part d'énergie renouvelable à 40 % d'ici 2030 (contre 20 % actuellement) en installant notamment 60 000 ha de photovoltaïque au sol et en solarisantles toitures, et en portant la part de l'éolien à 23% de la production d'électricité (Source : stratégie bas carbone de la France), de décarboner les transports, par exemple en réduisant les kilomètres parcourus par personne et en augmentant la part des trajets à pied ou à vélo, d'augmenter la part de l'agriculture bio, d'augmenter les puits de carbone permettant de capter et stocker géologiquement le CO2, par exemple en plantant des arbres ...

Le contexte réglementaire concerne également la biodiversité et le cycle de l'eau : la séquence Éviter-Réduire-Compenser (ERC) est devenue le cœur de l'évaluation environnementale. Parmi les principales évolutions figurent le renforcement des obligations de désimperméabilisation des sols et de gestion des eaux pluviales à la parcelle ce qui contribue à la lutte contre les îlots de chaleur urbains et à la recharge des nappes phréatiques.

❖ Des objectifs qui s'imposent au PLUi

Le PLUi obéit à une organisation hiérarchique, en ce sens qu'il doit intégrer les orientations d'autres documents dits supérieurs (ou documents supra) dont il doit respecter des règles. Parmi les plus structurants figurent le Schéma de Cohérence Territoriale et le Plan Climat-Air-Energie Territorial.

Le Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Haut Jura

Le PLUi de la CCHJSC a été construit en s'appuyant sur les dispositions majeures du SCoT concernant ce territoire de montagne :

- **l'armature urbaine et la hiérarchisation** : le projet définit un modèle de développement qui limite l'étalement urbain en accueillant un développement de logements, équipements et services adapté à la structure territoriale avec

  * le maintien de la polarité de la ville-centre de Saint-Claude : concentration des services de niveau supérieur, du commerce et de la densité résidentielle. Le renouvellement urbain et la réhabilitation des friches industrielles y sont encouragés ;

  * les centres bourgs et pôles de proximité : développement maîtrisé pour maintenir les services de proximité et répondre aux besoins locaux en logements ;

  * communes rurales : urbanisation très limitée, strictement réservée au comblement des « dents creuses » ou à la réhabilitation du bâti existant pour préserver les paysages.

- **la sobriété foncière et « la « Loi Montagne »** : le projet s'attache à réduire consommation d'espaces naturels et agricoles par rapport aux 10 dernières années tout en respectant le principe de continuité de l'urbanisation ;

- **la protection du Comté** : le projet protège les zones AOP (prairies de fauche) qui sont le moteur économique du territoire.

- **la préservation de l'environnement et tourisme** : le territoire étant situé au cœur du Parc Naturel Régional (PNR) et comprenant un patrimoine naturel remarquable, le projet s'attache à protéger les continuités écologiques (forêts de montagne, zones humides ...). Il soutient également une transition du tourisme hivernal dominé par les sports d'hiver vers un tourisme « quatre saisons ». Il prend également en compte les enjeux liés au patrimoine remarquable dont le Grand Tétras ;

- **les ressource en eau** : la spécificité du milieu karstique impose une prise en compte renforcée des ressources en eau et de leur gestion tant qualitative que quantitative ;

- **les spécificités industrielles et artisanales** : le caractère industriel de la CCHJSC constitue une spécificité et un moteur majeur de son économie, ce qui implique de définir des espaces dédiés, tout en optimisant et rationalisation les surfaces nécessaires. En complément, le projet s'attache à permettre la préservation, voire le développement des activités artisanales et du commerce de proximité.

Le Plan Climat Air Energie Territorial (PCAET) de la CC Haut Jura Saint Claude

Par délibération en date du 26 juin 2019, la CCHJSC s'est engagée dans l'élaboration de son Plan Climat-Air-Énergie Territorial (PCAET). Le calendrier initial prévoyait une adoption du plan en avril 2020. Toutefois, en raison de difficultés de recrutement d'un chargé de mission dédié, la démarche n'a pas pu être menée à son terme. Elle a été relancée en 2025 à la suite du recrutement d'un chargé de mission Climat-Énergie-Mobilité. Le diagnostic est en cours de finalisation. La stratégie et le plan d'actions seront engagés après les élections municipales de mars 2026.

Si le PCAET n'a pas pu guider les travaux d'élaboration du PLUi, les orientations de la stratégie de transition et d'adaptation au changement climatique du Parc Naturel Régional du Haut-Jura « Ambition Climat 2030 » ont été priseq en compte :

- préserver la ressource en eau par une meilleure gestion qualitative et quantitative de l'eau et la restauration des milieux aquatiques et humides ;
- adapter les activités touristiques en privilégiant une découverte responsable du territoire et respectueuse de l'environnement et en maîtrisant mieux les flux dans les milieux naturels sensibles ;
- promouvoir une agriculture résiliente (agro-écologie, diversification…) par une évolution progressive des modèles agricoles pour faire face à la raréfaction des ressources ;
- réduire la vulnérabilité des forêts en favorisant une gestion multifonctionnelle prenant en compte la vulnérabilité climatique croissante des forêts et leurs dynamiques naturelles ;
- consommer moins, mieux et local en adaptant des modes de consommation et des pratiques de mobilité plus responsables ;
- aménager durablement le territoire en améliorant l'efficacité énergétique des bâtiments et en développant des projets locaux d'énergie renouvelable respectueux du territoire.

❖ Le fondement du projet

La délibération prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme intercommunal (PLUi) de la Communauté de Communes Haut-Jura Saint-Claude a été adoptée par le Conseil Communautaire le 12 octobre 2022. Elle définit les « objectifs poursuivis » qui ont servi de feuille de route politique et technique pour l'élaboration du document :

1. Assurer un développement équilibré et solidaire du territoire

* **Renforcer l'attractivité** : lutter contre la déprise démographique en diversifiant l'offre de logements (neuf et rénovation du bâti ancien).

* **Hiérarchie urbaine** : reaffirmer le rôle de Saint-Claude comme pôle de services et structurer les centralités et pôles de proximité pour garantir un accès aux services de proximité partout sur le territoire.

2. Porter une ambition économique et industrielle forte

* **Pérenniser l'industrie** : soutenir les filières historiques (plasturgie, lunetterie, mécanique) en adaptant les zones d'activités existantes.

* **Tourisme 4 saisons** : accompagner la mutation du tourisme (ski nordique, randonnée, patrimoine) pour réduire la dépendance au seul enneigement.

* **Commerce de centre-ville** : limiter l'évasion commerciale vers les grandes périphéries en revitalisant les rez-de-chaussée commerciaux des cœurs de bourgs.

3. Préserver le cadre de vie et l'excellence environnementale

* **Intégration du SCoT et de la Loi Climat** : inscrire le territoire dans la trajectoire du Zéro Artificialisation Nette (ZAN).

* **Biodiversité jurassienne** : proteger les corridors écologiques, les zones humides et les habitats des espèces emblématiques (Grand Tétras, Lynx).

* **Ressource en eau** : sécuriser les périmètres de captage et adapter l'urbanisme à la vulnérabilité des sols karstiques.

4. Réussir la transition énergétique et climatique

* **Énergies renouvelables** : favoriser le développement de la filière bois-énergie et identifier les zones propices au solaire (en lien avec la loi APER).

* **Rénovation thermique** : encourager la réhabilitation énergétique du parc de logements anciens, particulièrement marqué par le climat de montagne.

* **Mobilités** : développer les alternatives à la voiture individuelle (aires de covoiturage, modes doux) malgré les contraintes de relief.

5. Valoriser l'identité paysagère et patrimoniale

* **Paysages de montagne** : preserver les "vues" et les coupures d'urbanisation entre les villages pour éviter la banalisation des paysages jurassiens.

* **Qualité architecturale** : veiller à ce que les constructions neuves respectent les formes urbaines locales (toitures, matériaux).

❖ L'ambition de la collectivité pour le territoire

Le projet repose sur la volonté de garantir le « bien-vivre » des habitants tout en préservant la singularité d'un territoire de montagne intégralement au patrimoine remarquable. Il définit une stratégie de développement qui concilie la vitalité d'une terre d'industrie et de montagne avec les exigences environnementales contemporaines. Il s'articule autour de trois piliers fondamentaux :

- **un développement économique équilibré fondé sur l'équilibre et l'innovation :** le territoire refuse le déclin industriel et s'organise pour moderniser son appareil productif tout en diversifiant ses sources de revenus :

  * **le maintien de l'ADN industriel** : le projet prévoit de conforter les filières historiques (plasturgie, lunetterie, mécanique) en optimisant les zones d'activités existantes. L'objectif est de résorber les friches industrielles (5 hectares ciblés) avant toute extension majeure, afin de limiter l'artificialisation ;

  * **un tourisme « 4 saisons »** : face au changement climatique, le projet acte la mutation du modèle touristique. Il s'agit de moins dépendre du ski alpin pour favoriser des activités de pleine nature (randonnée, VTT, ski nordique) compatibles avec la préservation des sites Natura 2000 ;

  * **la protection de l'agriculture AOP** : il s'agit de sanctuariser les terres nécessaires à la production du Comté, du Morbier et du Bleu de Gex et d'encourager le développement du maraîchage pour renforcer l'autonomie alimentaire locale ;

- **la préservation d'une identité de nature exceptionnelle :** situé au cœur du Parc Naturel Régional du Haut-Jura, le territoire place l'environnement comme un atout de développement et non comme une contrainte :

  * **la trame verte et bleue** : il s'agit de préserver les corridors écologiques et les habitats d'espèces sensibles comme le Grand Tétras et le Lynx. Dans un contexte de changement climatique, les lisières forestières et les zones humides constituent des enjeux majeurs ;

  * **la gestion de la ressource en eau** : dans un contexte karstique vulnérable, la protection des captages d'eau potable est une priorité absolue. Le projet insiste sur la gestion économe de la ressource en eau, particulièrement dans les secteurs déficitaires (Villard Saint Sauveur, Coyrière, etc.). La limiation de l'imperméabilisation des sols s'impose pour favoriser la recharge des nappes et prévenir les risques d'inondation par ruissellement ;

  * **le paysage comme patrimoine** : le maintien des « coupures d'urbanisation » (espaces vierges entre les villages) est indispensable pour préserver les vues panoramiques et éviter la banalisation des paysages jurassiens ;

- **une qualité de vie préservée et trajectoire de sobriété foncière (ZAN)** : le défi majeur du PLUi est de stabiliser la démographie tout en consommant beaucoup moins d'espace que par le passé :

  * **l'objectif « Zéro Artificialisation Nette » :** les chiffres de consommation d'ENAF prévus dans le PLUi ne respectent pas les objectifs fixés par la loi ZAN. Cette incompatibilité s'explique notamment par le retard pris dans l'intégration des objectifs ZAN au sein du SCoT du Parc naturel régional du Haut-Jura. Ce délai a privé le PLUi d'un cadre de référence précis pour appliquer la réduction de 50 % de la consommation d'ENAF exigée d'ici 2031. Dans ce contexte, les communes doivent trouver un équilibre entre la préservation des sols, imposée par la loi, avec leurs besoins de développement économique et d'attractivité territoriale (encadrés dans le SCoT). Ces arbitrages, souvent défavorables à la sobriété foncière, rendent difficile le respect strict des objectifs ZAN. Il convient également de nuancer les 61,5 ha de consommation prévisionnelle du PLUi, notamment à destination d'habitat. La réalisation des constructions et projets prévus par le document dépend de nombreux facteurs (démographie, politiques publiques locales, etc.) et tous ne verront pas le jour. Pour appuyer ce propos, on comptabilisait 171 ha de zones à urbaniser ouvertes à l'urbanisation et 68 ha de zones à urbaniser fermées dans les PLU en vigueur avant l'élaboration du PLUi, or on constate seulement 54 ha de consommation d'espaces sur les 15 dernières années (depuis 2011). Ainsi, les chiffres du PLUi ne reflètent pas nécessairement la consommation future réelle. Par ailleurs, le PLUi prévoit la renaturation et la préservation de nombreux espaces sur le territoire. On compte aujourd'hui 26 000 ha de zones naturelles, 9 400 ha de zones agricoles (pour seulement 1 000 ha de zones urbaines). La surface totale des prescriptions liées au traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis représente 7 900 ha sur l'ensemble du territoire (réservoirs de biodiversité, espaces écologiques paysager, espaces boisés classés, plans d'eau, zones humides, vues à protéger). A noter également qu'au sein des dents creuses repérées en zone urbaine dans l'étude de densification, près de la moitié (43 %) des espaces considérés par l'OCSGE comme agricoles, naturels et forestiers ont été exclus des secteurs constructibles (classement en A ou N ou application d'une prescription) ;

  * **la priorité au « cœur de ville » et aux « bourgs-centres » pour consolider l'armature territoriale** : Saint-Claude reste le pôle urbain structurant (7,9 ha d'extension prévue). Le projet mise sur la revitalisation des bourgs-centres (Coteaux-du-Lizon et Lavans-lès-Saint-Claude) en protégeant les commerces de proximité et par la rénovation thermique du bâti ancien et la lutte contre la vacance des logements. Le développement des communes rurales devra rester limité pour pour répondre aux besoins locaux (environ 35 ha cumulés). Au moins 50 % de la croissance résidentielle devra se faire au sein de l'enveloppe urbaine existante (densification douce). La priorité est donnée au renouvellement urbain avec pour objectif d'inscrire au moins 50 % de la production de logements au sein des espaces urbains existants, notamment en résorbant 5 ha de friches industrielles. ;

  * **l'autonomie énergétique** : il s'agit de favoriser le développement du bois-énergie (ressource locale majeure) et l'équipement photovoltaïque des toitures de bâtiments publics et industriels, tout en veillant à l'intégration architecturale en zone de montagne.

Le PLUi de Haut-Jura Saint-Claude dessine un territoire résilient. Il assume une croissance maîtrisée, concentrée sur les pôles de vie existants, pour laisser place à une nature protégée et une agriculture forte. Il transforme les contraintes de la Loi Montagne et du ZAN en opportunités de valorisation du cadre de vie jurassien.

❖ Choix retenus pour établir le PADD

Le PADD du PLUi de la CCHJSC est l'aboutissement de toutes les réflexions et travaux menés en amont lors de la phase diagnostic et des différentes rencontres avec les élus, habitants et acteurs du territoire. Il a été élaboré collectivement jusqu'à sa mise en débat au Conseil Communautaire et dans les Conseils Municipaux des communes.

Après l'élaboration du diagnostic territorial, celle du PADD a été conduite dans le cadre d'un processus continu d'association des habitants sous forme de réunions publiques et d'ateliers de travail, des techniciens de la communauté de communes et des élus du territoire au travers d'un projet de territoire, des Comités de pilotage (COPIL), des ateliers de co-construction entre élus, techniciens et personnes publiques associées menés en novembre 2024. Il reprend les grands axes co-construits lors de ces temps d'échanges, pour fixer les grandes orientations sur le territoire en réponse aux besoins et priorités de chacun à un horizon de 10 ans, selon les dispositions de l'article L.151-5 du Code de l'urbanisme . Il transcrit également les orientations du Schéma de Cohérence Territoriale du Pays du Haut-Jura.

L'identification des enjeux et priorités politiques

Le diagnostic a permis de mettre en avant les besoins et les enjeux du territoire. A partir de ces constats et des éléments de diagnostic, plusieurs enjeux prioritaires ont été exprimés par les élus pour être traduits dans le projet politique du territoire :

- la volonté d'accompagner le développement économique et de consolider la stratégie d'accueil et d'écoute des entreprises industrielles et artisanales, moteur économique déterminant et historique, pour les conforter, et assurer leur développement qui fait vivre le territoire

- l'importance d'améliorer la santé et le bien-vivre des habitants ;

- le respect de la ruralité, qui doit pérenniser et développer ses équipements, conserver une attractivité pour les familles;

- la nécessité de préserver et restaurer le patrimoine naturel et la biodiversité et de protéger la ressource en eau ;

- l'exigence de solidarité entre les territoires autour des principes de mixité sociale, de la nécessité de mobiliser les énergies renouvelables plus rapidement et plus fortement, d'évolution du modèle agricole pour viser davantage de consommation locale;

- le renforcement des centralités et des pôles de vie pour limiter l'étalement urbain et redynamiser ces espaces aussi bien sur le plan résidentiel qu'économique ou commercial;

- une intention de s'inscrire dans la trajectoire nationale Zéro Artificialisation Nette, définie dans par la Loi Climat et Résilience ;

- accompagner les indispensables adaptations du tourisme, pilier de l'économie locale, liées aux changements climatiques, pour un tourisme 4 saisons, et la qualité d'accueil ;

- les besoins de développer les solutions alternatives à la voiture individuelle, en particulier les mobilités actives et la nécessité de faire évoluer les comportements pour décarboner la mobilité et réduire les besoins de déplacements ;

- une conscience aigüe des enjeux climatiques et des conséquences du réchauffement sur les ressources du territoire, ses activités et sa population et les risques naturels ;

- la nécessité d'incarner la circularité au travers de tous les domaines pour renforcer la durabilité du développement du territoire. Il s'agit de s'appuyer sur l'existant et de réduire la consommation de ressources, d'espaces pour l'aménagement et les activités économiques : renouvellement urbain, rénovation, économie circulaire, gestion des déchets, etc.

Un PADD qui s'appuie sur organisation territoriale fondée sur la complémentarité et les synergies

Le PADD a été conçu en s'appuyant sur l'organisation définie dans le SCoT. Elle est fondée sur la complémentarité et les synergies entre les campagnes, les bourgs et les secteurs urbains. Cette armature territoriale est structurante pour la CCHJSC.

Le territoire se caractérise par sa forte tonalité rurale dont le patrimoine architectural et naturel constitue une riche diversité, contribuant à l'attractivité du territoire. Les pôles de vie forment le maillage urbain, constitué des communes rurales, des pôles de proximité et centres-bourgs et du pôle structurant de Saint-Claude.

Le projet politique traduit en ambitions du PADD

Le PADD se matérialise par trois grandes ambitions qui ont guidé l'élaboration du PADD de façon transversale, en tant que fil rouge de la démarche:

- un développement économique équilibré, diversifié et complémentaire,
- la singularité d'un territoire de nature préservé à l'identité forte,
- une qualité de vie privilégiée et à préserver, une démographie à stabiliser.

Plusieurs enjeux environnementaux stratégiques, notamment identifiés à partir de l'état initial de l'environnement et du diagnostic, ont conduit à la définition ces grandes ambitions.

a. Un développement économique équilibré, diversifié et complémentaire

En s'appuyant sur son savoir-faire artisanal, son industrie historique, et le tourisme, les 3 piliers de son économie, le territoire met au cœur de son projet de PLUi le soutien de l'économie et le développement territorial tout en poursuivant un objectif de préservation de l'environnement. Il s'agit d'apporter un soin particulier aux zones d'activités en mettant en œuvre des orientations fortes en matière d'insertion dans le paysage, et de qualité environnementale (gestion écologique des eaux pluviales, performance énergétique du bâti, végétalisation, énergies renouvelables ...).

Principal facteur de consommation d'espace, le développement économique doit être plus vertueux dans ce domaine, en planifiant la requalification et l'optimisation du foncier économique existant en parallèle de la création de nouvelles zones stratégiques, en favorisant l'implantation d'entreprises au sein des espaces encore libres et en reconversion de friches d'activités et en assurant une part de renaturation ...

L'agriculture occupe une place centrale dans le PADD de la Communauté de Communes Haut-Jura Saint-Claude, non seulement pour son poids économique, mais aussi et surtout pour son rôle de garant des équilibres écologiques. Sur ce territoire de montagne, les enjeux environnementaux liés à l'agriculture sont multiples et souvent interdépendants : le maintien des prairies permanentes est crucial pour limiter le ruissellement et favoriser l'infiltration lente des eaux, les pratiques agricoles doivent limiter leurs incidences sur les ressources en eau, la gestion pastorale conditionne la pérennité des « clairières » et milieux ouverts indispensables à des espèces comme le Grand Tétras ou certains insectes pollinisateurs, les haies et murets servent de corridors écologiques et protègent les sols contre l'érosion ... L'agriculture étant en première ligne face aux évolutions climatiques (sécheresses estivales plus fréquentes, manque de neige en hiver), le PADD encourage le développement du maraîchage et des circuits courts pour renforcer l'autonomie alimentaire du territoire et réduire l'empreinte carbone liée aux transports.

Sur ce territoire où la forêt et l'agriculture cohabitent étroitement, l'enjeu est de maintenir un équilibre « sylvo-pastoral ». La gestion des lisières et le maintien du pâturage des sous bois sont encouragées pour favoriser la résilience du territoire face aux incendies et pour offrir des habitats diversifiés à la grande faune.

L'enjeu n'est pas seulement de « protéger » ces activités contre l'urbanisation, mais de s'appuyer sur elles pour entretenir le patrimoine naturel et sécuriser les ressources vitales (eau, alimentation) de la Communauté de Communes.

Enfin, l'activité touristique sur le territoire est un moteur économique majeur, mais elle repose sur un capital naturel extrêmement fragile. Le PADD vise à concilier activités de loisirs et biodiversité (Grand Tétras), diversifier les activités pour accompagner l'évolution du modèle « tout-neige » vers un tourisme de randonnée et de patrimoine, moins impactant pour les paysages et les ressources, organiser l'accès aux sites naturels. Le tourisme jurassien est également un tourisme de « paysage ». L'enjeu du PADD est de passer d'un tourisme de « consommation d'espace » à un tourisme de " »préservation du patrimoine ». Il s'agit de faire en sorte que l'accueil des visiteurs ne se fasse pas au détriment de la ressource en eau et de la tranquillité des espèces qui font la renommée du Haut-Jura.

b. La singularité d'un territoire de nature préservé à l'identité forte

Bien plus qu'une simple contrainte réglementaire, la Trame Verte et Bleue (TVB) est l'armature même du projet de la CCHJSC. Situé dans le périmètre du Parc Naturel Régional, le territoire doit en effet répondre à des enjeux de connectivité biologique majeurs. Le relief et l'urbanisation en fond de vallée (Bienne, Tacon) créent des barrières pour la faune. Le PADD insiste sur la préservation des « continuités transversales » entre les massifs forestiers et les cours d'eau et la limitation de la fragmentation des continuités écologiques par les nouvelles constructions ou infrastructures. Un autre enjeu porte sur la préservation de la la qualité des milieux aquatiques et des zones humides qui jouent un rôle de « zones tampons » pour l'épuration des eaux et la régulation des crues.

Le projet protège des espaces non bâtis entre les hameaux et les villages essentiels comme corridors pour la faune et coupures d'urbanisation. Enfin, dans le contexte de réchauffement climatique, le projet vise à ramener de la végétation pour limiter les îlots de chaleur et améliorer le confort des habitants en zone urbaine (Saint-Claude).

Le projet de territoire ne considère pas le paysage comme une simple donnée esthétique, mais comme un véritable atout de développement durable et un indicateur de la santé écologique du territoire. L'un des grands défis du Haut-Jura est la progression de la forêt sur les anciennes prairies de fauche ou de pâturage (déprise agricole) ce qui entraine une banalisation du paysage et une perte de biodiversité. Le PADD soutient le maintien d'une agriculture dynamique et du pastoralisme pour préserver ces "clairières" qui constituent l'identité visuelle jurassienne.

Marqué par un relief de plateaux et de vallées encaissées (comme la vallée de la Bienne, le projet identifie des « cônes de vue » et des belvédères à protéger pour éviter que l'urbanisation ou la végétation ne masquent les points de vue remarquables. Il préconise l'utilisation de matériaux locaux (bois, pierre) et une insertion soignée des structures de production d'énergie, particulièrement dans les sites sensibles. Il engage enfin une réflexion sur les franges urbaines, en encourageant les plantations d'essences locales pour des transitions douces et esthétiques.

La gestion de l'eau est sans doute l'enjeu environnemental le plus critique du territoire. Cette fragilité s'explique par la combinaison d'une géologie karstique complexe et des effets du changement climatique qui en font un patrimoine fragile. Certains secteurs (comme Villard Saint-Sauveur, Coyrière ou les zones d'altitude) sont déjà identifiés comme déficitaires ou en tension lors des sécheresses. La CCHJSC doit être attentive aux effets du réchauffement climatique sur la disponibilité et la qualité de la ressource en eau, et prévoir dès maintenant les dispositions pour s'assurer de sa préservation à long terme. Le PLUi doit ainsi devenir un outil de « vigilance hydrologique », garantissant que chaque nouveau projet de construction ou d'aménagement ne vienne pas dégrader la qualité ou la quantité d'eau disponible pour les générations futures. Le PADD prévoit ainsi une protection des périmètres de captage, et une réduction des pollutions à la source, la limitation de l'imperméabilisation des sols, la gestion des eaux pluviales « à la parcelle » ... Le PADD sanctuarise les zones humides en interdisant tout drainage ou remblaiement. Elles sont intégrées à la Trame Bleue du territoire, car leur dégradation aggraverait à la fois les inondations et les pénuries d'eau.

c. Une qualité de vie privilégiée et à préserver, une démographie à stabiliser.

L'aménagement et la gestion du territoire sont un levier essentiel de la lutte contre le changement climatique, les bâtiments et la mobilité représentant à eux deux la moitié des émissions de gaz à effet de serre et participent par ailleurs fortement à la consommation de ressources naturelles. Pour autant, le territoire doit accompagner le maintien de sa population.

La CCHJS entend faire de la proximité un vecteur de qualité territoriale : réduire les déplacements pour moins polluer, c'est aussi proposer davantage d'interactions sociales avec ses proches et ses voisins ; consommer et produire local pour diminuer l'empreinte environnementale de l'économie, c'est permettre à la communauté de s'enrichir et d'être plus résiliente ; redynamiser les pôles de vie, c'est favoriser le commerce de proximité et le lien social. Les équipements, au-delà du service rendu, constituent des modèles de transition et doivent démontrer qu'il est possible de maintenir un service public de qualité tout en étant économes en espace, en eau et en énergie.

Pour le territoire, rénover le bâti dégradé est un acte d'écologie urbaine. C'est le moyen de transformer un "point noir" (logement vide ou dégradé) en un levier de résilience énergétique et foncière. Le PADD vise à ce qu'au moins 50 % de la production de logements se fasse au sein du tissu urbain existant (renouvellement urbain). Il encourage l'Opération Programmée d'Amélioration de l'Habitat (OPAH) pour accompagner la rénovation thermique. L'enjeu est de concilier isolation performante et préservation du patrimoine architectural (utilisation de matériaux biosourcés, respect des façades en pierre). Il identifie un potentiel de 5 hectares de friches à recycler pour l'activité économique ou l'habitat, limitant ainsi la pression sur les zones naturelles.

La mobilité est un défi majeur. Dans ce territoire de montagne marqué par une forte dépendance à la voiture individuelle et un relief contraignant, les enjeux environnementaux sont à la fois climatiques, sanitaires et écologiques. Le transport est l'un des principaux émetteurs de Gaz à Effet de Serre (GES) sur le territoire, notamment à cause des trajets domicile-travail et des flux touristiques. Le PADD souligne la nécessité de développer des alternatives crédibles malgré la pente et le climat (neige, froid) : encourager le covoiturage via la création d'aires dédiées sur les axes structurants et améliorer l'intermodalité, notamment autour de la gare de Saint-Claude (pôle d'échanges multimodal). Un autre axe est de transformer les déplacements de courte distance au sein des pôles de vie (Saint-Claude, Lavans-lès-Saint-Claude, Coteaux du Lizon). Le PADD prévoit ainsi la création de liaisons douces sécurisées entre les quartiers résidentiels et les zones d'équipements ou d'activités, limitant ainsi la pollution de proximité et les nuisances sonores. Pour les trajets qui ne peuvent se faire à pied ou à vélo, les leviers se déplacent vers l'énergie utilisée. Le PADD lie cette mobilité à la production locale d'énergie (solaire, bois), visant une forme d'autonomie énergétique territoriale. Enfin, le Haut-Jura accueille des flux importants de visiteurs qui s'ajoutent à la circulation locale, saturant parfois les vallées et impactant la tranquillité des zones de nature. Le projet ambitionne ainsi d'organiser des navettes ou des transports collectifs vers les sites touristiques majeurs pour éviter le stationnement sauvage en zone naturelle protégée et réduire la pression sur les milieux fragiles. L'enjeu pour la Communauté de Communes est de passer d'une mobilité "subie" et polluante à une mobilité choisie et décarbonée, en s'appuyant sur la proximité des services et l'innovation technique, tout en respectant les contraintes physiques du relief jurassien.

❖ Choix retenus pour établir les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

L'OAP thématique « continuités écologiques »

L'OAP « continuités écologiques » a pour ambition de présenter les orientations d'aménagement en lien avec le volet Biodiversité. En effet, ce volet occupe une place prégnante au cœur du PLUi.

Conscient des enjeux climatiques et des conséquences du réchauffement sur les ressources du territoire, ses activités et sa population, les élus ont fait le choix de consolider cette OAP thématique par des orientations répondant aux enjeux de transition climatique.

Ainsi, face aux défis climatiques du territoire et en déclinaison du PADD, les orientations retenues au sein de l'OAP « continuités écologiques » sont les suivantes :

- préserver les continuités écologiques = armature écologique principale
  * Préserver et restaurer la sous-trame des milieux boisés
  * Préserver et restaurer la sous-trame des milieux aquatiques et humides
  * Préserver et restaurer la sous-trame des milieux ouverts
  * Ne pas dégrader, voire améliorer les continuités écologiques
- développer la nature dans l'espace urbain
  * Développer un réseau d'espaces verts supports de biodiversité
  * Adapter la composition végétale au contexte
  * Optimiser les espaces végétalisés pour augmenter la capacité d'accueil de la biodiversité
  * Organiser la continuité des sols naturels
  * Limiter les pollutions et nuisances pour la biodiversité
- intégrer et améliorer le cycle de l'eau
  * Gérer les eaux pluviales
  * Repenser et valoriser la place de l'eau dans l'espace urbain

Chaque orientation propose plusieurs principes d'aménagement concrèts visant à mieux intégrer les orientations du PADD citées ci-avant dans les projets d'aménagement. Ces mesures sont illustrées de schémas que les projets devront prendre en compte. Les travaux et opérations soumis à autorisation droit des sols devront être compatibles avec l'OAP « continuités écologiques ».

Les OAP sectorielles

Les Orientations d'Aménagement et de Programmation sectorielles concernent essentiellement des secteurs zonés en « zones à urbaniser », ainsi que certains espaces en dents creuses localisés en enveloppe urbaine pouvant accueillir une opération et de plus de 2 500 m^2 pour l'habitat ou de l'activité.

Elles permettent aux communes d'obtenir une certaine cohérence et des exigences qualitatives entre les futures zones d'urbanisation, dans une recherche de bonne intégration avec le tissu bâti existant. L'ensemble de ces principes (écrits ou dessinés) reste général dans la mesure où le but n'est pas de réaliser un plan d'aménagement précis à la place du futur aménageur. Outre une méthode d'élaboration très axée sur l'analyse de terrain, la collectivité a souhaité associer les communes pour chacune de ces OAP.

Les OAP sectorielles concernent des secteurs à destination d'habitat, d'économie et d'équipement, avec pour objectif principal d'organiser les développements urbains prévus sur ces secteurs. Les zones d'habitat font l'objet d'un échéancier pour organiser les impacts potentiels sur les équipements.

Les OAP sectorielles bénéficient également en préambule de dispositions générales, qui s'appliquent de façon systématique à toutes les OAP. Le but est d'encadrer les urbanisations à venir selon le respect des enjeux environnementaux suivants :

- la limitation des dépenses énergétiques et d'amélioration du confort thermique des logements : principe d'urbanisme bioclimatique, valorisation des capacités d'inertie thermique et/ou de stockage de la chaleur,

- la limitation de l'empreinte des constructions : utilisation de matériaux biosourcés ou géosourcés,

- le déploiement de dispositifs de production d'énergies renouvelables

- la prise en compte des risques : secteurs potentiellement inondables et sujets aux remontées de nappes, retrait-gonflement des argiles, ruissellement des eaux pluviales ;

- la prise en compte des sites potentiellement pollués (CASIAS) :

- la limitation de l'exposition du bruit.

Elles sensibilisent également le porteur de projet à bien étudier le contexte du site dans lequel l'opération est prévue afin d'assurer une bonne intégration et protection des éléments végétaux ou de petit patrimoine intéressants, présent dans et aux abords de l'unité foncière.

❖ Choix retenus pour établir le règlement

Le règlement du PLUi définit le droit des sols sur le territoire des 22 communes de la CC HJSC.

Le document graphique du règlement divise le territoire en zones urbaines (U), à urbaniser (AU), agricoles (A) et naturelles (N) qui comprennent des zones, secteurs et sous-secteurs définis en fonction des spécificités du territoire et de la volonté de conduire des projets de revitalisation d'un certain nombre de sites constituant notamment des friches.

Les dispositions générales

Les enjeux environnementaux pris en compte dans les dispositions générales et communes du règlement du PLUi Haut-Jura Saint-Claude se manifestent à travers plusieurs prescriptions transversales visant à protéger le milieu naturel, la ressource en eau et le paysage.

a. Préservation du Paysage et lutte contre les pollutions

Les principales dispositions concernent :

- Pollution visuelle et lumineuse : l'interdiction des dépôts de déchets à ciel ouvert (ferrailles, véhicules hors d'usage) est une règle générale pour prévenir les pollutions des sols et préserver la qualité visuelle du territoire ;

- Intégration paysagère : le traitement des espaces non bâtis doit inclure une composition paysagère favorisant le renforcement de la biodiversité et l'amélioration du confort thermique ;

- Protection du patrimoine naturel : les éléments comme les "murgers" (murets en pierre sèche) sont à conserver obligatoirement, car ils servent de refuges écologiques et structurent le paysage traditionnel.

b. Urbanisme et Sobriété Foncière (ZAN)

Bien que détaillé par zone, le principe général de densification douce est posé :

- le règlement favorise le renouvellement urbain et la réhabilitation du bâti existant pour limiter la consommation d'espaces naturels et agricoles.

- l'extension et la surélévation des constructions existantes sont encadrées pour harmoniser les projets avec l'environnement paysager immédiat.

c. Protection de la Biodiversité et des Continuités Écologiques

Le règlement impose des contraintes strictes pour préserver le vivant et les corridors de déplacement :

- Préservation des continuités écologiques : dans les secteurs identifiés, les clôtures ne doivent pas faire obstacle à la libre circulation de la faune sauvage (hauteur maximale de 1,20 m et espace libre de 15 cm entre le sol et le bas de la clôture).
- Protection des espaces écologiques stricts : toute construction ou aménagement est interdit dans les zones repérées pour leur intérêt écologique, esthétique ou historique.
- Conservation des plantations : les arbres de grande ampleur existants doivent être impérativement maintenus, sauf impératifs de sécurité ou phytosanitaires
- Protection des continuités écologiques au titre du L.151 23 du Code de l'urbanisme : encadrement strict des aménagements autorisés afin de ne pas remettre en cause la qualité écologique ni le rôle dans le fonctionnement des milieux des continuités d'enjeu supra dont la préservation nécessite une traduction réglementaire directe et opposable
- Identification des Espaces Écologiques et Paysagers (EEP) stricts à protéger ou classiques à mettre en valeur pour des motifs d'ordre paysager ou écologique
- OAP thématique « continuités écologiques » prenant en compte l'ensemble des réservoirs et corridors.

d. Gestion de la ressource en Eau

Compte tenu de la fragilité du milieu karstique jurassien, le règlement prévoit des mesures rigoureuses:

- Infiltration à la parcelle : les eaux pluviales doivent être recueillies et infiltrées sur le terrain autant que possible pour limiter les rejets vers le réseau public ;
- Récupération des eaux de pluie : cette pratique est encouragée pour les usages non domestiques (arrosage, lavage des sols) afin de soulager le réseau d'eau potable ;
- Retrait par rapport aux cours d'eau : une marge de recul minimale de 15 mètres est imposée (portée à 5 mètres en zone urbaine) pour protéger les milieux aquatiques et les zones humides.

e. Gestion des risques

En articulation avec les Plans de Prévention des Risques (PPR), prise en compte des risques naturels et technologiques combinant des interdictions de construire dans les zones les plus exposées et des prescriptions techniques pour sécuriser les projets autorisés :

- identification de secteurs « Secteurs avec interdiction de constructibilité pour des raisons de risques » (Article 1.1.3 des dispositions communes) reportés sur les documents graphiques pour protéger les personnes et les biens contre des aléas ;
- interdiction des constructions et extensions nouvelles dans une bande de 15 mètres par rapport aux berges des cours d'eau (réduite à 5 mètres en zone urbaine) pour garantir la sécurité et la libre circulation des eaux
- interdiction de tout aménagement susceptible de perturber l'équilibre hydrologique des zones humides;
- prise en compte des risques technologiques et sanitaires : sécurisation des accès pour les secours, conditionnement de l'installation d'activités à leur compatibilité avec l'habitat ;
- limitation de l'imperméabilisatio, gestion des eaux pluviales, préservatio des infrastructures agro-écologiques ...
- recul obligatoire de 30 mètres minimum entre les constructions d'habitation et la lisière forestière, entretien obligatoire et bande de roulement périmétrale de 4 mètres permettant l'accessibilité des engins de lutte contre l'incendie. L'absence de cartographie de la lisière, appréciée selon les caractéristiques physiques du terrain, permet une application adaptée aux situations locales tout en assurant un niveau de protection homogène sur le territoire.

f. Performance Énergétique et Qualité de l'Air

Le règlement intègre des objectifs de réduction de l'empreinte environnementale du bâti :

- Performance énergétique : le règlement favorise les solutions architecturales contribuant à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

- Toitures végétalisées : celles-ci sont autorisées lorsqu'elles participent à l'amélioration de la performance énergétique du bâtiment ou à la gestion des eaux pluviales.

Le règlement des zones urbaines mixtes

Dans le règlement du PLUi Haut-Jura Saint-Claude, les zones urbaines mixtes (notamment les zones UA, UB, UC) correspondent aux cœurs de villes, bourgs et quartiers résidentiels. L'enjeu environnemental majeur de ces zones est de réussir une densification qualitative : construire davantage dans l'enveloppe urbaine existante pour préserver les espaces naturels extérieurs (objectif ZAN), tout en garantissant la nature en ville et la gestion des ressources. On notera plus spécifiquement :

- en zone UA (Centre historique) : enjeu de rénovation du patrimoine et de végétalisation des cours intérieures.

- en zone UB (Faubourgs) : enjeu d'infiltration des eaux et de mixité habitat/nature.

- en zone UC (Zones pavillonnaires) : enjeu de limitation de l'imperméabilisation des grands jardins.

- en zone UR (Secteurs de renouvellement) : enjeu fort de traitement des sols (anciennes friches) et de création de nouveaux espaces verts publics.

a. Lutte contre les îlots de chaleur urbains (Végétalisation)

En zone urbaine dense (UA), le risque de surchauffe existe. Le règlement impose des règles de végétalisation pour rafraîchir l'air :

- Coefficient de pleine terre : les espaces libres des unités foncières doivent être traités au maximum en espaces verts de pleine terre pour favoriser le rafraîchissement urbain. Chaque zone impose un pourcentage minimal de terrain qui ne doit être ni bâti, ni imperméabilisé (jusqu'à 60% en zone UC). Cela permet de maintenir des jardins qui rafraîchissent l'air.

- Plantations obligatoires : le règlement impose que les espaces de pleine terre soient plantés de différentes strates végétales (arbres de grand, moyen et petit développement, arbustes, plantes herbacées, grimpantes) dès lors que leur configuration et le caractère des espaces le permet. Il est préconisé que les aires de stationnement extérieur comportant plus de 6 emplacements soient plantées à raison d'1 arbre minimum par tranche de 6 places de stationnement.

- Toitures végétalisées : elles sont autorisées et encouragées, notamment pour les annexes ou les toits-terrasses, afin d'améliorer l'intégration paysagère et les performances environnementales.

b. Gestion intégrée des eaux pluviales (Désimperméabilisation)

L'enjeu est d'éviter la saturation des réseaux et la pollution du milieu karstique par les eaux de ruissellement urbain.

- Infiltration à la parcelle : le traitement des espaces libres doit participer à la gestion des eaux pluviales. Le principe est de favoriser l'infiltration directe plutôt que le rejet au réseau public qui doit rester exceptionnel.

- Revêtements perméables : il est préconisé que le revêtement des aires de stationnement extérieur comportant plus de 6 emplacements soit perméable, sauf incompatibilité avec les exigences du déneigement.

- Récupération des eaux : l'installation de cuves de récupération des eaux de pluie est encouragée pour l'arrosage des jardins, limitant ainsi le recours à l'eau potable.

c. Performance énergétique et insertion paysagère

Ces zones urbaines contiennent beaucoup de bâti ancien, souvent peu isolé :

- Isolation thermique par l'extérieur (ITE) : pour favoriser la rénovation du bâti ancien (très présent à Saint-Claude), le règlement permet des débords sur l'espace public ou des dépassements de gabarit pour permettre une isolation performante.

- Performance énergétique : dans le cadre de projets de constructions neuves ou de valorisation du bâti existant, des solutions architecturales contemporaines pourront être admises, sous réserve qu'elles contribuent à la performance énergétique et à la réduction des émissions de gaz à effet de serre.

- Solarisation : le règlement autorise l'installation de panneaux photovoltaïques ou thermiques à condition qu'ils s'intègrent à l'architecture (alignement des modules, teinte du cadre).

- Qualité architecturale et bioclimatique : les constructions doivent présenter un aspect extérieur compatible avec le caractère des lieux. L'utilisation de matériaux et de teintes inspirés des matériaux naturels est imposée pour assurer l'insertion paysagère.

- Intégration des éléments techniques : les conduits, extracteurs et systèmes de ventilation doivent être intégrés dès la conception pour limiter l'impact visuel et les nuisances.

d. Biodiversité urbaine et la perméabilité des sols

Même en ville, la nature doit pouvoir circuler :

- Haies et jardins : le règlement protège les « espaces boisés » et des espaces écologiques et paysagers identifiés au plan de zonage. Ils servent de refuges pour la petite faune (oiseaux, insectes pollinisateurs). Les haies monospécifiques (type thuyas) sont interdites au profit d'essences locales adaptées au climat et à la biodiversité du site.

- Clôtures perméables : afin de ne pas segmenter les jardins, le règlement rappelle que les clôtures ne sont pas obligatoires. Dans les continuités écologiques, les clôtures qui feraient obstacle à la libre circulation de la faune sont interdites.

- Protection des éléments naturels : les alignements d'arbres, les haies, les arbres remarquables et les murgers (murets de pierre sèche) identifiés sont protégés au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme.

- Espaces écologiques stricts : toute construction ou aménagement est interdit dans les secteurs identifiés comme « espaces écologiques et paysagers stricts ».

e. Limitation de la dépendance à la voiture

L'objectif est de limiter la place de la voiture

- Stationnement vélo : le règlement impose la création d'emplacements destinés au stationnement sécurisé des vélos en fonction de la catégorie et de la capacité du bâtiment.

- Réduction des besoins en parking : le nombre de places de stationnement automobile exigé peut être réduit si le projet comporte la mise en place d'un autopartage, ou en cas de réduction réel des besoins automobiles (exemple : résidence adaptée PMR ou sénior).

Le règlement des zones urbaines à vocation d'activités ou d'équipements

Le règlement du PLUi Haut-Jura Saint-Claude définit des prescriptions spécifiques pour les zones à vocation économique (UE pour les équipements, UY pour les activités économiques et sous-secteurs, et UT pour les activités touristiques). L'enjeu est de permettre le développement de l'emploi et de l'accueil tout en protégeant les ressources sensibles du massif jurassien.

a. Gestion des risques de pollution

Compte tenu de l'activité industrielle (plasturgie, mécanique) et de la nature karstique du sol, le risque d'infiltration de polluants dans les nappes phréatiques est une priorité majeure.

- Prétraitement obligatoire : toute construction et installation à usage d'activité doit s'équiper d'un dispositif de traitement des eaux pluviales adapté à l'importance et à la nature de l'activité, assurant une protection efficace du milieu naturel.

b. Maîtrise de l'imperméabilisation et de l'eau

Les zones d'activités et touristiques comportent souvent de grandes toitures et de vastes parkings :

- Infiltration à la parcelle : les eaux pluviales seront recueillies et infiltrées sur le terrain autant que possible. Le rejet dans le réseau public d'eaux pluviales ne peut être accepté que dans la mesure où aucune autre solution n'est techniquement possible..

- Revêtements perméables : comme dans toutes les zones, il est préconisé que les aires de stationnement extérieur comportant plus de 6 emplacements soient plantées à raison d'1 arbre minimum par tranche de 6 places de stationnement, et que les leur revêtement soient perméables, sauf incompatibilité avec les exigences du déneigement.

c. Insertion paysagère et les lisières

Ces zones sont souvent situées en périphérie des bourgs, au contact direct de la forêt ou des zones agricoles :

- Qualité architecturale : l'usage de matériaux d'aspect brut ou naturel comme la pierre apparente, le bois naturel ou vieilli est autorisé pour garantir une harmonie avec le paysage de montagne.

- Gestion des lisières : au-delà d'une distance de recul pour toute contruction depuis la lisière des espaces boisés, les OAP sectorielles portent une attention particulière à la gestion qualitative des transitions.

d. Biodiversité et « Trame Noire »

Le fonctionnement en continu de certaines industries ou l'éclairage des sites touristiques peuvent perturber la faune sauvage :

- Pollution lumineuse : l'OAP thématique « continuités écologiques » encadre l'orientation des flux lumineux vers le sol et impose des extinctions nocturnes pour protéger les corridors de déplacement des chauves-souris et des oiseaux nocturnes.

e. Transition énergétique (Zones UE et UY)

Les zones d'activités sont identifiées comme des gisements solaires majeurs :

- Solarisation des toitures : le règlement facilite l'installation de panneaux photovoltaïques sur les larges toitures des entrepôts et ateliers.

- Végétalisation des toitures : Les toitures végétalisées sont vivement encouragées, afin d'améliorer l'intégration paysagère et les performances environnementales.

Le règlement des zones agricoles (A) et naturelles (N)

La zone agricole A fait l'objet d'une protection particulièrement rigoureuse. L'enjeu n'est pas seulement de préserver une activité économique, mais de garantir le rôle écologique majeur que jouent les espaces agricoles dans le massif jurassien. La zone N (Naturelle) est le pilier de la protection écologique du territoire. Compte tenu du relief et de la biodiversité exceptionnelle (Parc Naturel Régional du Haut-Jura), les enjeux environnementaux y sont traduits par des contraintes d'urbanisme fortes.

a. Préservation des habitats et des espèces (Zone N)

La zone N est le sanctuaire des espèces protégées, au premier rang desquelles le Grand Tétras et le Lynx :

- renaturation et préservation de nombreux espaces sur le territoire : on compte 26 000 ha de zones naturelles, 9 400 ha de zones agricoles (pour seulement 1 000 ha de zones urbaines). A noter qu'au sein des dents creuses repérées en zone urbaine dans l'étude de densification, près de la moitié (43 %) des espaces considérés par l'OCSGE comme agricoles, naturels et forestiers ont été exclus des secteurs constructibles (classement en A ou N ou application d'une prescription) ;

- Protection stricte des secteurs sensibles : des trames écologiques identifient et protègent les zones à fort enjeu écologique où toute construction, même légère, est interdite. La surface totale des prescriptions liées au traitement environnemental et paysager des espaces non bâtis représente 7 900 ha sur l'ensemble du territoire (réservoirs de biodiversité, espaces écologiques paysager, espaces boisés classés, plans d'eau, zones humides, vues à protéger).

- Gestion forestière : bien que le PLUi ne gère pas directement la sylviculture, il protège les lisières et les espaces boisés classés (EBC) pour maintenir la qualité des habitats forestiers.

- Limitation de la consommation d'espace : l'emprise au sol maximale des constructions est encadrée.

b. Protection du système karstique et de l'eau (Zones N et A)

Le sol calcaire du Haut-Jura ne filtre pas les pollutions. L'enjeu est d'empêcher les polluants d'atteindre les sources :

- Gestion des eaux pluviales : le règlement impose l'infiltration des eaux de pluie directement sur le terrain (in situ) plutôt que le rejet au réseau public.

- Retrait par rapport aux cours d'eau : une bande de recul de 15 mètres est imposée par rapport aux berges des cours d'eau et plans d'eau pour protéger les réservoirs biologiques et la qualité des eaux.

- Préservation des zones humides : les zones humides et tourbières sont protégées de tout remblaiement ou drainage, car elles servent de filtres naturels et de régulateurs de débit.

c. Maintien de la Biodiversité et des Continuités Écologiques (Trame Verte et Bleue)

Les zones A et N forment les mailles du réseau écologique :

- Protection des réservoirs de biodiversité : les secteurs identifiés au document graphique sont déclarés inconstructibles pour préserver les habitats naturels.

- Libre circulation de la faune : les clôtures ne sont pas obligatoires et sont même vivement déconseillées dans certaines communes (Hautes-Combes) pour maintenir les perspectives ouvertes.

- Sanctuarisation des zones humides : il est interdit de remblayer ou drainer les zones humides identifiées, afin de ne pas perturber leur fonctionnement hydrologique.

- Protection des murets et haies : les murgers (murets de pierres sèches) et les haies sont protégés en tant qu'éléments du paysage et "corridors" pour les insectes et petits mammifères.

d. Pérennité des terres agricoles AOP (Zone A)

L'enjeu environnemental est ici lié à la gestion de l'espace :

- Lutte contre l'artificialisation : le règlement limite les constructions en zone A au strict nécessaire de l'exploitation agricole. L'objectif est d'éviter le "mitage" (petites constructions éparses) qui dégrade la qualité des prairies de fauche nécessaires aux AOP Comté et Morbier.

e. Insertion paysagère et l'identité montagnarde

Le paysage est le support de l'écosystème et de l'économie touristique. L'enjeu est de maintenir l'identité visuelle du territoire, notamment pour le bâti agricole :

- Mimétisme avec le bâti traditionnel : en zones A et N, les constructions doivent adopter une volumétrie et un aspect similaires aux fermes traditionnelles.
- Matériaux et teintes naturels : l'utilisation de matériaux comme le bois (tavaillons) et la pierre est privilégiée, tandis que les teintes blanches ou blanc cassé sont proscrites pour assurer une insertion discrète dans les paysages.

5.1.2. Raisons qui justifient le choix opéré au regard des solutions de substitution raisonnables

Le projet de développement retenu est le résultat de compromis, et vise à être le plus pertinent au regard des enjeux écologiques, économiques et techniques du territoire.

L'évaluation environnementale a accompgané l'ensemble de la procédure afin de permettre la prise en compte des enjeux environnementaux à toutes les étapes du projet. Elle s'est attachée à mettre en œuvre la séquence ERC :

- Éviter les zones à fort enjeu (espaces écologiques stricts, murgers protégés).
- Réduire les impacts résiduels par la proposition de mesures d'adaptation.
- Compenser, si nécessaire, les impacts qui n'ont pu être évités ou réduits.

❖ **Le choix des secteurs de développement**

Le choix de la délimitation des secteurs de projet s'est fait en deux temps :

- une actualisation des projets des communes en fonction :
  * de l'évolution des volontés et ambitions communales par rapport au PLU communal et en fonction des orientations du PADD du PLUi,
  * de l'état d'avancement des secteurs de projet ciblés dans les PLU communaux.
- l'apparition de nouveaux projets pouvant faire l'objet d'OAP.

Une première analyse cartographique

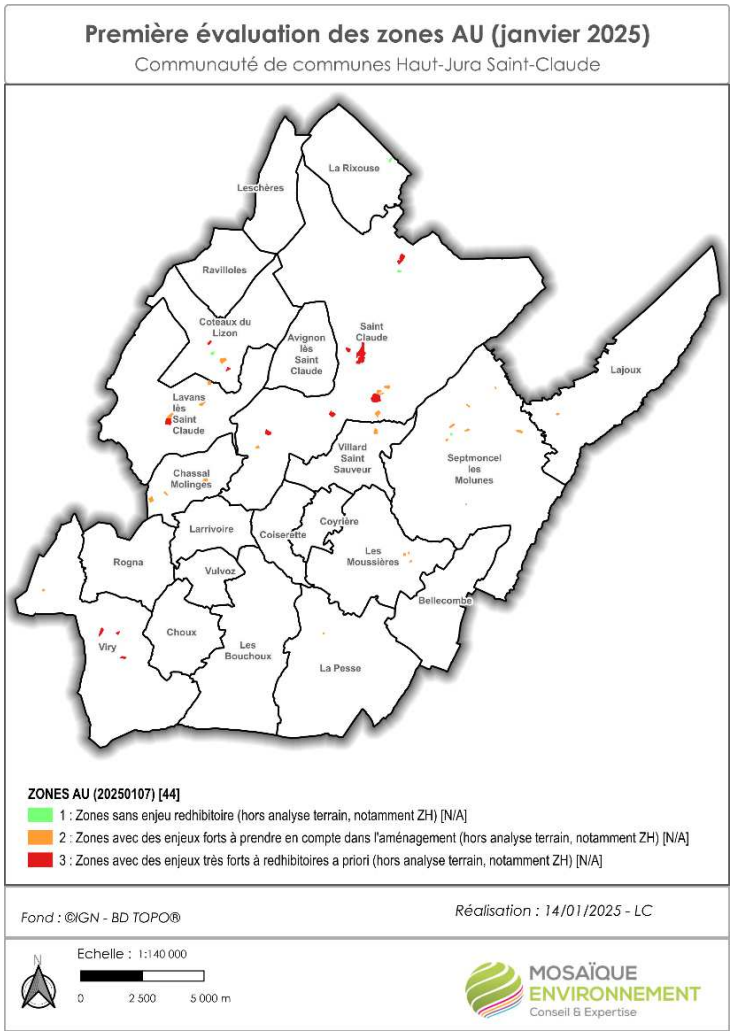
L'évaluation environnementale est intervenue très en amont avec, dans un premier temps (janvier 2025), l'analyse des enjeux environnementaux de 44 secteurs pré- sur la base de critères écologiques qui ont permis de mettre en évidence (cf annexe) :

- les zones sans enjeu rédhibitoire (niveau 1) *a priori* (hors analyse terrain) avec une occupation des sols simple et/ou en comblement de dents creuses

- des zones avec des enjeux forts (niveau 2) en termes de biodiversité, risques, nuisance ... à prendre en compte dans l'aménagement qu'il conviendrait de réduire ou sur lesquelles des mesures d'intégration seraient nécessaires ;

3 - des zones avec des enjeux très forts à rédhibitoires (niveau 3) *a priori* (tels que des zones humides, des milieux naturels et/ou agricoles potentiellement favorables à une forte biodiversité, des secteurs exposés aux risques naturels ...) qu'il était préférable d'éviter.

Les zones analysées ont été proposées par les élus au vu d'un classement en zone à urbaniser au document d'urbanisme en vigueur que les élus souhaitaient maintenir et/ou étendre, ou au contraire sur lesquelles ils s'interrogeaient, ou encore de demandes de nouvelles zones à ouvrir à l'urbanisation.



Carte n°26. Premiers secteurs de développement analysés

Des vérifications de terrain

Des vérifications de terrain réalisées en juin et octobre 2025 ont permis de préciser les enjeux des secteurs pressentis et, en tant que de besoin, de nouvelles zones, avec notamment une qualification des types d'occupation des sols et la réalisation, en tant que de besoin, de vérifications de la présence / absence de zones humides.

Certaines zones ont été abandonnées, pour des motifs environnementaux et/ou autres (problématiques de desserte, présence de risques ...).

Des alternatives envisagées et ajustements apportés

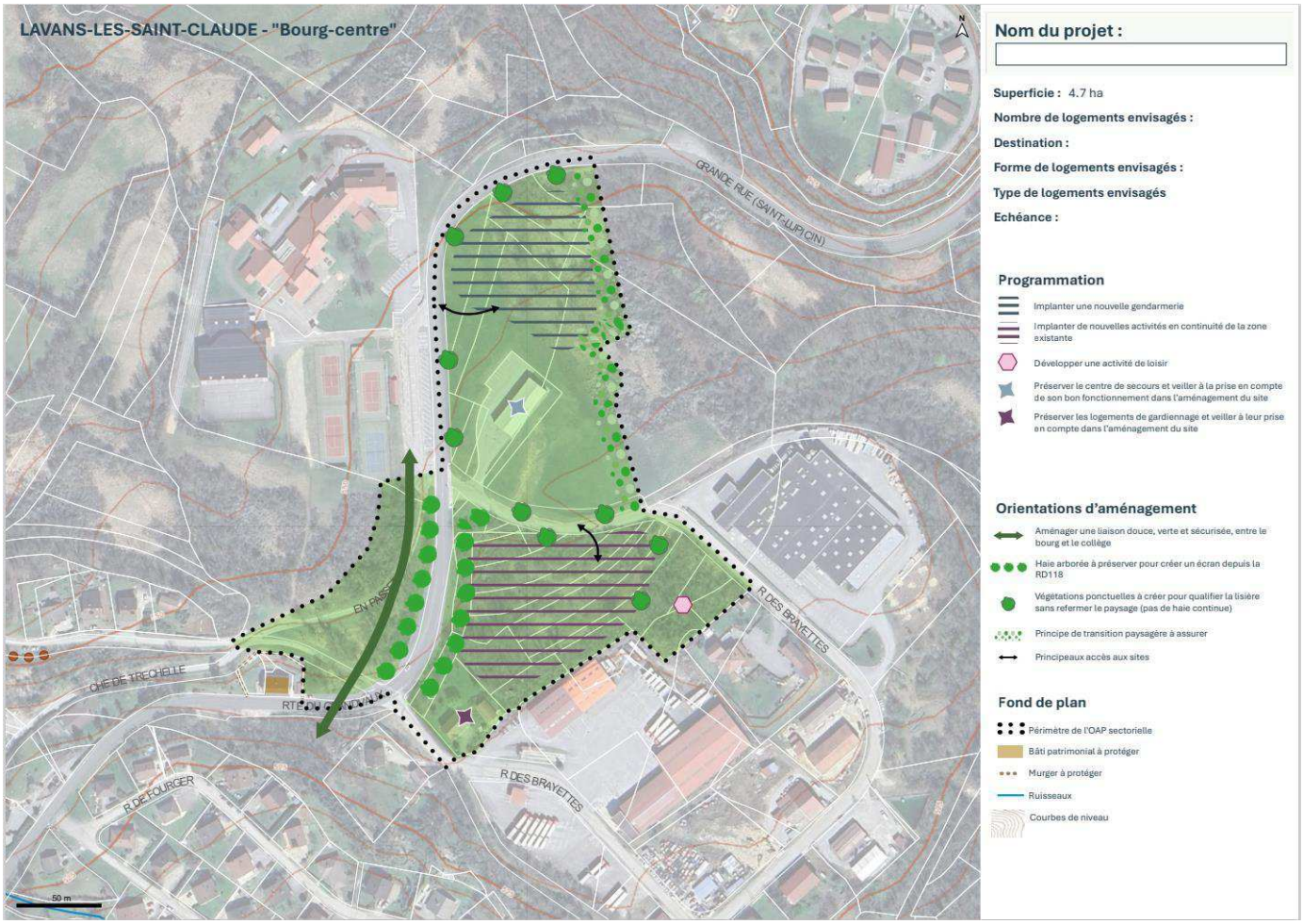
Quelques alternatives ont été étudiées sur certaines zones pour trouver une solution de moindre incidence sur l'environnement.

Certaines ont conduit à l'abandon des zones pressenties pour le développement. Ne sont présentées ci-après que les zones de projet conservées et ayant fait l'objet d'ajustements pour réduire les risques d'incidences sur l'environnement.

a. Secteur Gendarmerie

Une future brigade de gendarmerie est prévue sur la commune de Lavans-les-Saint-Claude. Elle fait partie des 238 nouvelles brigades annoncées en octobre 2023 par le président de la République d'ici à la fin 2027.

La future construction devait initialement être implantée à côté du nouveau centre de secours, en face du collège et du gymnase du Plateau. Une première OAP sectorielle a été élaborée à cet effet.



Carte n°27. Première version de l'OAP pour le projet de gendarmerie

La zone d'étude s'inscrit sur un versant de la vallée de la Bienne où la topographie est peu prononcée (replat). D'après la carte géologique du BRGM (carte au 1/50 000 de Moirans-en-Montagne), elle repose sur des formations constituées de calcaires oolithiques rose-jaunâtres recouvrant des marnes sèches bleu rougeâtre (grisâtres par altération) déterminant de petite combes herbeuses.

Des phénomènes de ruissellement peuvent localement être observés.

La zone d'étude ne figure pas à l'Inventaire des zones humides de la DREAL Franche-Comté. L'inventaire complémentaire mené par la Fédération Départementale des Chasseurs du Jura ne fait pas état de la présence d'une zone humide dans le secteur d'étude. Une partie du secteur a été signalée comme « humide » par le maire qui a signalé l'existence d'une étude spécifique réalisée dans le cadre du PLU.

Eu égard aux enjeux potentiels de cette zone (projet et potentialité de zones humides), 2 passages de terrain a été réalisés en octobre 2025 afin de vérifier la présence de zones humides.







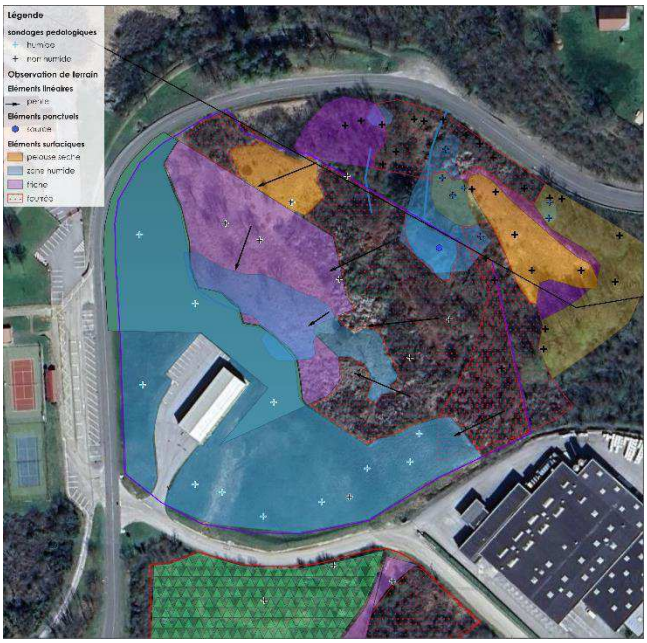




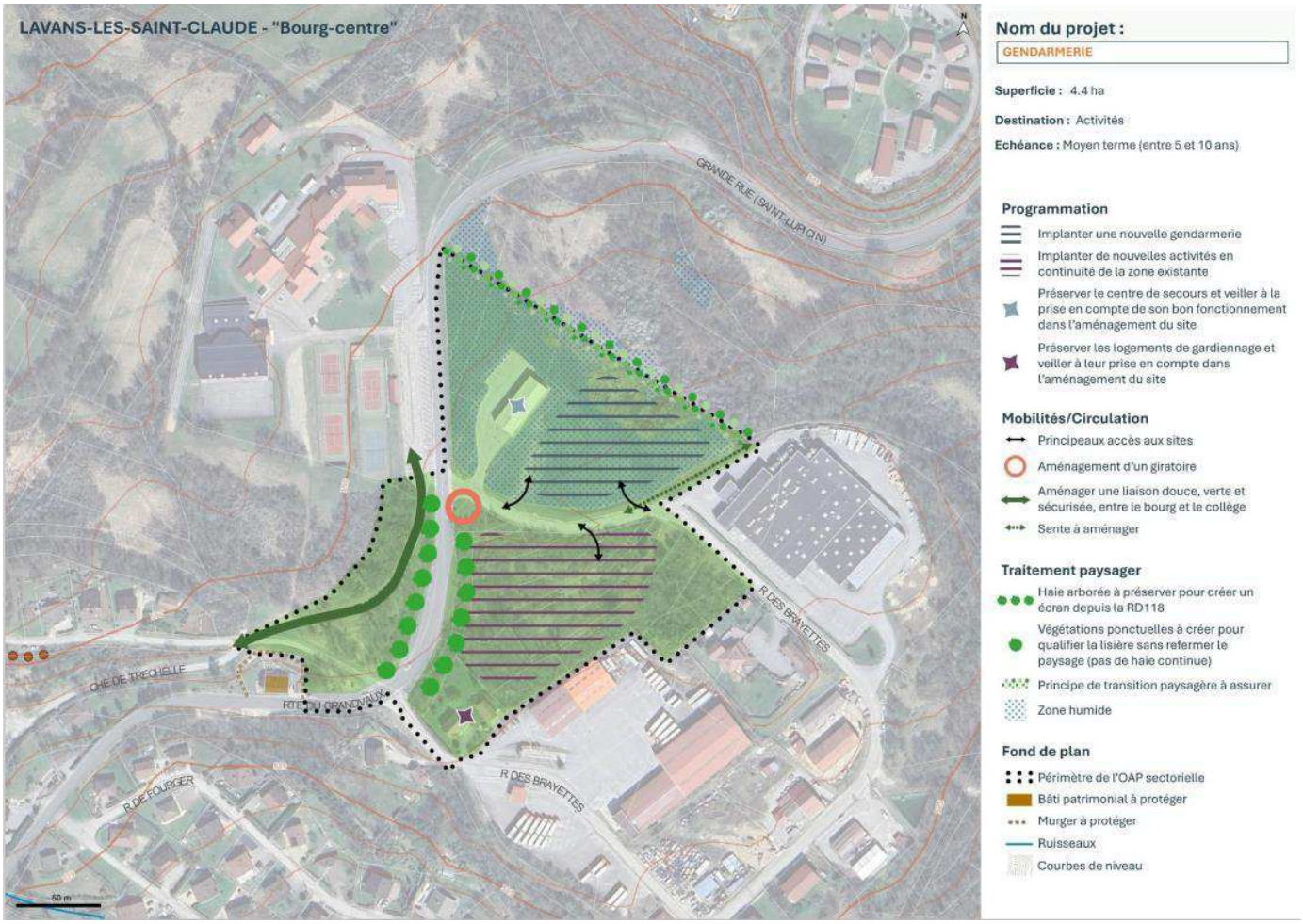

SAPEURS - POMPIERS
18/112

Le passage sur site a confirmé la présence d'enjeux forts liés aux pelouses sèches et aux zones humides. La mise en œuvre de la séquence ERC ayant abouti à la conclusion que :

- aucun autre site n'était envisageable pour la réalisation de ce projet : **l'évitement n'était pas possible** ;
- une redéfinition du schéma de l'OAP a été proposée afin de **réduire les incidences** du projet. Des échanges avec le chargé de mission Grand cycle de l'eau du PNR de Haut Jura ont amené à proposer une implantation du projet de gendarmerie sur le sud de la zone afin de concentrer les impacts sur ce secteur déjà affecté par les aménagements du SDIS, et préserver, ainsi, les milieux situés sur le nord de la zone, d'autant qu'un corridor écologique est présent à proximité ;



- cette rédéfinition du projet étant toutefois susceptible d'impacter des zones humides, en cohérence avec l'Orientation fondamentale 6B du SDAGE Rhône-Méditerranée « préserver, restaurer, gérer les zones humides », il a été proposé d'anticiper et faciliter la mise en œuvre des **mesures de compensation** qui devront accompagner la réalisation du futur projet. Dans cet objectif, des sites préférentiels de renaturation ont été proposés dans le cadre de l'OAP thématique « continuités écologiques » et pourront accueillir des **mesures de compensation**. C'est notamment le cas de la friche SMOBY qui pourrait faire l'objet d'une renaturation du Bief du Nans (cf focus spécifique).



b. Secteur Les Mouilles

La commune de Bellecombe a pour projet l'édification d'un bâtiment de 10 logements intergénérationnels au lieudit « les Mouilles » (permis accordé en 2025). Adossé à ce projet, la commune souhaite permettre la réalisation de 4 à 5 maisons à usage d'habitation et équipements publics.

Le projet de PLUi prévoit deux Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées A*be3 (cf focus spécifique) :

- le premier secteur d'environ 5 000m^2
- le deuxième secteur d'environ 1 500m^2



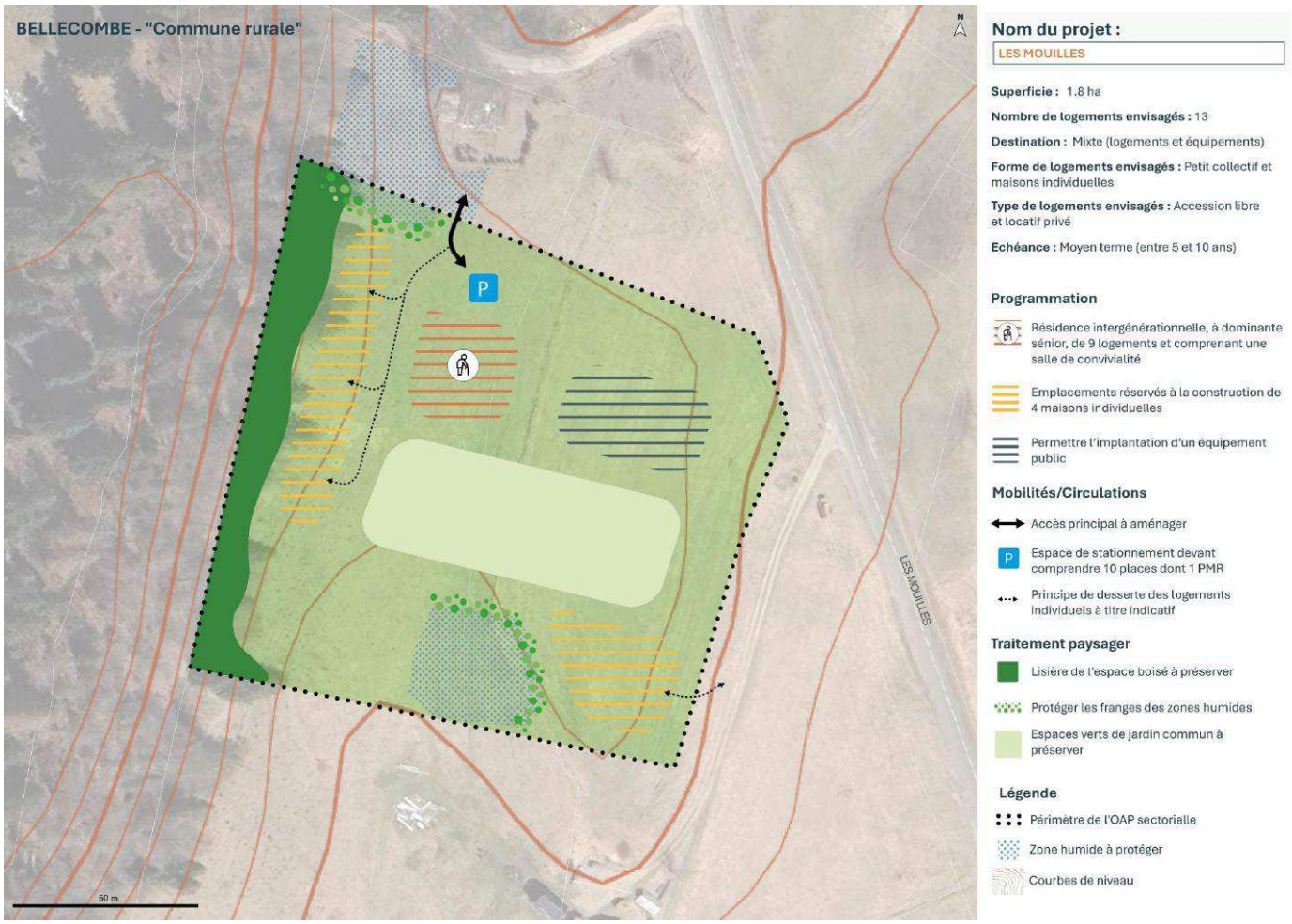
Carte n°28. Schéma d'implantation du projet intergénérationnel

Les prospections de terrain ayant mis en évidence la présence d'enjeux écologiques liés notamment à la présence de zones humides une OAP sectorielle a été élaborée afin de prendre en compte les enjeux.



Carte n°29. Enjeux écologiques du STECAL N*Be3

Cette OAP permet la prise en compte des zones humides comme une composante du projet. Leurs franges sont préservées par de la végétation. Les zones préférentielles d'implantation des constructions sotn matérialisées et évitent les secteurs ensibles. Les enjeux liés à la slisière boisée sont préservés.



Carte n°30. OAP sectorielle « les Mouilles »

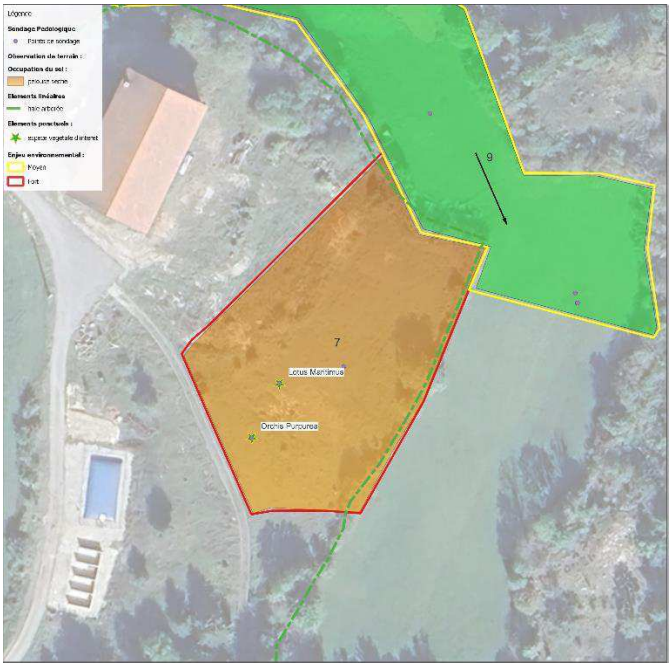
c. ZA sur les Bois

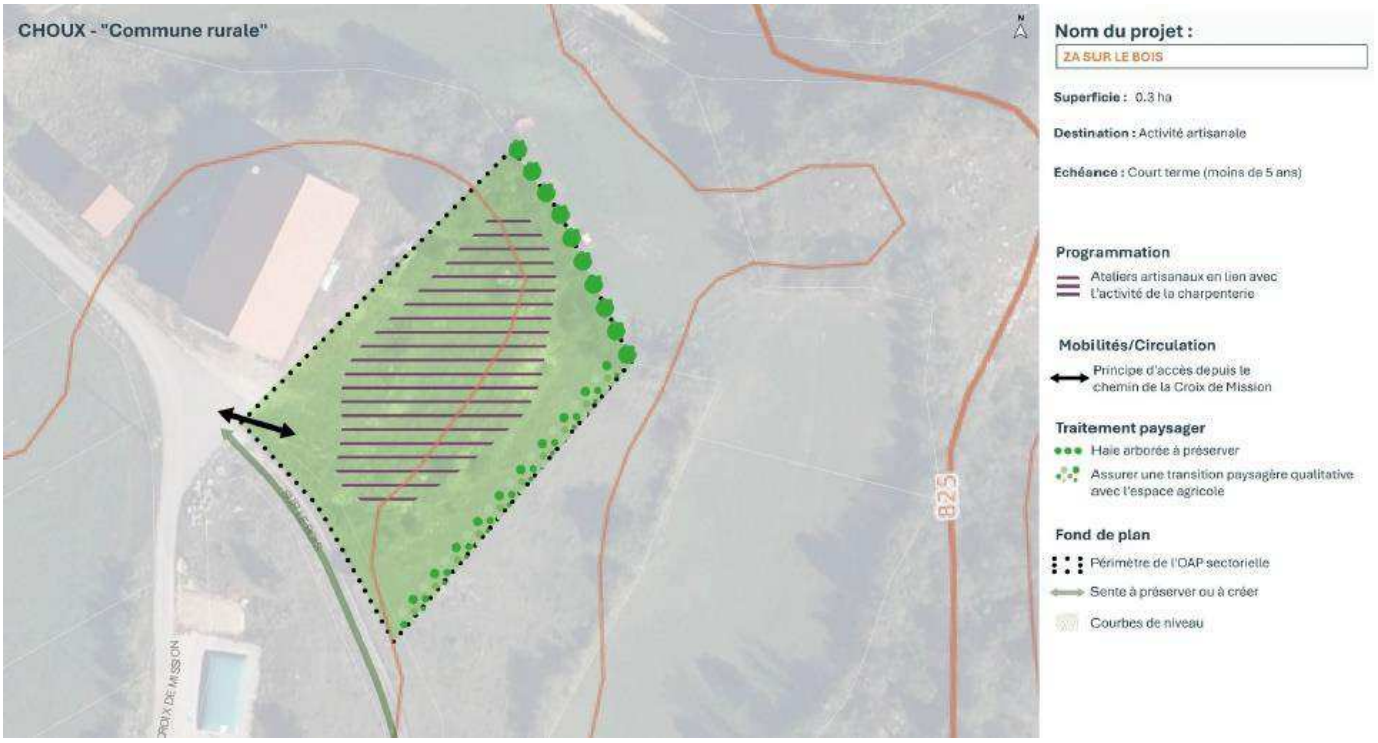
Les inventaires de terrain réalisé sur cette zone ont mis en évidence la présence d'enjeux écologiques avec notamment un habitat naturel remarquable et des espaces végétales patrimoniales.

Il a donc été proposé aux élus de mettre en œuvre la séquence ERC à savoir :

- abandonner la zone pour ne pas détruire les espèces protégées identifiées, d'autant que les 2 stations indiquées laissent présager que d'autres pieds peuvent être présents et que la destruction d'espèces protégées est interdite ;

- *a minima* revoir la délimitation de la zone pour réduire les risques d'incidences.

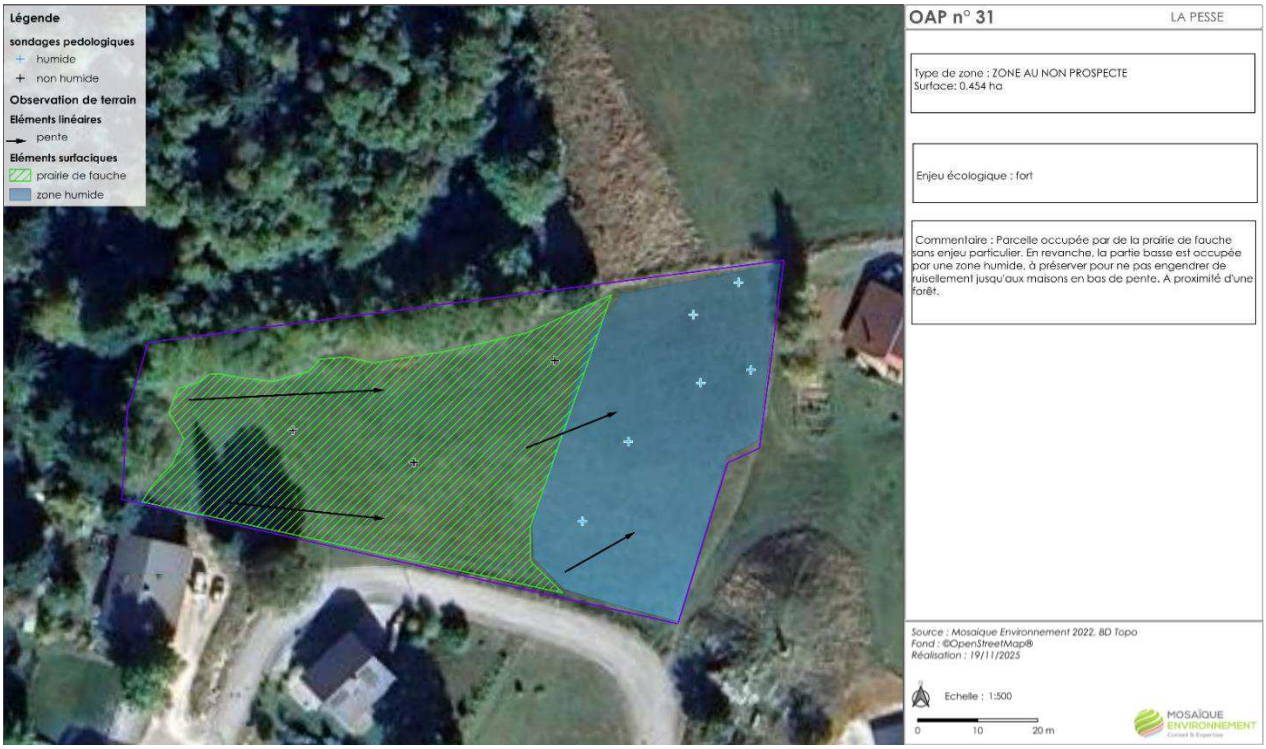




Carte n°31. Repositionnement de la zone pressentie pour l'extension de la ZA Sur le Bois

d. Secteur de « la Madone »

Les prospections de terrain ont mis en évidence la présence d'une zone humide sur la frange orientation de la zone de projet pressentie.



Carte n°32. Enjeux écologique sur le secteur « la Madone »

Le schéma de l'OAP « la Madone » a pris en compte l'existence de la zone humide et l'a intégrée comme une composante du projet en la valorisant pour la gestion des eaux pluviales.



Carte n°33. Schéma de l'OAP « la Madone »

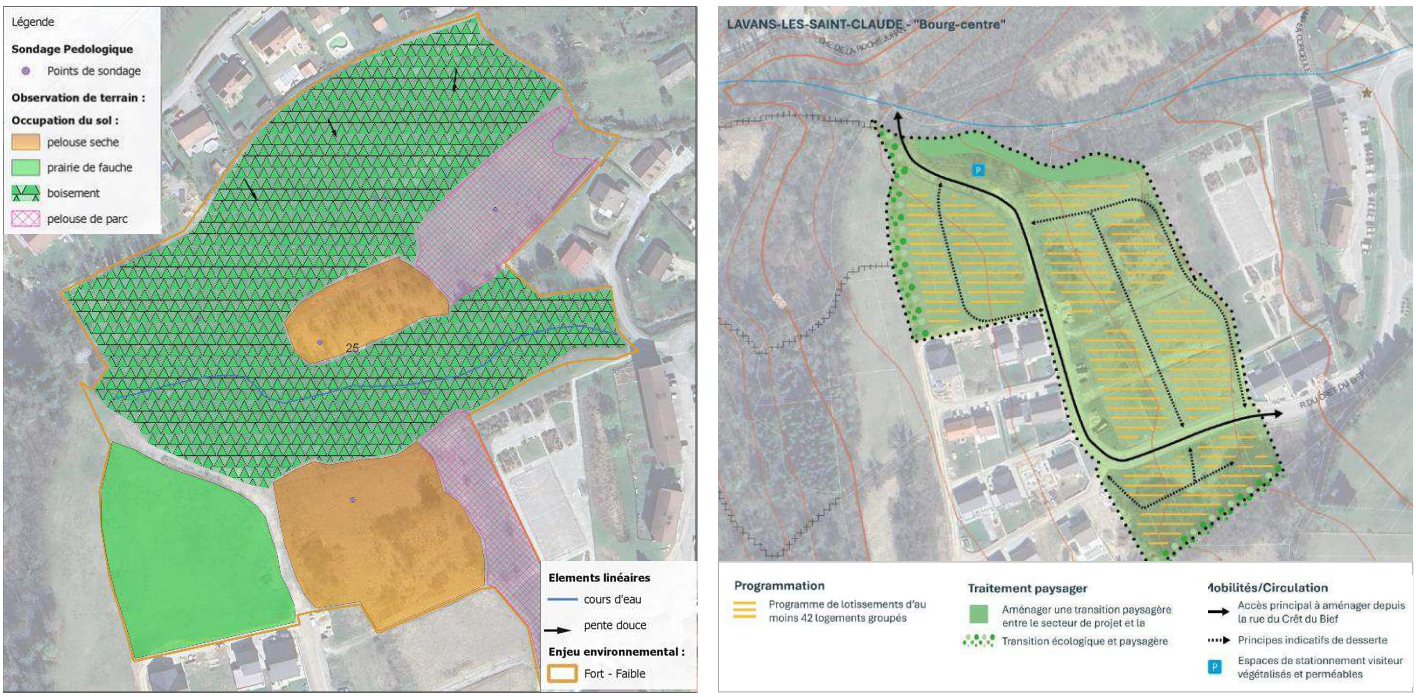
e. Secteur le Crêt du Bief II

La zone initialement envisagée pour accueillir du développement se situait entre la rue du Crêt du Bief au sud et la rue de Longchamp au nord.

Les inventaires de terrain ont mis en évidence la bonne qualité du boisement avec une diversité spécifique intéressante. La présence d'un cours d'eua traversant la zone d'ouest en est a également été pointée comme un enjeu pour la biodiversité et en tant qu'îlot de fraîcheur à préserver. Au milieu du boisement, une pelouse sèche en très bon état constitue un milieu intéressant d'un point de vue écologique qu'il convient de préserver.

Les pelouses de parc, la prairie de fauche et la pelouse sèche au sud du site n'ont par contre pas été identifiésd comme présentant un intérêt écologique particulier.

Le périmètre de l'OAP a été redéfini afin d'éviter les secteurs de plus forts enjeux et de développer l'aménagement das les zones de moindre intérêt environnemental.



Carte n°34. Evolution de l'OAP prenant en compte des enjeux du secteur « Crêt du Bief II »

❖ Le choixdes outils réglementaires

La délimitation des zones veille à traduire au mieux les orientations du PADD qui ont été fondées notamment sur un travail approfondi de diagnostic. En effet, une analyse fine des quartiers et de leur occupation a été réalisée dans le cadre du diagnostic de manière à respecter au mieux dans le règlement et le zonage, les caractéristiques de chaque quartier ou ensemble urbain. Tous ces éléments ont été pris en compte dans le nouveau plan de zonage et le règlement.

Le choix a été fait de définir un nombre restreint de zones et de sous-secteurs, et déviter leur multiplication. EN complément ont été mobilisés des outils d'urbanisme permettant d'affiner les règles en cohérence avec les enjeux concernés.

C'est notamment le cas pour les enjeux de biodiversité qui nécessitent des règles spécifiques en fonction de la sensibilité des diverses composantes.

Ainsi, afin de répondre à l'orientation du PADD visant à « Protéger les **réservoirs de biodiversité** écologiques qui constituent un des atouts majeurs du territoire », il a été décidé de :

- les classer en zone N, voire A en fonction de la nature et des usages et des sols : le PLUi prévoit de limiter strictement le développement de l'urbanisation au sein de ces zones, ainsi que les aménagements susceptibles de porter atteinte à la pérennité des habitats naturels, des espèces et habitats d'espèces ayant justifié leur désignation. Les communes dont le bourg et les hameaux sont entièrement situés au sein des réservoirs de biodiversité disposent toutefois d'un potentiel de développement. Ces développements s'inscrivent sur les secteurs les moins sensibles ;

- compléter leur protection par la définition d'une trame graphique « Réservoirs de biodiversité à protéger » au titre du L.151-23 du Code de l'urbanisme assortie de règles spécifiques : les réservoirs de biodiversité font l'objet d'un repérage sur le plan de zonage en vue de leur protection. Ils regroupent les périmètres des sites naturels inscrits et classés, les ZNIEFF de type 1, des Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, les sites du Conservatoire d'espaces naturels, ainsi que les cœurs de biodiversité prioritaires du SCoT du PNR du Haut Jura. En identifiant et en préservant ces espaces comme inconstructibles, à l'exception de projets strictement encadrés, le PLUi garantit le maintien des fonctions écologiques essentielles, la protection des habitats naturels et la limitation de l'artificialisation des sols. Les règles associées, notamment l'interdiction des nouvelles constructions, des imperméabilisations et des changements d'occupation du sol nuisibles, permettent de préserver la qualité et la fonctionnalité des milieux, tout en autorisant les activités agricoles, forestières ou d'intérêt collectif sous conditions strictes. Pour les projets constructibles concernés par cette prescription, une approche exemplaire combinant protection et gestion durable, est exigée afin d'assurer la pérennité des réservoirs de biodiversité tout en permettant au territoire de se développer ;

- identifier sur le plan de zonage par une trame spécifique les « Espaces écologiques et paysagers (EEP) à protéger » au titre du L.151-23 du Code de l'urbanisme pour des motifs d'ordre paysager ou écologique. Ils contribuent à la préservation des continuités écologiques, à la qualité du cadre de vie et à la résilience du territoire face au changement climatique. Les EEP « classiques » permettent, sous conditions strictes, l'implantation d'annexes ou d'abris légers. L'objectif est de ne pas bloquer les usages courants des jardins des particuliers, notamment les constructions nécessaires à l'entretien ou au fonctionnement des parcelles (abris de jardin, petits locaux techniques, etc.), tout en garantissant que ces aménagements restent discrets et compatibles avec les enjeux écologiques et paysagers. Les EEP « stricts » bénéficient d'un niveau de protection renforcé. Toute construction y est interdite, afin de préserver des espaces dont la vocation est exclusivement naturelle : milieux sensibles, réservoirs de biodiversité, zones de respiration paysagère, franges écologiques structurantes, etc. Ils constituent les cœurs écologiques du territoire et doivent rester exempts de toute artificialisation ;

Parmi les réservoirs de biodiversitié, une attention particulère a été portée à la protection des **zones humides** eu égard à leur intérêt patrimonial d'une part et leur fragilité d'autre part. rotéger strictement les zones humides :

- leur classement très majoritairement en zone naturelle ;

- leur repérage au plan de zonage au titre du L. 151-23 du Code de l'urbanisme

- les secteurs de développement retenus ont, autant que possible, éviter les secteurs de zones humides. Le cas échéant, ces dernières ont été intégrées comme une composante du projet d'aménagement, notamment pour la gestion des eaux pluviales, avec la création de lisières sur leurs pourtours et mise à distance des constructions. Des espaces préférentiels de renaturation ont également été identifiés dans l'OAP thématique « Continuités écologiques » pour potentiellement accueillir la mise en œuvre de mesures de compensation.

Ont été prises en compte les zones humides issues des inventaires institutionnels ainsi que celles identifiées lors des prospections de terrain sur les secteurs de développement.

De la même manière, afin de répondre à l'orientation du PADD visant à « Maintenir la fonctionnalité des **corridors écologiques**, garantir leur fonctionnalité et anticiper les besoins de restauration dans les secteurs fragmentés » et « Maintenir des coupures d'urbanisation », il a été décidé de :

- les classer en zone N, voire A en fonction de la nature et des usages et des sols ;

- compléter leur protection par la définition d'une trame graphique « Continuité écologique à protéger » au titre de l'article L. 151-23 du Code de l'urbanisme Au sein de ces espaces, les aménagements autorisés sont strictement encadrés afin de ne pas remettre en cause leur qualité écologique ni leur rôle dans le fonctionnement des milieux. Les continuités identifiées ont été retenues à l'issue d'un travail de hiérarchisation locale, visant à retenir en zonage les continuités dont la préservation nécessite une traduction réglementaire directe et opposable, et de la nécessité d'adapter les tracés supra communaux à la réalité fine du terrain, aux connaissances naturalistes actualisées et aux enjeux locaux identifiés lors du diagnostic environnemental ;

- les autres continuités écologiques, bien que non représentées sur le plan de zonage, sont intégralement prises en compte dans l'OAP « Continuités écologiques ».

A la fois réservoirs de biodiversité et corridors de la trame bleue, **les cours et plans d'eau** ont fait l'objet d'une attention particulière et d'une déclinaison spécifique. Ont ainsi été repérés les cours d'eau à protéger au titre du L.151-23 du Code de l'urbanisme afin de limiter et d'encadrer strictement les projets d'aménagement et réduire au maximum les impacts sur ces milieux. Sont tout particulièrement concernés les cours d'eau identifiés en tant que réservoirs biologiques du SDAGE, les cours d'eau classés (catégorie 1 et 2) ainsi que ceux inclus dans l'Arrêté de Protection de Biotopoe pour l'Ecrevisse à pattes blanches. En complément, le règlement écrit impose un recul depuis le haut des berges pour tout aménagement ce qui, outre le préservation de ces milieux, contribue à limiter le risque d'inondation ;

En complément, afin d'optimiser la fonctionnalité de la trame verte et bleue du territoire, ont été repérées les infrastructures agroécologiques :

- au titre du L.151-23 du Code de l'urbanisme, les **alignements d'arbres et haies** à protéger à protéger ou à mettre en valeur pour des motifs d'ordre paysager ou écologique. Pour l'ensemble des éléments repérés, des dispositions spécifiques s'appliquent afin d'assurer leur conservation et d'éviter toute dénaturation des caractéristiques leur conférant leur intérêt. Des haies sont également inventoriées et préservées par le PLUi. Cette protection se justifie par l'intérêt patrimonial et fonctionnel de cette végétation (espaces relais, abris pour la faune, infiltration des eaux pluviales, limitation du ruissellement ...) ;

- les **principaux murgers** à protéger au titre des « Éléments patrimoniaux à protéger au titre du L.151-19 du Code de l'urbanisme » avec des dispositions spécifiques s'appliquent afin d'assurer leur conservation et d'éviter toute dénaturation des caractéristiques leur conférant leur intérêt ;

- **les arbres remarquables** à protéger au titre du L.151-23 du Code de l'urbanisme. Pour l'ensemble des éléments repérés, des dispositions spécifiques s'appliquent afin d'assurer leur conservation, sauf raisons sanitaires ou sécuritaires dûment justifiés, et d'éviter toute dénaturation des caractéristiques leur conférant leur intérêt ;

❖ Le choix pour la déclinaison de la trame verte et bleue

La méthode et les choix opérés pour la déclinaison de la trame verte et bleue sont déclinés dans le chapitre sur les méthodes.

❖ Le choix pour l'OAP thématique « continuités écologiques »

Sur la forme

Plusieurs dispositifs réglementaires ont progressivement amené à prendre en compte les enjeux relatifs aux trames vertes et bleues, la faisant évoluer de concept et composante physique à un outil transversal d'aménagement du territoire :

- 2009/2010 : Lois Grenelle (Concepts de trames vertes et bleues à différentes échelles)

- 2012 : Loi sur l'eau / SDAGE (Protection des zones humides, de la trame bleue)

- 2014 : Loi ALUR (Opérations et actions nécessaires à la préservation, remise en état et valorisation des continuités écologiques (outils adéquats)

- 2015 : Loi NOTRE (Intégration du SRCE dans le SRADDET avec obligation de compatibilité)

Elle a été traduite réglementairement :

- dans le Code de l'environnement

  * Art L 371 -1 : objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques

  * Art. R371-16 : Trame Verte et Bleue (TVB) = réseau formé de continuités écologiques terrestres et aquatiques identifiées par les schémas régionaux, les documents de l'Etat, des collectivités territoriales

- dans le Code de l'urbanisme :

  * l'article L.101-2 inscrit la préservation de la biodiversité et la remise en bon état des continuités écologiques parmi les objectifs des documents d'urbanisme ;

  * l'article L151-6-2 dispose que « *les orientations d'aménagement et de programmation définissent, en cohérence avec le projet d'aménagement et de développement durables, les actions et opérations nécessaires pour mettre en valeur les continuités écologiques* ».

La CC HJSC a fait le choix d'élaborer une Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) thématique dédiée aux continuités écologiques afin d'assurer une meilleure prise en compte de la trame verte et bleue dans les projets d'aménagement et d'urbanisation. Ce choix est motivé par la présence, sur le territoire, de plusieurs réservoirs de biodiversité et corridors écologiques identifiés dans le cadre du diagnostic environnemental (zones humides, ripisylves, cours d'eau, massifs forestiers, prairies permanentes ...), ainsi que par l'existence d'espèces et d'habitats à enjeu patrimonial nécessitant le maintien de zones de quiétude et la limitation de la fragmentation des milieux.

Sur le fond

L'élaboration d'une OAP thématique apparaît comme un outil adapté, complémentaire au zonage et au règlement, permettant d'encadrer qualitativement les opérations d'aménagement et les projets de renouvellement urbain, en garantissant la préservation et la restauration des continuités écologiques, notamment par la conservation des haies, la limitation de l'imperméabilisation des sols, la gestion intégrée des eaux pluviales et le maintien de bandes végétalisées le long des cours d'eau ...

La mise en place de cette OAP permet de traduire opérationnellement les enjeux environnementaux identifiés dans l'état initial de l'environnement et de renforcer la cohérence écologique du territoire, tout en assurant la compatibilité du PLUi avec les politiques publiques de préservation de la biodiversité et de gestion durable de l'espace.

Elle détaille les moyens à mettre en œuvre pour répondre aux objectifs du PADD sur la thématique des continuités écologiques, à savoir « **Affirmer l'armature écologique comme socle de l'évolution du territoire ».**

Tableau n°11. Correspondance entre le PADD et les orientations de l'OAP thématique « continuités écologiques »

Orientations du PADD	Orientation de l'OAP thématique
Protéger les réservoirs de biodiversité écologiques	Protéger les réservoirs de biodiversité forestiers Protéger les lisières des réservoirs boisés
Protéger strictement les zones humides	Préserver les continuités écologiques des milieux humides
Protéger les éléments de la trame bleue et permettre leur restauration	Préserver, voire renforcer, les continuités des cours d'eau et leur espace de mobilité
Protéger les pelouses sèches et les landes	Préserver les continuums agro-pastoraux Préserver les patchs de pelouses sèches
Maintenir la fonctionnalité des corridors écologiques	Mettre davantage en lien les massifs et le territoire Préserver, voire renforcer, les continuités des cours d'eau et leur espace de mobilité Favoriser la mise en place du principe de « trame noire » Eviter de créer de nouveaux obstacles ou ruptures Favoriser la renaturation des continuités écologiques dégradées Concilier activités de tourisme et loisirs nature avec la préservation du patrimoine naturel
Préserver les infrastructures agroécologiques (haies, murs de pâtures, murgers, murets, bosquets, arbres isolés, mares, etc.)	Consolider le socle éco-paysager et développer de nouvelles continuités
Prendre en compte le patrimoine naturel et la biodiversité dans les aménagements urbains	S'appuyer sur la trame des espaces publics, vecteurs de Nature en ville Soigner la transition entre les parcelles privées et le domaine public Renforcer les continuités écologiques via les espaces relais Concevoir des espaces de stationnement perméables et végétalisés Intégrer les voiries dans la trame végétale Mettre en œuvre une gestion différenciée Développer la biodiversité au travers des plantations Créer des zones refuge pour la petite faune et permettre les échanges Favoriser la biodiversité dans le bâti S'appuyer sur le réseau modes doux pour développer un maillage végétal Favoriser la mise en place du principe de trame noire

Orientations du PADD	Orientation de l'OAP thématique
Favoriser la place du végétal au sein des espaces urbanisés et s'appuyer sur des solutions fondées sur la nature : préservation des sols et des capacités d'infiltration	Végétaliser en confortant l'existant Adapter les essences en fonction de la localisation de la parcelle Respecter les besoins vitaux des arbres Valoriser la trame brune dans les aménagements Développer des espaces verts de pleine terre connectés au reste de la trame verte et bleue Créer des espaces végétalisés compacts et les plus généreux possibles
Favoriser la désimperméabilisation et la végétalisation des espaces dégradés	Favoriser une gestion se rapprochant du cycle naturel de l'eau Intégrer les dispositifs de gestion des eaux pluviales à la composition des projets Eviter la prolifération du Moustique tigre (Re)mettre l'eau au cœur des aménagements urbains pour favoriser le bien-être dans l'espace bâti Renaturer la trame bleue pour réduire la vulnérabilité du territoire aux inondations
Soigner les franges urbaines pour leur rôle écologique et paysager	Favoriser un traitement qualitatif des franges avec l'espace agricole et naturel

Cette OAP répond, dans le même temps, aux objectifs de sobriété foncière et de lutte contre l'étalement urbain, en favorisant un développement urbain plus compact et mieux intégré dans le paysage, tout en limitant les impacts sur les espaces naturels, agricoles et forestiers.

Enfin, l'OAP Trame Verte et Bleue constitue un levier d'adaptation au changement climatique, en encourageant la végétalisation des espaces urbains et la protection des zones naturelles jouant un rôle de régulation (îlots de fraîcheur, infiltration des eaux, limitation du ruissellement), conformément aux orientations des documents supra-communaux (SRADDET, SCoT, SDAGE, etc.).

Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Haut Jura Saint-Claude

PLUi

Chapitre VI. SYNTHESE DES MESURES ERC



Article R.151-3 du code de l'urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

5° Présente les mesures envisagées pour éviter, réduire et, si possible, compenser, s'il y a lieu, les conséquences dommageables de la mise en œuvre du plan sur l'environnement

6.1. La séquence ERC

Afin de maîtriser les incidences potentiellement négatives du PLUi de HJSC sur l'environnement, la séquence « Éviter/Réduire/Compenser » a été appliquée : il s'agit de chercher d'abord à éviter les incidences négatives, puis à réduire celles qui ne peuvent être évitées, et enfin à compenser celles qui n'ont pu être ni évitées ni réduites.

On distingue :

- les mesures d'évitement (E) : mesures alternatives permettant de s'assurer de l'absence d'incidence négative sur l'environnement. Dans le cas du PLUi, le souci d'évitement a guidé son élaboration : les secteurs les plus sensibles ont été ciblés dès le début de la réflexion afin d'y éviter les aménagements susceptibles de générer des impacts environnementaux négatifs et permettre au contraire de les protéger. L'évitement a pu consister en la suppression, le déplacement ou la modification substantielle d'un secteur de développement et/ou du choix du niveau de prescription proposé afin de garantir la préservation de l'environnement.

- les mesures de réduction (R) : mesures destinées à limiter une incidence environnementale négative. Elles visent à atténuer les incidences négatives sur le lieu et au moment où elles se produisent. Dans le cas du PLUi, il s'agit par exemple de mettre en place des exigences de performance environnementale (biodiversité, énergie, gestion des eaux pluviales ...) au sein du règlement ou d'une OAP afin d'en réduire les effets négatifs sans en modifier l'objectif général ;

- les mesures de compensation (C) : mesures visant à rétablir le paramètre environnemental altéré du fait des incidences négatives identifiées. Elles ont pour objet d'apporter, à une incidence négative qui n'a pu être ni évitée ni réduite, une contrepartie s'exerçant dans un domaine similaire ou voisin à celui concerné par cette incidence négative. Dans le cas du PLUi, il s'agit par exemple de favoriser la renaturation en compensation de la perte d'espaces naturels et agricoles, de développer des plantations pour compenser les effets d'îlots de chaleur ou de destruction des puits de carbone etc.

Ont également été proposées des mesures d'accompagnement [A] destinées à optimiser les effets positifs.

6.2. Synthèse des mesures

Le PLUi est un document de planification. Ses orientations sont fondées sur le principe d'un développement durable qui vise à concilier le développement économique et durable du territoire tout en prenant en compte les enjeux environnementaux.

À ce titre, les objectifs se sont attachés à optimiser le gain environnemental du projet, en tenant compte des contraintes de faisabilité et des besoins locaux en termes de développement économique et social.

Néanmoins, le PLUi de HJSC est le fruit d'un compromis entre des enjeux parfois contradictoires. L'analyse de ses incidences au regard des enjeux environnementaux du territoire a permis de mettre en évidence des effets négatifs potentiels.

Certaines mesures ont été directement intégrées en cours de rédaction du document (mesures d'évitement et de réduction) : les principales, notamment à l'échelle des projets d'aménagement (OAP) ont été mises en évidence par un surlignage. D'autres ont été proposées en complément pour éviter, réduire ou compenser les risques d'incidences négatives résiduelles. Elles sont résumées dans le tableau suivant. Elles sont regroupées par thématique environnementale concernée.

6.2.1. Synthèse des mesures générales

Thème et impacts concernés		Mesures et types de mesures	
	Ambitionne de renforcer la diversification des productions agricoles notamment potagère et maraîchère, ce qui peut présenter un risque de modification du paysage	A	Conforter l'encadrement de l'implantation potentielle de serres
	Pas de diagnostic des éléments bâtis repérés au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme avec recommandations pour leur préservation	R	Prévoir un cahier des éléments repérés au titre du L151-19 avec une fiche par élément comportant des photos et recommandations pour favoriser leur préservation
	Pas d'interdiction de haies monospécifiques dans les zones à vocation d'activités ou d'équipements	R	Interdire les haies monospécifiques dans les zones à vocation d'activités ou d'équipements
	Préconisations pour la plantation sur les aires de stationnement extérieur sans exigences (positionnement, taille des sujets)	A	Prévoir la plantation d'arbres de haute tige et qu'ils soient répartis de manière homogène sur l'ensemble de l'aire pour maximiser l'ombrage des véhicules.
	Dans toutes les zones, autorisation des dépôts ou stockage extérieur nécessaires à une activité admise sans exigence de dissimulation ce qui peut impacter le paysage	R	Pour le traitement des espaces libres des zones accueillant des activités, prévoir dans le règlement que tous les espaces extérieurs seront aménagés avec une attention particulière à la qualité et à l'homogénéité. La réalisation de dépôt ou stockage ou la construction d'installation technique ne pouvant bénéficier d'un traitement architectural sera obligatoirement assujettie à la réalisation de dispositifs paysagers (haies végétales denses, plantations arbustives) et/ou par des dispositifs différents sous réserve d'un aménagement paysager approprié au site environnant assurant un protection visuelle suffisante. Les dispositifs de masquage doivent faire l'objet d'un traitement qualitatif et être entretenus en permanence.
	Risque de compromission de l'accès et de l'exploitation aux gisements de qualité et potentiellement exploitables sans dispositions dédiées	R	Indiquer que le règlement du PLU a été conçu de manière à ne pas faire obstacle à l'accès et à la valorisation des gisements de matériaux identifiés, tout en assurant la compatibilité avec les autres enjeux d'aménagement et de protection de l'environnement.

Thème et impacts concernés		Mesures et types de mesures	
	Risque de compromission de l'accès et de l'exploitation aux gisements de qualité et potentiellement exploitables sans dispositions dédiées	R	Prévoir une formulation de principe dans les dispositions générales relatives à la préservation des ressources minérales indiquant que le règlement du PLU vise à préserver l'accès et le potentiel d'exploitation des gisements de matériaux de qualité et des gisements de substitution identifiés, en évitant toute occupation ou utilisation du sol de nature à compromettre durablement leur valorisation future (accès, exploitation, remise en état) par des usages incompatibles. A cet effet, les constructions et installations nécessaires aux activités existantes peuvent être autorisées sous réserve qu'elles n'augmentent pas la vulnérabilité du site et ne compromettent pas l'exploitation future des gisements. Les projets qui n'entravent pas l'accès aux gisements et restent compatibles avec une exploitation présente ou future des ressources peuvent être autorisés sous réserve d'être compatibles avec les orientations des documents de planification relatifs à la gestion des ressources minérales. Cette préservation s'exerce sans préjudice de l'application des législations et procédures spécifiques relatives aux carrières et à la protection de l'environnement.
	Pas d'exigence de perméabilité des clôtures (hauteur, soubassement) dans les diverses zones urbaines, même si un peu plus favorables, bien que non optimisés, en zone UE, UY, UT (grillage, haie vive) ni en zones naturelles ou agricoles	R	Dans toutes les zones, et notamment en zones N et A, prévoir que la conception et les caractéristiques des clôtures permettent la libre circulation de la petite faune par l'insertion au ras du sol d'une ouverture de l'ordre de 15 centimètres de diamètre minimum tous les 15 mètres environ. Lorsque la totalité du linéaire de clôture est inférieure à 15 mètres, un passage minimum doit être aménagé. Le choix des matériaux privilégie leur caractère durable.
	Pas de coefficient de pleine terre imposé dans les zones d'équipement et d'activités	R	En zones UY, UY et UT, prévoir un coefficient de pleine terre (au moins 20% ?) Lorsque l'unité foncière dispose avant travaux d'un pourcentage de pleine terre inférieur à ce coefficient, ou si le projet ne permet pas de les atteindre, le projet doit générer l'équivalent de l'emprise au sol bâtie créée en espaces végétalisés ou perméables.
	Pas d'interdiction de haies monospécifiques dans les zones à vocation d'activités ou d'équipements	R	Interdire les haies monospécifiques dans les zones à vocation d'activités ou d'équipements
	Stabilisation *a priori* des pressions quantitatives liée aux besoins domestiques mais contexte de raréfaction de la ressource, avec déjà des zones en tension	R	Limiter le développement dans les communes sous tension

Thème et impacts concernés		Mesures et types de mesures	
	Risque de pollution accidentelle des ressources lié aux activités existantes et à venir aux abords de certains captages	R	Prévoir un sous-secteur spécifique avec des règles strictes en matière d'assainissement (permet de protéger les captages si l'arrêté de DUP venait à être supprimé)
		E	Dans le règlement prévoir que l'évacuation d'eaux usées non traitées dans les rivières, les fossés ou égouts d'eaux pluviales est interdite.
	Risque de pollution lié aux rejets des constructions dans les diverses zones	E	Dans le règlement prévoir que l'évacuation des effluents agricoles dans le réseau public est interdite.
		R	L'évacuation des eaux usées non domestiques (industrie, artisanat ...) dans le réseau public d'assainissement est soumise à l'obtention d'une autorisation préalable de la collectivité. L'autorisation de déversement délivrée par la collectivité peut prévoir, dans une convention spéciale de déversement, des conditions techniques et financières adaptées à chaque cas. Elle peut notamment imposer la mise en place de dispositifs de pré traitement dans les installations privées.
		E	Prévoir dans le règlement qu'en l'absence de réseau public d'assainissement ou dans l'attente de son extension, toute construction génératrice d'eaux usées ne pourra être admise que sous réserve : - des possibilités de mise en œuvre d'un dispositif d'assainissement autonome conforme - de l'absence de contraintes liées aux risques sanitaires - de leur capacité à être mis hors service et raccordés au réseau public dans les 2 ans qui suivent l'arrivée de ce dernier.
	Des ouvrages d'assainissement non conformes en collecte, équipement ou en performance	E	Mettre en place une trame d'inconstructibilité pour insuffisance ou impossibilité d'assainissement collectif ou non collectif identifiant les « Secteurs avec interdiction de constructibilité pour des raisons environnementales, de risques, d'intérêt général » Y autoriser les constructions nouvelles, extensions et changements de destination uniquement sous réserve : - de la démonstration de la capacité des réseaux et équipements publics d'assainissement collectif ; - ou, en l'absence de réseau collectif, de la réalisation d'une étude pédologique et hydrogéologique permettant de garantir la mise en œuvre d'un assainissement non collectif conforme, sans atteinte aux milieux aquatiques ni aux ressources en eau potable.

Thème et impacts concernés		Mesures et types de mesures	
	Pas de référence aux autres risques naturels, notamment retrait-gonflement des argiles, mouvements de terrain, dolines ...	A	En introduction ou à l'article 1 des zones concernées, rappeler que "certains fonciers sont susceptibles d'être concernés par un ou plusieurs risques naturels (et les lister) et que les possibilités d'urbanisation peuvent être soumises à des restrictions spécifiques qui s'appliquent aux projets. Le PPRi, annexé au document d'urbanisme, s'impose au PLUi : tout projet devra alors respecter les prescriptions qui y sont définies. Lorsqu'il existe plusieurs règles liées aux risques, les règles les plus contraignantes s'appliquent."
	Pas de prise en compte du risque associé aux dolines	R	Citer ce risque dans les dispositions générales et ajouter une carte d'information en annexe autant que possible
	Développement aux abords d'infrastructures routières concernées par le risque lié au Transport de Matières Dangereuses	R	Indiquer dans les dispositions générales du règlement que les projets situés à proximité des axes de transport de matières dangereuses identifiés doivent prendre en compte le risque associé et ne pas conduire à une augmentation significative de la vulnérabilité des personnes et des biens.
	Développement aux abords d'infrastructures routières concernées par le risque lié au Transport de Matières Dangereuses	R	Au-delà des servitudes correspondant aux zones de dangers, créer, dans le plan de zonage, des secteurs d'aléa (liseré ou hachurage spécifique) indiquant : - interdictions de construire : dans les zones de danger immédiat (zones de "danger létal"), interdire toute nouvelle construction - limitation de la densité : dans les zones de "danger significatif", limiter le nombre de personnes exposées en interdisant les logements collectifs ou les établissements recevant du public (ERP).
	Risques d'accentuation des risques de mouvements de terrain en cas d'infiltration des eaux pluviales et d'assainissement autonome	R	Les constructions doivent être équipées d'un système d'assainissement non collectif conforme à la réglementation en vigueur et adapté aux caractéristiques du sol, du sous-sol et de l'environnement du terrain. Toute infiltration concentrée est interdite dans les secteurs soumis à un aléa de glissement de terrain Dans les zones soumises à un risque de glissement de terrain, peut conditionner l'autorisation d'infiltration à la fourniture d'une étude géotechnique prouvant que cela n'aggravera pas le risque.
	Sites et sols pollués, dont les SIS, en zones urbaines avec risques sanitaires en cas de changement d'usage	A	Reporter précisément le périmètre des SIS sur les plans de zonage pour que l'information soit accessible au premier coup d'œil lors d'une demande de certificat d'urbanisme. On utilise généralement un figuré spécifique (hachures orange ou violettes, ou un liseré épais) pour identifier les parcelles concernées. Identifier le périmètre avec une mention type "SIS n°..." renvoyant directement à la fiche détaillée en annexe.

Thème et impacts concernés		Mesures et types de mesures	
	Pas d'incitation au compostage	R	Dans les zones U, et notamment UR, prévoir que toute opération d'aménagement d'ensemble comportant des habitations, doit comprendre un ou plusieurs espaces dédiés au compostage, intégrés à l'espace de pleine terre lorsque celui-ci est supérieur à 15% de la surface de l'opération. Ces espaces de compostage peuvent être collectifs ou intégrés à chaque lot issu de l'opération
	Ne prévoit pas de périmètre prioritaire de réseau de chaleur	A	Définir des périmètres de développement prioritaire d'un réseau de chaleur (notamment à Saint-Claude) et prévoir que les opérations de renouvellement et de développement urbain présentes dans ces périmètres soient raccordée au réseau de chaleur considéré
	Pas d'encadrement des besoins en stationnement pour les voitures ce qui tend à favoriser la place de la voiture, et pas de fixation de seuils minimum de stationnement vélo, notamment dans la centralité structurantes, les zones économiques et d'équipements	R	Fixer des seuils maximaux de places de stationnement pour les véhicules par type de zone et des seuils minimaux pour les stationnements vélos
	Pas d'incitation à l'installation d'ombrières sur les aires de stationnement	A	Rappeler l'article L.152-5 du CU permettant de déroger aux règles du PLUi pour l'installation d'ombrières dotées de procédés de production d'énergies renouvelables situées sur des aires de stationnement
	La densification peut se traduire par un accroissement des phénomènes d'îlots de chaleur	R	Dans le règlement écrit prévoir que : « Sous réserve d'une insertion harmonieuse dans le cadre bâti environnant, l'utilisation de matériaux ou de revêtements à faible absorption du rayonnement solaire et de couleur claire, ainsi que la végétalisation des façades, lorsque cette dernière est adaptée, sont à privilégier afin de concourir à la limitation des phénomènes d'ilot de chaleur ».

6.2.2. Synthèse des autres mesures

❖ **Mesures propres au Grand Tétras**

Impacts concernés		Mesures et types de mesures
Pistes et remontées mécaniques du domaine skiable identifiées au titre du L. 151-38 du Code de l'urbanisme concernant pour partie des secteurs patrimoniaux avec des risques de dégradation des milieux /dérangement des espèces sensibles	E	Conformément à la déclinaison régionale "massif des Vosges et du Jura "2018-2022 : - exclure tout projet d'aménagement (extension de domaines skiables, urbanisme, éolien, ...) en zone 1 de présence du Grand Tétras - éviter la création de projets d'infrastructures en zone 2 (espaces de reconquête). Les projets devront s'inscrire dans la séquence Éviter-Réduire-Compenser relative à la conservation des espèces protégées et de leurs habitats. Ils devront garantir le respect des enjeux de conservation du Grand Tétras et veiller à la bonne intégration écologique et paysagère des ouvrages (gestion des lisières, dimensions modérées, matériaux locaux ...)
Limitation des travaux forestiers : interdiction des affouillements, exhaussements de sols et coupes rases, sauf s'ils s'inscrivent dans un plan de gestion (ONF, communes) sans préciser également les plans de gestion visant à restaurer les habitats naturels de l'espèce	A	Dans le règlement associé à la trame des réservoirs de biodiversité interdire les affouillements, exhaussements de sols, stabilisation de terrains, nivellements, déboisements et coupes rases, sauf lorsqu'elles constituent des mesures de restauration prévues par un plan de gestion (ONF ou communes ou visant à restaurer les habitats naturels du Grand Tétras)
En zone A et N les clôtures seront constituées préférentiellement de murets en pierre, ou à défaut de dispositifs ajourés (bois, métal, grillage discret) doublés d'une haie vive ce qui n'est pas favorable à l'espèce	R	Dans le règlement des zones N et A, prévoir que dans les zones de présence favorables au Grand Tétras (Z1 et Z2), la mise en œuvre de clôtures privilégiera les dispositifs mobiles et visibles

❖ **Mesures communes aux OAP sectorielles, STECAL et ER**

Thème et impacts concernés			Mesures et types de mesures
	Gestion des franges	R	Préserver un espace végétalisé de l'ordre de 7-8 m de large (dont la largeur pourra varier selon les secteurs) sur les limites séparatives pour gérer la transition avec les espaces limitrophes
		R	Assurer un traitement qualitatif de la lisière au sud-est pour éviter les co-visibilités avec les bâtis patrimoniaux
	Inscription des constructions dans la pente	R	Les voies de desserte nouvelles sont adaptées à la topographie et à la configuration du terrain
	Préservation du cadre de vie	A	Favoriser un traitement paysager du bassin de rétention des eaux pluviales
	Consommation et artificialisation d'espace	R	Accorder une large part d'espaces végétalisés au sein de l'opération

Thème et impacts concernés		Mesures et types de mesures	
✿	Préservation de la biodiversité dans les aménagements	R	En cas de plantations, recourir exclusivement à des essences indigènes, non allergènes et économes en eau conformément à l'OAP thématique Trame Verte et Bleue
		R	Conforter « l'orientation « transition écologique et paysagère » en ajoutant « en s'appuyant sur la végétation en place
	Préservation des continuités écologiques	R	Dans le cadre d'implantation de clôtures, privilégier les clôtures végétales composées de haies pluristratifiées ou perméables permettant le passage de la petite faune et la circulation de l'eau
		R	Elargir autant que possible le recul depuis la bordure du boisement
		A	Assurer un traitement qualitatif de la lisière avec le boisement conformément à l'OAP « continuités écologiques »
	Préservation du patrimoine naturel remarquable	E	Vérifier l'absence de zones humides
		R	En cas de présence avérée, les aménagements doivent préserver la zone humide et son fonctionnement hydrologique : pas de réduction de surface, remblais, drains, maintien des écoulements, limitation de l'imperméabilisation, mise en place d'une zone tampon végétalisée, gestion des eaux pluviales sans pollution et protection des continuités écologiques. Une zone tampon (10 m minimum) sera conservée autour de la zone humide. Les projets doivent démontrer leur compatibilité avec ces objectifs
		C	Tout projet générant une destruction résiduelle de zones humides devra prévoir des mesures de compensation équivalentes visant la restauration ou la création de zones humides dans le même bassin versant, selon un ratio minimal de 200 %, conformément au SDAGE Rhône-Méditerranée
💧	Préservation de la qualité des ressources en eau	R	Pour le périmètre de protection éloigné, en sus des recommandations issues de l'arrêté définissant les périmètres de protection quand il existe, maintenir autant que possible les boisements / zones humides pour leur fonction épuratrice et prévoir une gestion des eaux pluviales compatible avec les objectifs de protection de la ressource en eau potable (traitement avant infiltration, étanchéité des bassins de rétention ...)

Thème et impacts concernés		Mesures et types de mesures	
	Préservation de la qualité des ressources en eau	R	L'aménagement du secteur doit être conçu de manière à préserver durablement la ressource en eau destinée à l'alimentation en eau potable. Les activités et aménagements susceptibles de générer des risques de pollution sont interdits ou strictement encadrés. La gestion des eaux pluviales doit limiter l'imperméabilisation, prévoir un prétraitement adapté des ruissellements et éviter tout transfert de polluants vers la nappe. Les continuités végétales et éléments naturels participant à la protection de la ressource doivent être maintenus ou renforcés. Toute opération devra démontrer sa compatibilité avec les objectifs de sauvegarde de la ressource
		R	En sus des recommandations de l'arrêté définissant les périmètres de protection quand il existe, maintenir autant que possible les boisements / zones humides pour leur fonction épuratrice et prévoir une gestion des eaux pluviales compatible avec les objectifs de protection de la ressource en eau potable
	Gestion quantitative des ressources en eau	R	Favoriser une gestion des EP par récupération sur les toitures et par infiltration à la parcelle
	Gestion des eaux pluviales	R	Privilégier les revêtements perméables pour les espaces de circulation
	Préservation des milieux aquatiques	R	Préserver une bande tampon non construite aux abords du cours d'eau
	Limitation des risques à la source	R	Organiser les bâtiments, voies de desserte interne et espaces libres non végétalisés pluviales en adéquation avec les données topographiques et géotechniques du site pour favoriser l'infiltration de l'eau, de manière à ne pas aggraver les risques à l'aval
	Limiation de l'exposition aux nuisances	R	Eviter toute construction sur une largeur de 20 m de part et d'autre de la ligne haute tension
		R	Préserver le boisement le long de la voie ferrée pour atténuer les nuisances sonores et visuelles
	Gestion des déchets	A	Aménager un point de collecte des déchets ménagers en entrée de site en veillant à son intégration paysagère
	Amélioration du confort thermique	A	Accompagner les abords de la sente de plantations pour en favoriser le confort d'usage

Chapitre VII. MANIERE DONT L'EVALUATION A ETE EFFECTUEE



7.1. Une démarche au service du projet

Article R.151-3 du code de l'urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

7° Comprend un résumé non technique des éléments précédents et une description de la manière dont l'évaluation a été effectuée.

7.1.1. Rappel des objectifs de l'évaluation

La démarche d'évaluation vise la limitation de l'impact du PLUi sur l'environnement. Pour cela, les enjeux environnementaux du territoire sont pris en compte le plus en amont possible afin de garantir un développement territorial équilibré. L'évaluation répertorie ces enjeux environnementaux et vérifie que les orientations envisagées dans le PLUi ne leur portent pas atteinte. Les objectifs de l'évaluation environnementale sont ainsi de :

- Vérifier que l'ensemble des enjeux environnementaux ont bien été identifiés et hiérarchisés en fonction de la réalité territoriale ;

- Analyser tout au long du processus d'élaboration du plan, les effets potentiels des objectifs et orientations du PLUi, et leur traduction réglementaire sur toutes les composantes de l'environnement ;

- Permettre les inflexions nécessaires pour garantir la compatibilité des orientations avec les objectifs environnementaux et les orientations et prescription du cadre supérieur ;

- Dresser un bilan factuel, à terme, des effets du PLUi sur l'environnement.

Dans le cadre de l'élaboration du PLUi de la CC HJSC, l'évaluation environnementale a été conçue comme une démarche au service du projet de territoire cohérent et durable. Elle s'est appuyée sur l'ensemble des procédés qui permettent de :

- vérifier la prise en compte des objectifs de la politique de protection et de mise en valeur de l'environnement qui se traduisent par des engagements aussi précis que ceux relatifs à l'aménagement et au développement en lien avec les diverses ressources ;

- analyser les impacts sur l'environnement ;

- proposer des mesures pour limiter les incidences négatives et renforcer les effets positifs des orientations retenues.

7.1.2. L'évaluation environnementale, un outil d'aide à la décision pour le PLUi

❖ Une démarche intégrée

L'évaluation environnementale a fait partie, en tant que telle, du processus d'élaboration du PLUi. Elle a été associée à la notion de politique d'urbanisme établie au prisme des principes du développement durable impliquant une prise en compte concomitante et transversale des aspects environnementaux, sociaux et économiques.

❖ Une démarche temporelle

L'évaluation environnementale de l'élaboration du PLUi s'est inscrite dans une approche « durable » et s'est déclinée sur plusieurs horizons temporels. Chaque étape de l'évaluation s'est nourrie de la précédente et a alimenté la suivante.

L'évaluation environnementale a été considérée et comprise, non comme un exercice circonscrit à la préparation de l'élaboration du PLUi mais comme un moyen d'accompagner l'engagement sur le long terme de la collectivité dans ses démarches de transition écologique, énergétique et de développement durable.

❖ Une démarche sélective

L'évaluation environnementale n'a pas traité tous les thèmes de l'environnement de façon détaillée et exhaustive. Des critères déterminants d'évaluation ont été choisis, au sein des champs de l'évaluation, au regard de la sensibilité et de l'importance des enjeux environnementaux et projets propres au territoire. Cela afin de s'assurer que l'évaluation environnementale soit bien ciblée sur les enjeux environnementaux majeurs du territoire.

❖ Une démarche continue et itérative

L'évaluation environnementale n'a pas été une étape mais s'est faite en continu et a nourri la conception même du projet. Elle a permis d'analyser au fur et à mesure les effets de l'élaboration du PLUi sur l'environnement et de prévenir ses conséquences dommageables, dès l'amont, par des choix adaptés et intégrés au fur et à mesure de la construction du projet. Elle a été menée par approfondissements successifs.

En ce sens, l'évaluation environnementale a constitué un réel outil d'aide à la décision, qui a accompagné la collectivité dans ses choix tout au long de l'évolution de son document d'urbanisme. Ainsi, l'évaluation environnementale n'est pas venue remettre en cause le projet, mais a proposé, au contraire, des outils pour l'améliorer.

7.2. Synthèse des méthodes utilisées

L'évaluation environnementale d'un document d'urbanisme n'est pas une simple étude d'impacts à vocation opérationnelle. L'objectif de la démarche a été d'évaluer un cadre global : la stratégie de développement du territoire, et non simplement une action (ou un ouvrage) unique et figée.

L'évaluation environnementale s'apparente à une analyse permettant d'identifier la compatibilité entre des éléments déjà étudiés et connus, à savoir les enjeux environnementaux du territoire, et les orientations fixées pour son développement. Les outils ont donc eux aussi été adaptés : plus que des investigations techniques ciblées, la mission a requis une démarche de réflexion, d'analyse et de synthèse.

❖ Version du PLUi

La présente évaluation a été menée sur la version des pièces du PLUi transmises entre décembre 2025 (trames de protection, OAP sectorielles et OAP thématiques hors « continuités écologiques ») et fin janvier 2026 pour les OAP sectorielles et certaines pièces comme les STECAL et Emplacements Réservés, et début février 2026 pour la version du règlement.

❖ Participation des acteurs locaux

L'élaboration du PLUi a été menée selon une approche collaborative, impliquant les diverses parties prenantes.

Tableau n°12. Principaux temps d'association des acteurs locaux

Période	Objet	Participants
15, 16 et 17 avril 2024	Visites de territoire	Elus
octobre 2024	Lancement et présentation du diagnostic	Grand public

Période	Objet	Participants
Juin 2024	Ateliers de diagnostic	Elus
25 novembre 2024	Atelier Trame verte et Bleue	Experts naturalistes
6 Novembre 2024	Atelier de préparation du PADD : paysage	Elus, techiciens
7 Novembre 2024	Atelier de préparation du PADD : Environnement, risques et forêt	Elus, techiciens
7 Novembre 2024	Atelier de préparation du PADD : erspectives de développement économique et lutte contre l'étalement urbain	Elus, techiciens
8 Novembre 2024	Atelier de préparation du PADD : Démographie / Logements / Equipements / Commerces	Elus, techiciens
8 Novembre 2024	Atelier de préparation du PADD : Attractivité / Tourisme / Agriculture / Mobilités	Elus, techiciens
16 janvier 2025	Présentation du PADD	PPA
4 juin 2025	Atelier zonage/règlement	Elus
5 juin 2025	Atelier prescriptions graphiques	Elus
6 juin 2025	Atelier OAP (délimitation, contenu)	Elus
9 septembre 2025	Atelier OAP thématique trame verte et bleue	Elus
6 et 7 octobre 2025	Réunions publiques : avancement du projet	Grand public
18, 30 et 31 octobre 2025	Ateliers citoyens : nature en ville	Grand public
26 novembre 2025	Présentation du contenu réglementaire	PPA
13, 15 janvier, 19, 20 et 22 janvier 2026	Réunions publiques : projet de PLUi	Grand public

❖ Analyse des articulations avec les plans et programmes

Cette partie de la mission vise à appréhender la bonne prise en compte et/ou compatibilité du PLUi avec les documents cadres supra communaux.

Dans la mesure où la révision du SCoT, qui aurait dû être arrêté avant le PLUi a été retardée, l'analyse de l'articulation s'est basée sur le SCoT, en vigueur, seul document opposable. De fait, l'analyse de l'articulation a été étendue à d'autres plans et programmes que le SCoT n'intégrait pas.

Au stade du PADD, il a été vérifié que les orientations générales du projet politique étaient cohérentes avec celles des plans et programmes pris en compte pour l'analyse de l'articulation.

Ces dernières ont également guidé une partie des choix en matière de traduction réglementaire. Une fois le projet abouti, une dernière analyse a été faite afin d'appréhender l'intégration de tout ou partie des objectifs définis par ces documents.

❖ État initial de l'environnement

L'état initial de l'environnement concerne l'ensemble des thèmes relatifs à l'environnement sur le territoire. L'effort de description a toutefois été adapté à l'importance de la thématique pour le territoire et adapté au PLUi et à ses leviers d'actions.

L'état initial de l'environnement a porté sur les points suivants :

- la biodiversité et les trames vertes et bleues : les bases de données publiques ont alimenté en grande partie le diagnostic, notamment les connaissances du PNR. La trame verte et bleue et sa déclinaison sous forme de cartographie des continuités écologiques s'est appuyée sur une déclinaison précise des continuités du SRADDET, du PNR et du SCoT à l'échelle parcellaire en vue de leur prise en compte dans le volet réglementaire du PLUi. Un atelier a été réalisé en novembre 2024 avec les experts naturalistes lcaux afin de leur favire valider / compléter / corriger les travaux de déclinaison réalisés par Mosaïque Environnement. En complément, un diagnostic fin des enjeux écologiques a été réalisé sur certaines parcelles ciblées pour le développement (cf. évaluation des OAP). Ce travail a permis une prise en compte optimale de ces questions dans le PLUi-M.

- le cycle de l'eau : identification des ressources et milieux aquatiques, analyse des enjeux et sensibilités liées aux eaux souterraines et superficielles, diagnostic des capacités de l'AEP et des équipements d'assainissement sur la base des données bibliographiques et données fournies par les collectivités ;

- les risques majeurs, naturels et technologiques : le diagnostic a consisté à dresser un état des lieux de la connaissance existante sur les risques. Dans cette perspective, les données publiques disponibles ont été exploitées et notamment celles issues des documents réglementaires ou /et d'information sur les risques (plans de prévention des risques naturels ou technologiques, atlas des zones inondables, cartographie des risques de mouvement de terrain etc.).

- nuisances, la santé en lien avec l'environnement : ce volet a porté sur l'analyse des facteurs environnementaux positifs ou négatifs contribuant à la qualité ou au contraire la dégradation du cadre de vie des habitants et leur santé (pollution des sols, déchets, pollution de l'air, nuisances sonores) ;

- l'énergie et le changement climatique : l'analyse du contexte climatique et énergétique, des potentialités pour le développement des EnR, de vulnérabilité au changement climatique s'est appuyée sur les données existantes principalement. Une approche prospective a permis d'évaluer les risques et point de fragilité du territoire vis-à-vis du changement climatique ;

- le paysage : l'analyse du paysage a porté sur l'identification des composantes du paysage et des caractéristiques propres à chaque unité paysagère. Cette analyse a été réalisée par un autre prestataire : Isabelle Claus.

Les moyens mobilisés pour l'état initial de l'environnement ont été les suivants :

- Analyse de la documentation existante fournie par le Maître d'Ouvrage et disponibles sur les bases de données publiques ;

- Recueil d'informations complémentaires auprès des acteurs locaux ;

- Exploitation des bases de données cartographiques existantes ;

- Visites de terrain avec attention particulière dans les secteurs à enjeux et les secteurs de continuités écologiques à vérifier (juillet 2025) suite à l'atelier avec les experts locaux ;

- Intégration des travaux des groupes de travail thématiques et des données issues des temps de concertation : le diagnostic a été partagé avec les élus et partenaires associés, ce qui a permis de l'enrichir des différentes connaissances et regards portés par ces derniers ;

- Analyse croisée avec les tendances évolutives du contexte urbain et socio-économique.

Ces éléments ont permis de synthétiser les principales forces et faiblesses de chacune des thématiques environnementales, et de mettre en évidence les enjeux. Ces derniers ont ensuite été hiérarchisés afin de répondre au principe de proportionnalité de l'évaluation environnementale.

L'état initial de l'environnement a permis de nourrir le projet, de constituer le référentiel pour l'évaluation, et de fournir des supports de réflexion aux élus et partenaires associés.

❖ Focus sur la méthode de déclinaison de la trame verte et bleue

La déclinaison de la trame verte et bleue locale consiste à traduire, à l'échelle du PLUi, les éléments supra-territoriaux (SRADDET, SCOT) en valorisant les éléments de connaissance spécifiques au territoire (études, sources de données, etc.). Elle a été basée sur une analyse cartographique visuelle de ces éléments, sur un travail en atelier et sur des vérifications de terrain.

Les réservoirs de biodiversité majeurs

La déclinaison des réservoirs de biodiversité majeurs à l'échelle du territoire a consisté en :

- la prise en compte du contexte supra-communal notamment le SRADDET ainsi que les inventaires, protections qui doivent ou peuvent intégrer les réservoirs de biodiversité (Arrêtés Préfectoraux de Protection de Biotope, ZNIEFF de type I, Espaces Naturels Sensibles, Sites du Conservatoire d'Espaces Naturels, sites classés et inscrits à caractère naturel). Ils intègrent des secteurs complémentaires pour correspondre aux cœurs de biodiversité prioritaires du SCOT dans les zones d'enjeux Grand Tétras. Pour des raisons de simplicité, les zonages sont intégrés aux réservoirs sans faire l'objet d'un découpage par sous-trames et sont en sur-trames « réservoirs de biodiversité majeurs » ;

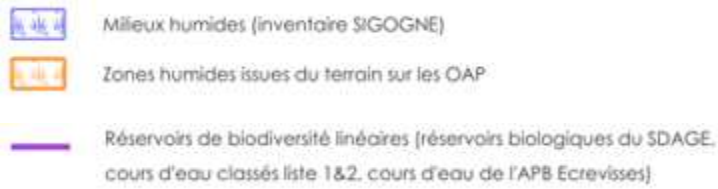


- pour la trame bleue, l'intégration des différents inventaires des milieux humides disponibles au moment de l'analyse :

  * les milieux humides identifiés sur la plateforme SIGOGNE de l'Agence Régionale de la Biodiversité Bourgogne-Franche-Comté,

  * les zones humides inventoriées lors de la réalisation des prospections de terrain dans le cadre des OAP sectorielles),

  * pour les milieux aquatiques, les réservoirs biologiques du SDAGE 2022-2027, les cours d'eau liste 1 et 2 et les cours d'eau de l'APB Ecrevisses.



La déclinaison des réservoirs de biodiversité complémentaires



L'identification des réservoirs de biodiversité complémentaires a été réalisée en analysant les éléments du SRADDET , en s'appuyant prioritairement sur l'analyse de la TVB du PNR du Haut-Jura réalisée par modélisation . En effet, le SRADDET identifie, en cumulant les différentes sous-trames, l'ensemble du territoire comme réservoirs de biodiversité. Si cela est pertinent à l'échelle du territoire national et de la région, il est nécessaire d'être plus discriminant à l'échelle locale pour intégrer ces éléments dans un document d'urbanisme.

Après analyse, la proposition de modélisation réalisée dans le cadre de la mise à jour de la TVB du PNR du haut-Jura apportait, pour les réservoirs de biodiversité notamment, cette précision. C'est donc ces enveloppes qui ont été délimitées à l'échelle du PLUi. Néanmoins, la dénomination des sous-trames reste celle listée par le SRADDET Bourgogne-Franche-Comté.

Ainsi, les milieux herbacés et bocagers de l'analyse du PNR ont été intégrés dans la sous-trame des milieux ouverts mosaïque. Par ailleurs, au vu de l'imbrication des sous-trames des milieux ouverts et des milieux secs, et de la forte perméabilité du territoire, ces derniers ont été inclus dans la sous-trame des milieux ouverts mosaïque.



La déclinaison cartographique des réservoirs de biodiversité complémentaires a été analysée en appui avec la cartographie d'occupation du sol du MOS du PNR du Haut-Jura et de la BD ORTHO® de l'IGN de 2023).

Comme pour les réservoirs de biodiversité majeurs, des espaces complémentaires multi-trames sont représentés et sont majoritairement les périmètres des sites Natura 2000 avec quelques secteurs complémentaires. Ils correspondent aux cœurs de biodiversité secondaires du SCOT.

Les réservoirs de biodiversité complémentaires sont complétés par :



-des éléments identifiés par l'Agence Régionale de la Biodiversité Bourgogne-Franche-Comté (mares).

- les réservoirs ponctuels inscrits au SRADDET (réservoirs de biodiversité souterrains).

Ci-après, un tableau de synthèse des choix méthodologiques faits sur la définition des réservoirs de biodiversité, notamment complémentaires, et qui s'appuie sur les différentes sous-trames à partir des éléments de connaissances du SRADDET et de la modélisation réalisée par le PNR.

Tableau n°13. Synthèse des choix méthodologiques pour la définition des réservoirs de biodiversité

Sous-trame	Modélisation du PNR du haut-Jura	Différence avec le SRADDET et choix méthodologique
Milieux boisés	Feuillus, conifères, forêts mixtes, pré-bois, ripisylves et rivulaires de 200 ha minimum	Des espaces boisés retenus plus restreints que la cartographie du SRADDET, il a été fait le choix de garder la discrimination de l'analyse du PNR et d'inclure le reste dans les espaces perméables, supports des corridors. L'analyse visuelle dans le cadre du PLUi a intégré les ripisylves des 3 cours d'eau majeurs du territoire.

Sous-trame	Modélisation du PNR du haut-Jura	Différence avec le SRADDET et choix méthodologique
Milieux ouverts mosaïque	Milieux ouverts herbacés : Vergers, Prairies, Pré-bois, Pelouses et pâturages de montagne, Roches nues, prairies humides de plus de 10 ha selon une qualification (note finale de divers critères) Milieux des bocages et bosquets : vergers, bosquets et haies de plus de 0,1 ha	Des espaces ouverts retenus plus restreints que la cartographie du SRADDET, il a été fait le choix de garder la discrimination de l'analyse du PNR et d'inclure le reste dans les espaces perméables, supports des corridors.
Milieux ouverts secs	Inclus dans milieux ouverts herbacés	Intégrés aux ouverts mosaïque
Milieux humides	Pelouses et pâturages de montagne, Plans d'eau, ZH inventaire BFC, IZH Ain qui inclut des rivières sans discrimination de plus de 10 ha selon une qualification (note finale de divers critères)	Il a été fait le choix d'intégrer l'inventaire régional des milieux humides et des mares dernière version disponible sur la plateforme régionale (SIGOGNE). L'analyse visuelle dans le cadre du PLUi a intégré les ripisylves des 3 cours d'eau majeurs du territoire.
Milieux souterrains	Non traité dans l'analyse du PNR	De nombreux points qui correspondent aux grottes et cavités dont les enjeux d'abriter des espèces cavernicoles sont potentiels. Ils sont intégrés tel quel.
Cours d'eau	BD TOPO selon une qualification (note finale de divers critères)	Les cours d'eau de la cartographie du SRADDET sont plus nombreux : il a été fait le choix de conserver la distinction en réservoirs majeurs des cours d'eau réservoirs biologiques du SDAGE 2022-2027, des cours d'eau liste 1 et 2 auxquels ont été ajoutés les cours d'eau de l'APB écrevisses et le reste des cours du SRADDET comme corridors linéaires aquatiques.

Les corridors écologiques

Leur définition à l'échelle du PLUi est issue d'un travail de déclinaison de la trame verte et bleue supra-territoriale (issue du SRADDET), de la modélisation du PNR du Haut-Jura) et d'un complément d'analyse.

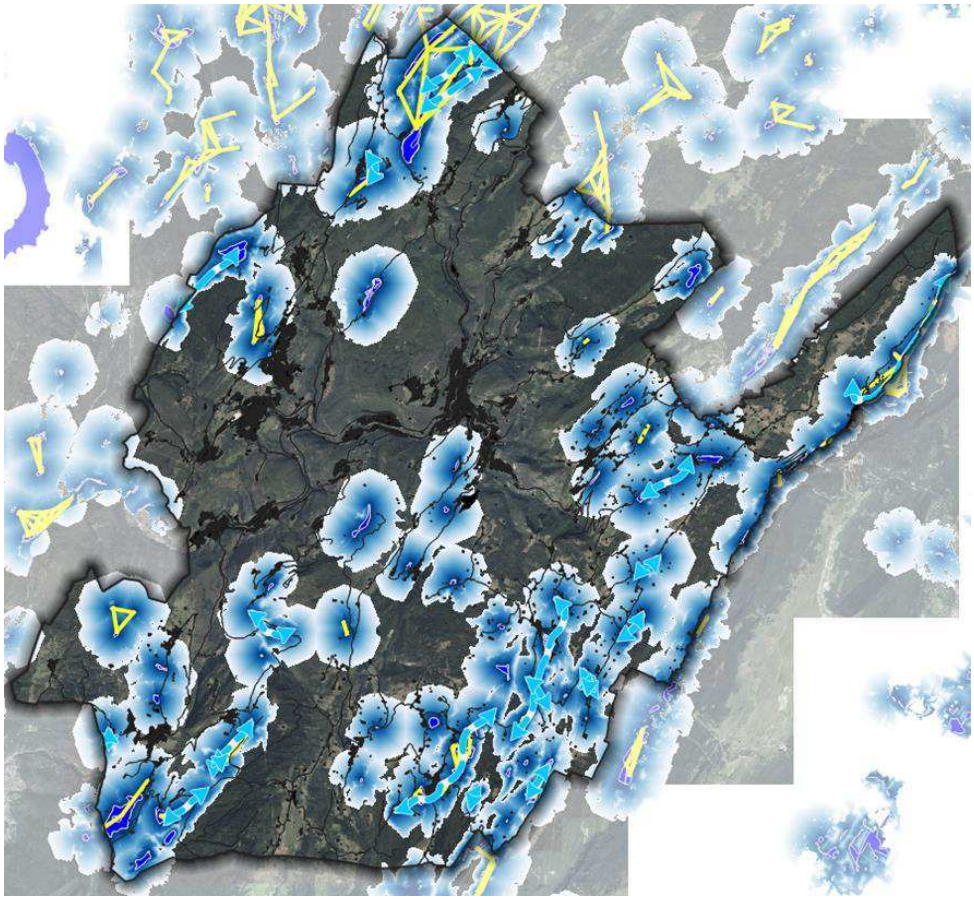
Comme indiqué précédemment, le SRADDET identifie l'ensemble du territoire comme un vaste réservoir de biodiversité. Il est donc là aussi nécessaire d'être plus discriminant à l'échelle locale pour faire ressortir les zones de connexions à préserver dans le PLUi.

Après analyse, la proposition de modélisation réalisée dans le cadre de la mise à jour de la TVB du PNR du Haut-Jura apportait des éléments d'informations (notamment des étapes intermédiaires de la modélisation) qui ont été utilisé en appui de l'analyse visuelle.

Elle a permis, sur la base de la BD ORTHO® de l'IGN de 2023, de faire ressortir les secteurs *a priori* les plus favorables à la circulation des espèces. Les corridors écologiques, qui sont des connexions fonctionnelles entre deux ou plusieurs réservoirs de biodiversité, ont été déterminés selon le principe du cheminement le plus « court » en empruntant les milieux les plus « favorables » et d'un repérage des secteurs les plus contraints par rapport à l'urbanisation et à son développement notamment le long des voies, et ce, par sous-trames.

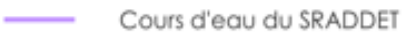


Exemple d'analyse réalisée sur la sous-trame des milieux humides en croisant les données de milieux humides et la modélisation réalisée pour définir les corridors pas-japonais des milieux humides :



La modélisation permet de cartographier une continuité de milieux favorables aux espèces de la sous-trame des milieux humides (dégradé de bleu) et de tracer des corridors potentiels entre les patchs. Une vérification visuelle à partir de la BD ORTHO, qui peut être complétée par l'avis des experts en atelier et le terrain permet de maintenir ou non les tracés (flèche turquoise).

Les éléments de continuités aquatiques du SRADDET ont intégralement été repris comme corridors linéaires aquatiques.



Les autres éléments de connaissances valorisés

Pour compléter l'information des milieux naturels les plus sensibles sur un territoire majoritairement très perméables et qui représentent un vaste réservoir de biodiversité à l'échelle nationale et régionale, une analyse des données des cartographies d'habitats des Document d'Objectifs des sites Natura 2000 disponibles sur la plateforme SIGOGNE de l'Agence Régionale de la Biodiversité Bourgogne-Franche-Comté a été réalisé pour sélectionner les milieux humides et les milieux secs. Ils permettent d'alerter des potentiels enjeux dans les secteurs proche des zones urbaines.



Le reste des espaces, identifiés comme réservoirs de biodiversité dans le SRADDET, constituent les espaces perméables, support de corridors.

Le travail en atelier

Un atelier de travail a été réalisé pour confronter l'analyse cartographique aux experts de terrain des divers organismes, le 25 novembre 2024. Cet atelier a permis d'échanger sur les cartographies à une échelle fine après une présentation de la méthode, compléter la liste des données intéressantes à analyser et préparer la phase de terrain.

Le travail de terrain

Plusieurs sessions de terrain (entre juinnet et octobre 2025) ont été réalisées afin de préciser l'analyse cartographique menée au préalable, vérifier sur le terrain la réalité d'une sélection de réservoirs ou de corridors identifiés, vérifier l'occupation du sol, décrire les sous-trames du territoire.

Les échanges avec les élus

Dans le cadre de la définition du zonage, les communes ont par ailleurs reçu les cartes avant la phase d'arrêt et ont pu faire des remarques, compléments et corrections.

La modélisation de la TVB du PNR Haut-Jura

Dans le cadre de la révision de la Charte du Parc (2026-2041), le PNR du Haut-Jura a souhaité redéfinir la Trame Verte et Bleue sur l'ensemble de son territoire permettant également à ce travail d'alimenter la révision du SCoT (en cours de révision) et notamment cibler des zones préférentielles de renaturation.

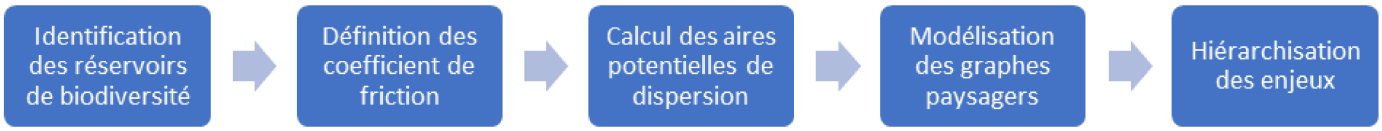
A noter que le PNR du Haut-Jura a lancé, fin 2025, une étude de déclinaison de la Trame Verte et Bleue du Parc naturel régional du Haut-Jura à l'échelle des EPCI dans les documents d'urbanisme à partir du travail de définition de la TVB présenté synthétiquement ci-après et que les résultats de cette étude ne sont donc pas connus au moment de l'élaboration du PLUi de Haut-Jura Saint-Claude.

Ce travail de définition se base sur une modélisation de 6 sous-trames :

- Milieux forestiers
- Milieux ouverts herbacés regroupant les pâturages, les prairies et les alpages
- Milieux bocagers
- Zones humides
- Milieux aquatiques regroupant les cours d'eau et les plans d'eau.

Méthode synthétique du PNR du Haut-Jura

La cartographie permet de faire ressortir l'importance des corridors dans leur contribution à la sous-trame et les ruptures de continuités (absence de corridors qui permettent de connecter différents réservoirs). Néanmoins, le résultat cartographique, s'il permet de décliner à l'échelle du PLUI les réservoirs de biodiversité, et plus « brut » pour la définition des corridors qui correspondent aux liens les plus importants de la modélisation et qui restent très théoriques à l'échelle locale.



L'analyse du PNR intègre également la pollution lumineuse publique de début et milieu de nuit comme donnée d'entrée dans une seconde modélisation et permet d'obtenir une deuxième cartographie par sous-trames intégrant la fragmentation liée à celle-ci. Dans le cadre de notre analyse, les éléments dégradés par la pollution lumineuse (notamment pour la définition des limites des réservoirs de biodiversité) n'ont pas été intégrés, en considérant que la pollution lumineuse publique est réversible et donc un espace peut devenir à nouveau plus favorable s'il y a une volonté politique.

❖ Évaluation environnementale du PLUi

Grille d'évaluation

L'évaluation des effets du PLUi sur l'environnement résulte du croisement des orientations du PADD et de leur transcription réglementaire dans le règlement écrit et graphique avec les enjeux environnementaux suivant le principe du questionnement évaluatif.

7 questions évaluatives ont été retenues à partir des enjeux issus de l'état initial de l'environnement, des objectifs de la délibération de prescription, et de l'article L.101-2 du code de l'urbanisme qui définit des objectifs environnementaux pour les documents d'urbanisme.

Évaluation du PADD

Le travail d'écriture du PADD a été réalisé conjointement avec la CC HJSC et l'équipe d'Espace Ville en charge de la rédaction du document d'urbanisme, afin de pouvoir optimiser la prise en compte des enjeux d'environnement dans ce document. Ce travail était destiné à pointer les éventuels manques et confortements à apporter.

L'analyse a été menée selon deux approches complémentaires :

- Une vérification de la prise en compte des enjeux environnementaux issus de l'état initial de l'environnement, avec proposition, en tant que de besoin, de confortements du projet ;

- Une analyse des incidences des orientations générales sur les enjeux environnementaux, mettant en exergue les points de vigilance à anticiper dans la traduction réglementaire.

Les résultats de cette première évaluation ont été valorisés dans le cadre de l'écriture du PADD.

Evaluation du volet réglementaire : l'application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser (ERC)

La séquence ERC définit les principes prioritaires d'évitement puis de réduction des incidences. Pour ce faire, différentes étapes ont été engagées successivement :

- Prise en compte des enjeux environnementaux dans le PADD

- Mobilisation des données de l'état initial de l'environnement pour la définition du zonage

- Première analyse des potentiels fonciers pour le développement en vue d'éliminer les parcelles présentant des enjeux environnementaux trop forts

- Visites de terrain sur les secteurs pressentis pour les OAP : zones humides, enjeux cycle de l'eau/pluvial, autres enjeux environnementaux en juin, juillet et octobre 2025

- Contribution aux OAP sectorielles et rédaction de l'OAP thématique 'continuités écologiques »

- Analyse de l'ensemble des pièces du règlement écrit : zonage, règlement littéral, emplacements réservés

- Proposition de traduction réglementaire ou d'outils à mobiliser.

- Analyse des incidences résiduelles et propositions de mesures

a. Évaluation environnementale des potentiels fonciers

Les potentiels fonciers de plus de 2 500 m^2 ont, dans un premier temps, fait l'objet d'une analyse sur la base des données cartographiques, bibliographiques, photo-interprétation. Chaque secteur a été évalué sur la base d'une grille des critères et de notations permettant d'objectiver l'analyse :

1 : Zones sans enjeu rédhibitoire a priori (hors analyse terrain, notamment ZH) avec une occupation des sols simple et/ou en comblement de dents creuses

2 : Zones avec des enjeux forts (biodiversité, risques, nuisances) à prendre en compte dans l'aménagement (hors analyse terrain, notamment zones h umides) : A REDUIRE + mesures d'intégration

3 : Zones avec des enjeux très forts à rédhibitoires *a priori* (biodiversité, risques hors analyse terrain, notamment zones humides, milieux naturels et/ou agricoles potentiellement favorables à une forte biodiversité, secteur de préservation de la perméabilité écologique, localisation des secteurs relativement déconnectée des bourgs, grande surface de consommation d'ENAF) : A EVITER

Les parcelles qui présentaient soit un cumul d'enjeux soit un enjeu rédhibitoire pour l'aménagement ont été mises en exergue : l'objectif était de guider les élus dans leur choix des zones de développement à supprimer.

b. Évaluation des OAP sectorielles

Chaque OAP retenue a ensuite refait l'objet d'une évaluation environnementale sur la base de l'ensemble des données disponibles et de photo-interprétation. Cette démarche a permis d'identifier, pour chacune d'elle, les enjeux et risques les plus importants et les mesures à mettre en œuvre.

Ces éléments ont été directement intégrés dans la partie graphique ou/et littéral de l'OAP afin de favoriser la bonne prise en compte de ces éléments par les futurs aménageurs. Les mesures d'évitement et de réduction ont été recherchées pour chaque secteur. Nous avons par ailleurs rédigé l'OAP thématique 'continuités écologiques ».

c. Évaluation finale de l'ensemble des pièces

Parallèlement, le projet de zonage a fait l'objet de plusieurs évaluations, en particulier à l'aide de l'outil SIG afin de croiser les différentes données cartographiques relatives aux sensibilités environnementales du territoire, avec le projet de zonage du PLUi. Nous avons été fortement impliqués dans la définition des zones A, N et des prescriptions graphiques.

In fine le projet de PLUi en date du mois de février 2026 a fait l'objet d'une évaluation en vue de constituer le présent dossier. Les règlements écrit et graphique, ainsi que les OAP, ont été passés au filtre des 7 questions évaluatives afin de mettre en évidence les effets prévisionnels du PLUi sur chaque composante environnementale. Des préconisations ont été formulées pour améliorer le projet.

Des focus ont été réalisés sur des secteurs d'enjeux pour affiner l'analyse.

❖ Méthodes spécifiques aux visites de terrain et diagnostic des zones humides

L'arrêté du 24 juin 2008 précise les critères de définition et de délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 : JO, 9 juill. (modifié par Arr. 1er oct. 2009 et de la Circulaire DGFAR/SDER – DE/SDMAGE 2008 n° 16/DE, 25 juin 2008 relative à la délimitation des zones humides en application des articles L. 214-7-1 et R. 211-108 du code de l'environnement : BO min. écologie n° 2008/15, 15 août). Une zone humide règlementaire est définie par la présence d'une végétation hygrophile ou d'un sol hydromorphe (ces deux éléments étant définis par ce même arrêté).

Le Conseil d'État a, dans une décision en date du 22 février 2017, précisé que les critères législatifs d'identification d'une zone humide, lorsque de la végétation y existe, sont cumulatifs et non alternatifs en se basant sur l'interprétation de l'article L. 211-1 du code de l'environnement (CE, 22 février 2017, n° 386325).

La loi n° 2019-773 du 24 juillet 2019 portant création de l'Office français de la biodiversité modifie l'article L.211-1 du code de l'environnement. Suite à cette modification, les zones humides sont de nouveau définies par le caractère alternatif des critères de sols et de végétation.

La définition des « zones humides » est décrite au sein de l'article 23 de la loi du 24 juillet 2019 : « On entend par zone humide les terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre de façon permanente ou temporaire, ou dont la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année »

Illustration n°1. Matrice décisionnelle pour la délimitation des zones humides au sens de la réglementation

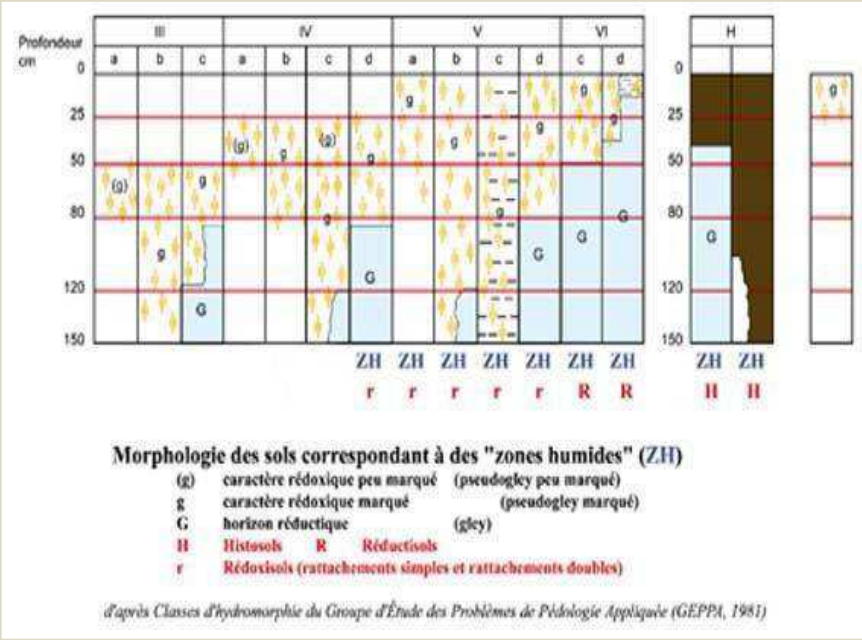
		Habitat humide au sens de la réglementation (H)	**Habitat pro parte* (P)**
Critère pédologique	Sol caractéristique d'une zone humide au sens de la Réglementation	Zone humide	Zone humide
	Sol non caractéristique d'une zone humide au sens de la Réglementation	Zone humide	Zone non humide

***Pro parte** = végétation (ou habitat naturel) pouvant être caractéristique de zones humides au sens de la réglementation ou non suivant l'abondance de la flore hygrophile et la validation du critère pédologique.

Critère pédologique

La méthodologie d'étude des sols a consisté en la réalisation de sondages pédologiques (à la tarière à bras) jusqu'à 1,2 m de profondeur lorsque cela était possible et de sondages complémentaires de vérification pouvant être de profondeur inférieure. L'objectif est de vérifier la présence ou l'absence de traits d'hydromorphie indiquant un horizon rédoxique entre 0 et 50 cm de profondeur, et la présence ou l'absence d'un horizon réductique entre 80 et 120 cm de profondeur, afin de rattacher le sondage à une des classes du tableau GEPPA présenté ci-après :

D'après le tableau, un sol qui présente des traces d'hydromorphie (traces rédoxiques) qui débutent à 0 cm mais qui n'atteignent pas 50 cm en profondeur (traces s'arrêtant avant) n'est pas considéré comme un sol caractéristique de zone humide. Ainsi, pouvoir atteindre 50 cm est donc un prérequis nécessaire à la présence d'un sol caractéristique de zone humide au sens de la réglementation.



Classes d'hydromorphie du GEPPA identifiant les types de profils caractéristiques de zones humides (ZH) au sens de la réglementation en vigueur

Critère végétation

Pour déterminer si une zone est humide sur le critère de la végétation, une cartographie des habitats peut être réalisée au niveau le plus fin possible pour distinguer les habitats humides (H) des habitats dits « proparte » (p), à partir de la classification phytosociologique des habitats selon la nomenclature du « Prodrome des végétations de France » ou la classification Corine biotope suivant le type d'habitats rencontrés. Des relevés floristiques par placette peuvent également être réalisés selon le protocole détaillé dans l'arrêté du 24 juin 2008. La cartographie des habitats et les relevés floristiques doivent être réalisés à une période où les espèces sont à un stade de développement permettant leur détermination. La période incluant la floraison des principales espèces est également à privilégier.

La liste des habitats caractéristiques de zones humides figure dans la table B de l'annexe 2 de l'arrêté du 24 juin 2008.

Passages de terrain

L'inventaire de terrain a été réalisé du 17/06/2025 au 20/06/2025, du 28/07/2025 au 30/07/2025 puis du 21/10/2025 au 24/10/2025 par 1 naturaliste et 1 chargé d'études en aménagement de Mosaïque Environnement. La visite de terrain a consisté en un repérage de la végétation et la réalisation de sondages pédologiques sauf lorsque la présence de végétation humide était évidente.

Pour délimiter les zones humides, les points pédologiques sont placés en fonction de la topographie de la zone d'étude : une analyse visuelle de la parcelle est faite et les zones homogènes sur le plan topographique et d'occupation des sols repérées. Un sondage pédologique est réalisé pour chacune des zones ainsi délimitée.

Les inventaires pédologiques réalisés permettent d'aboutir à une définition du périmètre des zones humides en adéquation avec le niveau de précision requis au stade de l'élaboration d'un document de planification.

7.3. Difficultés rencontrées

Les principales difficultés rencontrées lors de l'évaluation environnementale ont été les suivantes :

- Un délai très contraint pour rédiger, à partir des pièces quasi définitives, l'évaluation environnementale
- Des difficultés à collecter les données relatives aux ressources en eau

D'autres facteurs ont en revanche été facilitateurs :

- un travail itératif régulier avec la collectivité et les bureaux d'études sur la préparation des pièces réglementaires. Ce travail a permis d'intégrer, chemin faisant, les enjeux environnementaux.
- l'intervention de Solucray qui a permis de mobiliser les parties prenantes, dont la population, de faire remonter leurs attentes et besoins, et d'animer la démarche
- l'intervention des différents services de la CC HJSC qui ont apporté leurs expertises sur différents sujets tels que l'urbanisme, le climat et l'énergie, la biodiversité, la mobilité…

Les échanges ont permis d'enrichir le dossier.

Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Haut Jura Saint-Claude

PLUi

Chapitre VIII. DISPOSITIF DE SUIVI



Article R.151-3 du code de l'urbanisme

Au titre de l'évaluation environnementale, le rapport de présentation :

6° Définit les critères, indicateurs et modalités retenus pour l'analyse des résultats de l'application du plan mentionnée à l'article L. 153-27 et, le cas échéant, pour le bilan de l'application des dispositions relatives à l'habitat prévu à l'article L. 153-29. Ils doivent permettre notamment de suivre les effets du plan sur l'environnement afin d'identifier, le cas échéant, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et envisager, si nécessaire, les mesures appropriées

8.1. La mobilisation de critères et indicateurs

Pour suivre les dynamiques à l'œuvre sur le territoire , ont été définis un ensemble de :

- **critères** pour vérifier si les ambitions du projet produisent les effets attendus sur l'environnement. Ces critères peuvent se traduire par une formulation interrogative, associée à l'orientation à travers des questions évaluatives. Plusieurs critères peuvent être nécessaires pour évaluer les grandes ambitions fixées. Pour rappel, ces grandes ambitions répondent aux principes fondamentaux de l'urbanisme (article L. 101-2) ;

- **indicateurs**, liés à chacun de ces critères, pour mesurer les résultats de l'application du PLUi et pour suivre les dynamiques à l'œuvre sur le territoire (pouvant éclairer sur les résultats de l'application du PLUi). Les indicateurs ont pour mission de renseigner et de caractériser les dynamiques en cours. Ils sont choisis pour être adaptés et mobilisables facilement par rapport aux grands objectifs. Les sources des données permettant de calculer les indicateurs/répondre aux questions évaluatives posées sont citées. Ces indicateurs de suivi seront remplis *a minima* à l'échelle du territoire couvert par le plan : lorsque d'autres échelles sont nécessaires, elles sont spécifiées dans le tableau.

Variable quantitative ou qualitative qui peut être mesurée ou décrite, l'indicateur répond à plusieurs objectifs :

- **mesurer le niveau de la performance environnementale** du PLUi et apprécier les progrès réalisés et ceux qui restent à faire: les effets négatifs ont-ils été atténués grâce à la mise en œuvre de ce plan ? Les effets favorables pressentis sont-ils effectifs ?

- **détecter les défauts, problèmes, irrégularités** afin d'effectuer si nécessaire des ajustements : les mesures permettent-elles d'assurer une atténuation des incidences négatives identifiées ? La mise en œuvre du projet ne produit-elle pas d'autres incidences non envisagées négatives a priori ?

Les indicateurs retenus ont été choisis pour leur pertinence vis-à-vis des effets négatifs prévisibles identifiés lors de l'analyse des incidences du PLUi sur l'environnement. Ont été proposés trois types d'indicateurs :

- des indicateurs **d'état** (qualité de l'environnement du territoire) basés sur des données d'observation, ... ;

- des indicateurs de **pression** (rejets, prélèvements, atteintes physiques) reflétant l'évolution des pressions exercées par les activités humaines sur l'environnement ;

- des indicateurs de **réponse** : ils reflètent la bonne application des mesures proposées et l'évolution de l'environnement sous l'effet de ces dernières.

Tableau n°14. Indicateurs et critères de suivi

Thématique et problématique à suivre		Critère observé	Indicateurs		
			Variables observées et échelle de restitution	Source et périodicité	Type
	Quelle est l'évolution des sites paysagers remarquables ? des points de vues ?	Préservation des valeurs paysagères et des éléments remarquables du PLUi	Niveau d'ouverture des points de vue *Echelle : CC HJSC*	Campagne photographique / commune Tous les 3 ans	**E**
		Qualification de la préservation du patrimoine bâti et touristique ainsi que l'architecture traditionnelle.	Evolution du patrimoine bâti identifié dans le PLUi *Echelle : CC HJSC*	Source : Campagne photographique/ communes Tous les 3 ans	**R**
	Quelle évolution de la sensibilité visuelle dans les aménagements proposés par le PLUi ?	Sensibilité visuelle	Compacité de la forme urbaine : Nb de lgts par hectare par zones du PLUi et au sein des OAP *Echelle : CC HJSC*	Source : Permis accordés Tous les 6 ans	**R**
	Le PLUi contribue-t-il à éviter/réduire la banalisation des paysages urbains	Evolution de la banalisation des paysages urbains	Evolution de la qualité des fronts urbains notamment aux abords des axes de communication et entrées de ville *Echelle : CC HJSC*	Source : analyse photographies aériennes et terrain Tous les 6 ans	**R**
			% de bâti ancien rénové *Echelle :CC HJSC*	Source : Croisement possible des PC/DP sur les logements anciens Tous les 6 ans	**R**
			Nombre d'hectares de friches réhabilités *Echelle : CC HJSC*	Source : CC HJSC Tous les 6 ans	**R**

Thématique et problématique à suivre		Critère observé	Indicateurs		
			Variables observées et échelle de restitution	Source et périodicité	Type
✿	**Est-ce que les composantes de l'armature verte sont préservées ?**	Part des zones naturelles dans le PLUi	Evolution des superficies des espaces identifiés comme réservoirs de biodiversité (A statut/local) *Echelle : CC HJSC*	Données INPN (Inventaire National du Patrimoine Naturel)	**E**
			Part des espaces naturels et semi naturels contribuant à la qualité de la matrice naturelle : prairies, landes milieux humides, forêts mélangées, espaces agricoles en friches *Echelle : CC HJSC*	Référentiel régional d'OCS de la Bourgogne Franche Comté /RGA, données Bourgogne Franche Comté	**E**
			Superficies en zones humides *Echelle : CC HJSC*	Inventaires des zones humides	**E**
			Superficies en pelouses sèches *Echelle : CC HJSC*	Inventaire des pelouses sèches	**E**
	Protège-t-on les corridors et espaces naturels remarquables de l'urbanisation ?	Occupation et artificialisation des sols	Part des différents types d'occupation du sol : espace urbain, activités économiques, infrastructures, espaces agricoles, espaces naturels (%) *Echelle : CC HJSC*	Source : Spot Thema/ observatoire de la consommation d'espace Périodicité : tous les 6 ans	**E**
			Suivi des mesures de surfaces d'occupations des sols et d'imperméabilisation / désimperméabilisation en m^2 *Echelle : CC HJSC*		**P**
			Ressources en matériaux : nombre et superficie des carrières, besoin/ressource (tonnage) *Echelle : CC HJSC*		**P**
		Espaces naturels inventoriés	Surface des réservoirs de biodiversité inventoriés et part qu'ils représentent au sein de l'armature verte (nombre, pourcentage, carte) *Echelle CC HJSC*	Source : Conseil départemental, Région Périodicité : tous les 3 ans	**E**

Thématique et problématique à suivre		Critère observé	Indicateurs		
			Variables observées et échelle de restitution	Source et périodicité	Type
✿	**Quelle est l'évolution de la place du végétal dans les secteurs urbains ?**	Evolution de la superficie des surfaces végétalisées dans les secteurs urbains	Taux d'emprise végétale dans le territoire urbain (%) *Echelle : Saint-Claude et bourgs-centres*	Source : photo-interprétation/ sites internets dédiés Périodicité : tous les 6 ans	**R**
💧	**La ressource en eau permet-elle de répondre aux besoins futurs ?**	Etat quantitatif de la ressource	Suivi de piézomètres Selon la géologie, présence d'aquifères (nombre, volume, m^3) *Echelle : CC HJSC*	Source : Agence de l'Eau, Ades Périodicité : annuelle	**E**
		Empreinte « eau » du territoire	Volumes d'eau prélevés annuellement par usage (agriculture, industrie, alimentation en eau potable) et par ressource, par rapport à la ressource disponible *Echelle : CC HJSC*	Source : redevances (Agence de l'eau) Périodicité : annuelle	**P**
		Fréquence, durée et ampleur des pénuries d'eau	Nombre de jours par niveau de restriction (vigilance, alerte, alerte renforcée, crise *Echelle : CC HJSC*	Source : arrêtés de restriction (Medde, Propluvia) Périodicité : annuelle	**P**
	Quelles sont les mesures mises en œuvre pour économiser la ressource ?	Performance des réseaux de distribution d'eau potable	Nombre de communes dont le rendement du réseau eau potable a atteint le seuil réglementaire / nombre total de communes (%) Nombre de km de réseaux, état des réseaux *Echelle : CC HJSC*	Source : gestionnaires Périodicité : tous les 3 ans	**R**

Thématique et problématique à suivre		Critère observé	Indicateurs		
			Variables observées et échelle de restitution	Source et périodicité	Type
💧	**La qualité des ressources en eau répond-elle aux exigences sanitaires ?**	Qualité des eaux prélevées au niveau des captages	Nombre de captages situés sur le territoire ayant une problématique qualitative (bactériologies et/ou nitrates et / ou pesticides/métallique) *Echelle : CC HJSC*	Source : CC HJSC, Agence de l'eau, ARS Périodicité : tous les 3 ans	**E**
			Nombre de périmètres de captages bénéficiant d'une protection maximale et d'actions pour lutter contre les pollutions *Echelle : CC HJSC*		
	Quelle est la capacité du territoire à traiter de nouveaux flux générés par l'arrivée de population ?	Efficacité des systèmes d'assainissement	Nombre de STEU déclarées non conforme au moins une fois / nombre total de STEU sur le territoire *Echelle : CC HJSC*	Source : CC HJSC Périodicité : tous les 3 ans	**P**
		Capacité résiduelle des STEP	Capacités résiduelles des STEU = ((Capacité nominale - charge maximale Brute de Pollution Organique) / 0,06 EqH (équivalent habitant) *Echelle : CC HJSC*	Source : gestionnaires des ouvrages Périodicité : tous les 3 ans	**P**
	La qualité des eaux superficielles s'améliore-t-elle ?	Evolution de la qualité des eaux superficielles	Analyse de l'évolution de l'état des masses d'eau superficielles *Echelle : CC HJSC*	Source : Syndicats gestionnaires, agence de l'eau Périodicité : tous les 3 ans	**E**
	La gestion des eaux pluviales est-elle planifiée ?	Couverture du territoire par des schémas d'assainissement pluvial approuvés	Nombre de communes couvertes par schémas approuvés / nombre de communes (%) *Echelle : CC HJSC*	Dource : CC HJSC Périodicité : tous les 6 ans	**E**

Thématique et problématique à suivre		Critère observé	Indicateurs		
			Variables observées et échelle de restitution	Source et périodicité	Type
	**L'imperméabilisation des sols est-elle contenue ?**	Taux d'artificialisation du territoire	Evolution de la part des différents types d'occupation du sol (espace urbain, d'activités économiques, infrastructures, espaces agricoles, espaces naturels) en % *Périmètre : CC HSJC*	Source : Observatoire de la consommation d'espace Périodicité : tous les 6 ans	**P**
		Réalisation d'opérations de désimperméabilisation	Evolution des surfaces désimperméabilisées/renaturées (hectares) *Echelle : SCoT*	Source : communes Périodicité : annuelle	**R**
	Quelle est l'évolution de la place du végétal dans les secteurs urbains ?	Evolution de la superficie des surfaces végétalisées dans les secteurs urbains	Taux d'emprise végétale dans le territoire urbain (%) *Périmètre : CC HSJC*	Source : photo-interprétation/ sites internets dédiés Périodicité : tous les 6 ans	**E**
	**Le PLUi participe-t-il efficacement à la réduction de la consommation d'espaces et du mitage ?**	Surfaces consommées	Consommation annuelle des ENAF jusqu'à 2037 et 2047 *Périmètre : CC HSJC*	Observatoire de l'artificialisation / permis de construire Périodicité : tous les 6 ans	**P**
			La consommation annuelle d'espace NAF par habitant accueilli *Périmètre : CC HSJC*		**P**
			Part du renouvellement urbain dans la production de logements (selon l'armature) *Périmètre : CC HSJC*	Sitadel/Données instructeurs ADS Périodicité : tous les 6 ans	**P**
			Evolution du taux de vacance des logements sur le territoire *Périmètre : CC HSJC*	INSEE/ étude dédiée Périodicité : tous les 6 ans	

Thématique et problématique à suivre		Critère observé	Indicateurs		
			Variables observées et échelle de restitution	Source et périodicité	Type
	Comment sont mis en œuvre les principes d'encadrement des conditions d'urbanisation des zones exposées à un risque naturel ou technologique ?	Prise en compte des risques dans des Plans de Préventions des Risques	Part du territoire soumise à un Plan de prévention du risque inondation (PPRI), un Plan de prévention des risques technologiques (PPRT) ou un risque géologique (surface, carte) *Périmètre : CC HSJC*	Source : cartes d'aléas, PPRI, Servitudes d'utilité publiques Périodicité : tous les 6 ans	**p**
			Risque de sécheresse/canicule : via le suivi de la demande en eau, de la pluviométrie et des températures *Périmètre : CC HSJC*		**P**
			Nombre d'incendie et ha détruits *Périmètre : CC HSJC*	Source : SDIS Périodicité : annuelle	**P**
	Quelle est la vulnérabilité du territoire aux risques ?	Population permanente en zone inondable sur le territoire	Nombre d'habitants exposés en zone inondable (nombre, pourcentage, carte) *Périmètre : CC HSJC*	Source : Pour les données concernant le logement : base de données Majic (Majic+PCI vecteur). Pour les périmètres de risques : cartes d'aléas, PPRI, Servitudes d'utilité publiques Périodicité : tous les 6 ans	**P**

Thématique et problématique à suivre		Critère observé	Indicateurs		
			Variables observées et échelle de restitution	Source et périodicité	Type
	Combien de logements anciens sont réhabilités sur le plan thermique et sous la maîtrise publique ?	Consommation énergétique du territoire liée à l'habitat	Consommation énergétique globale du territoire dont la part résidentielle, transport, tertiaire, industrie, agriculture (nombre ; %) *Périmètre : CC HSJC*	Source : communes Périodicité : annuelle	**R**
	Est-ce que l'on tend vers l'objectif de 30% d'énergies renouvelables dans la consommation globale d'ici 2030 ?	Production d'énergie renouvelable	Production d'énergie renouvelable du territoire et part dans la consommation globale (nombre, %) type (hydro, géothermie, solaire, PV, bois) *Périmètre : CC HSJC*	Source : communes Périodicité : annuelle	**R**
CO₂	**Le projet participe-t-il à la réduction de l'utilisation de la voiture ? Les déplacements par les autres modes augmentent-ils?**	Parts modales dans les déplacements des habitants	Parts de chaque mode dans les déplacements des habitants (pourcentage, carte) *Périmètre : CC HSJC*	Source : enquête ménages déplacements Périodicité : tous les 10 ans	**R**
		Population et emplois desservis par les transports collectifs (route, fer)	Part de la population et des emplois à moins de 500 m des lignes du réseau de TC et à moins de 1 km d'un arrêt de bus ou d'une gare (pourcentage, carte) *Périmètre : CC HSJC*	Source : AOT, gestionnaires de réseaux, Conseil départemental, Région, Insee, Sirene Spot Thema	**R**
		Aménagements cyclables	Nombre espaces de stationnement pour les vélos (nombre, carte) *Périmètre : CC HSJC*	Périodicité : tous les 3 ans	**R**
	Est-ce-que l'objectif de réduction des émissions de GES (-40% en 2030 par rapport à 1990) est tenu ?	Émissions de gaz à effet de serre	Emissions de gaz à effet de serre par secteur d'activités (résidentiel, transport, tertiaire, industrie, agriculture). Nombre, pourcentage *Périmètre : CC HSJC*	Source : PCAET en cours, ORCAE Périodicité : tous les 6 ans	**R**

Plan Local d'Urbanisme intercommunal
Haut Jura Saint-Claude

PLUi

Chapitre IX. ANNEXES



9.1. Croisement des enjeux environnementaux avec le zonage

Tableau n°15. Zonage concernant les principaux secteurs d'enjeux environnementaux

Type de secteur	Zonage	Surface en ha	Surface en en %
Zone de présence 1 du Grand Tétras	A	267,626	A : 13%
	A*be8	0,024	
	A*be9	0,006	
	N	1734,322	N : 87%
	N*be1	0,008	
	N*be2	0,025	
Zone de présence 2 du Grand Tétras	A	53,924	A : 2,3%
	A*be6	0,046	
	N	2308,399	N : 97,7%
Zones humides Ramsar	A	311,061	A : 45%
	N	372,642	N : 54%
	UAh	4,321	U : 1%
Arrêté préfectoral de protection de biotope	A	37,833	A : 4%
	N	931,327	N : 96%
Natura 2000	A	9313,399	A : 26,4%
	A*be2	0,158	
	A*bo1	0,02	
	A*bo2	0,012	
	A*bo3	0,01	
	A*bo4	0,174	
	A*se2	0,008	
	AUB	2,444	
	AUY	1,746	
	N	25924,489	N : 73,4%
	N*sc1	0,004	
	N*se1	0,882	
	Nl	11,653	
	UA	3,046	U : 0,2%
	UAh	22,321	
	UAsc	4,256	
	UB	21,234	
	UC	3,662	
	UE	2,98	
	URsc	0,3	
	UT	4,318	
	UTc	0,804	
	UYa	5,9	
	UYb	7,985	
	UYc	1,78	
	UYd	0,768	
ZNIEFF 1	A	1689,686	A : 30,4%
	A*bo1	0,01	
	A*bo2	0,006	
	A*bo3	0,005	
	A*bo4	0,005	
	2AUB	0,363	
	N	3857,221	N : 69,5%

Type de secteur	Zonage	Surface en ha	Surface en en %
ZNIEFF 1	UA	0,092	U : 0,1%
	UAh	1,393	
	UAsc	0,017	
	UB	1,798	
	UC	0,516	
	UT	0,011	
	UYb	0,548	
	UYc	0,003	
Cœurs de biodiversité	A	11649,139	A : 24,9%
	A*be2	0,158	
	A*be6	0,046	
	A*be8	0,024	
	A*be9	0,006	
	A*bo1	0,03	
	A*bo2	0,018	
	A*bo3	0,015	
	A*bo4	0,179	
	A*se2	0,008	
	N	35028,079	N : 74,9%
	N*be1	0,008	
	N*be2	0,025	
	N*be3	0,181	
	N*sc1	0,004	
	N*se1	0,882	
	Nl	13,044	U : 0,2%
	UA	3,169	
	UAh	23,98	
	UAsc	4,273	
	UB	23,032	
	UC	4,329	
	UE	3,06	
	URsc	0,3	
	UT	4,329	
	UTc	0,804	
	UYa	5,9	
	UYb	8,533	
	UYc	1,783	
	UYd	0,768	

Tableau n°16. Zonage concernant les secteurs à enjeux concernant les ressources en eau

Type de secteur	Zonage	Surface en ha	Surface en en %
Zones de sauvegarde	2AUB	1,309	0,01%
	A	2135,606	19,79%
	A*lav1	0,377	
	A*mo1	0,714	
	A*se1	0,16	
	AUB	7,423	0,07%
	AUY	10,844	
	N	8180,994	75,80%
	N*lav1	1,05	
	N*lav2	1,322	
	N*sc1	0,04	
	N*se1	0,441	
	Nl	10,37	
	UA	81,259	0,75%
	UAh	17,008	
	UAsc	10,892	
	UB	164,661	
	UC	60,86	
	UE	11,641	
	UR	4,038	
	UYa	49,047	
	UYb	33,117	
	UYc	3,781	
	UYd	3,164	
	UYe	2,206	
Périmètres de protection éloigné et rapproché de captages	A	627,026	31,1%
	A*se1	0,16	
	AUB	1,286	0,1%
	AUY	0,558	
	N	1311,141	65,0%
	Nl	2,969	
	UA	23,591	1,2%
	UB	32,992	
	UC	3,509	
	UE	2,541	
	UYb	6,549	
	UYc	3,406	

Tableau n°17. Zonage concernant les secteurs à enjeux liés aux risques naturels

Type de secteur	Zonage	Surface en ha	Surface en en %
Risque de retrait-gonglement moyen	A	6221,126	27,9%
	A*be1	0,081	
	A*be10	0,012	
	A*be11	0,011	
	A*be12	0,047	
	A*be13	0,076	
	A*be2	0,079	
	A*be3	0,317	
	A*be4	0,081	
	A*be5	0,013	
	A*be6	0,046	
	A*be7	0,089	
	A*be9	0,006	
	A*bo4	0,087	
	A*lav1	0,377	
	A*mo1	0,714	
	A*se1	0,16	
	A*se2	0,004	
	2AUB	1,309	0,1%
	AUB	4,543	
	AUY	11,789	
	N	15446,781	69,3%
	N*be1	0,008	
	N*be2	0,025	
	N*lav1	0,71	
	N*se1	0,441	
	Nl	25,203	
	UA	121,468	2,8%
	UAh	39,865	
	UAsc	71,68	
	UB	150,044	
	UC	97,933	
	UE	37,541	
	UR	2,918	
	URsc	8,201	
	UT	3,712	
	UTc	3,653	
	UYa	33,999	
	UYb	35,784	
	UYc	10,674	
	UYd	5,447	
PPRi	A	1,213	4%
	N	21,03	75%
	Nl	0,161	
	UA	0,009	22%* (prescriptions strictes
	UAsc	4,596	
	UB	0,717	
	UC	0,493	
	UE	0,255	
	UTc	0,426	

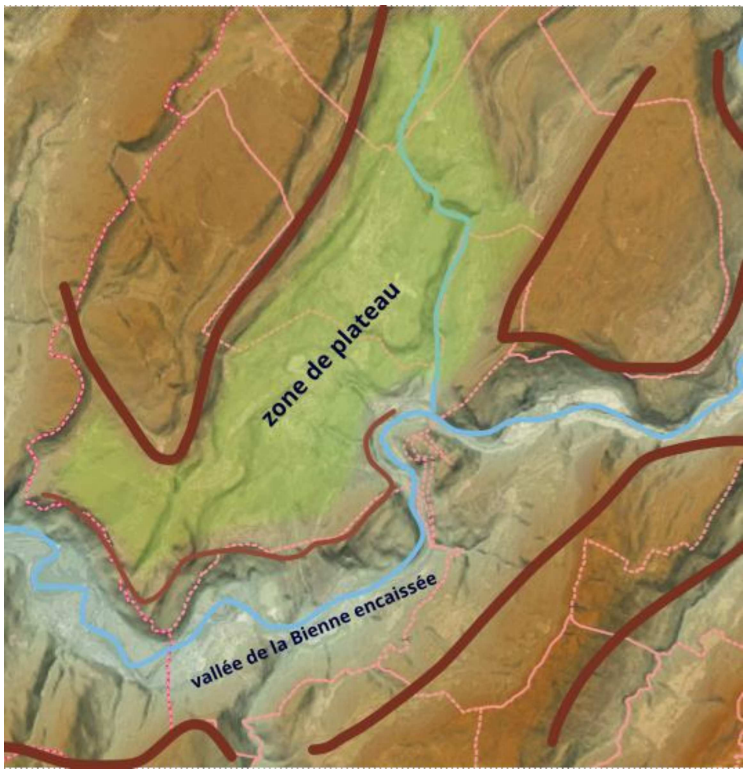
Type de secteur	Zonage	Surface en ha	Surface en en %
PPRi	UYb	0,289	
	UYc	0,37	
	A	67,259	12,5%
	N	462,937	86,21%
	N*lav1	1,05	
	N*lav2	0,017	
	UA	1,275	1,29%
	UB	0,962	
	UC	3,381	
	UE	0,372	
	UR	0,035	
	UYa	0,669	
	UYb	0,114	
	UYc	0,045	
	UYe	0,068	

9.2. Focus sur la friche SMOBY et le projet de renaturation du Bief du Nans

9.2.1. Projet de renaturation du Bief du Nans à Lavans-lès-Saint-Claude

❖ Contexte historique

Le cours d'eau d'origine



La commune de Lavans-lès-Saint-Claude s'étend sur un plateau à structure plissée, formant une succession de monts et de vaux. Le plateau est entaillé au sud par la vallée de la Bienne.

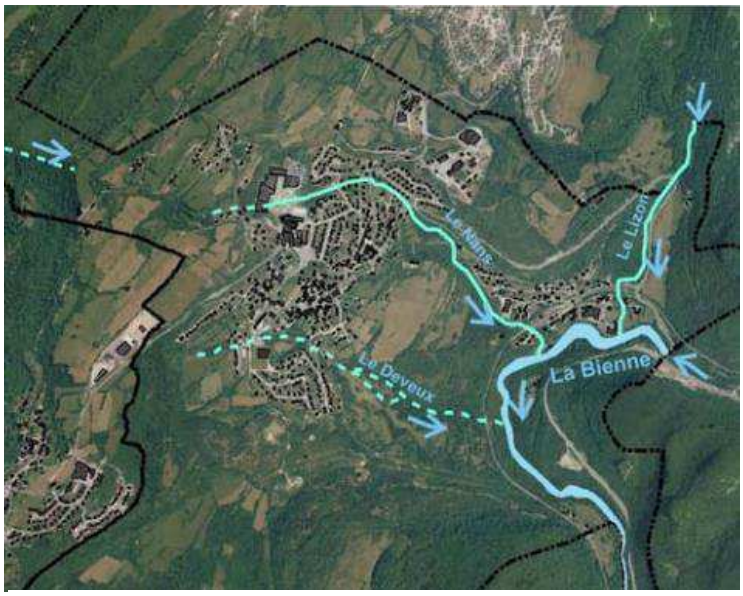
Le relief et le sous-sol de la commune induisent les caractéristiques hydrogéographiques et hydrogéologiques de la commune.

Les cours d'eau superficiels sont peu nombreux :

- le Lizon qui prend sa source sur la commune des Crozets vient se déversé dans la Bienne sur la commune de Lavans-lès-Saint-Claude.

- le ruisseau de Nans (ou Bief de Nanc) au régime permanent depuis la zone industrielle

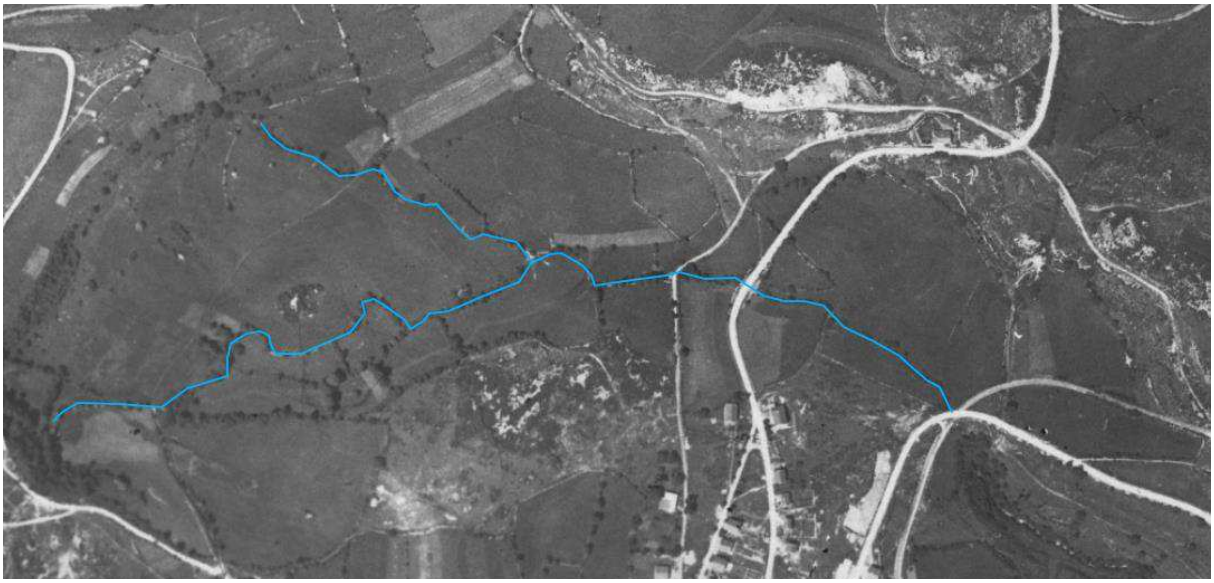
- le Deveux (ou Bief des Tûreys), un ruisseau temporaire alimenté essentiellement en période de fortes pluies ou de fontes des neiges, par des sources temporaires et par des rejets d'eaux pluviales.



Extrait de l'Etat initial de l'environnement - PLU de Lavans

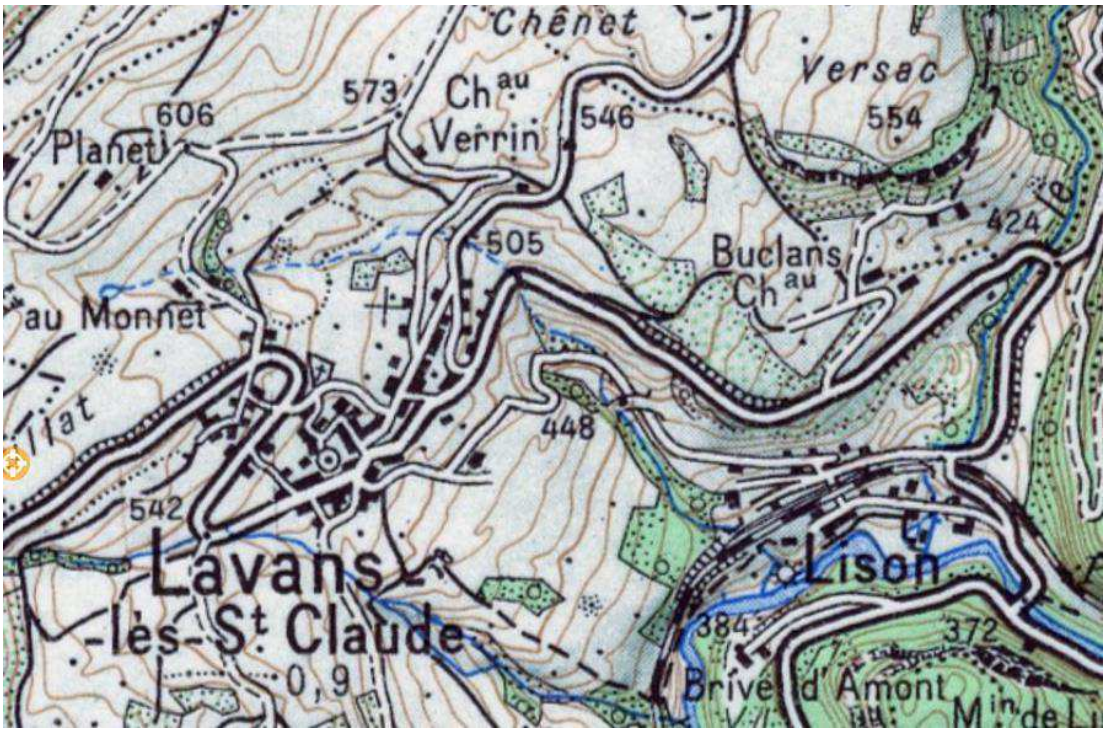
Le ruisseau du Nans se jette dans la Bienne au hameau du Lizon. Ce cours d'eau est alimenté par les sources présente sur le nord du plateau.Historiquement il sillonait au dessus du bourg de Lavans comme l'illustre la photographie ic dessous.

Le bief du Nans illustré sur une photographie aérienne du 30 juin 1930



remonterletemps.ign.fr

Le bief du Nans illustré sur la cartographie de 1950



Extrait SCAN 25 1950 IGNF

Tracé historique du cours d'eau sur une photographie aérienne actuelle (2023)





« SMOBY », une industrie emblématique du Haut-Jura

L'entreprise SMOBY est fondée en 1924 à Lavans-lès-Saint-Claude. D'abord créée par Paul Moquin, ouvrier-pipier spécialisé dans la production de pipes en bois et divers objets de tournerie (yoyos, toupies, quilles). Il est rejoint par son beau-frère, Jean Breuil, en 1930, cofondant « Moquin-Breuil ».

« Après la Seconde Guerre mondiale, l'entreprise se consacre à la production d'articles ménagers en matière plastique. L'entreprise Moquin et Breuil devient l'une des premières sociétés françaises à acquérir une presse à injecter.[1] » Voix du Jura

En 1956, une nouvelle usine est construite à son emplacement actuel. Au fil du temps l'entreprise s'équipe en nouvelles technologies et développe de nouveaux produits. C'est à la fin des années 60 que l'entreprise s'oriente vers la production de jouet en plastique en créant une nouvelle gamme de jouets appelé « Mob' ».

En 1978, l'entreprise change son nom en « Smoby ». L'entreprise devient le premier fabricant de jouets français dans le début des années 90. Encouragé par une ère prospère, la société fait de nombreuses acquisitions au début des année 2000 comme Majorette et Solido en juin 2003.

Après une période faste, l'entreprise est placée en redressement judiciaire par le tribunal de commerce de Lons-le-Saunier en octobre 2007.

« En 2008, Le GROUPE SIMBA DICKIE reçoit du Tribunal de Commerce du Jura l'adjudication pour la reprise des parts de l'ancienne société Smoby SA. La nouvelle société Smoby Toys SAS est fondée. Le siège social demeure en France. » smoby.com

L'entreprise est redevenue leader dans la fabrication de « *jouets d'extérieur, de jouets d'imitation, de jouets premier âge et d'articles roulants.* »



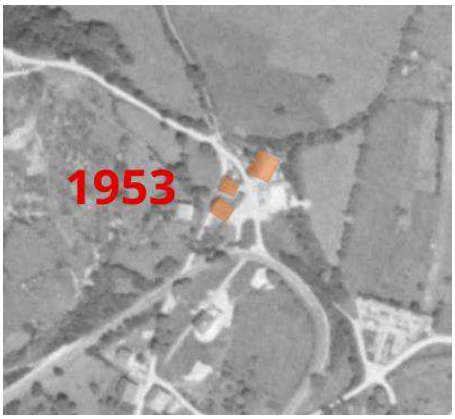
12 mai 2024. Le siège et magasin d'usine Smoby à Lavans-lès-Saint-Claude dans le département du Jura. - PHILIPPE TRIAS / MAXPPP / RADIOFRANCE

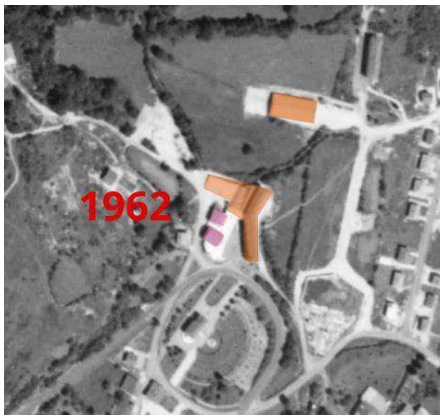
Elle compte plusieurs sites de production, de stockage et de logistique de le Jura : à Lavans-lès-Saint-Claude où demeure le siège social sur le site historique, à Moirans-en-Montagne, plateforme logistique et une usine de montage et assemblage et à Arinthod où se concentre la production des jouets).

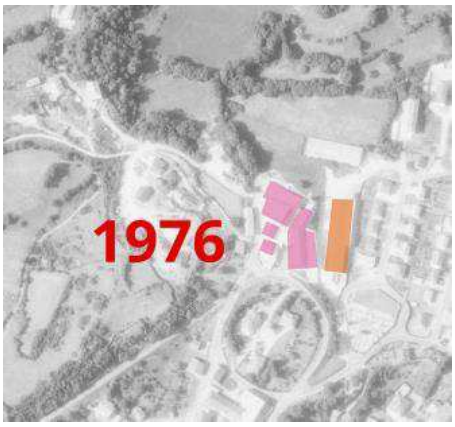
[1] Smoby a 100 ans. Connaissez-vous l'histoire du fabricant de jouets jurassien ? Voix du Jura

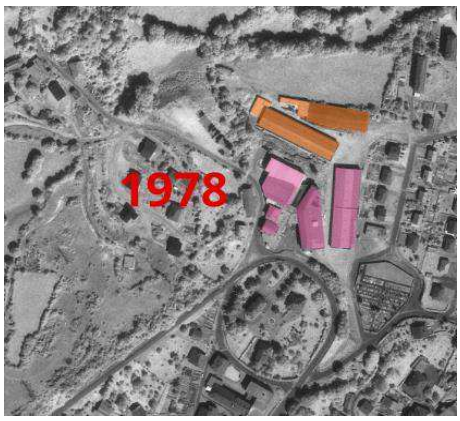
❖ **Le développement de l'entreprise en dépit du cours d'eau**

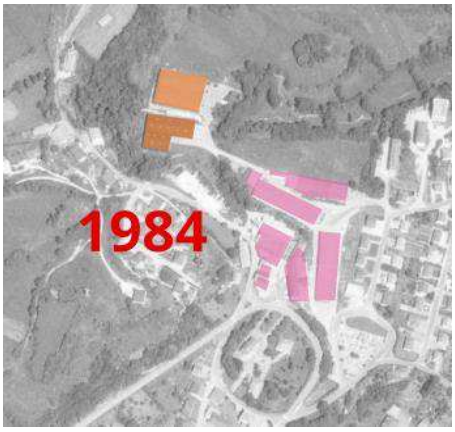
Evolution du site Smoby à Lavans-lès-Saint-Claude au fil du temps depuis la création d'une nouvelle usine en 1956.

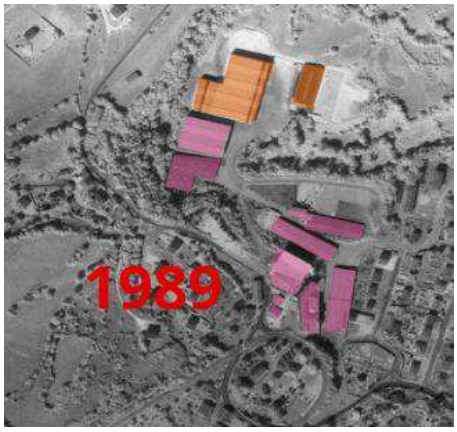


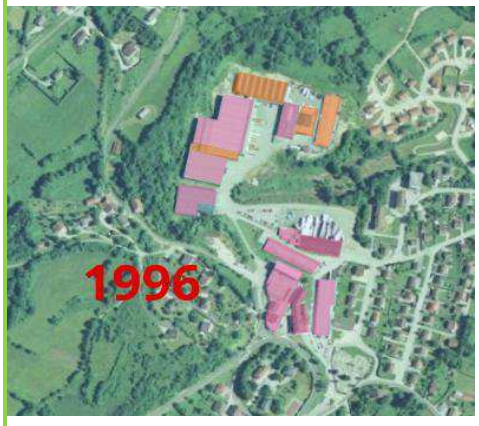














L'entreprise s'est installée au quartier « Bourg Dessus ».

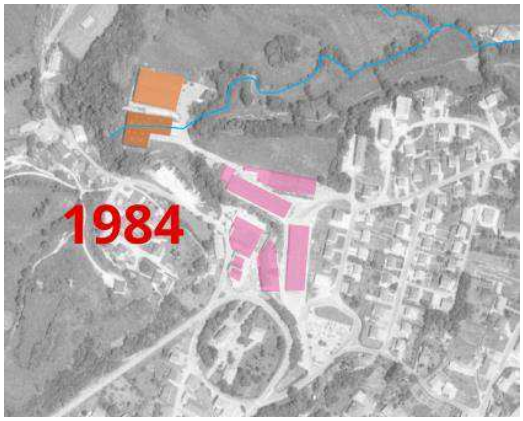
Jusqu'au début des années 80, les bâtiments se sont implantés dans ce secteur.

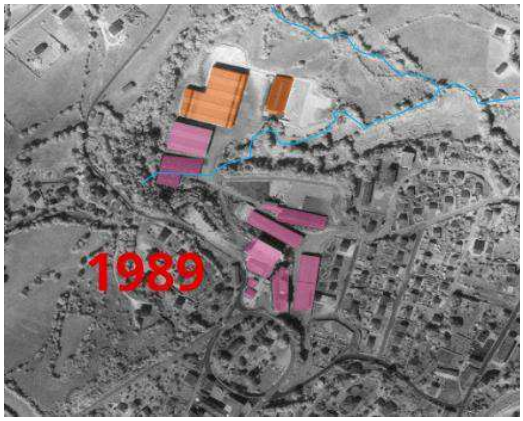
C'est à cette époque que les besoins d'équipements et de développement de l'entreprise ont nécessité l'extension du site de production sur la partie nord.

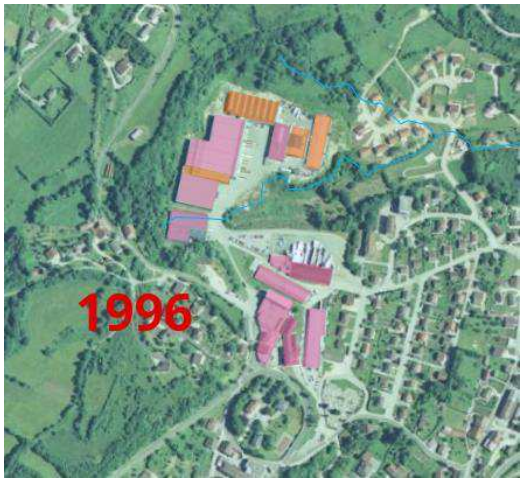
La société a, en 20 ans, doublé l'occupation du sol et fortement artificialisé les sols.

C'est au début des années 80 que le lit du ruisseau « bief du Nans » s'est vu busé au départ pour l'implantation d'un bâtiment puis au fil du temps sur une large bande.

Dans l'ensemble, le site industriel a subi de fort remaniement du sol (terrassement et remblais) et connu des aménagements lourds artificialisant et imperméabilisant les sols.









En combinant la création du lotissement au lieudit « à la chaux », le cours d'eau historique a entièrement disparu.

L'entreprise, au travers ses difficultés, son rachat et sa restructuration, a déconstruit une partie de ses bâtiments, entre 2018 et 2019, laissant une plateforme en friche sur un tènement d'environ 4,2ha.



Le dispositif Cartofriches, recensement des friches réalisé par le CEREMA identifie ce site comme un espace à enjeu majeur en matière de sobriété foncière.

La faible accessibilité du site ne permet pas réaliser un projet de développement urbain viable et les enjeux environnementaux présents encouragent au réemploi de ce site vers d'autres usages.

9.2.2. Une friche à enjeu pour Haut Jura Saint Claude

❖ **Projet de renaturation du bief**

Les fonctionnalités écologiques et hydrogéographiques du ruisseau du Nans ont été fortement impacté par le développement du site industriel.

Il existe un enjeu fort de renaturation du site (réouverture du cours d'eau, reconstitution de milieux humides...) nécessaire pour le bon fonctionnement des écoulements des eaux superficielles et plus largement sur la sécurité des personnes et biens en cas de fort épisode pluvieux (risques d'inondation par ruissellement notamment).

Afin d'améliorer la qualité environnementale du site un projet de renaturation du bief du ruisseau se précise sur les espaces illustrés sur la cartographie ci-dessous dans le but de reconstituer le cours d'eau originel. Les espaces renaturés pourront également bénéficier à l'ensemble de la population comme un espace de nature dans un contexte urbain (bénéfice de lien social, d'éducation ...).



Les emprises illustrées sur la cartographie ci-dessus couvrent environ 2,3ha. Des études approfondies permettront de connaitre précisément les emprises du projet et du futur tracé du cours d'eau à créer.

❖ **Un site favorable pour le déploiement d'une centrale photovoltaïque**

La SEM ENR Citoyenne a réalisé en 2019 une étude du potentiel de valorisation du site en matière de production d'énergie renouvelable (photovoltaïque). Il ressort de cette étude que le site dispose d'un fort potentiel de déploiement d'une centrale photovoltaïque au regard de son exposition, de la proximité des réseaux et équipements (points de raccordement à proximité), du site dégradé (localisation préférentielle pour ce type de projet). La principale contrainte reste l 'absence de maîtrise foncière.

9.2.3. Conclusion

Un site industriel déconstruit disposant d'un fort potentiel de valorisation.

Une accessibilité limitée ne permettant pas de prévoir un projet de développement urbain à vocation d'activité voir du développement résidentiel.

Des enjeux fort en matière de :

-ngestion des écoulements des eaux pluviales,

- préservation de la fonctionnalité hydrographique du ruisseau,

- restauration des fonctionnalités écologiques du ruisseau,

- réduction de l'exposition à des risques naturels potentiels,

- déploiement des énergies renouvelables,

- résorption des friches à l'échelle intercommunale.

9.3. Résultats des passages terrain sur les STECAL



A*se1 SEPTMONCEL LES MOLUNES

Type de zone : STECAL
Surface: 0.16 ha

Enjeu écologique : faible

Commentaire : Parcelle occupée par de la prairie de fauche, sans enjeu.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 19/11/2025

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



A*be2 BELLECOMBE

Type de zone : STECAL
Surface: 0.032 ha

Enjeu écologique : fort

Commentaire : Parcelle occupée par une zone humide dans la direction des pentes en raison du ruisellement gravitaire des eaux pluviales dans cette direction. Le reste est de la pâture sans enjeu.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 19/11/2025

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



A*be3 BELLECOMBE

Type de zone : STECAL
Surface: 1.021 ha

Enjeu écologique : fort

Commentaire : La parcelle est occupée par de la prairie de fauche / pâture sans enjeu. En revanche, deux zones humides situées en bas des pentes et dans une zone de dépression sont présentes. La parcelle est également située en lisière de forêt.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 19/11/2025

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



A*be4 BELLECOMBE

Type de zone : STECAL
Surface: 0.075 ha

Enjeu écologique : faible

Commentaire : Parcelle occupée par de la pâture dégradée, sans enjeu.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 19/11/2025

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



A*be9 BELLECOMBE

Type de zone : STECAL
Surface: 0.894 ha

Enjeu écologique : moyen

Commentaire : Parcelle occupée en partie par des boisements à préserver, et par de la pelouse qui peut également présenter un enjeu écologique.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 19/11/2025

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



A*be10, A*be11, A*be12 BELLECOMBE

Type de zone : STECAL
Surface: 1.937 ha

Enjeu écologique : faible

Commentaire : Parcelle occupée par de la pâture et de la pelouse dégradées par les bovins, sans enjeu.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 19/11/2025

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



A*bo1, A*bo2, A*bo3 LES BOUCHOUX

Type de zone : STECAL
Surface: 0.688 ha

Enjeu écologique : faible

Commentaire : Parcelle occupée par de la pâture dégradée sans enjeu. Une haie arborée et plusieurs arbres isolées sont à préserver.

Source : Mosaïque Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 19/11/2025

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

9.4. Liste et caractéristiques des Emplacements Réservés

Commune	Référence	Destination	Bénéficiaire	Surface m²	Linéaire m
BELLECOMBE	ER1	Création de stationnement et/ou d'un espace public, sportif, de loisir et de détente	Commune	1152,056	
	ER3	Création de stationnement et/ou d'un espace public, sportif, de loisir et de détente	Commune	1262,545	
	ER7	Création de stationnement	Commune	515,968	
	ER2	Création de stationnement et/ou d'un espace public, sportif, de loisir et de détente	Commune	1328,107	
	ER5	Elargissement de voirie	Commune	387,052	
	ER5	Elargissement de voirie	Commune	1051,81	
	ER5	Elargissement de voirie	Commune	9773,956	
	ER5	Elargissement de voirie	Commune	1480,275	
	ER5	Elargissement de voirie	Commune	868,185	
	ER9	Elargissement de voirie	Commune	274,714	
	ER8	Elargissement de voirie	Commune	4637,262	
	ER9	Elargissement de voirie	Commune	141,39	
	ER9	Elargissement de voirie	Commune	96,03	
LES BOUCHOUX	ER1	Création d'un cheminement piéton	Commune	231,85	
	ER3	Création d'une aire de stationnement	Commune	74,896	
	ER2	Création d'une aire de stationnement	Commune	129,9	
	ER7	Création d'une aire de stockage de bois	Commune	1253,842	
	ER4	Création d'un cheminement piéton	Commune	244,188	
	ER5	Création d'un cheminement piéton	Commune	44,232	
	ER7	Création d'une aire de stockage de bois	Commune	1843,483	
	ER6	Création d'un aire de stockage de bois	Commune	1257,225	
CHASSAL-MOLINGES	ER1	Création de voirie	Commune	358,453	
	ER4	Aménagement de voirie	Commune	141,26	
	ER3	Aménagement d'espaces publics	Commune	830,359	
	ER2	Elargissement de voie	Commune	1831,416	

Commune	Référence	Destination	Bénéficiaire	Surface m²	Linéaire m
LAJOUX	ER4	Création d'un parking public	Commune	286,101	
		Création de voirie	Commune	140,629	
	ER8	Passage de la piste de ski de fond	Commune	381,914	
		Extension du CR	Commune	264,182	
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE	ER3	Aménagement du carrefour	Commune	83,155	
	ER4	Création de cheminements doux	Commune	352,272	3
	ER6	Création d'une voie d'accès à la zone En Fosset	Commune	972,179	
	ER4	Création de cheminements doux	Commune	721,581	3
	ER4	Création de cheminements doux	Commune	372,58	3
	ER4	Création de cheminements doux	Commune	444,967	3
CHASSAL-MOLINGES	ER1	Aménagement d'une liaison douce entre le village et la zone sport	Commune	877,926	
	ER2	Aménagement de jardins familiaux ou autre équipement collectif lié à la proximité de l'habitat	Commune	3091,992	
	ER3	Aménagement départ de chemins de randonnée	Commune	1364,449	
		ER pour la création d'un parking	Commune	847,268	
SEPTMONCEL LES MOLUNES	ER1	Création de stationnement	Commune	2134,092	
	ER1	Création de stationnement	Commune	2187,099	
	ER2	Création de stationnement	Commune	613,174	
LES MOUSSIERES	ER3	Agrandissement du cimetière	Commune	579,877	
	ER4	Création d'une voie d'accès au cimetière	Commune	66,375	
	ER5	Création d'un cheminement piéton	Commune	14,987	
	ER6	Création d'une voie d'accès	Commune	608,725	
LA PESSE	ER1	Création d'une voie de desserte entrée nord de la zone d'activités	Commune	1038,274	
	ER6	Assurer la continuité du cheminement doux entre le village et l'Embossieux	Commune	544,283	
	ER7	Liaison piste de ski de fond entre le parking de départ et l'extrémité nord du village	Commune	1599,154	
	ER7	Liaison piste de ski de fond entre le parking de départ et l'extrémité nord du village	Commune	1820,827	
	ER7	Liaison piste de ski de fond entre le parking de départ et l'extrémité nord du village	Commune	770,118	
	ER9	Préservation/aménagement de liaisons piétonnes vers la As	Commune	254,558	

Commune	Référence	Destination	Bénéficiaire	Surface m²	Linéaire m
LA PESSE	ER10	Aménager une liaison douce empruntée en hiver par les engins de dammage et créer une liaison douce avec le lotissement de la Sémine	Commune	2451,834	
	ER11	Aménager une liaison douce vers les équipements et services publics ou d'intérets collectifs	Commune	157,234	
	ER12	Aménager une liaison douce empruntée en hiver par les engins de dammage	Commune	258,276	
	ER4	Aménager une liaison douce empruntée en hiver par les engins de dammage	Commune	222,906	
	ER3	Pompe relevage assainissement	Commune	24,826	
LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE	ER5	Création de stationnement	Commune	827,305	
	ER7	Elargissement de voie	Commune	156,006	
	ER12	Cheminement piéton	Commune	185,83	
		Equipement pour défense incendie	Commune	436,793	
		Equipement pour défense incendie	Commune	382,238	
		Aménagement de voie douce	Commune	245,263	
SAINT-CLAUDE	VI 2	Pont du Diable, parking	Commune	3175,553	
	VII 3	Voie de desserte des zones Na	Commune	369,735	
	VI 1	Elargissement et création de voirie	Commune	650,2	
	II 4	Elargissement voirie	Commune	200,21	
	V 1	Elargissement et aménagement du CD291	Département du Jura	173,895	
	VII 4	Stationnements	Commune	204,526	
	VII 4	Stationnements	Commune	126,944	
	VIII 1	Aménagement du carrefour	Commune	670,144	
	VII 1	Aménagement du carrefour	Commune	900,24	
	V 1	Elargissement et aménagement du CD291	Département du Jura	442,2	
	V 1	Elargissement et aménagement du CD291	Département du Jura	1721,802	
	V 1	Elargissement et aménagement du CD291	Département du Jura	453,552	
	V 1	Elargissement et aménagement du CD291	Département du Jura	1317,68	
	V 1	Elargissement et aménagement du CD291	Département du Jura	2215,851	
	III 1	Elargissement voirie	Commune	189,042	
	V 1	Elargissement et aménagement du CD291	Département du Jura	839,125	
	III 1	Elargissement voirie	Commune	496,545	
	VII 2	Création de parking "La Madone"	Commune	136,788	

Commune	Référence	Destination	Bénéficiaire	Surface m²	Linéaire m
SAINT-CLAUDE	V 1	Elargissement et aménagement du CD291	Département du Jura	56,558	
	III 1	Elargissement voirie	Commune	915,585	
	III 1	Elargissement voirie	Commune	136,402	
COTEAUX DU LIZON	ER1	Aménagement du carrefour au niveau de la rue du Levant	Commune	309,941	
	ER2	Aménagement du carrefour au niveau de la rue du Stade	Commune	35,323	
	ER2	Aménagement du carrefour au niveau de la rue du Stade	Commune	16,367	
	ER3	Elargissement de la RD118	Commune	1586,088	
	ER4	Création de voirie	Commune	703,49	
	ER5	Aménagement de carrefour	Commune	329,436	
	ER6	Elargissement de voirie	Commune	113,09	
	ER6	Elargissement de voirie	Commune	57,095	
	ER6	Elargissement de voirie	Commune	142,736	
	ER6	Elargissement de voirie	Commune	71,289	
	ER7	Accès et stationnement	Commune	3961,055	
	ER8	Voie de desserte en lien avec le projet de lotissement HQE	Commune	817,227	
SEPTMONCEL LES MOLUNES	ER5	Création de parking	Commune	305,879	
	ER1	Elargissement de voirie et création de parking	Commune	271,744	
ROGNA		Programme stationnement	Commune	586,612	
RAVILLOLES		Création d'une station d'épuration	Commune	11438,983	
		Défense incendie	Commune	137,701	
VILLARD-SAINT-SAUVEUR		ER pour voirie pour permettre un passage de 6 m de large + Aire de retournement	Commune	664,828	
		Aménagement d'un chemin d'accès à un lotissement	Commune	462,979	
		ER pour la création de stationnement	Commune	1923,372	
		Parking permettant de relier les cheminements du FLUMEN	Commune	2563,44	
		Création d'un espace de stationnement afin de régler les problèmes sur le Maréchet	Commune	318,42	
		Création d'une place à retournement et places de stationnement afin de régler le problème récurrent du stationnement sur la route	Commune	109,11	
		Elargissement de voirie et trottoir	Commune	258,054	8
		ER pour extension du cimetière et création de place de stationnement	Commune	637,786	
		Création d'un réservoir d'eau pour le hameau de la Pérouse	Commune	98,473	

Commune	Référence	Destination	Bénéficiaire	Surface m²	Linéaire m
VILLARD-SAINT-SAUVEUR		Stationnement	Commune	854,93	
		Création d'un parking	Commune	3939,646	
		Création d'une bande de stationnement d'une largeur de 5m	Commune	86,79	
COISERETTE		Aménagement stationnement pour canyoning	Communauté de communes du Haut-Jura-Saint-Claude	2436,665	
LES MOUSSIERES		Création d'un espace de stationnement	Commune	215,816	
LA RIXOUSE		Bâche incendie	Commune	302,626	
		Bâche incendie	Commune	301,395	

9.1. Fiches enjeux et terrain des secteurs de projet

AVIGNON LES SAINT CLAUDE : Chemin de la Chapelle

0.46 ha



n° OAP : 1
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu fort

Occupation du sol : Tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : Zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Chapelle-saint-Roch
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : Proximité d'un secteur à risque maitrisable
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Site dans une zone Natura 2000
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Site occupé par de la prairie en zone Natura 2000

N

0 15 30 m

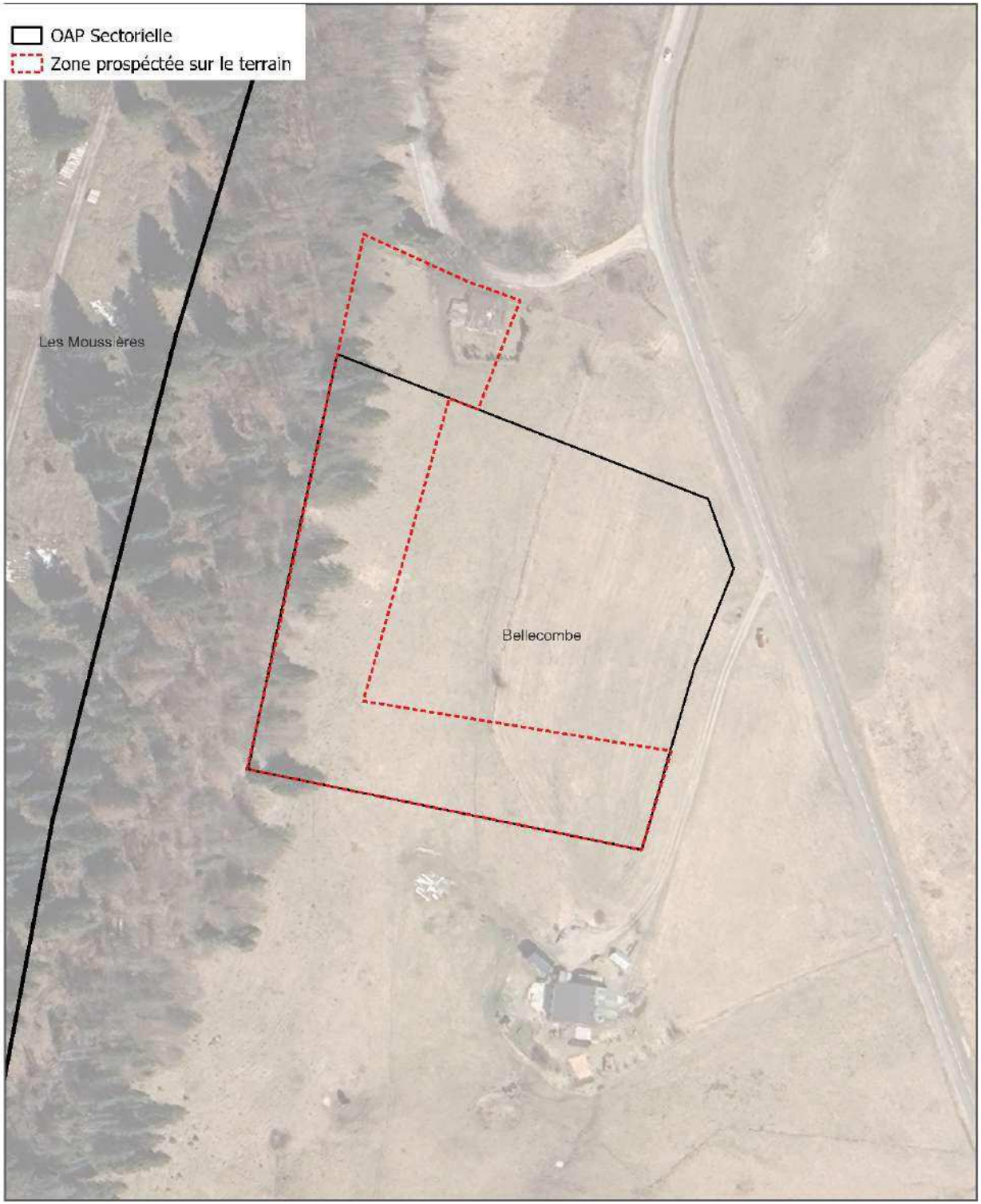
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

BELLECOMBE : Les Mouilles

1.021 ha



n° OAP : 51
Destination : STECAL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Enjeu fort

Occupation du sol : prairie

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : A proximité de zones humides inventoriées
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : Dans la zone d'alpages et d'estives du PNR
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : Dans le RB Milieux Ouvert Herbacé du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : Pas japonais zone humide
Enjeux TVB ou nature en ville : A proximité d'un corridor en "pas japonais" zone humide

Cours d'eau/écoulement/fossé : RAS
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : Présence de deux ZH suite à l'inventaire de terrain

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : Dans le RB prioritaire du plan de parc
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : A proximité immédiate des sites de protection du grand Tétras

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Zone humide sur le site
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : La parcelle est occupée par de la prairie de fauche / pâture sans enjeu. En revanche, deux zones humides situées en bas des pentes et dans une zone de dépression sont présentes. La parcelle est également située en lisière de forêt.

N

0 15 30 m

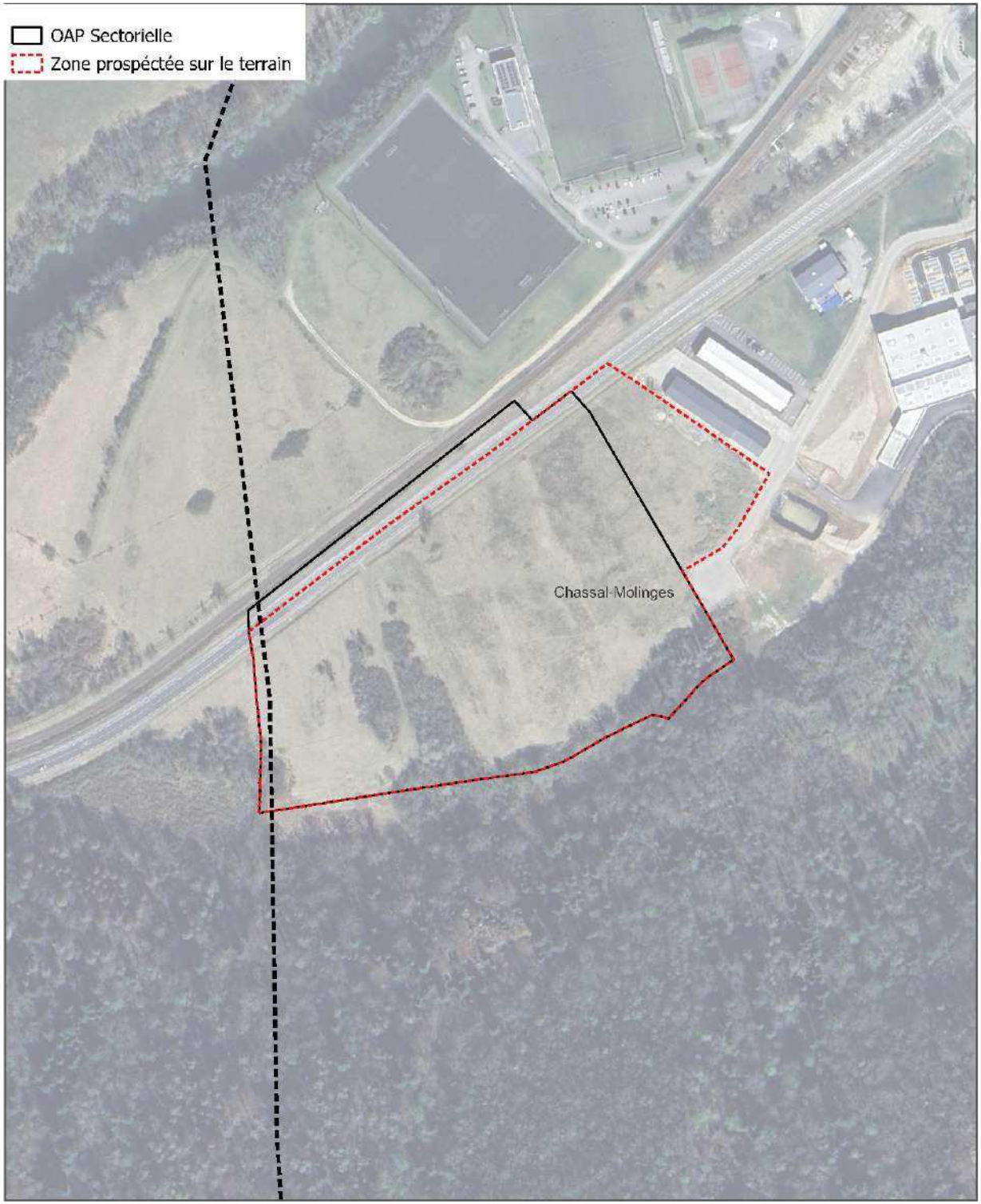
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

CHASSAL-MOLINGES : ZA Chambouille III

4.519 ha



n° OAP : 4
Destination : ACTIVITES

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu fort

Occupation du sol : prairie

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : En lisière du RB prioritaire du plan de parc
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : Coupure verte à préserver à l'Ouest du site pour la TVB

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Oui
Secteur affecté par le bruit : Catégorie 3
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : En lisière du RB prioritaire du plan de parc
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Gestion des lisières à traiter

N

0 15 30 m

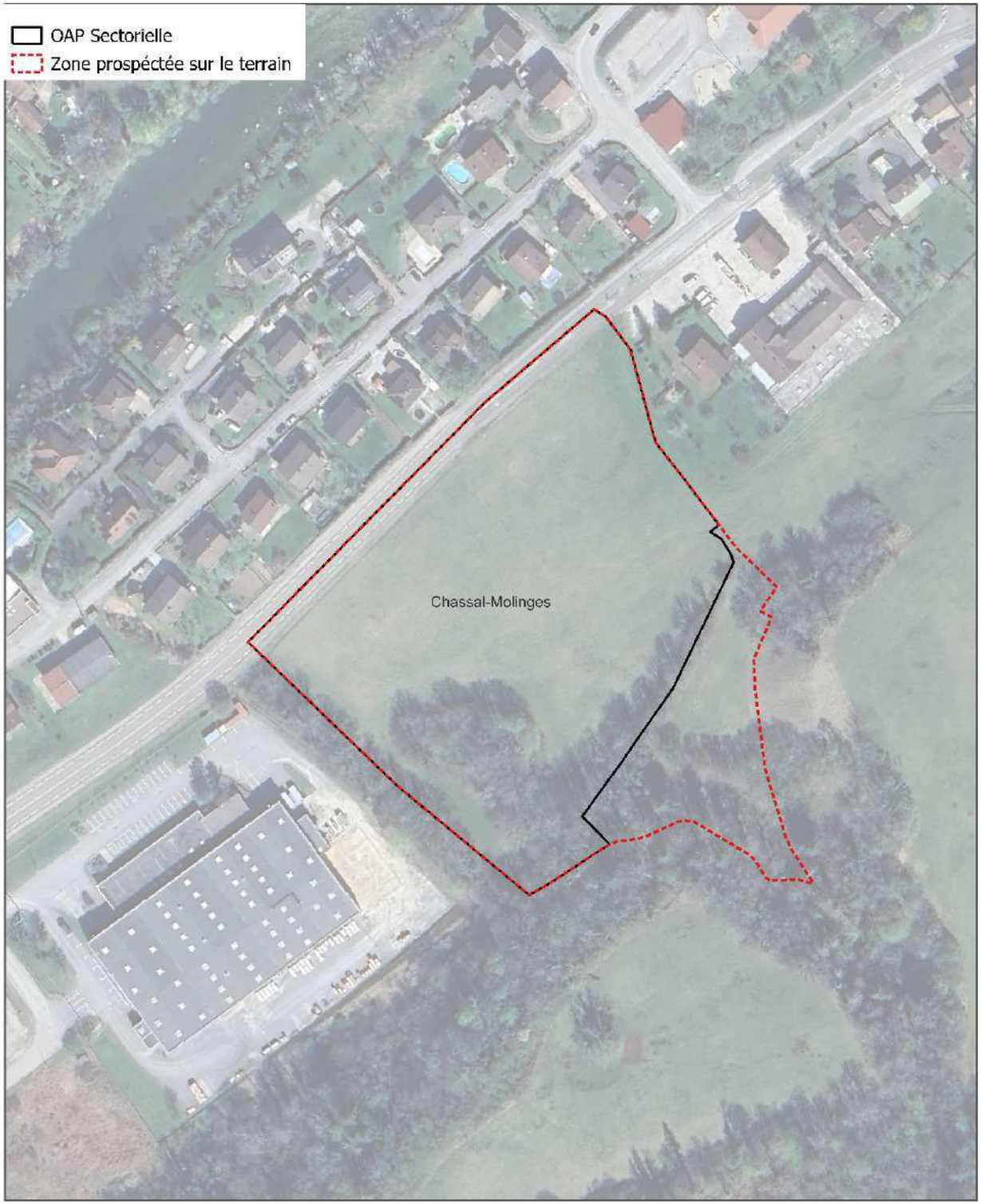
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

CHASSAL-MOLINGES : ZA Au Querre

2.405 ha



n° OAP : 5
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : prairie

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : A proximité de la Znieff de type 1 de la Roche Lezan
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : A proximité du RB prioritaire du plan de parc
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : Oui
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : EBF de la Bienne
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : Oui
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : Oui
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Oui
Secteur affecté par le bruit : Catégorie 3
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : A proximité du RB du plan de parc
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Zone de nuisance pour le bruit catégorie 3

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

CHASSAL-MOLINGES : La Brocatelle II

2.85 ha



n° OAP : 6
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : A proximité de la Znieff de type 1 de la Roche Lezan
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : A proximité du RB prioritaire du plan de parc
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : EBF de la Bienne
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Pont ferroviaire de Molinges
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Oui
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : A proximité du RB du plan de parc
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Ligne à haute tension

N
0 15 30 m

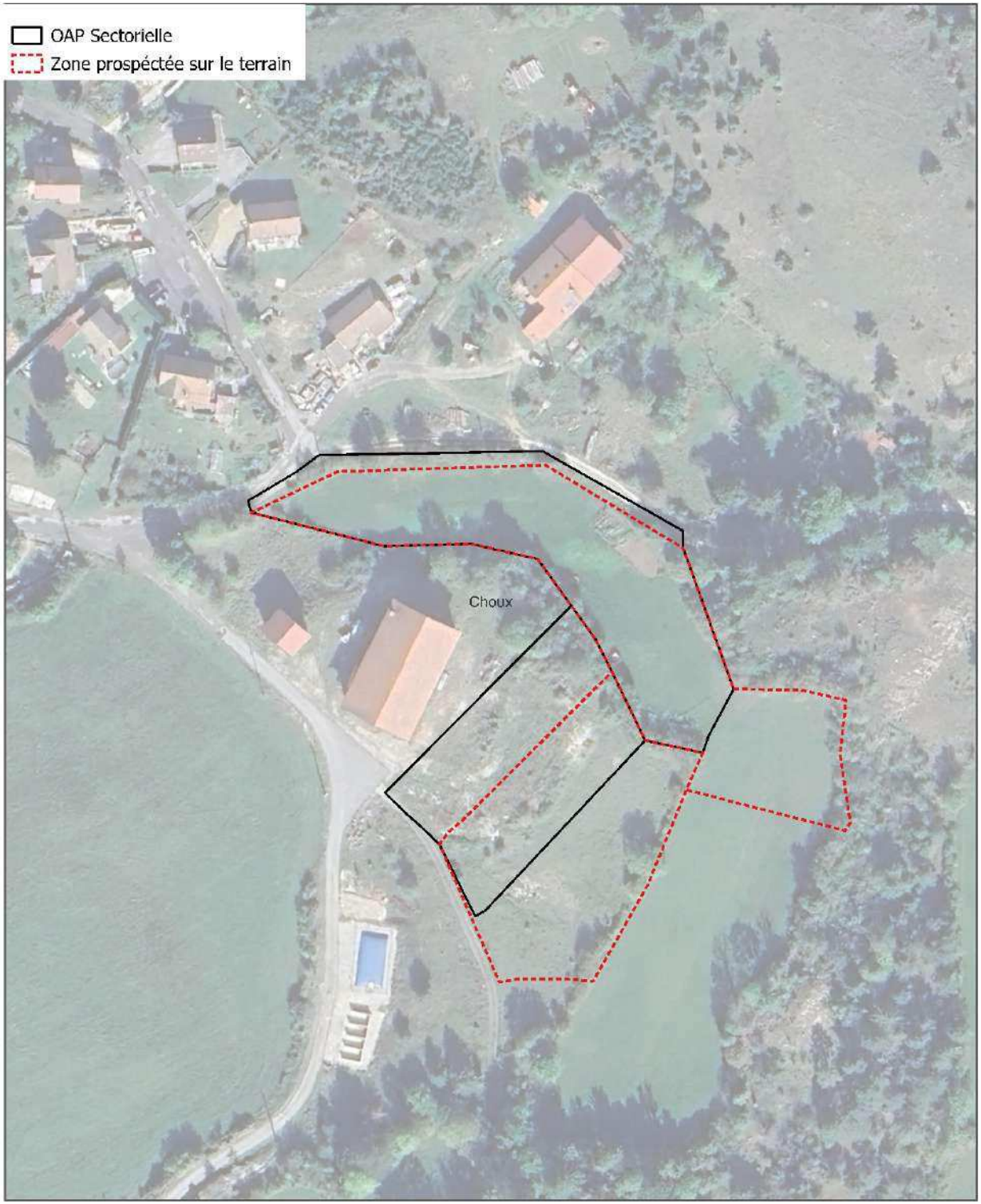
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

CHOUX : Chemin du Loup

0.445 ha



n° OAP : 8
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : Pelouse sèche du RB MOH du parc

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RB MOH
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : Oui a proximité
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : Périmètre éloigné de captage
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : Oui a proximité
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Site dans le réservoir de biodiversité MOH du parc
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : RAS

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

CHOUX : ZA Sur le Bois

0.314 ha



n° OAP : 7
Destination : ACTIVITES

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : Oui a proximité
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : Périmètre éloigné de captage
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : Oui a proximité
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : RAS
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Périmètre éloigné de captage et zone sensible aux pollutions

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

COTEAUX DU LIZON : Sur Panissette

3.261 ha



n° OAP : 9
Destination : ACTIVITES

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : Surface essentiellement agricole

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Site patrimonial remarquable
vue depuis le site : Site Sur Chez Panissette

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : A proximité d'une ICPE
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Présence de plusieurs sites CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : zone de sauvegarde des sources de l'Enragé
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : RAS

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

COTEAUX DU LIZON : Rue du Lac

0.79 ha



n° OAP : 10
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : A proximité d'un corridor boisé

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : zone de sauvegarde des sources de l'Enragé
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : RAS

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

COTEAUX DU LIZON : La Croix Raffourg

0.52 ha



n° OAP : 12
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Faible

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : Haie et mur en pierres sèches

Cours d'eau/écoulement/fossé : RAS
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Haie
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Sans enjeux particulier, à part la haie et le mur.

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

COTEAUX DU LIZON : Bas de Versac

0.858 ha



n° OAP : 13
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu faible

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : RAS
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : RAS

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

COTEAUX DU LIZON : Sur la Fontaine

1.384 ha



n° OAP : 14
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : A confirmer
Note d'enjeux environnemental : Faible

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : A proximité de la Znieff de type 1 de la marre de la grande Seigne
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : Pas de terrain

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Site patrimonial remarquable / Périmètre de protection de MH
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : A proximité de deux ICPE
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Présence de plusieurs sites CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu :
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Pas de passage terrain. Pas d'enjeu visible par analyse cartographique.

N
0 15 30 m

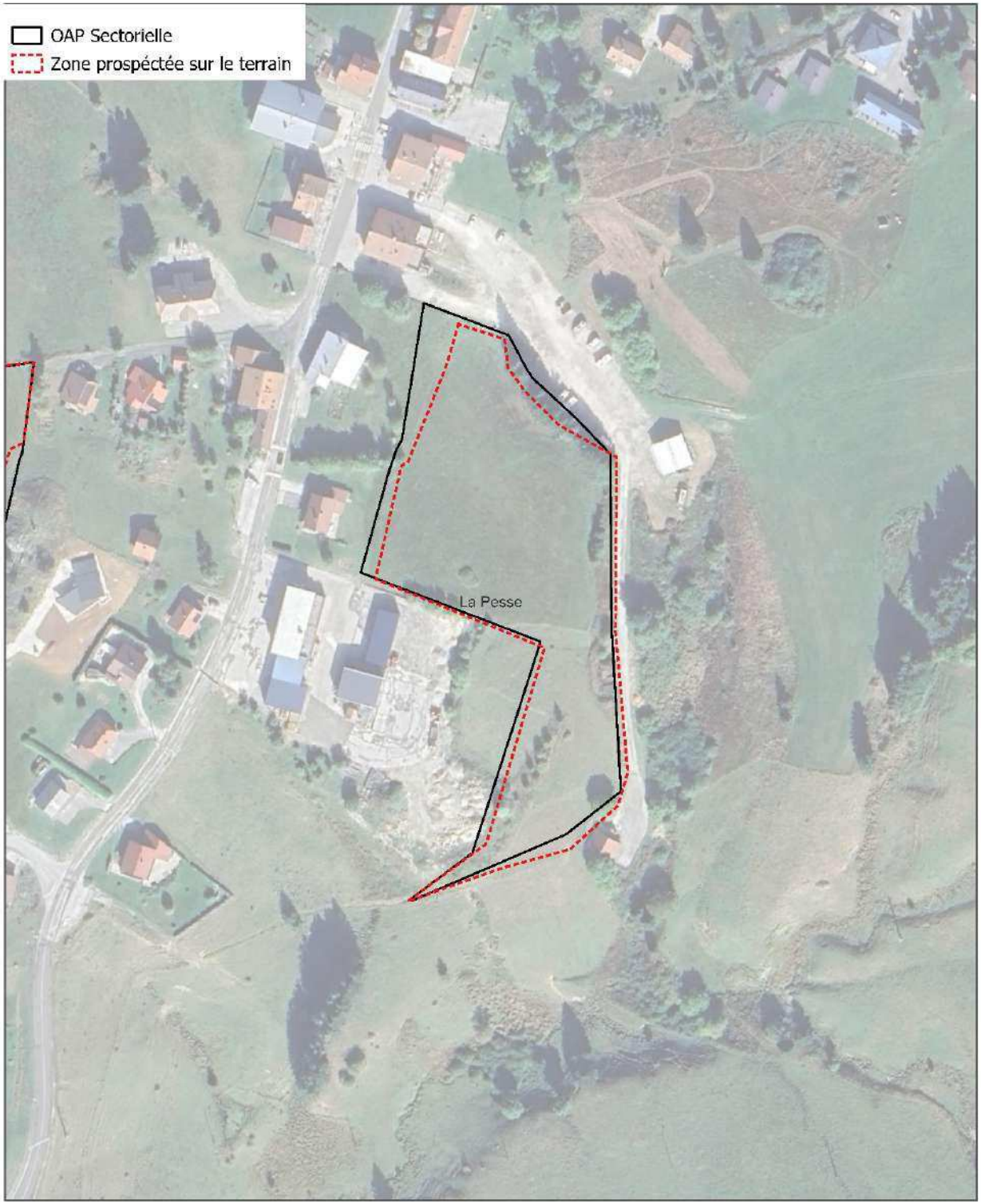
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LA PESSE : Sur la Semine

1.2 ha



n° OAP : 59
Destination : ACTIVITE

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Moyen

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : pas japonais zone humide à proximité
Enjeux TVB ou nature en ville : A proximité d'un corridor en "pas japonais" zone humide

Cours d'eau/écoulement/fossé : RAS
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : Zones humides inventoriées à proximité immédiate du site

Cycle de l'eau :
Captages AEP : Point de captage sans PPE ou PPR à proximité
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : En zone d'alpages et d'estives du PNR
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : A proximité de la zone de protection du Grand Tétras

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Zone humide et petit cours d'eau temporaire à proximité
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Zones humides à proximité immédiate, pas d'enjeux supplémentaire visibles par analyse carto

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

COTEAUX DU LIZON : ZA Les Emboinchats

ha



n° OAP : 52
Destination : ACTIVITES

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : moyen

Occupation du sol : Foret de feuillus

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : Secteur en foret
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Point de vue remarquable
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : A proximité d'une ICPE
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Présence de plusieurs sites CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu :
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Parcelle occupée en partie par un boisement à préserver. Le reste est de la friche ou des fourrées sans enjeux particuliers.

N
0 15 30 m

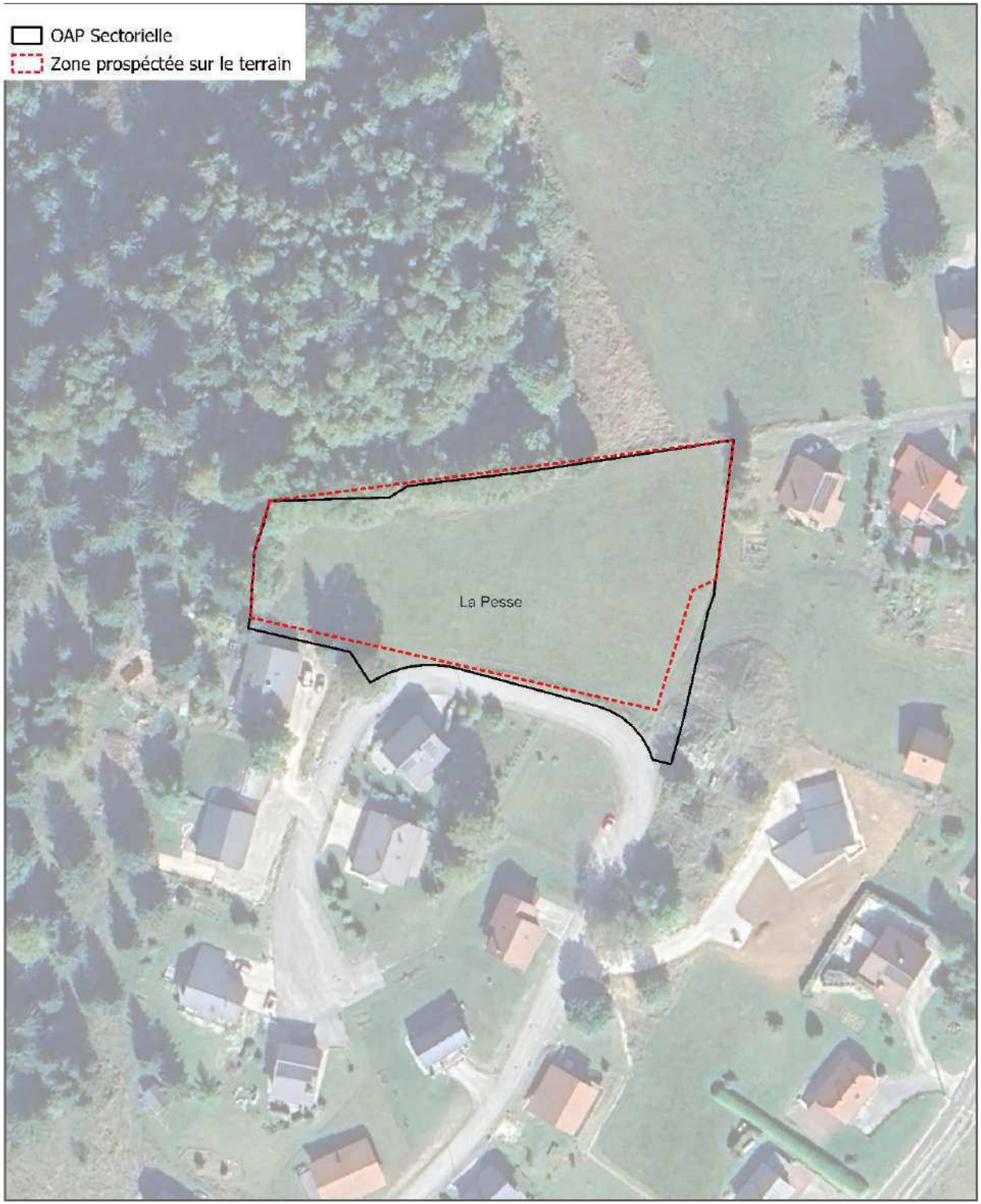
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LA PESSE : La Madone

0.454 ha



n° OAP : 19
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Enjeu fort

Occupation du sol : Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : En lisière de Foret
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : RAS
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : Présence de zones humides sur le site

Cycle de l'eau :
Captages AEP : Point de captage sans PPE ou PPR à proximité
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Itinéraire d'intéret paysager à proximité
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Zone humide
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Parcelle occupée par de la prairie de fauche sans enjeu particulier. En revanche, la partie basse est occupée par une zone humide, à préserver pour ne pas engendrer de ruisellement jusqu'aux maisons en bas de pente. A proximité d'une forêt.

N

0 15 30 m

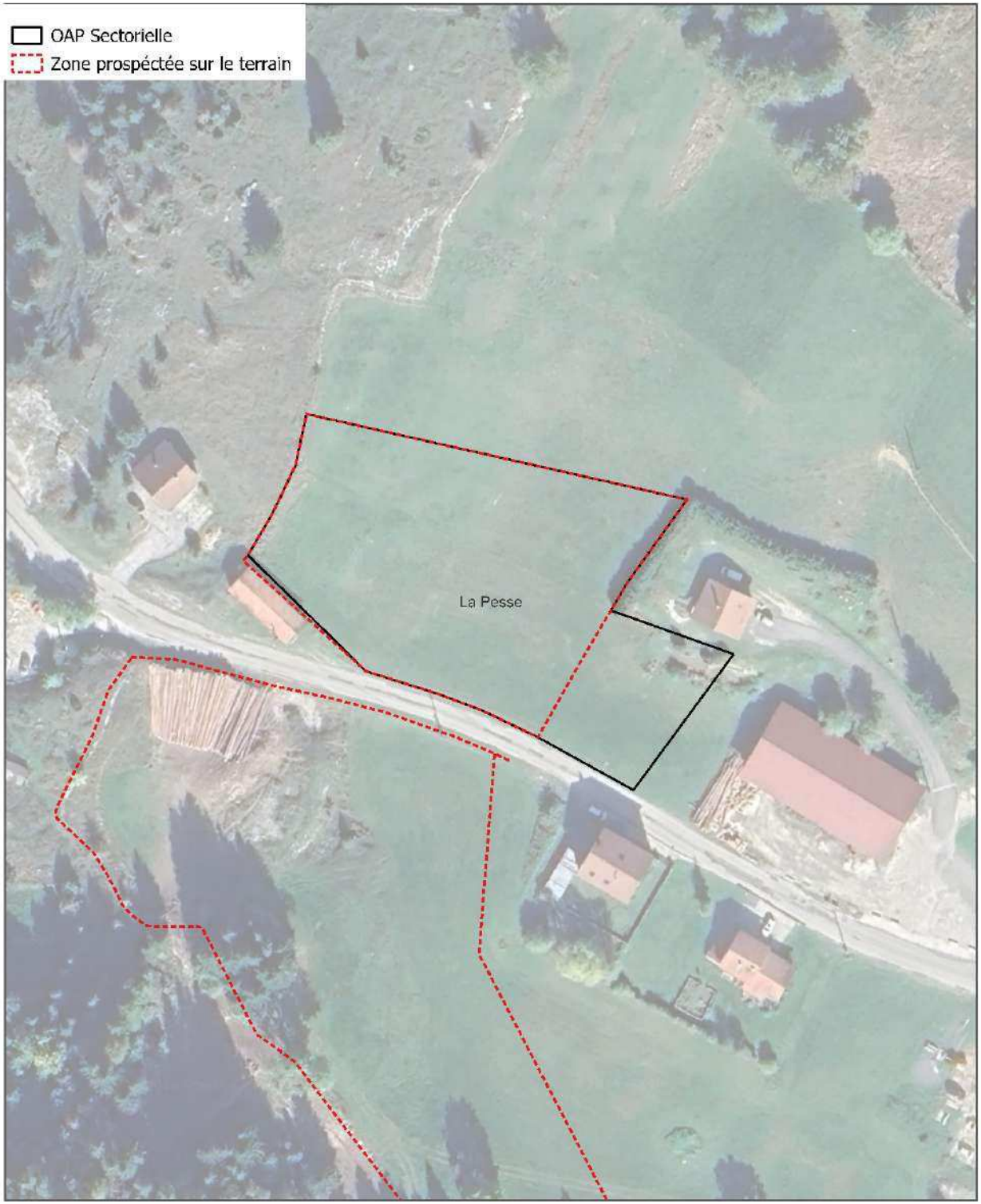
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LA PESSE : Route des Darappes

0.402 ha



n° OAP : 65
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : A CONFIRMER
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : Prairie

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : Présence de corridors Trame Bleue à proximité
Enjeux TVB ou nature en ville : A proximité imédiate d'un corridor Trame Bleue

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : Présence de zones humides autour du site

Cycle de l'eau :
Captages AEP : Périmètre éloigné à proximité
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : présence de ZH potentielle
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : présence de ZH potentielle

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LA PESSE : Rue de la Fruitière

0.3 ha



n° OAP : 63
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Moyen

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : Oui a proximité
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : Cours d'eau du SRADDET sur la parcelle

Cours d'eau/écoulement/fossé : Cours d'eau du SRADDET sur la Parcelle
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Fromagerie, Ecole
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : Oui à proximité
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Un site à proximité
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Cours d'eau, zone humide
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Parcelle occupée par des patchs de boisement à préserver. Le reste sont des fourrés, brousailles sans enjeu. Un cours d'eau traverse la parcelle et forme une zone humide en contre bas

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LA RIXOUSE : Rue des francs Comtois

1.045 ha



n° OAP : 20
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : A proximité de la Znieff de type 1 Pelouse de Villards-sur-Bienne
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : A proximité du RB Forêt du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Site dans le périmètre de la zone de protection au titre des monuments hitsortiques (Eglise paroissiale Saint-Cyr et Sainte-Julitte)
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : Site à proximité des zones d'alpages et d'estives
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Le site est dans le périmètre de protection au titre des monuments historiques
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : RAS

N

0 15 30 m

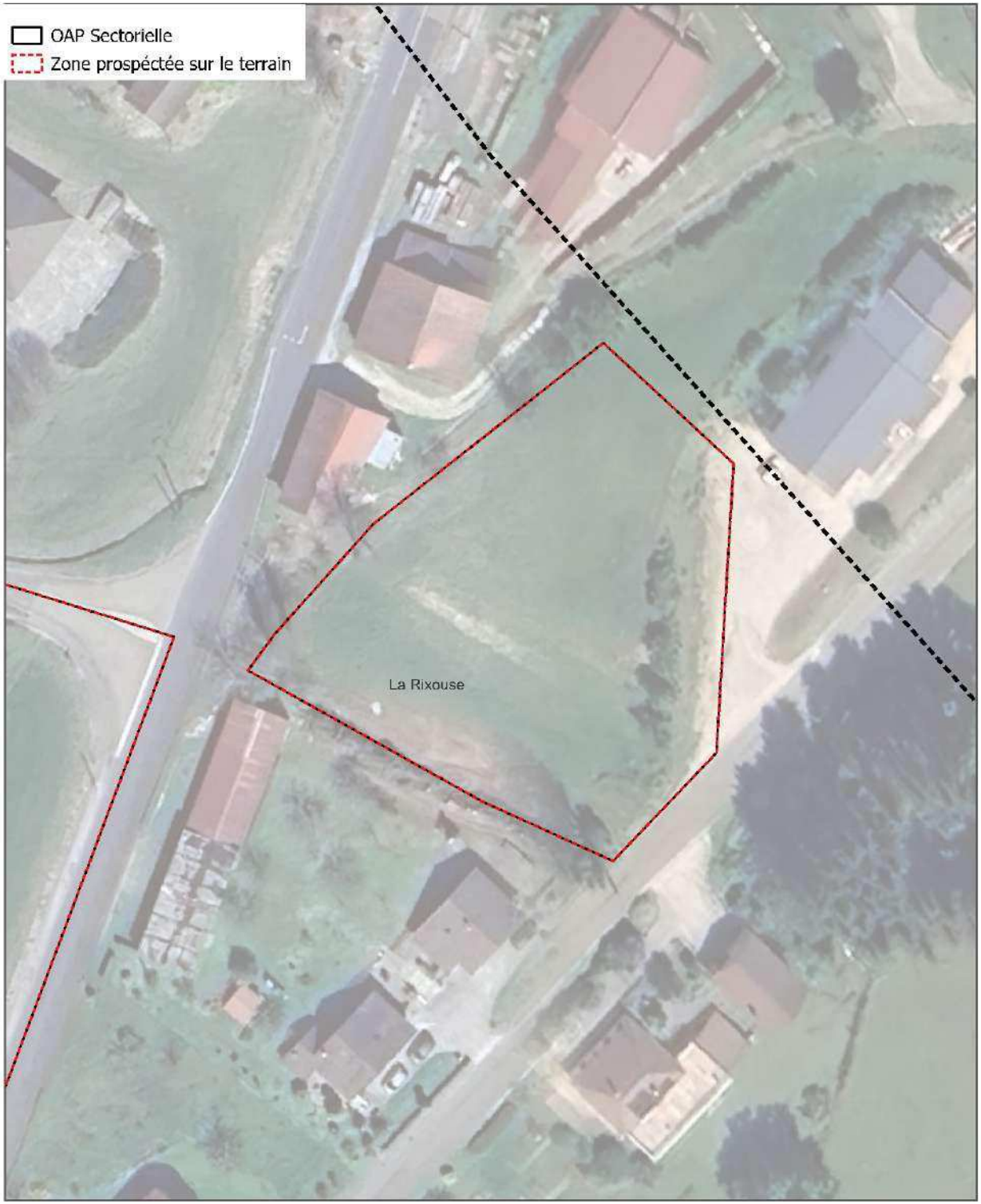
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LA RIXOUSE : Rue des Crêtes

0.273 ha



n° OAP : 67
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Enjeu Moyen

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : Zone d'alpages et d'estives
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : dans la ZNIEFF 2 HAUTE VALLEE DE LA BIENNE ET DE SES AFFLUENTS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : A proximité d'un périmètre de protection de MH
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : Route touristique des Montagnes du Jura à coter
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Petite zone humide / de rétention d'eau
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Parcelle occupée par de la prairie de fauche sans enjeu mais avec une haie arborée. Un drain traverse la parcelle et forme une petite zone de rétention des eaux / zone humide en bas de la pente.

N
0 15 30 m

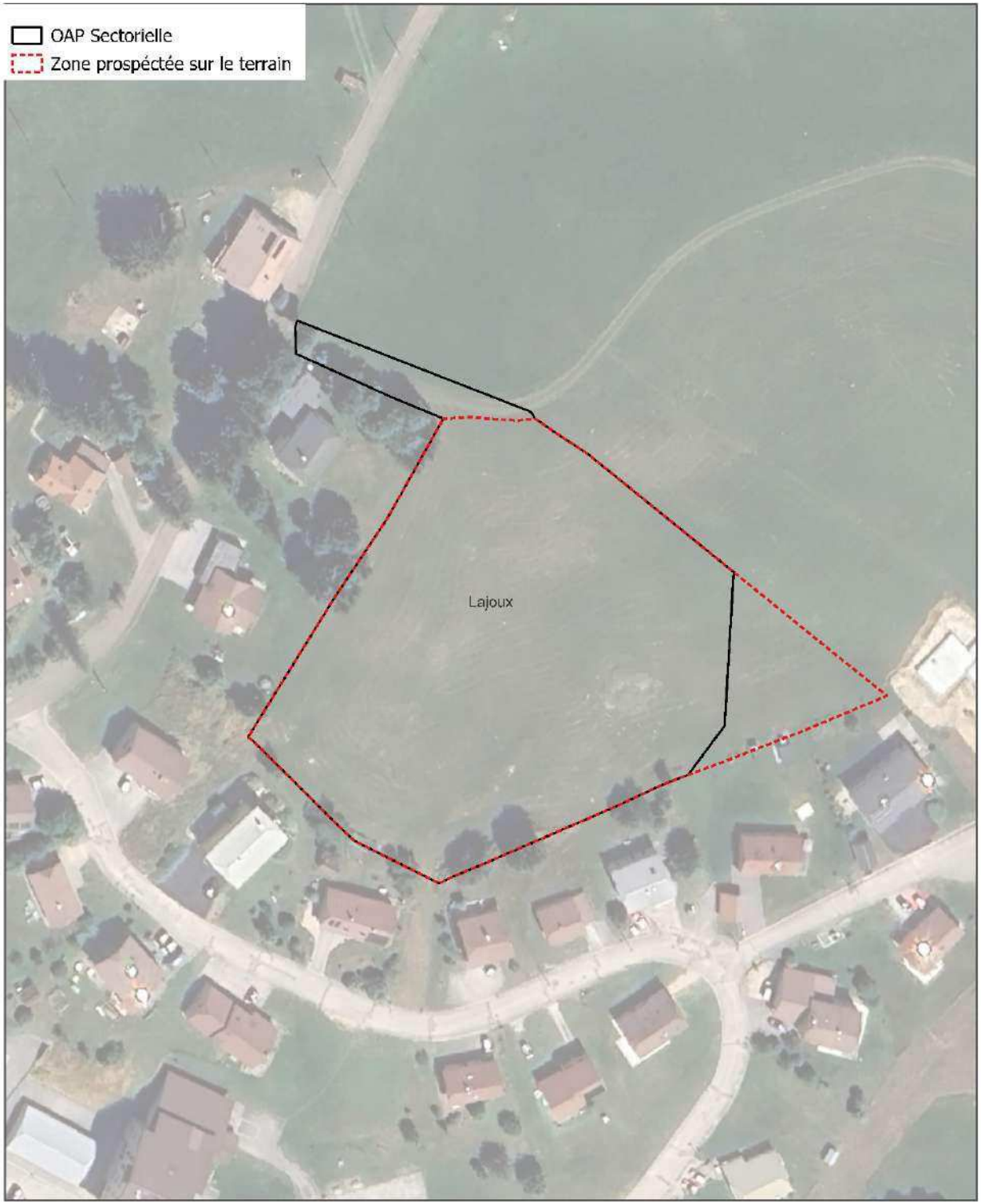
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LAJOUX : Sous les Champs

0.926 ha



n° OAP : 21
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : Pelouses et paturages naturels

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : A proximité du RB des milieux ouverts du parc

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : Site occupé par des zones d'alpages et d'estives
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : Site occupé par de la pelouse
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Présence de pelouse
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Le site est occupé par de la pelouse qui peut être intéressante pour la biodiversité

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE : Crêt du Bief II

4.345 ha



n° OAP : 26
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu fort

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : En lisière du RB Forêt du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : Un RB souterain à proximité
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Un cours d'eau identifié par le SRADDET traverse le site
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : Site à proximité des Zones rouges du PPR
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Forêt du PNR
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Proche des forêts identifiées dans le PNR, un cours d'eau traverse la parcelle

N

0 15 30 m

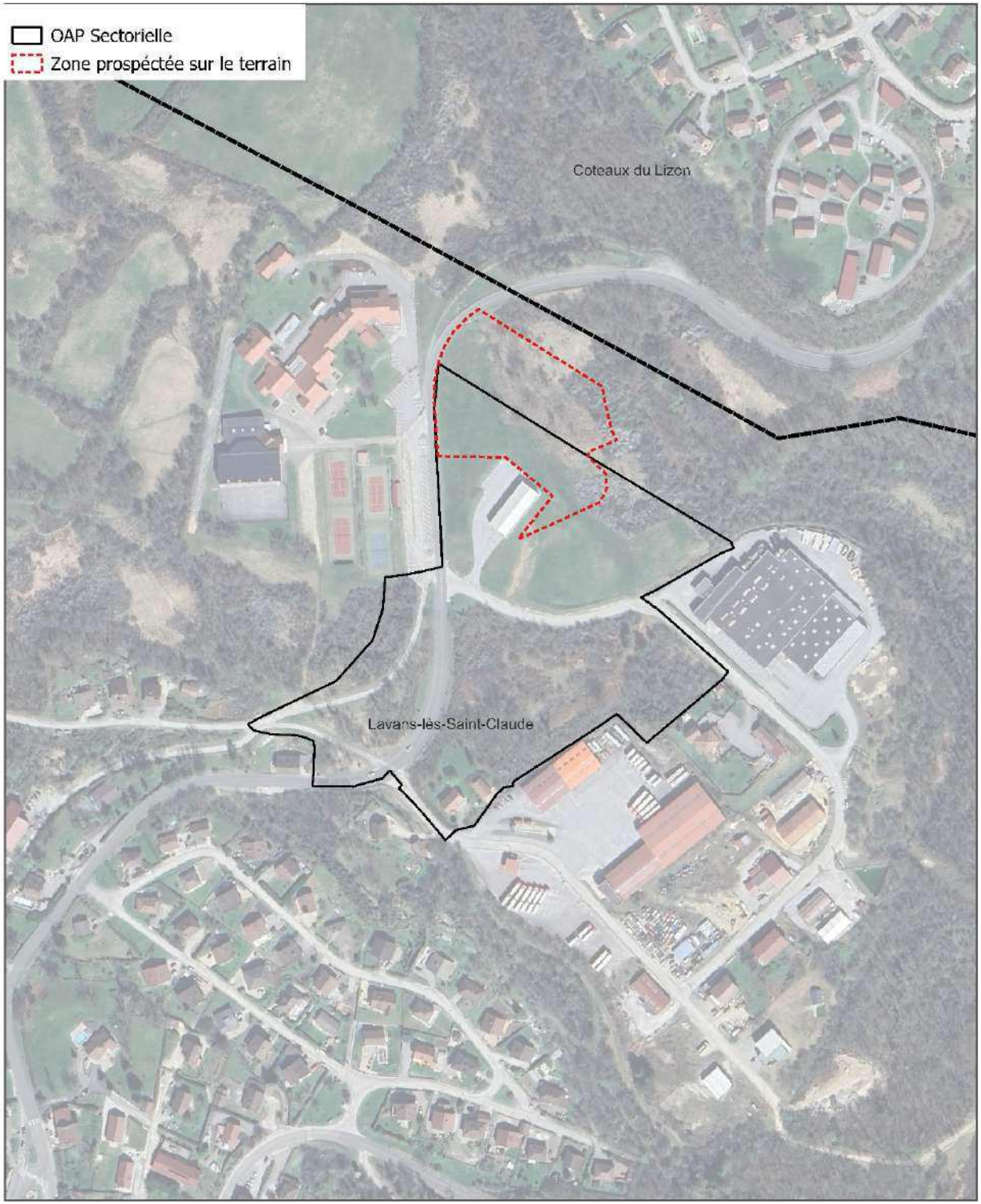
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE : Gendarmerie

0.97 ha



n° OAP : 47
Destination : EQUIPEMENTS

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : A proximité d'un corridor
Enjeux TVB ou nature en ville : Site à proximité d'un corridor écologique

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : Site à proximité des Zones rouges du PPR
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : Catégorie 2
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : zone de sauvegarde des sources de l'Enragé
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : zone de sauvegarde des sources de l'Enragé

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE : Le Curtillet II

7.55 ha



n° OAP : 23
Destination : ACTIVITES

Priorité : A CONFIRMER
Note d'enjeux environnemental : Enjeu fort

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : En lisière du RB Forêt du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : Un RB souterain à proximité
Corridors : Un corridor traverse le site
Enjeux TVB ou nature en ville : Site sur un corridor écologique

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : Site à proximité des Zones rouges du PPR
Cavités : Une cavité à proximité
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Site CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : Catégorie 3
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Présence d'un corridor écologique sur le site
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Présence d'un corridor écologique sur le site

N

0 15 30 m

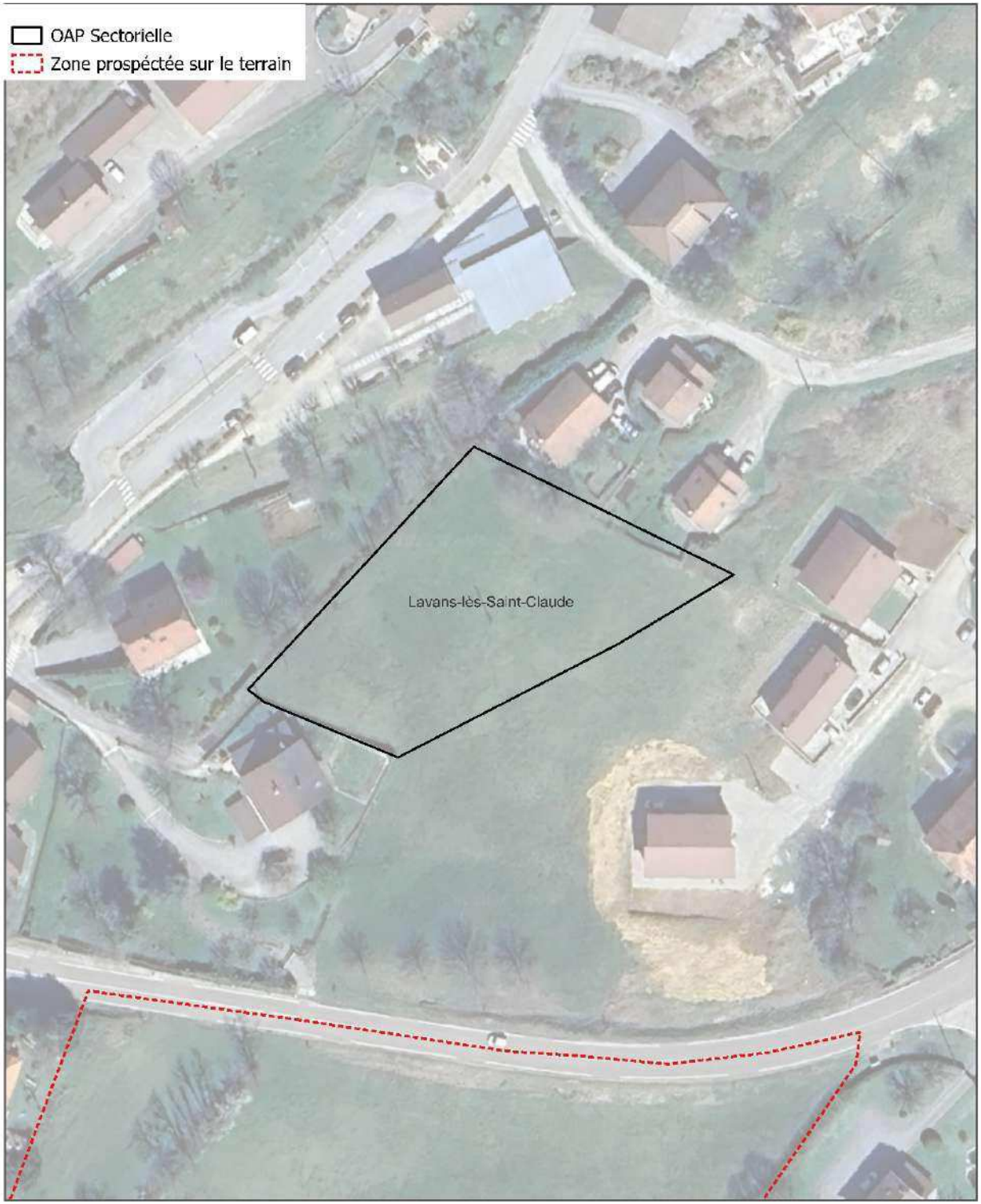
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE : Pratz

2.133 ha



n° OAP : 68
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : En lisière du RB Forêt du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : Site à proximité des Zones rouges du PPR
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Site CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : Catégorie 3
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Forêt du PNR
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Proche des forêts identifiées dans le PNR

N

0 15 30 m

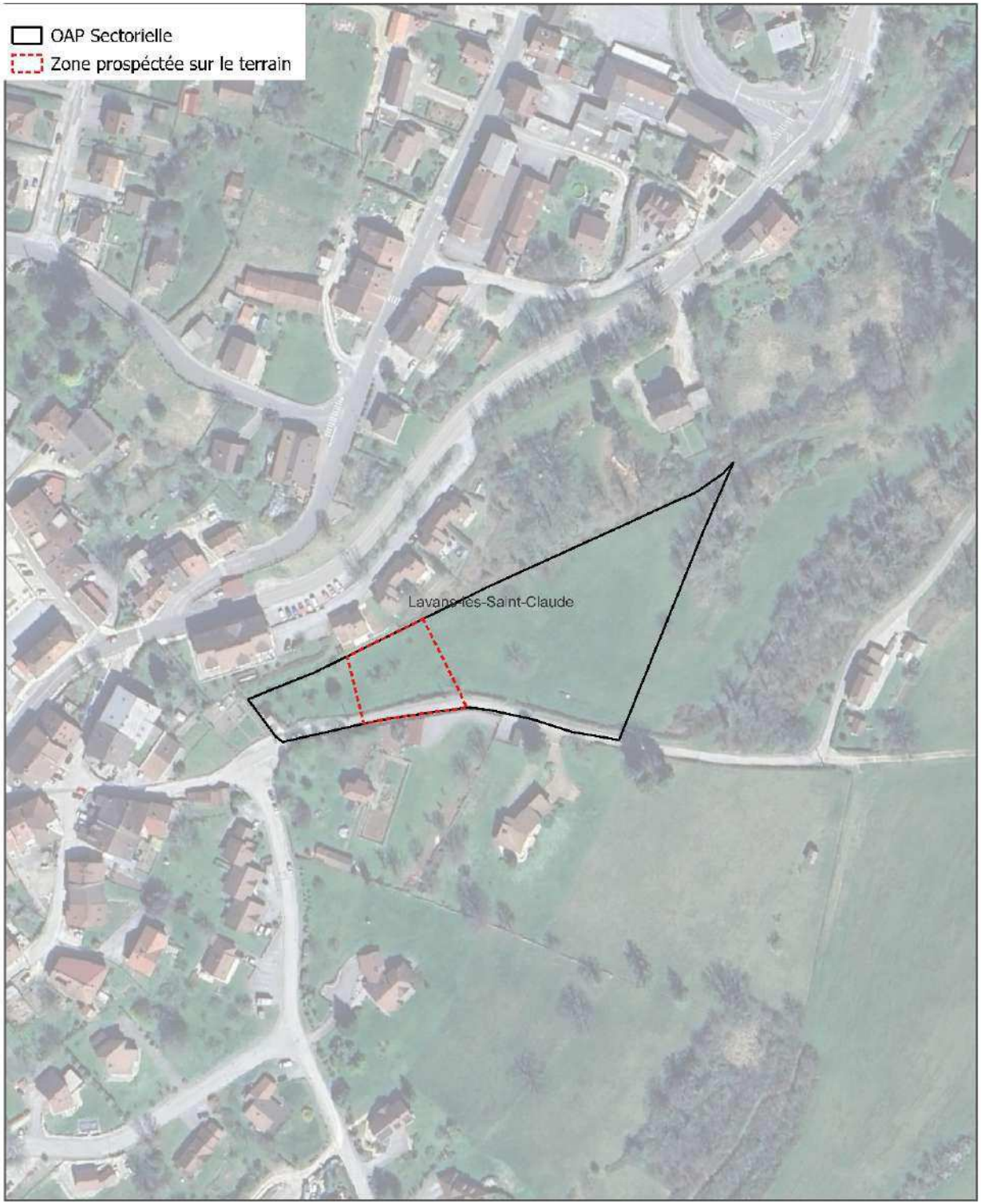
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE : Le Grand verger

0.123 ha



n° OAP : 24
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : A CONFIRMER
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : Prairie

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : Site à proximité des Zones rouges du PPR
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : Catégorie 2
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : zone de sauvegarde des sources de l'Enragé
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : zone de sauvegarde des sources de l'Enragé

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LES BOUCHOUX : Chemin du Cantou

0.335 ha



n° OAP : 27
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : Systèmes culturaux et parcellaires

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : En lisière du RB Forêt du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : Corridor boisé en lisière
Enjeux TVB ou nature en ville : Corrdior boisé en lisière

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : Site dans le lit majeur du Tacon
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : Zone de protection éloignée
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Site CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Zone natura 2000 et corridor en lisière
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Proximité d'une Zone Natura 2000

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE : ZA Curtillet

ha



n° OAP : 61
Destination : ACTIVITES

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : faible

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : Proche du RB Forêt du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : Un RB souterain à proximité
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : Site à proximité des Zones rouges du PPR
Cavités : Une cavité à proximité
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Site CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : Catégorie 3
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu :
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Pas d'enjeu particulier par analyse cartographique. Pas de terrain sur ce site.

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LES BOUCHOUX : Rue de Très la Ville

0.178 ha



n° OAP : 64
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Moyen
Note d'enjeux environnemental : Enjeu majeur

Occupation du sol : Systèmes culturaux et parcellaires

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : Znieff de type 1 de la Combe de Léary
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : Site dans le lit majeur du Tacon
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : Présence de deux captages a l'Ouest du site
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Site CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Site dans une Znieff de type 1
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Présence d'une zone Natura 2000

N

0 15 30 m

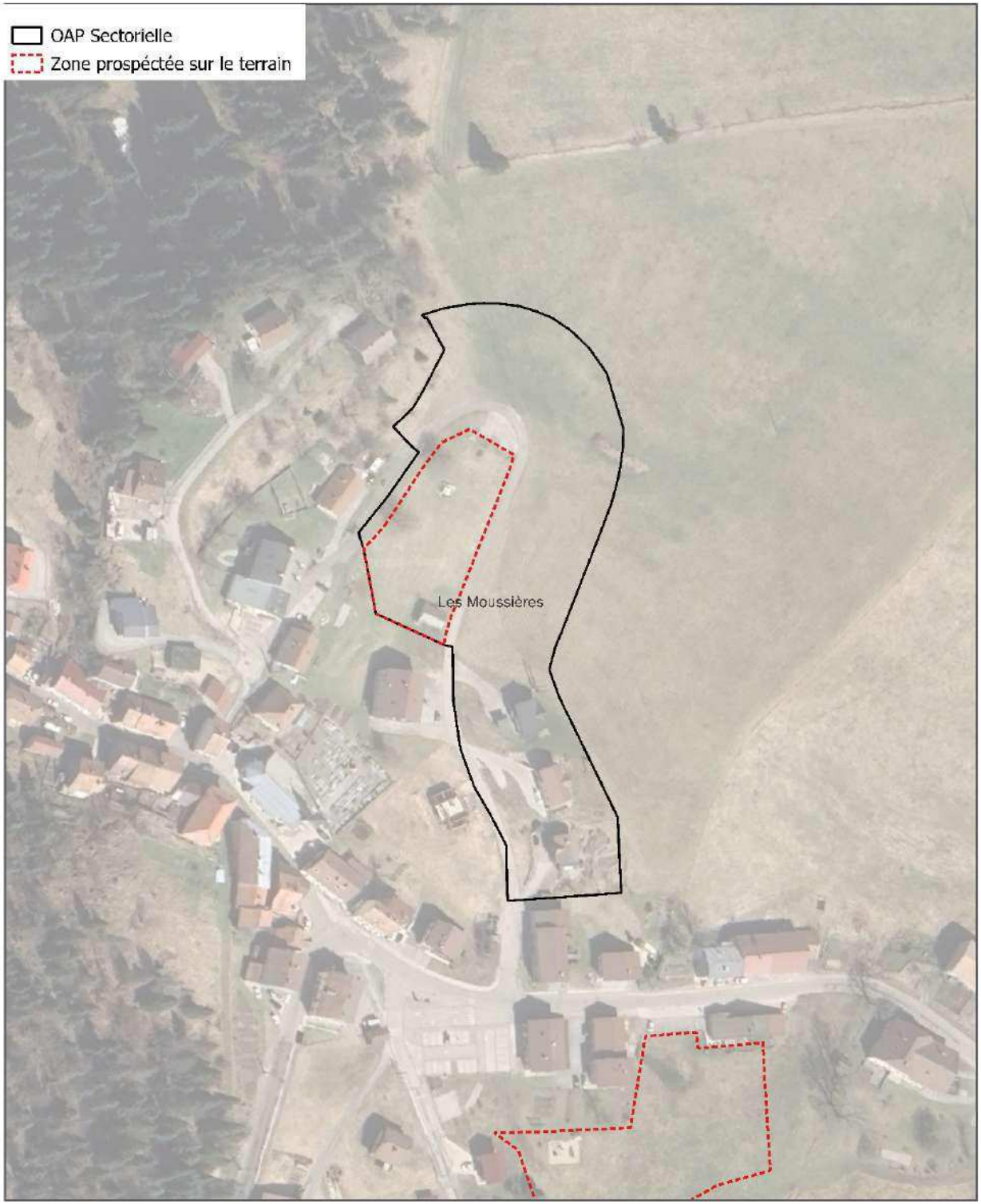
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LES MOUSSIERES : La cheminée

1.4 ha



n° OAP : 50
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Fort

Occupation du sol : Prairie

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RB MOH du PNR
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RB MOH du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : En bordure de RB local

Cours d'eau/écoulement/fossé : RAS
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : Présence d'une zone humide à la suite du terain

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RB MOH du PNR
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Zone humide
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : La parcelle est occupée par de la prairie de fauche sans enjeu. En revanche, une zone humide est présente en bas de pente dans la dépression, du fait du ruisellement gravitaire des eaux pluviales.

N
0 15 30 m

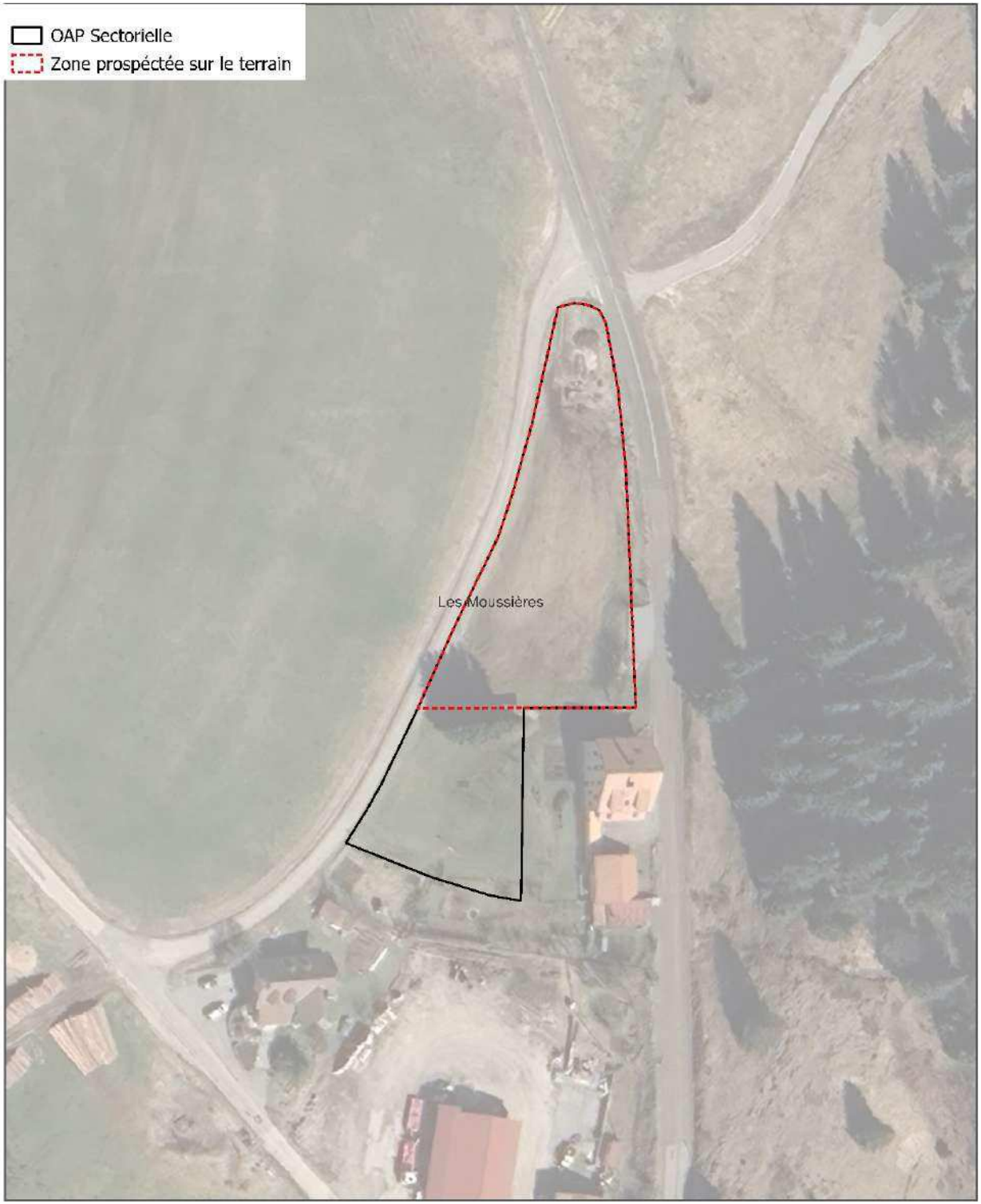
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LES MOUSSIERES : Entrée du village

0.248 ha



n° OAP : 70
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Fort

Occupation du sol : Prairie

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RB MOH à proximité
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : Une cavité au Sud du site
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions et Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : Présence d'une ZH suite au passage terrain

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Itinéraire d'intérêt paysager à valoriser en bordure du site
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : Une cavité au Sud du site
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : Route principale le long du site

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Zone humide / zone de rejet d'un drain souterrain
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Un éxutoire d'eau pluviale en provenance du fossé de la route se déverse dans la parcelle et forme une zone humide autour du rejet. Le reste est occupé par de la prairie de fauche sans enjeu.

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

RAVILLOLES : Lotissement La Perrena

0.515 ha



n° OAP : 31
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : Zone de protection éloignée
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Périmètre de captage et prairie
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Peu d'enjeu à part le périmètre de protection de captage

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

ROGNA : Route de Viry

0.806 ha



n° OAP : 32
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu faible

Occupation du sol : tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : A proximité du Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : 350m au Sud : Réseau de gaz naturel (GRT gaz)

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Aucun enjeu particulier
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Aucun enjeu particulier

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SAINT-CLAUDE : Les Avignonets

ha



n° OAP : 33
Destination : Projet extension gendarmerie

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : moyen

Occupation du sol : Tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : ZNIEFF 2 sur le site, Haute vallée de la Bienne et affluents
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : Dans le réservoir Foret du SRADDET
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RB Foret du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : En plein dans le RB Foret du PNR
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : Une ICPE à proximité
Transport Matières Dangereuses : Voie ferrée au sud du site

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : 2 sites CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : ZNIEFF, RB
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Site située dans le RB Foret du SRADDET et du PNR, ainsi qu'en ZNIEFF de type 2

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SAINT-CLAUDE : Extension Cinquétral

4.98 ha



n° OAP : 34
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu fort

Occupation du sol : Pelouse

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : Znieff de type 1 Derrière le Bouchat
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : Présence de pelouse sèche

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RB MOH des milieux ouverts du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : Corridor trame orange
Enjeux TVB ou nature en ville : Corridor de la trame orange (pelouses sèches) sur la parcelle

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde du Trou de L'abimeZone de sauvegarde du Trou de L'abime
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Site le long d'un itinéraire d'intérêt paysagé
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Corridor de la trame orange (pelouses sèches) sur la parcelle et Znieff de type 1
Divers : Pelouse sèche

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Enjeu fort pour la présence de pelouse sèche identifiée

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SAINT-CLAUDE : Chabot

0.12 ha



n° OAP : 44
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Fort

Occupation du sol : Foret

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RB Foret du PNR
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RB Foret du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : Consommation d'ENAF en RB local

Cours d'eau/écoulement/fossé : RAS
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Site le long de la route touristique des montagnes du Jura
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RB Foret du PNR
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Occupation du sol Foret
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Parcelle occupée en majeure partie par du boisement, à préserver.

N
0 15 30 m

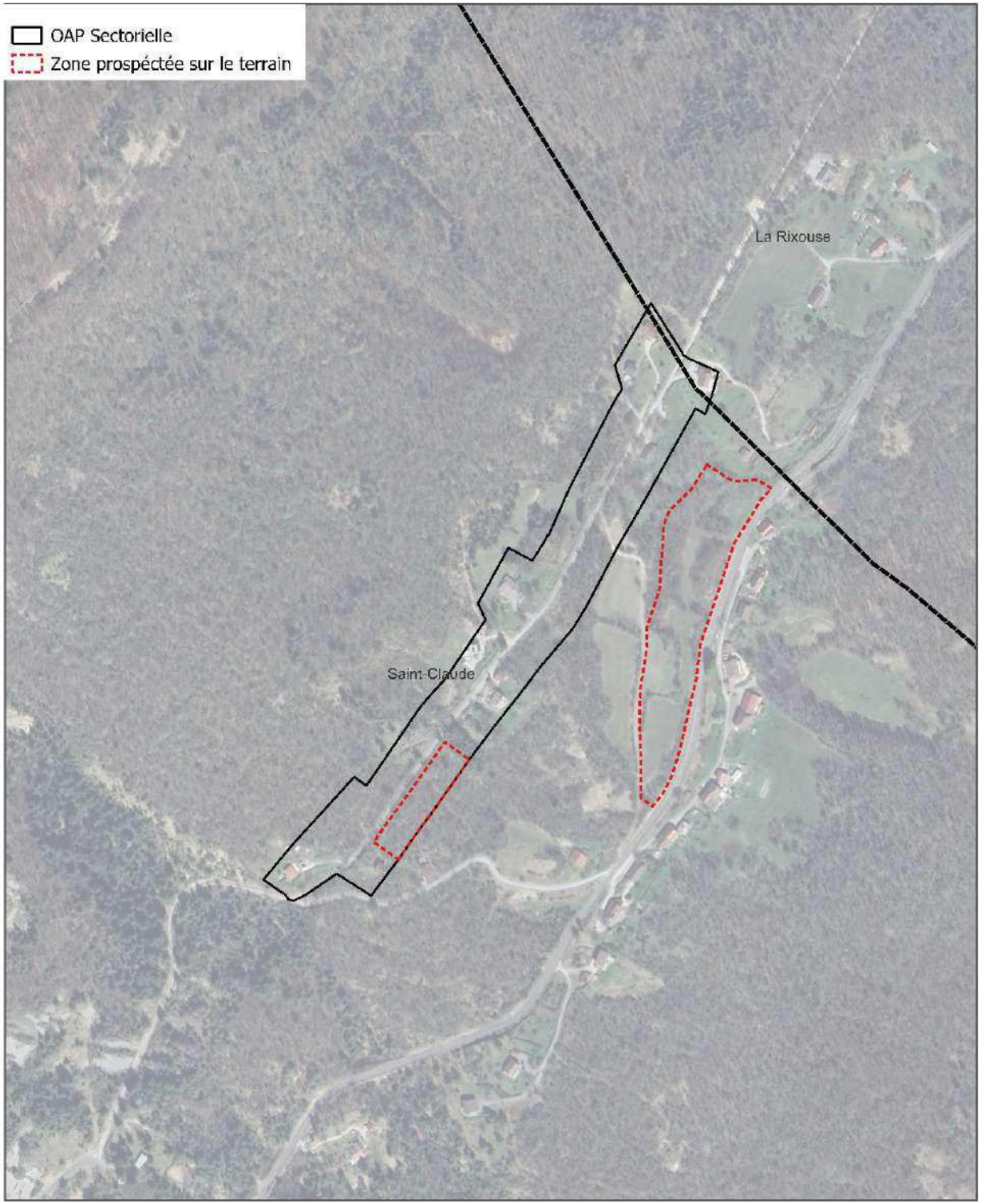
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

LA RIXOUSE,SAINT-CLAUDE : Les Bourguignons

0.368 ha



n° OAP : 48
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Fort

Occupation du sol : Foret

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : Site juste en bordure de la ZNIEFF de type 1 Pelouse sur la Côte
Inventaire ZNIEFF 2 : Site en plein ZNIEFF de type 2 Haute vallée de la Bienne
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 Vallée de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : Secteur en foret
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : Site en plein RB Forêt du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : Corridor forestier
Enjeux TVB ou nature en ville : Corridor Forestier

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : Site dans le RB prioritaire du plan de parc
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : Le site est à proximité immédiate de la zone de protection du Grand Tétras

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : RB, ZNIEFF, Natura 2000
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Parcelle entièrement recouverte par du boisement et située dans plusieurs réservoirs de biodiversité (RB du PNR, ZNIEFF, Natura 2000), à préserver.

N

0 1530 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SAINT-CLAUDE : Etables

0.62 ha



n° OAP : 49
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Moyen

Occupation du sol : Foret

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : ZNIEFF 2 sur le site, Haute vallée de la Bienne et affluents
Réseau Natura 2000 : Site dans la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : Site située en milieux forestier
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RB Foret du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : Bordure de RB, de zone Natura 2000, lisière à protéger

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de l'enragé
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Site le long de la route touristique des montagnes du Jura
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : En bordure du RB Foret du PNR
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : Un site BASOL à proximité]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Site CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : Catégorie 2
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Foret
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Ancienne pature en cours d'enfrichement pour une partie du site. Le rest est de la Foret à préserver.

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SAINT-CLAUDE : Chaumont

0.248 ha



n° OAP : 69
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : faible

Occupation du sol : Jardin privé

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : Site en plein ZNIEFF de type 2 Haute vallée de la Bienne
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : En lisière du RB foret du SRADDET
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Parcelle occupée par des jardins privés et de la pelouse de parc sans enjeu. Une haie arborée est présente et est à préserver.
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Parcelle occupée par des jardins privés et de la pelouse de parc sans enjeu. Une haie arborée est présente et est à préserver.

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SAINT-CLAUDE : Chevry

0.4 ha



n° OAP : 66
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Faible

Occupation du sol : Tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 Vallée de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : A proximité du RB Foret
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : RAS
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Aléa moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : Route principale à proximité
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu :
Divers :

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : pas de terrain sur le site

N

0 15 30 m

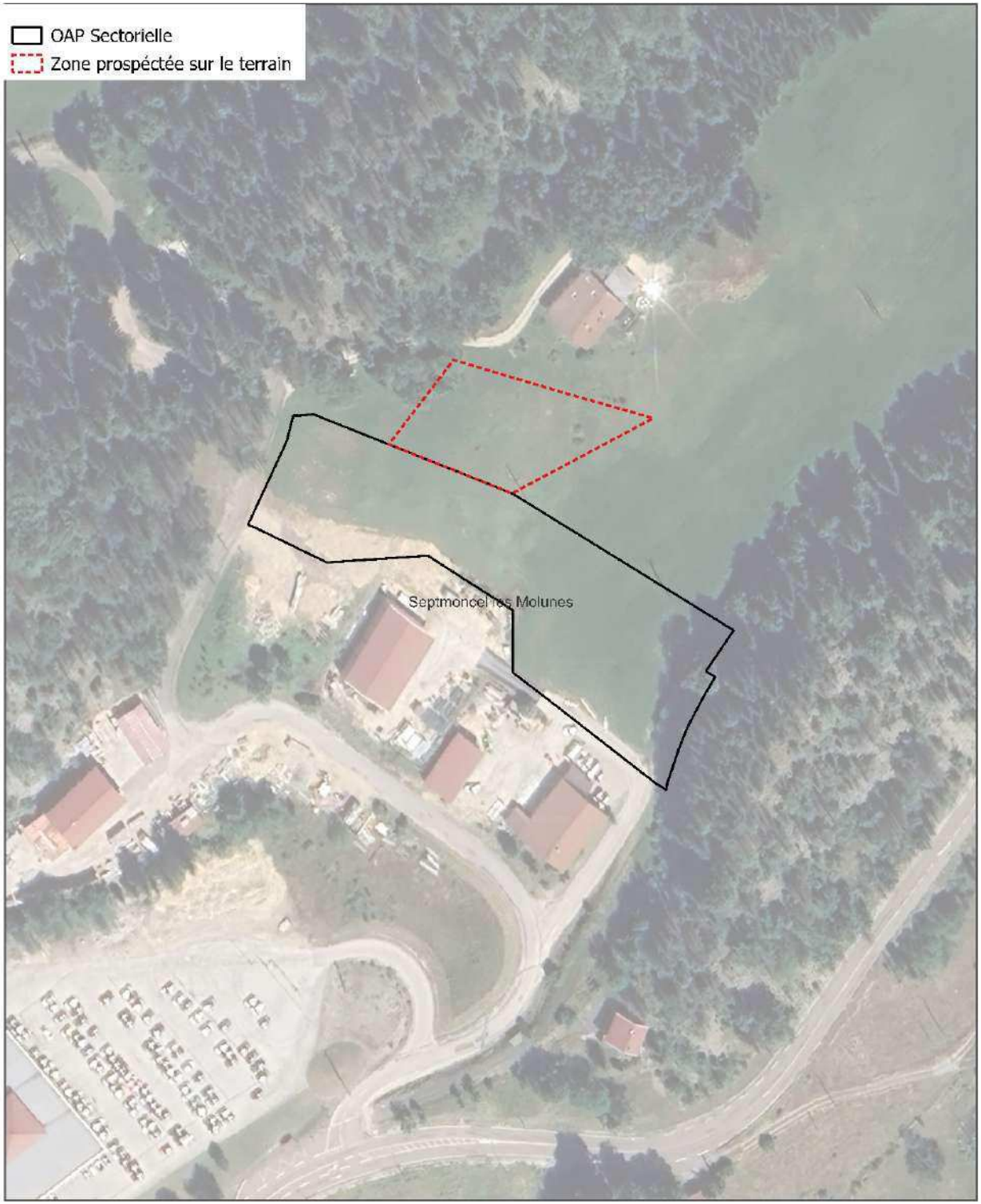
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SEPTMONCEL LES MOLUNES : Le Grand Essart

0.16 ha



n° OAP : 39
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Faible

Occupation du sol : Prairie

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : A proximité de la Znieff de type 1 Lapiaz et Pelouses de Septmoncel-les-Molunes
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : Bord de ZNIEFF 1, lisière forestière

Cours d'eau/écoulement/fossé : RAS
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : PPE de captage
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : Canalisation à moins de 1 km

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu :
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Parcelle occupée par de la prairie de fauche sans enjeu, mais dans le PPE d'un captage. Pas de terrain sur l'emprise de l'OAP.

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SEPTMONCEL LES MOLUNES : Le Dîme

0.664 ha



n° OAP : 38
Destination : ACTIVITES

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu faible

Occupation du sol : Systèmes culturaux et parcellaires

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : Proximité avec le ruisseau de Chapy
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : Secteur de risque négligeable
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Site CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Aucun enjeu particulier
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Aucun enjeu particulier

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SEPTMONCEL LES MOLUNES : La fin du Pré

0.314 ha



n° OAP : 40
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu faible

Occupation du sol : Systèmes culturaux et parcellaires

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : Proximité avec le ruisseau de Chapy
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : Secteur de risque negligeable
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Aucun enjeu particulier
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Aucun enjeu particulier

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SEPTMONCEL LES MOLUNES : Au Chapy

0.6 ha



n° OAP : 58
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : A CONFIRMER
Note d'enjeux environnemental : faible

Occupation du sol : Surfaces essentiellement agricoles, interrompues par des espaces naturels importants

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : A proximité du RB prioritaire du plan de parc
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : En lisière du RB Foret du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : Cavité à proximité
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : Un site CASIAS à proximité
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu :
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Pacelle sans enjeu d'après analyse carto, mais en lisière de foret

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SEPTMONCEL LES MOLUNES : Chemin des épines

0.32 ha



n° OAP : 60
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : moyen

Occupation du sol : Tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : Périmètre de protection rapproché d'un captage
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : PPR de captage
Divers : Plusieurs grands arbres sur la parcelle, à préserver.

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Parcelle occupée par de la prairie de fauche, sans enjeux. Plusieurs grands arbres à préserver. Dans le périmètre de protection rapproché d'un captage

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SEPTMONCEL LES MOLUNES : Au Manon

0.8 ha



n° OAP : 56
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : A confirmer
Note d'enjeux environnemental : moyen

Occupation du sol : Pelouse et paturage naturel

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : A proximité de milieux humides de l'inventaire départemental
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RB Prioritaire du plan de parc
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : Secteur sur une coupure verte
Enjeux TVB ou nature en ville : Secteur sur le périmètre d'une coupure verte à maintenir

Cours d'eau/écoulement/fossé : RAS
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : Réservoir du PNR Milieux ouverts herbacés
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Aléa moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : Route principale à proximité
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu :
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Site sur une coupure verte de la TVB à préserver, dans le RB Milieux ouverts herbacés du PNR

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

VILLARD-SAINT-SAUVEUR : Au Verger

1.329 ha



n° OAP : 41
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : Tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : Site en lisière du RB Forêt du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : Une cavité a l'Ouest du site
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : Confluence avec le Flumen et le Tacon
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : Une cavité a l'Ouest du site
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Lisière de RB Forêt du parc
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Lisière de RB Forêt du parc

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

VIRY : Impasse des Murets

0.465 ha



n° OAP : 54
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Faible

Occupation du sol : Tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : pas d'enjeux
Divers : Haie arbustive autour de la parcelle, à préserver

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Parcelle occupée par la pature dégradée, sans enjeu.
Préserver la haie

N
0 15 30 m

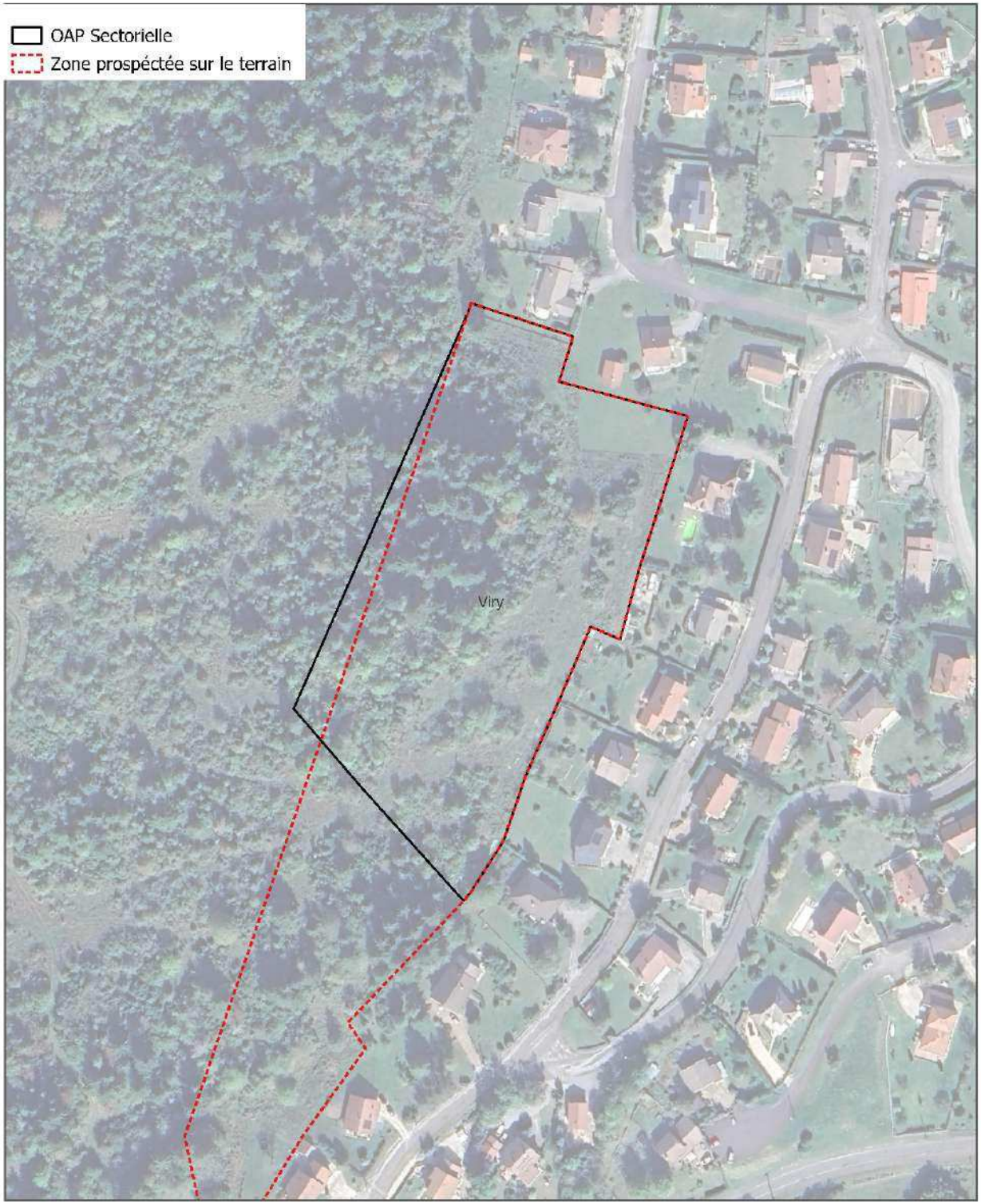
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

VIRY : Roche d'Enchelleux

2.371 ha



n° OAP : 43
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu fort

Occupation du sol : Lande et broussailles

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : Site dans la Zone Natura 2000 Forêts, corniches calcaires, ruisseaux et marais de Vulvoz à Viry
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : Site en lisière du RB Forêt du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Site dans la Zone Natura 2000 Forêts, corniches calcaires, ruisseaux et marais de Vulvoz à Viry
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Zone Natura 2000

N

0 15 30 m

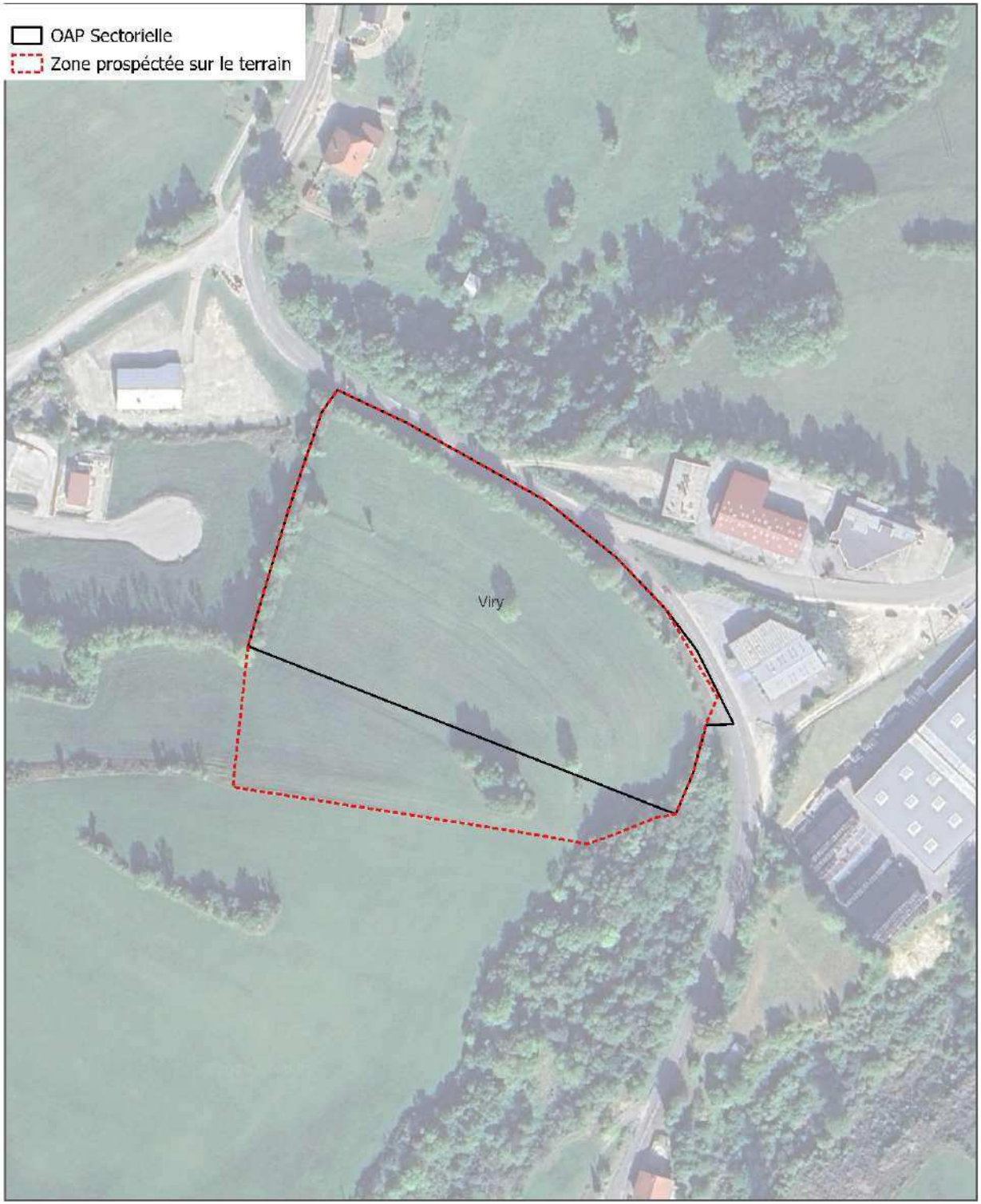
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

VIRY : ZA Peron

2.365 ha



n° OAP : 42
Destination : ACTIVITES

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu fort

Occupation du sol : Prairie

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : Site dans la Zone Natura 2000 Forêts, corniches calcaires, ruisseaux et marais de Vulvoz à Viry
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RB MOH à proximité
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : Proximité avec le Longviry
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Site le long d'un itinéraire d'intérêt paysagé
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : ICPE à proximité immédiate du site
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : Site dans la Zone Natura 2000 Forêts, corniches calcaires, ruisseaux et marais de Vulvoz à Viry
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Zone Natura 2000

N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

VIRY : Rue Victor Hugo

0.4 ha



n° OAP : 55
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : a confirmer
Note d'enjeux environnemental : Faible

Occupation du sol : Prairie

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : Site à proximité de Zone Natura 2000 Forêts, corniches calcaires, ruisseaux et marais de Vulvoz à Viry
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RB MOH du PNR
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone sensible aux pollutions
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : RAS
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : Dans le RB MOH du PNR
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : RAS
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu : pas de terrain
Divers : Parcelle non prospectée

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Site sans enjeu particulier après analyse cartographique, mise à part la présence du RB MOH du PNR. En revanche, aucune prospection de terrain.

N

0 15 30 m

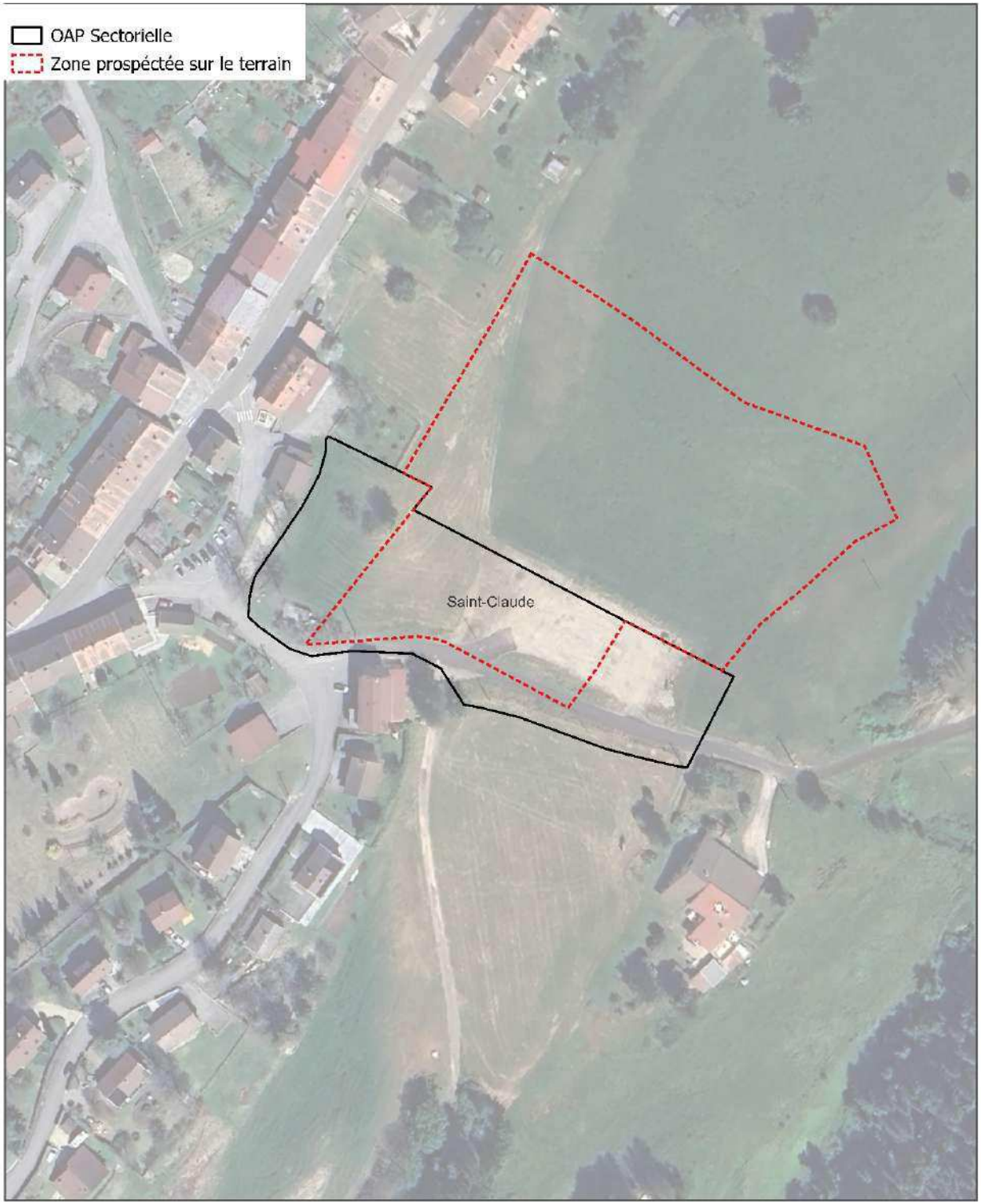
Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SAINT-CLAUDE : Combe aux chats

1.318 ha



n° OAP : 62
Destination : RESIDENTIEL

Priorité : Forte
Note d'enjeux environnemental : Enjeu modéré

Occupation du sol : Pelouse

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : RAS
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : A proximité de la zone Natura 2000 : Vallées et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : RAS
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde du Trou de L'abimeZone de sauvegarde du Trou de L'abime
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Site le long d'un itinéraire d'intérêt paysagé
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : RAS
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : RAS
Secteur affecté par le bruit : RAS
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu :
Divers : Pelouse

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Enjeu moyen, présence de pelouse

N
0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude

SEPTMONCEL LES MOLUNES : Route de genève

0.6 ha



n° OAP : 71
Destination : Residentiel

Priorité : Faible
Note d'enjeux environnemental : Faible

Occupation du sol : Tissu urbain discontinu

Réservoirs de biodiversité majeurs :
Protection(s) : RAS
Inventaire ZNIEFF 1 : A proximité de la Znieff de type 1 Lapiaz et Pelouses de Septmoncel-les-Molunes
Inventaire ZNIEFF 2 : RAS
Réseau Natura 2000 : RAS
Site(s) géré(s) : RAS
Autre(s) : A proximité de la zone Natura 2000 Vallee et côtes de la Bienne, du Tacon et du Flumen
Inventaire pelouses sèches : RAS

Réservoirs de biodiversité local : RAS
Réservoirs de biodiversité prioritaire du PNR : RAS
Réservoirs de biodiversité souterrains SRADDET : RAS
Corridors : RAS
Enjeux TVB ou nature en ville : RAS

Cours d'eau/écoulement/fossé : Zone de sauvegarde des sources de Montbrillant
Espace de bon fonctionnement cours d'eau : RAS
Zones humides (Milieux humides Pôle Relais) : RAS

Cycle de l'eau :
Captages AEP : RAS
Réseau AEP : Sans info
Réseau assainissement : Sans info
Eaux pluviales : Sans info

Paysage
Protection(s) : Eglise Saint-Etienne
vue depuis le site : RAS

Enjeux PNR alpages et estives : RAS
Enjeux PNR zone de protection du Grand Tétras : RAS

Risques naturels :
Mouvement(s) de terrain localisé : RAS
Cavités : RAS
Retrait Gonflement des Argiles : Risque moyen
PPRNmt : Aléa faible et maitrisable
PPRi : RAS
Ruissellement : RAS
Risques technologiques :
ICPE : RAS
Transport Matières Dangereuses : RAS

Nuisances / santé :
Sols pollués (BASOL) : RAS]
Anciens sols pollués (CASIAS) : 2 sites à proximité
Secteur affecté par le bruit : Route principale à proximité
Lignes HT/THT :

Justification du iveau d'enjeu :
Divers : RAS

Commentaires et éléments à prendre en compte dans l'aménagement : Site sans enjeu particulier après analyse cartographique. Pas de prospection de terrain sur ce site.

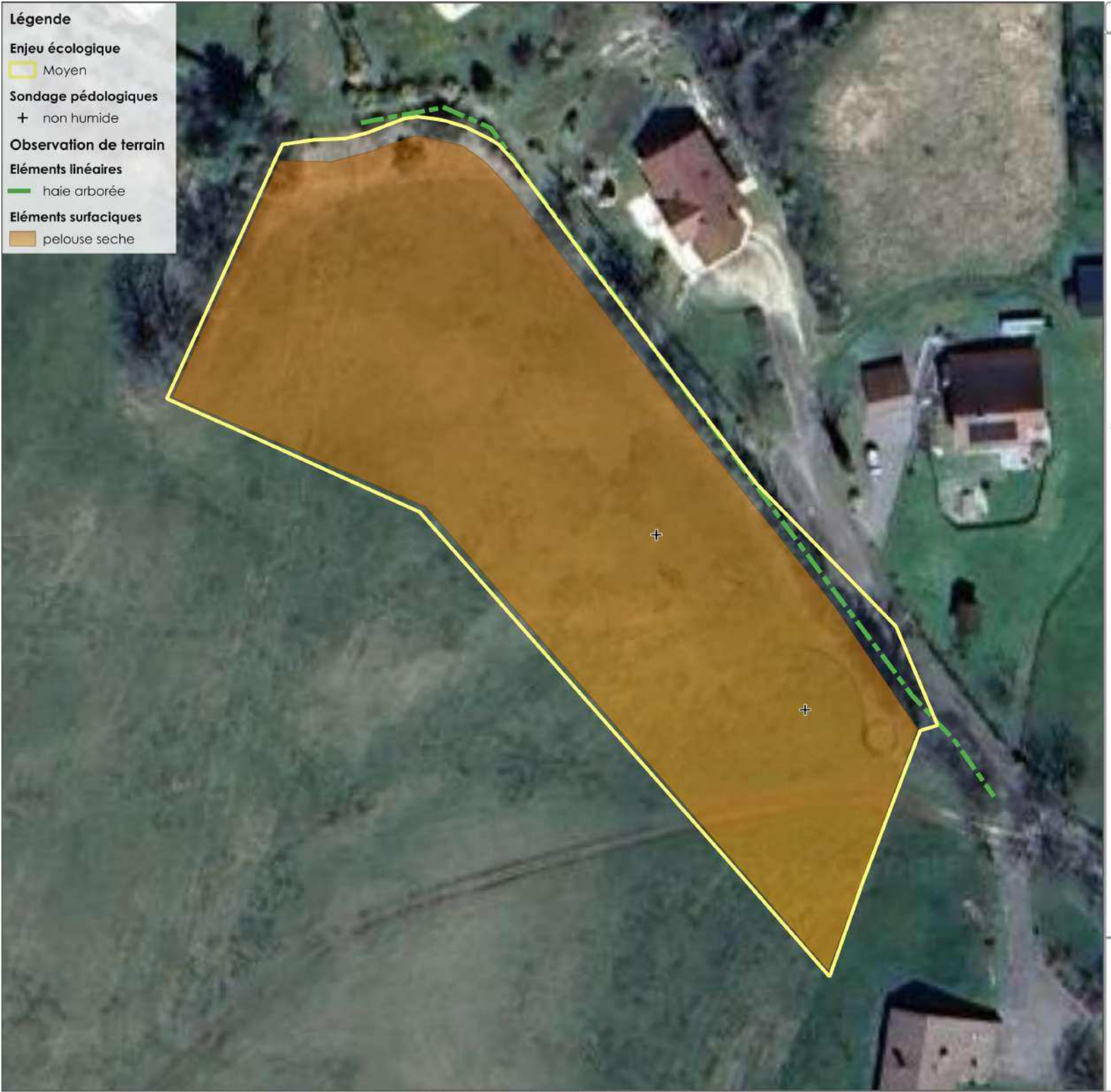
N

0 15 30 m

Source : Mosaique Environnement 2025
Fond : ©IGN - BD ORTHO® 2023
Réalisation : 11/2/2026

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

PLUi Haut-Jura Saint-Claude



AVIGNON LES SAINT CLAUDE

OAP n° 1 : Chemin de la Chapelle

Type de zone : AU
Surface: 0.46 ha

Enjeu écologique : Moyen

Commentaire : Site occupé par de la prairie en zone Natura 2000

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



CHASSAL-MOLINGES

OAP n° 4 : ZA Chambouille III

Type de zone : AU
Surface: 4.519 ha

Enjeu écologique : Moyen

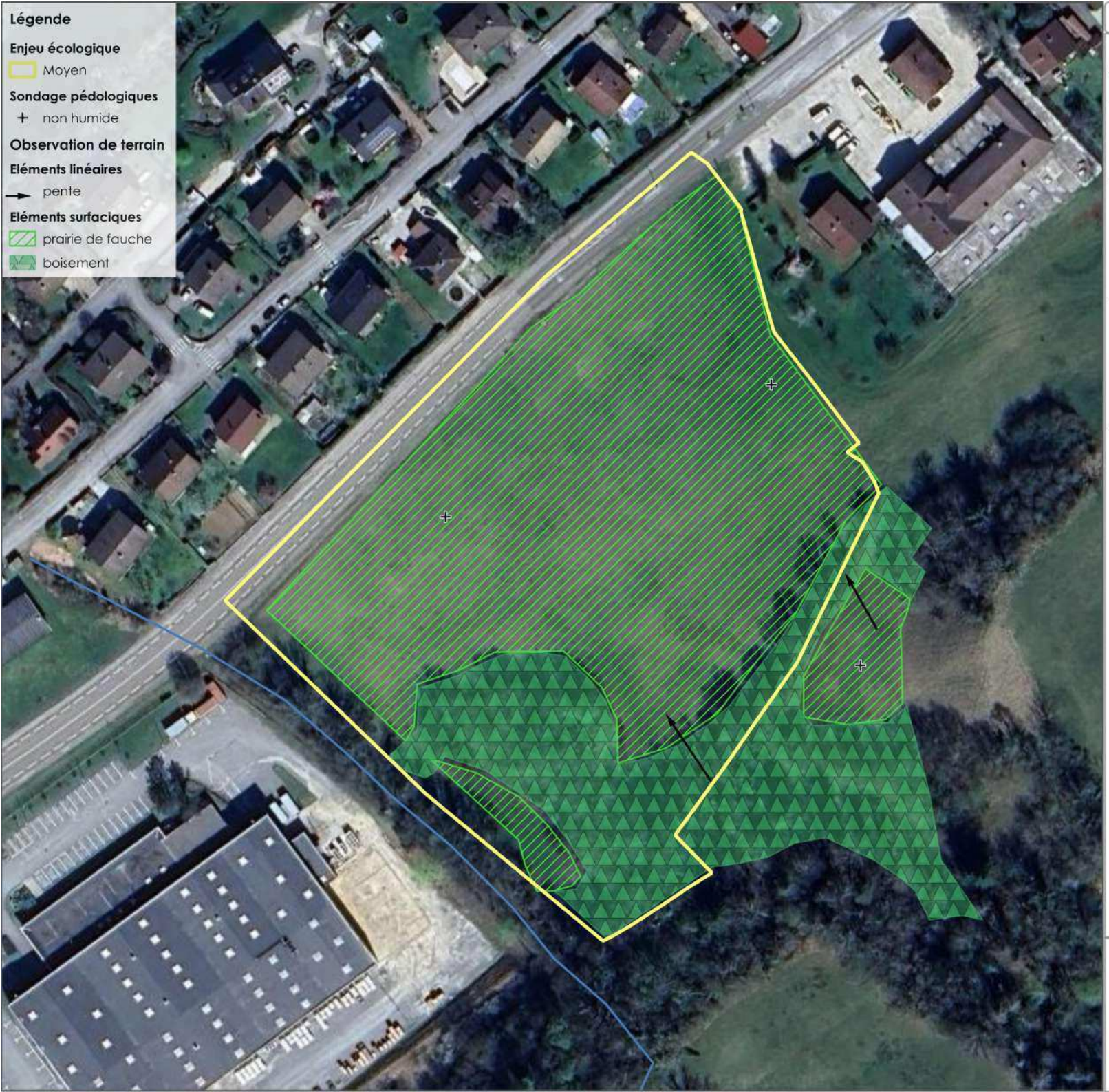
Commentaire : Gestion des lisières à traiter

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



CHASSAL-MOLINGES

OAP n° 5 : ZA Au Querre

Type de zone : AU
Surface: 2.405 ha

Enjeu écologique : Moyen

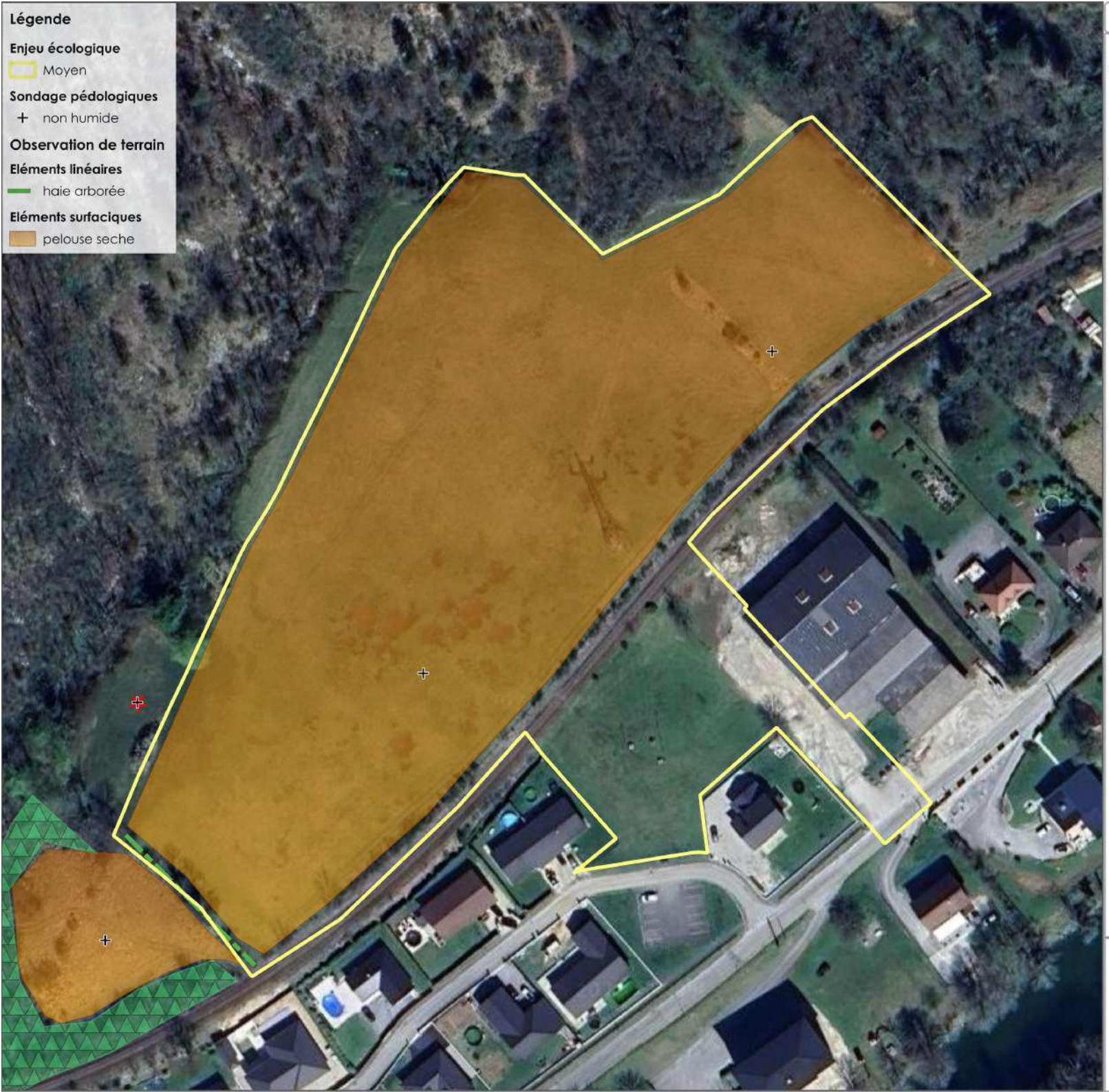
Commentaire : Zone de nuisance pour le bruit catégorie 3

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



CHASSAL-MOLINGES

OAP n° 6 : La Brocatelle II

Type de zone : AU
Surface: 2.85 ha

Enjeu écologique : Moyen

Commentaire : Ligne à haute tension

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



CHOUX

OAP n° 7 : ZA Sur le Bois

Type de zone : AU
Surface: 0.314 ha

Enjeu écologique : Fort

Commentaire : Périmètre éloigné de captage et zone sensible aux pollutions

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



CHOUX

OAP n° 8 : Chemin du Loup

Type de zone : AU
Surface: 0.445 ha

Enjeu écologique : Moyen

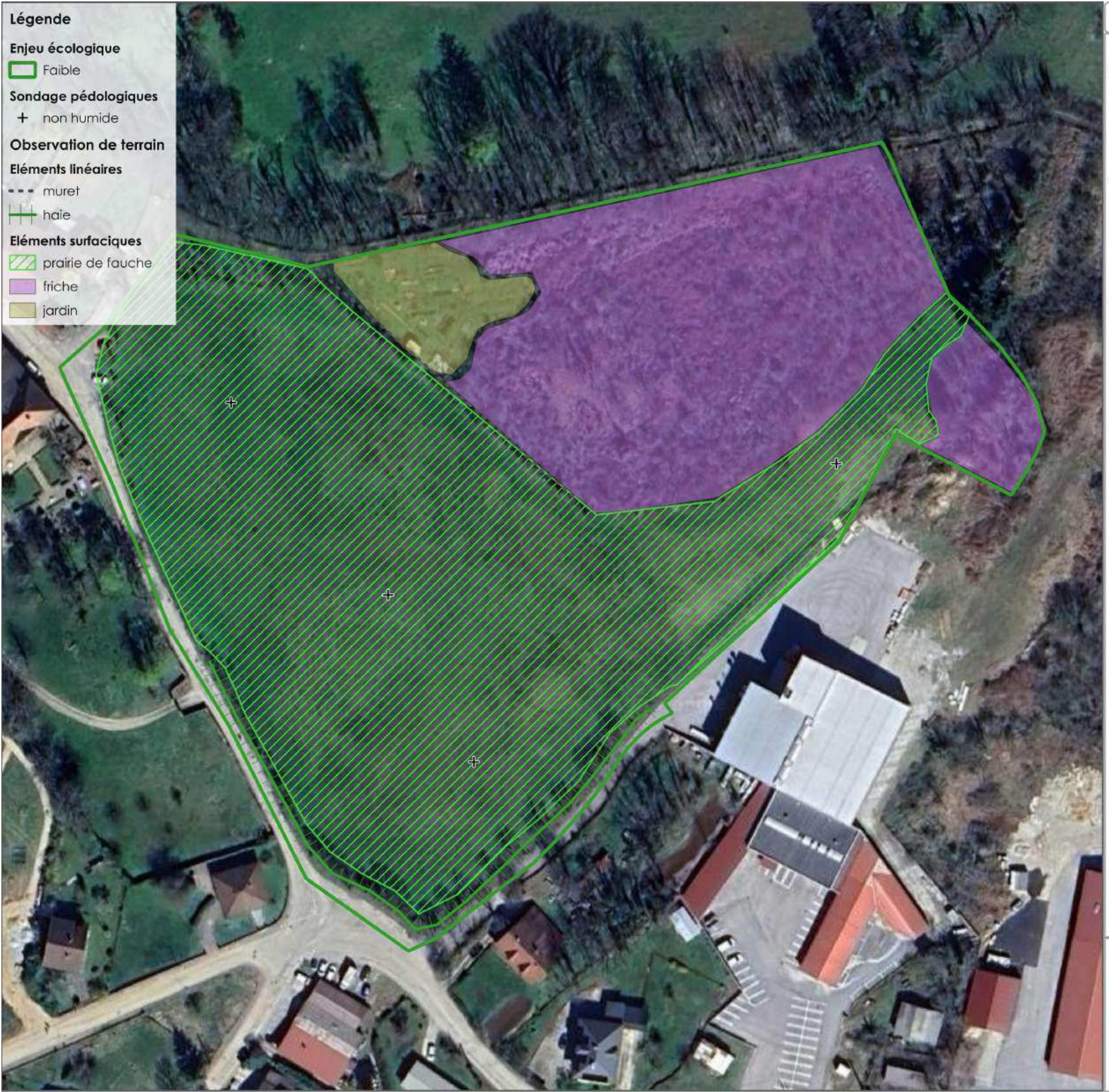
Commentaire : RAS

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



COTEAUX DU LIZON

OAP n° 9 : Sur Panissette

Type de zone : AU
Surface: 3.261 ha

Enjeu écologique : Faible

Commentaire : RAS

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



COTEAUX DU LIZON

OAP n° 10 : Rue du Lac

Type de zone : AU
Surface: 0.79 ha

Enjeu écologique : pas de terrain

Commentaire : RAS

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



COTEAUX DU LIZON

OAP n° 12 : La Croix Raffourg

Type de zone : AU
Surface: 0.52 ha

Enjeu écologique : Faible

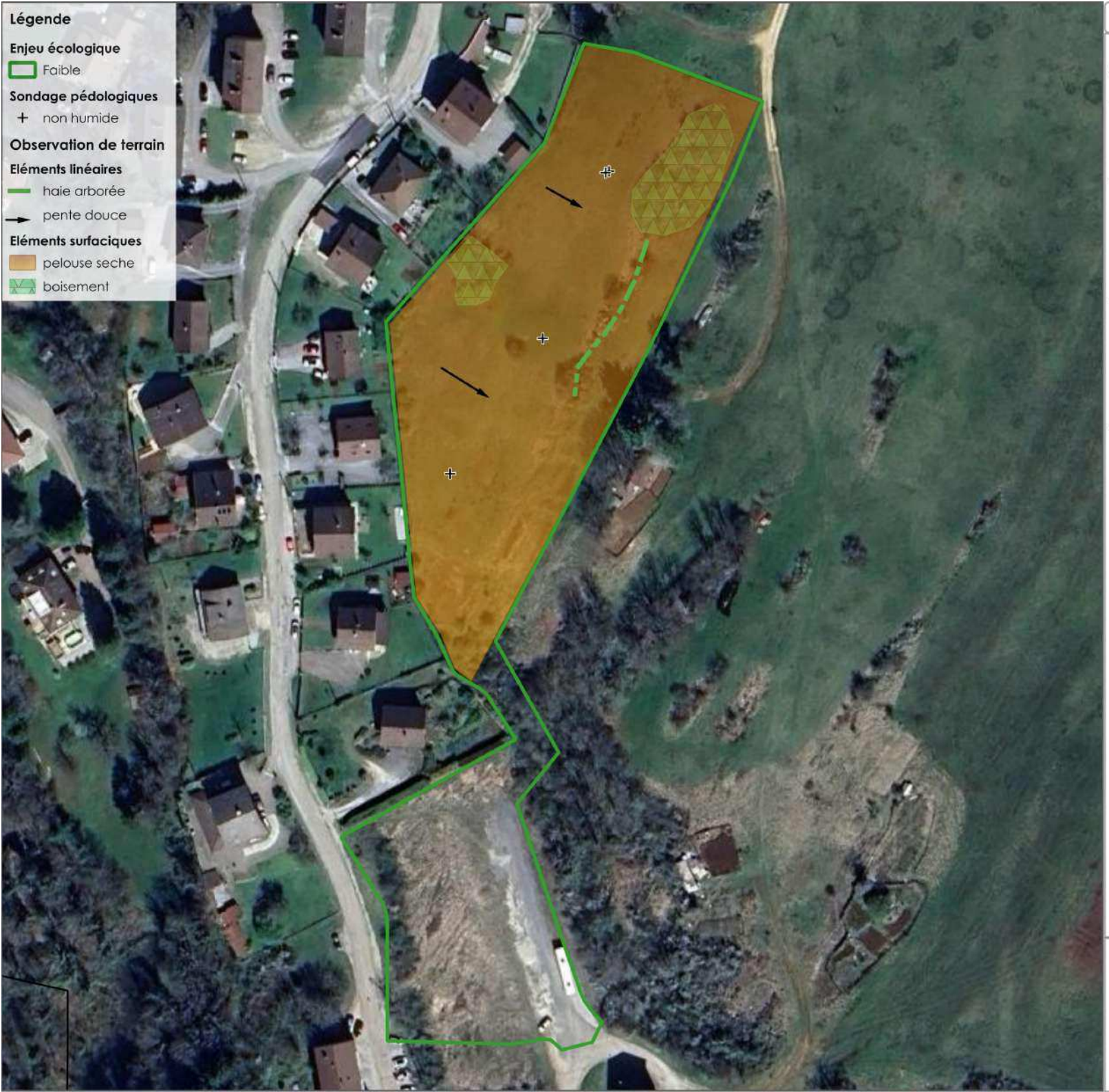
Commentaire : Sans enjeux particulier, à part la haie et le mur.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



COTEAUX DU LIZON

OAP n° 13 : Bas de Versac

Type de zone : AU
Surface: 0.858 ha

Enjeu écologique : Faible

Commentaire : RAS

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



COTEAUX DU LIZON

OAP n° 14 : Sur la Fontaine

Type de zone : AU
Surface: 1.384 ha

Enjeu écologique : pas de terrain

Commentaire : Pas de passage terrain. Pas d'enjeu visible par analyse cartographique.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LA PESSE

OAP n° 19 : La Madone

Type de zone : AU
Surface: 0.454 ha

Enjeu écologique : Fort

Commentaire : Parcelle occupée par de la prairie de fauche sans enjeu particulier. En revanche, la partie basse est occupée par une zone humide, à préserver pour ne pas engendrer de ruisellement jusqu'aux maisons en bas de pente. A proximité d'une forêt.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LA RIXOUSE

OAP n° 20 : Rue des francs Comtois

Type de zone : AU
Surface: 1.045 ha

Enjeu écologique : Faible

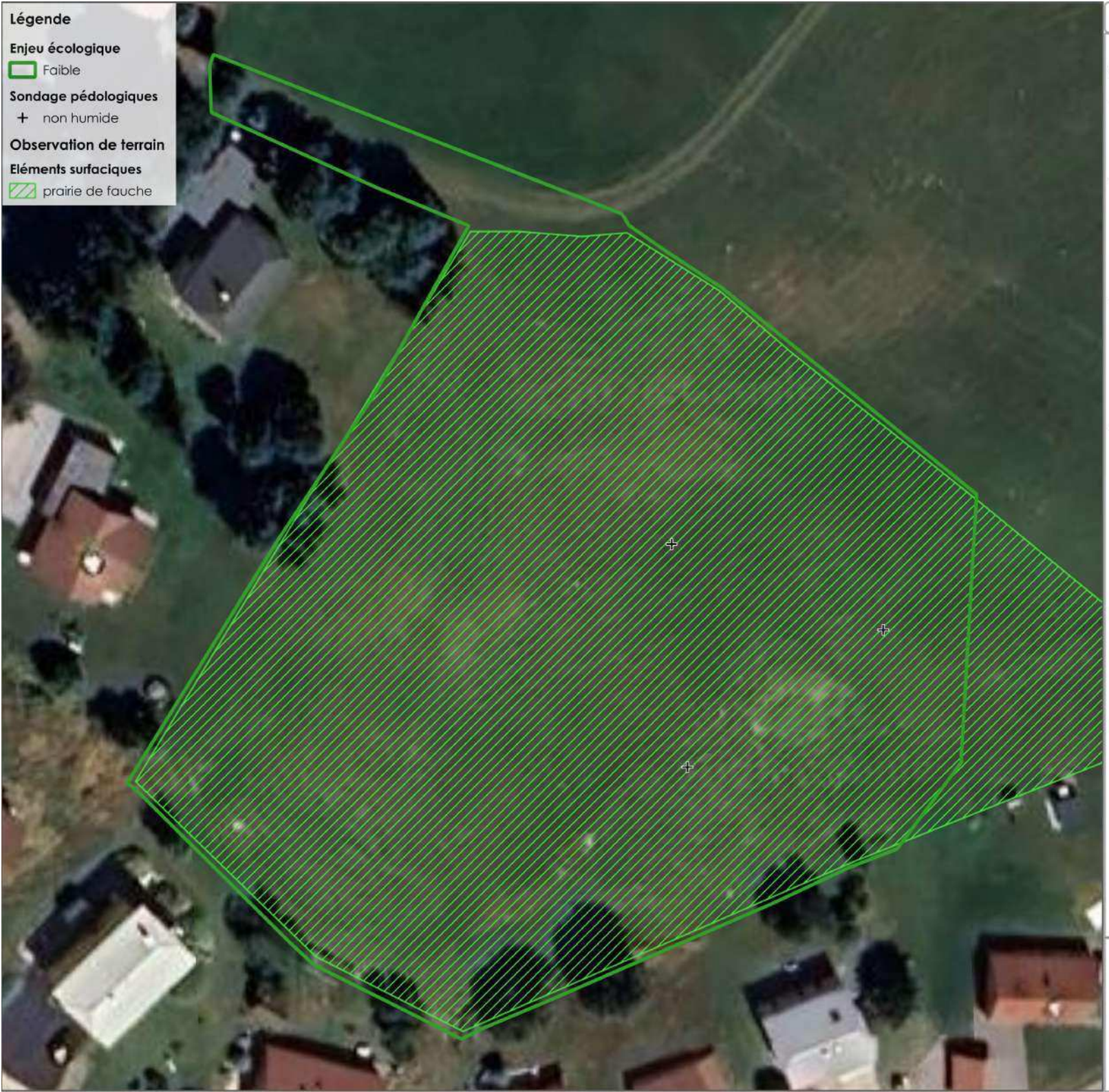
Commentaire : RAS

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LAJOUX

OAP n° 21 : Sous les Champs

Type de zone : AU
Surface: 0.926 ha

Enjeu écologique : Faible

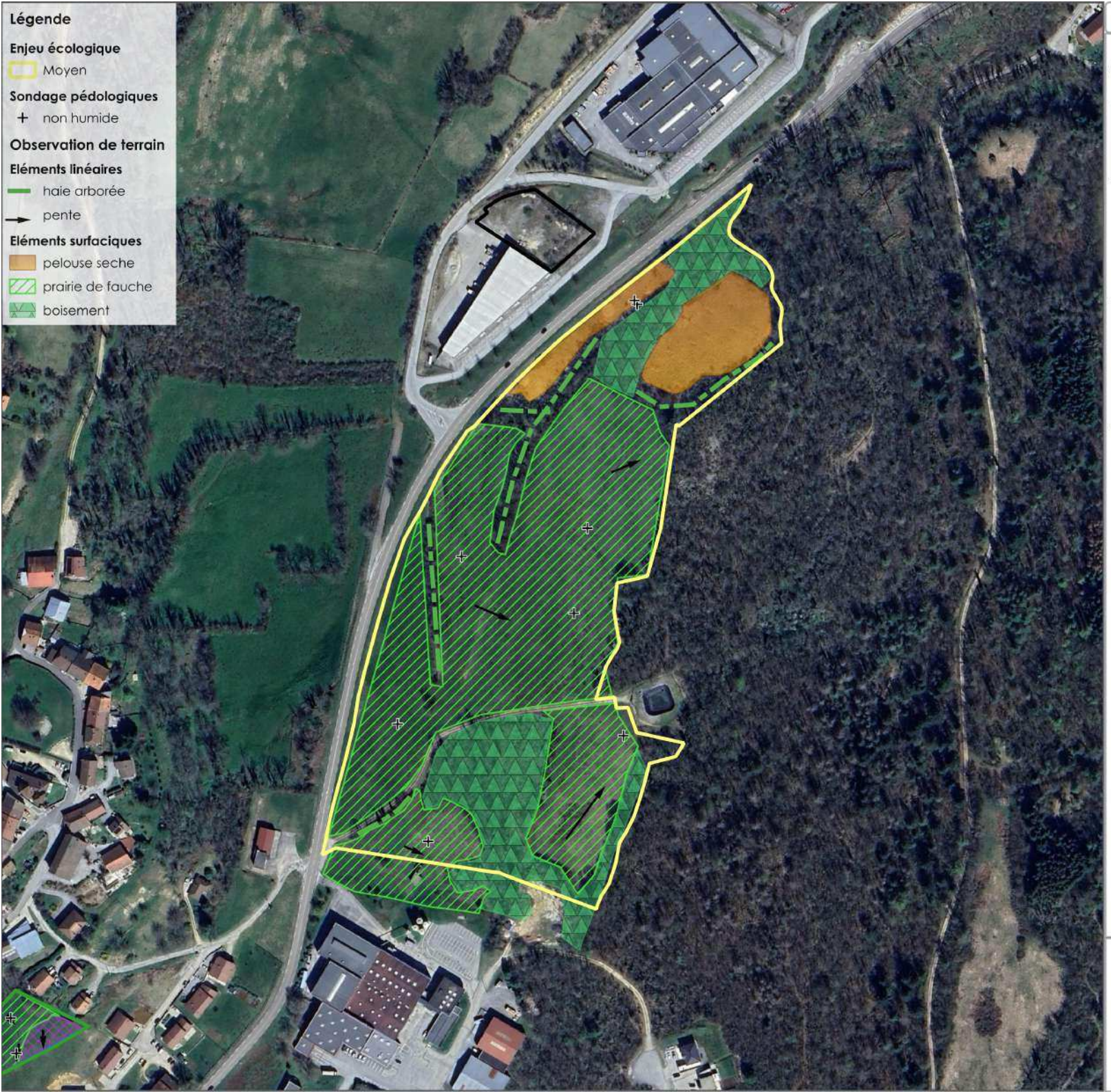
Commentaire : Le site est occupé par de la pelouse qui peut être intéressante pour la biodiversité

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE

OAP n° 23 : Le Curtillet II

Type de zone : AU
Surface: 7.55 ha

Enjeu écologique : Moyen

Commentaire : Présence d'un corridor écologique sur le site

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:2 500

0 60 120 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE

OAP n° 24 : Le Grand verger

Type de zone : AU
Surface: 0.123 ha

Enjeu écologique : Faible

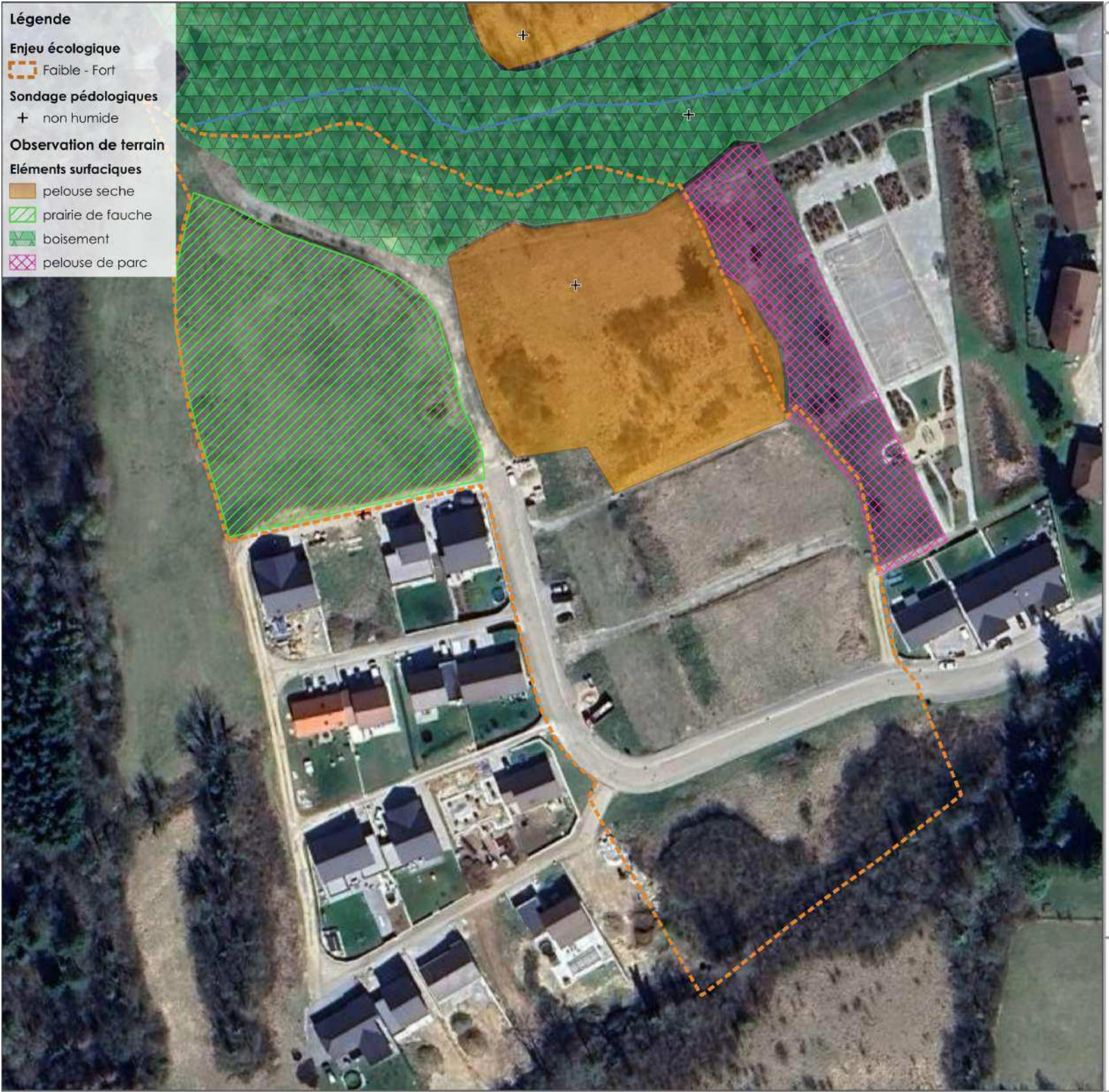
Commentaire : zone de sauvegarde des sources de l'Enragé

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE

OAP n° 26 : Crêt du Bief II

Type de zone : AU
Surface: 4.345 ha

Enjeu écologique : Faible - Fort

Commentaire : Proche des forêts identifiées dans le PNR, un cours d'eau traverse la parcelle

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LES BOUCHOUX

OAP n° 27 : Chemin du Cantou

Type de zone : AU
Surface: 0.335 ha

Enjeu écologique : Faible

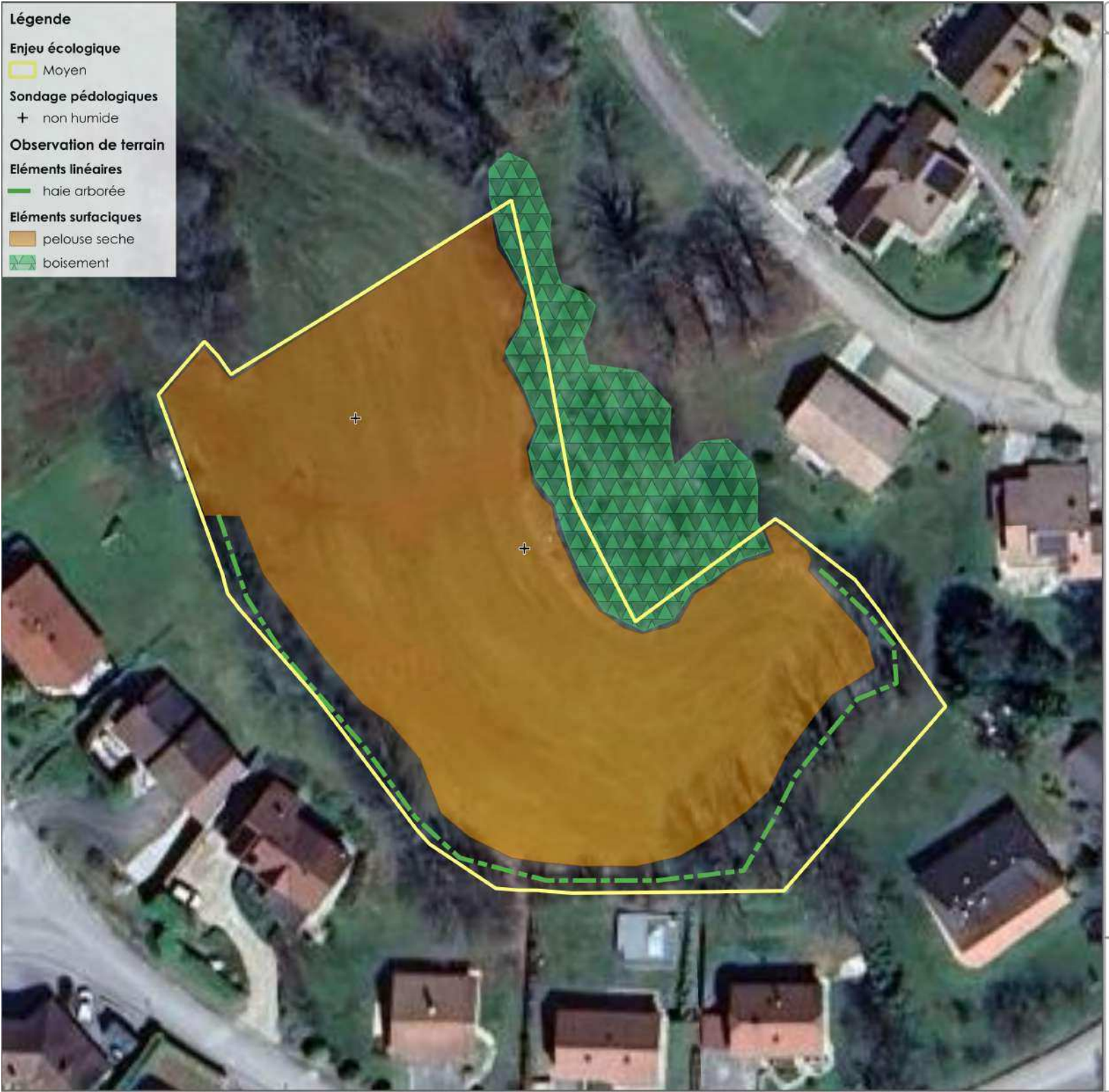
Commentaire : Proximité d'une Zone Natura 2000

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



RAVILLOLES

OAP n° 31 : Lotissement La Perrena

Type de zone : AU
Surface: 0.515 ha

Enjeu écologique : Moyen

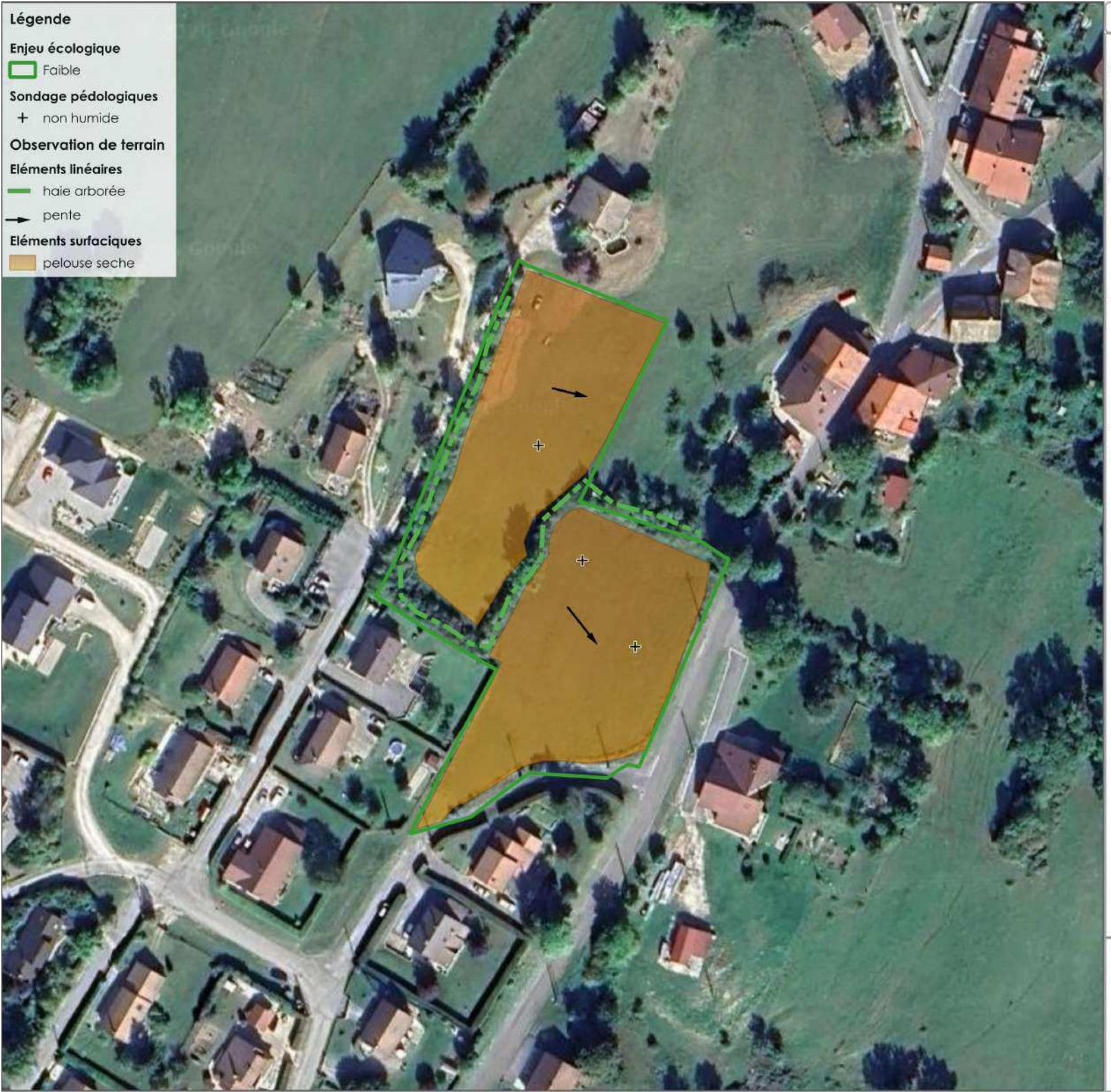
Commentaire : Peu d'enjeu à part le périmètre de protection de captage

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



ROGNA

OAP n° 32 : Route de Viry

Type de zone : AU
Surface: 0.806 ha

Enjeu écologique : Faible

Commentaire : Aucun enjeu particulier

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SAINT-CLAUDE

OAP n° 33 : Les Avignonets

Type de zone : AU
Surface: ha

Enjeu écologique : pas de terrain

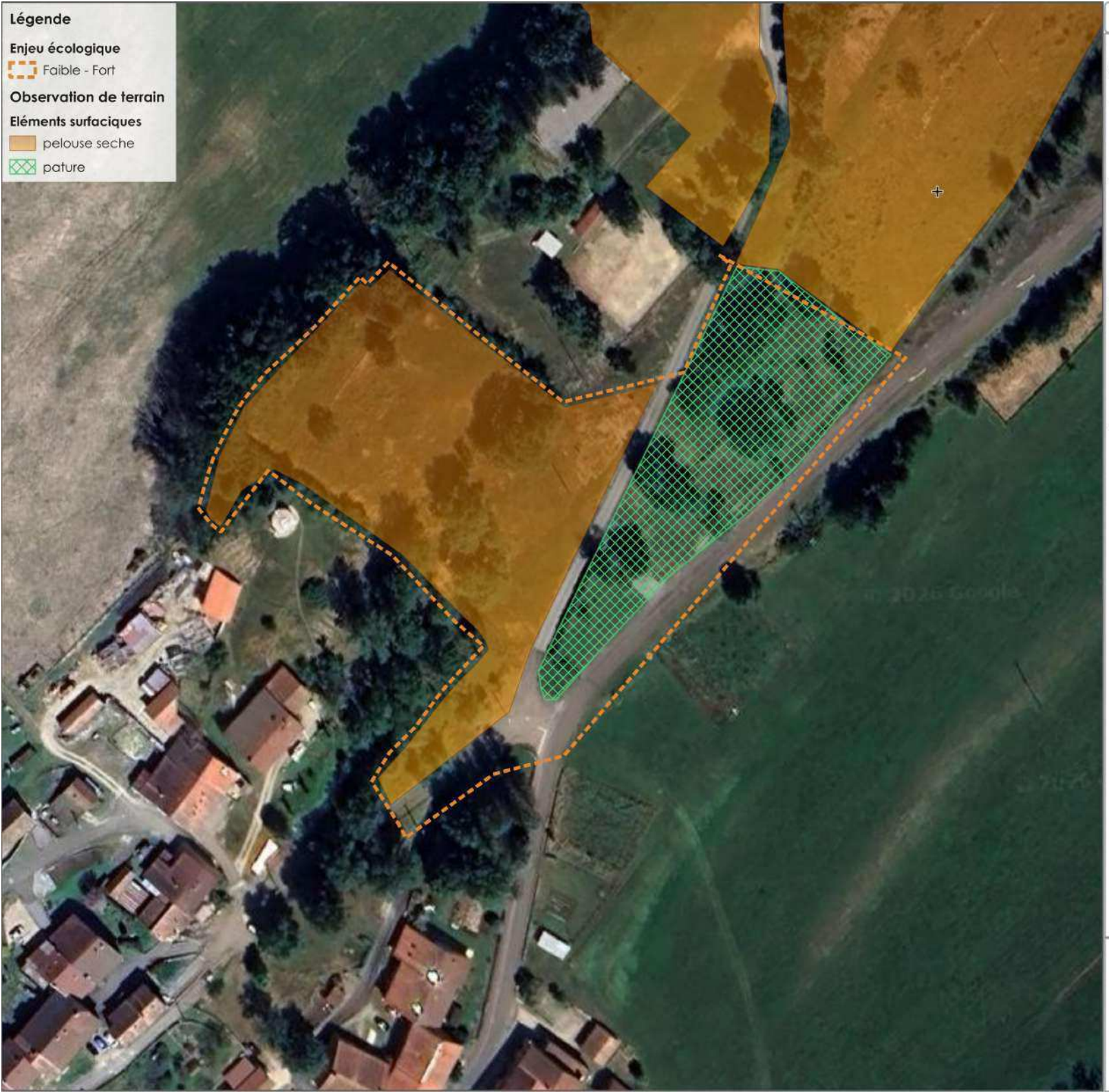
Commentaire : Site située dans le RB Foret du SRADDET et du PNR, ainsi qu'en ZNIEFF de type 2

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SAINT-CLAUDE

OAP n° 34 : Extension Cinquétral

Type de zone : AU
Surface: 4.98 ha

Enjeu écologique : Faible - Fort

Commentaire : Enjeu fort pour la présence de pelouse sèche identifiée

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SEPTMONCEL LES MOLUNES

OAP n° 38 : Le Dîme

Type de zone : AU
Surface: 0.664 ha

Enjeu écologique : Faible

Commentaire : Aucun enjeu particulier

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SEPTMONCEL LES MOLUNES

OAP n° 39 : Le Grand Essart

Type de zone : AU
Surface: 0.16 ha

Enjeu écologique : pas de terrain

Commentaire : Parcelle occupée par de la prairie de fauche sans enjeu, mais dans le PPE d'un captage. Pas de terrain sur l'emprise de l'OAP.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SEPTMONCEL LES MOLUNES

OAP n° 40 : La fin du Pré

Type de zone : AU
Surface: 0.314 ha

Enjeu écologique : Faible

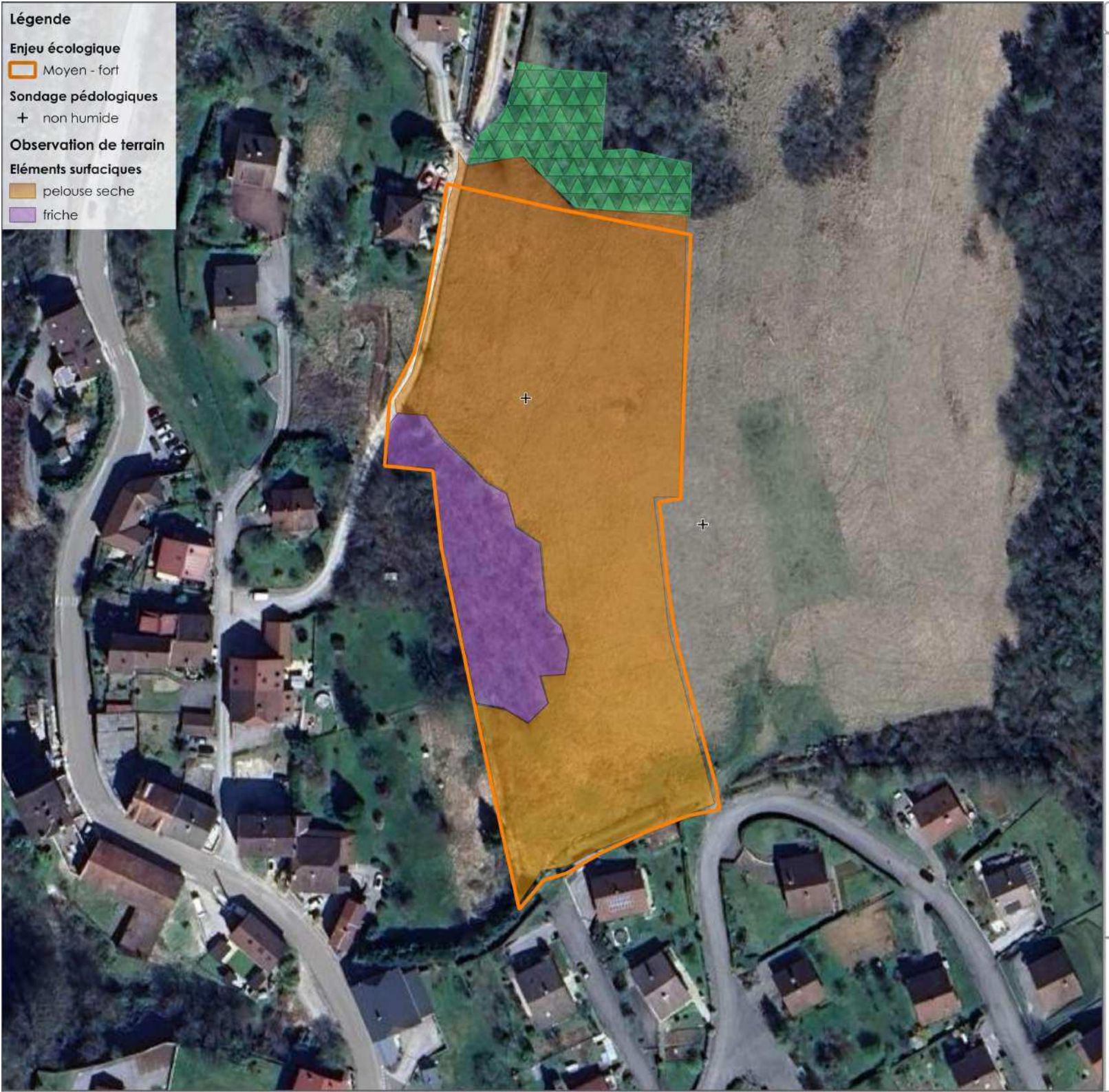
Commentaire : Aucun enjeu particulier

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



VILLARD-SAINT-SAUVEUR

OAP n° 41 : Au Verger

Type de zone : AU
Surface: 1.329 ha

Enjeu écologique : Moyen - fort

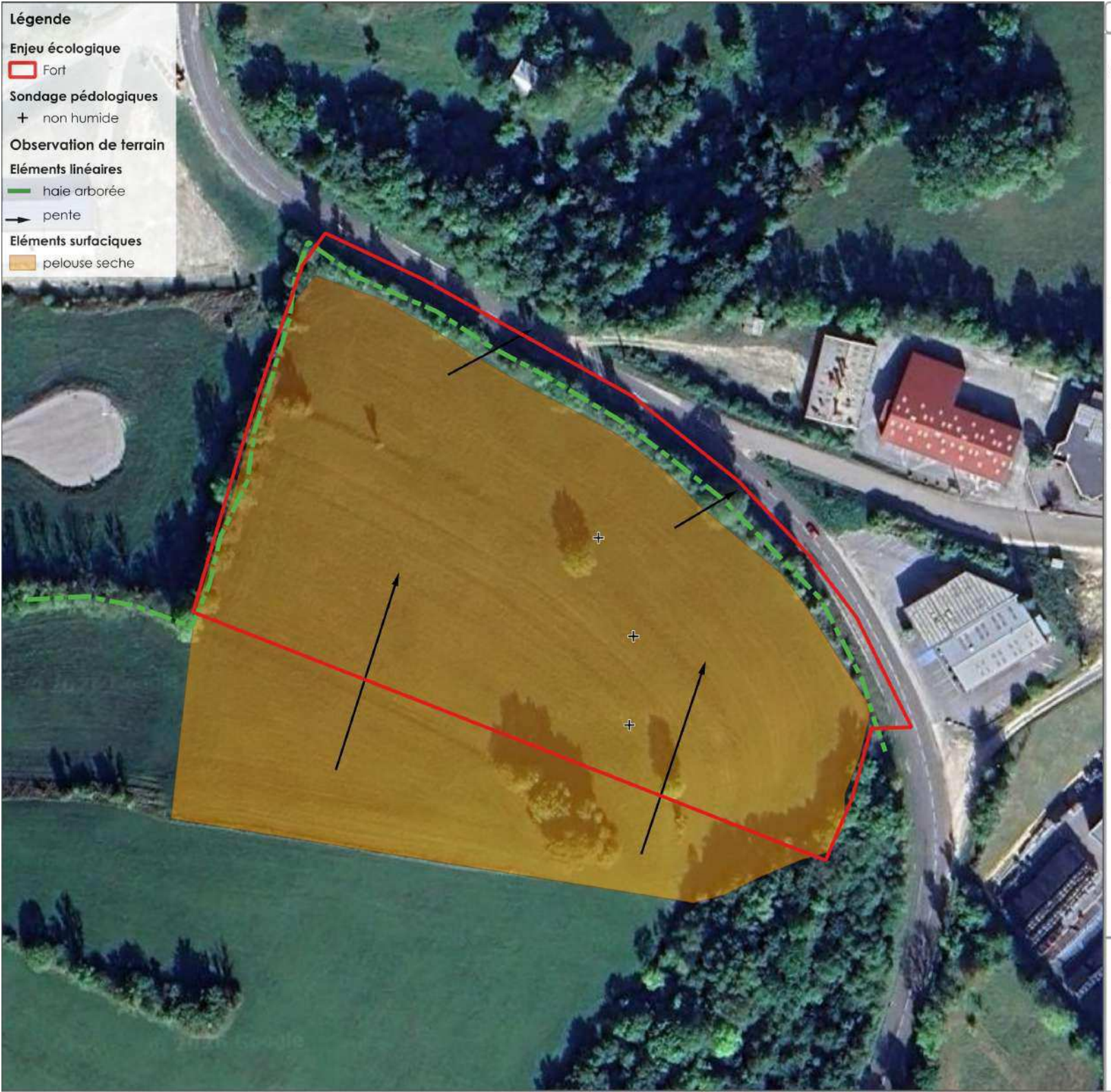
Commentaire : Lisière de RB Forêt du parc

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



VIRY

OAP n° 42 : ZA Peron

Type de zone : AU
Surface: 2.365 ha

Enjeu écologique : Fort

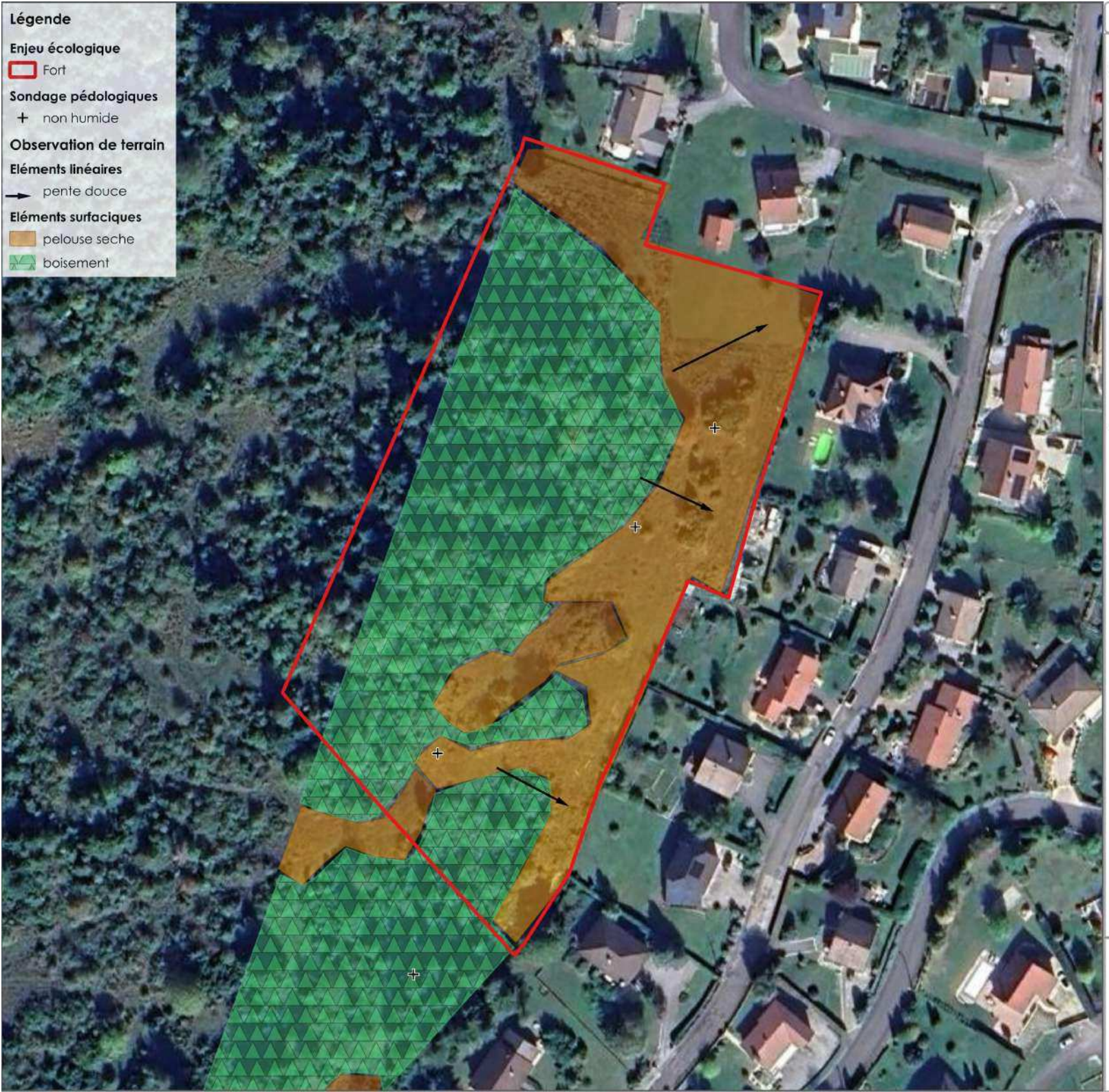
Commentaire : Zone Natura 2000

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



VIRY

OAP n° 43 : Roche d'Enchelleux

Type de zone : AU
Surface: 2.371 ha

Enjeu écologique : Fort

Commentaire : Zone Natura 2000

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SAINT-CLAUDE

OAP n° 44 : Chabot

Type de zone : AU
Surface: 0.12 ha

Enjeu écologique : Fort

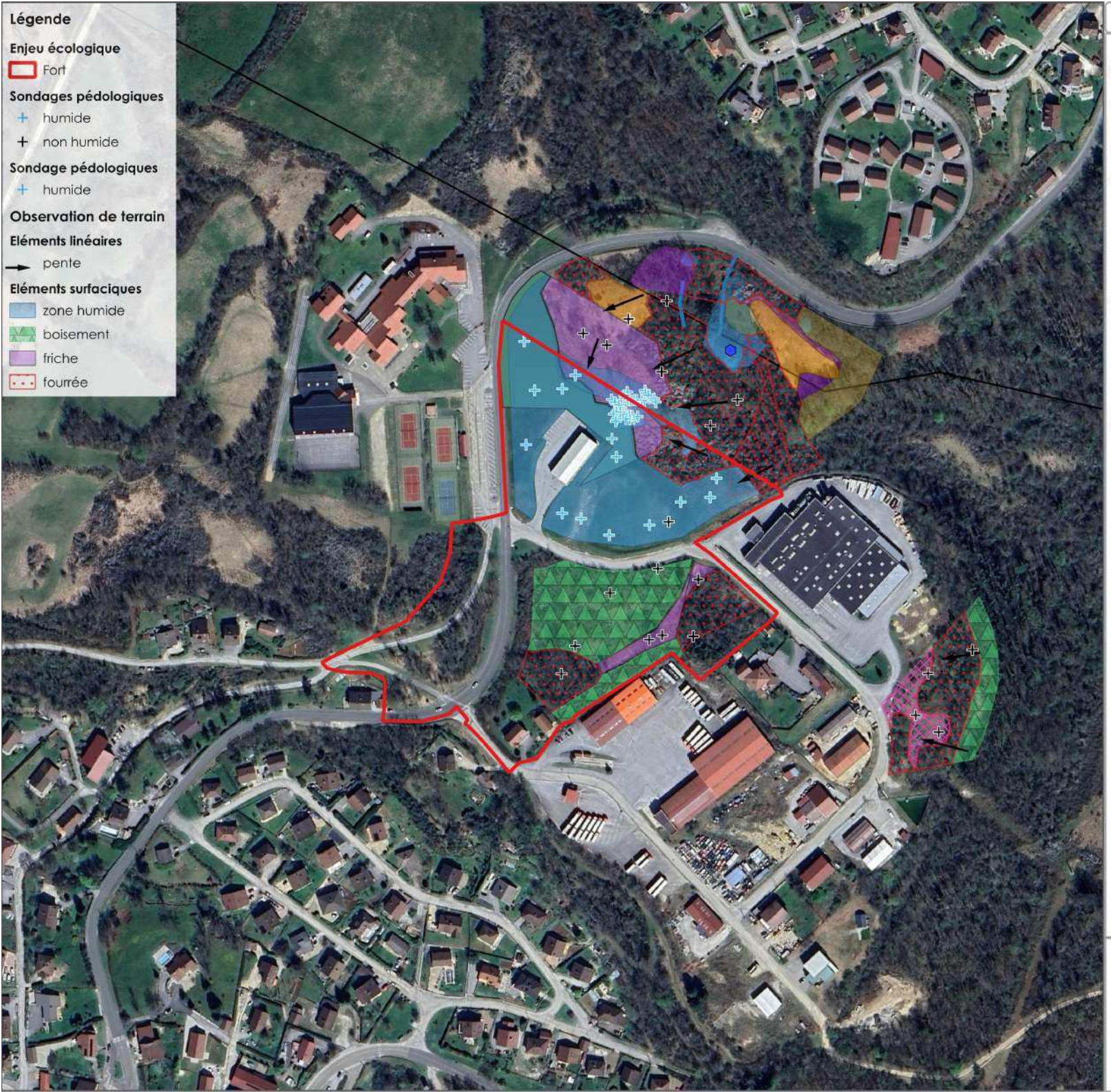
Commentaire : Parcelle occupée en majeure partie par du boisement, à préserver.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE

OAP n° 47 : Gendarmerie

Type de zone : AU
Surface: 0.97 ha

Enjeu écologique : Fort

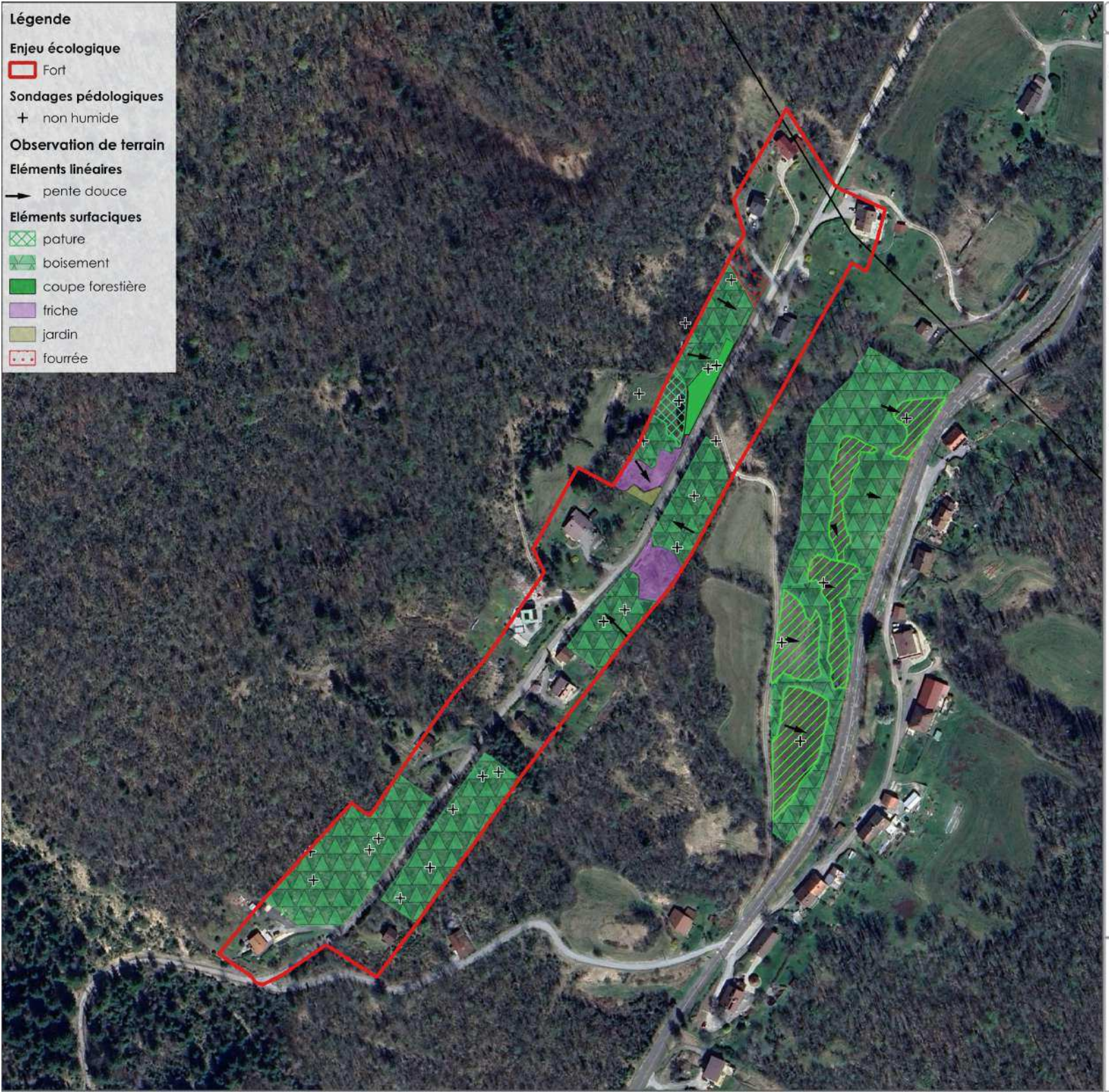
Commentaire : zone de sauvegarde des sources de l'Enragé

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:2 500

0 60 120 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LA RIXOUSE,SAINT-CLAUDE

OAP n° 48 : Les Bourguignons

Type de zone : AU
Surface: 0.368 ha

Enjeu écologique : Fort

Commentaire : Parcelle entièrement recouverte par du boisement et située dans plusieurs réservoirs de biodiversité (RB du PNR, ZNIEFF, Natura 2000), à préserver.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:2 500

0 60 120 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SAINT-CLAUDE

OAP n° 49 : Etables

Type de zone : AU
Surface: 0.62 ha

Enjeu écologique : Moyen

Commentaire : Ancienne pature en cours d'enfrichement pour une partie du site. Le rest est de la Foret à préserver.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise

OAP n° 50 : La cheminée

Type de zone : AU
Surface: 1.4 ha

Enjeu écologique : Fort

Commentaire : La parcelle est occupée par de la prairie de fauche sans enjeu. En revanche, une zone humide est présente en bas de pente dans la dépression, du fait du ruisellement gravitaire des eaux pluviales.



Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



BELLECOMBE

OAP n° 51 : Les Mouilles

Type de zone : STECAL
Surface: 1.021 ha

Enjeu écologique : Fort

Commentaire : La parcelle est occupée par de la prairie de fauche / pâture sans enjeu. En revanche, deux zones humides situées en bas des pentes et dans une zone de dépression sont présentes. La parcelle est également située en lisière de forêt.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



VIRY

OAP n° 54 : Impasse des Murets

Type de zone : AU
Surface: 0.465 ha

Enjeu écologique : Faible

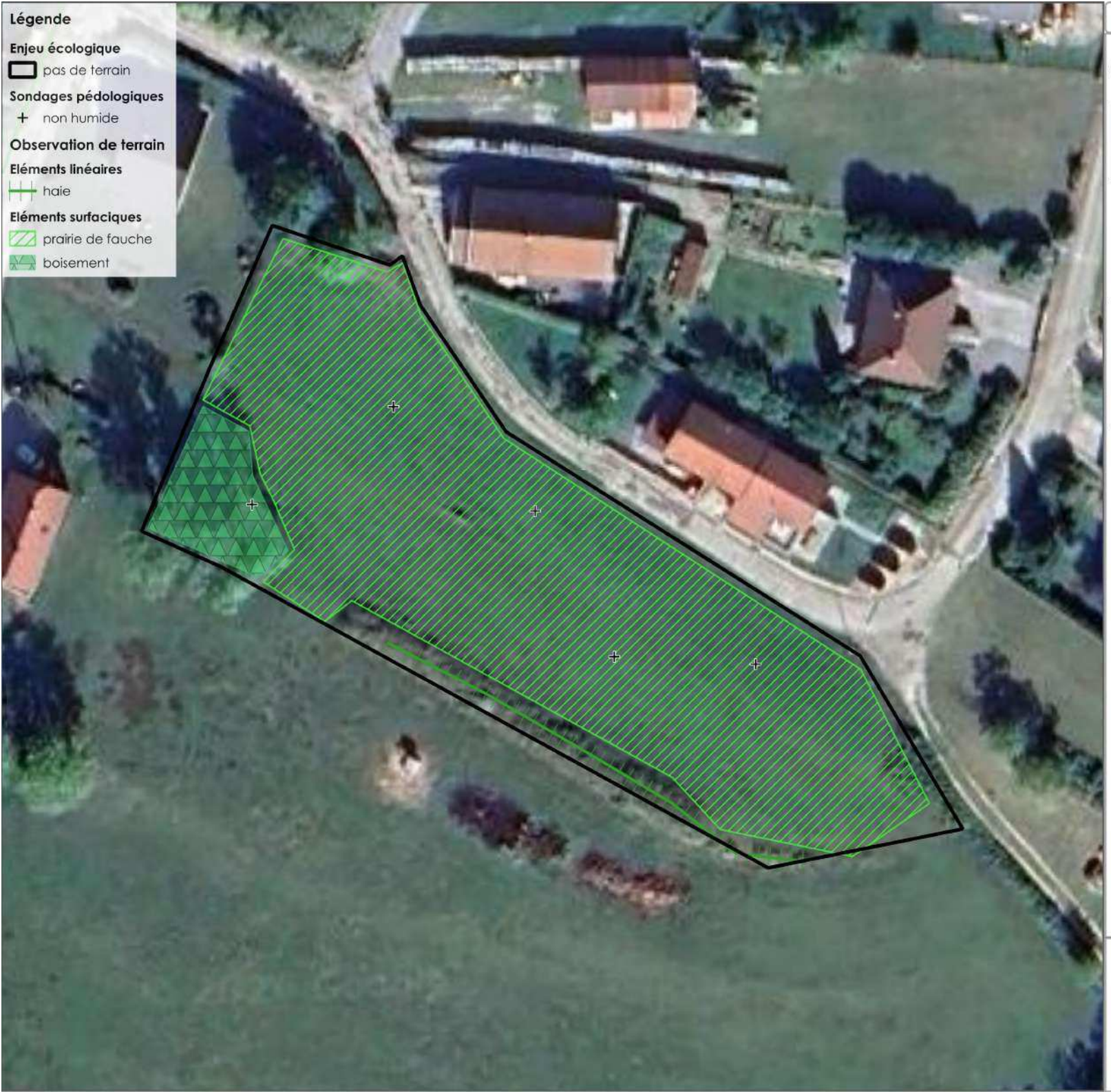
Commentaire : Parcelle occupée par la pature dégradée, sans enjeu. Préserver la haie

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



VIRY

OAP n° 55 : Rue Victor Hugo

Type de zone : AU
Surface: 0.4 ha

Enjeu écologique : pas de terrain

Commentaire : Site sans enjeu particulier après analyse cartographique, mise à part la présence du RB MOH du PNR. En revanche, aucune prospection de terrain.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SEPTMONCEL LES MOLUNES

OAP n° 56 : Au Manon

Type de zone : AU
Surface: 0.8 ha

Enjeu écologique : pas de terrain

Commentaire : Site sur une coupure verte de la TVB à préserver, dans le RB Milieux ouverts herbacés du PNR

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SEPTMONCEL LES MOLUNES

OAP n° 58 : Au Chapy

Type de zone : au
Surface: 0.6 ha

Enjeu écologique : pas de terrain

Commentaire : Pacelle sans enjeu d'après analyse carto, mais en lisière de foret

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LA PESSE

OAP n° 59 : Sur la Semine

Type de zone : AU
Surface: 1.2 ha

Enjeu écologique : pas de terrain

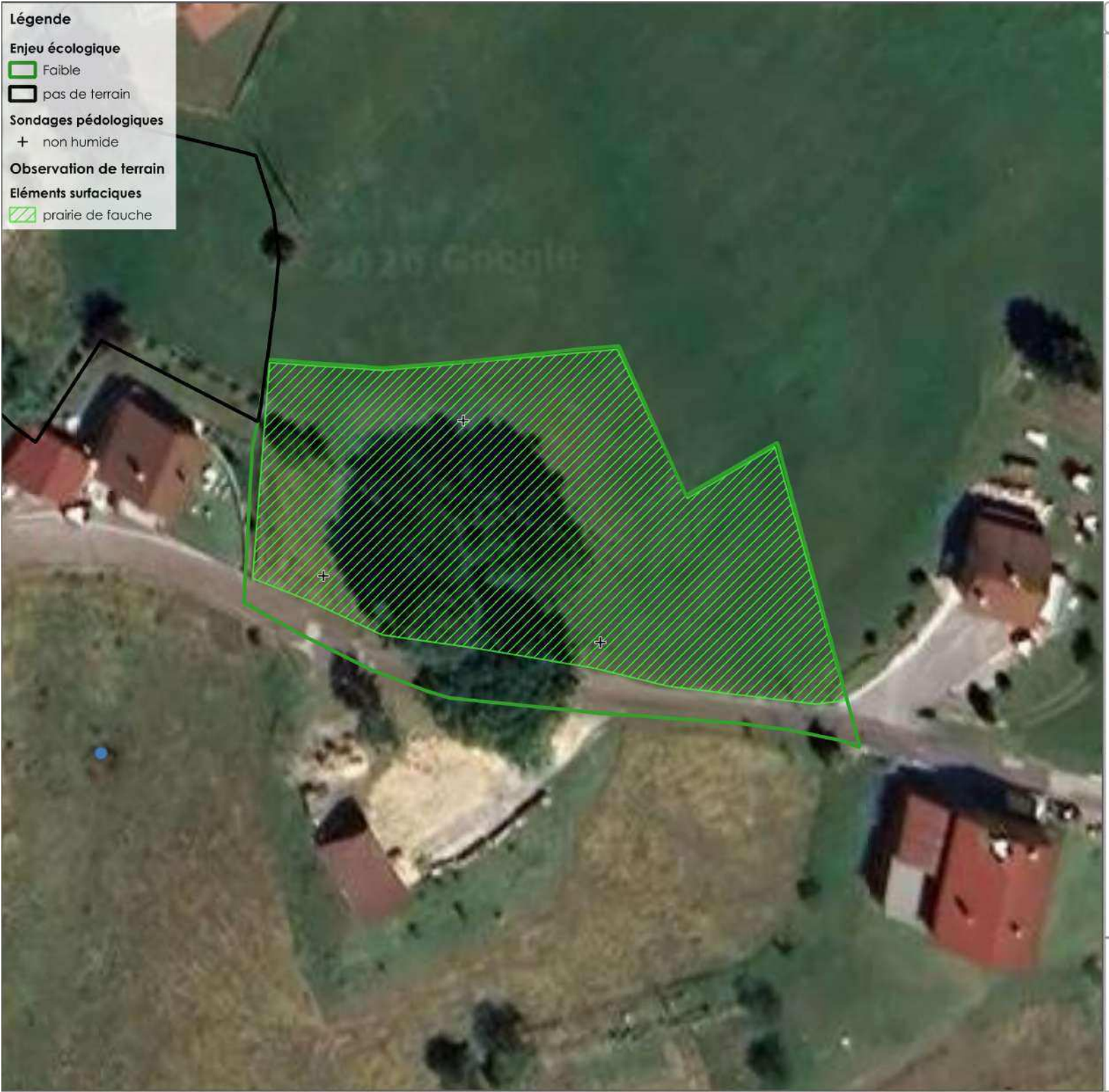
Commentaire : Zones humides à proximité immédiate, pas d'enjeux supplémentaire visibles par analyse carto

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SEPTMONCEL LES MOLUNES

OAP n° 60 : Chemin des épines

Type de zone : AU
Surface: 0.32 ha

Enjeu écologique : Faible

Commentaire : Parcelle occupée par de la prairie de fauche, sans enjeux. Plusieurs grands arbres à préserver. Dans le périmètre de protection rapproché d'un captage

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE

OAP n° 61 : ZA Curtillet

Type de zone : AU
Surface: ha

Enjeu écologique : pas de terrain

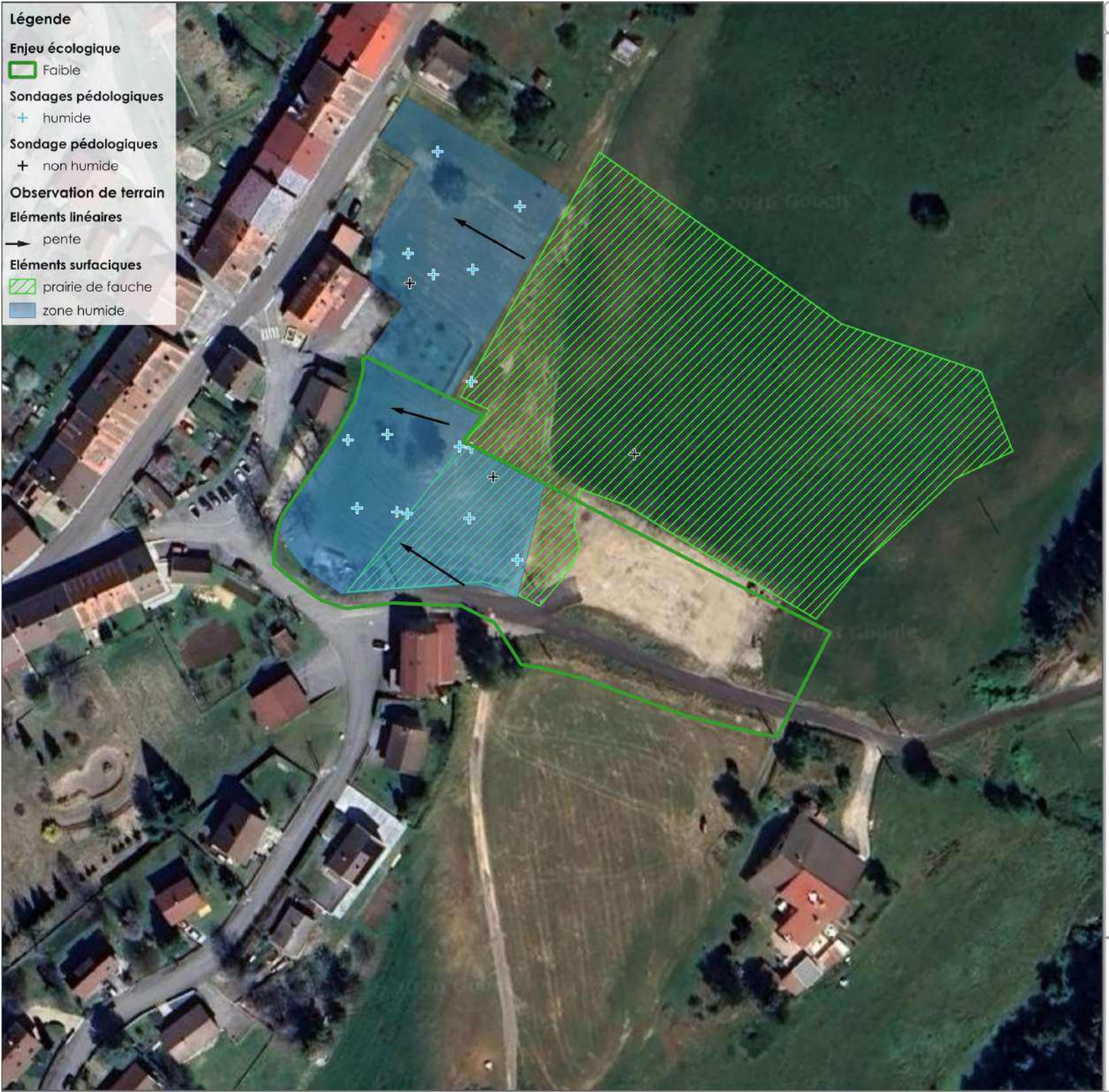
Commentaire : Pas d'enjeu particulier par analyse cartographique. Pas de terrain sur ce site.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SAINT-CLAUDE

OAP n° 62 : Combe aux chats

Type de zone : AU
Surface: 1.318 ha

Enjeu écologique : Faible

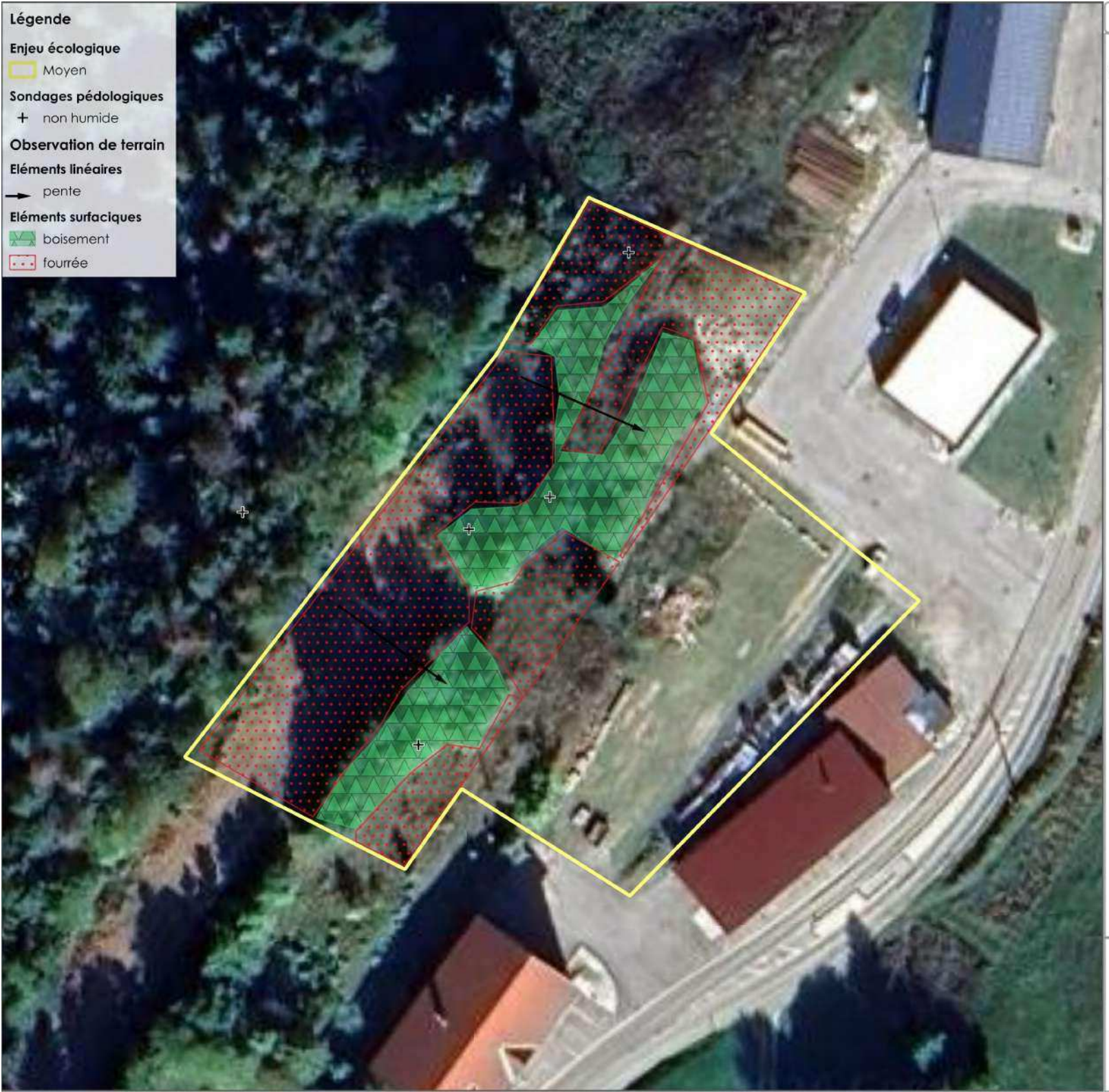
Commentaire : Enjeu moyen, présence de pelouse

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:1 000

0 20 40 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LA PESSE

OAP n° 63 : Rue de la Fruitière

Type de zone : AU
Surface: 0.3 ha

Enjeu écologique : Moyen

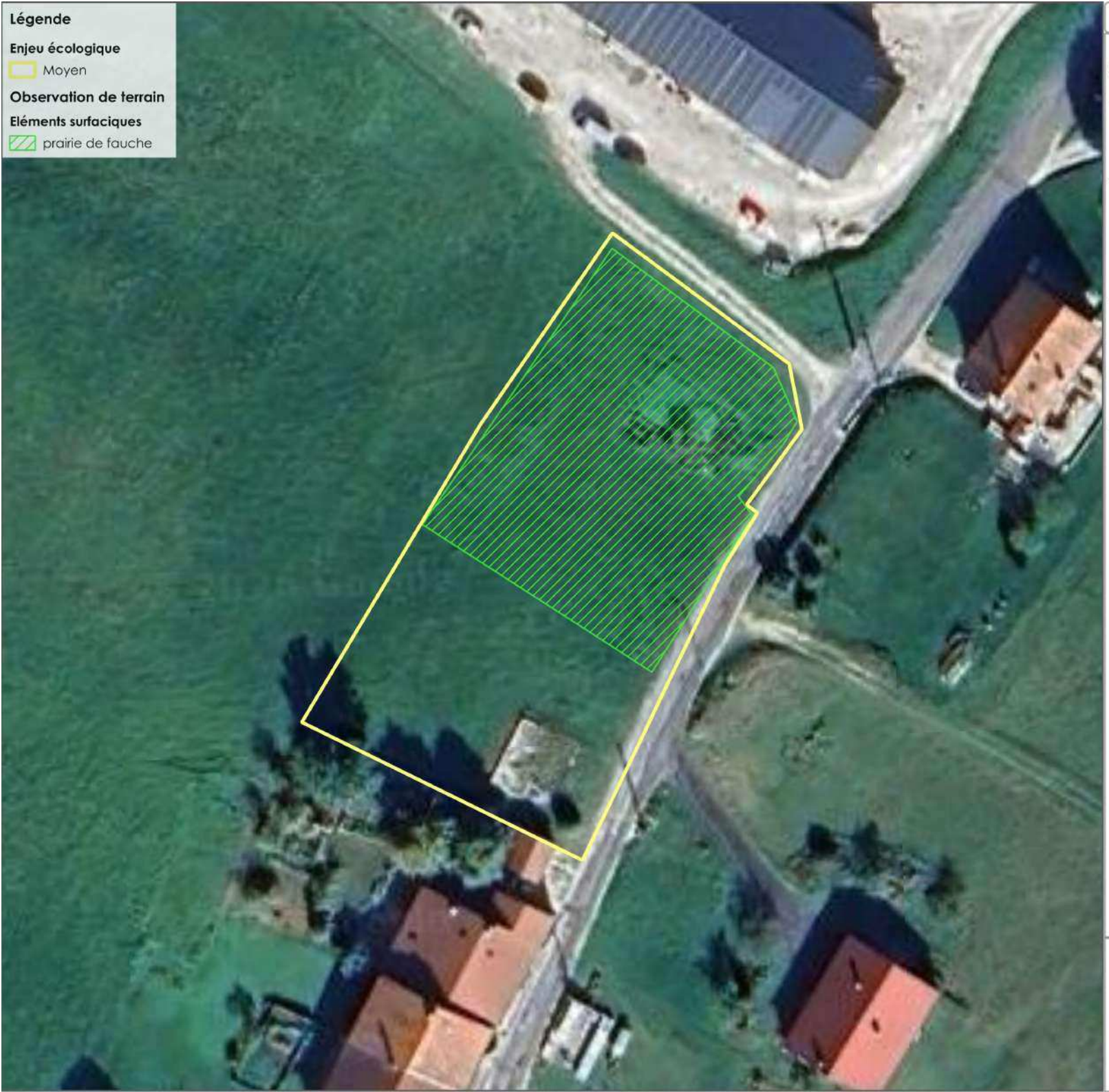
Commentaire : Parcelle occupée par des patchs de boisement à préserver. Le reste sont des fourrés, brousailles sans enjeu. Un cours d'eau traverse la parcelle et forme une zone humide en contre bas

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LES BOUCHOUX

OAP n° 64 : Rue de Très la Ville

Type de zone : AU
Surface: 0.178 ha

Enjeu écologique : Moyen

Commentaire : Présence d'une zone Natura 2000

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LA PESSE

OAP n° 65 : Route des Darappes

Type de zone : U
Surface: 0.402 ha

Enjeu écologique : Faible

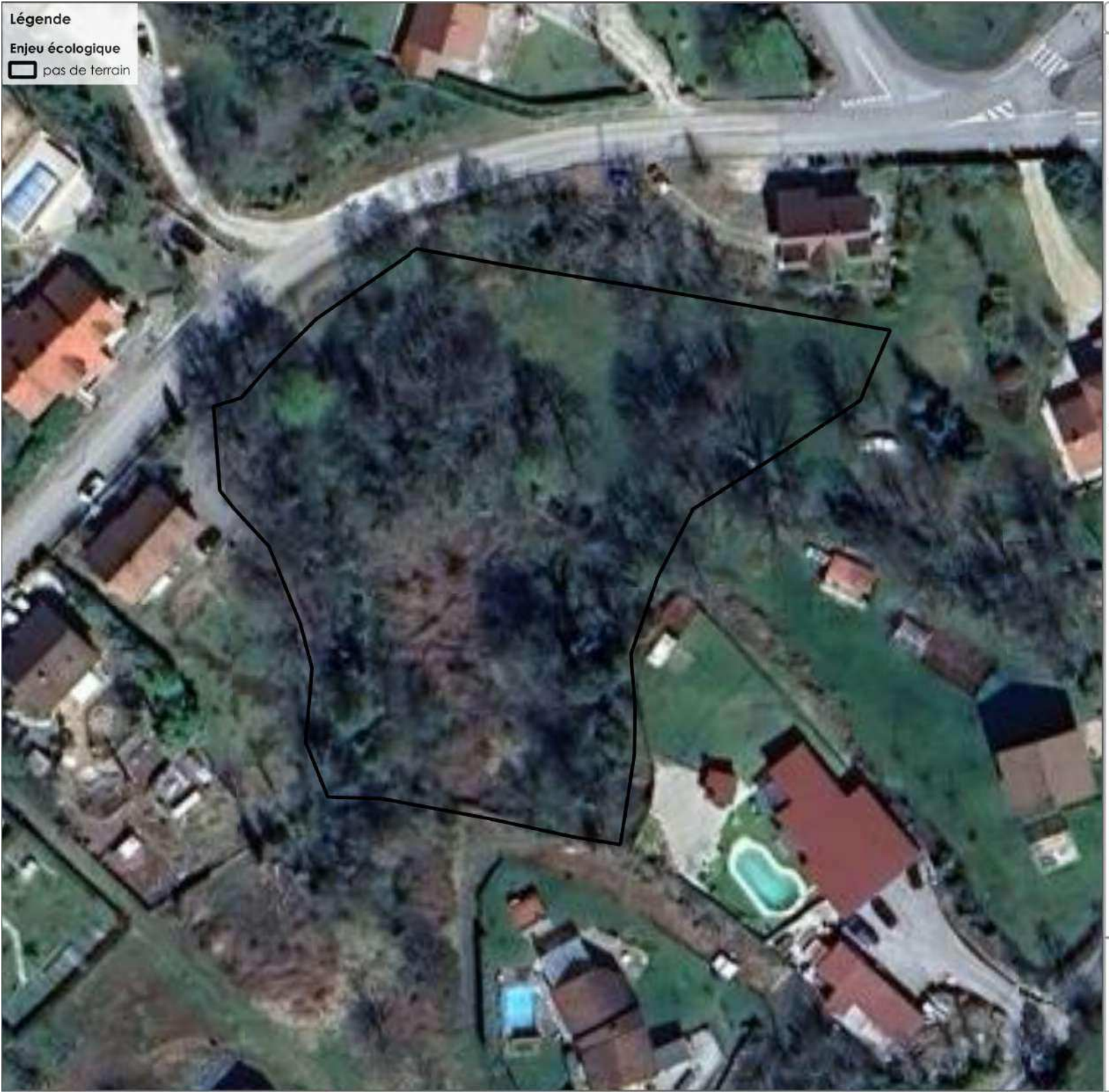
Commentaire : présence de ZH potentielle

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SAINT-CLAUDE

OAP n° 66 : Chevry

Type de zone : AU
Surface: 0.4 ha

Enjeu écologique : pas de terrain

Commentaire : pas de terrain sur le site

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LA RIXOUSE

OAP n° 67 : Rue des Crètes

Type de zone : AU
Surface: 0.273 ha

Enjeu écologique : Moyen

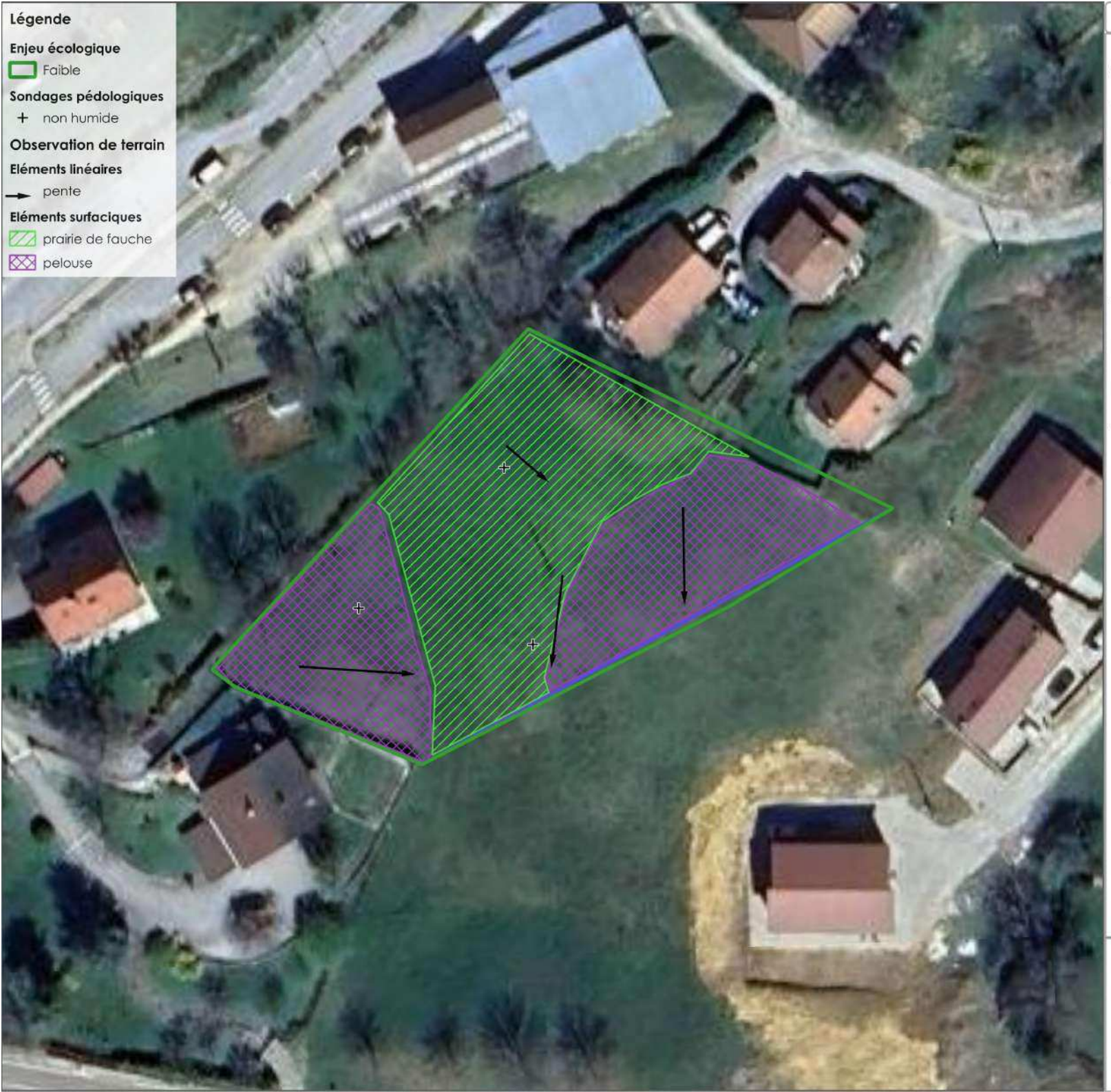
Commentaire : Parcelle occupée par de la prairie de fauche sans enjeu mais avec une haie arborée. Un drain traverse la parcelle et forme une petite zone de rétention des eaux / zone humide en bas de la pente.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LAVANS-LES-SAINT-CLAUDE

OAP n° 68 : Pratz

Type de zone : AU
Surface: 2.133 ha

Enjeu écologique : Faible

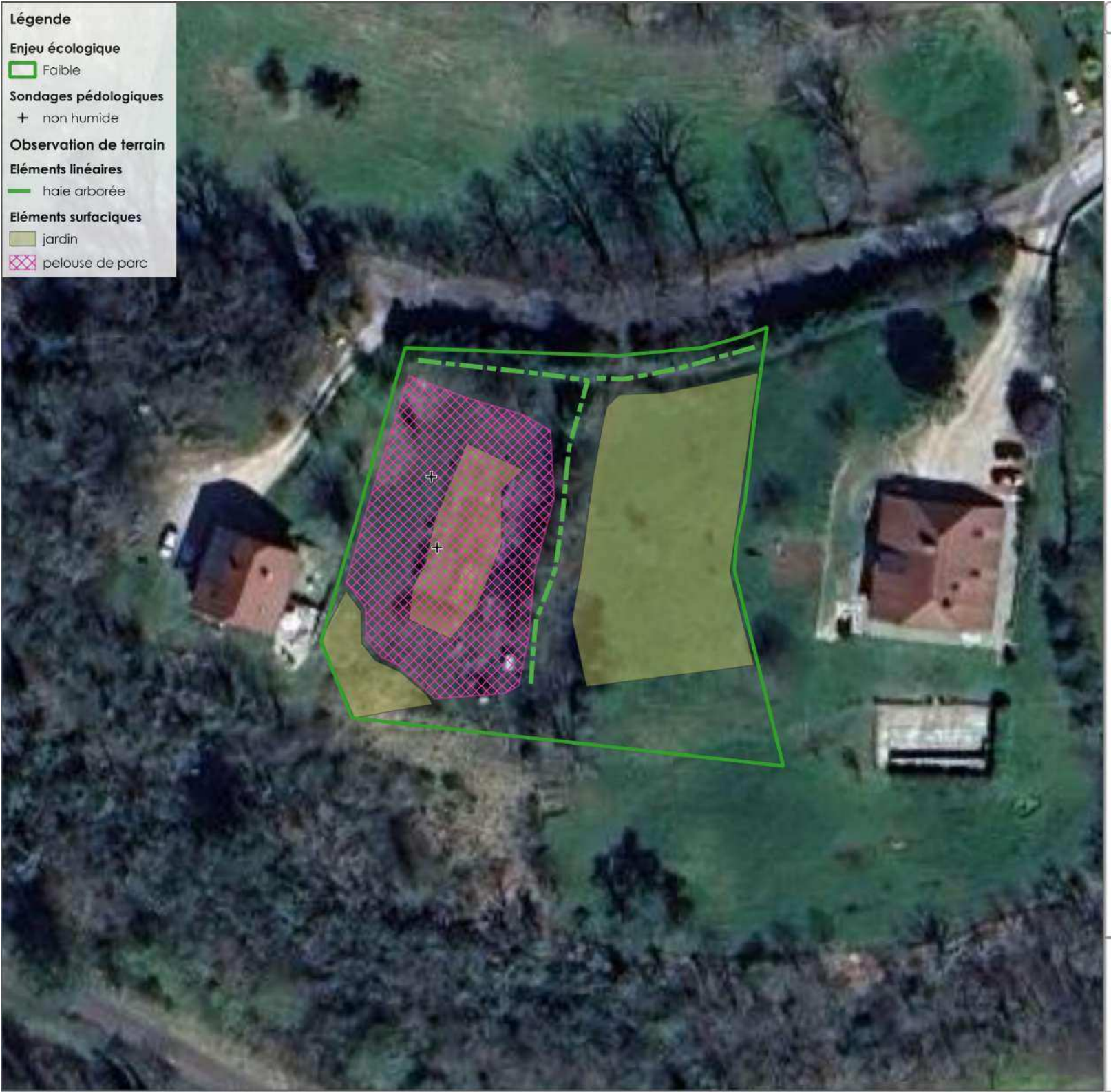
Commentaire : Proche des forêts identifiées dans le PNR

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SAINT-CLAUDE

OAP n° 69 : Chaumont

Type de zone : AU
Surface: 0.248 ha

Enjeu écologique : Faible

Commentaire : Parcelle occupée par des jardins privés et de la pelouse de parc sans enjeu. Une haie arborée est présente et est à préserver.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



LES MOUSSIERES

OAP n° 70 : Entrée du village

Type de zone : AU
Surface: 0.248 ha

Enjeu écologique : Fort

Commentaire : Un éxutoire d'eau pluviale en provenance du fossé de la route se déverse dans la parcelle et forme une zone humide autour du rejet. Le reste est occupé par de la prairie de fauche sans enjeu.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise



SEPTMONCEL LES MOLUNES

OAP n° 71 : Route de genève

Type de zone : AU
Surface: 0.6 ha

Enjeu écologique : pas de terrain

Commentaire : Site sans enjeu particulier après analyse cartographique. Pas de prospection de terrain sur ce site.

Source : Mosaique Environnement 2022, BD Topo
Fond : ©OpenStreetMap®
Réalisation : 11/2/2026

Echelle : 1:500

0 10 20 m

MOSAÏQUE ENVIRONNEMENT
Conseil & Expertise